



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



.

.

.

УВАЖАЮЩІ ОБОЗНАЧ

152264

PRINCIPAUX COLLABORATEURS DE LA REVUE

Rédacteur en chef : **M. G. de MOLINARI**, correspondant de l'Institut.

BELLET (D.).

BENOIST (Ch.).

FR.).

: BELLE.

e H.).

E.).

GAYLA (Claudius).

CHAILLEY-BERT (Joseph).

CHARLES ROUX, député.

CHEYSSON (Em.).

COMBES DE LESTRADE (Vte).

DES ESSARTS (P.)

DOMANSKI (L.).

EICHTHAL (Eug. d').

FLEURY (J.).

FOLLIN (H.-L.).

FOUQUET (G.), agronome.

FOURNIER DE FLAIX (E.).

FOVILLE (A. DE), membre de l'Institut.

FRANÇOIS (G.).

GHIO.

GIRETTI.

GOMEL (Ch.), anc. matt. des requêtes.

GRANDEAU (Louis), agronome.

HORN (Ant.).

JUGLAR (Clément), membre de l'Institut.

LACOMBE (Michel).

LAVOLLÉE (René).

LEFORT (J.), avocat au Conseil d'Etat.

LE ROY (Mlle Marie) (M. LR.).

LESAGE (H.).

LETORT (Ch.).

LEVASSEUR (Em.), membre de l'Institut.

LEVY (Raphael-Georges).

LIESSE (André)

LIMOUSIN (Ch.-M.).

MACQUART (Emile).

MALARCE (A. DE)

MARTINEAU (E.).

MATHIEU-BODET, anc. ministre.

MOLINARI (Edmond DE).

MULLER (Paul).

NEYMARCK (A.).

NOEL (O.).

NOUVION (Georges DE).

OTT (A.).

PARETO (Vilfredo).

PASSY (Fréd.), membre de l'Institut.

PASSY (Louis), député.

PAULIAN.

PASTOR (P.).

RAFFALOVICH (Arthur), correspondant de l'Institut.

RAFFALOVICH (Sophie) [Mme O'BRIEN].

RATOIN (E.).

REVEILLÈRE (contre-amiral).

ROCHETIN (Eug.).

ROQUET (Léon).

ROUSSEL (Ch.), conseiller d'Etat.

ROUXEL (M.-Fr.).

ROYER (Mme Clémence).

SAYOUS (André).

SCHELLE (Gustave).

STOURM (René), membre de l'Institut

TRICOCHÉ (G. Nestler).

VARAGNAC, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

VIALATE (Ach.).

VIGOUROUX (Louis), Député.

WEILER (Julien).

YVES GUYOT.

ZABLET (Maurice).

ZOLLA (D.)

JOURNAL

DES

ECONOMISTES

LE XX^E SIÈCLE

I

Le caractère particulier du XIX^e siècle, disions-nous dans notre revue de l'année dernière, ce qui le distingue de tous les siècles qui l'ont précédé, c'est une augmentation prodigieuse de la puissance productive de l'homme, en d'autres termes, de sa capacité de créer de la richesse. Mais comme il arrive d'habitude aux nouveaux enrichis, les peuples dont la fortune s'est subitement accrue grâce à une efflorescence extraordinaire de progrès matériels, n'ont pas acquis en même temps la capacité morale nécessaire pour en gouverner honnêtement et utilement l'emploi. Ils ont donné le spectacle des appétits grossiers et des vices des parvenus. Les classes en possession de la machine à faire les lois s'en sont servis pour satisfaire leurs intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général : le militarisme, l'étatisme et le protectionnisme se sont joints pour détourner de leur destination utile, détruire ou stériliser les fruits du progrès. Chose à peine croyable ! à mesure que s'est amoindrie l'utilité des couteux appareils de guerre que l'ancien régime avait légués au nouveau, on les a renforcés et développés au lieu de les réduire. Tandis que les progrès de la puissance destructive, allant de pair avec ceux de la puissance productive, assuraient d'une manière définitive les nations civilisées contre le risque des invasions des barbares, et que, d'une autre part, la guerre cessait d'être un mode avantageux d'acquisition de la richesse pour devenir une cause d'endet-

tement et de ruine, les armements prenaient des proportions de plus en plus formidables, et la guerre dévorait, dans le cours du xix^e siècle, dix fois plus d'hommes et de capitaux que dans aucun des siècles antérieurs. De même, tandis que le développement de l'esprit d'entreprise et d'association permettait d'abandonner désormais à l'initiative libre des individus les travaux et les services d'intérêt public, on a vu l'Etat empiéter chaque jour davantage sur le domaine de l'activité privée, et remplacer l'émulation féconde des industries de concurrence par l'onéreuse routine de ses monopoles. Moins l'intervention de l'Etat est devenue utile, plus s'est étendue la lèpre de l'Etatisme ! Enfin, tandis que la multiplication et le perfectionnement merveilleux des moyens de transport, à l'usage des agents et des matériaux de la production, égalisaient partout les conditions d'existence de l'industrie, et, en mettant en communication constante les marchés de consommation auparavant isolés, enlevaient sa raison d'être originaire au régime de la protection, l'esprit de monopole des classes gouvernantes et légiférantes exhaussait et multipliait les barrières du protectionnisme.

A en juger par ses débuts, le xx^e siècle suivra sous ce triple rapport l'exemple de son devancier. Pendant l'année qui vient de finir, les dépenses des gouvernements de l'ensemble des pays civilisés se sont augmentées comme d'habitude, et cette augmentation a porté, comme d'habitude aussi, sur les moins utiles. Nulle part, les services de la justice et de la police qui intéressent la sécurité des individus ne reçoivent une allocation proportionnée aux risques auxquels sont exposées la vie et la propriété de chacun. Aussi ne voit-on nulle part s'abaisser le taux de ces risques et l'industrie des malfaiteurs de toute espèce demeure-t-elle aussi florissante que jamais. Quoique les risques extérieurs qui peuvent menacer la vie et la propriété individuelles, du fait des invasions étrangères, soient devenus à peu près nuls depuis que l'expérience a démontré que toute guerre coûte aujourd'hui plus qu'elle ne rapporte, les budgets de la guerre et de la marine ne cessent point de s'accroître. Ils s'accroissent en raison non de l'augmentation mais de la diminution des risques qu'ils ont pour objet de couvrir. Tous les jours, on met sur les chantiers des cuirassés qui reviennent à une trentaine de millions au bas mot, et qui ne serviront qu'à de fastueuses et vaines parades. A cet égard, l'Espagne a donné un exemple caractéristique. Loin de réduire du montant des frais de garde des colonies qu'elle a perdues les budgets de ses armées de terre et de mer, et de réaliser ainsi une

économie indispensable à ses finances délabrées, elle les a augmentés, ses politiciens, — les libéraux aussi bien que les conservateurs, — ayant déclaré « intangibles » ces dépenses désormais inutiles. Quant au budget de la protection qui se superpose au budget de l'Etat, il n'a pas cessé davantage de s'épanouir. En France, la commission des douanes a continué activement à compléter et à perfectionner le tarif Méline, les primes à la marine marchande ont été renouvelées sauf un léger correctif, le régime des admissions temporaires a été modifié dans un sens restrictif etc. etc., en Suède les droits sur les denrées agricoles et la plupart des produits de l'industrie ont été aggravés, en Hollande même, le régime traditionnel de la liberté commerciale est sérieusement menacé par les appétits protectionnistes, en Allemagne, le gouvernement, dominé par une féodalité agrarienne, a présenté au Reichstag un projet de tarif destiné à élever le taux de la rente du sol aux dépens du salaire du travail.

Comment les nations civilisées peuvent-elles consentir à supporter cette politique de gaspillage et de privilège qui a plus que triplé en cinquante ans le chiffre de leurs dettes ¹, multiplié et alourdi les impôts qu'elles doivent et ceux qu'elles ne doivent pas ? On s'explique ce phénomène, d'ailleurs peu flatteur pour leur moralité et leur intelligence, quand on examine de près leurs éléments constitutifs. Elles se composent au moins pour les neuf dixièmes d'individus, préoccupés uniquement de leurs intérêts particuliers et immédiats, ignorants ou insoucians des intérêts généraux et permanents de la nation, à plus forte raison de

¹ Dans notre chronique du mois de mai dernier, nous avons reproduit une communication de lord Avebury à la Société de statistique sur l'augmentation énorme et continue des dettes publiques. De 42 milliards en 1848 les dettes des Etats civilisés ont monté à 117 milliards en 1873, à 128 milliards en 1888 et à 160 milliards en 1898. La plus forte part, on pourrait dire la presque totalité de ces dettes, a servi à alimenter la guerre ou cette préparation à la guerre qui a pris le nom de paix armée. D'après lord Avebury, les dépenses militaires et navales des grandes puissances européennes se sont augmentées depuis vingt ans dans les proportions suivantes :

	Millions	
Grande-Bretagne.....	712,8	1.707,0
France.....	752,4	957,5
Allemagne.....	506,3	945,0
Russie.....	848,1	901,5
Italie.....	251,4	434,9

II

Malgré la rapidité avec laquelle se développe le budget de l'État, il pourrait cependant être bientôt dépassé par le budget de la protection grâce au perfectionnement que l'esprit de monopole a apporté au mécanisme protectionniste par l'invention et la propagation des *trusts*, des cartels et des syndicats.

Les trusts aux États-Unis, les cartels en Allemagne, les syndicats et les comptoirs de vente en France sont, avec des différences d'organisation, constitués en vue d'un double objet, l'un de diminuer les frais de la production et de l'échange des produits, l'autre, d'élever les prix au niveau des droits protecteurs et de les y maintenir, en supprimant la concurrence intérieure, de manière à procurer aux industries protégées la totalité du bénéfice de la protection. En effet, l'expérience a démontré qu'il ne suffit pas d'exclure du marché intérieur les produits concurrents de l'étranger pour exhausser de tout le montant des droits, les prix au-dessus du taux du marché général ; qu'il arrive même, lorsque les droits portés à un taux prohibitif procurent d'emblée des bénéfices extraordinaires aux industries protégées, que l'esprit d'entreprise et les capitaux s'y portent avec surabondance, en déterminant une surproduction et une baisse qui ramènent les prix au taux du marché général et les font parfois tomber au-dessous. Alors, aux bénéfices plantureux de la première heure succèdent des pertes ruineuses. La chute des entreprises les moins solides dégage, à la vérité, le marché de l'excédent de la production et relève les prix, mais ce relèvement, en attirant de nouveau l'esprit d'entreprise et les capitaux, détermine un retour de la baisse.

Le régime de la protection engendre ainsi un état permanent d'instabilité, dans lequel à une période de hausse provoquée par l'exclusion de la concurrence extérieure succède une série de mouvements alternatifs de rétraction et d'expansion de la concurrence intérieure. Dans les périodes de rétraction les prix peuvent s'élever de tout le montant des droits, et s'il s'agit de denrées de première nécessité, être portés à un taux de famine. Les droits jouent alors entièrement et les producteurs réalisent la totalité des bénéfices possibles de la protection. Dans les périodes d'expansion, au contraire, les droits cessent de jouer, les producteurs vendent à perte et se ruinent. C'est, disons-nous, pour prévenir

ces fluctuations désastreuses, élever et stabiliser les prix au niveau des droits protecteurs, que les industriels américains ont entrepris de supprimer la concurrence intérieure, en constituant des trusts qui fusionnent les entreprises concurrentes de la même industrie. Dans quelques cas, ils ont complètement atteint leur but : la *Standard Oil C°* et le *Sugar trust* fournissent la presque totalité du pétrole et du sucre consommés aux Etats-Unis et sont, en fait, maîtres du marché. Le dernier et le plus colossal des trusts, l'*United States Steel C°* constitué au mois de mars dernier par la réunion de huit groupes d'entreprises, commande de même le marché des branches principales de la métallurgie. Ce trust monstrueux est formé au capital de 1.100 millions de dollars, et l'ensemble des capitaux des trusts est évalué à 7 milliards de dollars, soit 35 milliards de francs. Les cartels allemands, les syndicats français, syndicat des sucres, comptoir métallurgique à Longwy et autres, sont loin d'avoir atteint le développement des trusts, mais tous, trusts, cartels, syndicats, poursuivent le même objectif, qui est de s'assurer intégralement les bénéfices de la protection en empêchant la concurrence intérieure de troubler le jeu des droits protecteurs.

En Allemagne et en France ces tentatives encore partielles de monopolisation du marché n'ont pas sérieusement ému l'opinion publique. Il en a été autrement aux Etats-Unis. Comme d'habitude, c'est au gouvernement que l'opinion alarmée a eu recours pour défendre les intérêts menacés par la suppression de la concurrence intérieure. Dans la plupart des Etats de l'Union, des lois ont été faites pour empêcher la formation des trusts ou limiter leur pouvoir, mais ces lois, qui avaient pour défaut commun de faire obstacle au développement légitime et utile des entreprises sont demeurées impuissantes contre les manœuvres de l'esprit de monopole : aux combinaisons interdites par les lois, les trusts ont substitué des formes d'association inattaquables. Rien ne serait plus facile cependant que de leur porter un coup mortel : au lieu de faire des lois pour les réglementer, il suffirait de défaire la loi, qui a limité artificiellement la concurrence, en entourant le marché intérieur d'une muraille douanière. Le fondateur du trust des sucres n'a-t-il pas attesté, lui-même, l'efficacité de ce remède en avouant que le tarif est le « père des trusts ? »

Mais les tarifs de douane, soit qu'on les considère comme des instruments de fiscalité ou de protection sont défendus par des intérêts puissants. Ils fournissent partout une portion notable des ressources qui alimentent le militarisme et l'étatisme, et la tota-

lité de la dîme que le protectionnisme prélève sur la généralité des consommateurs et des contribuables. L'Angleterre seule a enlevé à son tarif tout caractère protectionniste, mais son exemple n'a été suivi que d'une manière momentanée, et on n'oserait affirmer que la réforme bienfaisante dont elle est redevable aux Cobden, aux Robert Peel, aux Gladstone, soit pleinement assurée contre un retour offensif du protectionnisme allié à l'impérialisme.

III

Cependant, il serait injuste de rendre les classes gouvernantes responsables de tous les maux qui affligent nos sociétés, ainsi que le font d'habitude les socialistes. Une part de ces maux, et peut-être la plus grosse part, a sa source dans l'incapacité et l'immoralité du gouvernement de l'individu par lui-même. Le budget de la débauche et de l'ivrognerie, par exemple, atteint, s'il ne le dépasse point, dans le plus grand nombre des pays civilisés, le budget du militarisme. Mais, quel que soit le point de partage de la responsabilité des erreurs et des vices du gouvernement de la société et du gouvernement de l'individu, ces erreurs et ces vices causent invariablement une déperdition des richesses qui se répercute sur les classes les moins capables d'en supporter le dommage. De là un malaise et un mécontentement qui semblent, au premier abord, inexplicables, à une époque où des progrès de toute sorte permettent à l'homme d'acquérir les matériaux de la vie en échange d'une somme de plus en plus réduite de travail et de peine.

C'est de ce malaise et de ce mécontentement succédant à des espérances excessives et prématurées qu'est né le socialisme.

A ses débuts, dans la première partie du siècle dernier, le socialisme apparaît sous la forme de simples utopies, conçues par des esprits bienveillants et chimériques. Sans tenir aucun compte des conditions naturelles d'existence de la société, les Saint-Simon, les Fourier et leurs émules rêvent de la reconstruire sur un plan nouveau, mais ils ne songent point à en appeler à la force pour réaliser leurs utopies. Ils sont convaincus qu'il suffira de les propager à la manière des apôtres, pour les faire adopter sans résistance, car ce qu'ils apportent à l'humanité c'est le bonheur universel. D'ailleurs, où trouveraient-ils la force néces-

saire pour les imposer? Ils la demanderaient en vain aux classes en possession du pouvoir et de la richesse. Quant à la multitude disséminée en groupes peu nombreux et sans liens dans les ateliers de la petite industrie, cette multitude à l'état amorphe ne pouvait leur fournir aucun point d'appui dans la première moitié du XIX^e siècle. Privée de tout droit politique, elle ne comptait point dans l'Etat.

Mais dans la seconde moitié du siècle, la situation a changé du tout au tout. La grande industrie a rassemblé dans ses ateliers des milliers de travailleurs, que la transformation et la multiplication des moyens de communication a contribué encore à rapprocher, les lois sur les coalitions ont été abolies et les droits politiques sont descendus dans les couches inférieures de la société : au suffrage restreint qui en conférait le monopole aux classes supérieure et moyenne, a succédé le suffrage universel. Dans ce nouvel état des choses, la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, comme la nommait Saint-Simon, a cessé d'être une poussière sans consistance pour devenir une masse compacte et en voie de s'organiser. Elle a fourni au socialisme le point d'appui qui lui manquait à ses débuts. A son tour, il s'est transformé pour s'adapter à l'état d'esprit de sa clientèle. Cet état d'esprit ne diffère point de celui des classes supérieure et moyenne et comment serait-il plus éclairé et plus moral? Imbue à leur exemple de la doctrine héritée de l'époque où la guerre était le mode le plus lucratif d'acquisition de la richesse, où, par conséquent, le profit de l'un faisait le dommage de l'autre, la démocratie ouvrière est naturellement convaincue qu'elle ne peut s'enrichir qu'en dépouillant les riches. En conséquence, ce qu'elle demande à la loi, c'est de confisquer le capital ou tout au moins de le mettre à la merci du travail. Le collectivisme a répondu à cette demande. En vain, les classes encore en possession du pouvoir de faire la loi s'efforcent aujourd'hui de parer à ce danger, en offrant au cerbère de la démocratie le gâteau des lois dites ouvrières, loi limitative de la durée du travail, en attendant la loi du minimum du salaire, loi reportant sur les employeurs la responsabilité des accidents, naturellement afférente aux employés, loi imposant aux patrons et à l'Etat une part du fardeau des pensions ouvrières, etc., etc., ces offrandes de la peur n'ont pas la vertu de détourner la clientèle du collectivisme, car il lui promet la totalité des biens dont l'Etat bourgeois ne lui offre qu'une part; encore n'est-il pas bien certain que cette part ne lui aura point été reprise par la répercussion des lois naturelles qui régissent l'impôt et le salaire.

IV

Aux deux partis qui se sont disputé pendant le cours du XIX^e siècle la possession de l'Etat et la confection des lois, l'un, le parti conservateur recruté principalement dans la classe gouvernante de l'ancien régime, l'autre, le parti libéral issu de la bourgeoisie, enrichie par l'industrie, se joint maintenant un troisième parti, représentant la classe ouvrière investie des droits politiques : le parti socialiste. Il semble même que ces trois partis doivent bientôt se réduire à deux. Ne voyons-nous pas le parti libéral se dissoudre partout, et ses éléments constitutifs s'unir suivant l'affinité de leurs intérêts au parti conservateur ou au parti socialiste ? On peut donc prévoir que la lutte pour la possession de l'Etat et la confection des lois, qui s'est poursuivie dans le cours du XIX^e siècle entre le parti conservateur et le parti libéral se poursuivra au XX^e entre le parti conservateur et le parti socialiste. On peut prévoir aussi que cette lutte ne sera pas moins ardente, et selon toute apparence moins stérile que ne l'a été sa devancière, et qu'elle engendrera la même série de révolutions, de coups d'état, avec le dérivatif sanglant des guerres étrangères et des expéditions coloniales, qui ont constitué ce qu'on pourrait appeler le passif de la civilisation du XIX^e siècle.

Si ces prévisions auxquelles conduit, il faut bien le dire, l'enchaînement logique des faits devaient se réaliser, elles justifieraient le pessimisme qui a succédé à l'optimisme des premiers temps du nouveau régime politique et économique. Il est en effet trop évident que la lutte pour la possession du gouvernement ne pourra que croître en violence et que le jour où le parti socialiste aura le pouvoir de faire la loi, il en usera avec moins de discrétion que le parti soi-disant libéral et réformateur dont il est en train de recueillir l'héritage. Il taillera dans le vif de la propriété et de la liberté individuelles. Il brisera ou faussera les ressorts du mécanisme délicat de la production des matériaux de la vie... Mais n'est-il pas permis d'espérer que l'échec inévitable des tentatives de réorganisation artificielle de la société, et le surcroît de misère et de souffrances dont elles seront suivies, feront naître une conception plus saine du rôle de la loi et détermineront la création d'un parti anti-socialiste aussi bien qu'anti-protectionniste. Nous n'ignorons pas que la constitution d'un parti qui n'aurait à offrir à ses officiers et à ses soldats ni « places », ni protections ou subventions, ni bureaux de tabac, pourrait, au premier abord, sembler

une entreprise chimérique. On connaît le mot du président Jackson : aux vainqueurs les dépouilles ! Pourquoi lutterait-on s'il n'y avait pas de dépouilles, se disent les politiciens de l'école de Jackson ; mais, ne leur en déplaise, il y a encore, il y aura toujours des hommes disposés à servir gratis une bonne cause, et c'est pourquoi nous ne désespérons pas de voir se fonder, au xx^e siècle, un parti qui a manqué au xix^e : le parti du moindre gouvernement.

G. DE MOLINARI.

LE MARCHÉ FINANCIER

EN 1901

I

L'année 1900 nous apparaissait comme marquant pour l'Europe la transition entre la période extrêmement prospère qui avait commencé en 1895 et des temps plus difficiles, durant lesquels les épreuves d'ordre industriel et financier ne devaient pas nous être épargnées ; nous considérions que la dépréciation des valeurs à revenu fixe était arrivée à son point extrême et qu'en même temps que le loyer des capitaux allait s'abaisser considérablement, nous allions voir s'ébranler l'édifice des valeurs industrielles. Les faits nous ont donné raison, les prévisions pessimistes ont été justifiées aussi bien à la Bourse que sur le terrain commercial et industriel et que sur le terrain budgétaire. Les différents indices qu'enregistre la météorologie économique, après avoir signalé l'approche de la dépression et marqué dans quelques pays de véritables perturbations, sont à un niveau inférieur à celui des années précédentes. Prix des marchandises, recettes des chemins de fer, recettes du Trésor, bénéfices des particuliers et des sociétés, subissent une réaction plus ou moins intense, dont il n'est guère possible aujourd'hui de déterminer la durée et l'étendue ¹.

Tous les pays européens ne sont pas atteints dans une proportion égale, car tous n'ont pas participé également à l'activité de la période précédente et dans quelques-uns même,

¹ « La vérité, a dit M. Caillaux dans son discours sur le budget français, c'est qu'il passe en ce moment sur l'Europe un de ces ouragans qui surviennent périodiquement dans la vie des peuples et que la guerre du Transvaal explique. Cette guerre n'a pas eu simplement pour conséquence de troubler complètement un des grands marchés du monde ; par suite du phénomène de solidarité qui fait que tous les marchés sont liés aujourd'hui les uns aux autres, elle s'est répercutée sur la France. »

la crise a éclaté plus tôt que dans les autres. Mais la solidarité des divers marchés, la connexité et la complication des intérêts engagés ont créé une corrélation de phénomènes commerciaux et financiers et une répercussion générale. Nous verrons que la France, où, pour des raisons multiples et si souvent analysées qu'il serait oiseux de les énumérer de nouveau, l'esprit d'entreprise est moindre qu'ailleurs, nous verrons qu'en 1901 la France a été le grand réservoir des capitaux disponibles et le centre vers lequel le métal jaune a continué à s'écouler, tandis que l'Angleterre a été paralysée financièrement par la guerre qu'elle a soutenue dans le Sud de l'Afrique et que l'Allemagne a été en proie à toutes les secousses d'une crise de crédit, d'une crise de l'industrie.

Les crises sont la conséquence d'un gaspillage de ressources, d'un mauvais emploi de capitaux mal dépensés, immobilisés dans des entreprises qui ne sont pas rémunératrices ou qui ne le seront que plus tard, placés dans des valeurs mobilières à des prix de fantaisie, confiés à des banques qui deviennent insolvables. Ceux qui ne voient les choses que par le dehors font naître les crises d'un excès de production, alors que d'autres esprits plus judicieux prennent comme point de départ un excès de consommation, entendant le mot de consommation dans son sens le plus vaste et ne le rapportant pas seulement à la consommation journalière. Il y a excès de production en apparence, absence de débouchés, absence d'acheteurs, parce qu'il y a eu appauvrissement, déséquilibre entre l'offre et la demande. On a construit trop de fabriques : les bénéfices réalisés antérieurement dans certaines branches y ont amené des concurrents qui produisent dans de meilleures conditions, qui vendent à plus bas prix. Les fabriques anciennes qui travaillent avec un outillage suranné ou qui n'ont pas amorti leur capital dans des périodes de prospérité antérieure, souffrent, travaillent à perte ; les usines nouvelles, construites avec l'outillage le plus perfectionné, ne sont souvent pas dotées de fonds de roulement suffisants, elles ne possèdent pas de réserves adéquates, et elles sont à la merci d'un renchérissement du crédit. C'est la crise industrielle que la concurrence étrangère rend plus aiguë, mais qui provient aussi de ce que les droits de douane ayant écarté cette concurrence étrangère et réservé le marché intérieur à l'industrie indigène, celle-ci a développé outre mesure son outillage, si bien qu'elle finit par souffrir d'un excédent de marchandises qui ont coûté fort cher à fabriquer.

L'Etat, par les primes qu'il accorde à certaines branches de l'industrie agricole, à celles qui fabriquent le sucre ou qui font de l'alcool, contribue à surexciter la production et à créer des conditions tout à fait anormales, auxquelles il cherche une issue en favorisant l'exportation, qui se fait à bas prix, au détriment du Trésor et des consommateurs indigènes. De même, à l'abri des droits de douane, il se crée des syndicats, qui groupent les producteurs, règlent les prix et les débouchés, font la cherté au dedans et vendent à perte au dehors, qui se superposent les uns aux autres ; lorsque les circonstances se modifient, les exigences des syndicats, qui sont à la base, rendent plus difficile et plus précaire l'existence des branches qui emploient la matière première ou qui finissent la transformation de produits à demi fabriqués. Ce facteur de la coalition des producteurs est un élément nouveau dans la pathologie des crises. A côté des crises industrielles, il en est d'autres qui atteignent plus particulièrement la distribution des produits et le marché des capitaux : ce sont les crises commerciales et financières.

Il y a dans les crises une part d'imagination et une part de vérité, tout comme dans le jugement qu'on porte sur la valeur du change, lorsqu'il s'agit d'un pays à monnaie avariée. Le rôle de l'imagination, dans les affaires, est considérable, et la preuve, c'est que le cours des valeurs sidérurgiques, par exemple, au lieu d'être simplement le reflet exact de la situation des entreprises de cette catégorie, réagit d'une façon très marquée sur la marche de l'affaire, sur l'importance des commandes ; lorsque les cours baissent à la bourse des valeurs, les marchands en gros hésitent à donner des ordres d'achat aux usines.

Ces réflexions d'un ordre général et un peu théorique peuvent servir de préface à une revue de l'année 1901, en ce qui concerne l'Europe et peut-être aussi, dans une année postérieure, pourront-elles servir d'introduction à une chronique annuelle du marché américain. Le spectacle des faits en 1901 a rappelé d'une façon brutale, tangible, l'existence de lois économiques, dont les pertes subies dans les crises constituent comme la sanction pénale.

Au milieu des désastres de l'année 1901, nous avons cru découvrir qu'il y avait une similitude très grande dans les fautes commises dans les entreprises industrielles de création récente, en Allemagne, en France, en Belgique, en Russie : financiers et ingénieurs, chargés les uns de la trésorerie, les

autres de la partie technique, ont trouvé moyen de se tromper pareillement dans les différents pays. Souvent le capital, à la fondation, a été exagéré; les apports ont reçu une rémunération excessive; plus tard, les devis se sont trouvés dépassés, les immobilisations ont été exagérées; dans le moment où le public était disposé à apporter ses capitaux, on a eu le tort de ne pas constituer des fonds de roulement assez considérables. Il est vrai que, à force d'émettre de nouvelles valeurs, on a fini par ne plus trouver d'acheteurs et que les financiers sont restés avec de gros paquets de titres ou avec des créances qu'ils ne pouvaient plus monnayer. Une autre constatation, c'est que, dans les moments difficiles, lorsque le crédit se resserre, lorsque l'échafaudage de hausse s'affaisse et se désagrège, les premières victimes sont les entreprises industrielles ou les banques qui étaient en décomposition latente depuis longtemps et qui ne se soutenaient plus qu'à force d'expédients, qu'à force d'audace, en transgressant et leurs statuts et le Code pénal. On l'a bien vu en Allemagne, lorsqu'en octobre 1900 deux banques immobilières, ayant leur siège à Berlin, ont succombé, lorsqu'en juin 1901 on a eu le krach de la Banque de Leipzig et de la Société de dessiccation des drèches de Cassel.

Un élément fâcheux qui a aggravé la situation, en Allemagne, c'est la détestable loi sur la Bourse, entrée en vigueur en 1899. Œuvre de haine de la part de la majorité du Parlement, œuvre de faiblesse gouvernementale, le *Börsengesetz* a brisé un instrument inappréciable, la liberté des transactions sur le marché des valeurs et sur le marché des marchandises. La réglementation allemande a contribué au renchérissement des capitaux, a accentué les oscillations dans les deux sens en supprimant la contrepartie; le découvert, si utile pour ramener les cours à un niveau plus sain, a disparu pendant longtemps. La réforme du marché de Paris, suivie d'un exode plus apparent que réel des intermédiaires, a été justement critiquée; d'une bien moins grande envergure que le bouleversement créé par le *Börsengesetz*, et ayant déjà subi des allègements, grâce à l'intervention d'un ministre de finances intelligent et résolu, elle a eu pour conséquence indirecte de faciliter l'écoulement en France des marchandises financières avariées, qui avaient été confectionnées à Bruxelles, sous pavillon belge, pour être consommées en France.

On a pu voir en 1901 la séparation très nette du crédit de l'Etat et de la situation des entreprises. Certainement, dans

une mesure appréciable, les recettes du Trésor se ressentent dans le produit des patentes, du timbre, de l'enregistrement, des contributions indirectes, de la condition générale des affaires, mais le crédit de l'Etat reste intact lorsque les entreprises particulières périclitent. On pourrait même aller plus loin et dire que si l'on juge du crédit de l'Etat par le cours de sa rente, celui-ci a chance de s'élever lorsque les affaires industrielles vont mal et que les actions baissent, car le placement en fonds d'Etat est le port de refuge au milieu de la tempête. C'est un encouragement et une consolation pour le détenteur de la Rente, qui se contente d'un revenu moindre, mais autrement sûr. Il n'en est pas de même lorsque l'Etat est engagé dans une guerre longue et dispendieuse, sa rente peut baisser relativement plus que le cours des affaires industrielles indépendantes, dont quelques-unes en outre prospèrent grandement par les fournitures de l'Etat ; la baisse de la rente réagit directement sur les valeurs à revenu fixe.

II

Les vicissitudes du 2 3/4 anglais (1), qui deviendra automatiquement, c'est-à-dire sans conversion du 2 1/2 en 1903 et dont il existe 562 millions de livres sterling, sont instructives. Après avoir été remorqué à 114 par les achats continus des caisses publiques, pour le placement des caisses d'épargne, par le jeu de l'amortissement, par la disette des fonds de tutelle, par les achats des banques comme emplois de leurs réserves, le Consolidé anglais, en quelques années, est tombé à 91, c'est-à-dire à un niveau que l'on n'avait plus vu depuis une trentaine d'années. En 1901, il a oscillé entre 97 7/8 et 91. Cette baisse est la conséquence de la guerre sud-africaine et des immenses besoins d'argent qu'elle entraîne pour le Trésor, de la concurrence des emprunts déjà contractés (2) et de ceux

(1) Le 3 0/0 anglais. à l'avènement de Georges III. valait 83 en 1871, après la capitulation de lord Cornwallis au général Washington 63 1/4, en 1786 70, en 1790 81, en 1792 97 à 72 1/2, en 1797 47 3/8. Il a touché le pair pour la première fois le 9 avril 1844.

(2) Emprunt de guerre 2 3/4 de £ 30.000.000, non remboursables avant 1910 et émis à 98 1/2, deux émissions de bons de l'Echiquier 3 0/0 d'ensemble 24 millions de livres, non remboursables avant 1905 et émis entre 98 et 98 1/8. Il faut y ajouter une vingtaine de millions de livres de bons du

qu'il faudra conclure pour continuer et liquider les dépenses, elle est la conséquence de la suspension de l'amortissement qui faisait le vide à la Bourse, et aussi de ce que la plupart des colonies anglaises, ayant obtenu que leurs rentes fussent déclarées valeurs dotales de par la loi, les *trustees* ont un bien plus grand choix pour placer l'argent de leur pupilles. On voit que le cours même du Consolidé anglais avait été enflé artificiellement en quelque sorte et qu'il n'a pas échappé à une baisse de 25 points, qui s'est faite en moins de quatre ans. Aujourd'hui le premier crédit public est celui des Etats-Unis, dont le 2 0/0 est au-dessus du pair, mais ici encore c'est une cause artificielle qui intervient pour maintenir un titre, rapportant de si faibles intérêts, à un prix qui a varié cette année entre 105 et 109. Sans l'obligation pour les banques nationales de déposer des titres de la Dette publique comme couverture de leur émission fiduciaire, et sans les avantages attachés spécialement à cette catégorie des titres (1), le 2 0/0 des Etats-Unis serait à une cote différente. La rente française a touché 105, il y a quelques années; mais si elle n'a pu se maintenir au plus haut cours, cours qui sentait la conversion et qui a provoqué du déclassement, c'est elle qui a offert le plus de résistance à la baisse depuis deux ans et elle n'a fléchi que rarement au-dessous du pair, et cela à peine de quelques centimes; les achats des Caisses d'épargne ont été en France le grand véhicule de la hausse du 3 0/0; ils se sont ralentis, mais ils représentent encore une somme respectable. En outre, la rente française est celle dont la tenue est la plus démocra-

Trésor qui sont à courte échéance et qui se renouvellent. Le 21 avril 1901, il a été émis 60 millions livres de consolidés portant 2 3/4 jusqu'au 5 avril 1903, date à laquelle l'intérêt est réduit à 2 1/2 0/0, le taux d'émission a été 94 1/2. Dix millions de livres ont été attribués à des souscriptions américaines. La moitié fut donnée ferme à un syndicat, la moitié, mise en souscription publique. Le public souscrivit 200 millions de livres. Le 3 0/0 Egyptien garanti par les Puissances s'est maintenu au-dessus du pair en 1901, tandis que le grec 2 1/2 0/0 garanti par l'Angleterre, la France et l'Allemagne a valu entre 89 1/2 et 93. Nous rappellerons que les fonds publics anglais sont toujours soumis à l'*income tax*, quelle que soit la nationalité du détenteur. La baisse des consolidés anglais est ressentie très douloureusement par les institutions financières qui, ayant placé leurs réserves en consolidés et n'ayant pas pris la précaution de les faire figurer à un prix inférieur dans leur bilan, sont obligés aujourd'hui d'amortir la dépréciation survenue.

(1) Les banques peuvent émettre des billets pour la valeur nominale des 2 0/0.

tique, dont la propriété est la plus divisée, de même que la Banque de France est, de toutes les banques d'émission, celle qui escompte les plus petits effets. Les fonds 3 0/0 d'Etats allemands, qui avaient atteint le pair, il y a quelques années, et qui, en 1899 et 1900, avaient fléchi considérablement, jusqu'aux environs de 84 ou de 85, se sont relevés en 1901 et, le 3 0/0 prussien, le 3 0/0 allemand ont revu le cours de 89 et même de 90. Ils n'ont pas l'avantage d'une organisation centralisée des Caisses d'épargne, venant absorber les titres, ni celui d'un amortissement fonctionnant par des achats sur le marché. A la suite des grandes conversions de 4 en 3 1/2, il s'est produit un déclassement des rentes en faveur des placements plus rémunérateurs en apparence et plus aléatoires de l'industrie; le surlendemain des conversions, faites à l'intérieur, a presque toujours cet effet, de faciliter la spéculation, qui est accompagnée d'une tension du taux de l'intérêt. En 1897-1900, le public allemand a vendu les fonds qui rapportaient le moins d'intérêt; il a fallu pour le ramener aux placements de premier ordre et les leçons de la crise et le retour soit au type de 4 0/0 et de 3 1/2 0/0 de la plupart des Etats secondaires et des villes, soit l'émission de 3 0/0 à des cours inférieurs à ceux qui avaient été obtenus. Il ne faut pas avoir le fétichisme du pair, lorsque les circonstances changent; un ministre des Finances est bien forcé de se plier aux conditions du marché des capitaux de même qu'il est obligé d'être circonspect, lorsqu'il parle de faire des conversions; celles-ci sont actuellement plus difficiles et plus lourdes à exécuter que durant la période 1887-1896. Les fonds russes 4 0/0 ont su garder, à peu de chose près, leur niveau antérieur, tandis que le 3 0/0 a fléchi lorsque le public a moins envisagé le bénéfice pouvant résulter de l'éloignement du pair et a préféré de plus gros intérêts. La rente italienne a haussé, l'extérieure espagnole également.

Quels sont les événements qui ont exercé leur influence sur la marche des affaires; sur les dispositions de la spéculation? Il en est d'ordre général, comme la continuation de la guerre sud-africaine qui coûte si cher en vies humaines, non pas seulement en vies sacrifiées sur le champ de bataille et si cher en argent à l'Angleterre, elle a des répercussions sur le commerce et l'industrie ailleurs même qu'en Angleterre; elle a fait passer au second plan le marché de Londres et donné la prépondérance à l'influence financière de Paris; parmi les évé-

nements d'ordre politique, il convient de citer la signature du protocole de Pékin (1), après de fastidieuses négociations, l'avènement du roi Edouard VII, succédant à la reine Victoria, chargée d'années dont les dernières ont été assombries par la guerre, l'assassinat du président Mac-Kinley, la démonstration navale française à Mitylène, la seconde visite de l'Empereur Nicolas II en France, l'achèvement du Transsibérien, la recrudescence d'appétits protectionnistes en Allemagne, où un projet de tarif révisé met en péril l'œuvre de salut économique, accomplie en 1892-1894: il faut tenir compte de l'insécurité qui en résulte pour les relations commerciales, de même que des grèves qui menacent l'industrie, que des promesses électorales faites à la masse des ouvriers.

III

Dans une revue de l'année, les Etats-Unis méritent d'occuper la première place. L'Europe a traversé une période difficile, marquée par un ralentissement dans le progrès de la richesse, par des méventes industrielles, par des baisses de salaires, par des effondrements de valeurs industrielles; le tableau est tout différent de l'autre côté de l'Atlantique. La prospérité générale y a grandi encore, l'essor commercial et industriel qui a commencé au lendemain de la guerre contre l'Espagne, s'est accentué. De ce côté-ci de l'Atlantique, on a senti passer le frisson d'une concurrence croissante des Etats-Unis qui ne porterait plus seulement sur les produits du sol, mais qui menacerait l'industrie et l'on a conçu l'idée, difficilement réalisable et dangereuse, d'une coalition commerciale contre les Etats-Unis: on a été effrayé des progrès du commerce américain, qui de 1891 à 1900 a progressé de 8 milliards et demi à 11 milliards de francs, l'exportation de 4 milliards et demi à près de 7 milliards de francs. Pour l'année fiscale 1900-1901, l'excédent des exportations a été de 3.320 millions de francs, pour la période 1898-1901 de 11.770 millions de francs: il est vrai que, pour une bonne part, la hausse du froment, à la suite de la mauvaise récolte de l'Europe, en 1897 et celle du coton, à

(1) Le chiffre primitif de l'indemnité due par la Chine a été fixé à 1.635 millions de francs, payables en 39 annuités, et garanties par divers revenus chinois, notamment par les droits de douane dont le taux sera relevé à 50/0 effectif. La France a été la première à mobiliser ses annuités par l'emprunt de 265 millions de francs.

la suite de la moindre production en 1900, ont contribué à grossir les valeurs. L'immensité des exportations a permis aux Etats-Unis de jouer en 1900 un rôle prépondérant sur le marché financier du monde, de racheter de grandes quantités de leurs actions de chemins de fer, de leurs obligations, de placer des capitaux à la disposition de l'Allemagne, de l'Angleterre, mais en 1901 la situation s'est modifiée. Malgré cet endettement apparent de l'Europe pour les marchandises exportées d'Amérique, dans la seconde moitié de l'année, il est sorti d'Amérique des quantités assez considérables de métal jaune, et cela parce qu'à leur tour, les Etats-Unis ont eu besoin du concours de l'Europe, des ouvertures de crédit à Londres et à Paris pour soutenir l'immense édifice financier des trusts, des fusions de chemins de fer, des achats de lignes de bateaux à vapeur. Londres et Paris ont été les points d'appui des banquiers de New-York, et en automne, lorsqu'on est devenu plus difficile pour le renouvellement des crédits, notamment à Paris, les Américains ont envoyé de l'or : il y avait longtemps qu'ils avaient revendu les titres de l'emprunt de guerre, les bons du Trésor anglais et allemand. Cette question de l'emploi des excédents de l'exportation américaine et des sorties d'or de New-York a vivement occupé les Américains : il faut tenir compte des dépenses de leurs voyageurs, du coût du transport maritime des marchandises, des remises faites par les immigrants à leurs familles ou lors de leur retour, des mouvements de titres mobiliers, des achats de flottes marchandes¹. Les bonnes récoltes des Etats-Unis, l'accroissement de la circulation fiduciaire des banques nationales, les bénéfices considé-

¹ Les budgets des États-Unis sont en excédent, le dernier de 325 millions de francs, la circulation de l'or a augmenté, le stock d'or est estimé à 5.620 millions de francs, l'encaisse or de la Trésorerie a passé de 1.130 millions en 1898, à 1.610 millions en 1901 ; en deux ans, par les conversions en 2 0/0, le service des annuités de la dette a été réduit de 200 à 140 millions. En 1900-1901, les Américains ont acheté 900.000 tonneaux de vapeurs transatlantiques étrangers, et cela à des prix extrêmement élevés. La gestion des finances publiques aux Etats-Unis est incohérente : 146 millions dollars d'excédents en 1882, 69 millions de déficit en 1894. Tantôt la Trésorerie jette des millions de titres sur le marché, tantôt elle étouffe sous le poids des rentrées d'impôts et elle est obligée de racheter avec une forte prime des titres pour rendre au marché son élasticité. Au 30 novembre, il avait été exporté depuis le commencement de l'année 46.6 millions de dollars en or. Un seul navire allemand, Wilhelm der Grosse, a emporté 7.329.583 dollars, dont 6 1/2 millions à destination de la France.

rables de l'industrie et du commerce, qui ont un marché intérieur de plus de 75 millions d'habitants, ont créé un milieu propice à la création de nouvelles affaires, à l'écoulement de titres mobiliers et les financiers américains sont de première force, lorsqu'il s'agit d'entreprendre des combinaisons gigantesques : ils avaient gagné beaucoup d'argent par la réorganisation des chemins de fer, après la crise de 1893, et c'est de ce côté, ainsi que dans la constitution de trusts de toute nature qu'ils ont exercé leur activité. Nous avons retracé dans un article du *Journal des Économistes*, paru dans le courant de 1901, les origines et les traits saillants de ce grand mouvement, qui, à côté du travail de la spéculation, à côté de l'œuvre des banquiers, avait une base solide. En 1901, on a assisté à la constitution du trust de l'acier avec 5 milliards, à la lutte pour le contrôle de lignes de chemins de fer entre deux groupes rivaux, à l'écrasement des vendeurs et à la panique du mois de mai, à la constitution de la Northern Securities Company, au capital de 2 milliards de francs, dans lequel les intérêts rivaux ont déposé les titres achetés par eux, afin de les monnayer tout en conservant la haute main sur l'entreprise. Cela fait beaucoup de milliards de papier, et l'on considère avec quelque appréhension et non sans scepticisme l'avenir de toutes les *Morganisations* : M. Morgan a été le grand metteur en œuvre et on le retrouve comme cheville ouvrière dans le Steel trust, dans le Northern Securities, dans l'Amalgamated, dans les achats de navires.

L'activité des États-Unis est phénoménale, les recettes des chemins de fer en forte plus-value, les salaires excellents, la main-d'œuvre recherchée : le maximum de vitesse n'a pas encore été atteint, mais cependant les gens circonspects recommandent la modération ; les exportations d'or qui semblent une anomalie, ont de l'importance, non pas par le fait de la sortie du métal, mais par les conditions dans lesquelles elles se font simultanément avec de grosses exportations de marchandises.

Une preuve de la puissance des groupes financiers est donnée par le correspondant américain de l'*Economist anglais* : John D. Rockefeller, Edward Harriman, Pierpont Morgan, William K. Vanderbilt et George Gould qui passent pour posséder ensemble une fortune de 800 millions de dollars, représenteraient avec leurs alliés respectifs le contrôle de huit milliards de dollars placés en chemins de fer, banques, entreprises

industrielles, sur les 17 milliards de dollars engagés dans ces branches¹.

Le message du président Roosevelt, le successeur de M. Mac-Kinley, contient un passage significatif à l'égard des grandes agglomérations de capitaux, auxquelles il prétend imposer la publicité des statuts, des bilans et dont il dénonce la capitalisation excessive des actions.

IV

Le contraste est intense entre la situation des Etats-Unis et celle des grands pays d'Europe. La place de Paris, qui avait profité des besoins d'argent des Allemands pour employer avantageusement de grands capitaux en escomptes et en reports, et qui avait diminué les crédits de ce côté à la fin de 1900, a été le grand réservoir dans lequel le chancelier de l'Echiquier et les banquiers anglais ont puisé : la France a pris de très grandes sommes de bons du Trésor, de titres des nouveaux emprunts et elle a escompté abondamment du papier anglais; le mouvement du change s'en est ressenti considérablement à différentes reprises, notamment en automne, lorsque Paris a rapatrié une partie de ses capitaux; le chèque sur Londres a fortement baissé et c'est en partie avec de l'or américain que la dette a été liquidée. Cette influence prépondérante du marché français nous semble un des faits notables de l'année. Il n'en est pas de même de la bourse de Paris, qui a été affaiblie considérablement par la baisse d'un certain nombre de valeurs sur lesquelles le public s'était porté avec engouement. Certains titres, notamment ceux de l'industrie électrique et d'entreprises russes, ont été introduits sur le marché à des cours très supérieurs au pair, sans avoir fait l'objet d'une émission publique, sans que le classement en ait été seulement ébauché; les spéculateurs qui ont acheté en vue du bénéfice, ont été obligés de revendre à perte; les titres ont été repris par d'autres spéculateurs; il ne semble

	Chemins de fer millions de dollars	Banques	Trusts industriels	Total
¹ Standard Oil, Gould Harriman....	1.197	85	746	2.828
Morgan.....	1.691	122	1.677	3.470
Vanderbilt.....	753	12	10	775
Groupe du Pennsylvania Railroad....	870	—	30	900
	<hr/> 6.291	<hr/> 219	<hr/> 2.643	<hr/> 7.963

pas que le stock flottant ait diminué ; si cela a été le cas, c'est grâce seulement à des rachats des syndicats émetteurs, non pas à un classement réel. Il s'agissait d'entreprises encore à leur début, n'ayant donné aucun résultat positif. Dans les périodes de hausse, on escompte des espérances, dans les périodes de baisse les capitalistes se décident à acheter seulement après s'être rendu compte de la valeur intrinsèque ; or, pour un grand nombre de ces valeurs, les éléments font défaut pour une appréciation raisonnée. Il est possible que la baisse ait été exagérée ; mais à qui la faute, sinon à ceux qui ont fait appel à la spéculation pour des affaires entrant à peine dans la période d'exécution. Une des formes préférées sous lesquelles on a présenté les affaires au public a été celle d'omniums ou de trusts financiers. Les bénéfices de ceux-ci sont constitués soit par les bénéfices de construction réalisés sur l'établissement et la transformation des réseaux, soit par les produits du portefeuille et la plus-value des titres du portefeuille.

Dans nombre de ces entreprises nouvelles, on avait mal calculé les dépenses d'établissement, et on s'était mal pourvu de fonds suffisants. En outre, un petit nombre d'entreprises locales, telles que le Gaz, les Omnibus, les Petites Voitures, ont eu à souffrir de conditions spéciales. Le recul industriel a affecté d'autres valeurs. Nous voyons par exemple les Aciéries de France tomber de 1.205 (cours de 1898) à 675, en décembre 1901, les Aciéries du Nord de 1.850 à 1.420, les Aciéries de Longwy de 1.230 à 841, le Rio de 1.525 à 1.085, le Boleo de 3.235 à 2.100, Aiguilas de 535 à 269, Pennaroya de 3.040 à 1.055, Malfidano de 1.510 à 420, Krivoï Rog de 3.510 à 1.270, Sosnowice de 2.845 à 2.050, Thomson Houston de 1.720 à 715, la Traction de 248 à 33, les Omnibus de 1.970 à 750, la Compagnie générale des Tramways de 1.340 à 448, les Tramways Sud de 391 à 192, l'Est Parisien de 537 à 146, les Tramways

¹ Il y a des trusts de cette nature, où le bénéfice de la construction dépasse 25 0/0 du bénéfice total et rend plus onéreuse l'existence des filiales. On commet aussi des fautes dans l'évaluation des titres du portefeuille. On les compte généralement au cours de la bourse ; lorsque les cours se sont élevés, la plus-value a grossi le compte de profits et pertes ; cela a permis la distribution de dividendes excessifs, sans aucun souci des amortissements. Lorsqu'on a voulu ensuite réaliser ce portefeuille et encaisser réellement les bénéfices escomptés et distribués longtemps à l'avance, les cours avaient échi et il se trouva qu'on avait distribué plus qu'on n'avait gagné.

de Paris et de la Seine de 1.150 à 490, la Compagnie Edison de 1.095 à 750, la Compagnie du Gaz de 1.345 à 825, les Petites Voitures de 865 à 153, la Compagnie Transatlantique de 399 à 157, les Wagons-lits de 830 à 305, le Petit Journal de 1.420 à 779. Il est des sociétés nouvelles qui ont pour ainsi dire complètement disparu dans la tourmente, telles que l'Oural Volga, le Volga Vichera. Pour être équitable, il faut faire remarquer que c'est graduellement, de 1895 à 1898 ou 1899, que les hauts cours avaient été atteints et que, pour quelques-unes de ces entreprises, ce sont des conditions nouvelles de concurrence (Petites Voitures, Omnibus) qui ont entraîné la baisse. Les recettes des chemins de fer ont subi d'importantes moins-values et le cours des actions s'en est ressenti.

Pour les valeurs à revenu fixe, notamment pour les fonds d'Etat, l'année a été meilleure. Malgré de nombreuses attaques du découvert, ils ont maintenu leurs cours ou même amélioré leur niveau. Les difficultés entre la Turquie et la France n'ont guère affecté les fonds Ottomans. La baisse des valeurs métallurgiques russes devait servir de préface à une campagne contre le crédit de la Russie, que le bon sens des porteurs de fonds Russes a fait échouer. La spéculation s'est donné carrière sur les rentes extérieures Espagnoles, saluant d'une hausse excessive la première mesure prise en faveur de la consolidation de la monnaie, le paiement des droits de douane en or. La Rente Italienne est celle qui a le plus haussé dans l'année. La Rente Française, en dépit de quelques tentatives de baissiers, s'est tenue à un niveau qui a permis l'émission d'un emprunt au pair qui a été couvert 24 fois. Les opérations de crédit n'ont pas été considérables en 1901 ; lorsqu'il s'est agi d'emprunts ayant la garantie de la France, comme les obligations du chemin de fer du Yunnan, ou d'emprunts émis par des états solvables, comme la Russie, ils ont obtenu de grands succès de souscription et de classement. Deux institutions financières ont liquidé (la Banque Internationale de Paris et la Banque de l'Afrique du Sud), qui ont fait place à la Banque Française pour le commerce et l'industrie.

L'arrêt dans la période ascendante pour l'Allemagne, au point de vue commercial et industriel, date de la première moitié de 1900. La prospérité qui avait marqué les années 1895 à 1899 avait été justifiée jusque-là, mais au fur et à mesure qu'elle progressait, il s'y mêlait des éléments morbides et dangereux, dont l'influence destructive s'est fait sentir durement

en 1901. Au début de l'année, on avait conscience que le revirement était survenu, mais l'on espérait que la liquidation et la convalescence seraient relativement courtes; on savait qu'il ne fallait plus compter sur le concours du public, pour absorber des valeurs industrielles. Appauvri par les pertes sur ses spéculations de bourse et sur son portefeuille, le public se détournait de ce qui avait fait l'objet de son engouement et se portait de nouveau vers les valeurs à revenu fixe, notamment vers les emprunts d'Etats et de villes qui ont retrouvé une clientèle empressée. L'Empire et les Etats particuliers ont placé avec succès des emprunts considérables, tout comme les chemins de fer russes ont réussi à émettre des obligations garanties qui se sont classées de suite. Le plateau de la balance a remonté de ce côté, tandis que celui des actions a fléchi de plus en plus. Le calme relatif où l'on se trouvait pendant le premier semestre a été brusquement interrompu au mois de juin : tout d'abord une institution financière de Dresde a succombé sous le poids d'engagements trop lourds contractés à l'égard d'une société d'électricité, puis le 25 juin est venu le krack de la *Leipziger Bank*, un vieil établissement qui avait eu pendant de longues années un excellent crédit et qui a été ruiné par une alliance trop intime avec une des entreprises les plus creuses, les plus vaines du siècle, la société pour la dessiccation des drèches de Cassel, dans laquelle M. Exner a englouti 85 millions de mark de la *Leipziger Bank*. L'émotion fut profonde, elle fut suivie d'un run sur quelques établissements de crédit, qui résistèrent victorieusement, de même que les caisses d'épargne, à une ou deux conceptions près, mais le choc avait été redoutable. Il y eut une période de panique, durant laquelle la Banque d'Allemagne vit grossir et son portefeuille et le chiffre des sommes déposées en comptes courants. Les mois qui suivirent furent marqués par une série d'accidents de moindre importance, la faillite de quelques entreprises industrielles, la disparition de quelques banques provinciales et la liquidation de quelques grandes maisons particulières. Dans un certain nombre de cas, les auteurs responsables du désastre ont commis des actes frauduleux, qui les rendent justiciables des cours criminelles, dans d'autres ils ont cédé à une véritable folie des grandeurs, ayant accumulé les engagements et ayant cru que la fabrication du papier pouvait remplacer les capitaux. La fin de l'année a été meilleure, la confiance est un peu revenue. Mais la situation

reste difficile pour beaucoup de branches industrielles, les salaires ont baissé, le chômage partiel a été introduit dans nombre d'établissements, l'offre de la main-d'œuvre dépasse la demande, la consommation intérieure se restreint, il est vrai que l'on persiste à lui vendre plus cher qu'à l'étranger. La revision du tarif douanier, la menace du non renouvellement des traités aggravent les difficultés.

VI

La Russie a été, l'une des premières, atteintes par la crise de bourse et plus tard par le malaise qui a enveloppé l'industrie métallurgique ; ce malaise, qui a eu son contrecoup sur les charbonnages, a été rendu plus intense par la concurrence croissante à l'intérieur, par le resserrement du crédit et aussi parce qu'il frappait des entreprises naissantes, mal préparées à des conditions adverses et souvent même dépourvues des capitaux nécessaires à l'achèvement de leur installation.

A la suite des grandes conversions intérieures, qui avaient amené un abaissement du taux de capitalisation, à la suite du rachat de nombreuses lignes de chemins de fer, qui avaient fait sortir des portefeuilles russes les actions des compagnies, et en présence du développement progressif de l'industrie nationale, il y eut en Russie, à partir de 1894, un grand mouvement de spéculation indigène, qui se traduisit par l'emballement des cours, par la fondation de nombreuses entreprises, et qui, après une campagne prolongée à la hausse, aboutit à un effondrement inévitable. Sur ce mouvement essentiellement russe est venu se greffer ce que l'on peut appeler le mouvement étranger. Les financiers et les ingénieurs belges et français frappés des bénéfices considérables obtenus par les anciennes entreprises, séduits par le cours élevé des actions et assurés de l'avenir, par la stabilité de droits producteurs très élevés, vinrent tenter fortune en Russie : la popularité des fonds russes, justifiée par la solvabilité de l'Empire, facilita l'œuvre, et l'on improvisa pour des centaines de millions de sociétés nouvelles. Beaucoup de celles-ci ont affronté le jour de la cote à Bruxelles et à Paris, lorsque le point culminant avait été dépassé depuis longtemps à Saint-Petersbourg ; celui-ci avait été atteint en 1895, tandis qu'à Paris et à Bruxelles, en 1899 et au début de 1900, le niveau était encore très élevé.

L'achèvement de l'effondrement des actions de sociétés industrielles créées en Russie par les financiers étrangers a été l'un des épisodes les plus commentés de l'année 1901 ¹.

Pour être équitable, il convient de rappeler qu'en 1895, le 13 janvier et le 3 novembre, le *Messenger officiel* publia à Saint-Pétersbourg des articles pour mettre le public en garde contre les dangers de l'agiotage qui était pratiqué à la Bourse. M. de Witte renouvela l'avertissement dans son rapport sur le budget de 1895, tout en reconnaissant les services que la spéculation avisée et prudente est appelée à rendre au commerce. Au mois de novembre 1899, le *Messenger officiel* publia une étude approfondie sur la crise, pour combattre les idées fausses concernant le rôle de l'Etat, comme distributeur d'instruments de paiement et de crédit; en analysant la situation, il fit ressortir les inconvénients résultant des immobilisations. « On oublie trop souvent que les ressources de l'Etat et la fortune publique ne sont pas un fonds d'assurances à l'usage des entreprises risquées. Lorsque d'ailleurs, ajoutait le ministre des Finances, les embarras de ces entreprises nuisent par contrecoup à la marche régulière des affaires solidement organisées, celles-ci peuvent compter sur la Banque de Russie qui leur accorde son soutien dans les limites de la prudence. » La Banque s'est montrée, en effet, suffisamment libérale puisqu'elle se trouve engagée dans quelques « administrations » d'affaires en souffrance, qu'elle a ouvert des crédits pour une quarantaine de millions à l'industrie métallurgique, mais elle n'a pas dépassé ces limites, et M. de Witte a eu le grand mérite et le grand courage de résister à ceux qui demandaient le retour à l'inflation ².

Le gouvernement russe a été attaqué de divers côtés, tantôt pour n'avoir pas mis assez d'empressement à accueillir les entreprises étrangères, tantôt pour avoir mis le public en

¹ L'acheteur d'une action de chacune des sociétés cotées au parquet ou en coulisse à Paris, au cours du 2 janvier aurait déboursé 42.991 francs, le 15 octobre 1901, ces 39 actions ne représentaient plus que 20.882 francs, soit 48.52 0/0 du capital engagé. La dépréciation de quelques sociétés est complète (Ermak tombée à 6 francs, Oural-Volga à 30 francs, Volga-Vichéra à 55), quelques-unes ont pu se maintenir. Si l'on consulte la cote de Berlin pour les 24 grandes entreprises d'électricité allemandes, on voit que l'ensemble s'est déprécié de 61 0/0.

² Le rôle de l'étalon d'or, c'est-à-dire de la bonne monnaie, a été considérable dans l'afflux des capitaux étrangers.

garde contre les dangers d'entreprises hâtivement formées, avec trop d'actions, trop d'obligations et pas assez de capital effectif, tantôt pour n'être pas venu en aide à celles qui n'ont pu subir le choc de la baisse des prix, qui a été la conséquence d'une concurrence intérieure. Le gouvernement russe a envisagé le protectionnisme non pas comme un moyen de maintenir des prix élevés, tout au contraire comme un moyen d'en faire baisser le niveau, et c'est pour cela qu'il s'est tenu sur la réserve en présence des assauts qu'il a subis de la part de ceux qui voulaient importer en Russie les trusts omnipotents à l'américaine. L'industrie russe a fait de grands progrès de 1892 à 1900 : l'extraction de la houille progresse de 424 à 985 millions de pouds, la fonte de 65 à 177 millions, l'acier et le fer de 61 à 124 millions, la fabrication des cotonnades de 8.7 à 14.4 millions. Ce progrès ne s'est pas fait sans souffrance, dans certaines branches l'équilibre entre l'offre et la demande a été rompu, mais cependant la consommation s'est développée de 511 millions à 1.224 millions de pouds (de 4.28 à 8.53 par tête) pour la houille, de 69 millions à 179 millions pour la fonte (de 0.58 à 1.36), de 64 millions à 130 millions pour le fer et l'acier (de 0.54 à 0.99), de 9 millions à 14 millions de pouds pour les cotonnades (de 3.16 à 4.32 par tête). L'Etat absorbe environ le tiers de la grosse métallurgie produite en Russie, la consommation de la population, malgré les mauvaises récoltes, ne cesse de progresser; l'Etat ne diminue pas ses commandes, mais pour retrouver l'équilibre dans la production, il faut que les industriels cultivent davantage le marché intérieur, étudient les débouchés et s'accommodent au niveau des prix. Même aux cours actuels il ne manque pas d'établissement qui vivent et réalisent des bénéfices. Sans songer à nier que certaines branches et surtout certaines fabriques et usines ont des temps difficiles à traverser, il faut se garder de tomber dans un pessimisme exagéré ¹.

Le 21 octobre-3 novembre, anniversaire de l'avènement de l'Empereur Nicolas II, il s'est accompli un événement de la plus haute importance : ce jour-là, à la station de Mendouki,

¹ En commentant un article de M. Leroy-Beanlieu, le *Messenger des Finances* a recommandé comme moyen d'assainir la situation : diminution des frais de production, amélioration et meilleur marché de l'administration des entreprises, régularisation du débouché, étude des conditions du marché intérieur et, là où elle est nécessaire, réduction du capital primitif.

en Mandchourie, a été opérée la jonction des rails du chemin de fer de l'Est Chinois au tronçon qui se relie à la ligne magistrale du Transsibérien et à la ligne de l'Oussouri. Il faudra un peu moins de deux ans pour ouvrir à la circulation régulière et ininterrompue le trafic sur les 2.400 verstes des lignes chinoises et russes, dont le gros œuvre est terminé ; le ruban d'acier qui relie Vladivostock, Port-Arthur et Dalny au centre de l'Empire et au reste du monde occidental est posé sur toute sa longueur, et celle-ci est de 8.088 verstes. Il a fallu dix ans à la Russie pour achever le Transsibérien, dont le premier coup de pioche fut donné par le tsarevitch, aujourd'hui l'Empereur Nicolas II, le 19 mai 1891, et quatre ans pour construire le chemin de fer de l'Est Chinois et de la Mandchourie méridionale. L'achèvement du Transsibérien, la plus longue des lignes transcontinentales, ouvre au monde civilisé un pays abondamment pourvu en richesses minérales en même temps qu'en produits agricoles : ceux-ci apparaissent déjà sur le marché anglais et l'exportation du beurre de Sibérie prend chaque jour une extension plus grande. Il est difficile de prévoir les conséquences économiques générales que ne manquera pas d'avoir l'ouverture d'une voie de communication terrestre directe entre l'Europe et l'Extrême-Orient, voie de communication qui échappe aux périls de la mer et qui permettra aux voyageurs et aux marchandises ayant quelque valeur d'être transportés en dix ou douze jours de Moscou à Vladivostock ou à Port-Arthur. La ligne du Pacifique Russe, le Transsibérien et l'Est Chinois ont été construits entièrement par la Russie qui peut se réjouir de l'énergie et de la persévérance déployées durant ces dix années. La situation politique de la Russie en Extrême-Orient s'en trouve consolidée, mais c'est avant tout une conquête pacifique que ce triomphe du génie civil sur l'immensité des espaces.

Au point de vue financier et budgétaire, l'achèvement de la ligne constitue un allègement sérieux ; les sacrifices que l'Etat s'est imposés sont considérables ; ils dépassent de 1891 à 1901 700 millions de roubles. Durant cette période, le budget extraordinaire de l'Empire a été d'environ 2.150 millions ; les dépenses du Transsibérien et de l'Est Chinois ont absorbé près du tiers de cette somme. La plus grande partie de ces dépenses ont été couvertes par les ressources disponibles du trésor et seulement jusqu'à concurrence d'un septième par l'emprunt.

Le ministre des Finances a contribué à assurer les voies et

moyens nécessaires à l'exécution de ces grands travaux, sans que ceux-ci aient jeté le trouble dans les finances de l'Empire.

Le total des dépenses prévues s'élève à 855.2 millions de roubles; de 1891 à 1900, les dépenses effectuées se sont élevées à 623.9 millions, les crédits ouverts en 1901 étaient de 95.9 millions. Dans le devis de 855 millions, le chemin de fer de l'Est Chinois figure pour 287 millions, sur lesquels 188.6 ont été dépensés de 1896 à 1900, 76 millions été accordés pour 1901. Le tableau suivant indique les dépenses prévues.

	Verses —	Coût de la construction —	Matériel roulant —	Capital d'exploitation —	Travaux d'étude et divers —
Chemin de fer de Sibérie ...	5.384	285.191.866	37 112.502	7.510.280	1 507.830
Renforcement de la ligne (voie et maté- riel roulant).	»	53.770.660	31.000.000	»	»
Chemin de fer contournant le Baïkal	290	37.618.866	»	»	1.102.070
Chemin de fer de l'Amour non exécuté..	»	»	»	»	2.029.575
Chemin de fer de l'Est Chinois	2.414	208.652.607	34.350.000	»	4.000.000
Ligne de Perm Kotlas	812	36.108.687	4.523 455	700.000	99.661
Ligne Ekaterin- bourg Tché- liabinsk	225	6.475.258	6.475.258	»	88.779
Dépenses acces- soires	»	»	»	»	81.619.708
Entreprises auxi- liaires	»	»	»	»	21.900.000
	<u>9.125</u>	<u>627.817.944</u>	<u>106.985.957</u>	<u>8.210.280</u>	<u>112.317.653</u>

Les dépenses accessoires comprennent : pour le chemin de fer de Sibérie, 10.5 millions pour travaux d'amélioration de voies fluviales, achat de bateaux à vapeur, port de Vladivostock : pour le chemin de fer chinois, 46,6 millions pour la dépense de la ligne et dépenses spéciales, 13 millions pour la ville et le port de Dalny, 11.4 pour la navigation à vapeur sur le Pacifique. Les entreprises auxiliaires comprennent la colonisation.

VII

Parmi les faits consolants de l'année, figure l'amélioration du change et de la rente italienne; celle-ci a progressé de 94.20 en janvier au-dessus du pair en novembre, tandis que la

perte du change descendait à 20,0. D'après l'exposé du ministre du Trésor, M. di Broglio, l'exercice de 1900-01 s'est clos avec un excédent net de 41 millions, au lieu du déficit prévu de 7 millions; cet excédent a permis de pourvoir aux dépenses de l'expédition de Chine, qui se sont élevées à 15 millions. Les principales plus-values proviennent des impôts sur l'industrie, sur le revenu mobilier, sur les sels, les tabacs. Il nous paraît utile de signaler à cette place l'étude que M. Maggiorino Ferraris a publié dans la *Nuova Antologia* sur le change. En étudiant la baisse de l'agio en Italie et les remèdes à employer pour le faire disparaître, M. Ferraris donne des aperçus fort justes sur la question du change, telle qu'elle se pose dans tous les pays à circulation fiduciaire dépréciée. Il montre très bien la complexité des facteurs qui interviennent : balance économique internationale : situation politique intérieure et extérieure : finances de l'Etat et finances locales : quantité et qualité de la circulation fiduciaire : arbitrages internationaux et politique de l'escompte : organisation de la Bourse, du crédit et des institutions de crédit. Il y ajoute encore l'élément psychologique, c'est-à-dire l'appréciation de ces différents éléments par le pays et par l'étranger. Parmi les causes qui influent sur le change, il en est de permanentes, sujettes à peu d'oscillations, et d'autres temporaires et bien plus variables. Parmi ces dernières, on doit compter les arbitrages et la politique de l'escompte. Les échanges internationaux de valeurs mobilières ont pris une importance énorme et l'influence sur la balance d'un pays en est quelquefois bien plus grande que celle des échanges commerciaux. Elle est surtout beaucoup plus rapide : car s'il faut des mois pour augmenter de 100 millions les importations ou les exportations de marchandises, il suffit quelquefois de peu de jours pour que la même somme de titres ou de valeurs se transporte d'un marché à un autre. Ces mouvements de titres ont une grande influence sur la marche du change : avec les arbitrages constants entre Paris et Rome, on peut dire que l'écart des cours de la rente italienne sur ces deux places détermine le cours du change. Supposons que l'Italien baisse brusquement d'un point à Paris. Les arbitragistes achèteront à Paris et revendront à Rome en offrant en même temps du change sur l'Italie jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. Or l'équilibre pourra se rétablir ou par la hausse de l'Italien à Paris ou par la baisse à Rome ou enfin par la hausse de l'agio, puisque les acheteurs italiens auront

besoin de remises sur l'étranger pour payer les titres. En pratique, toutes trois concourent plus ou moins au nivellement des parités.

Quelle ligne doivent suivre en pareil cas le Trésor et les banques d'émission dans leur action sur le marché monétaire ? Leur tendance est généralement de soutenir le cours de la rente sur le marché intérieur, de sorte que le nivellement s'opère par la hausse de l'agio. M. Maggiorino Ferraris n'hésite pas à déclarer que cette politique est funeste, et que, loin de soutenir la Rente au détriment du change, il faudrait empêcher le change de varier en laissant baisser la rente et en la faisant baisser au besoin à l'intérieur quand elle baisse à l'étranger. Pour cela, il suffit d'élever à propos le taux de l'escompte. L'élévation du taux a aussi une influence favorable sur le change, par les arbitrages de traites qu'elle provoque, et M. Ferraris a bien raison de dire que ce n'est pas seulement dans des moments de perturbation grave qu'il faudrait y recourir, mais qu'un pays à cours forcé comme l'Italie devrait avoir toujours un taux d'escompte supérieur de 10/0 en moyenne à celui des grands marchés avec lesquels il est en relations.

Il est certain qu'une des causes qui ont influé défavorablement sur le change dans ces dernières années a été le rachat de la rente italienne qui s'est opéré dans de très grandes proportions. Il ressort des chiffres publiés par la direction du Trésor que les paiements faits à l'étranger pour les arrérages de la Dette publique ont diminué de 23 millions de 1895 à 1899. Cela représente un capital de 500 millions, et, le mouvement ne s'étant nullement ralenti, on peut dire que l'Italie aura racheté environ 800 millions de francs de sa dette extérieure dans les six dernières années. Ce rachat a une action immédiate défavorable sur le change ; mais il allège l'avenir en diminuant les charges du service de la Dette extérieure.

M. Maggiorino Ferraris est convaincu que, grâce aux remises des émigrants et aux dépenses des voyageurs étrangers, la balance générale économique de l'Italie doit se solder en sa faveur. Mais si c'est là une condition primordiale pour qu'il soit possible d'arriver à la reprise des paiements en espèces, elle n'est pas suffisante. Il faut aussi que le gouvernement rétablisse sur des bases absolument saines la situation du Trésor et la circulation fiduciaire. M. Maggiorino Ferraris, qui

était presque seul à protester il y a une quinzaine d'années, à la Chambre des députés, contre les excès de l'école inflationniste, constate que l'opinion est maintenant revenue à des idées plus sages, aussi bien dans le pays que dans les milieux parlementaires. La loi de 1893 accordait aux banques d'émission une circulation de 1.097 millions de lire. La loi de 1897 a réduit ce chiffre et décidé qu'il diminuerait de 23 millions environ chaque année jusqu'en 1907. La circulation des Banques est actuellement de 986 millions, elle ne sera plus que de 864 millions en 1907. Malheureusement si la circulation des banques a baissé, la circulation des billets de l'Etat a augmenté de 334 millions en 1893, à 447 en 1901. En outre, il existe une troisième circulation montant à 70 millions, et qui se compose de billets émis par les Banques en représentation des avances statutaires faites au Trésor. M. Maggiorino Ferraris réclame la suppression de ces avances et la réduction graduelle des billets d'Etat. Il demande aussi la diminution du portefeuille de Titres et de Valeurs sur l'Etat des Banques d'émission (elles en possèdent 269 millions) et aussi la diminution des billets de banque représentant des immobilisations. Il demande enfin une surveillance sévère des banques pour éviter le renouvellement des irrégularités constatées à la Banque d'Italie lors de la dernière inspection.

Les conseils de M. Maggiorino Ferraris, relativement à la politique d'escompte et à la non intervention pour soutenir le cours des fonds publics sont de toute sagesse ; on ne saurait trop les recommander à l'attention de ceux qui, dans les pays à monnaie avariée, sont responsables de la gestion des finances ou de la banque centrale d'émission. Tandis que la situation de l'Italie s'est assainie et améliorée, celle de l'Espagne est demeurée mauvaise. Il est vrai que ce pays a pratiqué longtemps les errements contre lesquels s'élève l'économiste italien, notamment la plus lamentable politique de l'escompte, en restant au-dessous du taux officiel des grandes places étrangères, et cela afin de faciliter le placement de gros emprunts d'Etat, afin de satisfaire à meilleur marché les demandes de la spéculation et celles du commerce. La baisse du change est une maladie et la hausse de l'escompte doit figurer dans la pharmacopée économique au nombre des remèdes indispensables et peu agréables.

faire payer les droits de douane sur certains articles de consommation, en or, en billets de banques étrangères, en chèques sur Paris et Londres. Le ministre des Finances s'est borné à tirer 10 0/0 de bénéfice pour le Trésor de ce mode de paiement, en établissant une concordance de dégrèvement entre l'agio sur l'or et le taux des droits. Aux États-Unis, en Autriche, en Italie, et avant la réforme monétaire en Russie, ce mode de paiement est pratiqué ; il a l'avantage de faire faire du change par le public, au lieu de le faire acheter par la Banque ou le Trésor ; l'or arrive automatiquement au Trésor, qui a ainsi les ressources nécessaires à ses paiements à l'étranger et peut constituer avec le surplus une encaisse. C'est une étape, que l'on ne peut qualifier de décisive, dans la voie de l'amélioration monétaire : d'autres mesures, telles que le remboursement successif de la dette du Trésor à la Banque et le retrait des billets à cours forcé s'imposent. La spéculation a interprété cette mesure de paiement en or, comme l'indication d'un retour à une meilleure appréciation de ce qu'il convenait de faire, la rente extérieure a haussé et le change est devenu meilleur ¹.

IX

L'année 1901 a été une période de liquidation, mais de liqui-

1	30 novembre à vue sur Paris	...	40 70
2	décembre	—	.... 40 "
3	—	—	.... 40 95
4	—	—	.... 40 50
5	—	—	.... 38 00
6	—	—	.... 37 25
7	—	—	.... 33 "
9	—	—	.... 30 50
10	—	—	.... 32 50
11	—	—	.... 36 50

C'est le 1^{er} décembre qu'on a connu par la *Gazette de Madrid* le projet de loi de M. Uzaiz, proposant l'établissement de droits en or sur certaines importations et exportations, et les changes ont été soutenus durant trois bourses avant de descendre rapidement en quatre jours aux plus bas cours cotés qui ont même un moment été de 29 durant la Bourse du 9 décembre. Ces mouvements des changes ont d'abord été en général bien accueillis, puis à mesure qu'ils se dessinaient en baisse, on a observé que beaucoup de journaux se firent l'écho des cercles financiers et commerciaux qui exprimaient la crainte que la brusquerie même de l'embellie provoquât une réaction en hausse.

On a noté aussi que la plupart des protectionnistes, des industriels et pas mal d'agriculteurs ne goûtaient pas cette rapide baisse des changes et dissimulaient peu qu'ils tenaient des changes élevés pour un utile élément de protection contre la concurrence étrangère.

dation partielle. La crise qui a éclaté vers la seconde moitié de 1900 a été suivie de son cortège habituel de baisse des cours et de dépression financière et commerciale ; ce sont des accidents maintenant bien connus et qui, s'ils sont toujours douloureux, sont du moins dépouillés des circonstances effrayantes dont les entourait l'imagination publique. La crise, disons-nous, se liquide ou plutôt est presque liquidée en France, mais elle a eu un violent retour offensif en Allemagne dont le début a surtout été marqué par la chute de la Leipziger Bank ; nous en retrouverons les traces dans le bilan de la Reichsbank. La crise allemande et la gêne [du marché anglais pèsent sur la situation générale et empêchent la reprise qui, en d'autres temps, se serait déjà manifestée chez nous.

Une des circonstances les plus remarquables de l'année qui expire est l'énorme importance du stock d'or visible malgré la faiblesse ou mieux la nullité de la production des mines sud-africaines.

Voici la situation de ce stock à un an de distance.

	31 déc. 1900	31 déc. 1901
	chiffres définitifs millions	chiffres provisoires francs
Banques européennes.....	8.211	8.775
Banques nationales des Etats-Unis.....	539	534
Trésor des Etats-Unis.....7.....	2.396	2.705
	<u>11.146</u>	<u>12.014</u>

Parmi les établissements qui ont reçu le plus de métal jaune, il convient de citer :

La Banque de France, plus-value. Fr.	117 millions
La Reichsbank, environ.	202 »
La Banque d'Angleterre.	163 »
La Banque d'Autriche-Hongrie.	200 »
	<u>682</u>

Par contre la Banque d'Etat de Russie a perdu 115 millions.

Deux hypothèses peuvent expliquer l'accroissement du stock visible : 1° le drainage de la circulation, 2° la production des mines. Le drainage de la circulation a dû s'exercer, car la circulation fiduciaire a augmenté de Fr. 677 millions dans les Banques européennes, de 125 millions dans les Banques nationales des Etats-Unis et de 175 millions au Trésor des Etats-Unis. Soit au total : 977 millions à rapprocher des

868 millions d'augmentation dans les encaisses, mais la circulation monétaire ne s'est pas trouvée privée de ces 868 millions, car les mines ont dû donner au moins 1.200 millions en 1901, et, sur cette somme la moitié probablement est entrée dans les banques européennes et le Trésor des Etats-Unis; la circulation a tout au plus rapporté 200 à 300 millions, ce qui est insignifiant pour l'ensemble des pays considérés.

En France, le portefeuille commercial de la Banque a subi l'influence habituelle des liquidations, au début de l'année il était de 1.009 millions; au 12 décembre il tombe à 489 millions. Le nouvel emprunt l'a relevé à 793 millions, mais ce n'est qu'une reprise passagère.

A la Banque d'Allemagne l'année s'ouvre avec fr. 1.201 millions d'effets de commerce; ce chiffre tombe à fr. 844 millions, le 15 février, puis il se relève et atteint le chiffre formidable de fr. 1.332 millions le 30 septembre et s'inscrit à fr. 1.080 millions le 23 décembre, dernière situation connue.

Par compensation les sept banques locales qui, au début de l'année, avaient 266 millions de papier commercial et 34 millions d'avances, terminent avec un portefeuille de 204 millions et 93 millions d'avances. C'est une conséquence du changement dans la législation: lors du renouvellement du privilège, il a été interdit aux banques locales d'escompter au-dessus du taux officiel, lorsque celui-ci est de 4 0 0 et de contrecarrer ainsi la politique de la Reichsbank. Les Banques allemandes se désintéressent de l'escompte du papier courant et se portent sur les prêts sur titres. Cette disposition d'esprit est très fâcheuse car elle alourdit considérablement la tâche de la Reichsbank qui, heureusement pour elle et surtout pour l'Allemagne, a maintenant une limite d'émission beaucoup plus large.

Une mention spéciale est due à la Banque d'Autriche-Hongrie. Cet établissement présente aujourd'hui le chiffre imposant d'une encaisse or de 1.169 millions destinée à compléter le retrait des billets de l'Etat, et à garantir les billets de la banque; mais le point le plus intéressant, c'est que malgré la concurrence de la caisse d'épargne postale qui fait le métier de banque de dépôts et de comptes courants, elle est arrivée à relever le chiffre de ses dépôts qui était insignifiant au niveau respectable de 167 millions.

Citons enfin, parmi les faits intéressants, la dénonciation du droit d'émission des Finskä Bank suédois. Ces établissements

fort remarquables et assez comparables aux Banques d'Ecosse ont obtenu des avantages importants de la Banque royale qui va devenir la seule banque d'émission en Suède ; la perte du droit d'émission est pour les Enskilda Bank de peu d'importance, car, en regard de 61 millions de couronnes de monnaie de papier, elles peuvent aligner 582 millions de couronnes de dépôts qui sont leur véritable moyen d'action.

Les taux d'escompte ont été en général plus bas qu'en 1900 ; ils ont été :

A la Banque de France de 3 0/0, pendant toute l'année, à la Banque d'Allemagne de 5, 4 1/2, 4. 3 1/2 et 4 chiffre actuel ; à la Banque d'Angleterre on relève 5 0/0, 4 1/2, 4 0/0, 3 1/2, 3, 4 0/0 ; à la Banque d'Autriche-Hongrie 4 1/2 et 4 0/0.

Les changes ont offert des variations curieuses.

Par suite de ventes des actions de mines du Transvaal, de valeurs industrielles russes et françaises et de l'hésitation des capitalistes à se porter sur des titres en baisse, nous avons eu pendant toute l'année le change en notre faveur, le métal a afflué chez nous, par suite les disponibilités ont été très importantes. Au 31 octobre dernier les dépôts à vue et à terme dans les sociétés de crédit qui publient leur bilan étaient :

Crédit Foncier.....	67 millions
Crédit Lyonnais.....	1.213 —
Comptoir d'Escompte... ..	525 —
Société Générale.....	375 —
Crédit Industriel..... ..	133 —
Société Marseillaise..... .	37 —
Ensemble.....	<u>2.340 millions.</u>

Sans compter ce qui existe dans les autres banques. Pour utiliser ces capitaux, ils ont été transportés à l'étranger, surtout en Allemagne et en Angleterre, le Statist évaluait naguère à 2 milliards 1/2 les emplois de capitaux français en valeurs anglaises à courte échéance. Suivant les remises ou les retraits effectués par la France, le change haussait ou baissait à Paris. Le chèque sur Londres a varié de 25.24 à 25.08, la devise allemande à 3 mois de 122 3/8 à 121 1/16.

Le New-York a été en général assez bas, il a atteint un moment 519 ; mais il est resté pendant la plus grande partie de l'année au-dessous de 515, et il est même un moment tombé à 513 1/2, d'où des expéditions d'or importantes de New-York au Havre.

Cette faiblesse du change américain à Paris, malgré l'excédent énorme des exportations des Etats-Unis, a beaucoup exercé la sagacité des financiers.

La vraie raison semble en avoir été donnée par M. Austeen, chef du bureau de la statistique des Etats-Unis. Les Etats-Unis, créanciers par la vente de leurs produits, sont débiteurs par les frets qu'ils paient aux marines étrangères, par les dépenses des Américains qui voyagent en Europe, par les coupons des titres qu'ils ont placés en Angleterre et l'ancien continent, par leurs achats de titres européens et par les fonds qu'ils laissent dans les banques étrangères. Tout cela s'élèverait d'après M. Austeen, à 2 milliards 1/2 au moins et absorberait le boni de l'exportation nous croyons aussi qu'il y ait une nouvelle inflation de monnaie de papier.

Le change italien, grâce à la fermeté du Gouvernement et à une sage gestion financière à laquelle la Banque d'Italie a largement contribué, s'est rapproché du pair. La perte au change à Paris, qui atteignait 6 0/0 au début de l'année, n'est guère supérieure à 1 3/4. La rente italienne a retrouvé beaucoup de faveur sur le marché français et a sérieusement dépassé le pair. C'est un magnifique succès pour l'Italie auquel les amis applaudissent de grand cœur.

Par contre, le change espagnol a été fort mauvais et il n'en peut être autrement quand on songe que la Banque d'Espagne a une circulation de 1.630 millions dont on a vu plus haut comment se compose la contre-partie. La Banque ne fait de prêts au commerce qu'au moyen des comptes courants. D'ailleurs elle n'a actuellement que 201 millions d'effets escomptés et 112 millions d'avances sur titres.

X

Parmi les faits les plus obscurs de l'année, parmi ceux qui, en raison même de leur obscurité, ont le plus sollicité la spéculation, le cuivre réclame une place tout à fait spéciale. Comme le dit très justement M. Lazare Weiller, sous l'influence du mouvement économique qui est né de la création des chemins de fer, la production du cuivre, sans cesse surexcitée par la manifestation de besoins nouveaux, a pris une extension croissante qui dépasse aujourd'hui toute prévision en raison des progrès de l'industrie électrique dont le principal facteur est le cuivre, seul canalisateur pratique de l'électricité. Si l'on compare la production du cuivre en 1881 et dans les années

qui suivent, on voit qu'elle a progressé de 163.369 tonnes à 396.728 tonnes, en 1899, elle a dépassé de 472.000 tonnes, en progrès de 50.000 tonnes sur 1898, tandis qu'en 1900, la progression s'est ralentie, elle n'est plus que de 10.000 tonnes, dont 6.000 incombent aux Etats-Unis¹. Le chiffre total est de

	1881	1897
Australie..... T.	10.000	17.000
Allemagne.....	11.000	17.960
Mexique....	333	11.370
Japon.....	3.900	23.000
Espagne, Portugal.....	39.258	54.060
Etats-Unis.....	30.882	216.108

486.000 tonnes. La production a surtout grandi aux Etats-Unis où elle a atteint 268.787 tonnes en 1900, tandis que celle d'autres pays subissait un recul.

Le cuivre a fait l'objet, il y a une douzaine d'années, d'une gigantesque tentative d'accaparement, qui avait été engagée à la fin de 1886, lorsque le prix était tombé à 38 livres et demie. Le syndicat, qui engloba dans une même ruine la société commerciale et industrielle des Métaux et le Comptoir d'Escompte de Paris, eut l'ambition d'acheter la production des cuivres de l'univers; il conclut avec les principales sociétés minières des marchés qui lui assurèrent la production de ces sociétés pour plusieurs années aux cours ordinaires; il acheta de même le métal disponible sur divers marchés européens: en 1888, il absorba ainsi 178.000 tonnes sur une production totale de 275.370 tonnes. Il fit monter les cours à des taux qu'on n'avait plus vus depuis trente ans.

	£ sh.		£ sh.
1887 30 septembre.....	39.10	1888 31 juillet.....	80.10
30 novembre.....	66.15	31 août.....	89.0
31 décembre.....	85	30 septembre..	100
1888 31 janvier.....	77.2	31 octobre.....	78.10
28 févrierh.....	78.17	30 novembre...	77.10
31 mars.....	80.2	31 décembre...	77.10
30 avril.....	80 2	1889 31 janvier.....	77.10
31 mai... ..	80.15	28 février.....	76 0
30 juin.....	81		

Mais l'élévation des prix ralentit la consommation, tous les objets de cuivre, de bronze, de laiton, qui purent être faits sans inconvénient en fer, en fonte ou en bois, furent exécutés de cette manière; toutes les vieilles matières furent extraites des magasins et refondues; on ramassa tout ce qui était en cuivre, depuis les casseroles hors d'usage jusqu'aux statues et

aux idoles; il vint 300 tonnes de bronze du Japon, sous forme de statues de Bouddah. On remit en exploitation d'anciennes mines abandonnées et on traita des minerais rejetés jusque-là. Pour soutenir la hausse, le Syndicat fut obligé d'acheter tous ces cuivres, dont il n'avait pas prévu l'apparition sur le marché. Les stocks augmentèrent rapidement : au début de la crise du 31 octobre 1887, ils étaient de 48.513 tonnes, en décembre 1888, ils passèrent à 104.105 tonnes, en mars à 124.876 tonnes. Le capital immobilisé par ces stocks s'éleva donc en mars 1889 à la somme de 250 millions de francs; malgré ses grandes ressources, le Syndicat ne put faire face à d'aussi formidables engagements; il trouva une partie des sommes qui lui étaient nécessaires en empruntant sur les cuivres s'accumulant sans cesse, mais il ne put résister à cette augmentation continue des stocks. La catastrophe se produisit à la fin de mars 1889; le cuivre qui valait à la fin de février 78 liv. st., ne valait plus que 39 liv. st. fin mars.

Le retour à des prix normaux ramena bientôt la clientèle; les stocks décrurent d'une façon continue et rapide; en novembre 1889, ils n'étaient plus qu'à 100.000 tonnes; en même temps les cours reprirent plus de fermeté sous l'influence de la loi naturelle de l'offre et de la demande; ils passèrent de 41 liv. st. fin mai à 50 fin novembre 1889. Dans les années qui suivirent, le métal baisse de 54.1 en 1890 à 51.3 en 1891, à 45.9 en 1892, à 43.6 en 1893, à 40.2 en 1894.

En 1895, nous retrouvons le cuivre (prix moyen de l'année) à 42.19.7, il monte à 46.18.1 en 1896, à 49.2.7 en 1897, à 51.16.7 en 1898; dans les derniers mois de 1898, il cote 56 liv. st. oscille entre 62.18 et 77.5 en 1899, entre 70 et 78.7 en 1900; le cours moyen de ces deux années est de 73.13.

La spéculation s'est de nouveau emparée de l'article, que les progrès de l'industrie électrique font rechercher davantage, et cette spéculation a son point d'appui principal aux Etats-Unis, où s'est constituée en avril 1899 l'Amalgamated Copper Company, de l'Etat de New Jersey, au capital de 75 millions de dollars. On manque de détails précis sur cette société, dont les principaux intéressés sont les gens du Standard Oil. D'après le prospectus, la compagnie se propose d'acquérir et d'exploiter des mines de cuivre, et elle possédait des intérêts considérables et prépondérants dans l'Anaconda Copper, Parrot Silver and Copper, Washoe Copper, Colorado Smelling and Mining, etc. En janvier 1900, elle acheta 10.000 actions de

la Boston and Montana. En juin 1901, l'Amalgamated a porté son capital à 155 millions de dollars, à la suite de sa fusion avec la Boston and Montana. Le président de la compagnie est M. Daly, le comité exécutif comprend Rogers, William Rockefeller, A. Burage, tous trois de la Standard Oil, dans le Conseil d'administration siègent un représentant de la maison Morgan, le président de la National City Bank et des membres de la haute finance. Elle a voulu évidemment dicter le prix du métal et ne négligeait pas non plus les bénéfices résultant de l'achat d'actions de compagnies minières : elle réussit, en effet, à faire considérablement monter les cours de celles-ci. Lorsque la situation en Europe, au point de vue industriel, est devenue plus mauvaise, que la consommation s'est ralentie, l'Amalgamated a essayé de réagir contre la baisse et de maintenir les prix. Au début de 1901, le cuivre cotait 72 7/8 à Londres, il a baissé graduellement à 68.15 en juin, pour descendre à 60 3/4 au commencement de décembre et fléchir à 56 dans le courant du mois, c'est une baisse de 16 livres sterling. A New-York, le cours est resté invariable pendant longtemps à 17 cents, il n'a baissé qu'à 16 1/2, puis à 13 cents, ce qui équivaut à 49 livres pour le cuivre Standard, 58 1/4 pour le cuivre de Lake, lorsqu'il se dérobait en Europe. Cette stabilité est due en Amérique évidemment à l'intervention de l'Amalgamated. Les stocks ont diminué en Europe de 30.175 tonnes à 20.570, entre août et novembre 1901, tandis qu'ils grandissaient de l'autre côté de l'Atlantique. Tout ce qui se passe aux Etats-Unis en cette matière est enveloppé de mystère. On a estimé que les stocks au 1^{er} juillet 1901 y étaient de 105.148 tonnes contre 65.000 tonnes en 1900, 84.492 en 1899, 60 000 en 1898¹. Il serait prématuré de porter un jugement sur l'avenir

¹ L'Ironmonger a évalué la production des neuf premiers mois à 199.500 tonnes, l'importation à 51.500 tonnes, soit ensemble 251.000, dont il faut déduire l'exportation de 68.000 tonnes et une consommation indigène de 739.000 tonnes, ce qui donnerait, avec le stock existant à la fin de 1900, un stock disponible de 85.000 tonnes à la fin des trois premiers trimestres. L'exportation des Etats-Unis a fléchi de 56.000 tonnes durant cette période. Les principales mines absorbées par l'Amalgamated ont payé en 1900 comme dividende 13.629.000 dollars, en 1901 11.150.175 soit 19 0/0 de moins. L'Amalgamated lui-même a réduit son dividende de 8 0/0 à 6 0/0. Pour le dernier trimestre, il a été de 1 0/0 contre 1 1/2 le trimestre précédent. Le rapport du conseil de l'Amalgamated constate que les affaires ont été bonnes jusqu'au commencement de cette année, mais que la diminution des exportations, l'augmentation de la production et la vente des producteurs indépendants ont amené une dépression.

de cette tentative nouvelle de diriger la marche des prix, en dépit du ralentissement de la consommation et en dépit de la constitution d'approvisionnements; en outre, l'Amalgamated n'a pas réussi à mettre la main sur la production du Michigan et de l'Arizona; elle a négocié avec les mines européennes; mais il ne semble pas que l'entente se soit faite. Loin de là, dans la première moitié de décembre, il s'est produit une baisse sur les actions de l'Amalgamated qui ont fléchi à 65; le cours le plus élevé avait été de 130.

Le métal argent a fléchi à la fin de l'année aux environs de 25 pence l'once, c'est-à-dire à un niveau très bas. Il a perdu l'appui des achats de l'Espagne et de la Russie, dont la première frappait en vue du bénéfice pour le Trésor, et dont la seconde, qui a limité la quantité d'argent à frapper par tête d'habitant, frappait en vue de la réforme monétaire. De 1895 à 1900, la Russie a frappé 192 millions de roubles, l'Espagne 324 millions de pesetas; durant quatre ans, ces deux pays ont absorbé entre 16 et 30 0/0 de la production du métal blanc. L'Inde seule reste le grand débouché monétaire, mais il est entre les mains du gouvernement qui a suspendu la liberté de la frappe et qui frappe seulement pour les besoins de la circulation¹.

L'année 1901, s'il faut la juger d'un mot, a été peu satisfaisante; elle ne laissera pas de regrets au point de vue économique et financier.

ARTHUR RAFALOVICH.

¹ Le prix moyen de l'argent a été de 29 7/8 en 1895, de 30 3/4 en 1896, de 27 9/16 en 1897, de 26 15/16 en 1898, de 27 7/16 en 1899, de 28 1/4 en 1900, celui de 1901 est inférieur.

LES ÉTATS-UNIS ET LA RÉCIPROCITÉ COMMERCIALE

Le discours prononcé par M. Mac Kinley à Buffalo, la veille de sa mort, a rappelé l'attention en Europe sur les traités de commerce conclus pendant les deux dernières années par les États-Unis. L'ancien président, l'auteur du tarif ultra-protectionniste de 1890, demandait aux Américains de s'engager résolument dans la politique de réciprocité commerciale. Il tentait de créer un mouvement d'opinion pour vaincre la résistance témoignée par le Congrès à la ratification de ces traités. M. Roosevelt a accepté de suivre la politique inaugurée par son prédécesseur, et, dans son premier message, de décembre dernier, il a demandé au Sénat d'accorder son attention aux traités de réciprocité que lui avait envoyés M. Mac-Kinley. Il nous a paru intéressant de rappeler brièvement, à cette occasion, l'attitude adoptée jusqu'à présent par les États-Unis relativement aux traités de commerce spéciaux comportant des réductions de droits sur le tarif général.

I

La politique des États-Unis jusqu'à une période très récente a été opposée à la conclusion de traités de commerce spéciaux. La fureur de protection contre la concurrence étrangère qui les a emportés, à partir de 1816, ne les abandonnant que pendant une courte période, de 1846 à 1861, les a empêchés de conclure des arrangements de ce genre. Ils voulaient demeurer maîtres de modifier à leur gré leur tarif. Le Congrès a cependant dérogé, en quelques circonstances particulières à cette politique stricte, mais il a souvent montré en cette matière plus d'étroitesse d'esprit que l'administration. A diverses époques, il a refusé, comme nous le verrons, de ratifier des traités comportant des diminutions de droits sur le tarif général, qui lui étaient soumis par le président.

La première nation à laquelle les États-Unis ont consenti une

réduction spéciale sur les droits à l'importation est la France. Par le traité du 30 avril 1803, par lequel cette puissance leur cédait la Louisiane, les Etats-Unis avaient concédé aux navires français et espagnols des privilèges particuliers. Les navires de ces puissances venant directement de France ou d'Espagne, ou des colonies de ces pays, chargés uniquement de produits ou articles manufacturés provenant de ces pays, devaient être admis pendant une période de douze années dans les ports du territoire cédé sans être assujettis à des droits plus élevés sur leur chargement ou sur eux-mêmes, que ceux payés par les citoyens des Etats-Unis (art. 7). De plus, l'article 8 stipulait qu'à l'expiration des douze années, les navires français seraient traités dans ces ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'interprétation de cette clause amena, sous la Restauration, une divergence d'opinion entre les gouvernements français et américain. Les Etats-Unis conclurent avec la Grande-Bretagne et la Suède et Norvège, en 1815 et 1816, des traités de commerce par lesquels les contractants accordaient réciproquement à leurs navires le traitement des navires nationaux ¹. La France, s'autorisant de l'article 8 du traité de 1803, réclama des Etats-Unis un traitement analogue pour ses navires dans les ports de la Louisiane. Le gouvernement américain refusa d'accorder aux navires français la faveur revendiquée. Il déclara que « le droit d'être traité sur le pied de la nation la plus favorisée, lorsque ce droit n'est pas entièrement défini et qu'il est exprimé simplement par cette formule, est et ne peut être que le droit d'obtenir ce traitement gratuitement si quelque nation en jouit gratuitement, et en payant le même équivalent s'il a été concédé en échange d'un équivalent... ² » Cette interprétation stricte a toujours été maintenue depuis par les Etats-Unis ³. La France persista cependant dans ses prétentions, et un accord intervint en 1831. Le gouvernement français consentit à abandonner les revendications qu'il formulait en vertu du traité de 1803, moyennant une réduction, pendant une période de dix ans, des

¹ Traité du 3 juillet 1815, avec la Grande-Bretagne, art. 2 ; et du 4 septembre 1816, avec la Suède et Norvège, art. 2.

² Note de Gallatin, ministre de France, au vicomte de Chateaubriand, 27 février 1823 ; Wharton's *International Law*, vol. II, p. 144.

³ Dans une note au président Jackson, M. Livingston, secrétaire d'Etat, disait : « Une convention donnant les privilèges de la nation la plus favorisée ne se réfère qu'aux privilèges gratuits et ne couvre pas les privilèges accordés sous la condition d'un avantage réciproque. » 6 janvier 1822. Wharton's, *ib.*, vol. II, p. 20.

tables du refus. Les vrais opposants étaient les manufacturiers. Peu de temps auparavant, pendant la discussion du tarif de 1842, ils avaient réussi à faire repousser un amendement ayant pour objet d'accorder une réduction des droits d'entrée aux produits des nations qui recevraient en franchise la farine et les autres produits agricoles américains ¹

II

En 1846, cependant, la fureur protectionniste tomba quelque peu aux Etats-Unis, et un tarif modéré succéda aux droits élevés qui subsistaient encore malgré le compromis de 1833. Cette ère libérale dura quinze ans ; elle fut interrompue par la guerre de sécession. Pendant cette période, les Etats-Unis conclurent avec le Canada un traité de réciprocité commerciale, qui demeura d'ailleurs isolé.

En 1845, le gouvernement anglais abandonna au Canada le droit de régler lui-même sa politique commerciale. La métropole avait réservé jusqu'alors un traitement de faveur à ses produits. Le Canada voyait avec dépit le développement économique rapide de ses voisins, et désirait vivement développer ses relations commerciales avec eux. En mai 1846, le Parlement canadien adressait une requête à la reine, lui demandant d'entamer des négociations avec les Etats-Unis pour assurer l'admission réciproque des produits des deux pays à des conditions analogues. Ces ouvertures reçurent bon accueil du gouvernement américain. Celui-ci, pour éviter les objections que pourrait soulever l'existence de la clause de la nation la plus favorisée dans un grand nombre de ses traités, proposa de procéder dans les deux pays par voie de législation, au lieu de recourir à une convention. Le Parlement canadien accepta et, dès 1847, il abaissait les droits d'entrée sur les produits américains et élevait en même temps ceux sur les produits anglais, plaçant ainsi sur un pied d'égalité les Etats-Unis et la métropole. Deux ans après, une loi était votée par le Canada, accordant « l'entrée en franchise sur son territoire à certains articles produits par les Etats-Unis, quand ces derniers accorderaient chez eux le même traitement aux articles similaires du Canada. » En 1848, un projet de loi semblable avait été présenté à la Chambre des représentants des Etats-Unis

¹ Robert J. Walker : *Treasury report of 1845.*

par son comité du commerce. Le bill fut adopté par la Chambre, mais le Sénat, négligea de s'en occuper. De nouvelles tentatives aux sessions suivantes demeurèrent sans résultat. L'idée d'agir au moyen d'une législation concurrente fut abandonnée et, à partir de 1851, des négociations furent commencées en vue de conclure un traité, qui réglerait non seulement la question de la réciprocité commerciale, mais aussi celles, très intéressantes pour les Américains, de la libre navigation pour leurs navires sur les canaux canadiens et le Saint-Laurent, et des pêcheries. Le 5 juin 1854 un traité réglant ces questions était signé entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. L'article 3 décidait l'admission réciproque en franchise par les Etats-Unis et le Canada d'un certain nombre de produits énumérés. Aucun article manufacturé ne figurait dans cette liste : l'Angleterre qui traitait au nom de sa colonie s'y fut sans nul doute opposée. Elle n'eût pas voulu sacrifier ainsi les intérêts des industriels anglais. Les articles admis à ce privilège n'étaient que des produits d'alimentation : grains, farine, viandes, poissons, etc., et des matières premières : bois, charbon, peaux, laine, coton, etc. Le traité fut ratifié sans opposition par le Sénat et, en août 1854, le Congrès votait une loi pour le mettre en vigueur¹. Dénoncé par les Etats-Unis en 1865, il prit fin le 17 mars 1866. Des négociations tentées au début de cette année pour conclure un nouvel accord n'aboutirent pas. Le traité contribua pour une grande part au développement des relations commerciales entre les deux pays. En 1854, le commerce total entre les Etats-Unis et le Canada était de 35 millions de dollars à peine; la moyenne pour les cinq premières années d'existence du traité, 1856-1860, atteignit 47 millions. Son abrogation cependant ne diminua pas sérieusement le chiffre des importations réciproques dans les deux pays. La dénonciation du traité de 1854 par les Etats-Unis fut due à la renaissance du sentiment protectionniste qui se développa à la faveur de la guerre de sécession, et à la réalisation duquel les États du nord, libres de toute opposition au Congrès, ne rencontrèrent aucun obstacle. A ce sentiment se joignit une assez vive irritation contre le Canada, du fait que celui-ci avait, depuis 1854, élevé ses droits sur les articles manufacturés et aussi de ce que les chefs confié

¹ Le traité entra en vigueur le 16 mars 1855. Sur ce sujet, voir l'étude de M. Frederick E. Haynes : *The reciprocity treaty with Canada of 1854*. 1892 (publications de l'American economic association).

dérés avaient pu employer plus ou moins ce territoire comme une base d'opérations contre l'Union pendant la guerre¹.

En 1859, le président Buchanan avait conclu avec le Mexique un traité politique important, dans lequel un article spécial était consacré à la réciprocité commerciale. Cet article contenait une liste de produits parmi lesquels le Congrès des Etats-Unis devait choisir ceux qui, étant le produit naturel ou manufacturé des deux républiques, pouvaient être admis sur leurs territoires respectifs dans des conditions de parfaite réciprocité, soit en franchise, soit à un taux que fixerait le Congrès. Le Sénat américain refusa de ratifier ce traité, dont la clause de réciprocité commerciale souleva une opposition violente de la part de quelques uns de ses membres².

III

Les besoins financiers de l'Union motivèrent pendant la guerre civile une élévation considérable des droits de douane. La paix rétablie, les industriels des Etats du Nord et de l'Est s'opposèrent de toute leur force à un remaniement de ces tarifs qui, par suite de l'abrogation des impôts intérieurs mis pendant la guerre sur les produits similaires à ceux importés, leur assuraient une protection très élevée. Le même esprit leur faisait repousser naturellement toute idée de la conclusion de traités avec les nations étrangères sur la base de la réciprocité commerciale.

En 1870, cependant, un traité de cette espèce fut signé entre les Etats-Unis et les îles Hawaï³. Ce traité avait, il est vrai, un caractère plus politique que commercial ; d'ailleurs, la production purement agricole des Hawaï ne pouvait soulever la moindre appréhension de la part des industriels américains. La situation de ces îles leur donne une importance stratégique considérable. Craignant de les voir passer sous la domination d'une puissance européenne, et ne voulant pas à cette époque y établir eux-mêmes

¹ Le traité du 8 mai 1871 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne permit l'introduction en franchise aux Etats-Unis et dans le Dominion du Canada de l'huile de poisson et des poissons de toute espèce provenant des pêcheries de ces pays (art. 21). Cet article, dénoncé avec quelques autres du même traité, a cessé d'être en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1885.

² Schuyler, *American diplomacy*, pages 435-439.

³ Le traité conclu le 30 janvier 1875 entra en vigueur le 3 juin de la même année.

borna à voter une résolution en faveur de la conclusion de traités de réciprocité d'Etat à Etat. Mais le vent ne soufflait nullement dans cette direction à Washington. Le Congrès travaillait précisément à la confection d'une nouvelle loi douanière et une majorité considérable de ses membres demandait l'élévation la plus forte possible des droits existants. On ne pouvait espérer de faire accepter par cette assemblée aucun arrangement commercial modifiant les droits de douane. Toute mesure de ce genre se serait heurtée à la volonté traditionnelle du Congrès de demeurer maître absolu et en tout temps du tarif, et à la faveur générale dont jouissait alors la protection. Blaine tourna habilement, et autant qu'il lui fut possible, cette double difficulté. Parmi les produits que le nouveau projet de tarif laissait dans la liste des articles admis en franchise, figuraient le sucre, les mélasses, le café, le thé et les peaux. A l'exception du thé, ces produits étaient précisément ceux qui formaient la presque totalité des envois des pays de l'Amérique latine aux Etats-Unis. Blaine proposa de n'admettre ces produits en franchise qu'autant qu'ils proviendraient de nations accordant des avantages correspondants aux articles américains. Il fallut toute son autorité pour faire accepter cette mesure ; il réussit cependant à l'imposer au Sénat, et le président de la commission des voies et moyens de la Chambre, M. Mac Kinley, accepta après beaucoup d'hésitation de l'insérer dans la loi douanière à laquelle son nom devait rester attaché. L'idée de Blaine devint la section 3 du tarif du 1^{er} octobre 1890. Cette clause était ainsi conçue :

« Lorsque le président sera convaincu que le gouvernement d'un pays produisant et exportant du sucre, des mélasses, du café, du thé et des peaux, ou quelqu'un de ces articles, impose des droits sur les produits agricoles ou autres des Etats-Unis, ou a des exigences que, en vue de la libre introduction du sucre, des mélasses, du café, du thé et des peaux aux Etats-Unis, il trouvera réciproquement inégales et déraisonnables, il aura le pouvoir, et ce sera son devoir, de suspendre par proclamation les clauses de cette loi relatives à la libre introduction du sucre, des mélasses, du café, du thé et des peaux, produits par ces pays, pendant le temps qu'il jugera convenable. » Suivait la liste des droits auxquels les articles ainsi privés de la franchise seraient soumis.

La forme adoptée pour aboutir à des arrangements commerciaux était à coup sûr quelque peu insolite, mais elle laissait le

Congrès maître de modifier sa politique, sans être entravé par des engagements conclus pour une période déterminée.

Blaine entra de suite en négociations avec les puissances sud-américaines, et il conclut avec six d'entre elles : le Brésil, la République Dominicaine, le Nicaragua, le Salvador, le Honduras et le Guatemala, des arrangements commerciaux. L'Espagne et l'Angleterre traitèrent également avec les Etats-Unis : l'une pour ses colonies de Cuba et de Porto-Rico, l'autre, pour ses colonies des Antilles et de la Guyane.

La présence du sucre parmi les articles susceptibles d'une élévation de droits par proclamation du Président, donna au gouvernement américain une base pour traiter avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, dont les importations de sucre de betterave aux Etats-Unis étaient fort importantes, et pour obtenir de ces pays des réductions de droits sur les produits agricoles et quelques articles manufacturés américains ¹.

Par une proclamation du 15 mars 1892, le président imposa les droits prévus à la section 3 du tarif sur les sucres, mélasses, café, thé et peaux provenant de la Colombie, de Haïti et du Vénézuéla,

¹ Liste des arrangements commerciaux conclus par les Etats-Unis en vertu de la section 3 du tarif du 1^{er} octobre 1890 :

Arrangements conclus avec : —	Date de la signature de l'agrément.	Date de la mise en vigueur de l'arrangement.
Brésil.....	31 janvier 1891	1 ^{er} avril 1891
Saint-Domingue.....	4 juin 1891	1 ^{er} septem. 1891
Espagne : pour Cuba et Porto-Rico...	16 juin 1891	1 ^{er} septem. 1891
Salvador	30 décembre 1891	1 ^{er} février 1892
Guatemala.....	30 décembre 1891	30 mai 1892
Allemagne.....	30 janvier 1892	1 ^{er} février 1892
Grande-Bretagne pour : Barbades, Jamaïque, Iles Leeward, Iles Windward, Trinité, Guyane.....	1 ^{er} février 1892	1 ^{er} février 1892
Nicaragua.....	11 mars 1892	12 mars 1892
Honduras.....	29 avril 1892	30 mai 1892
Autriche-Hongrie.....	25 mai 1892	26 mai 1892

Par ces arrangements, les Etats-Unis obtenaient des réductions de droits sur leurs produits agricoles et d'alimentation : blé, farine, porc, lard, viandes salées et conservées, etc., et sur un certain nombre d'articles manufacturés, en particulier : machines et outils agricoles, locomotives, matériel de chemins de fer, etc.

D'après le *Monthly summary of commerce and finance of the United States*, août 1901.

douanières analogues à celles élevées par leur propre pays. Seules, des concessions réciproques permettraient de vaincre ces obstacles : la conclusion de traités de commerce s'imposait aux Etats-Unis.

Le tarif Dingley, devenu loi le 24 juillet 1897 ¹, a donné satisfaction à ce désir. La nécessité de ménager les susceptibilités du Congrès, qui hésite toujours à abandonner au président la moindre parcelle de ses droits, et le fait que l'on avait en vue cette fois, non seulement l'Amérique latine, mais aussi l'Europe, ont abouti à des procédés compliqués.

Les droits de représailles donnés au président par le tarif de 1890, et qui avaient servi de moyen pour conclure les arrangements commerciaux de cette époque ont reparu dans la loi de 1897 ². Le sucre et les peaux ayant disparu de la liste des produits admis en franchise ne figurent plus dans celle des articles susceptibles d'être taxés par mesure de représailles. Dans cette dernière liste on ne trouve plus que le café et le thé. Cette menace vise le Brésil, le Venezuela et le Mexique, ainsi que la Chine et le Japon ; elle n'a pas encore reçu d'exécution.

Le droit de conclure directement des arrangements commerciaux a été donné par le Congrès au président, mais celui-ci est enfermé dans des limites excessivement étroites. Il ne peut offrir aux nations avec lesquelles il veut traiter que le bénéfice de droits réduits, dont la quotité est fixée par la loi, sur un nombre très restreint de produits, limitativement énumérés. Ces produits sont : les vins de Champagne, les vins en cercle et en bouteilles, les spiritueux et les œuvres d'art ³. Le président peut accorder l'avantage de tout ou partie de ces droits réduits aux nations qui accorderont aux produits américains des concessions qu'il jugera équivalentes. Une proclamation suffit pour mettre ces arrangements commerciaux en vigueur, et comme ils sont conclus sans engagement de durée, le président peut les dénoncer en tout temps.

Pour la première fois, le tarif de 1897 a prévu la conclusion de traités de commerce comportant des réductions de droits, pour une durée spécifiée. C'est la plus grande dérogation de la der-

¹ Voir, sur l'élaboration de ce tarif et sa construction générale, notre article : « Le nouveau tarif américain », *Journal des Économistes*, janvier 1899.

² Section 3, seconde partie.

³ Section 3, première partie.

nière loi à la politique suivie jusqu'ici par les Etats-Unis ; cette dérogation est d'ailleurs singulièrement limitée. Les traités ainsi conclus ne peuvent l'être que pour une période de cinq ans au plus. Les réductions de droits à consentir ne doivent pas dépasser 20 p. 100 des droits figurant dans le tarif. Elles peuvent porter sur tous les produits, sans limitation ; de plus, l'entrée en franchise peut être accordée aux produits naturels du pays contractant, à condition qu'ils ne soient pas cultivés aux Etats-Unis ; enfin, le maintien sur la liste d'admission en franchise d'un ou de plusieurs des articles qui y figurent peut être garanti pendant la durée de la convention. Ces traités doivent non seulement être, comme tous les traités, ratifiés par le Sénat ; la loi exige encore qu'ils soient approuvés par le Congrès, nécessitant ainsi pour chacun d'eux un vote spécial de la Chambre des représentants.

Dès le mois d'octobre 1897, la « reciprocity commission », à la tête de laquelle M. Mac Kinley avait placé M. John A. Kasson, d'Iowa, ancien ministre des Etats-Unis en Autriche et en Allemagne, se mit à l'œuvre pour conclure des arrangements commerciaux et des traités de réciprocité.

Des arrangements ont été conclus en vertu de la section 3 du tarif avec la France en 1898, avec le Portugal, en 1899 et avec l'Italie et l'Allemagne en 1900 ¹.

A l'occasion de ces arrangements, les Etats-Unis ont eu de nouveau à répondre aux réclamations de deux puissances : l'Allemagne et la Suisse, qui prétendaient pouvoir bénéficier, sans concessions spéciales de leur part, des réductions de droits consenties par les Etats-Unis à la France. Les gouvernements de ces pays fondaient leur prétention sur la clause de la nation la plus favorisée existant dans leurs traités avec les Etats-Unis. L'Allemagne, qui se basait sur le traité de 1828 (articles 5 et 9) conclu avec la Prusse, dut accepter l'interprétation stricte donnée par les Américains à cette clause, et se vit obligée de consentir des avantages aux produits américains pour obtenir les réductions de droits prévues par la section 3 du tarif Dingley.

¹ Arrangements commerciaux conclus en vertu de la section 3 du tarif de 1897.

	Date de la conclusion	Date de mise en vigueur
	—	—
France	28 mai 1898	1 ^{er} juin 1898
Portugal	22 mai 1899	12 juin 1900
Italie	8 février 1900	18 juillet 1900
Allemagne	10 juillet 1900	13 juillet 1900

vente, faire concurrence aux producteurs étrangers sur leurs propres marchés. Les farmers de l'ouest leur sont aussi opposés : ils protestent contre le traité conclu avec la République Argentine, qui accorde à celle-ci une réduction sur le droit d'entrée de la laine, un de leurs principaux articles de production. Enfin, la masse de la population, qui a pendant si longtemps entendu prêcher les avantages sans mélange de la protection à outrance, n'est pas préparée à ce changement de politique. Il faut donc s'attendre à ce qu'une opposition très vive soit faite au Congrès contre ces traités, et il ne serait pas étonnant qu'ils ne fussent pas ratifiés. Cette forme même de la réciprocité soulève des objections et certains proposent de substituer au système compliqué de 1897 celui du double tarif : tarif maximum et tarif minimum. Si cette idée est adoptée, le temps nécessaire pour élaborer la nouvelle loi douanière éloignera encore l'entrée en vigueur de la politique de réciprocité commerciale. Il est vraisemblable cependant, si le principe en est repoussé cette fois encore, que les Etats-Unis seront amenés assez prochainement à l'accepter ; leur développement industriel même leur en fera une nécessité. « Nous avons atteint, — dit M. Roosevelt dans son message de décembre dernier, — dans le développement de nos intérêts le point où nous sommes non-seulement capables d'approvisionner nos propres marchés, mais encore de produire un surplus toujours croissant, pour lequel nous devons trouver des marchés à l'étranger ». Le moment est venu pour les Etats-Unis de se départir de l'intransigeance qui domine leur politique commerciale depuis de si nombreuses années ¹.

ACHILLE VIALATE

¹ Une commission anglo-américaine, présidée par Lord Herschell, et comprenant des membres canadiens et américains, s'est réunie pendant l'hiver de 1898-1899 à Washington. Elle avait pour but de régler toutes les questions pendantes entre le Canada et les Etats-Unis, et de chercher en outre à négocier un traité de réciprocité commerciale entre les deux pays. La commission s'est séparée à la fin de février 1899 sans avoir résolu aucune des questions qui étaient soumises à son examen.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

SOMMAIRE : *Journal of the Royal Statistical Society* de Londres : « Sur le calcul des ressources nationales », par M. V. V. Brandford. — « Notes sur les recensements », par M. J. A. Baines. = *The Economist* : L'« incidence » de l'income-tax. — Les exportations de charbon américain. — Quelques index-numbers. = *Giornale degli Economisti* : « Les nouvelles théories économiques et les équations de l'équilibre dynamique », par M. Vilfredo Pareto. = *L'Economista* : Le droit sur les blés en Angleterre et en Italie. — Erreurs économiques. = *Rassegna nazionale* : « La Guerre », par M. F. Nunziante. = *Riforma Sociale* : « Les Traités de Commerce et le Trafic international », par M. L. Fontana-Russo. L'intervention de l'Etat. — « La dégénération de l'individualisme économique », par M. Camillo Supino. = *Rivista italiana di Sociologia* : « L'évolution en biologie et dans l'homme considéré comme être individuel et comme être collectif » par M. G. Sergi. = *L'Italia Coloniale* : « La politique d'expansion économique », par M. Antonio Monzilli. = *North American Review* : La dette nationale de la France, par M. Jules Roche. = *Journal of Political Economy* : « Sur la méthode empirique de l'Enseignement Économique », par M. Robert F. Hoxie. = *Political Science Quarterly* : « Le déclin du libéralisme britannique », par M. William Clarke. — « Les monopoles et la loi », par M. John B. Clark. = *Annals of the American Academy of Political and Social Science* : « La Décadence, sociale » par Mme Sarah E. Simons. = *Bankers' Magazine* : La balance du commerce. Cherchez... l'argent. = *Die Nation* : « Le Protectionnisme en France », par M. A. Raffalovich. — « La guerre sud-africaine et les primes sucrières », par M. D'Aulnis de Bourouill. — « Agents de l'Étranger », par M. Theodor Barth. = *Zeitschrift für Socialwissenschaft* : « La concurrence des Asiatiques », par M. Karl Marciner. — « Les divorces à Berlin et ailleurs », par M. Friedrich Prinzing. — « La fin du socialisme scientifique », par M. Julius Wolf. — « La guerre et les enseignements du conflit anglo-transvaalien », par M. Jean de Bloch. — « Questions démographiques », par M. Verrijn Stuart. = *Zeitschrift für Volkswirtschaft* : « Le problème de l'émigration en Autriche », par M. Josef Buzek. = *Jahrbuch für Gesetzgebung* : « Cartels et Trusts », par M. H. Waentig. = *El Economista*

(Madrid) : La question des sucres, par M. J. Navarro Reverter, = *El Economista Mexicano*. = *Rivista de Economia y Hacienda*, etc.

Journal of the Royal statistical Society. — La livraison de septembre contient une intéressante étude de M. Victor Verasis Brandford, « sur le calcul des ressources nationales » (*On the calculation of national resources*).

Prenant pour bases de leurs calculs les taxes successorales, MM. De Foville, en France ; Massalski, en Belgique, Pantaleoni, en Italie, ont trouvé que la richesse privée se montait à :

200 milliards en France	(1886)
30 — en Belgique	(1878)
47 — en Italie	(1885)

D'autre part, Sir Robert Giffen, prenant pour base le rendement de l'*income-tax*, chiffre la richesse privée du Royaume-Uni à 250 milliards en 1885. M. V. V. Brandford estime que, malgré les bases différentes dont s'est servi Sir Robert Giffen, ses chiffres peuvent, sans correction, être comparés aux trois précédents ; il dresse en conséquence le tableau suivant pour la richesse des quatre pays, ramenée à 1885 :

Belgique.....	32 milliards
Italie.....	47 —
France	200 —
Royaume-Uni...	250 —

ou, si l'on prend la Belgique comme unité :

Belgique.....	1,00	—
Italie	1,47	—
France.....	6,25	—
Royaume-Uni....	7,81	—

Mais la richesse d'un pays est-elle suffisamment exprimée dans les chiffres ci-dessus ? M. Brandford pense que d'autres facteurs entrent en jeu dont il y a lieu de tenir compte ; car, dit-il, on peut considérer l'homme sous trois aspects : 1° comme une machine qui consomme et produit ; 2° comme un directeur de travail, organisateur, administrateur, inventeur ; 3° comme un simple consommateur.

M. Brandford appelle R les ressources nationales ; L le nombre d'ouvriers manuels producteurs ; l le pouvoir producteur moyen d'un ouvrier manuel, exprimé en tonnes-pieds ¹ d'énergie par

¹ Force suffisante pour élever une tonne à la hauteur d'un pied.

jour : A, le nombre des animaux domestiques employés au travail ; a, le pouvoir producteur moyen d'un animal exprimé en tonnes-pieds d'énergie par jour ; M, le nombre moyen des tonnes-pieds d'énergie produits par jour par « toute la machinerie inorganique » ; N, le nombre total d'habitants ; F, le nombre de tonnes de denrées alimentaires destinées tant à la nourriture des hommes qu'à celle des animaux, et produites dans le pays.

Il arrive ainsi à la formule :

$$R = \frac{(L l + A a + M) \times F}{N}$$

Après quelques corrections concernant les importations de charbon, il obtient les chiffres suivants :

Belgique	4,7
Italie	5,3
France	30,3
Royaume-Uni	35,5

ou, si l'on prend la Belgique comme unité :

Belgique	1,00
Italie	1,13
France	6,45
Royaume-Uni	7,55

Comparons ces chiffres avec ceux de MM. De Foville, Massalski, Pantaleoni et Sir Robert Giffen.

Ressources nationales.

	Méthode	
	Monétaire	Physique
Belgique	1.00	1.00
Italie	1.47	1.13
France	6.25	6.45
Royaume-Uni	7.81	7.55

On peut donc dire qu'il y a concordance.

— A signaler, dans le même fascicule, de très intéressantes *Census Notes* par M. J. A. Baines. Ces « notes sur les recensements » dans le Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Belgique, en Hollande, etc., contiennent un grand nombre de renseignements curieux. Il en ressort entre autres que le fameux phénomène de la diminution du taux de la natalité, loin d'être, comme on le suppose généralement, parti-

culier à la France, est un phénomène général, et qui se rencontre plus accentué encore, dans d'autres pays, notamment en Angleterre, et — qui le croirait? — en Allemagne.

The Economist. — Dans le fascicule du 23 novembre, une intéressante étude sur l'income-tax, intitulée « l'Incidence de l'income-tax », bien que nous n'y trouvions rien qui concerne l'incidence de cet impôt. L'article contient, par contre, un grand nombre de renseignements statistiques, et de tableaux très instructifs :

752.296 personnes sont frappées individuellement par l'income-tax ; sur ce nombre, 723.376 possèdent un revenu inférieur à 700 livres : 27.040, un revenu de 700 à 3.000 livres.

Nous avons ensuite :

Revenu	Nombre de personnes
—	—
liv. st.	
de 3.000 à 4.000	664
de 4.000 à 5.000	388
de 5.000 à 10.000	474
de 10.000 à 50.000	163
de plus de 50.000	12

Ajoutons que les 723.376 contribuables taxés en raison d'un revenu inférieur à 700 liv. st. possèdent ensemble 145.877.400 liv. st., sur un total de 189.338.900 liv. st. taxées.

— Quel est l'effet sur l'industrie maritime des exportations de charbons américains ? C'est ce que, dans le même fascicule du 23 novembre, étudie *The Economist*.

On se rappelle qu'il y a une trentaine d'années, Stanley Jevons écrivait : « Un renversement des affaires en charbon, un renversement du courant des exportations de houille, est une impossibilité commerciale et une absurdité ».

Cette « impossibilité commerciale et cette absurdité » sont devenues des faits. Les exportations de charbons américains se développent tous les jours. Grâce au bon marché des frets qui ne dépassent pas 10 s. 6 d. la tonne de Philadelphie à Stettin ; 7 s. 6 d. de Philadelphie à Rotterdam ou à Hambourg ; 9 s. 6 d. de Newport-News à Gênes, les charbons américains peuvent se vendre à Stettin, à Rotterdam, à Hambourg, à Berlin, à Dresde,

à Mannheim, etc., à un prix inférieur de plusieurs shillings la tonne, à celui des houilles britanniques.

Il semble que les Américains devraient être satisfaits. Ils ne le sont pas, ou du moins ils ne le sont qu'à moitié, car, comme ils n'ont pas de marine marchande, ou si peu, leurs exportations de charbons s'effectuent en presque totalité sous pavillon britannique! C'est pour cela que M. Schwab, le président du Trust de l'acier, du célèbre « Trust aux cinq milliards », vient de décider la fondation d'un grand « Trust maritime » qui aurait pour but de doter les Etats-Unis d'une marine marchande puissante. Et, sous cette égide, il semble que le Trust ait des chances de succès. Il a déjà du reste obtenu les « bénédictions » du Congrès... en attendant des primes, sans doute.

Les exportations de houilles anglaises semblent donc sérieusement menacées, et, en ce qui nous concerne, nous estimons que le plus grand atout des charbonniers américains leur est donné par le « malthusianisme industriel » des mineurs britanniques. On sait, en effet, que, dans le Royaume-Uni, les Trade-Unions prétendent, non seulement réglementer les heures de travail, ses conditions, et monopoliser le marché de la main-d'œuvre ; elles prétendent, de plus, être juges de ce que telle industrie doit ou ne doit pas produire.

Elles sont arrivées ainsi à ruiner complètement l'industrie du flint-glass au profit de l'Allemagne, et celle des bouteilles au profit de la Belgique ; elles sont en train de ruiner l'industrie minière britannique, au profit des Etats-Unis.

Les Trade-Unions posent la question ainsi : « Les prix sont bas, c'est qu'il y a surproduction ; pour faire hausser les prix — et conserver nos salaires — restreignons la production. » Et, de fait, on a pu lire dans les journaux que les mineurs gallois ont décidé de prendre un nouveau « stop-day », de façon « à prévenir une nouvelle baisse des prix ! »

Dans le numéro du 15 août de la *North American Review*, M. Benjamin Taylor disait : « Les Trade-Unions sont basées sur ce principe : moins chacun travaille pour le salaire qu'il reçoit, plus il restera, pour d'autres, à travailler pour le même salaire ; et, si leurs membres ne détruisent plus les machines, par contre, ils s'arrangent de façon à en obtenir toujours un minimum de rendement. » Et il citait :

Dans une des plus grosses entreprises industrielles du Royaume-Uni, un ouvrier, remplaçant un trade-unionist en grève, fit faci-

lement, en 135 heures, un travail pour lequel l'autre exigeait au minimum 190 heures.

Dans une fabrique de boîtes à munitions, les trade-unionists fabriquaient chacun exactement huit boîtes par jour. Le matériel est modifié, perfectionné, etc... Ils fabriquent toujours huit boîtes par jour. L'employeur, sur ces entrefaites, embaucha un jeune Suisse non syndiqué et ignorant l'anglais ; celui-ci, dès sa première journée, en fabrique cinquante !

— Que les ouvriers anglais continuent ; ils arriveront certes à ruiner leurs « patrons ». Mais ils seront réduits, eux-mêmes, à la misère.

Quelle belle chose que la « lutte des classes » !

A signaler, dans le fascicule du 30 novembre, une série d'*index-numbers* représentant les prix combinés de 22 catégories principales de marchandises, et qui s'établissent ainsi :

fin décembre 1900.....	2.125
— mars 1901.....	2.018
— juin 1901.....	2.007
— juillet 1901.....	1.980
— août 1901.....	1.995
— septembre 1901.....	1.980
— octobre 1901.....	1.985
— novembre 1901... ..	1.969

La tendance à la baisse, on le voit, se continue à peu près régulièrement depuis le commencement de l'année 1901.

Mais les chiffres de novembre, les plus bas de l'année, sont encore sensiblement supérieurs, il ne faut pas l'oublier, à ceux de fin décembre 1898 : 1.918, et à ceux de fin décembre 1897 : 1.890.

Giornale degli Economisti (septembre 1901). — M. Vilfredo Pareto publie dans ce fascicule un article intitulé : « Les nouvelles théories économiques », suivi d'un appendice : « Les équations de l'équilibre dynamique ». Il est impossible de ne pas signaler un article de M. Pareto. Mais comment en rendre compte...

Ce que l'on conçoit bien, a dit le poète, s'énonce clairement. Certes. Et le lecteur, si nous ne pouvons lui énoncer clairement la signification des « équations de l'équilibre dynamique » de M. Pareto, va tout de suite penser que nous n'y avons rien com-

pris. Nous en sommes un peu honteux et, cependant, il nous faut bien l'avouer, nous n'avons pas compris grand'chose aux équations de l'équilibre dynamique de M. Pareto ; nous n'avons pas compris surtout ce que pouvait retirer l'Economie politique de savoir que « l'équation de l'individu » se formule ainsi :

$$q' + \frac{d^1 e}{d t} + o' + \frac{d^1 p}{d t} = (p + e) i$$

et que

$$i E e + p^r E r'' + p^s E s'' + \dots = E x + p_y E y + \dots + p''^r E \frac{d}{d t} + \dots + p^r E r'' + \dots$$

M. Vilfredo Pareto estime que l'économie politique non mathématique n'a plus de raison d'être ; sans doute elle a été utile ; elle a même été « en son temps » *utilissima* ; et vous vous doutez pourquoi : parce qu'elle « a été la préparation nécessaire sans laquelle l'économie mathématique n'aurait pas été possible ». — Mais maintenant, Madame se meurt, Madame est morte ! C'est à l'économie mathématique, c'est à l'économie politique pure qu'appartient l'avenir. — « Les jeunes économistes », conclut M. Vilfredo Pareto, « ont devant eux un champ largement ouvert d'études fécondes. »

Ah ! jeunes économistes, mes condisciples, mes frères, s'il est permis à mon tour, de vous donner un conseil et de formuler un espoir, de vous indiquer « un champ largement ouvert d'études fécondes », eh bien, lisez Bastiat, relisez-le, apprenez-le par cœur... mais que les dieux vous gardent des mathématiques !

L'Economista (Florence). — A signaler dans le fascicule du 29 septembre une étude anonyme intitulée : « Le droit sur les blés en Angleterre et en Italie » ; dans le fascicule du 20 octobre, un article, non signé également, mais que nous soupçonnons être de M. de Johannis, intitulé « Erreurs Économiques ».

Il s'agit de la viticulture, de la viticulture italienne qui se lamente et qui se plaint. — La grêle aurait-elle dévasté les vignobles ? Seraient-ils devenus la proie du phylloxera, de l'oïdium, du mildew ? Hélas non ; au contraire, la récolte a dépassé toutes les espérances ; jamais on n'avait vu tant de vignes et tant de vin ; et c'est de l'abondance que se plaignent les viticulteurs italiens !

Mais oui ! Et qui aurait jamais pu croire qu'une bonne récolte

pût être considérée comme un mal ! Elle l'est, pour la même cause qui fait considérer comme un bien le renchérissement du pain, c'est-à-dire la disette. Et cette cause provient, comme le dit fort bien l'auteur de l'article, de ce socialisme des riches qui s'appelle le protectionnisme, de cette intervention abusive de l'Etat dans le domaine économique, de « ce mécanisme précieux qui permet — à quelques classes privilégiées —, de jouir des bénéfices et de ne pas sentir les pertes ».

Il faut ajouter que le bon public, lui, ne jouit jamais des bénéfices, et qu'il supporte toutes les pertes. — Une industrie ne donne-t-elle pas de bénéfice ? Accours. Jacques Bonhomme, avec ton bas de laine. Paie pour que l'agriculteur ait des bénéfices qu'il n'a pas su réaliser ; paie le sucre, paie le coton, paie la houille, paie le fer, 1 franc, 2 francs, 3 francs plus cher que tes achats ne valent, pour que les sucriers, les cotonniers, les métallurgistes, les propriétaires de mines, puissent avoir des bénéfices importants et certains. Ne sais-tu pas que « par ricochet », tu en bénéficieras ? par exemple, si tu as donné, *pour rien*, 5 fr. au maître de forges, il t'en restituera une partie, sous forme de salaires ; pas pour rien bien entendu ; donner pour rien, c'est bon pour toi ; il te donnera des salaires contre du travail. Et ne sais-tu pas que « le travail c'est la richesse » ? Ne comprends-tu pas quel serait ton malheur s'il te suffisait d'une heure de travail, par suite du bon marché de tout pour te nourrir toi et ta famille ? que ferais-tu le reste du temps ! N'oublie jamais que l'idéal ce n'est pas d'obtenir un résultat maximum avec un minimum d'effort ; l'idéal c'est de travailler beaucoup, avec peu de résultats.

Et si Jacques Bonhomme n'a pas l'air persuadé, on ajoute : « — Tu entendras des gens te soutenir le contraire ; ce sont des individualistes, c'est-à-dire des égoïstes ; ce sont des libre-échangistes, c'est à-dire des théoriciens vendus à l'Angleterre ; nous parlons, nous, au nom de la solidarité. »

Et Jacques Bonhomme — qu'il soit Italien, Français, Allemand, ou Belge, — paie, paie toujours, sans s'apercevoir, car on lui a donné de si bonnes raisons, qu'il débourse sans cesse et n'encaisse jamais. Seulement il a repris à son compte le principe de solidarité ; et c'est pour cela que nous ne voyons plus ce mot signifier désormais autre chose que l'effort de tous les citoyens pour se dépouiller les uns les autres par l'entremise de l'Etat.

— A signaler, dans la même revue (fasc. du 17 novembre), un excellent article sur le « municipalisme ».

Dans la *Rassegna Nazionale* du 16 septembre, M. F. Nunzianté étudie « la Guerre ». Après vingt et quelques pages de citations tendant à prouver, — nous le savions, — que la guerre a toujours existé, il conclut : « La guerre est un mal, et un mal nécessaire, mais un mal relatif, car ses résultats concourent toujours au progrès de la civilisation, en donnant finalement la victoire aux plus dignes ».

Nous renvoyons M. Nunzianté à l'excellent petit livre de M. J. Novicow « la Guerre et ses prétendus bienfaits » ; il pourra y voir la valeur exacte de son sophisme.

Nous le renvoyons surtout à l'ouvrage de notre maître, M. G. de Molinari, *Grandeur et Décadence de la Guerre*, et dont nous rappelons ce dernier passage :

« Aussi longtemps que la guerre a été l'agent indispensable de la production de la sécurité et le véhicule du progrès, elle a été considérée, à bon droit, comme la manifestation la plus haute et plus noble de l'activité humaine... Mais, depuis que sa tâche de destruction des obstacles à l'établissement de la sécurité est achevée, et qu'elle a été remplacée, comme véhicule du progrès, par une autre forme à la fois plus efficace et moins onéreuse de la concurrence, depuis, en un mot, qu'elle a cessé d'être « utile », elle a perdu son prestige, et tous les efforts que l'on a pu faire pour le lui rendre ont échoué. Après avoir eu sa période de grandeur, elle est entrée dans sa période de décadence, et elle est destinée à disparaître, pour faire place à la paix qu'elle a rendue possible ».

La Riforma Sociale — De M. L. Fontana-Russo, dans le fascicule du 15 octobre, un brillant article, copieux et concis sur « les Traités de commerce et le trafic international », et qui, de plus, a le mérite de venir à son heure ; on sait, en effet, que moins d'un an nous sépare de l'échéance des traités actuellement en vigueur entre l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse ; entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, la Russie, la Bulgarie, la Belgique et la Roumanie ; entre l'Autriche-Hongrie, la Suisse, la Russie, la Serbie, la Bulgarie et la Belgique, etc. M. L. Fontana-Russo, naturellement, et peut-être à son insu, n'examine guère la question qu'au point de vue italien ; il s'y montre assez libéral ; il n'en formule pas moins deux erreurs économiques d'une certaine gravité.

Ainsi M. L. Fontana-Russo semble croire que des droits de

douane peuvent être légitimes pour égaliser les conditions de production de certains articles dans divers pays. Qu'il nous permette de lui rappeler que lorsqu'un homme achète quelque chose à un autre homme, ce n'est pas pour l'utilité de celui-ci, mais pour la sienne propre, et ensuite et surtout qu'entre deux nations inégalement favorisées de la nature, c'est la moins favorisée et non pas la plus favorisée, qui a le plus grand intérêt à la liberté des échanges.

« Il est nécessaire », dit M. Fontana-Russo, « que l'initiative gouvernementale se substitue à l'initiative privée, et procède à une grande enquête sur les besoins du pays, de façon à mettre les réformes douanières en harmonie avec ces besoins. »

Nous croyons que la seule manière de mettre des réformes douanières en harmonie avec les besoins d'un peuple, c'est de supprimer les barrières de douanes. Quels sont les besoins que peut avoir un peuple, sinon de vivre le mieux possible pour le moins possible ? Et quel est le résultat d'un droit de douane sinon d'augmenter l'effort nécessaire à la satisfaction d'un besoin ? D'autre part, que vient faire ici l'initiative gouvernementale ? M. Fontana-Russo oublie que ce sont toujours des individus qui font entre eux des échanges, et jamais des peuples ; on dit, il est vrai, « le commerce de tel pays avec tel pays se chiffre par... » ; mais c'est là une locution vicieuse, cause de bien des erreurs — dont celle de M. Fontana. Jamais, par exemple, l'Italie n'a fait de commerce avec la France ; par contre des Italiens et des Français ont fait entre eux des échanges mutuels et réciproques. Or, pour que ces échanges aient pu avoir lieu et aient pu se continuer, c'est que les deux parties y trouvaient avantage ; sans cela ils n'auraient pas été effectués. Et qui donc peut être meilleur juge que l'acheteur ou le vendeur d'un produit, de savoir s'il doit acheter, ou vendre ou s'abstenir ? Par quelle opération magique une poignée d'hommes groupés, par hasard, sous le nom de Gouvernement, acquerraient-ils une compétence universelle les mettant à même de savoir mieux que moi ce que je dois vendre ou acheter, où, comment, et à quel prix ? De quel droit ces gens, même en leur accordant cette compétence universelle impossible, de quel droit viennent-ils me défendre de vendre telle chose ou me défendre de l'acheter, — bien plus ! me forcer de l'acheter chez tel ou tel producteur, ou borner, à mon détriment, le chiffre de ma clientèle ?

Nous passons, libre-échangistes, pour des rêveurs et des théoriciens ! — Qu'y a-t-il donc de si formidable à demander que chacun de nous ne soit plus forcé d'aller chez tel ou tel fournis-

seur, ne soit plus forcé d'échanger son travail de la façon qui ne lui paraît pas la plus avantageuse, ne soit plus forcé de ne travailler que dans une direction qui lui est arbitrairement imposée, c'est-à-dire, en un mot, soit libre?

— Dans le fascicule du 15 novembre de la même revue, M. Camillo Supino étudie « la dégénération de l'individualisme économique » ; ou plutôt, il n'étudie pas ; il juge.

« Sans doute, l'individualisme économique a fait accomplir à l'humanité des progrès gigantesques ; — mais après avoir fait triompher le libre-échange, il a fait triompher le protectionisme ; — il a affranchi de l'esclavage l'ouvrier, mais c'était pour en faire un serf entre les mains du patron ; — il a provoqué d'épouvantables crises économiques et substitué au droit la raison du plus fort ; — par la liberté de contrat et de la concurrence, il a rendu possible, d'un côté, l'accumulation rapide et effrénée de la richesse, en dégradant, de l'autre côté, la condition de l'ouvrier, en le réduisant à l'état de chose, de simple instrument de production ».

Et M. Supino ajoute :

« Et qu'est donc tout cela, sinon la banqueroute de l'individualisme, considéré comme principe unique et prédominant de l'organisation économique ? L'individualisme avait pour objectif d'établir l'équilibre entre la production et la consommation, il a porté le désordre dans tous les éléments de la production, en rendant incertains et variables les profits et les prix. L'individualisme avait lutté pour détruire les barrières qui séparaient les peuples ; il fait prévaloir une politique de défiance, d'exclusivisme, de conquête, et il en est réduit à invoquer ces primes et ces droits de douanes qu'il avait déclarés contraires à la justice et préjudiciables à la richesse nationale. L'individualisme avait aboli les liens qui entravaient la production intérieure de chaque pays, afin d'établir la concurrence illimitée, et il se trouve dans la nécessité de mettre de nouveaux freins à la concurrence, de réglementer à sa façon la production et les prix, d'en revenir aux monopoles si détestés et tant combattus. L'individualisme, après avoir détruit les privilèges de la noblesse, sabré les prescriptions trop minutieuses des gouvernants et réduit au minimum les fonctions de l'Etat, crée pour lui de nouveaux privilèges et de nouveaux droits, et s'arroge les pouvoirs qu'il avait, par la force, arrachés aux anciens régimes. L'individualisme, enfin, en restreignant de plus en plus son champ d'action

à quelques privilégiés, et en considérant les ouvriers comme des êtres inférieurs ou comme de simples instruments de production, a fait éclater entre le capital et le travail une terrible lutte de classe; après avoir proclamé la liberté politique, alors que le capital était la puissance unique, il la renie maintenant que le travail acquiert quelque force par l'association! »

— Cet éloquent réquisitoire, dont notre traduction ne donne qu'une idée imparfaite, repose tout entier, on le voit, sur la plus extraordinaire des métonymies. Admettons, un instant, que l'individualisme ait fait banqueroute. M. Supino prétend qu'il est lui-même cause de cette banqueroute parce qu'il a mis de nouveaux freins à la concurrence.... réglementé à sa façon la production et les prix.... créé de nouveaux privilèges et de nouveaux droits.... renié, pour les ouvriers, la liberté politique, etc. Nous prétendons au contraire que, si banqueroute il y a, ce n'est pas l'individualisme qui l'a causée; il l'a subie; si l'individualisme, et nous n'en disconvenons pas, est en mauvaise posture, est-ce donc parce qu'il a renié ses principes? N'est-ce pas au contraire parce que ces nouveaux freins.... cette réglementation de la production.... ces privilèges et ces droits, dont parle M. Supino, l'ont toujours empêché, jusqu'à présent, de faire prédominer les principes dont il réclame, avec plus d'ardeur que jamais, l'application?

Il en est de l'individualisme comme du « laissez faire » au simple point de vue commercial; il est entendu que tous deux ont fait banqueroute, qu'ils sont responsables de toutes les crises et de toutes les misères qui désolent l'humanité. Certes ils en sont responsables, à la façon dont la loi de la pesanteur serait responsable de la mort de l'homme qui, ne la reconnaissant pas, se jetterait dans les airs, du haut des tours de Notre-Dame, avec la prétention de ne pas tomber.

Les lois économiques sont comme les lois physiques; quiconque les viole en est toujours châtié, et le châtiment est d'autant plus prompt et cruel que l'atteinte portée a été profonde.

Qu'en déduire? Qu'il faut les observer?

Pas du tout, conclut M. Supino; il faut les réformer. *Hoc volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.*

Rivista politica e letteraria. — A signaler deux articles : l'un de M. J. Trochia, sur « l'industrie des chemins de fer en Italie »,

dans le fascicule du 15 octobre; l'autre de M. A. Agresti intitulé « la Législation sociale en Italie », dans le fascicule du 15 novembre.

M. G. Sergi, professeur à l'Université de Rome, publie dans le fasc. IV de la *Rivista italiana di Sociologia* une intéressante étude sur « l'évolution en biologie et dans l'homme considéré comme être individuel et comme être collectif ».

En voici la conclusion : « Les sociétés humaines, qui constituent les nations, finiront par s'équilibrer dans la quantité comme dans la qualité de leur activité progressive et évolutive; elles s'uniront alors pour constituer une société unique, laquelle, si elle ne comprend pas l'humanité entière, comprendra l'élite de l'humanité, qui désormais ne sera plus en divisions et discordes, mais tendra au bien-être universel dans la paix et l'activité pacifique; l'autre partie de l'humanité, réfractaire à l'évolution, tendra au contraire à disparaître, cédant la place à la partie la plus active et la plus apte au progrès ».

Acceptons-en l'augure!

Signalons encore :

Dans la *Rassegna italiana* (fasc. d'octobre), la suite d'une très longue étude de M. Giuseppe Amabile sur « la souveraineté et les pouvoirs de l'Etat ».

Dans l'*Italia coloniale* (n° 9), un article de M. Antonio Monzilli sur « la politique d'expansion économique » qu'il croit nécessaire à l'Italie, et pour laquelle il demande, naturellement, l'intervention de l'Etat.

North American Review. Le fascicule du 15 novembre contient un article de M. Jules Roche intitulé : « La dette nationale de la France ».

De cette dette, M. Jules Roche décompose les éléments, fait un petit historique, puis conclut : « La dette de la France ne doit donc pas être considérée comme excédant les forces du peuple brave et industrieux qu'habite le pays; et celui-ci ne doit pas être considéré comme devant nécessairement succomber sous le fardeau financier qui pèse lourdement sur ses épaules ».

Non, peut-être ; mais que M. Jules Roche ne se dissimule pas que les épaules commencent à être sérieusement meurtries.

— Dans le fascicule du 16 décembre de la même revue, M. le sénateur J. C. Burrows réclame des lois contre les anarchistes, et M. le général Lew. Wallace des mesures propres à éviter « les assassinats présidentiels ». Signalons encore un article de M. H. C. Mac Leod qui demande la liberté pour toutes les banques, sous certaines conditions bien entendu, d'émettre des banknotes, et une étude de M. Edwin F. Atkins intitulée : « L'imminente banqueroute de Cuba ».

Journal of political Economy de l'Université de Chicago. Le fascicule de septembre contient une importante étude de M. Robert F. Hoxie « sur la méthode empirique de l'enseignement économique », qui n'est en quelque sorte que la suite du remarquable article publié sur ce sujet dans le fascicule de juin de la même revue, par M. J. Laurence Laughlin et dont nous avons parlé dans le *Journal des Economistes* d'octobre dernier.

M. A. P. Winston donne dans le même numéro d'instructifs détails sur la dernière « Pullman Strike » (1894), dont il cherche à dégager, avec un peu d'optimisme, peut-être, la signification.

Political science quarterly (fasc. 3). — M. William Clarke, dans un très intéressant article, s'efforce de formuler les causes du « Déclin du libéralisme britannique ». Il lui assigne comme point de départ principal les élections de 1886 qui, à la suite de la scission du parti libéral, firent sortir des urnes une majorité *tory*. Le fait est exact ; mais, voyons ce qu'il dissimule.

Les élections qui amenèrent la chute du dernier cabinet Gladstone donnèrent ce résultat : 296 députés libéraux, et 356 députés tories. Pourquoi ? Est-ce parce que les libéraux n'avaient plus, dans le pays, la majorité ? Non ; c'est parce que le système électoral anglais, aussi détestable que le nôtre, peut aboutir à cette monstruosité : donner à la majorité des électeurs la minorité des sièges, et la majorité des sièges à la minorité des électeurs.

Et, en effet, les 296 députés libéraux avaient derrière eux 1.436.000 électeurs ; les 356 « tories » n'en avaient que 1.122.000.

Légitimement, les premiers auraient dû être 366 au lieu de 296 et les seconds 286 au lieu de 356. C'est une majorité et une forte majorité libérale qui devait sortir des urnes, et qui en serait sortie, si l'Angleterre avait eu le système électoral qui fonctionne à Genève, à Lausanne, dans le Tessin, qui fonctionne en Hollande, en Danemark, en Serbie qui fonctionne en Belgique, et que nous réclamons pour la France : la Représentation proportionnelle.

Et nous disons à ceux qui passent, indifférents, au milieu de l'agitation que soulève la réalisation de cette réforme : Pensez à ce qu'aurait pu être l'histoire de ces dernières années si, au lieu d'une majorité tory absolument factice, les élections dont nous venons de parler avaient, conformément à l'équité la plus élémentaire, donné aux libéraux la majorité !

— M. John B. Clark publie, dans le même fascicule de la même revue, un article intitulé : « Monopolies and the Law » (les monopoles et la loi) qui nous a fait passer par toute une série d'émotions diverses :

Nous avons ouvert au hasard le *Political science quarterly*, — il y a plus d'un mois de cela, et nous ne préparions pas encore ce compte rendu, — quand, tout à coup, page 467, notre regard fut attiré par cette phrase :

« Il faut que l'Etat intervienne... »

— Bon ! encore un interventionniste ! — Nous cherchons à la fin de l'article le nom de l'auteur en pensant *in petto* : « Encore un qui aurait besoin de lire Bastiat ! » et nous allions fermer le livre avec un geste de mauvaise humeur quand nous nous apercevons que la fin de la phrase est ainsi conçue :

... pour supprimer les formes raffinées du vol. »

— Mais alors, c'est un ami ! « Les formes raffinées du vol », cela signifie évidemment les droits protecteurs.

Hélas non ! il s'agit des trusts ; c'est contre eux que M. Clark demande des lois ; c'est eux qu'il considère comme « les formes raffinées du vol » et il ne réclame pas du tout l'abolition des droits de douanes, de toutes les entraves mises à la liberté des échanges, et qui sont la seule raison d'être, la cause même de ces trusts !

— De l'eau est sur le feu ; elle chauffe. Comment l'empêcher de chauffer ?

— L'enlever du feu ?

— C'est trop simple.

- Eteindre le feu ?
 - C'est trop facile.
 - Alors quoi ?
 - Il faut mettre de la glace dessus.
-

Annals of the American Academy of Political and Social science (fasc. de septembre). — De Mme Sarah E. Simons une étude tout à fait remarquable intitulée « La Décadence sociale ».

Mme Simons admet deux sortes de décadence sociale, l'une qu'elle appelle « institutionnelle », l'autre « individualistique ». Elle les définit ainsi :

« La première est marquée par l'écrasement de tout effort individuel, l'excès du contrôle social, la domination de l'individu ; chaque homme fait sa loi ; l'anarchie règne en maîtresse, les institutions, les coutumes, les traditions, les forces préservatrices de la société sont complètement anéanties... Nous voyons donc que le « free play » de l'effort individuel, si nécessaire au progrès, si indispensable à la civilisation, anéantit son propre objectif s'il lui est donné trop libre carrière... »

Mme Simons développe cette pensée pendant une vingtaine de pages avec une grande éloquence ; elle montre la décrépitude à laquelle conduit le despotisme comme l'anarchie, l'esclavage comme la licence.

Elle n'a oublié qu'une chose, une toute petite chose : un mot ; un tout petit mot de sept lettres et de trois syllabes, qui donne à lui tout seul la solution que l'on cherche partout ailleurs, du problème social ; un petit mot impopulaire que tout le monde renie, en fait, et que tout le monde bafoue, sauf une petite poignée d'économistes ; un petit mot qui est aussi loin du despotisme que de l'anarchie, de l'esclavage que de la licence ; un petit mot qui implique à la fois vérité et justice, progrès et bonheur ; un petit mot qui est très grand : liberté.

Bankers' Magazine. — Et si nous repartions, maintenant, pour ne pas en perdre l'habitude, de la balance du commerce ? Nous rappelons que la balance du commerce consiste essentiellement en ceci : pour s'enrichir il faut recevoir peu et donner beaucoup.

— Pardon, nous dira un protectionniste, restons sur le terrain des faits. Si une nation importe plus qu'elle n'exporte, il faut

qu'elle solde la différence en numéraire ; je vous défie de sortir de là.

— Vous avez raison et les Etats-Unis en sont une preuve accablante. Le *Bankers Magazine* de novembre dernier publie justement les chiffres de son commerce extérieur pour l'année fiscale ayant pris fin le 30 juin dernier, il en ressort que les États-Unis ont vendu pour 665 millions de dollars, c'est-à-dire pour 3 milliards 325.000.000 francs de plus qu'ils n'ont acheté. Par conséquent, ils ont reçu en numéraire...

— A peu près trois milliards de francs, n'est-ce pas ?

— Attendez, je cherche — j'ai trouvé. Non, ils n'ont pas reçu trois milliards ; ils ont reçu moins.

— Ah ! combien ? deux ?

— Non ; moins.

-- Un milliard ?

— Non beaucoup moins.

— Ils n'ont rien reçu !!!

--- Encore moins.

— Comment encore moins !?!

--- Oui. Voici ce que constate le *Bankers' Magazine* :

« L'excès de nos exportations de marchandises atteint cette année 665 millions de dollars ; mais, au lieu de recevoir des espèces pour cette énorme balance, il ressort que nous avons exporté pour 15 millions de dollars d'or et d'argent de plus que nous n'en avons reçu ».

— Le protectionniste court encore...

Die Nation. — Un article de M. A. Raffalovich est toujours une bonne aubaine ; celui qu'il publie dans le fascicule du 7 décembre de la *Nation*, sur « le Protectionnisme en France », rentre dans la catégorie des « meilleures », et le mieux, ici, n'est pas l'ennemi du bien.

M. Raffalovich montre, avec son habituelle clarté de démonstration, l'influence du droit de 7 fr. sur le prix du blé ; il ne joue guère que pour 5 fr. ; mais cela suffit pour que le blé coûte à Paris 33 p. 100 plus cher qu'à Bruxelles ; c'est-à-dire que le morceau de pain payé deux sous par l'ouvrier belge est payé, par l'ouvrier français, trois sous. Le droit de 7 fr. représente un impôt de plus de 350 millions de francs, prélevé chaque année sur les consommateurs de pain par quelques milliers de gros pro-

priétaires fonciers ; à ces gros propriétaires fonciers, chaque famille française de cinq personnes : le père, la mère et trois enfants, paie, en moyenne, un impôt *féodal* de 30 fr. par an, rien que par le seul droit sur le blé. Et les droits, de 10 fr. sur les bœufs ; de 12 fr. sur les veaux et les porcs ; de 15 fr. 50 sur le mouton ; de 25 fr. sur le poisson, le lard et le fromage ; de 30 fr. sur le beurre salé ; de 40 fr. sur le saindoux ! Et les droits sur la houille, sur le bois, sur le fer, sur les tissus, enfin, sur tout !

C'est pourquoi M. Raffalovich salue la naissance de la « Fédération libre-échangiste Internationale » qui vient de se constituer pour organiser enfin et engager la lutte contre le protectionnisme. Réussira-t-elle là où tant d'autres ont échoué ? L'espère-t-elle, au moins ? Qu'importe ! Et M. Raffalovich, en terminant son article, rappelle le mot admirable de Guillaume d'Orange. « Il n'est pas indispensable d'espérer pour entreprendre ! »

Un petit reproche pour conclure :

M. Raffalovich se trouvant, au cours de son article, avoir à citer un groupe d'économistes, mêle à des noms éminents celui d'un très jeune et très illustre inconnu. C'est très bienveillant de la part de M. Raffalovich et très flatteur pour ledit inconnu.

Seulement les Allemands, désormais, risqueront de prendre pour une sommité quelqu'un qui n'est guère plus qu'un simple comparse...

— Dans le fascicule du 26 octobre, une très intéressante étude de M. D'Aulnis de Bourouill intitulée « La guerre sud-africaine et les primes sucrières ».

M. D'Aulnis de Bourouill calcule, par pays de provenance, le montant des primes comprises dans le sucre consommé en 1900, dans le Royaume-Uni. Il trouve ainsi que, pour la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et la Hollande, l'Angleterre a bénéficié, en 1900, de £ 3.500.000 de primes, soit 72 millions de marks, 91 millions de francs, somme suffisante pour servir les intérêts d'un emprunt de 150 millions de livres sterling.

Or c'est à ce chiffre de 150 millions de liv. ster. qui se montent les dépenses occasionnées à la Grande-Bretagne par la guerre sud-africaine. C'est donc nous, Français, Allemands, Autrichiens, Hollandais et Belges, qui payons les frais du conflit.

M. D'Aulnis de Bourouill proteste ; et il a raison. Seulement il faut ajouter que les Anglais ne nous ont rien demandé, et que c'est de notre propre gré, par..... stupidité économique que nous

leur servons cette rente de 91 millions de francs — dont 52 représentent la part de la France.

Un joli denier !

— Il y a certaines calomnies politiques qui se reproduisent avec une infatigable régularité, dans tous les pays où l'on imprime du papier blanc, entre autres celle-ci : cet homme est un « agent de l'étranger ». — C'est ainsi que, M. Théodor Barth commence son article du 9 novembre. Il ajoute :

« La foi en l'absurde n'a pas, en politique, une petite signification : il n'existe rien, si stupide que ce soit, qui ne trouve des gens pour le croire ». — Et en économie politique, donc !

— Est-il besoin d'ajouter qu'en Allemagne comme chez nous cette expression, « agent de l'étranger » est un délicieux euphémisme signifiant « libre-échangiste » ?

Zeitschrift für Socialwissenschaft. — Le péril jaune existe-t-il ? M. Karl Mareiner (Fas. de septembre) y répond par la négative : les craintes, dit-il, que l'on fonde sur la concurrence industrielle des Asiatiques, ont pour base le taux excessivement bas des salaires qui leur sont payés, et qui leur permettent de produire à un extraordinaire bon marché ; or ces salaires sont en hausse ; il est bien certain que cette hausse se continuera ; les ouvriers asiatiques, à un moment donné, recevront des salaires équivalents à ceux de nos ouvriers européens ; ils ne pourront donc produire meilleur marché ; leur concurrence n'est pas à craindre ; le péril jaune n'existe pas.

Soit, et nous le regrettons. Et si M. Mareiner, au lieu d'envisager la question au point de vue du producteur, l'avait envisagée, comme doivent l'être toutes les questions économiques, au point de vue du consommateur, il serait de note avis.

Supposons que les Chinois produisent à meilleur marché que nous tout ce dont nous avons besoin. Qu'arrive-t-il ? Ils « inondent » nos marchés : c'est entendu. Conséquence : nous vivons très largement à très peu de frais. Cela peut-il être considéré comme un mal ?

— Mais dira quelqu'un, que leur vendrons-nous en échange ?

— Que leur vendrons-nous en échange ? Mais si nous n'avons rien à leur donner en échange de leurs produits, les Chinois ne nous les apporteront pas.

— Ce serait la ruine de l'industrie !

— Et puis après?... — Supposons que les Chinois décident qu'à partir du 1^{er} février prochain, ils nous donneront désormais pour rien tout ce que nous pouvons désirer. — On ne comprendrait vraiment pas pourquoi. Mais, enfin, supposons-le : Ne serait-ce pas pour nous le Paradis sur terre ? Nous pourrions flâner, rêver, vivre sans aucun souci, ces braves Chinois étant devenus nos esclaves de leur propre gré ; la Chine serait un enfer où tout le monde travaillerait sans même l'espoir d'une rémunération, et notre Europe serait un véritable Pays de Cocagne.

Hélas, il est à prévoir que les Chinois continueront à nous demander en échange de leurs produits ce qu'ils en considéreront comme les équivalents : N'oublions pas, cependant, que moins il nous demanderont d'équivalents et plus nous nous rapprocherons de cette situation paradisiaque dont nous parlions tout à l'heure.

Mais il paraît que leurs salaires haussent et que leurs prix de revient tendent à se rapprocher sensiblement des nôtres.

Tant mieux pour eux, peut-être, mais, en tout cas, tant pis pour nous.

— Dans le fascicule de novembre, M. Friedrich Prinzing étudie, au point de vue statistique, la question du divorce. Il constate que la proportion des divorces a, depuis vingt ans, plus que doublé en France ; presque doublé en Hollande, est restée stationnaire en Italie, a diminué en Suisse. Leur taux actuel est de 10 0/0 plus élevé à Berlin qu'à Paris. M. Prinzing signale en outre qu'on divorce aux Etats-Unis dans des proportions vraiment fantastiques : En 1885, alors que l'Europe entière ne fournissait pas 20.000 divorces, on en comptait 23.472 aux Etats-Unis.

Quant aux causes du divorce, M. Prinzing les examine avec quelque détail en ce qui concerne Berlin ; depuis vingt ans, une seule est en diminution : l'ivresse. Sont en augmentation : l'adultère, de 40 0/0 ; la folie, de 10 0/0 ; le « consentement volontaire » de 110 0/0, l'« existence désordonnée », de 150 0/0. Enfin, le « refus du devoir » est en augmentation de 25 0/0 !

— Fascicule d'octobre. — M. Julius Wolf, dans un article intitulé : « La fin du socialisme scientifique », commente très judicieusement « le cas Bernstein ». — M. Jean de Bloch, dont tout le monde connaît le remarquable ouvrage « la Guerre » (1), insiste sur les enseignements qui sont à retirer du conflit anglo-transvaalien en prévision des batailles futures. « Tous les exemples tirés

¹ M. Jean de Block vient de mourir à Varsovie, le 5 janvier, il était âgé de 70 ans.

des guerres antérieures, dit-il, sont désormais sans valeur aucune » Enfin M. C. A. Verriijn Stuart publie les résultats d'une intéressante « enquête sur les relations entre le bien-être, la natalité et la mortalité infantile dans les Pays-Bas ».

Zeitschrift fur Volkswirtschaft, etc. (Heft V). — De M. Josef Buzek, une importante étude intitulée « Le problème de l'émigration en Autriche. »

Il n'a guère été question d'émigration en Autriche pendant la première moitié du XIX^e siècle.

C'est exactement en 1850 qu'un mouvement d'émigration un peu net commença à se dessiner, provoqué par la découverte des mines d'or de Californie; l'exode prit bientôt des proportions importantes. Le recensement de 1850 des Etats-Unis y accuse la présence de 946 Autrichiens; ce chiffre passe à 25.061 au recensement de 1860. M. Buzek estime que le nombre des émigrants autrichiens a été d'environ 20.000 pendant la période 1851-1860; de 40.000 pendant la période 1861-1870; de 72.000 pendant la période 1871-1880; de plus de 200.000 pendant la période 1881-1890; de près de 500.000 pendant la période 1891-1900, se rendant la plupart aux Etats-Unis et dans la République Argentine. La raison? la misère et les impôts écrasants. M. Buzek n'insiste pas sur ce dernier point, et pourtant nous lisons dans l'excellent ouvrage de M. Tito Canovai, *l'Italia presente e i suoi problemi* (p. 33), que l'Etat exige des citoyens par 100 francs de richesse acquise.

en Belgique.....	0.57
en France.....	1.26
en Autriche-Hongrie.....	1.90

Nous estimons avec M. Buzek que l'émigration est une perte, et une grosse perte pour un pays; le demi-million de citoyens dont l'émigration a amputé l'Autriche depuis dix ans, est un symptôme de mauvais augure. M. Buzek annonce qu'il publiera dans le prochain numéro de la revue un article sur « la réglementation de l'Emigration ». — Voudrait-il donc l'enrayer? Nous sommes curieux de savoir comment; mais d'avance nous lui prédisons que s'il s'attaque directement à elle, il fera fausse route; pour agir sur l'émigration, qui n'est qu'un effet, il faut remonter jusqu'à sa cause, ou plutôt jusqu'aux causes complexes qui la déterminent.

M. Buzek parle quelque part des émigrants « qui auraient pu trouver un meilleur avenir dans leur pays ».

L'affirmation est osée dans la bouche d'un économiste.

Jahrbuch für Gesetzgebung, etc. (Heft IV). H. Waentig étudie « Les Cartels, les Trusts, et le problème de leur juste réglementation ». Il montre leur développement, leur effet sur les prix, leurs dangers, l'inefficacité des *Anti-trust laws* américaines. Il conclut qu'il faut les soumettre à « un régime de surveillance attentive et neutre et provoquer la constitution d'Associations de consommation ».

Nous avons déjà parlé, quelques pages plus haut de cette question des Trusts; nous n'y reviendrons pas.

— Notons, en passant, dans le même numéro de la même revue, d'intéressants articles sur « l'interdiction du travail de nuit » et « le développement économique de l'Australasie et l'influence anglaise », de MM. Max Hirsch et W. Mommsen respectivement.

El Economista (Madrid). — A signaler une série d'études sur « El problema azucarero », autrement dit, « le problème sucrier », par M. J. Navarro Reverter. Nous y trouvons l'intéressant tableau ci-dessous :

Consommation de sucre par tête.

	[(kilogrammes)]			
	1875	1885	1895	1900
	—	—	—	—
Grande-Bretagne	22.5	32.5	38.3	41.6
Etats-Unis	16.1	23.8	28.7	30.9
Suisse	»	»	»	25.8
Suède et Norvège	»	»	»	18.7
Allemagne	6.8	7.9	12.6	16.4
France	7.7	10.5	13.4	15.3
Autriche-Hongrie	5.5	7.2	9.1	12.6
Espagne	»	»	»	5.0

Signalons encore :

Dans la *Revista de Economía y Hacienda* (Madrid), plusieurs articles où la question des « crises économiques en Espagne » est fort bien traitée par M. Pedro Corominas.

Dans *El Economista mexicano*, d'intéressantes études monétaires par M. Joaquin D. Casasus.

Enfin dans la *Republica* (Mexico) une série d'articles violemment anti-cléricaux de M. Lic. Julio Guerrero.

EMILE MACQUART

LES FINANCES DE LA FRANCE ¹

Ce n'est pas, comme pourrait le faire croire le titre, un ouvrage didactique, que ces quatre volumes, mais la collection des discours, rapports parlementaires, articles de revue, etc., de M. Léon Say, sur les questions financières et économiques de son temps. Nous n'avons pas besoin de rappeler qu'il fut mêlé, depuis 1870, à toutes les grandes affaires, qu'il a apporté à toutes, soit avant, soit pendant ses divers ministères, soit après que la politique l'eût éloigné, non de la vie publique, mais de la direction active des finances, une contribution aussi active qu'éclairée; et que même lorsque sa clairvoyance l'eut amené à critiquer et à blâmer les errements funestes où l'on s'engageait et qui apparaissent trop visibles aujourd'hui, il rendit encore, par ses protestations, des services éminents à son pays. Ce n'est jamais inutilement que se fait entendre la voix de la vérité. Les idées saines répandues au jour le jour par M. Léon Say, et chaque fois qu'une question importante attirait son attention, forment un tout, une doctrine unique dont les principes, pour être délayés dans un grand nombre de pages, ne sont pas moins sûrs et constants. « Les travaux de M. Léon Say, à quelque ordre qu'ils appartiennent, dit M. André Liesse, dans l'avant-propos de l'ouvrage, offrent cette particularité — d'ailleurs assez rare aujourd'hui — d'être unis entre eux par la forte solidarité des principes certains. Livres, articles de revues et de journaux, discours et rapports parlementaires, toutes les manifestations de son esprit reposent sur des idées directrices dont l'inspiration se sent à travers tous les arguments comme une trame solide, jamais défailante ».

Ces idées directrices qui se retrouvent partout, la nature et l'abondance de la matière où elles se manifestent, suffisent à justifier le titre de l'ouvrage. Il fallait seulement mettre dans les documents un peu de cet ordre qui guide le lecteur. Ce fut la tâche confiée par la famille de

¹ *Les finances de la France sous la troisième République*, par M. Léon Say, 4 vol. in-8°, Calman Lévy, 1898-1901.

M. Léon Say à M. André Liesse, qui fit le rangement nécessaire et relia les choses entre elles en indiquant, dans de courtes notes, à quelle occasion et dans quelles circonstances furent prononcés les discours, présentés les rapports, écrits les articles.

Les quatre volumes, publiés de 1898 à 1901, un chaque année, sont divisés de la manière suivante : le premier, sous le sous-titre : *Assemblée nationale*, comprend ce qui concerne les grands emprunts et les impôts nouveaux, de 1871 à 1875 ; le second : *M. Léon Say au ministère des Finances*, a rapport aux questions monétaires, aux grands travaux et aux budgets, et embrasse la période de 1876 à 1882 ; dans le troisième qui s'étend de 1883 à 1896 : *La politique et les finances*, sont examinées les augmentations de dépenses et les difficultés budgétaires ; dans le quatrième enfin, sous la rubrique : *La liberté économique*, ont été rangés les écrits et discours, depuis 1870 jusqu'en 1896, qui ont trait plus particulièrement au protectionnisme et au socialisme.

Telle est la division de l'ouvrage. L'ordre cependant n'est pas absolument strict. M. Liesse a pensé, avec raison, que certains documents, quoique de dates diverses, pouvaient être rapprochés, et que, si chronologiquement, ils se rapportent à l'une quelconque des périodes indiquées, ils pouvaient cependant, pour mieux mettre en évidence les opinions de M. Léon Say sur un sujet, se ranger dans une autre période, à côté de ce qu'il avait déjà dit sur la même question. C'est ainsi que le premier volume s'ouvre par un article sur le *Budget devant les Chambres*, publié pour la première fois le 15 janvier 1885 dans la *Revue des Deux-Mondes*, et qui, par sa date, ne devrait avoir sa place que dans le tome troisième. Mais il contient la synthèse des idées budgétaires de M. Léon Say, et il a été placé en guise d'introduction, au commencement de l'ouvrage où il sert, pour ainsi dire, de fil conducteur, de guide, dans tout le reste.

N'oublions pas de mentionner l'avant-propos, où, tout en développant le plan qu'il a suivi, M. André Liesse a si bien précisé les opinions, le caractère et le talent de M. Léon Say.



Cet article dont j'ai parlé, mis comme introduction, est à la fois un exposé de principes et une critique. M. Léon Say y établit les qualités de tout budget : l'unité et, par conséquent, la clarté et la simplicité ; il doit aussi être annuel ; il doit être préalable ; il doit avoir une personnalité comptable. Et, tout en cheminant, tout en développant ces divers points, il fait le procès des errements qui se sont introduits à

cet égard dans le Parlement et montre le danger de l'abandon des principes.

Cet abandon est dû surtout à l'empiètement de la Commission du budget sur le rôle du ministre des Finances. Elle n'a pas à préparer le budget, comme elle est arrivée à le faire, mais seulement à le juger. Les sous-commissions, par les monographies séparées qu'elles donnent sous le nom de rapports, sur les différents ministères ou même sur des services spéciaux, sont funestes. Ces monographies ne servent qu'à faire perdre de vue l'ensemble des choses; l'unité, avec la clarté et la simplicité, disparaît; la personnalité comptable y reçoit aussi des accrocs. Sans compter que l'autorité du ministre se trouve fort amoindrie auprès de ses collègues qui peuvent passer au-dessus de lui et intervenir auprès des sous-commissions, amoindrie aussi devant le Parlement. Le pouvoir occulte et sans responsabilité de la Commission générale elle-même, avec le rôle qu'elle s'est attribué de tout défaire et de tout refaire, avec une mission passagère et limitée qui lui permet moins encore qu'à un ministre de poursuivre une politique financière de quelque durée et par conséquent efficace, composée de députés qui recherchent l'intérêt particulier de leurs commettants au lieu de l'intérêt général, ce pouvoir qui, de simple contrôle, est devenu actif, n'est pas sans danger. Les principes budgétaires comptent alors pour peu de chose et sont sacrifiés à la politique, au grand détriment des Finances auxquelles « il faut tout sacrifier, dit M. Léon Say, car si les finances de la France étaient détruites, notre pays serait réduit au rang des dernières puissances. »

Quelques-uns ne verront peut-être, dans cette étude, que des principes de forme, d'un caractère un peu matériel. Leur observation toutefois empêche l'arbitraire, les abus, le désordre, le gaspillage des deniers publics, et c'est bien quelque chose. Et puis M. Léon Say n'a pas dit que tout consiste dans la régularité matérielle. La bonne conduite des finances d'un pays exige des connaissances approfondies sur l'administration de ce pays, ses besoins, ses ressources, les moyens pratiques à employer, et ce sont ces données qu'il faut combiner avec tact, mesure et sagesse, quelquefois aussi avec une hardiesse qui n'exclut pas la prudence. Cela, M. Léon Say, avec son esprit toujours si éveillé, son talent si plein de ressources, ne pouvait l'oublier. Mais les qualités supérieures du financier risqueraient fort de s'égarer dans leurs manifestations diverses, si elles n'étaient en quelque sorte contenues dans un cadre fixe et limité.

Somme toute, les principes, de pure forme, si l'on veut, posés par M. Léon Say, sont la base du crédit de l'Etat, et tout repose sur ce crédit.

Si quelqu'un a prouvé que la régularité n'est pas exclusive des plus hautes capacités financières, c'est bien M. Léon Say, l'auteur du rapport sur le *Païement de l'indemnité de guerre et les opérations de change qui en ont été la conséquence*, présenté, sur la demande de la Commission du budget, à l'Assemblée nationale, le 5 août 1871. Non seulement la France devait payer une contribution de guerre de 3 milliards et avait à sa charge l'alimentation des troupes allemandes jusqu'à leur évacuation complète du territoire, mais les paiements devaient être effectués en espèces ou valeurs métalliques. Cette condition augmentait les difficultés. Il ne s'agissait pas seulement de payer des sommes énormes, mais de payer d'une manière qui ne détruisît pas pour de longues années, comme l'espéraient les Allemands, les ressources financières et économiques de la France. Notre intention ne peut être de rappeler ici à l'aide de quels moyens — on le verra dans le rapport dont nous parlons — le péril fut évité. Les opérations de banque et de change si compliquées qui ont été faites sont le grand honneur de M. Thiers. Mais on ne peut s'empêcher d'admirer la manière claire, nette et précise, dont M. Léon Say les a exposées. On peut dire qu'il en eut la compréhension peut-être plus exacte, au point de vue scientifique, que ceux qui les avaient conduites et effectuées. Nous ne voulons pas diminuer la valeur de la conception elle-même, mais qui a pu en saisir la portée et les conséquences aussi bien que M. Léon Say? qui eût pu aussi bien que lui, l'analyser dans ses détails. Ce rapport, dit M. Liesse, est « l'une des plus belles pages de l'histoire financière de ce temps-ci », — « un véritable monument de patriotisme dont l'effet fut aussi considérable à l'étranger qu'en France ». Il est aussi d'une grande utilité par les enseignements élevés qu'il comporte. Et n'est-il pas permis d'y voir, puisque dans des circonstances si critiques l'on a obtenu par des procédés peut-être hardis, mais toujours corrects, les résultats que l'on sait, la condamnation anticipée de ces expédients, de ces trompe-l'œil, de ces *trucs*, qu'on me permette le mot, qui sont aujourd'hui d'usage courant.

Nous ne pouvons mentionner toutes les pages où se manifestent, avec son talent, les idées financières de M. Léon Say. Nous ne pouvons qu'écrémer, et encore devons-nous laisser de côté beaucoup de choses intéressantes. Nous avons déjà vu que la prudence, la correction et la régularité n'excluaient pas chez lui la conception des plus hautes spéculations. Un autre point de vue que nous signalons, c'est le souci qu'il a toujours, dans la recherche des ressources nécessaires au Trésor, de ne pas dépasser la limite où les impôts peuvent rester productifs, et de ne pas nuire, par les mesures fiscales, au développement économique du pays. On en trouvera un bel exemple dans le discours

qu'il prononça, le 7 février 1874, à l'Assemblée nationale sur les impôts nouveaux, où il s'élève avec une grande force et des arguments sans réplique, contre une nouvelle surtaxe de l'alcool et contre celle des transports par petite vitesse qui grèvent les frais généraux de l'industrie.

C'est que M. Léon Say n'était pas seulement un financier, mais aussi un économiste ; ou plutôt il était le vrai financier qui voit les différents côtés des choses et conçoit l'intime solidarité des intérêts du Trésor et de ceux du pays.

Personne plus que lui ne fut sévère pour la fraude qui nuit au rendement des impôts, et fait retomber entièrement le peu qu'ils donnent encore sur les honnêtes gens. Ceux qui ont la conscience large savent éviter le paiement par mille moyens dont il donne des exemples curieux. Son premier principe était donc de ne pas provoquer cette fraude par des taxes dépassant la limite de ce que la matière imposable peut supporter. C'est la raison de son opposition à la surtaxe des alcools ; mais les taxes une fois votées, il était inexorable. Il déposa, le 22 janvier 1874, une proposition de loi pour instituer un prix de 50.000 francs au profit de la personne qui découvrirait un moyen pratique de déterminer directement la présence de l'alcool dans les mélanges. Il y a là, en effet, un moyen de fraude qui échappe à toutes les recherches. Remarquons que l'exposé des motifs du projet de loi commençait par ces mots typiques : « L'élévation des droits sur l'alcool a développé la fraude dans des proportions considérables. »

Plus tard, M. Léon Say revint sur cette opinion ; mais ce fut à la suite d'informations qui démontrèrent que l'impôt pouvait être élevé sans dépasser la limite. Au seul point de vue fiscal, il avait raison. Nous croyons que l'hygiène gagnerait à ce que l'alcool pût être vendu à aussi bas prix que les poisons débités sous ce nom : c'est, pour nous, le seul remède au mal qu'on appelle l'alcoolisme, comme c'est le meilleur moyen de supprimer la fraude. Mais il ne s'agit ni d'hygiène, ni d'alcool, et nous avons seulement voulu dire que M. Léon Say restait conséquent avec son principe, le principe de la mesure entre l'impôt et la matière imposable.

Régularité, mesure et souci des intérêts du pays, on peut, croyons-nous, résumer en ces trois mots les opinions financières de M. Léon Say, et nous en retrouvons l'expression dans tous ses discours. Mais il nous faut abréger les exemples.

..

Ces idées, nous avons à peine besoin de le dire, M. Léon Say les conserva et les fit appliquer, autant qu'il dépendait de lui, lorsqu'il arriva

au pouvoir. Il avait une haute opinion du rôle d'un ministre des finances. Il ne croyait pas, avec M. Robert Lowe, que ce ministre fût un être créé pour produire un excédent de recettes, ni avec sir Cornwall Lewis, un artiste chargé d'extraire le maximum d'argent avec le minimum de mécontentement. Remarquons en passant que M. Léon Say a autant d'esprit que de talent et de connaissances acquises et que ses citations sont toujours choisies de manière à faire ressortir le côté plaisant de l'opinion adverse. Voici la belle définition qu'il donne à son tour, qu'il emprunte à M. Gladstone et qu'il fait sienne : « C'est (un ministre des finances) un homme qui, n'y étant pas obligé, s'est engagé à traverser une forêt de broussailles en tenant en équilibre les deux plateaux de la balance du budget. A chaque pas, il est assailli par des larrons, qui sont ses collègues et ses amis ; mais son honneur est d'achever son périlleux voyage, son fardeau intact. »

M. Léon Say, en citant ces lignes, a tracé son propre portrait. Nous en avons dit assez — puisqu'aussi bien nous ne pouvons pas tout dire — pour qu'on aperçoive la ressemblance. Pour lui, les dépenses ne devaient jamais dépasser les recettes, et les recettes ne devaient pas, en vue de la hausse des dépenses, être augmentées d'impôts mal étudiés, arbitraires, ou nuisibles à la prospérité du pays. Il a combattu les systèmes divers d'impôt sur le revenu, et montré les conséquences financières des dépenses exagérées pour l'instruction primaire. Les plus sains principes monétaires furent les siens dans les discussions relatives à la Banque de France. On pourrait peut-être regretter qu'il se soit arrêté à une demi-mesure au sujet de la monnaie d'argent. Avec sa grande autorité il était l'homme qui, plus que tout autre, pouvait nous doter définitivement du régime de la bonne monnaie. Mais il lui fallut tenir compte des difficultés, et peut-être s'arrêta-t-il devant les premiers symptômes — c'est du moins ce que j'ai entendu dire — d'une spéculation qui menaçait de devenir formidable et qu'il n'était pas possible d'enrayer, puisqu'elle était internationale. Ce n'est pas aussi sa faute si le plan, auquel il avait collaboré, des grands travaux publics, le plan Freycinet, a dévié, si, conçu sur une base de quatre milliards, il monta, comme une marée, jusqu'à six. Bref, on peut dire de lui que, malgré ses collègues et ses amis, il a achevé son périlleux voyage en maintenant son fardeau intact.

Peut-on en dire autant de ses successeurs ? C'est lui-même qui répond : « Depuis 1801, dit-il, les ministres des Finances se sont imaginé que leur principal et peut-être unique devoir était d'aider les présidents du Conseil à former des majorités dans les Chambres, en contentant tout le monde. Aussi le ministre des Finances est-il devenu chez nous un personnage très différent de celui dont Gladstone a parlé. Il est

chargé maintenant de faire croire à la démocratie que les fautes ne se paient pas. Il cède avec grâce tout ce qu'ils demandent aux larrons cachés dans les broussailles des commissions parlementaires, et il abandonne à toutes les influences les plateaux de la balance du budget. »

C'est en 1886 que M. Léon Say faisait cette critique et il montrait l'effroyable augmentation de dépenses qui était résultée des nouveaux errements politiques et financiers. Nous ne répétons pas ses chiffres qui l'épouvantaient, et combien modérés cependant ils étaient relativement à ceux que nous avons vus depuis !

*
* *

Le quatrième volume, celui qui contient les articles et discours qui ont trait plus spécialement à la liberté économique, retiendra surtout l'attention du lecteur. Les autres volumes sont de l'histoire financière, dont l'intérêt est grand sans doute, mais un peu rétrospectif. Celui-ci est aussi de l'histoire, mais qui conserve toute son actualité. Les questions de protectionnisme et de socialisme d'Etat sont aujourd'hui aussi palpitantes, sinon plus, que jamais.

Tout ici serait à citer. Nous lisons d'abord, en guise d'introduction, le beau discours prononcé au cirque de l'Impératrice le 16 janvier 1870 sous le titre : *Coup d'œil historique sur la lutte du Libre échange et de la protection*. C'est une réponse au parti protectionniste qui s'agitait beaucoup et voulait ramener devant le Parlement la question des traités de commerce. M. Léon Say y développe, avec une grande ampleur de vues, cette idée que le rôle du gouvernement est de protéger les citoyens dans l'exercice de leur liberté, et non de protéger l'industrie, car « la protection donnée à quelques-uns a pour conséquence d'entraver la liberté naturelle des autres », et « le gouvernement commet une injustice d'autant plus grande que sa protection s'étend à moins de citoyens et en gêne un plus grand nombre. » Et, avec sa perspicacité, il entrevoit déjà la conséquence : le budget appelé à payer les souffrances causées à l'industrie, par le protectionnisme lui-même.

L'ensemble des discours prononcés, à différentes époques, contre les droits douaniers sur les blés, peut être considéré comme un traité complet de la question. Avec quelle verve et quels arguments irréfutables il s'élève contre les théories de ses adversaires ! S'agit-il du prix de revient qu'il est impossible d'établir d'une manière fixe et sur lequel on s'appuie pour établir le droit de 3 francs, tout en avouant que ce droit est insuffisant, il s'écrie : « M. le ministre de l'Agriculture dit :

oui, il faut intervenir; il y a un prix de revient qui est de 20 à 21 francs l'hectolitre, et un prix de vente qui est de 15 à 16 francs. Il y a un trou à boucher, pour le boucher, il faudrait mettre dessus un écu de 6 francs; et puis il prévient que cet écu de 6 francs ne sera qu'un écu de 3 francs qui, somme toute, finit par ne valoir que 24 sous. De sorte que nous avons, pour combler le trou, quelque chose qui ne le comble pas... » Et plus loin il ajoute : « Je crains qu'après que vous aurez établi un droit de 3 francs, il ne se produise en France un nouveau mouvement protectionniste. Lorsque l'agriculture verra qu'elle ne tirera pas de votre loi les avantages sur lesquels elle avait compté, elle réclamera et demandera qu'on augmente encore les droits. » La prédiction, on le sait, ne tarda pas à s'accomplir.

Faut-il répondre à l'argument que ce sont les étrangers qui paient les droits de douane. « Ce serait vraiment commode, dit M. Léon Say; et s'il en était ainsi, M. le ministre des Finances devrait tout de suite, au lieu de nous faire payer 104 francs par tête, ne nous demander que 4 francs; les étrangers paieraient les 100 autres francs au moyen des droits de douane. C'est une théorie que je ne crois pas soutenable. On affirme que les importateurs prennent le montant des droits sur leurs bénéfices. Vous croyez cela? Vous croyez que les opérations de législation que nous faisons ici auront pour effet de régler le prix des blés sur tous les marchés du monde? Mais la quantité qui est exportée, c'est-à-dire expédiée en Europe, est d'environ 80 millions d'hectolitres; et sur cette quantité, combien la France prend-elle? 10 millions d'hectolitres; peut-être bientôt n'en demandera-t-elle que 5,6 ou 7 millions. Eh bien, en présence d'une importation totale en Europe de 80 millions d'hectolitres, vous croyez que ce sont les preneurs de ces 10 millions d'hectolitres qui feront le cours sur les grands marchés du monde? »

Bien qu'on les ait beaucoup exagérées, M. Léon Say reconnaît les souffrances de l'agriculture. Il ne veut pas de droits sur les blés nuisibles à la consommation, inefficaces pour la production. Mais il indique des mesures et des réformes qui pourraient être utiles. Peut-être est-il ici un peu optimiste, et je ne crois pas, par exemple, que la transformation des Caisses d'épargne ordinaires en Banques agricoles soit chose désirable.

M. Léon Say n'était pas tendre, quand il s'agissait de la cherté du pain. « Croyez-vous n'être pas responsable? disait-il à M. Méline, rapporteur général de la commission des douanes. Et si le mécontentement populaire — mécontentement très légitime — se traduit par des difficultés, vous en serez responsable, vous personnellement, monsieur Méline. (*Exclamations sur divers bancs. — Très bien! très bien! sur d'autres.*) Mais oui, certainement.

M. le rapporteur général. — Je suis ici le représentant de la commission des douanes.

M. Léon Say. — Mais vous partagez les opinions de la commission que vous représentez ?

M. le rapporteur général. — Mais je ne sais pas pourquoi vous me prenez à partie personnellement, je ne me permettrais pas cela vis-à-vis de vous.

M. Léon Say. — Que voulez-vous ? quand j'ai quelque chose sur le cœur, il faut que je le dise. Vous me répondrez. J'ai la responsabilité de mes actes et de mes paroles et vous l'avez aussi.

Tenez, je ne voudrais pas irriter le débat, mais vos protestations font naître dans mon esprit un souvenir qu'il faut que je vous rappelle. Un jour, dans un autre Parlement, il y a un homme — ce n'était pas moi — qui s'adressait au premier ministre, en lui disant : « Oui ! c'est vous, vous qui serez responsable ! Le pain est trop cher, vous êtes personnellement responsable, vous, monsieur le ministre. » Ce grand ministre se lève alors ; il était dans un état d'émotion que je comprends, il veut parler, sa voix s'arrête dans son gosier. Toute la Chambre est debout, regarde, et elle laisse seul, isolé, celui qui avait osé dire la vérité. Savez-vous qui avait dit cette parole accusatrice ? C'était Cobden. Et quel était ce grand homme d'Etat auquel il l'avait adressée ? C'était Robert Peel.

Eh bien ! cette parole n'est pas tombée sur un cœur froid, et, à partir de ce moment, Robert Peel a réfléchi et il est devenu l'allié de ce Cobden qu'il avait accusé jusqu'à vouloir le faire assassiner. Et le jour où Robert Peel est tombé du pouvoir...

M. le rapporteur général. — Nous dirons ce que Cobden a fait pour l'Angleterre.

M. Léon Say. — Eh bien ! ce qu'il a fait pour l'Angleterre nous espérons le faire pour la France. Nous ne sommes pas Cobden, mon ami Aynard et moi, nous ne sommes que nous, je ne suis que Léon Say, mais enfin nous ferons ce que nous pourrons pour notre pays.

M. le rapporteur général. — Je vous dirai ce que Cobden a coûté à la France.

M. Léon Say. — Oui, mais vous ne serez jamais un Robert Peel. »

Ne trouvez-vous pas qu'il est des choses qui font vraiment plaisir ? Je me suis délecté à ce trait que j'ai voulu citer tout au long. On pourrait en trouver beaucoup d'autres dans l'œuvre de M. Léon Say, mais il me faut abréger.

J'ai lu avec une grande satisfaction — car c'est une idée que j'ai opposée parfois aux libre-échangistes honteux — la lettre de M. Léon Say, du 5 mai 1890, à M. Courtois, secrétaire perpétuel de la Société d'Economie politique, et son discours devant cette Société, du 5 juin

suivant, sur les traités de commerce, et que je résume d'un mot : Les traités de commerce sont peut-être un pas vers la liberté commerciale, mais ils ne sont pas cette liberté ; ils sont bel et bien du protectionnisme, et si nous, libéraux, nous nous en accommodons, c'est faute de mieux. Si, comme le dit excellemment M. de Molinari dans la circulaire qu'il a publiée le 18 juillet dernier au nom du Comité d'initiative de la *Fédération libre-échangiste internationale*, qui vient de se fonder à Paris sous ses auspices et par ses soins, si les traités de commerce remédient à quelques-uns des inconvénients du système protecteur, c'est seulement d'une manière temporaire. Que nos adversaires ne nous accusent donc pas d'intransigeance si, faute de mieux, nous acceptons ces traités.

*
* *

M. Léon Say n'aimait pas, dit-il, même l'apparence du socialisme, et, je lui sais, pour ma part, un gré infini de s'être aperçu, l'un des premiers peut-être, de l'infiltration dans les choses gouvernementales du socialisme d'Etat. Du reste, il n'est que la conclusion logique du protectionnisme qui l'a engendré, comme il a engendré l'antisémitisme et le nationalisme, de même qu'il est l'étape du collectivisme, du socialisme pur. Et c'est le promoteur de toutes ces théories subversives, leur grand pontife mélancolique et un peu inconscient, croyons-nous, que les ennemis du socialisme choisissent pour leur chef. Aussi, ce socialisme d'Etat, M. Léon Say l'a-t-il combattu dans toutes les occasions possibles, dans ses discours contre les projets de loi qui en étaient empreints et dans des articles spéciaux.

« Le socialisme d'Etat, dit-il, est un socialisme modéré, ou plutôt c'est le socialisme des modérés. Il respecte la Propriété et la Société établie. Il n'a pas la prétention de corriger la nature et de combler les lacunes de la création, mais il est disposé à conférer à l'Etat les pouvoirs les plus étendus. Il ne va pas jusqu'à remplacer la royauté du droit divin par l'Etat divin d'Hegel, et sa doctrine s'arrête en deçà de l'Etat Providence, mais il considère l'Etat comme devant être la Providence des malheureux, la Providence des faibles, et même, dans bien des cas, la Providence de ceux dont les affaires sont dérangées. Ce n'est pas Dieu, mais c'est son prophète... Marchant dans le même sens que le pur socialisme, (les socialistes d'Etat) espèrent le rattraper et l'arrêter en route, tandis qu'ils lui font franchir, en le soutenant, les étapes les plus difficiles et l'avancent vers son but final. »

Nous extrayons ces lignes d'une conférence faite à la Société industrielle d'Amiens le 10 novembre 1894. Je ne puis que conseiller de la

lire en son entier, ainsi qu'une étude publiée dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} octobre de la même année sous ce titre : *Budget de 1895. Libéraux et socialistes*. Ces deux documents sont empreints de la plus haute et de la plus saine philosophie sociale. Je les préfère, en ce qui me concerne, à l'article *Liberté, Égalité, Fraternité*, qui termine le quatrième volume et tout l'ouvrage, et où M. Léon Say me paraît un peu trop indulgent pour le Code civil. Les lourdes absurdités de ce Code fameux sont-elles donc autre chose que la négation de la triple devise dont l'auteur se réclame avec autant de conviction que d'éloquence, et dont nous nous réclamons avec lui ? « Est-ce un progrès, dit-il, que celui qui abolit la devise : Liberté, Égalité, Fraternité ? » Non. Mais c'est le Code civil qui lui a porté le premier coup et la plus funeste atteinte.

* *

Il n'est pas possible, en quelques pages, de donner une idée exacte de ce que fut M. Léon Say, de son caractère, de son activité, de son talent, de ses opinions. En lisant les quatre volumes de l'œuvre sur laquelle on a voulu appeler ici l'attention, cette idée se dégagera plus nette, et je voudrais résumer l'impression qui m'en est restée. M. Léon Say apparaît comme l'un de ces grands financiers dont la Restauration et la monarchie de Juillet nous ont laissé quelques exemples. Mais la science économique dont ils manquaient souvent lui assure sur eux une incontestable supériorité. Moins dogmatique, quoique s'appuyant toujours sur des principes sûrs, il sait captiver l'attention par la finesse, l'esprit, l'amabilité, qualités séduisantes entre toutes, mais non exemptes d'une malice qui lui fait découvrir le côté faible des arguments adverses. Il s'en empare alors et sa verve les met en leur plein jour de tout ce qu'ils comportent de faux, d'ignorance parfois et de ridicule. L'ironie, si difficile surtout en ces choses de finances, d'impôts, de principes économiques, devient entre ses mains une arme puissante.

Il fut un grand et vrai patriote : « Ne perdons jamais de vue, disait-il à ses électeurs de Paris, que nous nous devons à la patrie avant tout. Ne soyons pas égoïstes. Ne plaçons nos intérêts particuliers qu'au second rang, après celui de la France. Quant à moi, je le proclame, jamais je ne défendrai les intérêts particuliers, pas même les vôtres, mes chers électeurs, quand je les verrai contraires aux intérêts supérieurs de mon pays. »

Il fut un libéral, car « être libéral, c'est être fidèle à la grande tradition de la Révolution française et c'est être optimiste. Les optimistes ne comptent ni la peine ni le temps. Ils ne sont ni à la tâche ni à

l'heure. Ils sont actifs et patients parce qu'ils ne doutent ni d'eux-mêmes ni de l'humanité ». Actif, l'œuvre qu'il nous laisse le prouve. La patience aussi ne lui manqua point : il ne déserta jamais le combat malgré les déboires que lui laissa l'abandon chez nous des principes financiers et économiques au succès desquels il avait consacré sa vie.

Saluons, en même temps que le financier et l'économiste, en même temps que le patriote, en même temps que l'homme de talent trop tôt disparu, le libéral. Il n'en est plus guère.

MAURICE ZABLET

CORRESPONDANCE

LA COLONISATION EN TUNISIE

M. le Directeur, du *Journal des Economistes*,

Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon opinion sur la colonisation en Tunisie; je m'empresse d'accéder à ce désir. C'est une question que plusieurs années d'expérience me mettent à même de traiter avec une certaine compétence.

Depuis quelque temps l'opinion en France s'est singulièrement émue à propos d'une prétendue invasion de la Tunisie par les Italiens. Des hommes politiques et des journalistes, enflammés par un patriotisme irréfléchi, voient déjà s'assombrir l'avenir de notre protectorat, et demandent avec anxiété des remèdes à un mal qui leur paraît des plus dangereux. Avant de s'effrayer ainsi et de songer à une intervention d'Etat, dont la conséquence serait bien plus néfaste pour la Tunisie que la prétendue invasion italienne, n'est-il pas plus raisonnable de songer pratiquement aux intérêts du pays et d'étudier avec calme une question qui concerne l'avenir de notre colonisation. C'est dans le but d'examiner sans aucun parti pris ce qu'il y a de fondé dans ces appréhensions, que j'ai étudié de près la question italienne sur laquelle viennent se greffer celle de la petite colonisation et celle de l'assimilation de l'indigène.

L'affluence des Italiens en Tunisie est considérable; et, si on se laissait impressionner par les chiffres, il y aurait lieu de s'émouvoir. Mais le colon qui vit au milieu de ces paysans latins s'aperçoit bien vite qu'ils ne sont, pour la plupart, que de malheureux émigrants qui ont quitté leur pays inhospitalier dans l'indigence la plus complète et ont abandonné leur patrie sans haine ni rancune, mais avec une indifférence absolue. Leur unique préoccupation est celle du pain quotidien! loin d'eux toute pensée politique, et ils seraient bien surpris s'ils se doutaient de la crainte qu'ils inspirent au Français centralisateur jusque dans la colonisation. Le paysan qui débarque dans la misère la plus profonde et mourant de faim, est susceptible de s'attacher à un sol

nourricier : il arrive peu à peu, poussé par son intérêt, à oublier complètement le sol natal. Il y aurait chez l'Italien un excellent élément d'assimilation, exception faite, bien entendu, des brigands trop nombreux malheureusement. Il ne faut pas oublier que la main-d'œuvre est une précieuse ressource pour la mise en valeur de la terre, et qu'elle apporte un excellent concours à l'œuvre du colon. L'émigrant italien est sobre et très endurant. Accoutumé dès sa plus tendre enfance à ne se nourrir le plus souvent que de mets fort simples, à n'avoir aucun de ces désirs que ne pourrait justifier d'ailleurs sa situation précaire, il est bien plus apte que l'émigrant français à supporter les rigueurs du climat. Ce dernier, sous prétexte de lutter contre l'anémie et « de se donner du ton » boit, s'alcoolise, et ne tarde pas à s'anémier complètement : c'est la conséquence inévitable des retours, trop souvent renouvelés, de son esprit au cabaret du village natal où, trébuchant sous l'influence de l'alcool, il allait écouter quelque paon électoral. La situation des paysans français, qui après s'être embarqués à Marseille, fiers de se donner pompeusement le titre de colons, viennent mourir à l'hôpital de Tunis après une agonie qui dure parfois des mois, n'est-elle pas cent fois plus triste et plus pénible que celle du mendiant sur le sol natal ? Le plus souvent après avoir vainement cherché à cultiver la terre, ces malheureux sont trop contents de trouver une place de cantonnier. Et quelle place ? En passant sur les routes de Tunisie, celle de Tunis à Byzerte par exemple, le touriste se rendra facilement compte de l'état lamentable des cantonniers et surtout de leurs enfants. Devant la porte d'une maisonnette au bord de la route, fort mal entretenue (n'en déplaise à l'administration des Ponts et Chaussées), il verra les faces terreuses et amaigries de ces victimes de l'émigration française.

Il en est de la Tunisie comme de tous les pays exposés aux rayons d'un soleil ardent : après la saison des pluies qui fait la richesse du sol, les eaux stagnantes sur des terres encore incultes rendent la contrée insalubre sur de grands espaces et propagent la fièvre au loin. L'insalubrité temporaire, car l'hiver il n'y a jamais de fièvres, est donc une conséquence de ce qui fait la fortune de ce merveilleux pays. Le propriétaire peut facilement revenir en France au moins tous les deux ans, et retremper ainsi ses forces à l'air vivifiant du sol natal : car il est reconnu que la seule façon de lutter efficacement contre l'anémie est de revenir de temps en temps en Europe : dans ces conditions, il est possible d'affronter sans aucun danger les contrées les plus malsaines.

Or, le paysan est dans l'impossibilité de se déplacer ainsi : autant il est logique de conseiller aux capitalistes effrayés de la salubre diminution du taux de l'intérêt, de chercher un emploi plus rémunérateur

de leur capital, d'affronter les risques d'une vie aventureuse, mais pleine de charmes où ils acquerront ces qualités d'énergie et de virilité qui leur manquent trop souvent, autant ce serait folie de tenir le même engage aux paysans. D'ailleurs l'agriculteur français possédant quelque bien en France ne quittera jamais cette propriété à laquelle il s'est attaché, pour la mise en valeur encore douteuse d'une terre qu'il ne connaît pas. Il préférera toujours sa médiocrité à l'espoir d'une fortune incertaine, en se laissant ainsi guider par son bon sens naturel. Dans l'état actuel des choses, il en est pour la Tunisie comme pour les autres colonies ; c'est le rebut de la population qui s'y précipite. Ces malheureux n'ont aucune des qualités de nos laborieux paysans, et par suite ils sont incapables de devenir des agriculteurs sérieux. Il ne suffit pas de traverser la Méditerranée pour devenir colon. Les émigrants qui ne possèdent pas, en valeurs promptement réalisables, les fonds nécessaires pour faire face à la mauvaise fortune, sont vite réduits à recourir aux emprunts ; ils ont mis dès lors le pied sur la pente fatale qui les conduira avec une rapidité croissante au gouffre final ! On se fait complètement illusion sur la somme de capitaux nécessités par l'exploitation d'une terre neuve : la colonisation est la meilleure école pour faire apprécier l'utilité du capital et les bienfaits de l'épargne.

On me dira sans doute que le gouvernement pourrait protéger et soutenir le colon indigent par des concessions de terre, et faciliter ainsi la petite colonisation. Mais, en dépit de toutes les facilités données aux colons indigents, ils s'épuiseront en vains efforts puisqu'ils n'ont pas en main le fonds de roulement nécessaire pour faire face aux mauvaises années. C'est pourquoi tant que la Tunisie ne sera pas complètement exploitée, tant qu'il y aura des défrichements à exécuter, le paysan français n'aura aucun avantage à émigrer dans ce pays, exception faite seulement pour le métayage.

Il ne faut pas en conclure cependant qu'il soit absolument impossible de tirer parti de la main-d'œuvre française à l'heure actuelle. L'ouvrier français, supérieur à mon avis lorsqu'il est bon, à celui des autres pays, cet ouvrier français si intelligent, peut, lorsqu'il est sobre et énergique, rendre de grands services et trouver des emplois lucratifs comme chef d'entreprise, mécanicien, forgeron, etc. Dans ce cas, son concours deviendra précieux ; mais il ne faut pas l'oublier, seuls les sujets d'élite pourront réussir et la demande en est trop restreinte pour employer une émigration. Je considère d'ailleurs tous les métiers qui n'ont pas trait directement à la colonisation proprement dite, et à la culture du sol, comme des exceptions. Quant au paysan français, il est impropre à défricher un sol souvent malsain.

Dans ces conditions, la main-d'œuvre italienne est précieuse pour

le colon, car les Italiens et les Siciliens supportent admirablement le climat de la Tunisie. Seulement, pour que cette immigration offre toute sécurité, il est indispensable qu'un contrôle très sérieux soit exercé sur les arrivants : il faut que tous les bandits qui pénètrent actuellement en Tunisie, parce qu'ils ne sont plus en sûreté dans leur patrie, trouvent porte close. Cette mesure est urgente et aurait dû être prise depuis longtemps. Que la Tunisie soit ouverte aux Italiens honnêtes et travailleurs, rien de mieux, mais qu'elle soit interdite aux bandits qui infestent en ce moment les environs de Tunis !

C'est dans le but d'organiser la petite colonisation que ses partisans ont conseillé l'émigration française. J'appelle petite colonisation l'exploitation de la terre entreprise par des cultivateurs n'ayant pas d'autre capital que celui qui est représenté par la valeur de leur propriété.

A mon avis, la petite colonisation ne peut exister que comme conséquence de la grande propriété, cette dernière étant appelée à se morceler grâce à l'achat des terres qui la subdivisent en métairies, par les métayers eux-mêmes. Un grand propriétaire ne pouvant exploiter directement des milliers d'hectares est obligé de recourir à des fermiers et à des métayers. Il lui appartient de choisir, entre les rares exceptions parmi les émigrants français, ceux qui sont capables de diriger l'exploitation d'une ferme ou d'une métairie, ou ce qui est bien préférable, de faire venir de France des paysans qu'il connaît, auxquels il s'intéresse, et qu'il s'engage à ramener chez eux en cas de non réussite. C'est la seule façon d'habituer nos paysans à la colonisation avec le moins de risques pour leur avoir et leur santé. La famille pourra ainsi se développer d'une façon plus saine avec plus de garanties, car le propriétaire a tout intérêt à user de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour faciliter la tâche de ses métayers et surtout pour leur éviter des maladies. C'est ainsi que toute grande propriété doit être munie d'une pharmacie, et de tous les éléments nécessaires pour combattre la fièvre et l'anémie. Bien des maladies peuvent être ainsi arrêtées par des soins prodigués à temps. Or, comment est-il possible au petit colon de subvenir aux soins de toute une famille, alors qu'il est obligé de mettre toujours quelque somme de côté en prévision des mauvaises années, et qu'il peut à peine faire face aux exigences de son fonds de roulement ?

Le métayage est, à mon avis, aussi avantageux pour le paysan émigrant que pour le colon capitaliste. C'est en effet le seul mode pratique d'exploitation pour un grand domaine, car le propriétaire ne peut faire valoir utilement d'aussi grandes étendues, et les fermiers qui peuvent supporter un loyer élevé n'existent pas en Tunisie. Le métayer français arrivant sans aucune ressource peut réussir s'il est

doué d'une bonne santé et d'un courage à toute épreuve. En effet, le propriétaire faisant toutes les avances et fournissant le cheptel, le métayer arrive à la récolte avec une dette dont la garantie pour le propriétaire est la récolte elle-même, puisqu'elle est partagée par moitié. Si sa dette est inférieure à la part de récolte, la différence constitue son bénéfice. Dans le cas contraire, sa dette est reportée sur l'année suivante. Le propriétaire seul court un risque, mais ce risque est minime, et la culture directe lui aurait toujours coûté beaucoup plus cher. Le risque ne peut devenir considérable qu'à la suite de plusieurs mauvaises années consécutives, ou en cas de décès du métayer. Le propriétaire a donc avantage à rechercher le métayage dont la culture est la plus économique, car la sûreté du paiement de la dette est en raison directe de l'économie faite par un métayer entendu sur les frais généraux. Ceci me conduit à avancer que le propriétaire qui connaît bien le pays et qui sait se faire respecter des indigènes, peut tirer un grand parti de ces derniers comme métayers. Mais on ne peut établir ceci comme règle générale, car la réussite n'est possible que si le propriétaire peut trouver des sujets d'élite et qu'il sache utiliser leurs services. Peu de Français savent assimiler l'indigène, parce qu'ils sont ou trop exigeants ou trop faibles. Là où un métayer français dépensera 10.000 francs, l'indigène en dépensera 1,500. En ce cas le risque du propriétaire est nul et le bénéfice du métayer est assuré. Bien choisi et formé, l'indigène de Tunisie, en général très souple, peut arriver relativement vite à s'assimiler notre mode de culture. S'il voit le résultat, il est tout disposé à nous copier, mais à la condition que la besogne lui soit facilitée et qu'il soit dirigé. En résumé le métayer français peut et doit réussir, mais le propriétaire court un risque. Au contraire, le métayer indigène ne peut pas ne pas réussir et le risque du propriétaire est nul ou à peu près. Pour une même culture et une même surface de terre, la dette de l'indigène sera environ six fois moindre que celle du Français.

Si donc le moment de la petite colonisation n'est pas venu, je pense qu'il en est différemment de l'œuvre du capitaliste. Cependant la conviction que j'ai de l'utilité sociale du capital ne me fait pas désirer son affluence exagérée en Tunisie. Le placement de capitaux dans une colonie demande un grand discernement et une grande prudence : les achats de terre faits à la légère entraîneraient des pertes considérables de ces précieux agents de la production. On n'en doit pas moins regretter que les jeunes gens énergiques disposant de capitaux et ayant des aptitudes spéciales pour une vie essentiellement active, n'entreprennent pas en plus grand nombre des exploitations dans nos colonies. Ce serait pour eux une carrière toute trouvée, et la plus intéressante de toutes.

UN COLON.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(*Décembre 1901*).

1^{er}. — **Arrêté** portant création d'une « section des prêts à long ~~terme~~ » dans diverses bibliothèques (page 7474).

— instituant une commission de codification des lois ouvrières (page 7475).

2. — **Rapport** sur le mouvement de la population en France pendant l'année 1900.

(Voir plus bas le texte de ce rapport).

3. — **Décret** portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1900 (Encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvés par l'administration des postes et télégraphes) (page 7519).

— **Arrêté** déterminant les primes prévues à l'article 6 du décret du 28 février 1899, et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1889, relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail (page 7520).

— déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail (page 7520).

5. — **Décret** modifiant divers articles du règlement de l'Académie des sciences morales et politiques (page 7554).

— **Circulaire** aux préfets au sujet des conventions intervenues entre le syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et les sociétés orphéoniques (page 7554).

6. — **Loi** portant adjonction d'un paragraphe à l'article 357 du code pénal (page 7569).

— **Rapport** suivi d'un décret approuvant des délibérations du conseil général de la Martinique instituant une taxe de consommation sur les vins et les tabacs (page 7574).

7. — **Loi** ayant pour objet une émission de rentes 3 p. 100 perpé-

nelles et la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine (page 7593).

8. — **Décret** prorogeant du 1^{er} janvier 1902 au 31 décembre 1906 : 1^o les taxes établies à l'octroi de Paris sur divers produits ; 2^o le second décime par franc sur les taxes principales établi par l'arrêté du 17 juin 1848 et maintenu par le décret du 6 décembre 1899 (page 7610).

9. — et **arrêté** autorisant le ministre des Finances à aliéner la somme de rentes 3 p. 100 perpétuelles nécessaire pour réaliser un emprunt de 265 millions et fixant la date de la souscription et le taux de l'émission de cet emprunt (page 7625).

11. — portant réduction de la taxe des colis postaux originaires ou à destination des bureaux français établis en Turquie ou à Tripoli de Barbarie (page 7666).

— **Rapport** suivi d'un décret rendant applicable à la colonie de Guinée française la loi sur les logements insalubres (page 7670).

12. — **Loi** portant approbation de la convention signée, le 4 avril 1900, entre la France et la Belgique, pour délimiter la frontière des deux pays sur la partie mitoyenne de la route de Dottignies à Roubaix (page 7685).

— **Décret** portant réorganisation du contrôle commercial des chemins de fer (page 7686).

13. — **Rapport** sur l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1899 (page 7705).

14. — **Loi** portant approbation de l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Bruxelles le 14 décembre 1900 (page 7733).

— **Décret** relatif à l'extension de l'échange des colis postaux de 5 à 10 kilogr. et des colis de valeur déclarée, aux relations avec les bureaux de poste français établis en Turquie et avec les agences maritimes françaises au Maroc et à Tripoli de Barbarie (page 7735).

— relatif à l'extension de l'échange des colis postaux de 5 à 10 kilogr. aux relations de la Corse et de l'Algérie avec la Belgique, le Luxembourg et la Suisse (page 7736).

— prorogeant jusqu'au 31 décembre 1904 le tarif établi par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, et annexé au décret du 14 août 1900 (page 7737).

— **Arrêté** organisant un concours international de moteurs et d'appareils utilisant l'alcool dénaturé et nommant les membres du comité d'organisation (page 7737).

15. — **Loi** portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques (page 7761).

18. — **Circulaire** du ministre des Travaux publics, relative à l'application des décrets des 10 mars 1899 et 10 septembre 1901 en ce qui concerne les automobiles mis en circulation par les constructeurs à titre d'essai (page 7816).

19. — **Rapport** sur les opérations de la caisse nationale d'épargne pendant l'exercice 1900 (page 7840).

20. — **Arrêté** fixant la date du tirage au sort pour le remboursement des obligations de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin et instituant une commission chargée de procéder aux opérations de ce tirage (page 7913).

— **Décret** relatif à la taxe des colis postaux à destination des possessions britanniques (page 7913).

— relatif à l'extension du service des colis postaux avec la Turquie et la Serbie (page 7914).

21. — **Loi** autorisant la prorogation de la taxe principale et de la surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Paris (page 7929).

— portant prorogation du droit d'octroi de banlieue de Paris dans le département de la Seine (page 7930).

22. — **Rapport** sur l'application de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (page 7967).

25. — **Loi** réprimant les fraudes dans les examens et concours publics (page 8033).

— **Décret** fixant le taux de l'intérêt de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour l'année 1902 (page 8035).

— **Arrêté** relatif aux prêts de manuscrits et de livres de bibliothèque à bibliothèque (page 8035).

26. — **Loi** relative à l'exemption du droit de 2,50 p. 100 (en principal et décimes) exigible sur les marchés administratifs passés pour l'entretien des approvisionnements militaires (page 8075).

28. — **Décret** réglant le budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1902 (page 8105).

— **Arrêté** fixant la date d'exécution du décret du 17 décembre 1901, portant réduction de la taxe des correspondances pneumatiques et suppression de la carte pneumatique ouverte (page 8111).

29. — **Décret** fixant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1902 le tarif de perception de l'octroi municipal de mer en Algérie (page 8126).

— **Arrêté** constituant une commission chargée de l'étude des questions relatives à la prophylaxie de la syphilis et nommant les membres de cette commission (page 8127).

— **Rapport** suivi d'un décret portant modification au décret du 29 juin 1901 qui a institué la banque de l'Afrique occidentale (p. 8132).

31. — **Loi** complétant la loi relative à la zone frontière franco-belge (page 8177).

— **Décret** créant une chambre de commerce à Mostaganem (page 8180).

RAPPORT

sur le mouvement de la population en France pendant l'année 1900.

Paris le 31 octobre 1901,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur le mouvement de la population de la France pendant l'année 1900.

La balance des naissances et des décès se solde par un excédent de 25.988 décès, alors que l'année précédente avait fourni un excédent de 31.394 naissances. Ce résultat est dû, tant à une diminution de la natalité qu'à un accroissement de la mortalité. Il y a eu, en 1900, 20.330 naissances de moins qu'en 1899, et 37.052 décès de plus.

Depuis 1871, on n'avait constaté un déficit des naissances que pour les années 1890, 1891, 1892 et 1895; seul, l'excédent de 38.440 décès observé en 1890 dépasse le chiffre atteint en 1900.

D'après le tableau par départements annexé au présent rapport, 55 départements donnent, en 1900, un excédent de décès, il y en avait 43 seulement en 1899. Deux départements seulement, la Seine-Inférieure et le Cantal, présentent, par rapport à 1899, une augmentation de l'excédent des naissances; cet accroissement n'a d'ailleurs été que de 737 unités dans la Seine-Inférieure et de 17 dans le Cantal. Dans les 30 autres départements qui ont bénéficié d'un excédent de naissances pendant les deux années 1899 et 1900, il y a eu réduction de cet excédent. Les 10 départements qui donnent les plus fortes diminutions sont : Côte-du-Nord, 2.856; Seine, 2.496; Nord, 1.878; Loire-Inférieure, 1.407; Saône-et-Loire, 1.290; Pas-de-Calais, 1.111; Morbihan, 951; Finistère, 701; Vosges, 697; Vienne, 664.

Quatre départements ont présenté, par rapport à 1899, une diminution de l'excédent de décès; elle a été de 339 unités dans la Dordogne, 228 dans la Charente-Inférieure, 218 dans le Tarn-et-Garonne et 182 dans le Tarn. Dans les autres départements où l'on a relevé un excédent de décès en 1899 et en 1900, cet excédent est en augmentation. Les dix départements qui donnent les plus fortes augmentations sont : Hérault, 1,958; Calvados, 1,652; Orne, 1,622; Rhône, 1,602; Gard, 1,469; Maine-et-Loire, 1,363; Sarthe, 1,107; Seine-et-Oise, 979; Gironde, 976; Haute-Saône, 958.

On notera avec intérêt les dix départements où, en 1900, l'excédent,

pour cent habitants, des naissances sur les décès est le plus considérable : Pas-de-Calais 0,90; Finistère, 0,82; Nord, 0,68; Morbihan, 0,58; Landes, 0,44; Lozère, 0,42; Vendée, 0,41; Haute-Vienne, 0,40; Corrèze, 0,34; territoire de Belfort, 0,33, et les dix départements où l'excédent, par cent habitants, des décès sur les naissances est le plus élevé: Gers, Orne, 0,93; Calvados, Lot, 0,74; Lot-et-Garonne, 0,72; Yonne, Tarn-et-Garonne, 0,66; Haute-Garonne, 0,64; Eure, 0,52; Aube, 0,51.

En résumé, la situation du pays ne s'améliore pas au point de vue de l'accroissement de sa population indigène, c'est un état stationnaire: la balance des naissances et des décès, qui s'est soldée en 1899 par un excédent de naissances, donne en 1900 un excédent de décès presque aussi élevé. En suivant le mouvement de la population depuis cinquante ans, par périodes quinquennales formées autour des années de recensement, on constate que l'excédent des naissances sur les décès, calculé par 100 habitants, est beaucoup moindre dans les quatre périodes les plus récentes, que dans la plupart des précédentes, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous.

Périodes	Excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 100 habitants
1899-1900 (2 ans).....	+ 0.01
1894-1898... ..	+ 0.13
1899-1893..... ..	+ 0.01
1884-1888.	+ 0.16
1879-1883.... ..	+ 0.24
1874-1878.	+ 0.35
1871-1873 3 ans).....	— 0.16
1864-1868.... ..	+ 0.29
1859-1863... ..	+ 0.32
1854-1858..... ..	+ 0.40
1849-1853..... ..	+ 0.37

Nous allons maintenant passer successivement en revue les relevés de l'état-civil pour les mariages, divorces, naissances, décès, et donner quelques détails sur les chiffres qui figurent dans les tableaux annexés au présent rapport.

Mariages et divorces.

Le nombre des mariages en 1900 a été de 299.084, au lieu de 295.752 en 1899, soit une augmentation 3.332. Par rapport au chiffre de la population légale, la proportion des nouveaux conjoints par 100 habitants est égale à 1.54 chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1876; durant la période décennale 1890-1899, la proportion annuelle

moyenne n'a été que de 1.49 p. 100 ; le progrès ne peut être que favorable au relèvement de notre si faible natalité.

La progression du nombre des mariages s'étend à la moitié du territoire seulement ; le chiffre relatif à l'année 1900 se trouve inférieur à celui de 1899 dans une quarantaine de départements environ, mais, le plus souvent, de quelques unités seulement.

Les départements où, par rapport à la population, le nombre des mariages contractés a été le plus considérable en 1900, se classent ainsi d'après la proportion du nombre des nouveaux conjoints par 100 habitants : Seine, 2.04 ; Nord, 1.80 ; Haute-Vienne, 1.70 ; Pyrénées-Orientales, 1.68 ; Allier, Loire. Loire-Inférieure, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, 1.64 ; Meurthe-et-Moselle 1.62.

Les départements où la proportion est la plus faible sont : Corse, 1.08 ; Hautes-Alpes, 1.16 ; Haute-Savoie, 1.22 ; Gers, Basses-Pyrénées, 1.26 ; Lozère, Hautes-Pyrénées, Savoie, 1.28 ; Lot, 1.30 ; Basses-Alpes, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Yonne, 1.32.

Les divorces ont été moins nombreux en 1900 qu'en 1899. Le plus haut chiffre relevé depuis la loi rétablissant le divorce est celui de 1897, soit 7.460. Les années suivantes le nombre des divorces est descendu à 7.238 en 1898, 7.179 en 1899 et 7.157 en 1900.

Naissances.

On a enregistré, en 1900, 827.297 naissances d'enfants vivants au moment de la déclaration ; il y a eu en outre 39.246 mort-nés. L'ensemble des naissances, formant un total de 866 543 unités, représente 2.24 p. 100 de la population légale. C'est le plus faible coefficient qu'il nous ait été donné de relever en France depuis le commencement du siècle.

Les 827 297 enfants nés vivants se décomposent en 422.056 garçons et 405.241 filles, soit 1.041 garçons pour 1.010 filles, proportion toujours à peu près invariable. Parmi les mort-nés, la proportion est de 1.335 garçons pour 1.000 filles.

Les enfants nés vivants comprennent 754.176 enfants légitimes et 73.121 enfants naturels ; ce nombre des enfants naturels est légèrement inférieur à la moyenne calculée sur la période décennale 1890-1899.

Au total, le nombre des enfants nés vivants en 1900 est inférieur de 29.330 unités au nombre correspondant de 1899. La comparaison avec les résultats de la période décennale 1890-1899 fournit un écart du même sens, mais plus considérable : le nombre des enfants nés vivants en 1900 est inférieur de 26.779 unités à la moyenne annuelle et le déficit porte principalement sur les naissances légitimes.

D'après le tableau des résultats par départements, il n'y a que six

départements qui aient donné plus de naissances en 1900 qu'en 1899; ce sont : Seine, Alpes-Maritimes, Var, Haute-Savoie, Pyrénées Orientales, Haut-Rhin (Belfort).

Si l'on rapporte le nombre des enfants nés vivants au chiffre de la population légale, on obtient en 1900 une proportion de 2,14 p. 100, chiffre un peu supérieur à la proportion effective, puisque la population réelle a probablement augmenté depuis le denombrement de 1896.

Malgré cette variation, mais à la condition de ne considérer que les cas extrêmes, on peut comparer, pour les divers départements, la proportion pour cent du nombre des enfants nés vivants au chiffre de la population légale. Ainsi les onze départements où le nombre des enfants nés vivants, par 100 habitants, s'est trouvé plus élevé en 1900, sont les suivants :

Finistère, 3,16; Pas-de-Calais, 3,10; Nord, 2,80; Seine-Inférieure, 2,76; Morbihan, 2,67; Côtes-du-Nord, 2,62; Haut-Rhin (Belfort), 2,51; Alpes-Maritimes, 2,47; Vosges, 2,46; Bouches-du-Rhône et Lozère, 2,45.

Les dix départements où ce rapport a été le plus faible sont : Gers, 1,33; Lot-et-Garonne, 1,41; Yonne, 1,45; Lot, 1,54; Tarn-et-Garonne, 1,55; Haute-Garonne, 1,58; Orne, 1,65; Côte-d'Or, Indre-et-Loire, 1,68; Nièvre, 1,71.

La distribution des départements à faible ou à forte natalité est en somme à peu près la même que les années précédentes. Cette distribution n'étant pas très différente de celle qu'a fournie l'étude des mariages, les tendances des divers départements, soit à l'accroissement, soit à la diminution de leur population, ne semblent pas devoir se modifier prochainement.

Décès.

Le nombre des décès survenus en 1900 est supérieur au nombre constaté en 1899 : 853.285 au lieu de 816.233. L'augmentation est de 37.052 unités; elle est bien supérieure à celle qui s'est produite de 1898 à 1899. Par rapport à la moyenne annuelle des décès au cours de la période décennale 1890-1899, l'augmentation est moins forte, puisque cette moyenne est de 831.361 décès. On compte, en 1900, 442.435 décès masculins contre 410.850 décès féminins.

L'augmentation du nombre des décès en 1900 est générale : elle existe dans 70 départements environ. Parmi les départements où il s'est produit moins de décès en 1900 qu'en 1899, nous citerons les suivants : Seine-Inférieure, Dordogne, Charente-Inférieure, Corrèze, Var, Haute-Vienne, Tarn-et-Garonne.

Le rapport du nombre des décès au chiffre de la population légale

a été, en 1900, de 2,21 par 100 habitants, soit en augmentation par rapport à la moyenne calculée pour la période décennale 1890-1899 qui n'a été que de 2,16 p. 100.

Les dix départements où la mortalité a été la plus forte en 1900 sont les suivants : Calvados 2,68 p. 100 habitants, Bouches-du-Rhône 2,67, Seine-Inférieure 2,66, Manche 2,61, Orne 2,60, Côtes-du-Nord, Hérault 2,57, Gard, Mayenne 2,50, Seine-et-Oise 2,47.

Les dix départements où la mortalité a été la plus faible sont : Indre 1,80, Corrèze, Vienne 1,83, Vendée 1,84, Cher, Haute-Vienne 1,87, Deux-Sèvres 1,90, Loiret 1,91, Cantal 1,94, Charente-Inférieure 1,95.

Selon l'usage, j'ai l'honneur de vous proposer l'insertion au *Journal Officiel* de ce rapport et des tableaux statistiques qui l'accompagnent.

Le directeur du travail,

ARTHUR FONTAINE.

Vu :

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

A. MILLERAND.

*Protestation de la Fédération Libre-Echangiste Internationale
contre le Projet de loi sur les Marchés à Terme*

LA FÉDÉRATION LIBRE-ÉCHANGISTE, INTERNATIONALE.

Après examen du Rapport de M. Honoré Leygue au nom de la Commission parlementaire des Marchés à terme, et de la proposition de la loi tendant à réglementer les dits marchés :

EN CE QUI CONCERNE L'ENSEMBLE DU PROJET :

Considérant que les marchés à terme sur marchandises, inséparables des progrès réalisés par l'évolution commerciale, répondent à une nécessité économique des temps modernes ;

Que c'est là une vérité évidente, incontestable, pour tous ceux qui savent les besoins industriels et les conditions premières des échanges ;

Considérant que le principe directeur de la réforme proposée est la surveillance constante de l'État, armé de pouvoirs absolus sur les Bourses de Commerce ; que les mesures préconisées dans un but de réglementation des transactions à terme visent en réalité, par les obstacles qu'elles leur créent, à les rendre impraticables et constituent l'intervention la plus arbitraire et la plus fatale à la liberté individuelle ;

EN CE QUI CONCERNE CHACUN DES ARTICLES :

Considérant que les articles 1, 2, 3 et 4 du projet spécifient que le gouvernement devra autoriser la création des marchés à terme en marchandises, tandis qu'il est à la fois rationnel et conforme aux intérêts du commerce de maintenir cette attribution à l'initiative des intéressés, les marchés à terme ne pouvant en un jour être créés de toutes pièces et résultant au contraire d'une évolution économique progressive, exigeant une organisation judicieuse et appropriée au caractère des transactions ;

Considérant pour les mêmes motifs qu'il n'appartient pas au gouvernement de supprimer un marché à terme par simple décret, comme l'y autoriserait l'art. 5 ; que cette faculté serait une atteinte à la liberté commerciale et une menace latente pour les contractants ; qu'au surplus le droit de suppression, à l'expiration d'un délai de deux mois après avis officiel, constitue une éventualité dont la réalisation entraînerait une perturbation générale par suite de la liquidation prématurée des engagements à longue échéance et que pareille mesure serait arbitraire et illégale en ce qu'elle contraindrait les participants à remplir des clauses auxquelles ils n'auraient pas souscrit ;

Considérant que l'art. 6 prévoit que les marchés à terme seront régis par des dispositions, les unes d'ordre général faisant l'objet d'un règlement d'administration publique, les autres d'ordre particulier ; qu'il donne au gouvernement le droit de prescrire les modifications qu'il jugera utiles à ces règlements particuliers, alors que ces derniers relèvent de la compétence professionnelle, qu'ils doivent par conséquent être exclusivement arrêtés par les intéressés, ayant seuls qualité pour les déterminer, en dehors de toute ingérence législative ;

Considérant que la qualité de Français requise pour tout commissionnaire, courtier ou intermédiaire, traitant des affaires à terme, constitue une prétention abusive et inconsidérée, contraire à la liberté des échanges aussi bien qu'à nos traditions nationales ; que l'application de l'art. 9, spécifiant cette qualité, ferait disparaître les maisons étrangères qui apportent sur nos grands marchés un contingent si important et si précieux d'arbitrages internationaux ; qu'elle créerait un précédent des plus regrettables et de nature à provoquer les pires représailles économiques ;

Considérant que le secret professionnel est une garantie essentielle de la propriété commerciale, qu'il est une raison d'être des commissionnaires, partant des courtiers et des intermédiaires ; considérant que le registre dit « non public », prévu par l'art. 10, serait en réalité un document public, à la disposition des Présidents de la Commission

exécutive et de la Chambre Arbitrale, des agents du fisc, de toutes autorités judiciaires et des contractants eux-mêmes, que cette pratique vexatoire et inquisitoriale porterait un coup fatal à la propriété et à la liberté commerciales ;

Considérant que l'impôt, moins par la taxe elle-même dont seraient grevées les transactions, conformément à l'art. 11, que par les formalités sans nombre que nécessiterait l'exercice de sa perception, apporterait une entrave constante au mécanisme des marchés ;

Considérant qu'en cas d'erreur ou d'omission dans la rédaction des avis d'exécution, dans l'inscription au livre-journal obligatoire ou dans la reproduction quotidienne de ce même livre à l'usage des agents du fisc, les pénalités prévues à l'art. 12, fixant l'amende au vingtième de la valeur des marchandises sur lesquelles porterait l'erreur ou l'omission, sont une prétention exorbitante établissant un régime de terreur, et constituent un véritable défi au bon sens et à l'expérience commerciale ;

Considérant que la rédaction de l'art. 13, semblant concerner la validité des contrats, manque de clarté et de précision et peut ainsi donner lieu à des interprétations ne correspondant pas aux intentions du législateur ;

Considérant que l'interdiction, faite par l'art. 14 à tout intermédiaire ou commissionnaire de percevoir une commission de ducroire, paraît établir une confusion entre le rôle de courtier et celui de commissionnaire ; que le taux de Commission doit être laissé à l'initiative des commissionnaires, qu'il est variable suivant le risque ou l'importance des transactions ou en raison de la qualité des contractants ; que le même article instituant la fixation de ce taux par les règlements est une négation des prérogatives individuelles et de la liberté commerciale ; qu'au surplus, le libre exercice de la concurrence des commissionnaires demeure le meilleur gage du maintien d'un taux normal des dites commissions ;

Considérant que l'art. 15 du projet de loi, rendant passible des peines de l'art. 405 du code pénal « tout courtier, commissionnaire ou intermédiaire qui sur opérations à terme aura compromis ou tenté de compromettre la fortune du commettant en donnant *contre sa conscience un conseil mauvais* », constitue une prime à la mauvaise foi de nature à encourager le jeu plutôt qu'à le restreindre en permettant aux spéculateurs malhonnêtes de se retrancher à l'abri de son texte pour se dérober à l'exécution de leurs engagements ;

Que la jurisprudence ne saurait avoir de critérium certain pour distinguer si les conseils donnés l'auront été de bonne ou de mauvaise foi ; que dans l'occurrence la question sera laissée à l'appréciation

aussi arbitraire que souveraine des juges, quant aux circonstances de la cause ;

Considérant pour les mêmes motifs que les pénalités prévues par l'art. 16 sont également un encouragement certain à la mauvaise foi des contractants, qu'en effet le dit article stipule que les peines de l'art. 419 du code pénal seront appliquées à « toute personne qui habituellement et dans un but intéressé, abusera de la légèreté et de l'inexpérience d'autres personnes pour les entraîner à faire des opérations à terme en marchandises ne rentrant pas dans l'exercice de leurs professions » ;

Considérant que le dit article ne saurait, de même que le précédent, permettre à la jurisprudence d'établir des règles fixes pour se guider dans l'appréciation des opérations litigieuses ; qu'il mettrait une arme redoutable entre les mains des opérateurs malhonnêtes et serait une menace permanente pour les commissionnaires ou les intermédiaires les plus honorables ;

Considérant enfin que l'expérience faite durant cinq années en Allemagne avec une législation analogue à celle proposée en France a fait perdre à la place de Berlin son importance internationale au profit des marchés non réglementés de New-York, Londres, Anvers, a accentué l'étendue des oscillations des cours dans les deux sens, a porté un coup funeste à la moralité commerciale, base de tous les contrats, a renchéri le loyer des capitaux, empêché les reports sur marchandises et que cette législation est à la veille d'être réformée ;

POUR CES MOTIFS :

Déclare s'élever énergiquement contre la proposition de loi présentée par M. Honoré Leygue sur les marchés à terme en marchandises qui n'aurait d'autre conséquence que d'amener la disparition complète de ces marchés ;

Et émet le vœu que le Ministre du Commerce et de l'Industrie, tenant compte et s'inspirant des considérants qui précèdent, défende les principes de la liberté commerciale et individuelle, conditions essentielles de l'essor économique des peuples.

Le Secrétaire général,
JULES FLEURY.

Le Rapporteur,
HENRY PUPIN.

Le Président,
G. DE MOLINARI.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 6 JANVIER 1902

Élection d'un censeur : M. Boverat.

Hommage à M. Frédéric Passy, à l'occasion du prix Nobel.

DISCUSSION. — Le traité de commerce franco-américain.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut, président.

Il fait part à la réunion du résultat du scrutin ouvert à l'Assemblée générale qui a précédé le dîner, pour la nomination d'un censeur en remplacement de M. A. Coste, décédé. M. Boverat a été élu censeur, par 19 voix contre 5 données à M. Schelle et 2 à M. Neymarck.

La parole est ensuite donnée à *M. Jules Fleury*, secrétaire perpétuel, qui communique une lettre à lui adressée par M. E. Levasseur, empêché par des devoirs de famille d'assister à la séance. Voici cette lettre :

Paris, 5 janvier 1902.

« Mon cher Secrétaire perpétuel,

» ...Nous avons formé un complot. J'ai été au conseil, je regrette de ne pouvoir pas être à l'action. C'est bien un complot et j'aime à croire que le secret en a été gardé. Pour ma part, je n'ai pas dit un mot à Frédéric Passy, samedi; j'ai même évité de le prévenir que je ne serais pas au dîner lundi.

» Depuis qu'il a eu l'honneur de recevoir le prix Nobel, il a été comblé de félicitations. Elles lui étaient dues et je suis certain qu'il y a été bien sensible. Mais il lui manquerait quelque chose si la Société d'Économie politique n'y joignait les siennes, et la Société d'Économie politique manquerait à son devoir si, à cette occasion, elle ne rendait, dans la solennité de son dîner mensuel, et ne consignait dans ses annales l'hommage de sa sympathie et

de sa reconnaissance à son président, un de ses vétérans et de ses maîtres, un apôtre de l'harmonie sociale par la liberté et par la paix.

» Ce n'est pas la première fois que je qualifie d'apostolat la noble mission que Frédéric Passy s'est donnée et qu'il a accomplie avec autant de persévérance que de désintéressement. Il la commençait jeune homme en réclamant en 1846 plus d'air et de liberté dans l'enseignement. Il la continue vieillard avec un zèle que l'âge n'a pas attiédi et une autorité qui a grandi avec le temps. En 1877, il a remplacé à l'Académie des Sciences morales et politiques un de nos maîtres qui a eu aussi l'amour du bien public, Wolowski. Le doyen de la section d'économie politique, Hippolyte Passy, n'ayant pas voulu, par discrétion, faire le rapport sur la candidature de son neveu, j'en fus chargé et je disais que les trente années de services (il y a de cela près d'un quart de siècle) du candidat avaient été une véritable mission, inspirée par une pensée originale et haute, celle du progrès de l'humanité par le travail, la liberté et la moralité, et que son œuvre avait le caractère d'un apostolat.

» Cet apostolat, nous savons ici comment il l'a poursuivi en matière économique, s'appropriant le sentiment de l'harmonie de Bastiat sans en accepter nécessairement toute la doctrine et, dans l'étude de la richesse, s'appliquant à mettre en relief l'action de la destinée de l'homme qui la produit et la consomme et dont la valeur pour la création de cette richesse est d'autant plus grande qu'il est plus intelligent, plus moral, plus libre, plus largement armé de science et de capital, et que l'organisation sociale dans laquelle il se meut est plus favorable à son développement.

» Nous savons, quoique ne l'ayant pas suivi d'aussi près, comment en matière politique, il s'est efforcé de rendre cette organisation meilleure en prêchant la paix. C'est une partie de son apostolat dont le souvenir s'attachera à son nom dans l'histoire. Aujourd'hui cette prédication enthousiasme les uns et fait sourire les autres : c'est le sort ordinaire des apôtres, et il s'est malheureusement produit depuis la Conférence de la Haye de tristes faits qui semblent décourager l'espérance. Néanmoins la conférence est elle-même un grand fait auquel une pléiade d'hommes généreux avait longuement travaillé à préparer l'opinion. L'esprit public en Europe est à la paix. Est-ce par amour de la paix ou par crainte de la guerre qui, dans l'état actuel de l'art militaire, serait une chose si monstrueuse ? L'une et l'autre cause probablement ont influé sur l'opinion ; mais l'opinion existe certainement et nous

agricoles. La balance des avantages nous serait donc tout à fait favorable. D'après l'article 3, nous aurions la clause de la nation la plus favorisée, dans le cas d'une Convention faite entre les États-Unis et une autre puissance.

L'article 4 autorise l'augmentation des tarifs de part et d'autre, à charge de dénonciation réciproque six mois d'avance. Enfin l'article 5 fixe la durée de la Convention à cinq ans avec faculté de dénoncer en prévenant une année d'avance à n'importe quel moment.

M Siegfried expose ensuite que ce traité n'a encore été ratifié ni par le Sénat américain, ni par le Parlement français. La date où cette ratification doit être faite a été reportée au mois de septembre prochain.

On n'a pas paru pressé jusqu'ici de le ratifier, mais l'opinion semble changer aux États-Unis, où, pendant son dernier voyage, M. Siegfried a eu l'occasion de s'entretenir de la question avec plusieurs hommes politiques, notamment avec le regretté Président Mac Kinley. Dans son dernier discours prononcé à Buffalo la veille de son horrible assassinat, M. Mac Kinley préconisait une politique de réciprocité, c'est-à-dire en faveur des traités de commerce, en faisant des concessions réciproques, et le Président Roosevelt, dans son récent message, soutient les mêmes idées.

On peut donc espérer que les États-Unis ratifieront le traité et il serait impardonnable que le Parlement français ne fît pas de même.

La France accorde son tarif minimum à l'Angleterre, à l'Allemagne et à presque toutes les grandes nations : pourquoi ne l'accorderait-elle pas à l'Amérique ? Quel inconvénient y aurait-il à acheter à la République sœur les produits métallurgiques que nous achetons actuellement à la Grande-Bretagne ? Et en agissant ainsi, nous aurions le grand avantage d'ouvrir un peu plus la porte des États-Unis à nos produits manufacturés : soieries, colonnades, peaux, articles de goût et de luxe, vins, etc., etc.

M. Siegfried pense qu'il y a pour la France un intérêt de premier ordre à resserrer de plus en plus les liens économiques qui nous unissent à la grande République américaine, qui, avec ses 76 millions d'habitants, dont les bénéfices et les salaires sont triples des nôtres, présente un marché de consommation d'une importance énorme.

Il espère donc que bientôt le traité franco-américain sera un fait accompli.

En effet, il y a aujourd'hui trois grandes agglomérations humaines qui pourraient être à peu près indépendantes du reste du monde. L'énorme bloc continental constitué par l'Empire russe et ses dépendances politiques, où les sujets du Tsar produisent ou peuvent produire tout ce dont ils ont besoin.

Le bloc continental un peu plus petit que l'Empire russe, mais d'une prodigieuse richesse, constitué par les États-Unis et les contrées voisines sur lesquelles le gouvernement de Washington exerce une suprématie politique absolue : cet ensemble territorial produit lui aussi à peu près tout ce dont les habitants peuvent avoir besoin. Enfin, entre les deux se trouve l'immense mais disparate empire britannique, qu'un des plus grands historiens de l'Angleterre contemporaine a qualifié de « Venise mondiale avec les océans comme rues » : cette « Venise mondiale », pourrait, elle aussi, se passer du reste du monde.

Bien différente est la situation des nations comparativement petites qui sont situées entre Gibraltar d'une part et d'autre part entre la ligne qui joint les bouches du Danube à l'embouchure de la Vistule : aucun de ces peuples ne peut rigoureusement se suffire à lui-même, et il n'est même pas prouvé que l'ensemble ainsi défini puisse se passer du monde extérieur.

Il y a donc là pour ces nations comparativement petites une situation fort grave qui mérite de préoccuper tous ceux qui font de la politique à long terme.

Quoi qu'il en soit, M. de Chasseloup-Laubat désire attirer l'attention de ses collègues sur un point qui n'a pas été suffisamment mis en lumière : la différence entre l'organisation économique des industries américaines et des industries françaises, résultant, d'une part, des trusts et, d'autre part, de certain article du Code pénal français.

M. de Chasseloup-Laubat n'a pas à prendre parti ni pour ni contre les trusts, parce que ce sujet fort complexe l'entraînerait trop loin : il a, en effet, assisté à l'éclosion des premiers trusts dont le développement ultime sont les énormes « systems » et « consolidations » dont l'Europe s'effraie tant aujourd'hui ; dès 1894 et 1895, il a dit et écrit que ce mouvement prendrait des proportions inconnues et que l'une de ses conséquences serait la création — ou des tentatives de création — d'une puissante marine marchande. Aussi n'abordera-t-il pas le fond de cette question. Il se bornera pour ce soir à affirmer de la façon la plus absolue qu'il n'y a pas de lutte possible entre les énormes machines de guerre commerciale que constituent les trusts et les

non seulement le Sud, mais aussi l'Ouest malgré, son origine venue des Etats du Nord.

M. Siegfried a parlé de l'excès de l'exportation comme chose qui pourrait durer. Il représente une liquidation partielle des dettes rendue possible par les bonnes années de l'agriculture et les progrès industriels notamment dans l'industrie de l'acier.

M. Frederiksen, répondant à certaines allusions des précédents orateurs, a oublié, dit-il, de consacrer quelques mots aux *trusts*. On les a interdits par les lois de 27 États et territoires, et par 10 constitutions, de même que par la loi fédérale de Sherman. Déjà la Common Law ne permet pas des monopoles qui sont des « restrictions irraisonnables du commerce ». Mais les trusts ne changent que de forme, la forme du trust lui-même étant trouvée comme une forme convenable par un avocat du Standard Oil pour éviter des difficultés légales. En réalité, ils n'arrivent jamais à devenir des monopoles véritables, pas même le trust géant de l'acier de 1.400 millions de dollars. Ils le sont beaucoup moins que les cartels européens; ils visent à présent surtout à la réunion de différentes branches qui se suppléent l'une à l'autre, non pas avec des productions identiques. Ils représentent un énorme progrès. Il y a des trusts qui exploitent le peuple au moyen de la protection douanière. Pour le trust de l'acier la protection est d'importance dans certaines affaires comme dans celles du fer blanc, du fil de fer, des clous, en général pour éviter la concurrence sur les cotes, mais la production la plus importante du trust n'est pas intéressée dans les droits; elle peut lutter avec l'Angleterre dans certaines colonies et d'autres pays d'exportation, mais subit du reste, dans ce moment, elle-même, la concurrence des nouvelles usines établies par des capitalistes américains au Cap Breton dans la Nouvelle-Écosse. L'industrie de l'acier doit toujours son succès à l'énorme consommation intérieure, la transformation rapide des rails de fer en rails d'acier, la grande demande d'acier pour les constructions, « structural iron », etc., mais elle désire maintenant aussi l'exportation et est donc intéressée dans la réciprocité. Il faut combattre les défauts des trusts non seulement par le libre-échange, mais aussi par la publicité des sociétés, comme M. Roosevelt l'a déjà proposé, comme gouverneur de New-York.

M. Jacques Siegfried fait remarquer que les conditions de la concurrence économique entre les nations, spécialement en ce qui concerne les États-Unis, se sont bien modifiées. Là, en effet, il y a les *trusts*, qui peuvent se fonder sans entraves, tandis que chez

M. Leroy-Beaulieu a eu l'obligeance de le rappeler, M. de Molinari avait mis en avant, il y a une vingtaine d'années, l'idée d'une Union douanière de l'Europe centrale, et entrepris même d'y convertir M. de Bismarck. Mais l'entreprise était décidément trop difficile. L'idée était alors prématurée; peut-être la nécessité de lutter contre la concurrence américaine la rendrait-elle maintenant opportune. Avec un marché libre de 390 millions de consommateurs nous pourrions soutenir cette lutte sans désavantage. Cependant, nous ne devons pas nous dissimuler que les influences protectionnistes sont aujourd'hui partout prédominantes. En France, par exemple, combien compte-t-on de libre-échangistes dans le Parlement? Trois ou quatre, et encore! Mais si nous voulons convertir les députés, il nous faut commencer par convertir les électeurs. C'est le but que nous nous sommes proposé en fondant notre Fédération libre-échangiste internationale, à laquelle, conclut l'orateur, nous vous demandons d'apporter votre concours.

M. Colson, répondant aux critiques de M. Jacques Siegfried relatives à notre Code pénal, se demande si la législation des États-Unis est si différente qu'on l'a dit de la nôtre à l'égard des *trusts*.

Il lui semble avoir remarqué qu'en Amérique on poursuit aussi, de temps en temps, des abus en matière de coalitions. Il y a, dans les divers États, des lois particulières contre les ententes tyranniques des producteurs; seulement, elles ne sont peut-être pas suffisamment bien appliquées.

M. Alfred Neymarck fait remarquer que dans le siècle écoulé les divers pays ont usé de tous les systèmes économiques. La France et l'Angleterre avaient, en 1860, mis en pratique le libre-échange; les États-Unis depuis la guerre de Sécession ont usé de la protection à outrance: l'Allemagne et la Russie ont adopté le régime prohibitif. Puis la France est devenue protectionniste et commence à en apercevoir et à en ressentir les dangers; la Grande-Bretagne a abandonné quelques-unes des doctrines libérales auxquelles elle était si fermement attachée et voilà maintenant les États-Unis qui semblent vouloir se départir de leur rigueur et ne demandent pas mieux que d'ouvrir, timidement encore, leurs marchés aux produits étrangers: d'autre part, l'Allemagne, la Russie et les divers pays d'Europe en arrivent à se demander si les guerres de tarifs et la politique protectionniste sont bien l'idéal économique à atteindre. Si tous ces pays s'étaient purement et simplement confiés à la liberté au lieu de recourir à la

prohibition, à la réglementation, ils auraient moins à se plaindre qu'ils ne le font aujourd'hui. Ils auraient sans doute éprouvé quelques difficultés, car, suivant la belle expression de Turgot « il n'est pas de marchand qui, voulant être seul vendeur de sa denrée » oublie que « les marchands qui oppriment comme vendeurs, étaient à leur tour opprimés comme acheteurs » ; mais la vérité aurait fini par triompher.

Une grosse hérésie économique est de croire qu'une nation qui achète à une autre les produits dont elle a besoin s'affaiblit et se ruine. La vérité est qu'il faut acheter pour vendre et que l'on vend à son tour pour acheter. La vérité encore, c'est que, quels que soient les intérêts particuliers, aussi respectables soient-ils, toutes les branches du commerce doivent être libres, entièrement libres et que c'est une pure illusion de croire favoriser un pays en interdisant l'entrée des marchandises étrangères. Cette vérité est méconnue par les nations et par les particuliers, parce qu'ils ne regardent qu'un seul côté de la question, l'intérêt du producteur, ils oublient celui du consommateur. Or, si le producteur désire vendre sa marchandise, ses produits, le plus cher possible, le consommateur désire non moins vivement se procurer le meilleur marché et le plus abondamment possible tout ce dont il a besoin.

M. Jules Siegfried a montré les progrès merveilleux que les États-Unis avaient accomplis au point de vue commercial et industriel en même temps que leur population s'est considérablement accrue : mais, malgré cette prospérité, ils comprennent aujourd'hui qu'il peut être de leur intérêt de se départir d'une politique trop rigoureusement protectionniste et ils reconnaissent que leur production s'est tellement accrue qu'ils ont besoin à leur tour de vendre au dehors et que, pour vendre, il faut bien qu'eux aussi achètent. M. Alfred Neymarck fait remarquer les grands progrès accomplis par les États-Unis au point de vue financier. Qui aurait pu prévoir, il y a dix ans seulement, que ce pays deviendrait exportateur de capitaux et que des puissances comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne s'adresseraient au marché de New-York pour placer leurs emprunts ? Or, si l'Europe trouve avantageux d'émettre des titres de rente ou des bons du Trésor, c'est-à-dire d'acheter des capitaux aux États-Unis, pourquoi serait-elle effrayée de leur acheter des marchandises ? Pourquoi en ce qui nous concerne aurions-nous peur de nous lier avec les États-Unis par un traité de « réciprocité » ainsi que l'a si bien expliqué M. Siegfried ? Si nous achetons des produits américains, les Américains à leur tour achèteront de nos propres produits. On peut critiquer sans doute

quelques points du traité projeté : mais, malgré ses défauts qui peuvent être atténués, il est préférable de l'adopter et de ne pas rester dans la situation où nous sommes actuellement.

M. Gaston Saugrain s'étonne des attaques dirigées, à l'occasion du traité de commerce franco-américain, contre l'art. 419 du Code pénal qui punit l'accaparement. Loin d'entraver les opérations commerciales honnêtes, cet article a, au contraire, pour but de protéger la liberté du commerce et d'empêcher de fausser le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande par des moyens illicites. Il ne faut pas, en effet, confondre la spéculation légale avec les opérations accomplies grâce à des manœuvres frauduleuses, opérations défendues par l'art. 419. Il suffit de parcourir les décisions de la jurisprudence pour se rendre compte que cet article n'a jamais servi qu'à réprimer des actes malhonnêtes que tout le monde réprouve.

Son application a d'ailleurs encore été restreinte par la loi du 21 mars 1884 qui, en permettant aux personnes exerçant la même profession de se constituer en syndicat pour la défense de leurs intérêts industriels et commerciaux, a rendu l'art. 419 inapplicable à toute coalition qui, sous forme de syndicat régulier, constituerait une véritable défense des intérêts de ses membres.

M. Gaston Saugrain reconnaît qu'il ne faut pas réglementer le commerce d'une façon trop étroite ; les mesures que l'on prendrait pour réduire la liberté devant souvent, comme on l'a vu au XVIII^e siècle, avoir un résultat exactement contraire à celui que l'on désirait obtenir. Mais une longue expérience de l'art. 419 montre qu'il n'a produit que d'excellents effets : il punit la fraude et personne ne défend la fraude. Il n'a d'ailleurs pas été très souvent appliqué, c'est sans doute parce que son existence a suffi pour prévenir les tentatives d'accaparement. Ce sont les meilleures lois qui, au lieu de réprimer, ont un effet préventif.

Peut-être l'art. 419 empêche-t-il la constitution d'organisations telles que les cartels allemands qui permettent aux sucriers de ce pays d'élever le prix du sucre sur le marché intérieur, afin de le vendre moins cher à l'extérieur ; **M. Saugrain** pense que si notre législation met obstacle à cette exploitation des consommateurs nationaux, il n'y a rien dans ce résultat qui puisse la faire condamner au nom de la science économique.

Répondant à **M. Colson** et à différentes objections qui ont été faites à ce qu'il a dit sur les trusts, **M. de Chasseloup-Laubat** répète qu'il lui est impossible d'expliquer en quelques mots son

opinion sur les trusts et les raisons sur lesquelles cette opinion s'appuie.

Mais il a été stupéfait d'entendre l'assimilation faite entre les législations française et américaine.

La France est un petit pays très centralisé et où aucun pouvoir ne peut s'opposer à un ordre donné par le garde des Sceaux ou le ministre de l'Intérieur.

Les États-Unis, au contraire, constituent une immense fédération composée d'un grand nombre d'États ayant des législations différentes. Au-dessus de ces États sont les lois fédérales dont la limitation a été définie par le fameux Pacte fédéral.

Enfin la Cour suprême, devant laquelle tous les Américains s'inclinent, défend l'exercice des droits individuels, des droits des États, et des droits de la Fédération tels que les a définis le pacte fédéral.

De là résulte que, lorsqu'un trust est traqué par une loi fédérale, il peut toujours se mettre à couvert des lois d'un État où il a des appuis ; si, au contraire, le trust est traqué dans un État, il peut se réfugier derrière les lois fédérales ou derrière les lois des autres États.

Ainsi, pour que les trusts fussent non pas supprimés, mais même menacés, il faudrait une simultanéité et une concordance absolue de mesures répressives prises à la fois par le gouvernement fédéral et par le gouvernement de chacun des États ; c'est dire que les trusts ne sont jamais menacés.

En outre, comme les élections coûtent fort cher, les trusts en souscrivant aux caisses électorales savent fort bien le moyen de s'assurer de puissants concours et de précieuses amitiés.

M. de Chasseloup-Laubat ne pense pas que la loi de 1884 sur les syndicats permette de tourner cette difficulté.

Une instruction récente engagée contre un accaparement ou un prétendu accaparement vient de montrer une fois de plus que l'ancien code pénal était toujours applicable. On nous a dit, il est vrai, qu'il y a eu un non lieu. C'est possible. Mais tout le monde n'aime pas à être qualifié de « non-lieu » ; et puis qu'est-ce qui prouve qu'il n'y aura pas, une autre fois, poursuite et condamnation sous la pression d'une opinion publique et d'un Parlement affolés par une campagne de presse ?

M. J. Fleury fait remarquer qu'avec le libre-échange mitigé, tel que le préconisent certains des orateurs précédents, on a abouti à une surproduction énorme, en Allemagne aux cartels, etc.

Lui, il est pour le libre-échange absolu. Restons donc fidèles à nos convictions, renversons les barrières entre les peuples, c'est l'intérêt de tous.

M. Frédéric Passy, président, sans vouloir résumer le débat, en conclut encore une fois que tout ce qui n'est pas la liberté est plein d'inconvénients.

Si nous ne pouvons pas dès demain obtenir cette liberté, travaillons donc toujours à nous en rapprocher.

Non, les traités de commerce ne sont pas conformes à la vraie doctrine, mais il nous prémunissent contre de perpétuelles incertitudes.

Tâchons d'obtenir la stabilité pendant quelques années. Les traités de commerce sont comme des premiers pas qui nous mettent à même d'en faire d'autres vers la liberté et la vérité économiques —

La séance est levée à onze heures quinze.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

Le Crédit agricole mutuel (Extrait de la *Cote de la Bourse et de la Banque*. (Déc. 1901). — Paris, in-4°.

Jaarcifers voor het Koninkrijk der Nederlanden; Rijk in Europa 1900. — La Haye, 1901.

Ministero di agricoltura, industria e commercio. Bilanci comunali per l'anno 1899. — Roma, 1901, in-4°.

Musée social. Développement et organisation de l'enseignement ménager en Suisse. — P., 1901, in-4°.

EUG. LACOMBE. *Le change espagnol*. — P., 1901, in-8°.

Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères. Annexes aux rapports 1899-1901. Notes et documents. — P., 1901, in-8°.

Id. : *Rapport annuel*. Exercice 1900-1901. — P., (s. d.) in-4°

D. R. de MADRIAGA. *Los gambios y el pago en oro de los derechos de aduanas*. — Madrid, 1901, in-12.

Paper and pulp. World's export trade. — Philadelphia, 1901, in-8° oblong.

The Philadelphia commercial Museum. — (S. l. n. d.), oblong.

Idem : *American trade with Siam*. — Philadelphia, 1898, in-8°.

JOAQUIN D. CASASUS. *Las instituciones de credito de Mexico*. — Mexico, 1901, in-fol.

Bulletin démographique argentin. II. octobre 1901, n° 7. — Buenos-Ayres, 1901, in-fol.

Statistique de la Hollande. Fasc. V-VIII. — La Haye, 1901, in-8°.

COMPTES RENDUS

LE SORT DES INDIGÈNES, par BÉNITO SYLVAIN, officier de la marine haïtienne, 1 vol. in-8°. Boyer, Paris.

On s'est indigné dernièrement en entendant des ministres anglais invoquer, comme excuse ou comme justification des rigueurs de la guerre sud-africaine, l'exemple de l'Allemagne, de la Russie, de l'Espagne, de la Hollande et de la France elle-même dans leurs relations avec les indigènes des diverses contrées tour à tour soumises à leur domination.

L'excuse n'était peut-être pas très valable, les fautes des uns ne justifient pas les fautes des autres; et le temps, d'ailleurs, a marché. Ce qui paraissait presque naturel à l'époque des Cortès et des Pizarre est devenu monstrueux aujourd'hui. Il y a une conscience générale, un commencement de conscience générale du moins. Nous ne voyions que nos propres actes, jadis; et nous étions juges dans notre propre cause. Nous voyons les actes de tous, maintenant; et tous voient nos actes. Et, mis à même de condamner, en connaissance de cause, les torts de nos voisins, il nous devient bien difficile de leur interdire le droit de condamner les nôtres et de nous refuser toujours à les condamner nous-mêmes.

Ceci dit, pour ne pas être suspect d'indulgence pour la conduite de nos contemporains, Français, Anglais, civilisés, ou prétendus tels, de l'Europe ou de l'Amérique, de l'Orient ou de l'Occident, du Nord ou du Midi, il faut bien le reconnaître, hélas ! qu'en fait, sinon en droit ou en morale, la défense des impérialistes britanniques n'est pas sans fondement; et une fois de plus Salomon pourrait répéter qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il faut dire plus, et avouer que toutes les horreurs dont les guerres et la suprématie coloniale sont encore l'occasion, quelque abominables qu'elles soient, ne sont rien à côté de la longue série de violences, d'exactions, de tortures et d'infamies de toutes sortes dont le passé est rempli. Entre blancs même, entre compatriotes, entre coreligionnaires, le feu, le fer, les noyades, les pendaisons, les roues, les gibets, les guet-apens, les trahisons et les parjures ont été, pendant des siècles, de pratique courante. Et la politique, comme la

religion, a servi de prétexte ou d'excuse, que dis-je? d'apologie au déchaînement de toutes les furies de l'enfer.

Mais c'est surtout, naturellement, à l'égard de ceux qu'ils considéraient comme d'une autre race que les hommes, mus par la cupidité ou par la superstition, se sont cru tout permis, et qu'ils ont, sans honte et sans frein, laissé le champ libre à toute la brutalité, à toute la férocité de leurs plus bas instincts.

Franklin disait, au XVIII^e siècle, que celui qui saurait se rendre compte de ce qu'avait coûté la possession des Antilles, ne pourrait pas regarder sans horreur un morceau de sucre, tant il le verrait imbibé de sang. De sang et de larmes, et payé, si l'on savait faire le compte, dix fois, cent fois au poids de l'or.

L'histoire, l'histoire impartiale, telle que la raconte, pièces en mains et d'après les témoins les moins suspects, M. Benito Sylvain, ne confirme que trop cette triste remarque.

Oppression et asservissement des indigènes de l'Afrique et de l'Inde par les Portugais; massacres des habitants des Antilles, du Pérou et du Mexique par les Espagnols; extermination des Peaux-Rouges par les Américains; organisation de la traite et de l'esclavage par les Anglais, les Français et les autres; asservissement des jaunes par les Hollandais; restauration, après l'abolition] de l'esclavage, de la servitude sous le nom d'engagement volontaire : toute la succession des rapports des nations européennes avec les autres continents n'est qu'un long martyrologe, une série de dévastations, de pillages et de meurtres, aussi bêtes, il faut bien le dire, que cruels, et par lesquels, au lieu de tirer des richesses des contrées nouvelles et des aptitudes des habitants, les ressources qu'il eût été possible d'en tirer, on semble s'être évertué à détruire ces ressources en brisant, comme l'a dit Michelet, l'instrument destiné à les exploiter : l'homme fait pour le climat, adapté à ses exigences, et prêt, si nous avions su nous y prendre, à payer de ses services la révélation de nos procédés, de nos arts, de notre industrie.

Tout cela, nous le savons depuis longtemps, en gros du moins. Mais il était bon qu'on en remit, avec pièces à l'appui, le détail sous nos yeux. Et c'est ce qu'a fait, avec une documentation d'une sûreté et d'une précision irréprochables, M. Bénito Sylvain, dans la première partie de son livre, celle qui va des premières découvertes des Portugais et des Espagnols jusqu'à l'abolition de la traite et de l'esclavage, de leur abolition officielle, sinon effective, puisque, nous venons de le rappeler, elles revivent, et dans d'effrayantes proportions, dans les régions du continent non soumises à ce que l'on appelle des « sphères d'influence », ainsi que dans la plupart des colonies proprement dites, où noirs et

jaunes sont astreints au bon plaisir des corvées officielles, ou livrés, comme coolies, à la merci des blancs.

Cette seconde partie, qui, d'après le titre, semblerait devoir être la principale, n'est peut-être pas, à vrai dire, comme composition et comme forme, égale à la première.

Là aussi, les justifications abondent et surabondent. Mais il semble — et nous croyons savoir que l'auteur en a la conscience — que les documents n'aient pas toujours été triés ou résumés avec tout le soin nécessaire ; et que, pressé par le temps, l'avocat des indigènes se soit borné à vider devant nous son consciencieux dossier sans lui donner la forme d'un plaidoyer achevé.

Telle quelle est, d'ailleurs, cette partie est, comme la précédente, du plus haut intérêt. Et elle ne fait pas, hélas ! honneur à notre façon de porter la civilisation chez nos frères inférieurs.

Je ne saurais sans dépasser la mesure d'un compte rendu confirmer par des extraits les sévères jugements de M. Benito Sylvain sur notre politique coloniale. C'est d'ailleurs, ici du moins, peu nécessaire : notre opinion est faite. Et M. de Molinari, du fond de son cabinet, comme l'amiral Réveillère, d'après ce qu'il a vu dans sa longue carrière de marin, nous ont appris à quoi nous en tenir. Mais, revenant à la première partie, je ne saurais trop signaler, parmi les autres épisodes de la période esclavagiste, l'histoire de la guerre de Saint-Domingue, de cette guerre injuste et félonne, par laquelle Bonaparte, cédant à l'influence des créoles, essaya de revenir sur les déclarations émancipatrices de la Convention, et n'aboutit, en sacrifiant une cinquantaine de mille hommes, parmi lesquels une vingtaine de généraux, qu'à perdre définitivement une colonie qui, sous le gouvernement de cet homme de génie qui s'appelait Toussaint Louverture, aurait pu rester française, ou tout au moins, à supposer qu'elle s'affranchît de la suzeraineté de la métropole, alliée de la France.

On sait, mais pas assez, par quelles monstrueuses trahisons Bonaparte, jaloux peut-être de la façon dont le premier des noirs écrivait au premier des blancs, s'empara du malheureux nègre, et par quels raffinements de cruauté à cet homme habitué à la vie active sous le soleil des tropiques, il donna pour prison, c'est-à-dire pour tombeau, un cachot dans la région la plus froide du Jura.

J'ai entendu dans ma jeunesse, chez mon grand-oncle le comte d'Aure, qui avait été ordonnateur en chef de la triste expédition de Saint-Domingue, et chez lequel on voyait le portrait de Toussaint Louverture, les vieux survivants de cette expédition et de celle d'Égypte qualifier aussi sévèrement que M. Benito Sylvain la conduite du premier consul. Ils disaient même quelquefois qu'il les avait envoyés là-bas, eux les libéraux, pour s'en débarrasser.

Ce qu'on sait moins, c'est comment avait été accueilli par ces esclaves, prétendus rebelles à tout travail et incapables de tout sentiment supérieur à la bestialité, le décret d'émancipation de la Convention. Il faut le voir dans ce livre. Il faut lire notamment la scène de ces trois jeunes nègres amenés, par une députation de Parisiens, à la barre de la Convention, et remettant au président une lettre, dans laquelle leur père, trop vieux, disait-il, après trente-cinq ans d'esclavage, pour servir lui-même la France, lui envoyait en reconnaissance de la libération de sa race ses fils pour l'aider à défendre ses frontières. L'accueil fait par l'assemblée à ce genre particulier de don patriotique est véritablement émouvant. Il faut convenir que les hommes de cette époque, avec leur penchant à la déclamation, sans parler de leurs autres défauts, avaient une qualité tout au moins : la sincérité et l'enthousiasme.

Mais le véritable but de M. Benito Sylvain, à parler franchement, c'est de démontrer l'inanité du préjugé qui a servi de prétexte à l'oppression de sa race, ou plutôt d'établir que s'il y a dans toutes les races des multitudes grossières, ignorantes et mal dégagées encore de l'animalité primitive, dans toutes il y a, ou il peut y avoir une élite capable de s'élever au plus haut degré de la culture individuelle et de la culture morale ; que s'il est, en un mot, des fractions de la famille humaine qui en sont restées où en étaient, il y a plus ou moins de siècles, les ancêtres des Anglais ou les nôtres, il n'en est aucune qui, placée dans des circonstances favorables, et mise à même de s'élever au lieu d'être abaissée jusqu'à l'écrasement, ne puisse donner la preuve de la perfectibilité dont elle possède comme nous le germe. C'est la thèse qu'avait déjà développée dans un très beau livre, dont j'ai parlé jadis, par M. Anténor Firmin, actuellement représentant de la République d'Haïti à Paris, homme de la plus haute distinction, et qui n'a rien à envier aux plus instruits et aux plus lettrés de ses frères à peau blanche.

M. Benito Sylvain, estimant non sans raison que les faits sont plus probants que les théories, nous donne, dans la dernière partie de son ouvrage, une liste véritablement décisive d'hommes de couleur de toutes les teintes qui se sont fait, dans les armes, dans les lettres, dans le barreau, dans la médecine ou dans les sciences, comme Brokes Washington, dernièrement admis à la table du président des Etats-Unis, une place de premier ordre au milieu même des sociétés qui leur rendaient la tâche le plus difficile. Il aurait pu se citer lui-même, car, imitant le philosophe qui prouvait le mouvement en marchant, il est en train de montrer autrement que par son livre de quoi est capable le cerveau d'un homme de couleur. Il est en effet officier de la marine haïtienne ; stagiaire dans la marine française ; aide de

camp de Ménélik ; docteur en droit de la Faculté de Paris, et aspirant au doctorat dans la Faculté de médecine.

Que ceux qui en sont encore à prétendre que seuls les membres de la race dite caucasique méritent le nom d'homme, et que ceux des autres races ne sont que des singes parlants en fassent autant.

FRÉDÉRIC PASSY.

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN ; CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU DROIT CONSTITUTIONNEL MODERNE, par M. GEORGE JELLINEK, professeur à l'Université de Heidelberg, traduit de l'allemand, par M. G. FARDIS, avocat, Paris, Albert Fontemoing, éditeur, 1 vol. in-8°, 1902.

Parmi les études publiées par M. Jellinek, le distingué professeur de droit à l'Université de Heidelberg, une des plus importantes est, d'un avis général, la dissertation sur *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Aussi faut-il savoir gré à M. Fardis d'en avoir donné la traduction française. Comme le dit avec raison M. le professeur Larnaude, dans la très suggestive préface dont il a fait précéder le travail de son élève, tout restreint qu'il soit, cet opuscule est particulièrement intéressant pour des lecteurs français, car il porte sur une institution essentiellement nationale et dont les origines, la portée, la valeur sont vivement discutées.

Si pleins d'intérêt que soient les chapitres de cette œuvre, notamment ceux qui se rapportent soit à la comparaison des Déclarations françaises et des Déclarations américaines, soit au contraste qui existe entre les Déclarations américaines et anglaises, il faut reconnaître que la partie la plus faite pour retenir l'attention est sans contredit celle qui a trait aux origines.

Ce problème a présenté des controverses, il ne manque pas de personnes qui, à la suite de M. Paul Janet, dans son *Histoire de la science politique*, voient dans le *Contrat social*, de J.-J. Rousseau, la source de la Déclaration française. M. Jellinek fait justice de ce système. Après avoir lu les développements dans lesquels il entre, il semble impossible de ne pas donner à notre Déclaration une origine américaine. Le rapprochement établi, article par article, entre la Déclaration française et quelques Déclarations d'Etats américains, notamment celle de Virginie, ne peut laisser place à aucun doute. Tous les projets de la Déclaration française, depuis ceux qui se trouvent dans les Cahiers, jusqu'aux 21 projets qui ont été déposés à l'Assemblée nationale, développent avec plus ou moins d'ampleur les idées américaines. En fait d'additions originales, ces projets ne contiennent guère que des discussions de pure doctrine, ou des développements qui appartiennent plutôt au

domaine de la métaphysique politique. Mais ce qui étonnera quelque peu, c'est ce que démontre surabondamment M. Jellinek : l'origine première de la Déclaration américaine est toute religieuse et non politique. L'idée primordiale était de proclamer le droit à la liberté religieuse ; insensiblement l'on fut amené à une extension et à faire consacrer législativement les droits inaliénables et inviolables, les droits naturels de l'individu : le point de départ fut le désir de l'établissement d'une liberté complète en matière religieuse.

La traduction de M. Fardis est bien à sa place dans la collection publiée par l'éditeur, sous le titre de *Bibliothèque de l'histoire de droit et des institutions*, à côté des volumes dus à Sumner Maine, Lya Pollock et autres.

J. LEFORT

DEUTSCHE WIRTSCHAFTSGESCHICHTE IN DEN LETZTEN JAHRHUNDERTEN DES MITTELALTERS (*Histoire économique de l'Allemagne pendant les derniers siècles du moyen âge*), par Karl Theodor d'Inama-Sternegg. Vol. III, tome II et dernier. Leipzig, Duncker et Humblot, 1901.

Plus d'un étranger a été étonné et frappé du prodigieux essor économique qu'a pris l'Allemagne depuis une trentaine d'années. Cependant, les derniers siècles du moyen âge ont vu un essor en tout comparable, auquel une expansion inouïe de puissance politique n'avait pourtant pas communiqué l'impulsion. Jamais, au contraire, l'Allemagne politique n'avait été plongée dans un pareil état de marasme et de débilité chronique. La situation économique prépondérante à laquelle elle s'est alors élevée était uniquement due à la persévérante énergie et à l'esprit d'initiative de ses fils ; ce sont les bourgeois de ses villes libres qui, sujets d'un empire tombé en déliquescence, où l'autorité impériale n'était plus qu'un vain nom, où les principautés territoriales en voie de formation n'écoutaient que les suggestions d'un égoïsme étroit et personnel, ce sont ces bourgeois, dis-je, qui ont fait de leurs petites patries locales autant de foyers de prospérité commerciale et industrielle, en relations suivies avec tout l'univers connu et faisant rayonner sur la décadence du Saint Empire l'éclat de leur civilisation et de leurs lumières.

M. d'Inama expose l'œuvre de ces bourgeois dans le volume, qui vient dignement couronner le grand ouvrage à la composition duquel il a consacré près d'un quart de siècle. Nous y retrouvons les qualités maîtresses de l'auteur : un style net et simple, une documentation à la fois sobre et solide, une clarté de vision qui lui permet d'avancer d'un pas prudent mais ferme, au travers du réseau enchevêtré de faits et

d'institutions, qui embarrasse et obstrue la route de l'historien. Par l'absolu de ses thèses, tel rival de M. d'Inama pourra obtenir un succès plus retentissant ; il n'en sera pas de plus durable, ni de plus justifié.

En Allemagne, comme ailleurs, les ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ont assisté à la création et à la diffusion de la richesse mobilière. Elle n'existait guère dans la période précédente ; le peu de métiers qu'on y découvre se pratiquaient dans les ateliers domaniaux, et uniquement en vue des besoins du seigneur et de la population du domaine. Quand, se dégageant des entraves de leur allégeance domaniale, les villes eurent peu à peu acquis leur autonomie, les anciens ateliers seigneuriaux continuant à subsister, étendirent le cercle de leur activité ; sur eux se sont greffées les corporations de métier, qui se sont multipliées par la suite, se sont souvent emparés de l'administration des villes et ont, comme organes économiques, donné le spectacle de la même évolution qu'en France : d'associations d'accès facile pour quiconque s'en montrait digne, elles sont devenues un instrument d'exploitation au profit d'une oligarchie industrielle locale. Mais il est à noter que les administrations communales allemandes ont soigneusement limité le monopole des métiers de l'alimentation ; ne se contentant pas de les soumettre à un contrôle vigilant, elles ont autorisé la concurrence des marchands du dehors sur le marché public, et celle de francs maîtres et d'ouvriers libres, qui ont en partie assuré l'alimentation de la cité.

Une de ces industries, la brasserie, a même fourni un élément considérable à l'exportation nationale, surtout dans le Nord, honneur qu'elle partage avec l'industrie du fer, le tissage, la tonnellerie et plusieurs industries artistiques. Certaines industries textiles, s'exerçant dans les campagnes sous la forme d'industries domestiques, ont complètement échappé aux sujétions du régime corporatif. Tel est le tissage des toiles dans le bassin du lac de Constance, celui du chanvre et même en partie celui de la laine. Telle a encore été la règle générale pour l'industrie du coton, qui fit son apparition au début du ^{xiv}^e siècle : importé par les marchands, le coton était donné à filer et à tisser moyennant salaire et sous leur surveillance. L'industrie des futaines, tissus mélangés de laine et de coton, ayant son centre à Augsbourg et à Ulm, est aussi restée sous la direction des gros marchands et a été longtemps exercée par eux suivant le système moderne. Les draps tant écrus qu'achevés donnaient lieu à des spéculations à terme ; certaines villes même y prenaient part quand elles avaient des fonds disponibles en caisse.

D'ailleurs les grands marchands occupant un rang social intermédiaire entre les patriciens et les maîtres des métiers, jouissaient

d'une tout autre liberté que les gens des métiers, les détaillants. Les Conseils des villes, enclins par principe à réglementer ce qui se passait au dedans de leurs murailles, s'abstenaient au contraire volontiers de toute ingérence dans les opérations du dehors. Usant de cette liberté, les grands marchands, véritables pionniers de l'avenir, s'appliquèrent à établir des rapports commerciaux interurbains et, forts de leurs succès réussirent ensuite à nouer des échanges commerciaux suivis avec l'étranger. Ceux du Nord ont formé les groupes rigoureusement disciplinés, qui géraient les comptoirs de la Ligue Hanséatique; ceux du bassin du Danube se sont répandus en Italie, en Espagne et jusqu'en France. Plus individualistes de tendances et de tempérament, ceux-ci ont été les premiers à transplanter au Nord des Alpes des sociétés de commerce en nom collectif; ils faisaient la banque et s'intéressaient aux exploitations de mines; les marchands du Nord se rassemblaient plutôt en compagnies affectant le caractère de confréries, et se restreignaient en général aux opérations de nature purement commerciale. Ce sont tous ces marchands à la fois avisés et entreprenants, qui ont fait de l'Allemagne commerçante l'émule heureuse des florissantes républiques italiennes.

Pour l'exploitation des mines, l'Allemagne passait avec raison pour le pays le plus avancé d'Europe : quand le gouvernement français voulut tirer parti des mines du Lyonnais et du Beaujolais confisquées à Jacques Cœur, il envoya chercher au fond de l'Allemagne des ingénieurs, des contre-maîtres ou « maîtres de montagne » et jusqu'aux « chappuys » ou charpentiers chargés des travaux de boisage et de soutènement des galeries. Il en fut de même pour les « maîtres fondeurs » ou affineurs.

Dès le xⁱⁱ^e siècle, on avait commencé à entamer avec ardeur les dépôts argentifères de la Valteline, du Trentin, de la Styrie et du Harz; au siècle suivant on s'attaqua aussi aux gisements de minerais d'étain, de cuivre et de fer. Le droit d'exploitation d'abord exclusivement régalien, passa, comme bien d'autres droits régaliens, aux mains des grands feudataires et des seigneurs territoriaux. Ce que cette exploitation présente de particulièrement curieux, ce sont les changements successifs dans la condition de la main-d'œuvre. D'abord organisée en compagnies de mineurs appelés de loin, elle travaillait à l'entreprise pour le compte du propriétaire, qui leur abandonnait un tantième de l'extraction. Peu à peu ces compagnies acquirent une véritable indépendance; le représentant du propriétaire ne put plus pénétrer dans la mine que sur leur demande; la redevance réservée au propriétaire alla toujours s'amoindrissant; par contre, la part de chacun des membres de la compagnie devint cessible et transmissible par voie de disposition testamentaire. Il en résulta que ces parts purent être et furent acquises

par des personnes étrangères au travail de la mine. En même temps, ce travail devenait de plus en plus onéreux et de plus en plus difficile au point de vue technique ; dans les premiers temps, on n'avait exploité que les couches superficielles ; celles-ci épuisées, il fallut creuser des puits et des galeries, en assurer l'aérage et exécuter de coûteux travaux de défense contre l'irruption des eaux. A partir de ce moment, l'extraction fut et resta une véritable entreprise capitaliste ; d'auxiliaires intéressés, les ouvriers mineurs tombèrent au rang de simples salariés. Si, comme l'assure le poète latin, l'esprit fait mouvoir et façonne la matière, celle-ci prend aussi parfois sa revanche.

Il y aurait encore bien des particularités instructives à recueillir dans les pages de M. d'Inama. Mais l'espace nous manque et d'ailleurs une analyse forcément écourtée est incapable de rendre justice aux richesses scientifiques que recèle le volume de l'éminent statisticien et historien autrichien.

E. CASTELOT.

FESTGABEN FÜR ALBERT SCHAFFLE ZUR SIEBENZIGSTEN WIEDERKEHR SEINES GEBURTSTAGES (*Choir d'Etudes dédiées à Albert Schæffle à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de sa naissance*), par K. BUCHER, K. V. FRICKER, F. X. FUNK, G. DE MANDRY, G. DE MAYR, F. RATZEL. — H. Laupp, Tubingue, 1901.

Suivant un usage implanté depuis longtemps en Allemagne et qui tend à se répandre en France, plusieurs des anciens élèves et disciples de M. Schæffle se sont associés pour lui offrir ce recueil d'Etudes à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Il n'est pas de manière plus digne d'honorer la vieillesse d'un professeur et d'un chef d'école.

Des sujets fort divers sont abordés dans ce volume, depuis l'étude biogéographique de M. Ratzel traitant de *l'Influence de l'espace sur le développement de la vie*, jusqu'à l'exposé de M. de Mandry ayant pour titre : *L'Organisation du Livre Foncier dans le Wurtemberg* et l'essai de M. de Mayr sur la *Classification des Sciences Politiques*. M. Schæffle ayant été un polygraphe dans toute l'acception du mot, il n'y a pas à s'étonner de cette diversité.

L'un des collaborateurs, M. Bücher, s'égaie aux dépens de certains historiens récents de l'antiquité hellénique qui, pénétrés de la grandeur du peuple grec, amplifient son développement économique et vont jusqu'à découvrir dans ce lointain reculé des manifestations de la grande industrie et d'échanges internationaux sur l'échelle de notre régime moderne. Reprenant les maigres sources que nous pos-

sédons, M. Bücher démontre que les assertions de ces savants historiens sont, pour ne rien dire de plus, singulièrement hasardées. Nous savions par exemple que le Cléon d'Aristophane était cordonnier ou corroyeur : de subtiles inductions de M. Beloch nous apprennent que le fameux démagogue était à la tête d'une *fabrique* de cuirs et de chaussures. Le même historien dresse une statistique du mouvement maritime du Pirée en l'an 400 avant J.-C., lui attribuant une importance annuelle de 50 millions de francs se répartissant à l'entrée « en substances alimentaires et en matières premières pour l'industrie » et à la sortie en « articles manufacturés de grosse consommation populaire » (*Massenkonsum*). Or, M. Bücher est un économiste ayant — chose assez rare — des idées à lui ; il a aussi un système à lui de classification chronologique des phénomènes économiques et sociaux. D'après son classement, le régime économique des échanges fondé sur la circulation proprement dite est d'origine relativement récente et remonte seulement à la formation des Etats modernes, les deux régimes précédents étant celui de *l'économie domestique fermée* où le producteur et le consommateur se confondent et celui de *l'économie urbaine*, où l'on travaillait en vue de clients locaux et connus d'avance. Quoi qu'on pense des trois stades successifs de M. Bücher, on admettra avec lui qu'Athènes n'a probablement pas dépassé le second par ordre de date et que le reste de la Grèce est vraisemblablement demeuré au niveau du premier. Dans tous les cas, la lecture de ces pages d'une raillerie incisive et coulant de source constitue un fin régal littéraire.

E. CASTELOT.

EN INDO-CHINE. TONKIN, HAUT-LAOS, ANNAM SEPTENTRIONAL, par le MARQUIS DE BARTHÉLEMY, 1 vol. orné de 20 gravures et de 5 cartes. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs. Paris 1901.

Rien que l'auteur semble s'étendre avec une complaisance particulière sur les chasses qu'il a eu l'occasion de faire en cours de route, son livre contient néanmoins çà et là des renseignements qui montrent où en était la colonisation de la partie de l'Indo-Chine qu'il a parcourue en 1896-1897. En dehors des villes, le marquis de Barthélemy visita les mines de houille de Kébao, les charbonnages de Hongay et les établissements d'un colon qui a implanté aux environs de Haïphong une industrie née en Orient, celle de la préparation des œufs : les jaunes pour la mégisserie des peaux de gants et les blancs pour la biscuiterie. Il alla voir aussi une exploitation agricole — créée presque sans capitaux au début de la pacification du pays, — qui s'est peu à peu

augmentée d'une scierie de marbre, de plantations de café, de fromageries, d'une jumenterie, etc., non seulement afin d'agrandir l'affaire, mais encore dans le but de couvrir les aléas de l'une ou de l'autre des entreprises. Quittant le Tonkin et traversant l'Annam pour atteindre le haut Laos et la province de Luang Prabang, il se rendit en passant à une exploitation forestière qui a fourni des pavés de bois pour Paris et installé une fabrique d'allumettes. Plus tard il parcourut, dans les environs de Tourane, des plantations de thé anciennement cultivées par les Annamites, mais récemment améliorées par des colons français et en bonne voie de prospérité, puis des exploitations minières.

Les populations les plus intéressantes, ou plutôt les moins connues, des régions traversées sont les Muongs, les Méos et les Laotiens. Les Annamites désignent sous le nom de Muongs toutes les races habitant la montagne. Quoique rudes d'aspect et peu civilisés, ces montagnards de l'Annam sont fiers, indépendants, désintéressés, fidèles à la parole donnée, mais peu actifs : leurs besoins étant des plus limités, la pêche, la chasse et la culture du riz de montagne y suffisent amplement. Les chefs de village ont une faible autorité, par contre l'ancien de la famille est fort respecté. L'injure à une femme ou à un enfant exposerait à une vengeance souvent mortelle. Actuellement il serait difficile de les employer à des travaux sérieux, dit M. Barthélemy ; la réquisition pourrait seule les contraindre ; mais, pour y échapper, on a vu des villages entiers s'enfuir dans les parties inconnues des montagnes, hors de l'atteinte des Européens. « Dans presque tous les villages muongs nous trouvâmes, ajoute l'auteur, une grande défiance, une crainte non dissimulée et un manque de confiance en notre parole qui ne faisait guère honneur à nos prédécesseurs..... Au point de vue moral, les Muongs de l'Annam diffèrent peu des Moïs du sud ; on obtient beaucoup de leur bonne volonté, à la condition d'user avec prudence des tristes mais nécessaires interprètes que nous avons près d'eux? »

Les Méos sont de mœurs patriarcales ; ils cultivent surtout le pavot, le riz de montagne et le maïs ; ils échangent ces produits avec les populations laotiennes environnantes contre d'énormes quantités de sel, de riz blanc et d'animaux de ferme. La cupidité n'est certes pas le défaut de ces races du Laos, dit M. de Barthélemy ; on leur souhaiterait presque ce vice pour combattre l'apathie et la paresse qui les rongent. Il fallut se fâcher, menacer, pour obtenir des porteurs à Ban-Kay, on dut même prendre les hommes de force dans leurs cases et leur imposer des charges ; apathiques et indifférents, après quelque résistance, ils se mirent à rire. — Reste à savoir comment seront reçus à l'avenir les Européens qui traverseront ce village.

Le Luang-Prabang est un coin presque perdu dans l'intérieur ; le Mékong est la seule voie de communication, très imparfaite, qu'il possède en pays français. Du côté du Siam la circulation est plus facile ; il importerait donc, dit l'auteur, d'avoir avec le Siam, pour toutes les régions voisines du Mékong, des traités de commerce sérieusement préparés. Les affaires avec les Français consistent en commandes de liquides faites par les autorités aux commerçants d'Hanoï. Les industries indigènes donnent lieu à de très minimes transactions : l'une d'elles, celle des laveurs d'or ne procure que quelques cents par jour à ceux qui s'adonnent à ce métier. Plus lucrative est la chasse aux cigales de bambou, réputées chez les Laotiens, un mets délicat, ressemblant un peu au ver palmiste. Les chercheuses de cigales se promènent aux heures de soleil, ayant à la main un bâton enduit de poix avec lequel elles attrapent les bestioles le long des tiges de bambou. Elles apportent au marché leur récolte vivante ou grillée ; les vivantes sont les plus appréciées ; vivantes ou mortes elles sont présentées enfilées sur un rotin comme des sapèques. Si les transactions sont de si mince importance au Luang Prabang, cela tient au peu de besoins des habitants, car la fertilité du sol et la variété des produits sont grandes. Le climat est fort agréable, les légumes de France poussent parfaitement dans la région, car la chaleur n'est vraiment incommode que pendant un court laps de temps.

Après avoir quitté le Luang-Prabang, M. de Barthélemy traversa l'ancien royaume de Vien-Tiane. C'est à Vien-Tiane que se fait le commerce des éléphants capturés sur la rive française du Mékong ; la plupart viennent de Savannakhek et sont vendus mille piastres (2.500 francs) en moyenne.

En somme, de l'ensemble des observations de l'auteur il ressort que malgré la prospérité de quelques entreprises, la situation de notre colonisation n'était guère plus brillante au Laos qu'au Tonkin. Le Laos tout riche et fertile qu'il soit, n'avait pas encore attiré un nombre de colons suffisant pour sa mise en valeur et, pour les colons déjà installés la solution du problème de la main-d'œuvre et des voies de communication était d'urgente nécessité, quoique toujours différée. Au Tonkin les dépenses de luxe avaient englouti les énormes sommes destinées à l'organisation économique du pays ; la versatilité dans les vues du gouvernement accompagnées de l'incohérence dans les mesures administratives n'avaient fait qu'augmenter le gaspillage des deniers publics. Mais nous avons fourni des places à de nombreux fonctionnaires. Demander davantage, n'est-ce pas se montrer bien exigeant ?

M. I.R.

SAMARKAND LA BIEN GARDÉE, par A. DURRIEUX et R. JAUVELLE, 1 vol , orné de 23 gravures. Plon, Nourrit et Cie éditeurs, Paris, 1901.

Ce sont surtout des restes de leur splendeur ancienne que l'on peut contempler dans ces pays de l'Asie centrale, aussi ce volume contient-il la description des beaux monuments d'autrefois : tombeaux, médressehs, palais, etc. dont les ruines s'effritent peu à peu sous les rayons d'un ardent soleil. Mais depuis l'accroissement de la sécurité que leur a apporté en ce dernier quart de siècle, l'établissement de la domination russe, ces parages semblent reprendre un peu de leur activité passée. Voyons donc quels sont leur état présent et leurs perspectives d'avenir.

Avant de traverser la Caspienne, nos voyageurs visitent d'abord Bakou, la ville du pétrole qui, par bateaux ou wagons-citernes, en expédie quotidiennement de 50 à 60.000 pouds (le poud 16 kilogr.) dont le prix sur place est de 3 à 6 kopecks le poud. Le prix de revient s'élève à 1 ou 2 kopeks par suite du bon marché de la main-d'œuvre et des méthodes rudimentaires d'exploitation. Mais le véritable point de départ de leur excursion est Kresnovodsk, située dans une baie bien abritée mais ne présentant d'autre intérêt que celui d'être la tête de ligne du chemin de fer transcaspien. Le trajet jusqu'à Samarkand est peu coûteux : 10 roubles 40 kopecks (27 fr. 50) pour 65 heures de locomotion. De là ils atteignent Aschabad, ville administrative sans rien de curieux, chef-lieu de la Transcaspië ; Merw, autre ville administrative d'une certaine importance mais banale, installée à quelques verstes des ruines de l'antique cité autrefois qualifiée la Reine du monde ; Tarjoui, gros bourg agricole situé sur le territoire de l'émir de Boukhara ; Karakul, célèbre par les peaux d'agneaux de la steppe, connues en France sous le nom d'astrakan ; Boukhara, colonne de l'Islam, dernier refuge du fanatisme musulman en Asie, dont le bazar plein d'ombre et de fraîcheur est d'une animation intense ; puis ils arrivent à Samarkand la bien gardée, la cité superbe de Tamerlan, la puissante rivale de Boukhara et de Merw, bien déchue de son antique splendeur. C'est un jour de marché qu'il faut visiter la ville indigène, aller au milieu de cette invraisemblable cohue, disent les auteurs. On y vend de tout. Le marché aux chevaux contient de fort belles bêtes ainsi que des ânes et des chameaux ; le marché aux fruits présente des produits succulents et superbes. Mais si l'on veut conserver quelque considération il faut se garder d'aller à pied, c'est l'apanage du pauvre hère. Le Sarte de condition monte à cheval dès qu'il franchit le seuil de sa maison, si court que soit le trajet. Et il est assez plaisant de voir des cavaliers somptueusement vêtus, marchander des

légumes ou des fruits, pénétrer sous le marché couvert pour acheter quelque pièce de vêtement, puis rentrer paisiblement chez eux portant gravement qui un énorme chou, qui des pains plats ou tout autre objet.

Une des caractéristiques de la ville indigène de Samarkand est le grand nombre de voies larges, régulières, droites et ombragées qui traversent et aèrent l'entassement de ses maisons en pisé. — La ville russe, comme toujours distincte de la ville indigène, est située à deux kilomètres plus loin. Là, rien de la froide symétrie des villes russes de Merw ou d'Aschabad. Les larges avenues sont bordées de magnifiques peupliers ou d'acacias et les maisons sont enfouies dans la verdure d'immenses parcs. — Samarkand n'a jamais été une ville commerciale de premier ordre : ce rôle était dévolu à Boukhara ; on n'y trouve pas encore aujourd'hui la fièvre commerciale de Tiflis, de Bakou ou de Boukhara. En dehors des jours de marché, l'animation reste cantonnée à quelques rues.

Les Sartes forment la grande masse de la population de Samarkand mais il y a aussi des Persans, des Afghans, des Tatares et même des Arabes. Au reste le Sarte n'est pas d'une race spéciale : on donne ce nom générique aux sédentaires, tout comme les nomades de ces régions étaient les Turkmens. Le Sarte est le dévot par excellence, mais l'homme de la tradition étroite et bornée : Boukhara et Samarkand, villes saintes de l'Islam, sont les sanctuaires de la bigoterie musulmane. Les Sartes de la basse classe ont souvent de l'intelligence, de la promptitude d'esprit et l'on peut trouver parmi eux des hommes honnêtes et fidèles. Mais sitôt qu'ils ont pu quitter la charrue ou l'outil pour réaliser le rêve de leur vie : devenir marchand, les quelques tendances honnêtes de leur nature disparaissent et ils deviennent vicieux, menteurs et hypocrites d'autant plus qu'augmentent leurs richesses. Au reste, les Turkmens qui se distinguaient autrefois par certaines qualités natives propres aux nomades, sont en train de les perdre au contact de la civilisation russe.

Le pays de Samarkand était, dès l'antiquité, une région viticole renommée ; on y produit encore de bons vins, même un paysan russe, devenu millionnaire, installé depuis la conquête sur des terres données par le gouvernement, pastiche excellemment tous les grands crus d'Europe. Il va sans dire que ce n'est pas la seule production dont soit susceptible ce sol qui, lorsqu'il est bien irrigué et travaillé comme le Sarte sait le faire, peut donner au centuple. Dans un dernier chapitre consacré à l'avenir politique et économique du Turkestan, les auteurs ont passé en revue ses ressources exploitées ou virtuelles, et le nombre en est assez grand pour tenter les esprits entreprenants.

L'Asie centrale présente trois natures de terrains très différentes : la terre cultivée, la steppe et le désert. A chacune correspondent des populations spéciales qui se pénètrent intimement sans se mélanger : le sédentaire, le nomade, etc., les gens hors la loi.

Les Russes se sont attachés d'abord à établir des moyens de communication rapides, à rétablir ensuite l'ancienne police des irrigations, puis à organiser le reboisement et à fixer les sables par des plantations de saxaoul. Pour ce dernier objet, leurs efforts mal secondés par les nomades n'ont pas eu les résultats qu'ils méritaient ; l'avenir les dédommagera sans nul doute.

Dans les parties cultivées, les produits agricoles : froment, riz, maïs, trèfle et sorgho, suffisent à peine aux besoins des populations. Il en est de même de la culture maraichère et des arbres fruitiers : les melons exquis de Tardjoui, les délicieuses prunes de Boukhara, les cerises, les grenades et les pêches renommées de Samarkand se consomment dans le pays. Les vignes cultivées presque partout pourraient produire pour l'exportation, mais les vins très riches en alcool (13 à 15°) sont ordinairement mal préparés ; on n'aurait qu'à appliquer les procédés de vinification moderne pour obtenir des produits de bon goût et de conservation sûre. Les cotons du Turkestan, améliorés en ces dernières années par l'importation de semis américains pourraient devenir une grosse branche d'exportation ; mais l'extrême division de la propriété, en rendant les perfectionnements de la grande culture impossibles, entrave tout progrès sensible. Pourtant dans le Ferganah on ne compte pas moins de 245 usines à décortiquer le coton. Cette province est encore le grand centre de production de la soie qui fait l'objet d'un commerce très important avec l'Occident.

Les troupeaux de la steppe sont déjà, et le deviendront plus encore, une source abondante de richesse : les moutons y paissent par millions et, si leur laine manque de finesse, en revanche, on en obtient des quantités énormes. Les peaux d'agneaux (l'astrakan) expédiées de Boukhara à la foire de Nijni-Novgorod atteignent de hauts prix. Les chèvres et chevreaux, les chevaux, les chameaux donnent des peaux, des crins ou des poils déjà appréciés sur les marchés européens.

L'importance minière peut devenir considérable : des prospections récentes et les restes d'anciennes exploitations chinoises ont révélé la présence de rubis, émeraudes, topazes, cristal de roche, lapis-lazuli, turquoises, cuivre, fer, plomb argentifère, zinc, naphte, ozochérite (cire minérale), soufre, cinabre, mica et amiante. Dans le Ferganah, notamment dans les environs de Marghelan, on a découvert de riches gisements de houille dont l'exploitation a déjà été commencée par une société française.

Ce qui manque le plus à ces contrées, comme à toute la Russie d'ailleurs, ce sont les capitaux. Mais se réserver le monopole du marché et prétendre à l'extension indéfinie — jusque sur les Indes — de sa domination est-ce un bon moyen de les attirer? On peut en douter.

M. I.R.

L'ALCOOLISME EN FRANCE ET LE RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LA LUTTE CONTRE LE CABARET, par ANDRÉ KORN, 1 vol. in-8°, Dijon, L. Vinot, Paris, L. Larose, 1901.

Que M. Korn a donc raison de partir en guerre contre l'alcoolisme! Pourra-t-on jamais lui porter de trop rudes coups? Je ne le crois pas, mais quand on a les oreilles et l'esprit saturés d'un sujet, il arrive ce qui arrive à l'estomac d'un plat dont il se délecte volontiers, mais qui revient trop souvent on désire passer à autre chose. Je rappellerais le pâté d'anguille de Lafontaine, si la plus parfaite moralité ne guidait ma plume. M. Korn semble avoir pris à cœur de ne rien omettre, de ne rien négliger. Statistiques, arguments médicaux, arguments sociaux et économiques, les siens et tous ceux qu'on a pu produire jusqu'ici, il ne nous fait pas grâce du moindre détail. Et quand on a lu quelques pages du livre, on a bien envie de dire : « Oui, vous avez raison, cent fois, mille fois raison, mais après? »

Après? M. Korn propose sa solution, comme tous ceux qui ont traité le sujet proposent la leur. Et la sienne, c'est, sinon la suppression, du moins la réduction, de par l'intervention gouvernementale, aussi grande que possible, du nombre des cabarets. A l'appui de sa thèse, il rappelle les mesures adoptées dans certains pays, chez les uns la *Local option*, ou suppression radicale du cabaret dans les Etats, provinces ou communes qui votent cette prohibition; chez les autres le *système de Gothenbourg* qui est la consommation sur place d'un seul verre, et encore le *système russe* qui interdit la consommation sur place. Vraiment l'humanité est bien vicieuse qui comporte de telles mesures; et si nous considérons que tous les individus à l'égard de qui elles sont prises décident, par leur vote (sauf en Russie), des destinées de leur pays, on peut se demander ce qui est le plus étrange, ou des cas que l'on fait de leurs suffrages, ou du mépris où on les tient.

Ce n'est pas que je croie la multiplicité des cabarets une bonne chose. Mais il serait plus efficace, à mon sens, de chercher la solution du problème dans la liberté, dans les efforts de l'initiative individuelle, dans le relèvement de la moralité publique. Que peut donc l'intervention gouvernementale? On nous avait annoncé merveille du développe-

ment de l'instruction primaire à laquelle d'ailleurs je ne suis pas **contraire**. Mais elle a été si mal comprise que les effets en sont **déplorables** ; elle n'a produit, au point de vue intellectuel, que des insuffisances **prétextueuses**, et au point de vue moral — ce n'est pas moi qui le dis — **l'alcoolisme** et quelques autres belles choses encore. Déjà en 1872, **on a fait** une loi tendant à réprimer l'ivresse publique. A quoi a-t-elle **abouti**? On demande au gouvernement d'intervenir et c'est à la consommation de l'alcool que le gouvernement demande sans cesse l'équilibre du budget.

Du reste, M. Korn ne semble pas se faire de grandes illusions, et s'il croit, comme nous, qu'un si grand nombre de cabarets n'est pas utile, il se rend compte des difficultés qui s'opposent à leur suppression, lésions d'intérêts pécuniaires, politiques, électoraux. etc. Et je me demande si cette suppression aurait une grande efficacité, puisqu'elle ne fait pas disparaître la cause du mal.

M. Korn cite lui-même des exemples. En certaines contrées où le cabaret fut supprimé, les amateurs d'alcool en font provision et le boivent chez eux. Ils en boivent un peu plus et un peu plus hypocritement. C'est tout le résultat.

La cause de l'alcoolisme, voilà ce qu'il faut supprimer. Quelle est-elle donc, sinon la misère? L'alcoolisme sévit dans les classes populaires. Il est bien rare que les gens riches ou simplement aisés en soient infectés. Leur alimentation plus saine et plus abondante ne les porte pas, en effet, à demander à l'alcool une excitation stomachique qu'ils leur manque, ou cette alimentation leur permet de supporter ce qu'ils en consomment et qui est de bonne qualité. Je ne m'écarte pas, en ceci, du livre dont je parle. M. Korn reconnaît, en maints endroits, la vérité de l'assertion, et ce qui m'étonne un peu, c'est qu'il n'en ait pas tiré les conséquences logiques.

En 1872, lors de la discussion de la loi tendant à réprimer l'ivresse publique — je faisais mes premières armes, si j'ose dire, en politique : — un député qui s'intéressait à la question me disait : « Quand je vais dîner chez mes amis, M. X.... M. Y. ., M. Z..., du petit verre après le potage jusqu'au petit verre d'au-de-vie qui suit le café, en passant par les différents crus de Bordeaux, de Bourgogne, de Champagne qui sont pour la gourmandise, et sans compter le fort bon vin ordinaire qui est pour la soif, j'ai certainement absorbé plus d'alcool que n'importe lequel de ces malheureux qui s'en vont titubant dans les rues. Cependant j'ai la prétention d'être un homme sobre et après ces dîners je n'ai rien perdu de mon sang-froid. Comment cela se fait-il? c'est que je n'ai pas l'estomac délabré et que je n'ai bu que des choses de bonne qualité ».

Question d'estomac, vous dis-je, qu'il y ait des cabarets ou qu'il n'y en ait pas, et c'est surtout l'estomac qu'il faut soigner. Je ne parle pas des exceptions vicieuses : quoique l'on fasse, il y en aura toujours. L'ouvrier qui trouve de bonne soupe en rentrant chez lui ne s'alcoolise pas. Il s'alcooliserait moins encore si, à force de taxes et de surtaxes sur les alcools, on ne les remplaçait par des poisons qui n'ont rien de commun avec eux. Je ne sais pas si les sociétés qui favorisent aussi peu que la nôtre le travail favorisent beaucoup les estomacs.

Le livre de M. Korn, malgré tout mon verbiage, est un bon livre puisque le but qu'il poursuit est bon. Mais il ne faut pas que l'on puisse dire de ma critique ce que l'on dira peut-être du sien, un peu trop touffu :

« Qui ne sait se borner ne sut jamais écrire. » Bornons-nous donc. A défaut d'autres, c'est toujours une qualité et celle qui ennuie le moins les lecteurs.

MAURICE ZABLÉT.

LA QUESTION CHINOISE AUX ETATS-UNIS ET DANS LES POSSESSIONS DES PUISSANCES EUROPÉENNES, par EDOUARD CAILLEUX. — 1 vol. in-8°, A. ROUSSEAU, 1898.

Des produits et des marchandises, le protectionnisme s'est étendu aux individus. On peut dire que, pour ceux-ci, c'est la prohibition qui les atteint, surtout quand il s'agit de l'émigration des hommes de race jaune aux Etats-Unis et dans les colonies où se fait sentir le besoin de travailleurs. Après s'en être servi utilement on n'en veut plus : les ouvriers blancs réclament contre la concurrence qu'ils leur font, ils obtiennent partout leur expulsion, ou des mesures contre eux assez sévères pour atteindre le même but.

Cet antagonisme est ce qu'on appelle la question chinoise, et M. Edouard Cailleux nous l'expose fort clairement dans son livre avec les causes qui l'ont soulevée et les vexations de toutes sortes imposées aux malheureux coolies.

C'est aux Etats-Unis, en Californie surtout, que l'immigration des Chinois prit les proportions les plus considérables. Il fut un temps où l'Amérique, avec son immense et fertile territoire à cultiver, avec ses richesses minières à exploiter, ses marais à dessécher, ses savanes à détruire, ses routes, ses chemins de fer à établir, manquait des bras nécessaires à une si vaste tâche. Les Européens n'avaient pas suffi et ne pouvaient suffire, ni comme nombre, ni comme endurance, à ce rude travail de pionniers. En 1868, un traité avec la Chine, connu sous

le ~~mon~~ traité Burlingame, fut conclu, qui avait pour but principal d'~~attirer~~ les travailleurs asiatiques aux Etats-Unis. Séduits par les perspectives d'un travail dur, mais abondant, et d'une grande liberté, ils ~~affluèrent~~ bientôt. « Cette année (1868), et par suite même du traité, dit M. Daniel Bellet dans la *Revue Scientifique* du 21 juillet 1888, il entre 10.684 Chinois aux Etats-Unis ; en 1869, les chiffres sont encore plus forts, 14.902. Bientôt ils sont de nouveaux dépassés, l'année 1873 voit entrer 18.154 Chinois. Il en vient 16.651 en 1874, 19.633 en 1875, 16.879 en 1876. Enfin, après quatre années de dépression, nous trouvons deux totaux formidables, 20.711 en 1881 et 35.614 en 1882. »

L'immigration chinoise décrut ensuite sensiblement jusqu'en 1887 où elle tomba à presque rien, puis remonta de nouveau. En 1894, elle fut de 4.018. On comptait encore, cette année-là, aux Etats-Unis, 115.566 Chinois, dont 67.977 en Californie. Ils se faisaient remarquer par une résistance extrême à la fatigue, acceptaient tous les travaux, les plus rudes, les plus dangereux, ils se contentaient des salaires les plus minimes. Des craintes se produisirent : on voyait déjà les 400 millions d'habitants de la Chine envahissant le nouveau continent. Les classes ouvrières surtout étaient très excitées : elles accusèrent les Chinois de tous les méfaits. Ils avaient, disait-on, tous les défauts et tous les vices, manquaient absolument de religion, drainaient l'argent du pays pour l'envoyer en Chine, faisaient baisser les salaires, enfin ne s'assimilaient pas à la nation et demeuraient toujours un peuple à part au milieu des hommes de race blanche. M. Edouard Cailleux montre le peu de fondement de ces raisons. Certes, il y eut parfois des abus ; mais si les Chinois ne furent pas toujours exempts de reproches, ils firent preuve de qualités qu'on ne rencontre pas toujours chez les travailleurs blancs. Suivant un vieux proverbe : « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé. » C'est ce que faisaient les Américains. En somme, la véritable cause de leur haine contre les Chinois, était la concurrence que ceux-ci leur faisaient. On avait bien voulu d'eux au moment du besoin ; ils ne sont pas utiles ou le sont moins, on les chasse. C'est, ou peu s'en faut, ce qui résulte du traité conclu le 17 mai 1894 entre les Etats-Unis et la Chine. En effet, pendant dix ans, l'immigration des travailleurs chinois est interdite, sauf pour ceux enregistrés ayant une femme légitime, un enfant ou un parent sur le sol américain avec des biens ou créances d'une valeur de 1.000 dollars. Nous omettons les articles accessoires. Il en est cependant de bien intéressants.

Partout où les Chinois sont attirés par le travail qui s'offre à eux, des mesures répressives, sous prétexte de réglementation, sont prises contre leur immigration. M. Cailleux passe tour à tour en revue ce

qui se passe dans les possessions coloniales françaises, anglaises, néerlandaises, espagnoles, portugaises et russes. C'est toujours le même principe qui prédomine, la protection du blanc qui, la plupart du temps, est insuffisant à certains travaux, contre l'homme jaune qui accepte tout, fait tout, parce qu'il y est apte, et se contente du plus faible salaire, parce qu'il vit parcimonieusement.

Nous nous plaignons que les Chinois ne puissent nous souffrir dans leur pays. Que font-ils donc autre chose que de nous appliquer la loi du talion ?

Il y a là, cependant, sans parler de la question de civilisation et d'humanité dont on ne semble nullement se préoccuper, une question de droit international. Aussi, dans sa session tenue à Copenhague en 1897, l'Institut de Droit international s'en est-il occupé. Il a voté une série de résolutions que M. Cailleux analyse. En principe, la liberté d'émigrer ou d'immigrer est reconnue à tous les individus isolés ou en masse, sauf réserves de nécessités rigoureuses d'ordre social et politique. Mais ce sont ces réserves précisément qui compliquent la question, ce sont ces nécessités que l'on invoque partout. Nous passons rapidement. Il nous semble que la réglementation proposée devrait être internationale, au lieu d'être laissée au choix de chaque partie intéressée. C'est tout. Tout État, selon l'Institut, peut se refuser à recevoir les bandits, les aventuriers, les indigents, les infirmes, en un mot tous ceux que leur pays considère comme dangereux pour lui-même. On pourrait faire des réserves aussi au sujet de cette énumération. Qu'est-ce qu'un aventurier ? Tout homme qui s'expatrie peut facilement recevoir cette qualification ; et quant aux indigents, ce ne sont pas évidemment les millionnaires d'un pays qui vont chercher du travail dans un autre pays.

M. Cailleux admet lui-même une réglementation. Mais il blâme sévèrement la conduite des États-Unis qui renvoient « brutalement ceux qu'ils avaient fait venir autrefois dans le but d'accroître leur richesse et leur grandeur ». Toutefois, il croit que « la non-admission des étrangers peut être justifiée dans certains cas exceptionnels, en cas de crise par exemple, par le besoin pour un État de protéger le travail national contre l'invasion des ouvriers étrangers. Il vaut mieux écarter ces ouvriers que de s'exposer à les voir massacrer dans les rues sans pouvoir les défendre. »

Il est difficile de répondre à l'argument ainsi présenté. Mais il tombe de lui-même si l'on admet la liberté, si l'on restreint le rôle de l'État à ce qu'il doit être, une besogne de police. Il prouve, en tout cas, que le protectionnisme, dans toutes ses manifestations, est non seulement nuisible à la prospérité des peuples, mais encore qu'il engendre entre eux, comme nous l'avons souvent répété, les rivalités, les haines, les

guerres. C'est à lui qu'on devra, s'il éclate un jour, l'épouvantable cataclysme qui menace le monde moderne et dont tous les gouvernements effrayés s'efforcent de reculer la date, sans en prendre toujours, hélas ! les moyens.

Chassons les Chinois, chassons les étrangers chacun de chez nous. Au nom du protectionnisme, fermons chacun nos frontières que tout le XIX^e siècle, par les chemins de fer, les télégraphes, le développement de la navigation, les canaux, s'est efforcé d'ouvrir aux communications réciproques des peuples. Fi de la justice et de l'humanité ! Chacun chez soi et chacun pour soi. La force prime le droit.

Hé ! qui nous dit que les Chinois un jour ne seront pas les plus forts ? M. Cailleux le fait entendre aux Américains. Tâchons aussi de le comprendre, nous surtout pour qui tous les Chinois ne sont pas en Chine.

MAURICE ZABLET.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

L'impôt de demain ou le travail dégrevé. Etude raisonnée sur la refonte de notre système fiscal. Lettre ouverte d'un contribuable à nos mandataires, par J. P. br. in-18, Angoulême, impr. de « la Charente » 1900.

L'étude « raisonnée » qu'a faite l'auteur de cet opuscule de notre système d'impôts l'a conduit à l'impôt progressif des rentes et autres valeurs mobilières. C'est là la pièce de résistance de son budget. Il maintient la plupart des impôts existants et il propose d'en établir de nouveaux : la taxe personnelle, l'impôt sur les mœurs. — « J'imposerais, dit-il, sur chacune des créatures composant le personnel que vous savez une taxe égale à la cote « la plus élevée. » — L'impôt sur les célébrités. Il est à croire que le raisonnement a conduit l'auteur à reconnaître que l'impôt progressif sur le revenu ne sera pas rejeté par les *revenuistes* sur les travailleurs et que le travail sera réellement dégrevé ; mais il ne le démontre pas. Il a un peu trop de confiance dans notre perspicacité pour nous croire capables de deviner sa démonstration et il nous permettra, jusqu'à plus ample informé, de ne pas avoir la même confiance en la sienne.

ROUXEL.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Les primes à la marine marchande, les mistelles et les vins de Madagascar. — L'admission temporaire des blés. — Une dépense de 600 millions pour assurer du travail aux terrassiers. — Les bureaux de placement seront-ils supprimés? — Les *trusts* en Belgique. — Le projet de tarif allemand. — Les agriculteurs contre les agrariens. — Ce que coûte aux consommateurs américains la protection des sucres. — Les résultats de la protection des enfants employés dans les manufactures en Angleterre. — Comment on peut se débarrasser du protectionnisme.

Toujours en veine de mélinisme, la Chambre des députés a voté le projet de loi sur la marine marchande, impliquant la continuation, avec un simple correctif, du régime des primes qui a coûté aux contribuables environ 120 millions (37.229.000 francs pour les primes à la construction et 83.548.000 francs pour les primes à la navigation) du 1^{er} janvier 1893 au 31 décembre 1900. Sa sollicitude s'est étendue ensuite sur un objet moins important, mais qui n'a pas échappé à sa vigilance protectionniste. Il s'agit des mistelles algériennes qui demandaient à être protégées contre leurs congénères de Grèce et de Turquie, et auxquelles elle a accordé des droits prohibitifs. (Ça nous a appris, pour le dire en passant, que les mistelles sont un produit des raisins secs servant à la fabrication des vins de liqueurs). Voilà donc les viticulteurs algériens dûment protégés contre l'invasion des mistelles étrangères. Mais voici maintenant un nouveau danger qui menace les viticulteurs de la métropole. Nous voulons parler de la concurrence des vins de Madagascar, que vient de dénoncer M. Viger, député de l'Hérault, dans une lettre adressée à la Commission de la crise viticole.

Je voudrais, dit-il, attirer d'une façon toute particulière son attention sur les dangers que peuvent faire courir à la viticulture française déjà si menacée les essais d'acclimatation et de culture de la vigne entrepris à Madagascar.

J'ai déjà signalé ces dangers à M. le président du Conseil et à M. le ministre de l'Agriculture. Je me propose, en outre de questionner à ce

propos M. le ministre des Colonies lorsque viendra la discussion de son budget ; mais il me paraît que l'autorité de la commission viticole ne serait pas de trop pour faire comprendre au gouvernement et à la Chambre combien il est urgent d'arrêter une aussi funeste initiative.

La Chambre manquerait, en effet, à tous ses devoirs protectionnistes, si elle ne s'empressait point de décourager cette funeste initiative. On ne plantera donc point de vignes à Madagascar, et on arrachera celles qui sont plantées. Et c'est ainsi qu'après avoir protégé les vignes coloniales contre les vignes étrangères, on protégera les vignes nationales contre les vignes coloniales.

*

Dans son ardeur à disputer à la Chambre le record du protectionnisme, le Sénat a adopté à la presque unanimité de 271 voix contre 10, le projet de loi sur l'admission temporaire des blés. Cependant, comme l'ont parfaitement démontré M. Couteaux, et l'auteur d'un rapport à la Chambre de Commerce de Paris, M. Boverat, cette quasi prohibition de l'admission temporaire nuira à la meunerie sans profiter à l'agriculture :

Un certain nombre d'agriculteurs, dit M. Boverat, et, par suite, de députés, sont obsédés, il est vrai, par la pensée que l'admission temporaire donne la possibilité de ne pas payer les droits d'entrée sur une partie des blés admis temporairement ; ils disent que les quantités de blés importés ne ressortent pas exactement en farine. Nous estimons qu'ils font erreur, car les règlements donnent à l'administration la faculté de supprimer toute espèce de fraude.

D'autres personnes attribuent aux blés admis temporairement une influence déprimante sur les cours du blé, entre le moment de leur entrée en France et celui de la sortie de la matière fabriquée. Nous ferons remarquer que la quantité de blés importés annuellement en admission temporaire (blés tendres et blés durs) représente environ 5 millions de quintaux, soit par mois 416.000 quintaux ou, pour deux mois, délai de réexportation, 832.000 quintaux. Quelle influence cette quantité de blés peut-elle avoir sur les cours d'une récolte de 85 à 90 millions de quintaux ? Si le projet de loi qui nous occupe ne doit pas apporter aucun avantage à l'agriculteur, il aura, par contre, et tout le monde est d'accord sur ce point, les plus funestes effets pour la meunerie.



Le budget se soldant par un déficit évalué par les optimistes à 50 millions, par les pessimistes à 250 et davantage M. le Ministre des travaux publics a jugé le moment particulièrement opportun pour présenter un projet de construction de divers canaux comportant une dépense de 610.820.000 fr. que la Commission chargée d'examiner ce projet a généreusement portée à 663.450.000 fr. Un des motifs notables invoqués à l'appui de ce projet réside, suivant les termes de l'exposé, dans la nécessité « d'assurer du travail à des ouvriers souffrant du chômage par suite de la crise qui sévit depuis un certain nombre de mois sur l'industrie de notre pays ».

Cette philanthropie canalisatrice est assurément des plus louables, quoiqu'elle ait le défaut de coûter un peu cher ; mais à quels ouvriers s'agit-il d'assurer du travail se demande M. Yves Guyot, que sa qualité d'ancien ministre des Travaux publics rend particulièrement compétent en cette matière ? Est-ce aux tailleurs, aux ouvriers de la lingerie et du vêtement, aux rubanniers de Saint-Etienne, aux canuts lyonnais ?

On peut ouvrir, dit-il, des chantiers de terrassements sur tous les points de la France, ils laisseront inoccupés tous les ouvriers qui ne sont pas terrassiers. Le jour où un ouvrier typographe ou bijoutier voudrait manier la pioche et la pelle les pieds dans la boue, trempé par la pluie ou brûlé par le soleil, le malheureux ne récolterait que des ampoules aux mains et, au bout de quelques jours, il deviendrait un invalide condamné à l'hôpital.

C'est donc aux terrassiers qu'il s'agit d'assurer du travail. Combien y a-t-il de terrassiers ? poursuit M. Yves Guyot, très curieux de statistique, comme on sait. Dans le département de la Seine, il y en a 1.648 sur une population ouvrière de 343.000 individus, dans le département du Nord 832 sur 786.500. Dans la France entière, le recensement donne un total de 552.591 individus employés dans l'industrie du bâtiment y compris 70.969 chefs d'établissement, les couvreurs, les plombiers, etc., etc., parmi lesquels un bon nombre d'étrangers employés principalement comme terrassiers.

D'où on peut conclure qu'il serait infiniment plus économique d'accorder immédiatement une pension de retraite aux terrassiers nationaux que de dépenser 600 millions pour leur assurer du travail.



Quoique les syndicats et les municipalités socialistes se chargent gratis du placement des ouvriers, ceux-ci continuent à s'adresser de préférence aux « exploiters » des bureaux de placement. Qu'ont fait les socialistes pour débarrasser malgré eux les exploités des exploiters? Ils ont réclamé et obtenu de la majorité complaisante de la Chambre des députés la suppression des bureaux de placement. Cette suppression pourra même être prononcée sans indemnité au bout de cinq ans, en vertu de l'article 11 du projet de loi. La Commission du Sénat a trouvé cet article trop peu respectueux du droit de propriété et elle l'a repoussé. En revanche, elle a maintenu l'article 1^{er} ainsi conçu : « A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation de créer un bureau de placement payant ne sera accordée. » Ce qui aurait pour conséquence d'investir d'un monopole les « exploiters » actuellement existants. Espérons que le Sénat reculera devant cette conséquence imprévue. Au lieu du monopole que les bureaux de placement ne demandent point, que ne leur accorde-t-on simplement la liberté?



Nous trouvons dans le supplément économique de l'*Indépendance belge* une étude intéressante sur les différentes variétés de *trusts* qui existent actuellement en Belgique. Comme les trusts américains, ils ont pour objectif principal l'élévation des prix et par conséquent des profits au-dessus du taux régulateur de la concurrence. C'est la limitation du marché soit par des obstacles naturels, soit par l'obstacle artificiel des barrières douanières, qui les rend dans quelque mesure avantageux. Les droits du tarif belge étant infiniment plus modérés que ceux du tarif américain, il n'y a qu'un petit nombre d'industries qui aient trouvé avantage à constituer des trusts, telles sont l'industrie sucrière, l'industrie cotonnière et la fabrication des rails d'acier :

Plusieurs syndicats industriels belges se sont établis sur la base d'un semblable élément de monopole; ce sont notamment le *Syndicat des raffineurs de sucre*, l'*Association cotonnière* ou syndicat des filés de coton et le *Syndicat des rails d'acier*. L'élément de monopole légal du *Syndicat des raffineurs de sucre* gît dans la législation sucrière et dans les droits d'entrée sur les sucres étrangers; en ce qui concerne l'Asso-

ciation cotonnière de Belgique, dont la direction a été remarquable, quoique jouissant de droits protecteurs *ad valorem* variant de 5 à 10 p. 100, elle établit les prix des filés, dans ses réunions hebdomadaires, à un taux inférieur à celui qui résulterait de la considération du prix des filés anglais augmenté des droits, en se contentant prudemment d'avoir une action régulatrice sur le marché; enfin, le *Syndicat des rails d'acier* est protégé par l'élément de monopole que lui donne le droit d'entrée de 10 francs à la tonne sur les rails étrangers. L'existence de ces syndicats industriels est si bien favorisée par les droits d'entrée que le *Syndicat des raffineurs de sucre* et le *Syndicat des rails d'acier* bornent leur action syndicale au marché national.

A ces trusts qui ont pour objet de procurer à leurs associés un surcroît de bénéfices aux dépens des consommateurs, se joignent les *syndicats d'emploiement* dirigés contre les ouvriers. Dans les marchés du travail plus ou moins étroitement limités par la difficulté des déplacements, et notamment par le défaut d'informations, les ouvriers se coalisent pour élever leurs salaires au-dessus du taux de la concurrence, les employeurs pour l'abaisser et le maintenir au-dessous. Dans l'industrie cotonnière, où le tarif a suscité la constitution d'un trust destiné à élever les prix aux dépens des consommateurs, les industriels ont eu recours au même procédé pour « régler » le taux des salaires;

On sait, dit l'auteur de cette étude sur les trusts, qu'il arrive souvent qu'à l'occasion d'une grève les patrons se réunissent et décident de prendre une ligne de conduite commune à l'égard des revendications ouvrières; les exemples de semblables ententes sont communs; ce que l'on sait moins, c'est que les patrons s'engagent par une convention formelle à appliquer les décisions collectives; c'est ainsi que le 24 octobre 1900, les patrons diamantaires d'Anvers s'étant réunis à l'effet de discuter la réclamation, par les ouvriers, des huit heures de travail, votèrent un ordre du jour dans lequel ils déclaraient ne pouvoir accorder la journée de huit heures et, au nombre d'une trentaine, s'engagèrent par contrat à ne pas se soumettre aux revendications du syndicat ouvrier, sous peine d'amende de 500 francs. Il existe, en outre, des syndicats permanents d'emploiement, notamment entre les patrons filateurs et tisseurs de coton de Gand et les patrons filateurs de lin; le *Syndicat des fabricants de tissus*, fondé à Renaix, le 1^{er} mai 1900, est un syndicat permanent d'emploiement réunissant 19 patrons avec 1.622 métiers; ce syndicat a établi un tarif de salaires dont l'adoption par les fabricants syndiqués est facultative et oblige ses membres, en vertu d'un contrat, à un versement, dans une caisse de résistance, de

4 francs par an et par métier : si la grève éclate chez un fabricant syndiqué, qui a adopté le tarif de salaire du syndicat, celui-ci peut ordonner le lock-out de tous les ateliers syndiqués, auquel les fabricants se sont engagés par contrat, sous peine d'amende.

Le remède à ces pratiques abusives des trusts est facile à trouver. Il réside simplement dans la suppression des obstacles qui limitent le marché et empêchent l'opération régulatrice de la concurrence. Que l'on supprime le tarif protecteur des industries du coton et du lin : aussitôt les prix des fils et destissus tomberont en Belgique au niveau du cours du marché général. Que l'on étende de même le marché du travail, — et telle serait l'œuvre des bureaux de placement, s'ils n'étaient pas réglementés et des Bourses du travail, si elles n'étaient point socialisées, — et le taux des salaires cessera de subir l'influence perturbatrice des coalitions d'ouvriers et des syndicats d'employeurs. Mais ce serait trop simple, et que deviendraient les règlementateurs s'il n'y avait plus rien à régler ?

*
* *

On sait que les protectionnistes ont trouvé un moyen ingénieux et commode d'empêcher l'abaissement des tarifs de douane par les traités de commerce, c'est d'élever le niveau du tarif général. Le nouveau projet de tarif soumis en ce moment au Reichstag a plus que doublé ces droits sur les denrées alimentaires et sur la plupart des produits industriels, en prévision des traités qui arriveront bientôt à échéance. Quelles que soient les concessions que les négociateurs allemands seront obligés d'accorder lorsqu'il s'agira de renouveler ces traités, le tarif de faveur basé sur le nouveau tarif général sera plus élevé que le précédent. Et c'est ainsi que les protectionnistes ont réussi à transformer un instrument de libre-échange en un instrument de protection. Il reste à savoir toutefois si les nations qui ont conclu des traités avec l'Allemagne seront dupes de ce grossier artifice, si elles consentiront à subir des augmentations de droits masquées par des concessions apparentes, en échange des faveurs que les subtils négociateurs allemands ne manqueront pas de leur réclamer. Cela nous promet un certain nombre de guerres de tarifs qui ne contribueront pas précisément à apaiser la crise dont souffre actuellement l'industrie de l'Allemagne.

Ajoutons que les agriculteurs qui cultivent la terre commencent à douter que leurs intérêts se confondent avec ceux des agrariens

qui se contentent de la louer. A titre de consommateurs, ils sont les premiers à souffrir de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. A titre de producteurs, ce qu'ils pourraient y gagner leur est enlevé sans retard par une augmentation de leur loyer. C'est pourquoi la foi protectionniste est beaucoup moins ardente chez les agriculteurs qui paient la rente que chez les propriétaires qui la touchent :

Il ne faut pas croire que les agriculteurs soient tous partisans de l'élévation des douanes sur les blés, dit un correspondant de l'*Indépendant belge*. Pourtant, le mirage est bien tentant pour les ruraux, qu'il est si facile d'induire en erreur sur cette question de protection agricole. Cependant, dans les réunions préparatoires à l'élection d'un député, les agriculteurs du Sleswig se sont prononcés contre les droits proposés. Ces fermiers et petits propriétaires ont déclaré que la surélévation des droits ne profiterait qu'aux grands propriétaires; de sorte qu'on a vu des agriculteurs repousser la protection fallacieuse que le parti politique et financier agrarien leur offrait. Dans le Sleswig, il n'y a pas de hobereaux, et la culture est pratiquée d'une façon intensive à l'instar du Danemark. Voilà pourquoi ces agriculteurs se déclarent satisfaits des droits modérés actuellement en vigueur.

Le projet de tarif a été renvoyé à une commission, et malgré l'énorme influence que possèdent les agrariens, leur victoire demeure encore incertaine.



Veut-on savoir ce que le budget de la protection, superposé au budget de l'État, coûte à une nation? Le *Journal des fabricants de sucre* nous donne à cet égard une indication précieuse et suggestive. Il s'agit de la consommation du sucre aux États-Unis. L'année dernière cette consommation s'est élevée à 2 millions 219.847 tonnes. A raison de 6.34 p.100 d'accroissement — moyenne des dix-neuf années écoulées, — elle aurait été de 2.360.585 tonnes en 1901. Sur cette quantité un million de tonnes sont exemptes de droits : 350.000 proviennent des sucreries de canne de la Louisiane, 150 000 des sucreries de betteraves, 350.000 des Iles Sandwich, 150.000 de Porto-Rico. Les 1 360 585 tonnes restantes, de provenance étrangère, paient un droit de 36 dollars, environ 180 francs par tonne, et rapportent au fisc 49 millions de dollars. Mais ce droit a pour effet d'augmenter de 35 dollars par tonne le prix de la totalité de sucre consommé et il coûte par conséquent au

consommateur 84. 981.060 dollars. Sur cette somme le budget de l'État reçoit donc 49 millions et le budget de la protection 36, soit 180 millions de francs que se partagent les producteurs protégés aux dépens des consommateurs. Or, il s'agit d'un seul article. Si l'on songe que le plus grand nombre des denrées alimentaires et des produits de l'industrie sont soumis aux droits, dans l'ancien monde comme dans le nouveau, on pourra se faire une idée de la somme que les membres d'une nation civilisée paient en leur qualité de consommateurs aux bénéficiaires de la protection en sus de celle qu'ils fournissent à l'État, en leur qualité de contribuables.

..

Si les économistes sont généralement hostiles à l'intervention de l'Etat, c'est parce que cette intervention, au lieu d'extirper le mal qu'elle a la prétention de détruire, se borne à le déplacer, le plus souvent en l'aggravant. Tel est en Angleterre, et selon toute apparence ailleurs, le résultat de lois limitatives du travail des enfants dans les manufactures. D'après une statistique dressée par la Commission de l'inspection de *l'employment of school Children*, l'industrie n'emploie pas moins de 300.000 enfants ainsi répartis :

Dans les manufactures et ateliers...	45.000
Travaillant chez soi.....	15.000
Travaillant dans les boutiques.....	100.000
Employés comme domestiques.....	50.000
Travaillant aux champs.....	50.000
Vendeurs des rues.....	25.000
Divers.....	15.000
Total.....	<hr/> 300.000

L'intervention tutélaire de l'Etat ne s'exerce guère que sur les 45.000 enfants employés dans les manufactures et ateliers, c'est-à-dire sur moins d'un sixième. Elle n'a d'autre effet que de faire refluer les enfants dans les emplois qui échappent par leur nature à la réglementation et, par conséquent d'y aggraver leur condition en y augmentant la concurrence. Mais les interventionnistes n'en sont pas moins des philanthropes et les économistes des gens sans entrailles.

*
* *

Le protectionnisme, c'est l'ennemi, dit M. Henry Maret dans le *Radical*. Car si ce qu'il protège périlite, ce qu'il ne protège pas est détruit. C'est ainsi qu'en Corse toute une industrie a disparu, celle des cédrats ; car, le sucre coûtant bien meilleur marché en Italie, la lutte est devenue impossible. N'est-il pas clair qu'on ne peut enrichir les uns qu'au détriment des autres ?

Oh ! qui nous délivrera de cette intervention de l'Etat, pernicieuse pour tous, pernicieuse pour lui-même ? Il en est de la protection comme de la police dans les foules : elle provoque les écrasements et les étouffements au lieu de les prévenir, supprimez-la, tout se passe naturellement et les courants se forment sans obstacle.

C'est ce qui arriverait si l'échange des produits s'opérait partout sans difficultés arbitraires.

Tant que dans une société on verra des productions perdues ou arrêtées, tandis qu'une majorité n'a pas à sa suffisance, on pourra dire hardiment que cette société est une simple pourriture.

M. Henry Maret a parfaitement raison. Le protectionnisme, c'est l'ennemi. Mais il ne suffit pas de dire : qui nous en délivrera ? Il faut nous en délivrer nous-mêmes.

G. DE M.

Paris, 14 janvier 1902.

Les entrailles de la terre, par E. CAUSTIER. — Un vol. gr. in-4° (21 × 31 cm) illustré de 408 belles gravures et de quatre magnifiques planches de photographie en couleurs ; broché, 10 fr. ; relié fers spéciaux, 14 fr. ; reliure amateur, 16 fr. (Paris, Nony et Cie.)

Les *Entrailles de la terre*, allez-vous dire, mais c'est du Jules Verne ! Nullement. L'auteur a pensé qu'aujourd'hui nos jeunes gens, dont l'esprit critique s'exerce volontiers, ne devaient plus se contenter de récits imaginaires, si bien agencés qu'ils soient. C'est pourquoi, abandonnant les mystérieux chemins, il emmène les lecteurs de ce magnifique livre d'étrennes sur des routes réellement parcourues par lui ou par d'autres *curieux de la nature*. Au surplus, les merveilles qu'on découvrira en sa compagnie seront suffisamment nombreuses et captivantes pour donner à cet ouvrage le plus vif intérêt.

Avec l'aimable guide qu'est M. Caustier, le lecteur visitera les mines et les carrières, les grottes et les cavernes ; il observera le feu intérieur que laissent entrevoir les cratères des volcans ; il étudiera les eaux souterraines qui jaillissent du sol par les geysers, les sources thermales ou les puits artésiens ; descendant dans les gouffres, il naviguera sur les rivières souterraines, suivra leur cours capricieux, les

verra à l'œuvre, accomplissant leur besogne de mineur sans trêve ni repos, et rendant ensuite, en un flot jaillissant ou en fontaines tumultueuses, tout ce que le sol avait bu par mille gorgées. Et l'homme, lui-même, dans les gigantesques travaux qu'il accomplit pour traverser les montagnes ou passer sous les océans, apparaîtra au lecteur comme un être fantastique, au milieu de ce royaume des ténèbres qu'il a su conquérir, parmi les forces naturelles qu'il a domptées, utilisées, faites siennes.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Congrès international du Crédit populaire, Paris, 1900, (11^e congrès), *Actes du Congrès*, 1 vol. gd.in-8° de 822 pages, 1901, 6 fr., Paris, Guillaumin et Cie.

Congrès international du Commerce et de l'Industrie, Paris, 1900 (*Discussions, travaux et résolutions du Congrès*), 1 vol. in-8° de 622 pages, 1901, 12 fr., Paris, Guillaumin et Cie.

Bulletin du Congrès international du Commerce et de l'Industrie, (*Rapports — Travaux — Mémoires — Documents*) n° 1, prix 2 fr., et n° 6, prix 5 fr., Paris, Guillaumin et Cie.

Bulletin du Congrès International du Commerce et de l'Industrie, 3^e année, n° du 31 décembre 1901, prix 5 fr.

Le Féminisme Français, par Ch. TURGEON, T. I. — *Emancipation individuelle et sociale de la femme*, T. II. — *Emancipation politique et familiale de la femme*, 1902, 8 fr. les 2 vol., Paris, L. Larose.

L'hygiène sociale, par EMILE DUCLAUX, 1 vol. in-8° cart., 1902, 6 fr., Paris, F. Alcan.

Traité pratique de législation anglaise sur les sociétés anonymes « Limited » suivi d'une Notice concernant la Bourse de Londres, par E. DESTRUELS, 1 vol. in-8° de 277 pages, 1902, 7 fr., Paris, Chevalier-Marescq.

Autarchie politique, par le contre-amiral RÉVEILLÈRE, 1 vol. in-18 de 102 pages, 1901, Paris, Fischbacher.

Un peu d'ordre dans les idées. — Consultation d'un philosophe sur quelques questions politiques et sociales, par PAUL AUBRAY, br. in-18 de 22 pages, 1901, Paris, Fischbacher.

Neustria. — *Utopie individualiste*, par E. THIRION, 1 vol. in-18 de 375 pages, 1901, 3 fr. 50, Paris, Fischbacher.

La Répartition du Revenu National (Distribution of Income), par W. SMART, trad. par G. GUÉROULT, préface de P. LEROY-BEAULIEU, 1 vol. in-8° de 358 pages, 1901, 7 fr., Paris, Giard et Brière.

Le capital. — *Critique de l'économie politique*, livre III. — *Le procès*

d'ensemble de la production capitaliste. II (suite et fin), trad. par RO-
CHARDOT ET VANDERRYDT, 1 vol. in-8° de 596 pages, 1902, 10 fr., Paris —
 Giard et Brière.

Statistique et consistance des religions à la fin du XIX^e siècle, par
 E. FOURNIER DE FLAIX, br. gd in-8° de 28 pages, 1901, Paris, E. Leroux —

Le rêve de l'ouvrier. — Projet soumis à M. Félix Faure, par M. L.
 Pierret, le 23 septembre 1898, br. in-18 de 24 pages. Lyon, Impri-
 merie Tagand.

Le suffrage universel, ses deux cadres, et ses trois modes de scrutin,
 par SÉVERIN DE LA CHAPELLE, br. in-8° de 35 pages, 1901, Guingamp,
 Imprimerie Eveillard-Brélan.

Observations présentées à la commission d'assurance et de pré-
voyance sociales, le 26 nov. 1901, au sujet du projet de loi tendant à
l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs et de la proposition
de loi de M. Odilon-Barrot, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894,
 br. in-4° de 69 pages, 1901, Paris, Comité central des houillères de
 France.

Pour la vie, par ALEXANDRA MYRIAL. Préface d'ELISÉE RECLUS, 1 vol.
 in-18° de 114 pages, 0 fr. 50, Bruxelles. Bibliothèque des temps
 nouveaux.

Le Societa industriali italiane, par AZIONI DEL DOTT. F. PICCINELLI,
 1 vol. in-18° de 534 pages, 1902, l. 5 fr. 50, Milano, U. Hoepli.

Exposé financier fait par le ministre du Trésor, E. DI BAOGLIO, à la
Chambre des Députés, le 30 novembre 1901, br. in-4° de 46 pages.
 1901, Rome. Imprimerie Bertero et Cie.

L'Economia politica e il socialismo, par ALAGNA, br. in-18 de
 68 pages, 1901, Messina. Tip. Economica.

Lotto e decoro nazionale, par ALBERTO FINZI, br. in-18 de 31 pages,
 Milano « La Poligrafica ».

Atti della Reale Accademia di scienze morali e politiche, volume
Trentatreesimo, 1 vol. gd. in-8° de 107 pages, 1901, Napoli. A. Tessi-
 tore e figlio.

Die Pensionsrechte der Staatsbeamten in Rumänien, von Dr. L.
 COLESCU, br. in-8° de 31 pages.

Los Gambios y el Pago en Oro de los derechos de Aduanas, par
 D. R. de MADARIAGA, br., in-18° de 69 pages, 1901, Madrid. Romero.

Tratado de Hacienda pública y examen de la española, par
 J. PIERNAS HURTADO, Quinta edición. T. II, 1 vol. in-8° de 692 pages, 1901,
 Madrid, Victoriano Suarez.

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — Téléphone.

le plus actif et le plus ingénieux des leurs, créer, loin de la patrie, un établissement qui écoulera les produits de la métropole.

Nous nous heurtons ici à deux difficultés, le paysan préfère enfoncer dans la même glèbe le même soc, plutôt que de songer à élargir son horizon, l'étranger lui fait peur, il est trop vieux pour s'y rendre, y envoyer son fils ; il a peur pour lui des déboires futurs, qu'irait-il y faire ? il ne connaît d'autre langue que celle du terroir, d'autres mœurs que celles du village.

Il convient, maintenant, par un exemple dont on peut juger les effets, de s'élever résolument contre la vieille théorie qui a voulu implanter chez nous une sorte de doctrine de Monroë étroite et mesquine, le marché français aux Français. Le marché français doit être libre, pour que nous puissions demander aux autres nations pareille réciprocité. C'est une fausse idée économique de croire qu'une barrière de tarifs protège seule une industrie ou un commerce qui s'efforcent de naître. La crise actuelle en est une preuve frappante. Le vin qui est un de nos articles d'exportation des plus importants est frappé partout de droits prohibitifs.

Comme les agriculteurs ont eux-mêmes amené la crise par une production désordonnée, de même leur indifférence a contribué à élever ces murailles qui les étouffent. Ils n'ont pas su prévoir l'avenir, et il y a maintenant une crise ; si elle paraît irrémédiable, elle est tout entière leur œuvre, elle ne cessera que lorsqu'ils renonceront à leur détestable politique économique.

LA CLAVIÈRE.

LE MOUVEMENT AGRICOLE

Nécessité d'étendre la culture de l'avoine en France et d'en augmenter les rendements. — Culture de l'avoine en Allemagne et en France. — Les parasites charbonneux de l'avoine et des céréales. — Moyen radical de les combattre. — Travaux du baron de Tubeuf sur la prophylaxie du charbon.

De divers côtés la situation agricole appelle l'attention du producteur, des consommateurs et des pouvoirs publics. Une récolte surabondante de vin dans les dernières années; une fabrication de 1.100.000 tonnes de sucre dans la dernière campagne, alors que la consommation indigène n'en emploie guère plus d'un tiers, le prix du blé à un chiffre peu rémunérateur pour un grand nombre de producteurs, la cherté des fourrages et notamment celle de l'avoine, qui intéresse à la fois l'élevage du bétail et les dépenses de l'armée, tels sont autant de points dont l'examen sollicite une étude particulière.

A côté et au-dessus des intérêts particuliers que soulèvent ces questions, il est aisé de constater l'importance pour le pays tout entier de la recherche et, si possible, de la réalisation des moyens propres à leur donner une solution favorable.

Laissant de côté, aujourd'hui, les questions du vin et du sucre, je voudrais montrer, à l'approche des emblavures de printemps, la nécessité de développer considérablement la culture de l'avoine dans notre pays en donnant notamment la place que suivant probabilité lui laissera disponible la diminution de la culture betteravière, en raison du prix si minime auquel est tombé le sucre.

La dernière récolte d'avoine a été, par suite des conditions climatériques de l'année 1901, la moins abondante qu'on ait faite depuis de longues années. Elle a été provisoirement évaluée par le ministère de l'Agriculture à un peu moins de 35 millions de quintaux, sur 3.866.000 d'hectares, d'où résulterait un rendement moyen, à l'hectare, de 9 quintaux seulement. Le premier résultat de cette mauvaise récolte a été l'élévation très sensible du prix de l'avoine sur le marché.

De 1893 à 1899, l'avoine a couvert annuellement, en Allemagne, 3.975.300 hectares; la France consacrait à cette céréale, dans la même période, 3.899.700 hectare. L'écart n'est donc que de 75.000 hectares, en faveur de l'Allemagne, soit 1.9 p. 100 seulement.

Les rendements moyens à l'hectare, d'après les statistiques officielles des deux gouvernements, ont été les suivants :

Années	En quintaux métriques	
	Allemagne	France
1893 (1).....	10.7	7.43
1894.....	16.8	11.01
1895.....	15.5	11.18
1896.....	15.0	10.98
1897.....	14.3	9.21
1898.....	16.9	12.01
1899.....	17.1	11.34
Moyenne des sept années..	15.20	10.45

En 1900, la culture de l'avoine a été portée, en Allemagne, à 4.122.800 hectares; elle ne s'étendait, en France, dans la même année, que sur 3.941.000 hectares. Les récoltes totales ont été.

En Allemagne... 70.919.300 q. m. (rend. moyen 17 q. m. à l'hectare)

En France..... 41.413.500 q. m. (rend. moyen 10 q. m. 98. —

Voilà des chiffres bien suggestifs, dont il nous faut faire notre profit : ils sont d'autant plus intéressants que c'est à peine si l'on pourrait invoquer pour les expliquer des différences intrinsèques de sol ou de climat. Si l'avoine, dont la période de végétation dure de 88 à 150 jours, selon la variété cultivée, préfère les climats froids de la zone tempérée à celui des régions plus chaudes, il n'y a pas de céréale plus accommodante sous le rapport de la nature du sol.

L'avoine, en effet se plaît et prospère dans les terres les plus diverses, sous le rapport de leur constitution physique. Elle réussit aussi bien dans les sols humides et tourbeux dont elle permet souvent de tirer parti à l'exclusion d'autres récoltes, que dans les terres sablonneuses et légères et dans les terrains calcaires, pourvu que le sol ne soit pas trop sec et que la céréale reçoive de la pluie au moment de l'épiage.

Grâce au développement considérable de ses racines et de son feuillage, l'avoine peut encore donner des rendements relativement élevés dans des terres pauvres et épuisées; mais, plus qu'aucune

depuis quelques années au laboratoire d'hygiène du ministère de l'agriculture et des forêts à Berlin, sur le développement et la propagation des champignons inférieurs et sur les moyens de les combattre dans la culture.

M. de Tubeuf a étudié sous toutes leurs faces les questions qui se rattachent au développement physiologique de ces parasites, à leur vie dans le sol, dans le fumier produit par les animaux qui en ont consommé avec leur fourrage, l'influence de ces parasites sur la santé des animaux, enfin les moyens de créer des races de céréales indemnes de charbon, ce qui aurait, pour la pratique culturale, une extrême importance.

Le baron de Tubeuf a conduit ses essais à la fois dans le laboratoire et dans les champs d'expériences. Ces essais ont porté sur plusieurs agents de désinfection, notamment sur le formol gazeux ou en solution aqueuse et sur l'application d'eau chaude aux grains infestés. Les essais de laboratoire ont permis à M. de Tubeuf de constater que l'action désinfectante de l'aldéhyde formique à l'état gazeux réussit, à la condition que les grains soient étalés en couches très minces et qu'on emploie une quantité relativement considérable de gaz ; il faut, de plus pour réussir, qu'il n'existe de spores libres qu'à la surface des grains. Dans un de ses essais de cultures, en champ d'expérience, l'auteur a constaté que la désinfection des semences est complète, mais le nombre des plantes et celui des épis issus de ces graines ont été sensiblement inférieurs à ceux qu'a fournis la semence non traitée par le formol.

Dans un autre essai, la récolte a été normale, mais le traitement n'a réduit que de moitié l'attaque par le parasite. M. de Tubeuf conclut qu'il n'y a pas lieu de poursuivre des essais de traitement par le formol et qu'il faut s'en tenir aux autres méthodes de désinfection, sulfate de cuivre ou mieux traitement par l'eau chaude, que nous allons décrire avec quelque détail.

La stérilisation des spores du charbon par ce procédé a donné lieu, entre les mains de M. de Tubeuf, à de très intéressantes observations. Les expériences ont porté principalement sur le froment ; leurs résultats sont applicables, selon toute probabilité, aux graines des autres céréales.

Les graines de froment ne subissent aucune altération pouvant compromettre leur faculté germinative, lorsqu'on les maintient pendant quinze minutes dans de l'eau portée à la température de 55 à 56 degrés centigrades, température suffisante pour tuer complètement le champignon qui provoque le charbon.

Une température supérieure de l'eau, atteignant par exemple

de ces opérations renfermant les spores des graines infectées. Il faut surtout n'employer pour les semailles que des grains naturellement exempts de charbon ou mieux encore, pour plus de sûreté, désinfecter la semence par l'eau chaude ou par le sulfatage bien appliqué.

Le procédé le meilleur consisterait à effectuer le battage des grains en plein champ, avant de les rentrer et à conserver les grains désinfectés dans un local où l'on n'aurait procédé à aucune opération de battage, hachage de pailles, etc.

La maladie charbonneuse, incurable lorsqu'elle se manifeste dans un champ de céréales, peut être aisément et complètement prévenue comme nous venons de le voir. On n'en peut dire malheureusement autant de bien des maladies parasitaires auxquelles sont exposées nos cultures.

L. GRANDEAU -

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

SOMMAIRE : *Revue des Deux-Mondes* : L'avenir de la colonisation algérienne. L'Eglise nationale. Les forces perdues. La main-d'œuvre à Madagascar. — *Le Correspondant* : La situation financière de la France. La marine marchande. Les oucriers devant la législation sociale. L'assurance contre le chômage. La journée de huit heures dans les mines. — *Revue de Paris* : Les Doukhobors. La marine marchande aux Etats-Unis. — *La Revue* : L'essor économique de la France. Les enfants naturels. — *Revue Britannique* : Le régionalisme. Origine et caractère de la population britannique. Les *Revues* qui meurent. — *Bibliothèque universelle et Revue suisse* : L'avenir des villes. Anarchisme et romantisme. — *Revue générale* : Les royalistes américains. La repopulation de la France. — *Les Etudes* : Le devoir des catholiques. Théâtre et éducation populaire. Rentrée des classes. — *La Réforme sociale* : Les causes de l'anarchisme. Les revendications des mineurs. — *La Science sociale* : Grands et petits magasins. Le comptoir de Longwy. — *Revue socialiste* : La morale familiale. Comment nous pourrions vivre. — *Journal de la Société de statistique* : Qui paie les droits de douane? *Questions diplomatiques et coloniales* : Notre système colonial. Le Danemark. — *Revue philanthropique* : L'assistance à Londres. L'œuvre des convalescents. Le personnel des asiles d'aliénés. — *Annales des sciences politiques* : La marine allemande. — *Le Rentier* : La crise financière en Allemagne. 560 milliards de valeurs mobilières. — *Revue de la prévoyance et de la mutualité* : Les retraites mutualistes. — *L'Echo de l'Industrie* : Le repos dominical. — Protection et surproduction. — La situation économique de l'Allemagne. La crise métallurgique et les Syndicats.

La colonisation officielle a fait ses preuves en Algérie et les résultats ne paraissent pas être en sa faveur. Si l'on en croit M. Rouire, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre, non seulement l'échec a été complet, mais la colonisation officielle a entravé la colonisation libre et elle est un danger pour l'avenir. Le régime des concessions gratuites est surtout funeste aux colons d'origine française et favorable à l'élément étranger.

« Ces concessions dont nous ne faisons bénéficier que d'une manière infime nos nationaux, nous n'hésitons pas à en faire bénéficier l'élément d'origine étrangère de la manière la plus large : les naturalisés ont droit aux concessions gratuites et ils ne se font

pas faute d'user de ce droit. Peu à peu, par l'obtention des concessions, les naturalisés se transforment de prolétaires en propriétaires ; ils acquièrent l'influence que donne toujours la possession du sol. N'est-ce pas quelque chose de prodigieux qu'un pays qui dépense des millions par an pour organiser des concessions interdites à ses émigrants et accessibles à l'élément d'origine étrangère ? »

Même pour les Français, M. Rouire ne veut pas des concessions gratuites ; le régime de la vente des terres produit de meilleurs résultats et ne donne pas lieu à tant d'abus.

Mais « trop d'intéressés vivent de ce régime (des concessions), qui permet de payer les services électoraux. »

D'après M. Rouire, l'avenir de la colonisation dépend de la non intervention de l'Etat. Les colons sauront bien choisir eux-mêmes les situations les meilleures, sans qu'il soit besoin que l'Etat leur crée de toutes pièces des villages où ils ne veulent pas aller et où, d'ailleurs, ils ne peuvent pas prospérer. « L'Etat n'aura qu'à laisser aller les choses, à laisser faire et à laisser passer. »

On pense bien que nous ne pouvons que donner notre assentiment à cette conclusion ; l'occasion nous en est si rarement offerte !

— Voulons-nous une église nationale ? M. Brunetière ne le croit pas et surtout ne croit pas que ce soit désirable. La loi récente sur les associations ne tend pas à autre chose. On ne pourrait rien imaginer de plus conforme à l'esprit de la révocation de l'Edit de Nantes. « Ce que la République a trouvé de mieux, après deux cents ans écoulés, pour se défendre contre les dangers qui ne la menaçaient point, ou pour consolider l'unité morale de la patrie, a été de reprendre les pires errements de la monarchie. »

Si l'Etat n'est pas juge des croyances, ajoute M. Brunetière, comment en serait-il le maître ? Et, ne pouvant nous obliger à croire, comment lui confierons-nous le soin de fixer les termes d'un *Credo* ? C'est ce que ferait pourtant une Eglise « nationale ».

Heureusement, ou malheureusement, l'Etat n'est point si exigeant que cela. Il ne demande pas la mort du coupable ; il ne veut que sa soumission. Si l'Eglise non-nationale lui mettait dans la main le marché de la séparation, il en serait bien fâché. Mais l'Eglise ne le fera pas ; elle aussi ne demande pas la mort de l'Etat ; elle ne songe, comme elle l'a toujours fait, qu'à l'exploiter. En ce sens, l'Eglise est toujours nationale et même nationaliste.

— Il semble que, si les hommes vivent en société, c'est pour prendre part aux affaires sociales, pour jouer et non simplement

mais du moment que le petit colon s'en contente et qu'il est souverain, personne ne peut y trouver à redire.

Les études sur la situation financière se suivent et se ressemblent. C'est un concert de récriminations. M. René Lavollée montre dans le *Correspondant* du 25 octobre : 1° que, depuis 1876 surtout, le budget va sans cesse grossissant de : 2.639.465.808 fr. en 1876 il est arrivé à 3.677.483.740 en 1900 ; 2° que cette augmentation se produit dans tous les chapitres ; 3° que les dettes suivent une progression analogue.

Pour expliquer ce phénomène, les adorateurs de l'Etat disent : à mesure qu'un pays vieillit, il a, comme les individus, plus de besoins ; à mesure qu'une nation se civilise, son organisation se complique, la tâche et les rouages de l'Etat se développent et il doit dépenser davantage.

S'il en était ainsi, répond M. Lavollée, ce progrès devrait être parallèle à celui de la population et de la civilisation. Or, la France n'a pas sans doute le monopole de la civilisation ; et l'on sait à quoi s'en tenir sur le progrès de sa population.

« En 1876, l'Allemagne, avec une population de 41 millions d'habitants, avait un budget de 2.236.147.500 francs et une dette globale de 4.052 millions de francs. En 1901, avec une population de 56 millions d'habitants, elle a un budget de 4.876.662.000 francs et une dette globale de 13.310 millions de francs. Son budget a donc augmenté de 118 p. 100 et la dette de 228 p. 100, ce qui est énorme ; mais la charge de chaque Allemand n'en reste pas moins inférieure, même aujourd'hui, à celle du Français : elle ne dépasse pas, pour nos voisins d'outre-Rhin, 87 francs d'impôt et 238 francs de dette publique par habitant ».

M. Lavollée passe en revue les autres peuples civilisés et trouve que le Français est le plus imposé et le plus endetté, quoique la population reste stationnaire. Cette situation, ajoute l'auteur, ne peut plus se dénouer que par une orientation absolument nouvelle du gouvernement, par l'écrasement du contribuable ou par la banqueroute. M. Lavollée engage le peuple souverain à imprimer cette nouvelle orientation aux prochaines élections. Nous le souhaitons sans l'espérer.

— Pendant que la part de l'Etat dans la richesse publique grossit inexorablement, tous les services dont il se charge s'en vont à la débânde. Le *Correspondant* du 10 novembre soutient que la marine marchande ne fait que décliner depuis vingt ans.

« Nous avons fait une chute du triple au simple » ; et la responsabilité en revient à l'Etat. L'auteur anonyme de cet article propose pour remède de centraliser les services maritimes qui se trouvent dispersés dans plusieurs ministères.

Si on laissait la marine marchande se débrouiller toute seule, j'incline à croire qu'elle sortirait plus vite et plus sûrement de son marasme.

— M. Léon de Seilhac se plaint, dans le *Correspondant*, de l'hostilité ouvrière contre la législation sociale. Chaque fois, dit-il, qu'une loi a été proposée au bénéfice des ouvriers, ceux-ci l'ont violemment repoussée, élayant leurs critiques sur les raisons les plus spécieuses. Ils ne peuvent concevoir que la classe dirigeante puisse concéder des réformes qui leur soient favorables.

Il est possible que les ouvriers se trompent — j'en suis même convaincu ; — mais les apparences sont pour eux, car je ne connais pas une seule « loi sociale », si bien intentionnée soit-elle, qui ne tourne à leur détriment. La classe dirigeante ferait beaucoup mieux, à mon avis, de renoncer à la protection pour elle-même, que de l'étendre aux ouvriers d'une main, après les avoir spoliés de l'autre. Car il est archidémontré que le protectionnisme est un pur brigandage.

— L'assurance contre le chômage, dont traite M. Vanlaer dans le *Correspondant* du 25 novembre, est encore une de ces lois de protection ouvrière bien intentionnée, qui ne peut qu'être inefficace ou même nuisible aux ouvriers.

Le chômage peut être normal ou anormal. Normal dans les professions qui n'ont pas de travail toute l'année. Ici, ou il faut avoir au moins deux métiers au bout de ses doigts, ce qui n'est pas bien difficile, ou il faut que la période des vaches grasses pourvoie à celle des vaches maigres. « C'est donc par l'épargne, dit M. Vanlaer, par la constitution de fonds de réserve individuels, que le chômage normal doit être combattu ».

Quant au chômage anormal, il est créé de toutes pièces par l'Etat de la façon suivante : le régime protecteur surexcite la production à l'intérieur ; il en résulte surproduction, crises et tout ce qui s'ensuit. Les remaniements de tarifs douaniers sont une autre cause d'instabilité de l'industrie et, par suite, de chômage pour certains ouvriers. Supprimez la protection, le chômage anormal disparaîtra, comme la mer devient calme quand le vent cesse de souffler, l'armée des sans-travail sera réduite au minimum. Organisez l'assurance plus ou moins obligatoire, le moindre

mal que vous puissiez faire est de surcharger les plus faibles au profit des plus forts.

— Est-il possible de réaliser la journée de huit heures dans les mines? Sans aucun doute, disent ses partisans, puisqu'elle est déjà mise en pratique par certains patrons « mieux disposés que les autres en faveur de leur personnel » ; si elle n'est pas généralisée, il ne faut s'en prendre qu'à la mauvaise volonté des autres patrons égoïstes. Il est donc juste et nécessaire que la loi contraigne ces patrons récalcitrants à suivre l'exemple de leurs collègues mieux disposés.

Le *Correspondant* du 10 décembre soutient que la journée de huit heures n'est appliquée que chez les patrons les mieux partagés et non les mieux disposés; que cette durée de la journée de travail ne peut être généralisée dans les mines; que, si la loi l'imposait, ce ne pourrait être qu'au détriment des mineurs eux-mêmes, par la raison qu'il en résulterait une diminution de la production minière et une augmentation des importations étrangères.

Lors même que cette loi ne produirait pas d'autres maux, elle déterminerait le chômage et la baisse des salaires chez les mineurs qu'elle veut protéger. Mais ce ne serait pas tout : elle exciterait les paysans, qui ne jouissent pas du même privilège, à quitter encore plus la campagne pour la mine, nouvelle cause de baisse des salaires pour les mineurs.

Le principe de l'intervention de l'État dans la détermination des conditions du contrat de louage, dit le *Correspondant*, est un principe néfaste qu'il convient d'écarter du débat.

Les mineurs et surtout leurs meneurs ne se rendront probablement pas à ces raisons; ce sera tant pis pour eux et pour nous.

Au milieu de la mêlée dite « sociale », de la lutte effrénée pour la vie ou pour autre chose, il est reposant de jeter les yeux sur une petite secte de moujiks simples et ignorants qui ont un idéal de vie plus élevé. Ce sont les Doukhobors, dont M. Ivan Stranik raconte l'histoire dans la *Revue de Paris* du 15 octobre.

Les Doukhobors — *lutteurs spirituels* — se distinguent, dit M. Stranik, par leur moralité : les rapports officiels sont unanimes à reconnaître qu'ils pratiquent les vertus familiales et charitables, qu'ils sont d'une très grande sobriété, d'une parfaite simplicité de mœurs et d'une scrupuleuse probité. Ils mènent une sorte de

parle point des femmes, il s'en suit que la moitié du genre humain n'a pas de droits. Mais ce n'est pas tout. En dépit de la Déclaration, les enfants naturels sont exclus du privilège de l'égalité. Or, la proportion des enfants illégitimes est de 40 à 41 p. 100 des enfants légitimes. MM. Paul Lagrange et Jacques de Novvion montrent, dans la *Revue* du 1^{er} décembre, les inconvénients du Code civil qui rendent ces enfants responsables de la prétendue faute de leurs parents. « Par mesure d'humanité et de rédemption en a supprimé l'infamante marque T. F. sur l'épaule des forçats; mais l'enfant naturel, qui n'est coupable que d'irresponsabilité, portera partout et verra s'étaler au grand jour les preuves inhumaines de son malheur. »

Les auteurs observent que la morale et la société ne gagnent rien à cela; au contraire : les enfants naturels, ne pouvant que très difficilement se marier, en sont réduits à faire de nouveaux enfants naturels ou à n'en pas faire du tout; or, ils sont 40 p. 100. Et l'on s'étonne de la dépopulation! MM. Lagrange et Novvion proposent sur ce point une réforme du code civil qui comporte sept articles. « Ces modifications, disent-ils, rétabliraient un peu l'équilibre entre la situation sociale ou matérielle des enfants légitimes et des enfants naturels. Ceux-ci sont des êtres humains comme ceux-là, et ils ont droit à une place au soleil. »

Les sept modifications proposées résoudre-elles la question? Cela nous paraît douteux et, ici encore, c'est surtout sur l'opinion publique qu'il faut agir. Que peuvent les lois sans elle?

Rien de plus définitif en France que le provisoire. La division en départements avait quelque raison d'être lorsque mourut l'ancien régime; mais on en prévoyait les inconvénients : *vous allez tripler et quadrupler les frais*; et l'on se proposait d'y remédier plus tard. Il y a longtemps que cet émiettement politique et administratif n'a plus de fondement, tout le monde en convient. Hommes d'Etat, députés, publicistes, hauts fonctionnaires, tous tombent d'accord sur la nécessité de remanier la carte administrative de la France, et tous demandent cette réforme au nom du bon sens et au nom de l'intérêt des contribuables. Tout le monde aussi en reconnaît les funestes conséquences. Mais la routine est plus forte que le bon sens chez le peuple qui se dit le plus intelligent et le plus remuant du globe.

M. Beauquier résume l'état de cette question dans la *Revue Britannique* d'octobre. Il faut, dit-il, que le gouvernement renonce

à une concentration aussi funeste que ruineuse pour le pays, il se fortifiera d'autant. « Nous sommes absolument convaincu que la centralisation a été pour la France la cause principale des désastres de la guerre de 1870, comme elle l'avait déjà été en 1815. » L'auteur demande que l'on régionalise la France, c'est-à-dire que l'on augmente l'étendue des régions administratives. Mais, nous l'avons redit mille fois, il y a un obstacle capital à cette réforme : c'est le grand nombre de fonctionnaires et d'aspirants que l'Université jette chaque année sur le marché et qui ne veulent ni ne peuvent faire autre chose que fonctionner.

— M. Octave Sachot résume, dans la *Revue Britannique* de novembre, un livre anglais qui ne manque pas d'originalité, sur l'origine et le caractère de la population des Iles Britanniques. L'auteur est transformiste et attribue l'infériorité du singe sur son descendant, l'homme, à ce que les portions frontales du crâne simiesque se sont de bonne heure solidifiées en un os résistant et ont ainsi fait obstacle au développement de son cerveau; tandis que l'homme a eu la chance d'échapper à cette ossification trop précoce. Les hommes s'étant trouvés obligés, dans la lutte pour l'existence, à faire plus grand usage de leurs cerveaux que ne l'avaient fait leurs prédécesseurs, le contenu fit éclater le contenant et l'intelligence de l'homme prit un cours progressif. « Comme le cerveau est l'instrument au moyen duquel nous apprenons, nous retenons et nous formulons les impressions externes et par lequel nous donnons l'expression à nos pensées, il s'ensuit que son organisation intrinsèque règle nos qualités morales et sociales. »

Sans prendre parti pour ou contre cette théorie, nous allons présenter, pour ce qu'elle vaut, une hypothèse dans le même ordre d'idées.

On a découvert que, chez les hommes primitifs, la trépanation était pratiquée; il est même assez vraisemblable que la tonsure des prêtres dérive de cet usage.

On a, d'autre part, constaté souvent qu'une fracture au crâne était suivie d'un développement supérieur des facultés intellectuelles.

Chez les primitifs, les fractures de la boîte crânienne devaient être fréquentes, tant par suite d'accidents que par suite de batailles. On remarqua que les hommes ainsi blessés devenaient plus intelligents, et, pour former une élite, on fit artificiellement ce qui s'était fait d'abord naturellement : on pratiqua la trépanation pour donner au cerveau ses coudées plus franches.

Et voilà pourquoi les fils des singes ne sont plus muets.

Voici maintenant le caractère de l'Anglais moderne d'après le livre susdit.

D'un examen d'individus formant la classe ouvrière de Londres et des autres grandes villes, il n'apparaît pas que les caractères physiques des habitants, de celles-ci aient été modifiés. Ils sont, comme la majorité, dolicho ou mésocéphales. Ils sont cependant dans l'ensemble plus petits de taille que la moyenne des Anglais, avec prépondérance des cheveux et des yeux bruns.

De plus, les enfants dont les pères et les grands-pères sont nés et ont été élevés à Londres deviennent nerveux et surexcitables, et possèdent des tendances psychologiques différentes de celles de la race anglo-saxonne typique. « Ils peuvent être plus précoces que leurs frères ruraux, mais ils sont défectueux en quelques-uns des traits de caractère qui ont élevé la race de langue anglaise à la haute position qu'elle occupe aujourd'hui dans le monde. »

L'auteur attribue cette différence au milieu, aux « environnements » dans lesquels les citadins sont élevés. « Les cellules hautement spécialisées de leurs cerveaux sont défectueuses sous le rapport de la stabilité organique, effet du bruit constant, de l'agitation extérieure et des autres conditions qui entourent ces individus dans les logis de leur enfance. »

Pour calmer leur nervosité, il faudra peut-être en venir à l'opération inverse des primitifs : au lieu de la trépanation, il faudra hâter la solidification de leurs crânes afin de réprimer l'expansion de leurs cerveaux.

— Avec sa livraison de décembre, la *Revue Britannique* suspend sa publication. Fondée en 1825, elle avait entrepris de vulgariser en France les travaux des principaux écrivains anglais. Mais les lumières ont fait tant de progrès chez nous, depuis que l'Etat s'en est fait le dispensateur gratuit et obligatoire, que nous n'avons plus rien à apprendre des étrangers et spécialement des Anglais. Comparez les *Revue*s qui naissent à celles qui meurent, vous aurez la mesure, au moins approximative, de notre progrès intellectuel et moral.

D'après ce qui précède, il semble qu'il n'y ait guère lieu d'encourager l'accroissement des villes. M. Louis Wuarin n'en cherche pas moins, dans la *Bibliothèque Universelle* et *Revue Suisse*, à améliorer leurs conditions de vie matérielles et

morales. Il parle aussi de doter les campagnes dans la mesure du possible des avantages qui font le charme et la séduction des villes; mais les moyens ?...

M. Wuarin demande que les pouvoirs établis fournissent, dans les villes, les objets qui, par nature, échappent aux effets de la loi de l'offre et de la demande et dans lesquels la concurrence ne se rencontre point.

Si c'était *par nature* que certains objets échapperaient à la loi de l'offre et de la demande, il n'y aurait pas de remède et, par conséquent, pas de mal : *No remedy, no wrong*. Mais est-ce bien par nature qu'il en est ainsi ? M. Wuarin reconnaît lui-même que ce sont les concessions qui suppriment la concurrence et qu'en municipalisant ce qui est concédé, on risque fort de changer, comme dit le langage populaire, son cheval borgne contre un aveugle.

M. Wuarin ne veut pas que les « maisons du peuple » soient des œuvres philanthropiques, mais des entreprises à base commerciale. Beaucoup d'autres œuvres pourraient et devraient être dans le même cas.

L'auteur voudrait aussi que les banlieues fussent embellies et ombragées. Mais, dit-il, les autorités locales se tiennent ce langage : « Nos propres administrés ne réclament pas grand'chose, et c'est surtout pour les gens de la ville que l'on nous demande des voies ombreuses; or, depuis quand une municipalité de banlieue est-elle tenue à des sacrifices en faveur des communes circonvoisines ? »

Les autorités locales qui raisonnent ainsi ne comprennent guère les intérêts de leurs administrés ni les leurs propres. Elles ne sont pas *tenuës*, mais elles sont intéressées à attirer les citadins qui « font aller leur commerce ».

Avec beaucoup de raison, M. Wuarin réclame que les routes soient bordées d'arbres et que les propriétaires riverains ne se barricadent pas derrière de hauts murs. Avec ce système, « un chemin devient une ruelle où le regard se heurte à d'insupportables parois blanches, et où l'on fond les jours d'été. » Ajoutons : et le piéton profite de la circonstance pour maudire le propriétaire et même la propriété.

— M. Warnery soutient, dans la livraison de novembre, que l'anarchisme dérive du romantisme. « L'anarchisme des romantiques se manifeste dans trois ordres d'idées : 1° par une attitude générale de révolte ; 2° par la proclamation des droits de la passion ; 3° par l'opposition à la justice sociale.

La question est de savoir si l'esprit de révolte est fondé ou non. Les poètes et les romanciers n'ont pas créé le mal, dit M. Warnery, ils ne font que le révéler. Si l'individu a fini par se révolter, peut-être y a-t-il eu à cela de bonnes raisons. S'il a condamné l'organisation, c'est probablement qu'elle pesait trop rudement sur lui et qu'il sentait la vie s'en aller de lui comme des extrémités d'un corps, où, la circulation se faisant mal, les parties souffrent.

Avant de condamner romantiques et anarchistes, il convient donc que la société fasse son examen de conscience. « Les plus éloquents sermons, fussent-ils appuyés de dix millions de baïonnettes, ne feront pas aimer le lien social à ceux qu'il gêne sans les protéger. »

On croit généralement que la République est la forme gouvernementale de l'avenir, que les peuples qui ont le bonheur d'avoir conquis ce régime le conserveront éternellement et que les autres y viendront peu à peu. Eh bien ! dans la plus vieille de nos Républiques, aux Etats-Unis, il existe un parti royaliste parfaitement organisé, si l'on en croit M. Forsaith de Fronsac, dans la *Revue générale* de décembre.

Les royalistes américains comptent beaucoup sur le « dégoût réel qu'inspire à toutes les personnes instruites et indépendantes la corruption qui règne en maîtresse souveraine en matière politique aux Etats-Unis. » Ils s'imaginent sans doute qu'il n'y a point de corruption dans les monarchies.

Les royalistes ont déjà à leur service plusieurs revues, et ils se proposent de fonder des journaux grands et petits pour former l'opinion publique. Ils sont adversaires de la concentration des capitaux et ils demandent, en outre de la restauration de la monarchie, que le suffrage soit basé sur le petit propriétaire « en vue de protéger la famille, le foyer, la patrie elle-même ».

— La même *Revue* traite le problème de la repopulation en France. Les causes de la dépopulation française sont d'après elle : 1° la loi selon laquelle le développement de la matière se fait, après un certain point, en sens inverse du développement intellectuel ; 2° l'affaiblissement de la race par les guerres longues et meurtrières répétées à de courts intervalles ; 3° la destruction de la moralité, effet direct et indirect des bouleversements sociaux et politiques ; 4° la richesse et l'aisance générales, et la crainte de voir les fortunes se partager.

celles qui obtiennent le plus de succès, quoiqu'ayant passé par les mains d'*Anastasie*, et conclut que « toutes ces fantaisies des dramaturges destructeurs flottent dans une atmosphère de libertinage, d'adultères, d'ignominie, de pourriture morale, pire cent fois que le typhus de la caserne empestée ».

— Les congrégations illégales sont dissoutes, mais leurs établissements survivent, et il paraît que les élèves ne les désertent pas. Les Jésuites s'en vont, leurs maisons restent. Les séculiers se substituent aux réguliers dans l'éducation de la jeunesse ; il n'y a rien de changé que les apparences. M. Burnichon nous apprend, dans les *Études* du 20 décembre, que la rentrée d'octobre dans les lycées et collèges universitaires accuse un gain total de près de 3.000 élèves seulement : 2.051 pour les lycées et 907 pour les collèges. Il en reste encore assez pour peupler plusieurs centaines d'établissements mis à l'index.

C'est bien la peine assurément
De supprimer les couvents !

On s'est beaucoup occupé de l'anarchisme en ces derniers temps. M. A. Béchaux en recherche les causes dans la *Réforme sociale* du 1^{er} octobre. Ceux qu'on appelle les maîtres du monde, dit-il, se moquent trop souvent de la justice lorsque leurs intérêts ne sont pas en cause, et le droit des gens, malgré toutes les conférences internationales, ne les inquiète pas plus que le droit national ne préoccupe les anarchistes. « Est-il étonnant que la justice si souvent violée exalte les anarchistes et arme quelque compagnon assoiffé de vengeance ? »

— Les revendications des mineurs sont-elles fondées ? M. Delcourt-Haillot ne le croit pas. Les mineurs travaillent, dit-il, mais tout le monde a peu près travaille, et il faut le dire bien nettement : les mineurs sont les rois des travailleurs. Les femmes et les filles des mineurs renoncent complètement à aller en journée ou à se placer comme servantes. Elles prennent des aides pour faire leur ménage, leur lessive, et dans certains corons, tous les matins, un coiffeur vient, moyennant la somme de 15 centimes, peigner et arranger la belle chevelure des mineuses pour leur éviter la peine de le faire elles-mêmes. Le luxe des toilettes grandit de jour en jour et, dans toutes les maisons, on est abonné à un journal de modes de Paris.

Décidément, les pauvres hères de politiciens qui prennent en

mains la cause des mineurs mesurent ceux-ci à leur aune. M. Delcourt-Haillot examine chacune des revendications des meneurs de mineurs : loi de huit heures, -retraites, salaire minimum, etc., et **montre** qu'elles n'ont aucun fondement et qu'elles se retourneraient contre eux-mêmes si l'on y faisait droit.

— Dans une autre étude de la même *Revue*, M. Delcourt-Haillot **expose** les avantages accordés aux mineurs par les Compagnies, et **termine** en disant que « le grand tort des Compagnies a été de **ne pas** faire valoir davantage ces sacrifices répétés. Elles **considèrent** toujours les journalistes comme des ennemis auxquels on **doit** refuser tous renseignements. Non seulement elles ne les **aident pas** moralement de leurs avis, mais elles leur refusent **absolument** tout concours pécuniaire. Et successivement tous les **journaux** modérés, qui soutiennent le patronat, malgré lui, **tombent** comme les feuilles d'automne, tandis que les **journaux rouges**, alimentés par les municipalités révolutionnaires, les **coopératives** et les syndicats socialistes, sont de plus en plus **pros-pères** ».

L'aide des Compagnies aux journaux modérés serait, à mon **avis**, plus nuisible qu'utile. Ceux-ci passent déjà pour être vendus **au capital**. Que serait-ce si la réalité était conforme à l'accusation ? Il faut remonter plus près de la source du mal pour trouver le **vrai remède**.

Les grands magasins doivent-ils tuer les petits ? M. d'Azambuja **ne le** croit pas et en expose les raisons dans la *Science sociale* d'octobre. Le nombre des commerçants patentés, depuis que les **grands magasins** existent, a augmenté constamment, quoique la **population** totale soit restée stationnaire. Beaucoup de petits **magasins** anciens se maintiennent ; il s'en crée de nouveaux, le **grand magasin** même suscite l'ouverture de petits. L'auteur **montre** comment ces trois phénomènes se produisent.

La nécessité d'aller au plus près, dit-il, s'impose d'autant plus **que l'on** est plus occupé et que l'on a moins de domestiques ; on **sent** alors que le temps, c'est véritablement de l'argent. Le petit **magasin** peut se déplacer plus facilement et suivre le mouvement de la population. Les petits magasins offrent en somme une plus **grande surface** d'étalage, d'attraction et leurs assortiments sont **plus complets** dans leurs spécialités que ceux des grands, etc.

Décidément, il faudra attendre longtemps encore si l'on veut que la collectivisation se fasse d'elle-même.

— M. P. de Rousiers étudie, dans la *Science sociale* de novembre, le Comptoir métallurgique de Longwy. et montre que, si ce Comptoir exploite les acheteurs français et traite plus favorablement les acheteurs étrangers, la responsabilité n'en remonte pas au Comptoir, mais au régime douanier que nous avons adopté.

« Le droit de 15 francs par tonne au tarif minimum, de 20 francs au tarif maximum, a pour résultat de faire du marché français des fontes brutes un marché à part du marché belge ou allemand, par exemple. Lorsque ce marché français se trouve encombré, qu'une baisse est imminente, les producteurs ont intérêt à le décongestionner en envoyant le plus de fontes possible à l'étranger. Cela pèsera sur les marchés étrangers, mais peu importe ; la baisse qu'ils subiront ne réagira que partiellement en France, car, grâce aux droits de douane, l'équilibre ne peut pas se rétablir exactement entre des marchés séparés. »

M. de Rousiers observe que le Comptoir a eu pour théâtre de son activité un marché protégé ; mais qu'il n'avait besoin de la protection ni pour naître ni pour prospérer.

Chacun abonde en son sens, comme dit Sancho. Les partisans de la famille considèrent son organisation actuelle comme parfaite, ou peu s'en faut. Ses adversaires n'y voient que des défauts et cherchent non à l'améliorer, mais à la supprimer. — M. Palante semble être de ces derniers. Il dit, dans la *Revue socialiste* d'octobre, que « la Morale familiale semble être le mensonge le plus tenace ».

Quant aux solutions proposées pour la réformer, il n'y en a qu'une de bonne, c'est la socialiste : « Le socialisme veut l'émancipation féminine autant que l'émancipation masculine, et il prend pour cela le meilleur chemin : le chemin de la réforme économique qui assurera à tous l'indépendance matérielle. La réforme morale sera la conséquence de la réforme économique. » Il est bien vrai que c'est l'indépendance économique seule qui peut moraliser la famille et dispenser les jeunes gens des deux sexes de recourir aux mariages d'argent ; mais cette indépendance ne peut être assurée que par la liberté et non par l'autorité, fût-elle socialiste. Moins l'Etat prélèvera sur les revenus particuliers, plus la femme sera économiquement indépendante de l'homme.

— La *Revue socialiste* de décembre donne un article de M. William Morris où l'auteur nous enseigne que le mot révolution signifie un changement dans les bases de la société et que ce changement peut s'opérer sans émeute ni violence. — Ainsi soit-il. — L'auteur montre ensuite comment nous vivons et comment nous pourrions vivre. Nous vivons, dit-il, sous le régime de la concurrence, qui est « la poursuite de notre propre avantage au détriment de quelque autre. Ce système engendre la surproduction, le chômage, la misère. Nous devrions vivre en régime socialiste. Le socialisme nous offre... la régulation du marché, l'égalisation de l'offre et de la demande. »

Il nous offre, nous le savons, mais comment s'y prendra-t-il pour tenir sa promesse ? Il ne l'a jamais dit. Dans tout pays civilisé, dit M. Morris, il y a assez pour tous, ou en tout cas il pourrait y avoir.

M. Morris peut être un grand artiste, mais on voit par ces assertions qu'il est un médiocre philosophe. Il y aurait assez pour tous, si chacun voulait se contenter du nécessaire ; mais où est le socialiste qui consentirait à céder son superflu aux autres ?

Les protectionnistes soutiennent que c'est l'étranger qui paie nos droits de douane. S'il en était ainsi, le but de la protection, qui est de faire hausser les prix sur le marché national, serait manqué.

Il y a des économistes, d'autre part, qui assurent que, dans un pays protégé, les prix doivent hausser de tout le droit de douane. Cela serait vrai si d'autres facteurs n'intervenaient pas, si, par exemple, la concurrence intérieure ne dérangeait pas les plans des protecteurs et des protégés. Mais en réalité les choses ne se passent pas si simplement, comme le montre, avec chiffres à l'appui, M. Des Essars dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*.

Lorsque le droit n'était que de 3 francs, dit-il, il a joué complètement, mais lorsqu'il a été porté à 5 francs, il n'a joué que partiellement, et pour une proportion encore plus faible, lorsqu'il a été élevé à 7 francs. La raison en est que « les agriculteurs ont obéi à la tendance fatale, qui porte à augmenter la production dès qu'elle donne un bénéfice. La concurrence qu'ils se sont faite a ramené la marchandise à peu près à son prix naturel ».

L'effet des droits de douane dépend donc de la possibilité ou non du développement de la concurrence intérieure. Les consom-

mateurs n'y perdent pas moins, car, les hommes et les capitaux qui sont employés dans une industrie qui ne peut supporter la concurrence étrangère se trouvent par là même détournés d'emplois plus lucratifs.

Après avoir montré les incidences des droits de douane et comparé les prix de diverses denrées, protégées ou non, en Angleterre et en France, M. Des Essars arrive à la conclusion suivante :

« Les lois douanières ont rendu la vie en France plus chère qu'en Angleterre et dans les autres pays non protégés; mais leur action est très capricieuse et on se demande si, à part une période transitoire et de courte durée, elles ont été utiles à ceux au bénéfice desquels elles étaient établis. Le fameux prix rémunérateur qu'elles étaient destinées à établir est une pure chimère; nos agriculteurs, après comme avant les droits, se déclarent ruinés. » On peut ajouter qu'ils doivent l'être en effet, puisque, ne vendant pas plus cher leurs produits, ils sont obligés d'acheter à plus hauts prix ceux de l'industrie. Mais cela n'empêchera pas les protecteurs de l'agriculture de persévérer dans leurs errements.

Comme il n'arrive pas souvent d'entendre faire l'éloge de notre colonisation, ne manquons pas de reproduire ce qu'en disent MM. Marcel Dubois et Auguste Terrier dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 15 novembre.

« Notre système colonial, qui est en même temps de tradition française et d'essence démocratique, celui qui emploie toutes les facultés d'un pays, sans exception, à l'œuvre d'expansion, n'est pas seulement le plus humain, il est le plus sage. Il ménage à la fois métropole et colonies; il procède sans introduire dans la vie sociale de l'une ni de l'autre une brusque et funeste révolution. La colonisation purement mercantile à laquelle on nous convie parfois... n'est point digne d'une France ni d'une démocratie; elle est contraire à nos traditions, à nos institutions, à nos intérêts. L'Européen qui débarque dans un pays nouveau avec la seule passion du gain, qui a le triste courage de faire table rase de tout, plantes, animaux et humains, pour faire produire à ce pays et à ses habitants ce que son usine ou sa maison de commerce l'envoie chercher, n'est point un colonisateur ».

— Une évolution politique importante s'est produite en Danemark : un ministère libéral a été constitué et le roi Christian IX a fait remarquer au parti libéral que ce changement créait aux chefs du nouveau régime le devoir de ne pas dépenser leur activité

dans des luttes parlementaires stériles et de se vouer entièrement au développement du progrès et de la prospérité de la nation.

M. Henri Daurys examine dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, l'influence qu'exercera cette évolution démocratique sur les affaires de l'Etat et sur la politique extérieure. L'auteur préconise la ligue *neutre scandinave*, qui constituerait la meilleure sauvegarde du Danemark. Il expose ensuite les progrès économiques réalisées par ce pays en ces derniers temps, surtout en agriculture.

Le recensement de juillet 1898 accusait 449.264 chevaux, 1.642.440 têtes de gros bétail, 1.074.413 moutons, 31.800 chèvres et 1.178.514 porcs. En 1900, le nombre des chevaux et poulains exportés dépassait 20.500, celui du gros bétail sur pied 40.500. En 1900, l'exportation du beurre s'est chiffrée par 119.500.000 couronnes ; celle du lard, par 58.390.000 ; celle des œufs, par 18.110.000.

L'industrie est moins en progrès que l'agriculture, qui fournit près de 250 millions de couronnes à l'exportation, sur un total de 280 millions : aussi l'importation des articles manufacturés est-elle considérable, 247 millions de couronnes sur un total de 414. L'auteur souhaite en terminant, « au vaillant petit *Etat modèle*, de persévérer dans les voies pacifiques et laborieuses où il s'est engagé jusqu'ici pour le grand bien de toutes les classes de la société. »

M. Raoul Bompard donne un aperçu, dans la *Revue philanthropique* d'octobre, de l'organisation de l'assistance à Londres. L'hôpital anglais, dit l'auteur, n'ayant à compter que sur ses ressources propres, doit s'efforcer de conserver des souscripteurs et d'augmenter leur nombre. Il doit aussi se maintenir strictement dans ses prévisions budgétaires et éviter le gaspillage. Chaque hôpital s'efforce d'avoir les salles les mieux entretenues, les plus riantes même.

Mais c'est surtout en ce qui concerne les infirmières que la rivalité existe. Chaque hôpital veut avoir les infirmières les plus expertes, les plus adroites, les plus avenantes même. Il y a jusqu'à 50 postulantes pour une place dans les hôpitaux renommés. Les candidates sont souvent des filles de médecins ou de pasteurs. On leur recommande de marcher sans bruit, de ne jamais heurter les lits, d'avoir l'habitude de paraître gaies et de parler avec entrain. « Surtout ne perdez jamais une occasion d'être bonnes,

de rassurer les amis des patients et de gagner ainsi leur confiance. »

M. Bompard se demande : « Un tel progrès est-il possible à Paris ? » Et il répond : « Pourquoi non ? » Nous ne serions pas embarrassé de dire pourquoi non ; mais à quoi bon répéter toujours que liberté et responsabilité sont l'alpha et l'oméga de toute bonne administration ?

— Il arrive souvent, à Paris, que l'on renvoie des hôpitaux des malades qui ne sont pas guéris et d'autres qui se trouvent dans le plus complet dénuement, qui n'ont ni parents, ni amis, ni domicile. Mlle Jeanne Leroy recherche, dans la *Revue philanthropique*, les moyens de leur venir en aide.

— Le personnel secondaire de nos asiles d'aliénés laisse à désirer, si l'en en croit le Dr Drouineau, dans la *Revue philanthropique* de novembre. Ils doivent surveiller le jour, à demi veiller la nuit, et, invariablement, la même existence recommence, chaque jour. Comme compensation, à peine le salaire d'un domestique. Aussi le recrutement est difficile ; n'ayant pas la possibilité du choix, on prend ce qu'on trouve ; le personnel se renouvelle souvent ; son éducation est pour ainsi dire chaque jour à refaire, et les malades ont, en réalité, près d'eux des gardiens plutôt que des infirmiers.

Nous disions tout à l'heure : liberté et responsabilité. Les asiles français sont sous la dépendance, en partie, des préfets, en partie des conseils généraux ; de sorte que personne n'est responsable de leur mauvaise organisation et administration.

M. Drouineau demande que l'on modifie avantageusement le traitement et l'avancement du personnel secondaire.

C'est sans doute une très bonne méthode que de mettre un peu d'engrais au bout des branches d'un arbre qui dépérit ; mais il y a des pépiniéristes qui croient naïvement qu'il vaudrait mieux le mettre au pied, s'il en est encore temps.

La marine de guerre allemande va prendre des développements prodigieux. Nous lisons, dans les *Annales des sciences politiques*, que, d'après la nouvelle loi, les cadres comprendront en 1920 : 4 amiraux, 9 vice-amiraux, 19 contre-amiraux, 102 capitaines de vaisseau, 224 capitaines de frégate et de corvette, 1.730 officiers subalternes. Le total sera de 2.088 officiers, tandis qu'en France il est de 1.559. Ce n'est pas tout. Les paquebots subventionnés par l'Etat seront pourvus de canons en temps de guerre et armés en

qualité de croiseurs auxiliaires. D'autres navires de commerce ont des vitesses suffisantes pour être utilisés comme éclaireurs d'escadres, et ils le seront.

« Les publications du grand état-major, dit l'auteur en terminant, nous ont montré que l'Allemagne envisage la possibilité de la lutte sur mer. Dans quelques années la flotte allemande sera plus puissante que la flotte française et, si elle continue à se développer, elle sera bientôt à même de disputer à l'Angleterre elle-même l'empire des mers. »

L'empire des mers ! Quel honneur et quel bonheur pour les contribuables allemands !

— La marine marchande aussi progresse. En vingt-quatre années, dit M. A. Poisson (même *revue*), le tonnage total de ses navires a passé de 1.044.000 tonneaux de registre bruts à 2.161.400. « La valeur de la flotte marchande de l'Allemagne était évaluée à la fin de 1898 à plus de 425 millions de mark. Cette valeur a dû rapidement s'accroître depuis. » Et les agrariens ont payé leur bonne part de ces mark.

Dans ce développement, une intervention extérieure s'est exercée, celle de l'Etat. La construction lui doit beaucoup. Mais, ajoute M. Poisson, il convient de ne pas oublier que la prospérité des constructions navales suppose celle de l'armement, que l'action des subventions ne peut aucunement expliquer. Les progrès réalisés sont la conséquence de l'extension industrielle, de l'accroissement de la population, du développement du trafic intérieur et du commerce extérieur et, enfin, de l'existence des ports francs sur les côtes allemandes.

Les merveilleux progrès que réalise l'Allemagne dans tant de domaines, ne la mettent pas à l'abri des crises financières, au contraire.

La crise financière des marchés allemands, dit M. A. Neymark (dans *le Rentier*), était prévue par les esprits attentifs, car les mêmes fautes ont produit en tout temps et dans tous les pays les mêmes catastrophes. Il suffisait de se rappeler les événements qui avaient eu lieu en Allemagne, en 1873 et en 1891 ; en Angleterre, en 1886-1890, et dans les mêmes périodes, en Autriche, en France, en Russie, en Italie, en Amérique. Le mouvement industriel et commercial de l'Allemagne avait été depuis plusieurs années vertigineux : les créations de sociétés aug-

mentant d'année en année, en même temps que les émissions de titres des sociétés industrielles ne discontinuaient pas... Mais ce tableau qui présentait toutes les apparences d'une prospérité merveilleuse, les observateurs sérieux pouvaient montrer une ombre grandissante, c'était l'accroissement continu de la circulation des billets dans les banques d'émission pendant que l'encaisse de ces mêmes banques subissait de fortes diminutions.

Cela n'empêchera pas les Allemands, à peine sortis de la crise industrielle et commerciale, de courir à toute bride vers la crise maritime.

— Voulez-vous savoir à quel chiffre montent les valeurs mobilières qui se négocient actuellement dans les Bourses européennes? M. Neymarck nous apprend, dans *le Rentier*, qu'il s'élève à 560 milliards, sur lesquels 340 milliards représentent des titres appartenant en propre aux nationaux des divers pays européens.

Quant on songe, ajoute M. Neymarck, que tout l'or et tout l'argent extraits des entrailles de la terre, que tous les billets de banque mis en circulation ne s'élèvent pas à la vingtième partie de ce total colossal! Quel avenir le siècle qui s'ouvre réservera-t-il à ces capitaux énormes placés en fonds d'Etat, en actions et obligations de chemins de fer, en emprunts de villes et de titres industriels. Que seront à la fin du xx^e siècle les budgets et les dettes des pays emprunteurs, étant donnée la rapidité avec laquelle les charges publiques s'accroissent?

En 1897, on comptait 11.355 Sociétés de secours mutuels, avec un effectif de 1.804.592 membres. Cet effectif dépasse aujourd'hui 2 millions 1/2. Ces progrès sont d'autant plus remarquables, observe M. Cheysson, dans la *Revue de la prévoyance et de la Mutualité*, qu'ils ont été obtenus en dépit d'une législation attardée, pleine de restrictions, d'arbitraire et de défiance.

M. Cheysson voudrait que les retraites fussent assurées par la Mutualité, non pas individuelle, mais familiale. « Les retraites mutualistes ne se préoccupent que de l'individu : elles sont attachées à sa personne et meurent avec lui. » Il faut les compléter par l'assurance en cas de mort et y intéresser la ménagère, car c'est elle qui tient les cordons de la bourse et qui doit alimenter les cotisations.

« En résumé, l'élément constitutif de la Société de secours mutuels, sa molécule fondamentale, ce ne doit pas être l'individu,

mais la famille, avec tous ses membres anonymes groupés sous le nom du chef, sauf à comprendre sous ce nom la mère veuve et la sœur aînée qui élève ses frères et sœurs orphelins. »

Si les ressources manquent à la mutualité familiale, M. Cheys-son veut qu'elles soient complétées par les subventions des patrons et par celles de l'Etat, pour « aider ceux qui s'aident eux-mêmes ».

Reste à savoir si les patrons ne prélèveront pas leurs subventions, au moins en partie, sur ceux qui ne peuvent pas s'aider eux-mêmes, ce qui serait peu démocratique et peu charitable.

Le désir d'imposer le repos dominical obligatoire hante toujours l'esprit de quelques philanthropes.

L'Echo de l'Industrie (de Charleroi) publie une lettre d'un négociant où il est montré que ce projet viole l'article 15 de la Constitution ; qu'il est d'ailleurs impossible de l'appliquer : c'est parce que les ouvriers industriels et la plupart des autres citoyens chôment le dimanche, que les négociants sont obligés de laisser leurs magasins ouverts. Si l'on oblige les magasins des villes à fermer le dimanche, les habitants des villages voisins, qui n'ont que ce jour-là pour faire leurs emplettes, tout en se promenant et se délassant, seront obligés de sacrifier un autre jour de travail et de salaire.

— *L'Echo de l'Industrie* publie aussi une intéressante lettre de M. Gernaert, envoyé en mission aux Etats-Unis. Il résulte de l'enquête de M. Gernaert que, dans certaines branches d'industrie, la surproduction arrive actuellement à être *mondiale*.

Nous nous sommes toujours douté de cela sans avoir eu besoin de quitter le coin de notre feu. Il ne faut pas, en effet, un grand effort d'esprit pour prévoir que c'est le seul résultat auquel puissent arriver tous les gouvernements qui, à l'envi, protègent certaines industries dans le but d'inonder les autres de leurs produits.

M. Gernaert n'en reste pas moins convaincu que « le protectionisme est *indispensable* pour faire naître et développer l'industrie dans un pays neuf ».

S'il y a profit à développer une industrie dans un pays, neuf ou vieux, la protection est inutile. S'il y a perte, c'est un singulier calcul que de gaspiller les capitaux pour s'enrichir. Protéger une

industrie naissante, c'est fermer la porte d'entrée aux produits étrangers moins chers, et du même coup, fermer la porte de sortie des produits indigènes surabondants.

— L'Allemagne ne serait-elle pas en une situation économique moins brillante qu'on le dit communément ? Le baron von R. nous apprend, dans l'*Echo de l'Industrie*, que la situation financière de l'Empire devient une question grave, que la dette impériale quadruplé en quatorze ans, que la dette nationale est, en 190 de 8.240 millions de francs, que celles des autres Etats de la fédération forment un total d'environ 5 milliards, que le total de ces dettes s'élève à 17 milliards, que la surproduction dépasse toute mesure, que l'on exporte à perte pour pouvoir maintenir les usines en marche, que le chômage atteint des proportions effrayantes.

Si l'on pouvait, par le moyen des tarifs de douane, rejeter ces dettes sur les peuples étrangers, sans entraver l'exportation des produits surabondants ! C'est bien ce que l'on cherche, mais on craint les représailles. C'est égal, pour un pays prospère, l'Allemagne est un pays prospère.

— Avec une louable impartialité, l'*Echo de l'Industrie* publie pour et le contre sur diverses questions. C'est ainsi que nous voyons plusieurs lettres de métallurgistes belges sur les syndicats. Un point, le seul, sur lequel tout le monde est d'accord, c'est qu'il y a baisse des prix sur les produits métallurgiques ; que cette baisse résulte de la surproduction ; mais où l'on se divise, c'est sur la question des remèdes à la crise.

Pierre, le clairvoyant, ne voit de salut que dans les syndicats. « Jusqu'à ce que la consommation soit redevenue en rapport avec la production, dit-il, il n'y a qu'un moyen de réagir contre la baisse insensible et constante, c'est qu'un Comptoir de vente soit chargé de l'écoulement des fabricats au nom de tous ceux qui produisent. » Comment le comptoir trouvera-t-il l'écoulement que les métallurgistes ne trouvent pas ? Est-ce parce qu'il s'appelle Comptoir qu'on lui achètera à haut prix des produits dont on n'a pas besoin et que l'on trouve partout à vil prix ?

Paul, quoique moins clairvoyant, n'a pas de peine à réfuter Pierre. Il soutient que les syndicats ne remédient nullement à la surproduction, qui est le principe du mal : ils existaient en Allemagne avant la chute des prix et ils ne l'ont point empêchée. « Les syndicats ont, dans ces dernières années surtout, créé de mauvaises situations factices et mal assises ; ils ont amené la discorde dans le monde des affaires. Les affaires ont toujours été réglées par

able de l'offre et de la demande ; c'est la seule qui puisse
ler sans vous tromper. »

patience. Les gouvernements ne sont jamais à court de
aux maux sociaux. Ils vont avoir vite résolu la crise
gique, ils ont déjà commencé. Ne les voyez-vous pas tous
ger les constructions maritimes, militaires et marchandes ?
débouché tout ouvert aux fers surabondants.

vrai qu'à la crise de la métallurgie succédera la crise des
tions maritimes, la crise des frets, etc., Mais qu'importe ?

ROUXEL.

LE GRAND PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES DE LA BELGIQUE

Tout le monde sait qu'un immense projet de travaux est soumis aux délibérations des Chambres françaises, projet qui embrasse de vastes transformations dans nos ports maritimes : malheureusement le budget français n'est pas présentement dans une situation qui permette de se livrer à une pareille entreprise, et d'ailleurs on a vu par le fameux programme Freycinet quels résultats donnent en France des tentatives de ce genre. Empressons-nous d'ajouter que ce qui a contribué puissamment à enlever toute utilité pratique aux travaux faits d'après ce programme de 1878, c'est la politique douanière qui a été suivie par la France et qui a rejeté sur les ports des pays voisins, et en particulier de la Belgique, le mouvement qui aurait dû se faire par nos ports. Aussi le moment nous semble-t-il bien choisi pour parler des énormes travaux d'amélioration commencés par les Belges dans leurs établissements maritimes, et ce comme une conséquence nécessaire du mouvement prodigieux qui se fait sur leurs côtes, grâce au régime libéral dont ils jouissent. Nous aurons de plus l'occasion de montrer, même en étudiant très rapidement ce programme, que l'initiative individuelle des intéressés y a une part très considérable.

Au point de vue du mouvement commercial que nous venons de signaler d'un mot, il n'y a certainement pas de contrée plus intéressante que la Belgique, en dépit de ses modestes proportions et de sa population relativement minime. Si, en effet, nous considérons le chiffre moyen de ces dernières années, pour ne pas prendre le total d'une seule année (qui est plus ou moins influencé par des circonstances exceptionnelles), nous voyons que le commerce général belge représente un ensemble de 7 milliards de francs, dont un peu plus de la moitié aux importations : que l'on compare ce total avec celui des autres pays du monde, et l'on pourra constater que la Belgique est pour ainsi dire le premier pays pour ce qui est du rapport entre les opérations commerciales et la population. En suivant les progrès de ce commerce, on s'apercevrait que son expansion a progressé de façon surprenante de décade en décade : il était de 350 millions en moyenne dans la période 1831-40, il passait à 1.440 pour la période 1851-60, puis à 4.500 millions pour la décade 1871-80. Ce qu'il y a de bien remarquable et de bon à signaler, pour répondre à ceux qui considèrent que

On comprend qu'avec un pareil aliment le mouvement des ports belges ait suivi une progression prodigieuse; aussi est-il logique d'améliorer les installations de ces ports, les aménagements actuels étant devenus réellement insuffisants pour répondre aux besoins. Nous n'avons pas la possibilité ni l'intention, dans une étude aussi courte, de donner un aperçu du développement comparatif des divers ports de l'Europe; mais nous rappellerons que le tonnage d'Anvers, par exemple, qui était de 1.362.000 tonneaux, à l'entrée, en 1870, est monté à 3.063.000 tonneaux en 1880, et enfin à 6.872.000 tonneaux en 1899, alors que les chiffres correspondants pour le port du Havre n'ont été que de 1.206.000, 2.159.000 et 2.176.000 tonneaux, et que d'autre part notre premier port, Marseille, est passé seulement de 1.800.000 tonneaux à 4.700.000 pendant cette même période de 30 années. Il n'y a du reste dans toute l'Europe que Hambourg où le progrès pendant ces 30 années ait été plus sensible qu'à Anvers, et encore ces temps derniers le mouvement d'Anvers semble-t-il suivre une loi de progression plus rapide que celui de Hambourg lui-même.

Et maintenant jetons un coup d'œil sur les divers ports par lesquels la Belgique effectue cet énorme commerce dont nous avons parlé, et indiquons les efforts que l'on y fait actuellement pour les mettre en état de répondre au développement continu de ce commerce.

A Anvers, comme de juste, appartient la première place : on sait d'ailleurs que comme Londres, comme Liverpool, comme Hambourg, Anvers offre cette particularité d'être un port de mer situé sur un fleuve ; il est à une distance de 88 kilomètres de la mer, mais, grâce aux travaux exécutés peu à peu, les plus grands navires remontent sans peine et sans danger ces 88 kilomètres et apportent les marchandises jusqu'au centre du pays, où elles trouvent un magnifique réseau de voies de fer ou d'eau. Pour donner une idée en quelques mots de l'immensité du port, nous dirons qu'il comprend d'abord 3.500 mètres de quais le long du fleuve, puis des bassins d'une superficie de plus de 64 hectares et bordés de 7.500 mètres de quais, de 2.700 mètres de talus perreyés, et enfin de plus de 1.100 mètres d'appontements en charpente, qui rendent à peu près les mêmes services que des quais. Les voies ferrées sillonnent et desservent tous ces ports. Ajoutons que les entrepôts sont innombrables dans ce port, qu'ils sont desservis par des grues hydrauliques et des ascenseurs innombrables, que les quais comportent, eux aussi, de puissants et nombreux instruments de levage ; on a construit des formes de radoub qui peuvent recevoir et réparer des navires de 155 mètres de long, des greniers-silos capables d'emmagasiner 350.000 hectolitres de grains. Bien entendu, tous les bassins du port

bassins à flot, c'est-à-dire où le niveau de l'eau demeure cons-

presque regarder comme achevée à l'heure présente, suffira à desservir un trafic annuel de 2 millions de tonnes. En même temps, on a décidé de rompre l'ancienne enceinte fortifiée d'Anvers pour développer vers le Nord ses immenses bassins : la Ville va construire, et à ses frais exclusifs (que l'on remarque la chose), des bassins représentant une superficie de 25 hectares et offrant au commerce une longueur de 2 kilomètres $1/2$ de quais nouveaux.

On compte d'ailleurs sur une extension continue du commerce, et l'on parle déjà d'étendre encore les quais en rivière, à l'amont des nouveaux quais qu'on termine à peine ; la Ville fait des acquisitions de terrains et prépare des installations pour le commerce des pétroles et autres matières inflammables, et où des canalisations permettront de faire écouler directement dans des réservoirs les pétroles enfermés dans les flancs des navires pétroliers. Et qu'on ne croie pas que ce sont là les seuls projets que ruminent les Anversois, et qu'ils auront l'audace de mettre à exécution, en se rendant compte que le trafic de leur cité paiera bien ces dépenses : c'est ainsi qu'on agite beaucoup en ce moment un projet qui aurait pour conséquence d'éviter une partie des détours que le cours de l'Escaut impose à la navigation maritime ; on lui creuserait sur certains points un nouveau lit. Toutefois les plans sont loin d'être définitivement fixés à ce point de vue, si le principe est pleinement adopté ; mais on a dès maintenant arrêté la construction de quais nouveaux le long du cours de l'Escaut, et aussi de vastes bassins éclusés pouvant répondre à tous les progrès à venir du mouvement commercial.

Il y a là un exemple édifiant, surtout quand on songe que la grandeur du port d'Anvers est due pour la plus réelle part aux efforts personnels des habitants de la puissante Cité.

A coup sûr la Belgique ne possède rien autre qui doive être comparé à aucun point de vue à ce magnifique établissement ; mais les Belges, convaincus qu'ils peuvent encore développer ce rôle d'intermédiaires et ce commerce de transit qui leur ont si bien réussi jusqu'ici, se sont dit qu'ils auraient avantage à ouvrir sur d'autres points de leur territoire de nouvelles portes d'entrée aux navires qui leur apportent les marchandises étrangères : ils ne craignent pas les importations, qui font si peur à M. Méline, et se disent qu'ils trouveront toujours à revendre, au besoin avec profit, les produits qui leur seront parvenus à bon compte. Tant et si bien qu'actuellement c'est une vraie éclosion de grands travaux maritimes sur le sol de la Belgique, le long de ses côtes et même quelque peu dans l'intérieur des terres, sous forme soit de créations nouvelles, là où n'existait auparavant aucun établissement, soit de transformations et de transformations des ports déjà existants.

Pour cette catégorie de travaux nous devons ranger ceux

d'Ostende. En effet, Ostende n'est point seulement une ville de plaisir, il s'y fait aussi un important trafic, en dehors même de celui des steamers qui relient la Belgique à l'Angleterre, et qui sont d'ailleurs un des exemples les plus typiques de ces entreprises d'Etat qui se soldent constamment par un déficit, et où les voyageurs bénéficient d'un prix de passage extrêmement réduit faisant concurrence aux entreprises particulières, mais aux dépens du contribuable belge. Le commerce du port d'Ostende est, à l'entrée, de quelque 360.000 tonnes, et il a doublé à peu près depuis 1894, grâce aux améliorations qui ont déjà été apportées à cet établissement. Jusqu'à présent l'entrée du port était assez peu protégée, et les bassins, au nombre de 3 pourtant, n'offraient qu'une surface de 5 hectares avec un développement de 1.150 mètres de quais; quant aux profondeurs, elles étaient trop faibles pour la navigation moderne et, malgré de nombreux dragages, les chenaux d'entrée dans le port n'étaient pas des plus aisés. Aussi a-t-on arrêté tout un plan qu'on est en train de mettre à exécution : ces travaux se font à la fois aux frais de l'Etat et de la Ville, et comprennent la création d'un nouvel avant port dont les quais offriront une profondeur d'eau de 8 mètres, profondeur qui sera entretenue par des chasses puissantes faisant couler une masse d'eau formidable à chaque marée pour enlever les dépôts qui pourraient se former au pied de ces quais. On est également en train de construire, et aux frais uniques de la Ville, un vaste bassin à flot susceptible de recevoir les navires de 120 mètres de long et de 7 m. de tirant d'eau. Nous n'insisterons pas sur ces travaux, parce qu'on les a conçus assez modestement, d'autant que, comme nous allons le voir, en dotant Bruges d'un port de mer véritable, on s'est rendu compte que le commerce serait appelé plutôt par ce nouvel établissement installé dans les meilleures conditions et fort voisin du port d'Ostende.

Mais avant de parler de Bruges, nous devons citer les travaux qui se poursuivent à Gand. Relié à l'immense golfe où se jettent l'Escaut et le Rhin par le Canal de Terneuzen, Gand est depuis longtemps considéré comme port de mer, en ce sens que des navires de mer y remontent toute l'année et que le commerce, qui y était seulement de 796 navires et 254.000 tonnes en 1884, a pu atteindre ces dernières années plus de 620.000 tonnes. Jusqu'à présent il comprenait quatre bassins de 30 hectares, dotés de 4.400 mètres de quais, et où l'on avait établi des magasins fort bien entendus et tout un réseau de voies de fer. Mais en fait la profondeur maxima de ces bassins ne dépassait point 6 mètres, et comme on voulait voir s'accroître le développement de la navigation maritime, et être à même de recevoir les bateaux de plus en plus profonds qui sont d'un usage courant, on a résolu de construire de nou-

veaux ouvrages capables de répondre à l'extension du mouvement commercial et de recevoir ces navires. L'administration communale a décidé d'arrêter un programme assez important, en dépit de ses ressources modestes, et elle fait creuser un nouveau bassin qui n'aura pas moins de 2.300 mètres de long, une profondeur de 8 mètres et se complètera au fur et à mesure des nouveaux besoins du commerce, par des digues qu'on construira successivement sur un de ses côtés. On établira plus une vaste gare maritime, et on acquerra une énorme superficie de quelque 200 hectares qui sera mise en vente pour les industries et les maisons de commerce désireuses de profiter des facilités nouvelles qu'on trouvera dorénavant à Gand.

Nous avons laissé entendre tout à l'heure que l'on était en train de doter Bruges d'un port maritime : nous employons avec intention cette expression plutôt que de dire qu'on fait de Bruges un port maritime, parce que cet établissement se trouve non pas à Bruges même mais à Heyst, une des stations de bains de mer de la banlieue de la ville, et qui de ce fait va se transformer en un vaste port d'escale. Jadis Bruges communiquait avec l'Océan par un bras de mer, le Slot, qui s'ensabla peu à peu, et depuis, la vieille Ville Morte ne voyait arriver que péniblement, par le canal d'Ostende, des bateaux cabotiers tirant au maximum 4,30 à 4,50 mètres. Pour redonner une vie nouvelle à l'ancienne Cité, on a décidé non seulement d'établir un port maritime qui serait tout autre chose que le canal actuel, mais encore de créer, au débouché de ce canal dans la mer, un vaste port d'escale qui ne détournerait pas les lignes de navigation régulières de leur trajet presque direct (comme cela se produit pour Anvers avec la rentrée de l'Escaut), port d'escale qui les attirerait tout naturellement, grâce aux communications faciles que les voies ferrées de la Belgique offrent avec toutes les parties de l'Europe. On a choisi Heyst pour port d'escale, à cause de sa situation près de Bruges et aussi parce que sa côte offre de grandes profondeurs pouvant donner accès aux grands navires sans que des dragages importants soient nécessaires. Sans entrer dans des détails techniques que nous sommes obligés d'omettre ici, nous dirons qu'on crée de toutes pièces ce port nouveau en construisant un vaste môle en quart de cercle, qui part de la digue pour s'avancer dans la mer, dont la longueur totale est de plus de 2.000 mètres, et qui abrite et forme une vaste rade de 100 hectares au moins. Le long même de cette digue, à l'abri derrière son extrémité, on établit un terre-plein qui a plus de 1.200 mètres de longueur et qui est bordé de quais où accosteront les paquebots tirant plus de 8 mètres : ce terre-plein et ces quais sont reliés à la ville par une voie ferrée qui permet aux voyageurs et aux marchands

de passer directement des paquebots dans les wagons. Naturellement cette jetée est fondée au moyen de blocs énormes de béton ou de pieux métalliques puissants qui s'enfoncent profondément dans le sable. Ajoutons de plus qu'au fond de la rade s'ouvre une écluse maritime de 158 mètres qui donne accès au canal maritime conduisant à Bruges même : quand on l'a franchie on se trouve dans un port intérieur où le tirant d'eau est de 8 mètres, comme du reste dans le canal maritime : pour ce dernier même, on a prévu la possibilité d'en porter la profondeur à 8,50 mètres, pour en permettre l'accès à de très grands navires de commerce, qui trouveront de plus une largeur de 22 mètres dans cette voie d'eau, ce qui rend leur marche assez facile. En arrivant à Bruges, la navigation maritime aura à sa disposition deux vastes bassins, l'un de 6,50 mètres de profondeur, l'autre de 8 mètres. Et quand ces travaux seront terminés, quand on aura ainsi dépensé quelque 41 millions, et que la Société concessionnaire aura pris en main l'exploitation du port et du Canal, la Belgique possédera un nouvel établissement maritime intérieur, intimement relié, comme Gand, au réseau ferré et navigable qui sillonne la Belgique et la met en relations étroites avec tous les pays voisins.

Ce n'est pourtant pas encore assez, et sans parler même des efforts poursuivis pour améliorer Nieuport, qui est un port très secondaire, nous devons signaler les travaux que l'on exécute actuellement pour faire de Bruxelles un vrai port de mer. Ici encore on n'était point sans recevoir des navires de mer, mais ce n'étaient guère que des petits caboteurs qui assuraient des relations directes avec l'Angleterre et la Hollande : le fait est que Bruxelles possédait cinq bassins reliés intimement au réseau de navigation intérieure et servant de tête de ligne à un canal qui aboutissait au Rupel, affluent, comme on doit savoir, de l'Escaut. Toutefois ce canal, long de 28 kilomètres, n'offrait qu'un mouillage de 3,20 mètres, avec une largeur assez faible et des écluses multipliées qui gênaient la circulation. Cela n'empêchait point le trafic d'y avoir crû considérablement depuis sept ou huit années, et de représenter un tonnage total de près de 900.000 tonnes à la remonte, dont, il est vrai, seulement une soixantaine de milliers de tonneaux pour la navigation maritime. Depuis déjà un certain temps on se disait que la position de Bruxelles, au centre d'une région essentiellement industrielle, au point de jonction de multiples voies ferrées et de canaux se ramifiant dans toutes les directions, se prêtait admirablement à la création d'un vrai port de mer, où arriveraient directement les importations de l'étranger, et où l'on pourrait charger, directement aussi, les produits de la Belgique, ses charbons notamment, et les marchandises en transit ayant passé les frontières des contrées voisines.

Aujourd'hui l'idée est en bonne voie d'exécution, et ce qui est particulièrement intéressant, c'est qu'on n'a point demandé à l'Etat de se charger de tout en la matière : les organismes communaux ou provinciaux intéressés à la réalisation de ce nouveau port de mer ont fait simplement appel à son concours partiel, considérant qu'il doit prendre part au travail, puisqu'il en tirera certainement des bénéfices directs. En effet, les projets d'agrandissement et d'approfondissement du Canal de Rupel, comme on le nomme, et de sa transformation en un vrai canal maritime, ont été élaborés par une commission provinciale, pour être ensuite approuvés par une loi ; afin d'exécuter le programme, une Société anonyme s'est fondée pour 90 ans, les actionnaires sont l'Etat, la Province de Brabant, la ville de Bruxelles, et toute une série de communes et d'agglomérations qui seront traversées et desservies par la nouvelle loi et appelées à en tirer parti. La Société reprend l'ancien canal, qui appartenait à une autre société, le transforme, construit à Bruxelles un vaste port maritime avec ses dépendances et son outillage complets, et se charge d'exploiter le tout, de même du reste que les anciens bassins, qui ne joueront plus un rôle que pour la navigation intérieure, et qui étaient la propriété de la ville de Bruxelles.

Pour donner une idée de l'importance du travail et des modifications qu'il apportera dans la fréquentation des bateaux de mer, nous fournirons quelques brefs détails. Tout en suivant sur la plus grande partie de sa longueur l'ancien tracé, pour s'en séparer toutefois dans sa portion inférieure afin de déboucher plus bas dans le Rupel, en un point où les profondeurs sont assez considérables, le nouveau canal aura une profondeur minima dès le début de 5,50 mètres avec une largeur également minima au fond de 18 mètres : ces deux dimensions seront ultérieurement portées à 6,50 et 20 mètres, quand, par le trafic, la société aura déjà pu rentrer en partie dans les fonds déboursés, et que l'on aura constaté le succès de la tentative. Les courbes seront peu raides, la largeur au plan d'eau atteindra 40 mètres au moins, les talus seront défendus par des perrés où même bordés de quais dans les agglomérations, toutes conditions qui auront pour résultat de permettre aux bateaux de marcher à une bonne vitesse. Enfin les écluses auront une longueur utile de 114 mètres pour une largeur de 16, ce qui correspond aux dimensions de navires de commerce de proportions sérieuses. Quant au port maritime de Bruxelles, il sera constitué par un premier port dit intérieur placé aussi près que possible de l'agglomération, dans les plaines de Tour et Taxis, et qui sera plutôt le port du petit cabotage et de la navigation intérieure ; puis on établira un port « extérieur » de grand cabotage et de transit, avec un

mouillage de 6,50 mètres et 2.000 mètres de quais, tout contre la gare de Schaerbeek. Comme de juste, partout les voies ferrées sillonneront les quais et les terre-pleins, on multipliera les instruments de manutention, les magasins, de vastes espaces seront offerts aux industriels qui voudront s'établir à la tête de ligne même de cette voie de communication, et l'on espère beaucoup de cette création pour le développement du commerce belge et de ce commerce de transit qui contribue si puissamment à faire la fortune du pays.

DANIEL BELLET.

— — —

LES AVARIÉS

On vient de me lire la pièce de ce nom.

Presque au même moment, il y a quelques jours, à l'occasion d'un article de Gabriel Ambon, dans le *Monde économique*, je m'étais occupé de la même question, ou plus généralement de la question des garanties à prendre au sujet de la santé des futurs époux et du secret professionnel. Et ma conclusion avait été à peu de chose près la même : à savoir que c'est aux familles, lorsqu'elles ont des jeunes gens à marier, et à ceux-ci, au besoin, de se renseigner sur la santé de l'un et de l'autre ; et que les médecins, par cela même que l'on s'adresse à eux, avec l'assentiment de leurs clients, pour une chose de cette importance, sont déliés du secret professionnel.

Je suis donc d'accord sur ce point avec M. Brieux, ainsi que sur la nécessité de mieux avertir et prémunir qu'on ne le fait les jeunes gens qui arrivent à l'âge de la puberté.

Les conclusions de son docteur, à cet égard, sont bonnes, et la dernière impression qui se dégage de la pièce est morale. Ce qui en ressort surtout c'est un sentiment énergique de responsabilité, un appel non seulement à la prudence, mais au devoir, envers soi-même et envers les autres.

Je crains toutefois que ce sentiment ne soit pas assez accusé dans la première partie de la pièce, et que plus d'un lecteur, à force d'entendre répéter que les victimes de liaisons irrégulières sont plus à plaindre qu'à condamner ; que personne n'a le droit de leur jeter la pierre ; et que leur maladie n'est pas plus honteuse que d'autres, ne soient portés à se faire une morale trop facile, et à considérer, au rebours du vers de Corneille, que ce n'est pas le crime, mais l'échafaud qui fait la honte.

C'est le fait de s'être exposé au mal qui est honteux, et, comme c'est à la source qu'il faut toujours remonter pour tarir les eaux empoisonnées, c'est le fait même du désordre moral, de la facilité des mœurs, et de la trop complaisante indulgence dont on couvre les écarts de la jeunesse, de l'âge mûr même, qu'il faut se décider à condamner.

Je crains aussi (la pièce ne s'explique pas clairement sur ce point, mais elle autorise le doute) que le docteur et l'auteur, qui le fait parler, par conséquent, ne soit trop disposé, dans l'intérêt de la santé publique,

à accepter, sinon à défendre et à étendre les mesures de prétendue prophylaxie comprise sous le nom de police des mœurs : réglementation de la prostitution, visites des femmes, etc.

Or, sans parler du respect de la dignité humaine et de la liberté individuelle, n'est-il pas évident que ces mesures, si elles pouvaient être de quelque utilité, ne seraient efficaces qu'à la condition de les appliquer aux deux sexes, et à tous les individus des deux sexes ; ce qui est manifestement impraticable ?

Ne voit-on pas, d'autre part, que le régime de la prostitution patentée outre qu'il donne, par l'apparence d'une sorte de reconnaissance d'utilité publique, des excuses et des encouragements à l'incontinence, lui fournit des occasions sans lesquelles peut-être bien des chutes ne se produiraient pas ?

Ne sait-on pas que toutes les vérifications du monde, toujours incertaines, puisqu'elles ne peuvent constater que le mal déclaré et laissent se développer le germe caché, ne peuvent donner qu'une sécurité matérielle sans valeur, et qu'en donnant une apparence de sécurité morale — ou immorale — illusoire, elles ne font qu'affaiblir le frein de la crainte salutaire qui, pour beaucoup, pourrait être le commencement et la fin de la sagesse ?

Non, en cette matière, pas plus qu'en d'autres, la substitution de la prétendue infaillibilité de l'administration n'est bonne à rien. Et l'arbitraire, avec ses tyrannies, n'a pas même le mérite de diminuer les écarts et les dangers de la liberté.

FRÉDÉRIC PASSY

UNE SÉANCE A L'INSTITUT

C'était fête, le samedi 29 décembre, à l'Académie des sciences morales et politiques, une fête grave, une fête savante, comme il convient à pareil lieu. L'éminent physicien M. Cornu, avec une bonne grâces parfaite, exposait à ses confrères la théorie de la télégraphie sans fil et joignait, aux explications les plus intéressantes et les plus claires, des expériences parfaitement démonstratives.

Une réflexion s'imposait en l'écoutant. Et elle était faite, en même temps presque au même moment, par tous les auditeurs. C'est que toutes les découvertes, aujourd'hui, dans tous les domaines, et dans tous les domaines scientifique autant que dans les autres, sont collectives et internationales ; que c'est d'un ensemble de recherches opérées sur les points les plus divers, d'idées ou de fractions d'idées nées dans les cerveaux les plus dissemblables et parfois les plus étrangers les uns aux autres, de la coopération, tantôt consciente et tantôt inconsciente, de travaux et d'expériences fractionnaires, de la succession enfin, de progrès qui graduellement s'appellent et se complètent, sortent, à l'heure voulue, ces grandes nouveautés, qui, pour le commun du monde, sont des improvisations dues au génie d'un seul homme ; pour le vrai savant, sont l'œuvre solidaire d'une longue suite de patients efforts et d'ingénieuses déductions.

Le mérite de Marconi, certes, est grand. Et M. Cornu ne l'a point diminué. Mais sans la connaissance des ondes électriques dont le principal honneur revient, comme le dit leur nom, à l'Allemand Hertz, sans les études et les appareils de tel autre, Russe, Américain ou Anglais, la télégraphie sans fil n'aurait point, comme la Minerve anti-Égée, jailli, toute prête à fonctionner, de la tête du jeune et illustre savant.

Constatation nouvelle, et qu'il n'était pas inutile de faire, du besoin mutuel qui unit, même malgré eux, les peuples comme les hommes les uns aux autres, et qui devrait leur commander, en retour, d'être plus sages, quelque gratitude, ou au moins quelque justice réciproque.

Si les hommes savaient quels services ils se doivent, disait un jour M. Thiers, ils s'aimeraient davantage.

Je faisais cette réflexion comme les autres, ou plutôt je la refaisais — car elle est toujours présente à mon esprit — mais en même temps

un souvenir me revenait, réveillé par la simplicité de l'homme à tant d'égards considérable dont la science se faisait pour nous si familière et si aimable. Et peut-être ne sera-t-il pas inutile de le rappeler, quand ce ne serait que pour marquer la différence qui existe entre un savant et un pédant.

C'était au congrès de l'*Association Française pour l'avancement des sciences*, à Montpellier. La section d'économie politique, que j'avais l'honneur de présider, proposait au conseil d'administration, pour être par lui soumis à l'Assemblée générale, un vœu tendant à obtenir sur les différentes monnaies, sans les modifier autrement, l'inscription de leur poids et de leur titre. Chose dont la réalisation n'offrait pas — je suis obligé de dire encore n'offrirait pas — de grandes difficultés, puisqu'elle se faisait déjà à cette époque pour les monnaies destinées à nos possessions d'Extrême-Orient.

Chose fort utile, d'ailleurs, et de nature, si elle était imitée dans d'autres pays, à préparer les esprits à l'idée d'une monnaie internationale et à faire comprendre, en attendant (ce qui ferait évanouir bien des erreurs et bien des illusions) que la monnaie est une marchandise, la marchandise marchande par excellence, la marchandise intermédiaire, dénominateur commun des autres valeurs, et qu'elle ne vaut elle-même qu'en raison du métal dont elle est faite.

Sans compter, ajoutez-nous, que notre système monétaire français, notre *franc*, en particulier, a des rapports intimes avec notre système décimal, et qu'il n'est pas mauvais qu'on s'en souvienne.

Nous éprouvions des résistances. La routine a des adorateurs partout, même dans les sanctuaires du progrès. Et la preuve, c'est que nous en sommes encore à répéter notre vœu sans le voir adopter.

— Mais tout le monde sait cela ! me dit tout à coup un de mes collègues, professeur de je ne sais plus trop quoi, dans je ne sais plus quelle branche inférieure d'enseignement. Nous l'enseignons tous les jours aux enfants de douze ans.

— Mon cher collègue, reprit du ton le plus tranquille et le plus modeste M. Cornu, je l'ai probablement su, puisqu'on a dû me l'enseigner quand j'avais douze ans. Mais je vous confesse que je l'ai un peu oublié. Et je ne serais pas fâché d'avoir l'occasion de le rapprendre.

Combien de personnages, qui n'ont pas l'autorité scientifique de M. Cornu, mais qui ont plus que lui et moi voix dans les conseils des gouvernements et se croient de grands financiers, pourraient en dire autant, et ne feraient pas mal d'avoir le bon sens de se le dire !

FRÉDÉRIC PASSY.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Janvier 1902)

2. — **Loi** relative à la compétence en matière d'assurances (page 18).
4. — portant fixation définitive des taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1900-1901 (page 33).
— **Décret** autorisant les agents diplomatiques et consuls de France à procéder au mariage des Français avec des étrangères en pays de juridiction (page 33).
5. — **Arrêté** fixant le montant de la prime accordée aux cultivateurs de lin et de chanvre pour 1901 (page 50).
7. — **Décret** supprimant le conseil de prud'hommes de Villefranche (Rhône) (page 82).
8. — **Rapport** au Président de la République relatif au recensement de la population en 1901 et décrets déclarant authentiques les tableaux de la population de la France et de l'Algérie annexés auxdits décrets (page 97).
— suivi de trois décrets approuvant des délibérations du conseil général du Sénégal relatives à la réduction de la taxe de la télégraphie privée, à des modifications aux tarifs des taxes et contributions locales et au dégrèvement des boissons hygiéniques (page 107).
— suivi d'un décret portant admission au conseil d'administration de Madagascar d'habitants notables comme membres titulaires et comme membres suppléants (page 108).
— **Décret** portant détaxe, au Congo français et à la Côte d'Ivoire des produits coloniaux en 1902 (page 108).
10. — modifiant la nomenclature des établissements dangereux ou insalubres (page 141).
— **Rapport** suivi d'un décret fixant la quantité de vanilles originaires des établissements français de l'Océanie à admettre, en France, à un régime de faveur pendant la campagne 1901-1902 (page 143).
11. — **Décret** portant approbation de l'arrangement postal, signé à Séoul, le 17 avril 1901, entre la France et la Corée (page 154).

14. — **Rapport** suivi d'un décret modifiant le décret du 20 juillet 1901 relatif à la circulation et à la vente de l'or à la Guyane française (page 218).

17. — suivi de décrets relatifs à l'organisation du personnel de la trésorerie de l'Algérie et au régime financier en Algérie (page 274).

— adressé au ministre de la Guerre par la commission chargée de déterminer les causes des accidents d'intoxication produits par les conserves de viande et les moyens d'y remédier (page 296).

19. — **Décret** autorisant la mise en vente, dans tous les débits de France, de cigarettes étrangères dites « Gitanes » (page 330).

— relatif à la caisse des pensions viagères et de secours de l'Opéra (page 330).

21. — **Arrêté** instituant une commission à l'effet d'étudier la question de la dépopulation et nommant les membres de cette commission (page 362).

22. — **Loi** complétant l'article 10 de la loi du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale (page 381).

23. — **Rapport** suivi d'un décret rendant applicable aux colonies soumises au régime monétaire métropolitain, la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (page 415).

24. — suivi d'un décret accordant une concession territoriale à la compagnie coloniale de Madagascar (page 432).

25. — adressé au Président de la République sur les opérations et la situation de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pendant l'année 1900 (page 455).

26. — **Décret** portant suppression de deux charges d'agents de change et réduction du nombre des agents de change à Clermont-Ferrand (page 478).

— **Arrêté** autorisant la culture des vignes de toutes provenances sur les territoires de diverses communes du département de Constantine (page 478).

29. — **Loi** modifiant l'article 16 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, en ce qui concerne l'affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique (page 597).

— **Décret** portant promulgation de la convention commerciale, signée à Paris, le 9 janvier 1901, entre la France et la République du Salvador (page 598).

30. — **Arrêté** fixant les nouvelles circonscriptions des écoles nationales d'arts et métiers et déterminant les centres des examens oraux du concours d'admission à ces écoles (page 627).

— **Rapport** suivi d'un décret portant création, au Dahomey, d'un entrepôt fictif et crédit d'enlèvement (page 658).

Commission de la dépopulation. — Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes,

Vu le projet de résolution adopté par le Sénat dans sa séance du 22 novembre 1901,

Arrête :

Article premier. — Il est institué une Commission extraparlamentaire à l'effet de procéder à une étude d'ensemble sur la question de la dépopulation et de rechercher les moyens les plus pratiques de la combattre.

Art. 2. — Sont nommés membres de cette Commission :

MM.

Magnin, sénateur.

Bernard, sénateur.

Piot, sénateur.

Chaumié, sénateur.

Gauthier (Aude), sénateur.

Emile Labiche, sénateur.

Paul Strauss, sénateur.

Waddington, sénateur.

Labbé, sénateur.

Paul Delombre, député.

Borne, député.

Barthou, député.

Bienvenu Martin, député.

Bompard, député.

Cruppi, député.

Dron, député.

Emile Dubois, député.

Rey, député.

De Rouville, conseiller d'Etat.

Flourens, conseiller d'Etat.

Edouard Serre, conseiller à la Cour de cassation.

Atthalin, conseiller à la Cour de cassation.

De Foville, conseiller maître à la Cour des comptes.

Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris, membre de l'Académie française.

Fouillée, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Levasseur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Lannelongue, membre de l'Académie des sciences.

Budin, membre de l'Académie de médecine.

Pinard, membre de l'Académie de médecine.

Richet, membre de l'Académie de médecine.

Alapetite, préfet du Rhône.

Mastier, préfet de la Seine-Inférieure.

Monod, directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'Intérieur.

Bruman, directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur.

Drouineau, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur.

Ogier, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur.

Mourier, directeur de l'Assistance publique de Paris.

Risler, maire du VII^e arrondissement de Paris, vice-président du Conseil de surveillance de l'assistance publique de Paris.

Bertillon (Jacques), chef des travaux de la statistique municipale.

A.-J. Martin, inspecteur du service de l'assainissement à la préfecture de la Seine.

Lyon-Caen, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Gide, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Bayet, directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique.

Fontaine, directeur du travail au ministère du Commerce.

March, chef du service du recensement au ministère du Commerce.

De Cazottes (Jacques), sous-directeur des affaires consulaires au ministère des Affaires étrangères.

Honorat, chef adjoint du cabinet du ministre de la Marine.

Delamotte, inspecteur des Finances.

Sabran, président du Conseil général des hospices de Lyon.

Lallement, vice-président du bureau de bienfaisance de Nancy.

Fumouze, président de la Chambre de commerce de Paris.

Letulle, médecin des hôpitaux de Paris.

Brieux, homme de lettres.

Fernand Faure, directeur de la *Revue politique et parlementaire*.

Griolet, vice-président de la Compagnie des chemins de fer du Nord.

Neymarck, publiciste, membre du Conseil supérieur de statistique.

Yves Guyot, publiciste, membre du Conseil supérieur de statistique.

Salone, professeur au lycée Condorcet.

Ferdinand Dreyfus, membre du Conseil supérieur de l'assistance publique.

Barberet, chef du bureau des institutions de prévoyance au ministère de l'Intérieur.

Maurel, docteur en médecine, chargé de cours à la Faculté de médecine de Toulouse.

Arsène Dumont, démographe.

Variot, médecin de l'hôpital des Enfants-Malades, à Paris.

M. Magnin, sénateur, est nommé président de la Commission.

Sont nommés vice-présidents :

M. Piot, sénateur.

M. Bernard, sénateur.

M. Paul Delombre, député.

M. Lannelongue, membre de l'Académie des sciences.

Secrétaire général :

M. Ogier, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur.

Secrétaires :

M. Pioget, bibliothécaire au Sénat.

M. Bonet-Maury, bibliothécaire au Sénat.

M. Salles, professeur au lycée Janson-de-Sailly.

M. Guérin, sténographe au Sénat.

Art. 3. — Le conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 janvier 1902.

Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des cultes,

WALDECK-ROUSSEAU.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

REUNION DU 5 FEVRIER 1902.

NÉCROLOGIE. — M. Emile Chevallier.

Elections de nouveaux membres.

DISCUSSION. — Les grands travaux publics peuvent-ils conjurer ou provoquer des crises ?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut, président. A sa droite est assis, comme invité du Bureau, M. de Lespinats, fondateur des établissements métallurgiques de Neuves-Maisons.

Il fait part à la Société de la mort de M. Émile Chevallier, qui était de nos collègues depuis 1883. Député, conseiller général de l'Oise, maître de Conférences d'économie politique à l'Institut agronomique et professeur à l'Institut commercial, M. Émile Chevallier s'était fait connaître par un certain nombre de travaux sérieux, parmi lesquels une *Étude sur le salaire*, qui avait été couronnée par l'Institut. C'était un laborieux, de relations sympathiques, dont le souvenir sera gardé par ceux de ses confrères qui ont eu l'occasion d'apprécier l'aménité de son caractère et l'étendue de ses connaissances économiques.

M. le Président donne ensuite le résultat des élections de membres titulaires de la Société, faites par le Bureau dans sa dernière séance. Ces nouveaux collègues sont : MM. Pupin, courtier en marchandises ; Schuhlert, inspecteur du Chemin de fer du Nord ; — Badon-Pascal fils, banquier ; — G. Siegfried fils, ancien élève de l'École des Hautes-Études commerciales ; — Lacroix, chef de bureau au ministère des finances ; — Jobit, chef de section au ministère des Finances ; — de Chabannes La Palice, agriculteur.

M. Jules Fleury, secrétaire perpétuel, présente les publications reçues par la Société depuis la précédente séance, et dont la liste est ci-après.

La réunion adopte comme sujet de discussion la question suivante, proposée par M. Yves Guyot.

LES GRANDS TRAVAUX PUBLICS PEUVENT-ILS CONJURER OU PROVOQUER DES CRISES ?

M. Yves Guyot dit que l'idée de poser la question à l'ordre du jour lui vient de la lecture du rapport de M. Aimond, sur le projet de loi déposé, par M. le ministre des Travaux publics. Baudin, le 1^{er} mars 1901, *tendant à compléter l'outillage national par l'exécution d'un certain nombre de voies navigables nouvelles, l'amélioration des canaux, des rivières et des ports maritimes.*

D'après le rapport de M. Aimond, ce projet de loi serait une panacée universelle qui « permettrait à la France de regagner le terrain perdu et de nous empêcher de déchoir davantage » ; qui augmenterait le coefficient des naissances ; qui pourrait transformer notre « enseignement professionnel, industriel et commercial, mettre fin à la timidité des capitaux français à l'égard des entreprises industrielles et commerciales ». Croit-il les encourager à courir des aventures quand il dit : « L'heure est venue pour l'épargne de se ressaisir et de donner la confiance à la France pour les grands travaux qui doivent achever son outillage économique ? »

Enfin, ce merveilleux projet « donnerait de l'ouvrage aux ouvriers et pourrait remédier à la crise. » Quelle crise ? et qu'est-ce qu'une crise ?

Et qu'est-ce qu'une crise économique ? Un excès de production, répondait-on autrefois : mais les faits montrent que c'est un excédent de consommation.

Un industriel a 100.000 francs de capitaux. Il construit une usine qui absorbe 80.000 francs. Au moment où son usine est terminée, ses murs construits, ses machines installées, ses 80.000 francs ne sont plus disponibles, ils ont perdu leur pouvoir d'achat.

Mais il met en activité son usine ; il lui fournit des matières premières qu'elle transforme en produits. Il peut écouler ses produits avec gain. Alors, ses 80.000 francs retrouvent peu à peu leur pouvoir d'achat : c'est ce phénomène qui s'appelle l'amortissement. Une fois ce fait accompli, non seulement ils ont retrouvé leur pouvoir d'achat, mais ils donnent des bénéfices, leur pouvoir d'achat est non seulement reconstitué, mais il est augmenté. L'opération a réussi ; et la crise momentanée pendant laquelle ces 80.000 francs avaient perdu leur pouvoir d'achat fait place à une période de prospérité.

lions, mais les travaux en cours à achever la portaient à 1.600 millions. On ouvrit un budget extraordinaire, alimenté par des fonds d'emprunt. En 1883, la dépense monta jusqu'à la somme de 146.880.000 francs. Une évaluation nouvelle des charges, faite en 1881, révéla la nécessité d'une majoration de 250 millions sur les estimations primitives.

« D'un autre côté, dit l'exposé des motifs, des besoins nouveaux s'étaient affirmés qui réclamaient des ouvrages omis au programme. » Les prévisions dépassaient 2 milliards.

Pendant qu'il était trop heureux de faire les conventions de 1883 pour se dégager de la partie du programme qui visait les voies ferrées, en 1884 il ajournait une partie des travaux à effectuer sur les voies navigables. Il abandonna une fraction du programme d'environ 1 milliard et de 1884 à 1890 eut recours à 114.368.000 fr. d'avances, la plupart remboursables sans intérêt.

La non-exécution de certaines de ses parties a provoqué de grandes déceptions et a imposé de lourdes charges au budget. On a dû résilier des contrats d'entreprises, on a dû en ajourner d'autres, on a dû payer des entrepreneurs pour se dispenser de construire.

Les travaux effectués ont absorbé 1.211 millions, dit l'exposé des motifs du 1^{er} mars 1901.

Pour les rivières et canaux, l'exécution partielle du programme de 1879 avait entraîné en 1896 :

Pour voies nouvelles.....	148.648.000
Pour amélioration de rivières.....	82.492.000
Pour amélioration de canaux.....	144.559 000
Total.....Fr.	<u>375.699.000</u>

Si l'on y ajoute les travaux décidés antérieurement au programme de 1879, on arrive à une dépense de 598.036.000 francs; cette somme ne comprend pas les frais de remboursement d'avances acceptées par l'État, ni le coût du rachat de certaines concessions.

La longueur totale des voies ayant 2 mètres au moins de mouillage et possédant des écluses accessibles aux péniches de 300 tonnes a passé de 1.459 kilomètres en 1879 à 4.175 kilomètres, dont 646 de canaux intérieurs.

En rappelant l'histoire du programme Freycinet, M. Baudin ne dissimule pas que le ministre qui fait le programme a le beau rôle, le rôle généreux et séducteur; les ministres qui le liquident ont le rôle ingrat et pénible. On doit féliciter M. Baudin de la fran-

participation soit effective. Des syndicats de Chambres de commerce peuvent se constituer pour émettre un emprunt destiné à payer la moitié des travaux. Quel sera le gage de cet emprunt ? Le revenu des péages, évalué sur des prévisions plus ou moins aléatoires et du monopole du service du halage. Mais si ce revenu est insuffisant, l'État laissera-t-il les Chambres de commerce tomber en déconfiture ?

Non ! ce ne sera pas possible. Tous les députés des régions intéressées le déclareront. Par conséquent, l'État prendra à sa charge les insuffisances de revenu, afin de parfaire le service de l'intérêt et de l'amortissement des sommes avancées par les syndicats, et nous revenons au régime des avances. Le contribuable en remboursera sur les ressources générales du budget une partie plus ou moins grande, selon la plus ou moins grande justesse des prévisions.

Mais ce ne sont pas seulement les prévisions du trafic qui peuvent provoquer des déceptions : les dépenses d'établissement peuvent dépasser les prévisions. Or, l'État pourra-t-il en imposer le partage ? L'augmentation de dépenses n'augmentera pas les prévisions de recettes qui servent de gage à l'emprunt contracté par le syndicat. Donc toute augmentation de dépense sera à la charge de l'État et de l'État seul.

Or, je trouve dans le rapport de M. Aimond sur le budget du ministère des Travaux publics (p. 32), que pour les travaux exécutés du programme Freycinet, la dépense prévue était de 765 millions de francs et qu'elle a dépassé 965 millions, soit près de 30 0/0 en plus. M. Baudin espère éviter de tels mécomptes ; mais on ne dit jamais qu'on espère les rencontrer.

Lorsque l'exposé des motifs dit, à propos de l'article 3, que « pour tous les travaux neufs compris aux tableaux B et C, les intéressés *devront* concourir pour moitié au moins à la dépense », il crée donc une illusion.

Les ressources de l'État sont engagées pour beaucoup plus de moitié. En réalité, la combinaison repose encore sur des avances que feront les syndicats : seulement ces avances ne seront pas faites sans intérêt, comme celles qui ont été faites pour l'exécution du programme Freycinet. Et quelle est la valeur de ces syndicats ? On ne la connaît pas. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a suffi de deux séances à la Chambre des députés pour voter le programme Baudin-Aimond *tendant à compléter l'outillage national par l'exécution d'un certain nombre de voies navigables nouvelles, l'amélioration des canaux, des rivières et des ports maritimes.*

Le gouvernement avait établi une prévision de dépenses de 610.820.000 francs. La commission l'avait portée à 663.450.000 fr. La Chambre des députés y ajoute 36 millions pour le canal de l'Ourcq, ce qui porte l'ensemble des dépenses à 699.450.000 francs, soit 700 millions en chiffres ronds.

A en juger d'après l'expérience du programme Freycinet, on peut craindre une augmentation de dépenses. Si elle est encore de 30 0/0, le chiffre total dépasserait 900 millions.

Le ministre, pour engager les travaux prévus, n'aura pas besoin de revenir devant le Parlement. Il lui suffira d'un décret. C'est avec raison que M. Chastenet a rappelé que c'était nous ramener au régime du sénatus-consulte du 30 décembre 1852, dont l'article 4 est ainsi conçu : « Tous les travaux d'utilité publique sont ordonnés ou autorisés par décrets de l'empereur. » En même temps, le Parlement paraît consolider une dépense arrêtée primitivement à 32 millions par an et déjà portée à 36 ; toutefois, ce n'est qu'une apparence, car le Parlement pourra toujours revenir en arrière, quand il se trouvera en présence des charges et des difficultés de l'exécution.

Le projet du gouvernement a été rapporté devant la Chambre par M. Lhopiteau, et s'équilibre de la façon suivante :

Création d'une voie spéciale d'Arleux à Noyon ; dépense à faire : 60 millions, dont 30 millions à demander au budget et à dépenser « à fonds perdus », et 30 millions à emprunter, l'emprunt étant gagé sur les péages destinés à l'amortir et fixés comme suit :

Bateaux chargés : 1^{re} catégorie de marchandises, 0,006 par tonneau et kil. ; 2^e catégorie de marchandises, 0,010 ; 3^e catégorie de marchandises, 0,012.

Bateaux vides : Bateau de plus de 100 tonnes, 0,20 par kilomètre ; bateau de moins de 100 tonnes, 0,10.

En réalité, ce n'est là qu'une partie de la dépense à faire. Si l'on s'en tenait là, on ne ferait que déplacer l'étranglement dont on se plaint dans la capacité de la voie d'eau et le reporter au point d'arrivée, à Paris. Aussi a-t-on prévu un complément sous forme de prolongement et amélioration du canal de l'Ourcq, avec agrandissement du port de la Villette. Ce complément est évalué à 36 millions. La commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi précise bien d'ailleurs qu'elle ne sursoit à inclure ce complément qu'à titre provisoire, en l'absence de certains renseignements qu'elle attend : mais, en réalité, l'opération à poursuivre est une opération de 100 millions, en chiffres ronds, dont 30 millions à emprunter et à amortir par les péages.

Ce qu'on montre au public, ce que le public voit facilement, c'est que ce projet abaissera le prix de transport de la houille des charbonnages français à 3 fr. 50 ou 4 francs, en moyenne à 3 fr. 75 ; on parle de la réduction de la longueur de la voie d'eau, de la réduction du nombre des écluses, dont chacune est comptée pour un kilomètre, l'augmentation du nombre de voyages d'un même bateau par an.

Mais combien ce bateau fait-il de voyages par an ? Cinq !

En 1899, ils se sont décomposés ainsi : trente-trois jours de trajet (dix-huit à plein à l'aller, quinze à vide au retour).

Vingt à vingt-cinq jours de stationnement au départ et à l'arrivée.

Quatre-vingts à quatre-vingt-dix jours de perte de temps inhérente à la nature de la voie et motivée, en été par le chômage, en hiver par les périodes de gelée et d'inondation.

Or, c'est sur les trente-trois jours de trajet seulement qu'on peut faire un gain. D'après les calculs du projet de loi, il serait de six jours. Pour cinq voyages, ce serait donc un gain annuel de trente jours.

Mais la rotation complète dure cinquante-cinq jours en moyenne sur neuf mois de l'année ; on pourra faire, dans ces neuf mois, cinq tournées et demie de quarante-neuf jours : et alors, quelle est la conséquence ? A quoi aboutit la réduction du trajet sur cette voie ? Elle permettra de faire un *demi-voyage* en plus par an.

La baisse de fret correspondante doit donc (à raison de cinq voyages et demi par an au lieu de cinq) être de 10 p. 100 *au plus* ; nous disons *au plus*, car plus de la moitié des frais sont proportionnels au parcours effectué et l'augmentation du nombre de voyages par an ne réduit le prix du fret qu'en répartissant l'autre moitié sur un plus gros tonnage annuel.

Le fret moyen de Lens à Paris, pendant les années 1895, 1896, 1897, 1898, a été de 5 fr. 80. Diminué de 10 p. 100, ce fret moyen serait réduit de 0 fr. 58 au plus ; le péage aller et retour sur 94 kilomètres devant être de 0 fr. 624, d'après le projet, le bénéfice à tirer de la voie nouvelle sera nul. Le péage compensera la réduction du fret.

Si l'on part du fret moyen de Lens à Paris, qui a été de 6 fr. 51 en 1899 et de 7 fr. 45 en 1900, on constate qu'en l'abaissant de 10 p. 100, on gagnerait 0 fr. 631 ou 0 fr. 74 ; et comme le péage demeurerait de 0 fr. 624, la nouvelle voie donnerait une petite économie variant entre 0 fr. 05 et 0 fr. 10 par tonne.

Or, le prix par chemin de fer est de 6 fr. 70.

Accumulons toutes les hypothèses favorables. Supposons qu'un système de traction électrique réalise la vitesse de 3 kilomètres à l'heure, vitesse annoncée comme maximum par les prospectus de la Compagnie concessionnaire sur le canal d'Aire à la Bassée. La durée du trajet aller et retour ne peut être abaissée au-dessous de vingt jours. La rotation du bateau serait complète en quarante ou quarante-cinq jours. Ce serait en moyenne une économie de treize jours par voyage. Théoriquement, on pourrait donc faire par an sept voyages au lieu de cinq, à la condition que le chômage annuel d'hiver et d'été fût réduit de quatre-vingt-dix ou quatre-vingts jours à soixante.

Voici comment l'auteur d'un article de la *Revue politique et parlementaire* sur la question établit le budget du marinier.

1° Frais annuels, 3.740 francs ; qui comprennent 200 francs d'amortissement (sans intérêts) en trente-cinq ans ; 1.100 francs d'entretien, 40 francs de patente, 2.400 francs pour le marinier, sa famille et un aide.

2° Frais proportionnels à sept voyages, 6.041 francs.

C'est donc un total de 9.781 francs qui, divisés par 300 tonnes multipliées par 7, donnent comme prix de revient de la tonne kilométrique 4 fr. 65.

En accumulant toutes les hypothèses favorables, dont la réunion est impossible, le fret ne peut pas descendre au-dessous de ce chiffre. En réalité, tout étant pour le mieux, il serait de 5 fr. 25 à 5 fr. 50.

L'auteur ajoute :

Le très éminent ingénieur et député, M. Guillain, dans son rapport sur le canal du Nord-Est, évalue la perte d'intérêt à 0 fr. 11 ; il estime que les manutentions et déchets supplémentaires sont égaux à 0 fr. 51 pour le coke et pense qu'il n'y a pas de différence sensible pour la houille. Sur le réseau du Nord, où, si nous ne nous trompons, les droits d'embranchement sont supprimés, le supplément dont seraient grevés les transports par eau serait donc, d'après M. Guillain, de 0 fr. 62 pour le coke et de 0 fr. 14 pour la houille.

M. de Lespinats, dans sa brochure sur le canal du Nord-Est, évalue les frais supplémentaires, sans tenir compte des 0 fr. 11 de perte d'intérêt, à 9 fr. 37 pour la houille et 0 fr. 42 pour le coke. Ni l'un ni l'autre de ces messieurs n'ont tenu compte de la diminution de puissance calorifique du charbon résultant de la longueur du trajet pendant lequel il séjourne en bateau dans des conditions très fâcheuses pour sa conservation. Si, quoique cette

diminution de valeur soit très connue et évaluée à peut-être 5 ou 10 p. 100 de la valeur du charbon, nous n'en faisons pas état, du moins on ne doit pas être très loin de la vérité en évaluant, l'un dans l'autre, à 0 fr. 50 les frais supplémentaires dont sont grevés les combustibles expédiés sur bateau, de telle sorte que, pour les comparer aux transports par fer, il faut partir de frets dont le minimum théorique est de 4 fr. 65 + 0 fr. 50, soit 5 fr. 15, et dont la moyenne la plus optimiste sera de 5 fr. 50.

Mais on prétend que « le bateau dégorge le chemin de fer ». Examinons cette question, que M. Jules Fleury a traitée d'une façon concluante dans son article *Navigation* du *Dictionnaire du Commerce* :

En 1880, le fret moyen était de 6 fr. 25 ; les effets des travaux entrepris en 1881 sur le canal de Saint-Quentin, se sont fait sentir à partir de 1884 ; le fret a varié de 6 fr. 50 à 5 fr. 25, soit une moyenne de 5 fr. 85 ; et il est resté sensiblement à ce taux.

Il est vrai qu'il s'est élevé en 1899 et 1900. Mais pourquoi ? Parce que la demande des expéditeurs a progressé plus vite que l'offre des bateaux vides et que le fret a augmenté par suite de l'insuffisance du matériel naviguant.

Le nombre des bateaux a augmenté de 1 p. 100 de 1887 à 1891 ; de 1 p. 100 de 1891 à 1896 ; leur capacité a passé de 2 millions 996.000 tonnes en 1891 à 3.542.000 en 1896, soit une augmentation de 15 p. 100.

Les faits sont en contradiction avec cette affirmation. Or, quand, à l'approche de l'hiver, les transports de charbon prennent toute leur activité, le matériel navigable ne peut à peu près rien prendre du tonnage supplémentaire. La demande fait monter le fret, mais le tonnage va au chemin de fer.

Les 100 millions à dépenser ne doivent donner leur plein effet qu'en 1914. C'est alors que la voie d'eau pourrait demander un fret inférieur à 5 francs. Mais quel sera donc le tarif des chemins de fer à cette époque ?

En douze ans, de 1889 à 1901, le prix moyen de la tonne kilométrique s'est abaissé de 0 fr. 0342 à 0 fr. 03. S'il suivait la même marche décroissante pendant les années qui nous séparent de 1914, il serait de 0 fr. 025, soit pour les 210 kilomètres de Lens à Paris de 5 fr. 25.

Les transformations du matériel, l'emploi des wagons de 20 tonnes, les améliorations des installations fixes permettent de faire prévoir des réductions continues. De 1896 à 1900, par étapes, les abaissements de Lens à Paris ont été de 7 fr. 40 à 6 fr. 70, soit

0 fr. 70. D'après les prévisions, le tarif des chemins de fer sera compris entre le prix actuel de 6 fr. 70 et le prix de 5 fr. 25 ; le prix du fret sur le canal sera compris entre le prix moyen actuel de 6 fr. et le minimum absolu de 4 fr. 65. Il est vraisemblable, dit l'auteur, qu'entre les deux prix réellement pratiqués par les deux voies continuera à régner l'écart de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 existant actuellement.

Mais il faut déduire les 0 fr. 50 représentant les charges accessoires dont la voie d'eau grève les transports qui l'empruntent. C'est donc, en réalité, un écart de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 qui entrera en jeu en 1914 !

Vingt centimes d'écart sur la tonne de houille rendue à Paris : voilà donc le maximum d'effet utile que peut produire le canal du Nord en 1914 ; et cet effet est encore atténué par la situation dans laquelle se trouvera alors le chemin de fer dont la concession expire en 1950.

Le projet sur les voies navigables de M. Baudin et le rapport de M. Aimond comprenaient dans le premier groupe des voies navigables le canal de la Chiers et le canal de l'Escaut à la Meuse.

En jetant un coup d'œil sur la carte, on verra que le canal de la Chiers a pour but de réunir les gisements de Longwy au canal de l'Est. En réalité, il les réunit à la Meuse, aux bassins de Liège et de Charleroi et au port d'Anvers.

Voilà le canal véritable, pour lequel les usines de Longwy ont agi. Ce canal leur permettra de faire venir directement de Belgique les cokes et houilles, et d'y écouler directement leurs minerais et leurs produits.

Une voie navigable est fort commode en ce sens que ses tarifs ne sont pas homologués par l'État. On ne se heurte pas à des difficultés telles que celles que vient d'éprouver une usine du bassin de Briex. En ce moment de crise sur les fontes, elle trouvait plus avantageux d'exporter ses minerais que de les traiter. Le comité consultatif a refusé le tarif qui rendait cette opération possible, de même qu'il refuse les tarifs que M. Jozon, directeur de la navigation, lui demande de ne pas adopter, des tarifs qui pourraient troubler ses prévisions sur le trafic des nouvelles voies navigables.

Alors, M. Guillaïn, dans son rapport, a fait, de ces deux canaux, un seul canal qu'il a appelé *le canal du Nord-Est*, et qu'il présente de la manière suivante :

PARTIES A CONSTRUIRE

De l'Escaut au canal de la Sambre à l'Oise.....	35 kil.
Du canal de la Sambre à l'Oise.....	49
Du canal de l'Est à Mont-Saint-Martin (canal de la Chiers).....	93
	<hr/> 227

PARTIES EMPRUNTÉES

Au canal concédé de la Sambre à l'Oise.....	13
Au canal de l'Est.....	35
	<hr/> 48 kil.
Total.....	275

La dépense totale est estimée à 139.700.000 francs.

On prévoit que les travaux coûteront 131 millions; mais les « intéressés » doivent en fournir la moitié, soit 65.500.000 francs auxquels il faut ajouter 8.700 000 francs d'intérêts moratoires, ce qui fait un total de 74.200.000 francs.

L'annuité de l'amortissement de cette somme en soixante ans, calculée au taux d'intérêt simple de 3 fr. 75 0/0 est de 3.126 000 fr.

Les prévisions de tonnage ont beaucoup varié; celles du gouvernement étaient :

	Tonnes
	—
Canal de la Chiers.....	1.000 000
Canal de l'Escaut à la Meuse.....	2.900.000
	<hr/>
Total pour le canal du Nord-Est.....	3.900.000

D'après une étude fort remarquable de M. de Lespinats, elles avaient été ramenées à 1.500.000 tonnes.

D'après le rapport de la commission, elles sont portées avec une étrange précision à 1.810.000 tonnes.

Voilà donc des prévisions variant du simple au double.

La Commission réduit de près de moitié les prévisions du projet: mais le trafic qu'elle évalue à 1.810.000 tonnes atteindra-t-il ce chiffre?

Les prévisions de péages varient, nécessairement dans la même mesure. Dans son remarquable travail, M. de Lespinats a basé ses calculs sur les données suivantes : cokes : 0.003; houille : 0.006; fers, fontes, etc., 0.010, — chiffres que la commission a définitivement établis à 0.005, 0.008, et 0.011, respectivement.

Remarquons que le canal aura des concurrents : les canaux déjà existants, et par lesquels il n'y aura pas de péages à payer; les bateliers tiendront compte de cette différence..

Par exemple, la distance de Nancy à Valenciennes par les canaux actuels est de 458 kilomètres, elle sera de 413 kilomètres par le nouveau canal, soit de 45 kilomètres en moins. Ce parcours repré-

sente pour les mariniers une dépense de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 par tonne au maximum ; mais, par contre, ils ne paient pas de péages, pour 154 kilomètres, de 5 millimes par kilomètre s'ils sont chargés de minerais et de coke, soit 0 fr. 77 ; de 8 millimes, s'ils sont chargés de houille, soit 1 fr. 23 ; de 11 millimes s'ils sont chargés de fonte et d'acier, soit 1 fr. 69.

Leur intérêt est donc de suivre l'ancienne voie et nous ne voyons pas le mobile qui les pousserait à l'abandonner.

Pour le canal des Ardennes, qui a eu un tonnage en 1899 de 433.000 tonnes, on trouve 98.572 tonnes de houille venant de Belgique par le canal de l'Est et 17.709 tonnes de houille venant de Saarbruck, le tout se dirigeant sur l'embranchement de Vouziers et le canal latéral à l'Aisne. Ces marchandises continueront à suivre la même voie. Il en sera de même pour toutes les marchandises se dirigeant du canal de l'Est vers Paris ou en venant, car la distance actuelle est seulement de 391 kilomètres, tandis que par le nouveau canal elle serait de 506 ; donc 115 kilomètres en plus auxquels il faut ajouter les péages.

Pour les marchandises venant du Nord et transitant par le canal des Ardennes, la distance est seulement de 186 kilomètres au lieu de 301, soit 115 kilomètres en moins. Ce trajet de 115 kilomètres, entraînant une différence de 1 fr. 70 par tonne, compense les droits de navigation.

Que va transporter le canal ? Du coke ?

C'est une drôle d'idée de vouloir justifier l'établissement d'une voie navigable par son utilité pour les transports du coke et de compter sur le coke comme un élément de fret. Le coke est une matière légère, friable, hygrométrique, que détériore facilement le transport par eau. Les hauts fourneaux veulent du coke sec ; et même dans le groupe de Nancy, si bien desservi par les voies navigables, on a renoncé à les utiliser pour le coke.

On fait donc des projets de canaux pour transporter une marchandise qui choisit la voie de fer. Mais ces projets lui offrent-ils des avantages de bon marché ?

M. de Lespinats constate que par chemin de fer le coût du transport du coke de Valenciennes à Mont-Saint-Martin, point de départ du projet de canal de la Chiers, est actuellement de 5 fr. 20. Il estime qu'il reviendrait par bateau à 5 fr. 35.

	Francs
Nouveau canal 217 × 0.019 =	4.69
Anciens canaux (s. péage) 51 × 0.013 =	0.66
Total pour 298 kilomètres.....	<u>5.35</u>

M. de Lespinats calcule sur un péage de 0 fr. 006, tandis que d'après le rapport de la commission, il ne doit être que de 5 millimes. Il y a donc à déduire 247 kilomètres \times 0 fr. 001 = 0 fr. 247.

Dans ces conditions, le prix du transport du coke reviendrait à 5 fr. 11 par la voie d'eau au lieu de 5 fr. 20 par chemins de fer, soit une différence en moins de 9 centimes.

Mais, le coke subit, par bateau, un déchet de 5 p. 100, coûte 2 p. 100 par chemin de fer ; de plus les frais de chargement atteindront 0 fr. 50 par la voie d'eau.

Pour le coke arrivant par fer, les frais de raccordement sont de 0 fr. 12 et les frais de déchargement de 0 fr. 08, soit en tout 0 fr. 20 qui, à déduire de 0 fr. 50, laissent une augmentation de dépenses de 0 fr. 30 pour le coke arrivant par eau.

Le coke qui a suivi cette dernière voie, est donc grevé des frais suivants :

Majoration pour le déchargement des bateaux.....	0.50
Déchet supplémentaire de 0.03 \times 25 francs.....	0.75
Supplément pour le déchargement.....	0.30
Total.....	<u>1.55</u>

Ajoutons à cette somme de prix du transport : 5 fr. 11, cela nous donne le total de 6 fr. 66, contre 5 fr. 20 par le chemin de fer. Le transport par chemin de fer présente un avantage de 1 fr. 46.

D'après M. de Lespinats, pour Douai et Lens, le prix du fret serait :

1° *Douai* :

247 kil. \times 0.019.....	4.69
68 kil. \times 0.013,.....	0.88
Total pour 315 kilomètres... Fr.	<u>5.57</u>

Le prix du transport par fer est de 5 fr. 95 pour un parcours de 277 kilomètres.

2° *Lens* :

247 kil. \times 0.019.....	4.69
88 kil. \times 0.013.....	1.15
Total pour 335 kilomètres... Fr.	<u>5.84</u>

Le prix du transport par fer est de 6 fr. 40 pour 300 kilomètres.

Nous rectifions de nouveau les chiffres en réduisant le taux du fret de 1 millime par kilomètre sur les canaux soumis au péage, soit 0 fr. 247, mais nous les relevons de 1 fr. 55 pour les frais de chargement et de déchargement, et alors nous avons :

De Douai.....	5 fr. 33
Frais de chargement et déchargement.	1 fr. 55
Total	6 fr. 88 soit 0.93 c.

à l'avantage de la voie ferrée.

De Lens, transport.....	5 fr. 60
Frais de chargement et déchargement.	1 fr. 55
Total	7 fr. 15

Ici l'avantage est de 0 fr. 75 en faveur de la voie de fer.

Nous avons vu que le nouveau canal ne servirait pas au coke, qui ne prend pas la voie d'eau.

Or, le rapport évalue le tonnage moyen du coke à 220.000 tonnes par kilomètre qui, au péage de 5 millimes, donnerait 1.100 fr., sur un total de 14.480 fr. Voilà donc déjà 1.100 fr. à déduire.

Le rapport évalue le tonnage moyen par kilomètre à 490.000 tonnes de houille, dont le péage, au taux de 8 millimes, donne 3.920 francs.

M. de Lespinats, dans son étude à la Chambre de commerce de Nancy, compare le prix du transport de la houille par eau et par fer :

	Distance — Kil.	Fret — Fr.
De Valenciennes à Mont-Saint-Martin .	298	5 fr. 10
De Douai à Mont-Saint-Martin.	315	5 fr. 33
De Lens à Mont-Saint-Martin	335	5 fr. 51

Ce chiffre est calculé sur le péage de 6 millimes pour les 247 kilomètres de canaux nouveaux. Or, il est prévu dans le rapport à 8 millimes. Il doit donc être relevé de :

$$247 \times 0,002 = 0 \text{ fr. } 49.$$

Le prix du transport par fer est de :

	Distance — Kil.	Tarif — Fr.
De Valenciennes à Mont-Saint-Martin. .	239	5 fr. 20
De Douai à Mont-Saint-Martin	277	5 fr. 95
De Lens à Mont-Saint-Martin.	300	6 fr. 40

Les frais supplémentaires sont moins importants pour la houille que pour le coke : les frais de chargement sont seulement de 0 fr. 15 ; il n'y a pas de déchet supplémentaire, et au déchargement la main-d'œuvre ne coûte que 0 fr. 20.

Les frais supplémentaires sont par suite :

Chargement en bateau.	0.15
Déchargement :	
Main-d'œuvre.	0 20
Entretien, intérêt et amortissement du matériel.	0.10
Total.	<u>0.45</u>
A déduire :	
Frais de raccordement.	0.12
Déchargement des wagons.	0.08
	<u>0.20</u>
Frais supplémentaires grevant la marchandise.	0.25

En ajoutant cette somme de 0 fr. 25 au coût du transport par eau, on constate que le transport par fer coûte, au tarif de 8 millimes, pour la houille de Valenciennes, 0 fr. 84 de moins que le transport par eau ; de Douai, 0 fr. 14. Le transport par eau de Lens donnera seul un bénéfice de 0 fr. 15. Cet avantage de 0 fr. 15 sur la voie de fer est-il suffisant pour entraîner les mines du Pas-de-Calais dans le syndicat des intéressés ?

Cet avantage est-il suffisant pour refouler à leur profit les houilles belges ?

Le prix du transport par eau de la houille de Charleroi à Mont-Saint-Martin sera le suivant, au tarif de 8 millimes :

Charleroi au Petit-Remilly, 215×0.013	2.79
Canal de la Chiers, 93×0.021	1.95
Fr.	<u>4.74</u>

Le transport par fer coûte 4 fr. 70 par tonne de Charleroi à Mont-Saint-Martin. Il est donc, si l'on tient compte des frais supplémentaires, de 0 fr. 25, inférieur de 0 fr. 29 au transport par eau. La houille belge n'aura donc pas intérêt à fournir du fret au canal.

Mais le canal de l'Escaut à la Meuse refoulera-t-il les houilles belges et allemandes dont la région du Nord-Est « est tributaire » ?

Le rapport l'affirme ; mais les chiffres que nous venons de produire montrent que le nouveau canal n'abaissera pas le prix du transport pour les mines du Nord et que pour celles du Pas-de-Calais cet abaissement ne monte qu'à quelques centimes par tonne.

Les chiffres que nous venons de donner prouveront qu'au point de vue du transport des combustibles le canal de l'Escaut à la Meuse n'est, comme nous l'avons défini, que « le canal prétexte », et que le débouché qu'il doit donner aux houilles du Nord et du Pas-de-Calais est illusoire.

Il y a un autre argument mis en avant : c'est l'intérêt du port de Dunkerque.

d'eau fera gagner de 0 fr. 50 à 4 francs par tonne, selon la direction suivie et la distance parcourue; mais il faut se garder de croire que son choix s'impose pour toute la production.

Si le consommateur est éloigné d'un canal, il faut prendre la voie de fer. Beaucoup d'expéditions, qui se font par petits lots, doivent prendre la voie de fer. M. de Lespinats parle ici de son expérience personnelle :

Les dépôts de marchandises à créer par voie d'eau dans des localités éloignées, d'où on peut réexpédier par fer, sont avantageux seulement dans des cas assez rares, comme le prouvent les essais faits par l'auteur de ce mémoire, qui a cru avantageux, à différentes époques, de créer des dépôts de fer et de fontes dans des localités convenablement choisies.

Il a toujours été forcé de les liquider avec perte, après avoir constaté que les frais de dépôt et de réexpédition étaient plus élevés que l'économie résultant du transport mixte.

En mettant tout pour le mieux, M. de Lespinats arrive pour les fers et aciers à un tonnage de 280.000 tonnes au plus.

Or, le rapport évalue le tonnage à 350.000 tonnes. C'est donc 20 p. 100 en moins et les produits du péage doivent être ramenés à 3.080 francs au lieu de 3.850 francs.

On va donc au devant d'un déficit certain.

Si des industriels intéressés garantissent « même en partie et pour une durée limitée », les 3.126.000 francs nécessaires à l'amortissement et à l'intérêt des 74.200.000 francs que doit fournir le « syndicat », leurs transports sur les nouveaux canaux leur reviendront cher.

Pour que les 3.126.000 francs soient obtenus, à ce péage moyen de 0 fr. 008 millimes, il faut transporter un tonnage moyen kilométrique de 1.810.000 tonneaux.

Or, voici les évaluations du rapport et les évaluations faites par M. de Lespinats :

	Tonnes Rapport	M. de Lespinats	Evaluations du produit du péage par kilomètre	
			Rapp.	De Lespinats
				fr.
Cokes	220.000	»	1.109	»
Houilles	490.000	50.000	3.920	356
Minerais.....	440.000	200.000	2.200	1.000
Fonte et acier....	350.000	280.000	3.850	3.080
			<u>11.070</u>	<u>4.436</u>

Voilà la différence entre les deux évaluations : elle est de

Qu'ont-ils à faire ? Quelle mission s'assignent-ils ? Dans la réunion, tous les orateurs, M. Charles Roux, M. Baudin, M. André Lebon, M. Aimond ont déclaré que le projet de la Commission constituait un bloc. Il ne s'agit donc pas de le perfectionner. A quelle tâche vont se consacrer les sept groupes ? Et quel intérêt spécial la Chambre de commerce de Paris a-t-elle à se solidariser avec ce projet ? Paris en profiterait-il ?

Sur le tableau du mouvement des principales douanes, Paris vient au 17^e rang, avec 226.000 tonnes, mais au 4^e au point de vue de la valeur, avec 410 millions de francs.

Jeumont, qui est au 2^e au point de vue du poids, ne vient que 9^e au point de vue de la valeur, avec 124 millions.

Paris a exporté en 1900, comme poids, 155.700 tonnes : c'est le plus haut chiffre qu'il ait atteint ; mais relativement à la valeur, il vient immédiatement après Marseille et le Havre, avec 484 millions de francs.

Le mouvement de la douane de Paris représente :

COMMERCE SPÉCIAL

	Quantités Tonnes	Valeurs Francs
Importations.....	225.889	410.288.000
Exportations.....	155.614	483.132.000

Ainsi, les exportations représentent 31 p. 100 en moins comme poids et 17 p. 100 en plus comme valeur.

En tête des exportations, nous voyons :

	Poids Tonnes	Valeurs
1 Modes et fleurs artificielles,.....	2 766	71.778.000
2 Vêtements confectionnés et pièces de lingerie cousues.....	785	68.420.000
3 Tissus et rubannerie de soie.....	978	59.647.000
4 Sucres raffinés.....	103.071	31.666.000
5 Tissus de laine.....	2.005	23.736.000
6 Gants de peau.....	217	14.261.000
7 Articles divers de l'industrie parisienne...	678	10.472.000
8 Outils et ouvrages en métaux....	3.774	9.559.000
9 Peaux préparées.....	938	9.841.000
10 Carton, papier, livres, gravures.....	3.251	9.700.000

Ces dix objets forment un total de 298.111.000 fr., soit 61 p. 100 de la valeur totale de nos exportations.

farines par mer. Ils n'ont pas besoin de voies d'eau douce.

Pour les vins, à l'importation, la voie d'eau présente des avantages puisque les vins venant d'Algérie, de Tunisie et autres pays sont estimés, par la commission des douanes, de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 le litre. Mais les vins ordinaires que nous exportons en fûtaille sont estimés à 0 fr. 55 le litre ; les vins de la Gironde de 0 fr. 90 à 1 fr. 50 ; les vins en bouteille de la Gironde, 2 fr. 50 ; les vins de Champagne, 4 et 5 francs. Ils peuvent supporter le transport en chemins de fer. Ce n'est point en péniches que les clos Vougeot et les Corton arrivent en Belgique.

Les savons ? Nous laissons de côté ceux de parfumerie qui sont évalués de 3 à 5 fr. 60 le kilo ; les autres savons sont évalués de 0 fr. 55 le kilo, ce qui fait 550 fr. la tonne ; peuvent-ils prendre le chemin de fer ? Mais on estime que la moitié de la production du savon en France s'effectue dans le département des Bouches-du Rhône et à Marseille même. Elle n'a donc point besoin de canaux pour se rendre au port d'embarquement.

Les huiles ? Les huiles ? Elles sont estimées à 0 fr. 637 le kilo, soit 637 fr. la tonne. Elles ne sont pas produites loin de Marseille et de Cette. Les huiles d'arachides ? Elles sont produites dans les ports. L'huile de sésame ? On la fabrique à proximité de l'arrivage de la graine qui vient des Indes.

Les huiles des graines oléagineuses françaises ? Leur production ne fait que décroître : en 1896, elle était pour le colza de 59.511 tonnes, pour la navette de 6.066 tonnes, pour l'œillette de 8.646 tonnes. Ces huiles ne constituent point d'éléments de chargement pour les voies navigables ni de fret de sortie.

Nous arrivons aux seules marchandises lourdes et bon marché énumérées par M. Charles Roux :

Les ciments ? Ils sont évalués à 50 fr. la tonne. Voilà un élément pour la navigation fluviale. Les briques ? soit, elles valent 15 fr. la tonne ; les tuiles ? soit, elles valent 25 fr. Ce sont des marchandises pondéreuses et bon marché. Elles ont tous les caractères requis.

Actuellement, quel rôle jouent-elles dans notre commerce extérieur au point de vue des exportations ?

	Quantité Tonnes	Valeur Francs
Ciments..... Fr.	232.576	11.628.000
Briques.....	36.463	546.000
Tuiles.....	97.340	2.433.000
Totaux	366.379	14.607.000

Voilà donc le fret de sortie auquel doit pourvoir le nouveau

programme des voies navigables. Quelle en est la valeur? Relativement à nos 4.108 millions d'exportations, elle représente 7 francs pour 1.000 francs! M. Charles Roux espère-t-il la doubler? Il ne nous a pas dit qu'il eût une ambition si haute. S'il l'a, les travaux qu'il préconise la porteraient à 14 francs pour 1.000 francs. Admettons qu'ils la triplent. C'est donc pour porter la part des ciments, des briques et des tuiles à 21 francs pour 1000 dans nos exportations que M. Charles Roux, M. André Lebon, M. Aimond et M. Baudin demandent qu'on engage sur les canaux et les rivières, — les ports étant laissés de côté, — une dépense de 509.270.000 fr.!

Y a-t-il une proportion entre la dépense prévue et le résultat à atteindre? Toute la question est là.

Quand il s'agit de leurs entreprises privées, tous les industriels établissent un calcul entre le prix de revient et le produit. Il est probable que plus d'un des membres de la Chambre de commerce de Paris, plus d'un des commerçants et des industriels qui assistaient à cette réunion a fait cette réflexion : — Quoi! c'est pour augmenter l'exportation des ciments, des briques et des tuiles, une exportation de moins de 15 millions de francs, qu'on vient nous présenter ce formidable programme? Et en quoi intéresse-t-il donc les négociants commissionnaires de Paris et la Chambre de commerce de Paris? Est-ce que Paris va se mettre à fabriquer des ciments, des tuiles et des briques pour justifier ce programme?

Est-ce que ce grand programme fera exporter un kilo de plus de modes et de fleurs artificielles, de vêtements confectionnés et de pièces de lingerie cousues, de tissus et de rubannerie de soie, etc.? Pour Paris, il ne se présente que comme engageant de nouvelles charges pour les contribuables.

Nous venons de voir qu'il en est de même à tous les autres points de vue. Ce n'est pas l'*outillage*, c'est le *gaspillage* national que tend à établir ce projet.

« Notre pays ne peut pas songer à s'arrêter », dit M. Baudin. Mais qui y songe? Est-ce que l'Angleterre s'est arrêtée quand elle a passé des années sans construire de canaux, — sauf celui de Manchester qui n'est pas encourageant, — et sans construire de nouveaux chemins de fer?

Actuellement, il est question d'établir de nouvelles lignes, mais ce sont des lignes de fer plus perfectionnées que les anciennes, permettant de transformer le mode de traction et d'augmenter la puissance de la voie.

On ne s'arrête pas quand on renouvelle « son outillage par la tête », on progresse.

Mais on s'arrête quand, au lieu de construire des bateaux à vapeur, on construit des navires à voiles; on s'arrête quand, au lieu de consacrer ses capitaux aux instruments les plus perfectionnés, on les consacre à des instruments d'un type inférieur et qui seront hors d'usage quand ils seront en état de servir. On gaspille quand on engage des capitaux pour faire concurrence au moyen de transport le plus perfectionné, à l'aide d'un moyen de transport dont le matériel est aussi suranné que la diligence de nos grands-pères.

On fait une œuvre désastreuse quand on empêche l'abaissement de tarifs des chemins de fer pour donner un avantage à la batellerie. S'appliquer à entretenir artificiellement des vieilleries et appeler cela un progrès, c'est une conception chinoise.

M. Gomel se propose de rechercher comment il se fait que le projet de loi relatif aux entreprises dont M. Yves Guyot vient de faire la juste critique a pu être aussi aisément adopté par la Chambre des députés. Il pense que cela tient à ce que depuis quelque temps on a eu le tort d'abandonner la méthode qui présidait auparavant à l'approbation législative des travaux d'intérêt général, et à ce qu'on en a adopté une nouvelle qui n'offre aucune garantie pour les finances nationales.

Comment procédait-on autrefois? Le Gouvernement commençait par faire étudier de la façon la plus sérieuse, par ses ingénieurs, les travaux qu'il voulait entreprendre; il se rendait compte des frais qu'entraîneraient leur exécution et des ressources qu'il pourrait y consacrer. Il soumettait le projet aux Chambres, celles-ci le discutaient avec soin et chaque grande entreprise faisait l'objet d'une loi spéciale. C'est ainsi que l'on a procédé sous la monarchie de Juillet pour les travaux de routes, de ponts, de ports, de canaux et de chemins de fer. A cette époque on était ménager des deniers de l'État, et on considérait que la génération qui exécute de grands travaux dont elle doit profiter, n'a pas le droit de grever les générations futures, en rejetant sur elles le service de lourds emprunts. On imputait donc sur les ressources normales du budget la plus grande partie de la dépense des travaux. C'est ainsi que de 1830 à 1847 on a consacré à des entreprises d'utilité publique un peu plus d'un milliard, en ne demandant pour cet objet à l'emprunt qu'environ 200 millions de francs. Sous la République, malgré les embarras du moment, cette sage pratique a été continuée. On a affecté à des travaux neufs 378.000.000 francs, sans avoir recours à l'emprunt. De même qu'en 1847, année pendant laquelle une crise s'était produite, le Gouvernement est venu

des Travaux publics parlant d'abord d'une dépense de 3 milliards. et quinze jours plus tard, d'une dépense de 4 milliards le gouvernement saisissant les Chambres, d'une série de propositions mal étudiées; celles-ci étendant encore le plan gouvernemental; bref, le tout aboutissant en 1879 au vote de lois qui incorporèrent au réseau d'intérêt général 181 lignes de chemins de fer d'une longueur de 8.860 kilomètres; qui, en tenant compte des lignes antérieurement concédées, mais non encore ouvertes, et de celles simplement classées, portèrent à près de 17.000 kilomètres, le total des voies ferrées à construire; qui décidèrent l'établissement de 1.649 kilomètres de chemins de fer en Algérie; qui enfin ordonnèrent l'agrandissement de 76 ports, l'amélioration de 73 fleuves, rivières ou canaux et l'ouverture de 21 canaux. On évalua, un peu au hasard, la dépense à 6 milliards, et en réalité elle atteindra un chiffre presque double. En tout cas, mises en présence d'une évaluation de dépense aussi élevée, les Chambres n'hésitèrent pas à en grever l'avenir. On emprunta donc sous toutes les formes: rente amortissable, bons du Trésor à court terme constamment renouvelés à leur échéance, avances des compagnies de chemins de fer remboursables par annuités. Le budget des Travaux publics atteignit jusqu'à 673 millions en 1881, soit le cinquième du budget total. Le gouvernement dut réclamer en 1883 le concours des compagnies de chemins de fer; au bout de quelques années, la situation financière du pays amena la diminution des crédits; bref, il reste encore des centaines de millions à dépenser, pour que les divers travaux votés en 1879 soient terminés. Et on s'était flatté qu'ils le seraient en dix ans!

Une expérience aussi concluante que chèrement acquise commandait donc de renoncer aux ambitieux programmes, et de revenir au système de projets spéciaux à chaque entreprise. Cependant la Chambre a encore été saisie d'un programme combiné de manière à donner des satisfactions, au moins apparentes, aux diverses régions de la France, et à permettre ainsi des coalitions d'intérêts particuliers; au point de vue parlementaire, la tactique est habile, mais l'intérêt général est sacrifié. N'a-t-on pas vu, en effet, les députés, hypnotisés par le souci de leur prochaine élection, adopter, presque sans discussion et à raison de 6 millions par minute, un ensemble de 26 entreprises comportant une évaluation de dépenses de 703 millions? Le seul progrès que réalise le projet de loi, c'est qu'il suppose que la moitié de la dépense sera supportée par les intéressés, et que la part à mettre à la charge de l'État sera prélevée sur un crédit annuel de

2 millions inscrit au budget et qui doit bientôt devenir libre. Mais on peut tenir pour certain, d'une part, que les prévisions de dépenses, hâtivement établies, seront largement dépassées, comme l'ont été celles acceptées en 1878; d'autre part, que le produit des péages destinés à rémunérer l'intérêt et l'amortissement des sommes empruntées par les intéressés sera insuffisant, que ceux-ci se retourneront vers l'État pour lui demander de supprimer les péages et d'assumer le service des emprunts, et qu'afin de ne pas laisser en souffrance des entreprises malheureuses, les finances publiques devront intervenir, comme elles l'ont fait en 1878, lors du rachat de plusieurs Compagnies de chemins de fer mises dans l'impossibilité de tenir leurs engagements.

Quel est le but du projet de loi ? On ne le dissimule pas : c'est de faire concurrence aux voies ferrées. Or, de deux choses l'une : si l'on y parvient, l'État en souffrira, car les recettes des Compagnies diminueront, et il devra combler le déficit par le jeu de la garantie d'intérêt ; si, au contraire, on n'y parvient pas, les centaines de millions employés à la construction des canaux auront été gaspillés sans profit.

Pourquoi enfin chercher à diminuer le rendement de nos chemins de fer et à augmenter le trafic des canaux ? Chacun sait que ceux-ci ne rapportent rien au Trésor, mais lui coûtent tous les ans 12 à 14 millions de frais d'entretien. Au contraire, les premiers lui procurent de notables économies pour ses transports et lui valent de très grosses recettes, du chef des impôts qui sont perçus sur les titres d'actions et d'obligations. Leurs tarifs sont d'ailleurs sans cesse abaissés et sont susceptibles de nouveaux abaissements.

Tous ces points de vue auraient pu être mis en lumière, si les diverses entreprises comprises dans le récent projet de loi avaient fait l'objet d'une discussion spéciale. Il faut donc abandonner cette idée fausse que tous les travaux publics sont indistinctement un moyen d'enrichir le pays, et de développer sa puissance économique. Ils ne procurent ce résultat que quand le profit à en tirer dépasse les frais de leur exécution, et, pour s'en assurer, il faut préalablement en faire l'objet d'une étude sérieuse.

M. Ch. Lavollée fait remarquer que la question présente un intérêt considérable à un autre point de vue non traité encore, un point de vue plus général : les grands travaux publics doivent-ils être entrepris utilement pour procurer seulement du travail aux ouvriers ? Non, dit M. Lavollée.

M. Albert-Dehaynin. — Au moment où la mode revient aux canaux, il serait peut-être opportun de remettre en lumière quelques données statistiques essentielles.

Dans les portions du territoire français où les chemins de fer et la batellerie sont en concurrence, le trafic de la marchandise pondéreuse se partage de la manière suivante : deux tiers environ empruntent la voie de fer, et un tiers seulement les voies navigables.

Et cependant, grâce à la suppression du péage sur les canaux, le fret est de 20 à 25 p. 100 moins élevé que le transport sur rails. Par exemple : de Lens à Paris, ainsi que M. Yves Guyot le rappelait tout à l'heure, la houille paie 6 fr. 70 la tonne par le chemin de fer, et 5 fr. 80 en moyenne seulement par la voie d'eau.

D'où vient donc que l'industrie et le commerce donnent la préférence dans la majorité des cas au mode de transport en apparence le plus coûteux. D'autre part, si le wagon est, en fin de compte et malgré les apparences plus économique que le bateau, comment se fait-il qu'un tiers de la masse totale des transports continue à s'effectuer par la voie fluviale ?

Nous touchons ici au nœud même de la question :

Les tarifs, aussi bien que les frets, ne représentent qu'une portion des dépenses totales de transport. Le consommateur établit le coût réel des transports en y ajoutant les frais accessoires, à savoir : le déchargement, le transbordement, le camionnage, et c'est le plus ou moins d'importance de ces frais accessoires qui fait pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre mode de transport. Pour préciser davantage, disons qu'après un parcours de 200 kilomètres par fer ou par eau, il suffit d'un transbordement et d'un camionnage à 1 kilomètre de distance, pour donner l'avantage au chemin de fer ou à la navigation.

Prenons un exemple : la Compagnie parisienne du Gaz reçoit tous ses charbons par chemin de fer, excepté dans deux de ses usines : à Clichy et à Passy. Pourquoi cette différence ? Parce que les usines de Passy et de Clichy sont situées au bord de la Seine, que les charbons y sont reçus sans camionnage, tandis qu'il y aurait camionnage si les arrivages devaient se faire par les gares.

La même loi s'impose à toutes les industries, grandes et petites.

Un certain nombre d'usines, et notamment la plupart de celles qui furent créées avant l'ère des chemins de fer, sont placées sur la voie d'eau. Elles ont continué de s'approvisionner par bateau, ce qui les affranchit de tous frais accessoires.

mêmes. On prétend les favoriser, on croit leur plaire. En est-on bien sûr ?

Si vous interrogez les Chambres de Commerce qui sont des corps élus, la réponse sera vague ; ou même si l'on veut vaguement favorable. Mais prenez individuellement un industriel membre ou même Président d'une Chambre de Commerce et demandez-lui ce qu'il pense du projet. Il vous répondra : « Si l'on dépensait pour améliorer les canaux actuels le quart de ce qu'on va dépenser pour en créer de nouveaux, on ferait sans doute baisser les frets et on rendrait un service sérieux aux industriels placés sur la voie navigable. Cela vaudrait mieux que de procurer des transports à bon marché dans des régions neuves et inexploitées où il n'y aura pas d'usines avant longtemps. »

Notre interlocuteur ne manquera pas d'ajouter ceci : « Mais nous préfererions encore de beaucoup une mesure autrement féconde, à savoir : l'abaissement modéré, raisonnable, mais effectif et immédiat, des tarifs de chemins de fer en ce qui touche les matières pondéreuses ; et cela pour deux raisons, d'abord parce que la grande majorité des usines est placée sur les chemins de fer ; en second lieu, parce que l'économie ainsi obtenue est certaine, chiffrable, tandis qu'il est difficile de se rendre compte du profit que l'on retirerait d'une amélioration des voies navigables, surtout si ce profit est en tout ou partie compensé par un rétablissement quelconque des péages. Les chemins de fer, c'est la proie ; les canaux, c'est l'ombre. Si, au lieu de nous obliger à répondre à une question posée par les Pouvoirs publics, on nous permettait de poser nous-mêmes la question, nous nous permettrions de suggérer la formule suivante :

« L'Etat vient de retrouver une disponibilité de 32 millions par an du chef de l'achèvement des travaux hydrauliques. Que l'on veuille bien nous donner la moitié seulement de cette somme ; qu'elle soit employée à former une bourse commune avec les Compagnies de chemins de fer au moyen d'une combinaison analogue à celle qui a été imaginée il y a neuf ans pour abaisser à frais communs le tarif de la grande vitesse. Cette réforme a été merveilleusement féconde puisqu'elle a eu pour effet de doubler le nombre des voyageurs que par conséquent elle n'a rien coûté ni à l'Etat ni aux Compagnies, tout en donnant une large satisfaction au public. Si par un procédé analogue on abaissait dans la proportion d'un dixième les tarifs de la marchandise pondéreuse, la perte nominale ne dépasserait pas 40 millions ; elle serait couverte en partie par la subvention restreinte de l'Etat et

pour le surplus par la plus-value des recettes. Il suffirait pour cela que cette plus-value fût de 5 p. 100 ; elle serait probablement obtenue assez vite et permettrait, une fois réalisée, de nouveaux abaissements graduels ». Tels sont les vœux modestes, mais pratiques du monde industriel qui voudrait réaliser l'abaissement du prix de revient par des procédés simples, rapides, efficaces et sans demander à l'Etat d'énormes sacrifices qui resteront peut-être en pure perte.

M. Cheysson aurait désiré traiter la question à un point de vue plus général, à un point de vue plutôt économique et social ; mais il espère que le sujet reviendra devant la Société, et il cède la parole à M. de Lespinats.

M. de Lespinats rappelle que les canaux sont des voies de transport plus particulièrement appropriées aux matières pondéreuses et encombrantes. 300 tonnes à expédier donnent lieu à de gros embarras et au départ chez l'expéditeur, qui doit les préparer longtemps d'avance, et chez le destinataire, à la réception. Si l'on voulait appliquer aux voies ferrées les mêmes conditions de manipulations qu'aux divers canaux, il faudrait changer les conditions d'existence et de trafic des chemins de fer. Ceux-ci, en effet, du moins en France, utilisent fort mal leurs wagons, ne transportant guère que par 1.000, 2.000 kilos en moyenne, avec des tarifs fort élevés et un poids mort considérable. Il faudrait des wagons de 20.000, 30.000, 50.000 kilos, comme en ont les Américains, et des trains qu'une seule machine puisse remorquer.

Les canaux nouveaux qu'on veut faire tendraient à prendre à la voie ferrée ses meilleurs transports. Ce serait absurde, car nous avons dans le chemin de fer un outil d'une puissance pour ainsi dire indéfinie, grâce à quelques réformes faciles à réaliser. Sur l'Est, on est arrivé, pour marchandises et pour voyageurs, à 2 fr. 44 par kilomètre de train, à 4 ou 5 millimes par tonne et par kilomètre. Jamais les canaux ne réaliseront ce résultat.

Les canaux constituent un système absolument barbare par rapport aux chemins de fer. Avec eux il faut compter avec la gelée, les chômages, ... Quand un canal est fermé, les riverains doivent attendre, emmagasiner leurs produits, et si, alors, ils sont pressés et usent de la voie ferrée, on voit, devant cet afflux subit, le matériel devenir insuffisant et le commerce se plaindre hautement du manque de wagons.

Conclusion, dit en terminant M. de Lespinats : quand on examine les choses de près, le prix de revient des transports par voies ferrées égale peut-être la moitié ou le tiers du prix des transports sur les canaux les plus perfectionnés.

M. Frédéric Passy, président, en levant la séance, fait observer, après M. Cheysson, que cette très intéressante et très sérieuse discussion a plutôt été une préparation à l'examen de la question générale qui avait été posée, que la réponse à cette question même. Nous avons entendu, dit-il, plaider de la façon la plus remarquable le procès du fer contre l'eau. Il est vrai que c'est principalement sous la forme de l'un ou de l'autre que se présentent le plus souvent les grands travaux publics.

Il est vrai aussi que peut-être la question générale ne pouvait guère faire doute devant une société comme la nôtre, bien qu'elle soit, hélas ! trop souvent mal comprise dans d'autres milieux. Et M. Yves Guyot, dès le début de son exposé, l'avait indiqué en deux mots.

Les travaux publics, pour la société, comme les dépenses particulières pour les individus, sont bienfaisants ou malfaisants, selon leur nature, selon les ressources dont on peut disposer pour les exécuter, et selon les circonstances : appauvrissants et funestes et, par conséquent, cause et non remède de crise, lorsqu'ils diminuent trop vite les ressources disponibles, et surtout lorsqu'ils ne reproduisent pas ce qu'ils absorbent ; avantageux, au contraire, lorsque, sans surcharger le présent, ils préparent sérieusement l'amélioration de l'avenir. Rien n'est plus dangereux, dès lors, ainsi que l'a justement fait remarquer en passant M. Lavollée, que le sophisme qui consiste à dire que cela donne du travail aux ouvriers. Toutes les dépenses, quelles qu'elles soient, donnent du travail ou des salaires à certaines catégories d'intéressés. Mais les unes augmentent, par les résultats, la source du travail et du salaire ; les autres, au contraire, la réduisent.

Et c'est pourquoi, ainsi que l'ont si justement indiqué MM. Gomel et Dehaynin, il est de la plus haute importance de bien se rendre compte, avant d'adopter un programme de travaux publics, de l'utilité réelle de ces travaux, de l'étendue des moyens d'y pourvoir et de l'effet définitif qu'ils produiront sur la richesse générale, sur le développement de l'industrie et sur les facilités de production et de consommation.

Les particuliers, qui paient de leur poche, et qui ont à profiter de leurs entreprises quand elles sont bonnes, et à en pâtir quand

elles sont mauvaises, ne peuvent guère, en général, se dispenser de faire sérieusement cette étude préliminaire. Et cependant ils se trompent très souvent. L'État, dont la responsabilité est beaucoup plus indirecte, et dont les erreurs retombent beaucoup plus sur les contribuables qui paient que sur les assemblées qui votent les dépenses et sur les administrations qui les emploient, est bien autrement exposé à se laisser séduire par de vaines illusions. Et il importe au plus haut degré de le mettre en garde, par une exacte vigilance, contre ces entraînements.

La séance est levée à onze heures vingt.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

YVES GUYOT. *500 millions à l'eau. Les voies navigables et le programme Baudin.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1902, in-8°.

ALFRED MANGE. *Les voies navigables de l'Allemagne.* — Paris, 1902, in-8°.

ALPHONSE COURTOIS. — *Traité des opérations de bourse et de change.* 12^e éd. revue, par EM. VIDAL, P., 1902, in-8°.

E. KLEINMANN. *Le change espagnol en 1901.* — P., 1901, in-8°.

Ministero delle finanze. Bolletino di statistica e di legislazione comparata. Anno II, 1901-2. — Roma, 1901, in-8°.

Ministère des finances. Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe. I. — P., Imprim. nationale, 1901, in-4°.

Monthly summary of commerce and finance of the United-States. septembre 1901. — Washington, 1901, in-4°.

Bulletin démographique argentin. An. II, oct. 1901. — Buenos-Ayres, 1901, in-fol.

PÉRIODIQUES

Annales des ponts-et-chaussées, Journal et Bulletin de la Société nationale d'horticulture, Bulletin de la participation aux bénéfices, Bulletin du ministère de l'Agriculture, Revue départementale, Bulletin de l'Office du travail, Le Rentier, Le Moniteur de Cognac, La Réforme sociale, Lavori della camera di commercio italiana in Parigi, Bulletin mensuel de statistique municipale de Buenos-Ayres, Revue économique

de Bordeaux, Bulletin de l'Institut des actuaires français, Bulletin des séances de la Société nationale d'agriculture de France, Bulletin de l'Association philotechnique, Compte rendu officiel des séances du Sénat, Revue des Sociétés, Revue internationale de sociologie, Bulletin mensuel de la Société de législation comparée, Annals of the American Academy of political and social science, Journal des assurances, l'Union nationale, Le Droit financier, Journal de la Société de statistique de Paris, Bulletin de la Société de géographie commerciale du Havre, Statistica del commercio speciale, Bulletin de la Société de géographie commerciale, Annales du commerce extérieur, Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Economia nazionale di Bucuresci, Memorias de la Sociedad « Antonio Alzate », Circulaire du Musée social, Le Bulletin de la Presse, Revista politica de Bahia.

COMPTES RENDUS

HISTOIRE DES CLASSES OUVRIÈRES ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE AVANT 1789
par E. LEVASSEUR, membre de l'Institut. (*Deuxième édition entièrement refondue*). Tome second. — Paris, Arthur Rousseau 1901.

Le second volume de l'*Histoire des classes ouvrières et de l'Industrie en France* a suivi de près le premier dont nous faisons, ici, le compte rendu dans le numéro du mois de juillet dernier. Ce second volume comprend la période qui va du commencement de la Renaissance à la Révolution française, période curieuse et féconde s'il en fût, et parce que le mouvement économique y fut plus rapide et plus varié que dans les périodes antérieures, et aussi parce que les documents plus nombreux et plus sûrs apportent à l'historien des matériaux sur lesquels il peut s'appuyer avec une certitude très grande.

La Renaissance, comme le fait ressortir très justement M. Emile Levasseur, n'a pas été seulement une époque de Révolution pour les arts proprement dits. Le mouvement s'est étendu plus loin. Il a eu son action certaine, pas toujours apparente, sur l'organisation du travail et sur le développement économique. L'industrie et les corporations, le commerce et ses méthodes se ressentirent vivement de la modification profonde qu'apportait dans nos mœurs la civilisation raffinée, luxueuse, des villes d'Italie alors dans tout l'éclat de leur prospérité artistique et industrielle. Le goût nouveau s'étendit. Aux conceptions sévères et mystiques du moyen âge succédèrent des vues plus profanes, moins limitées. La façon de vivre se modifia peu à peu. La variété succéda à l'unité dans la forme des objets, des étoffes, des monuments. On consomma davantage et la production s'en ressentit. On vit alors croître le nombre des corporations. Elles augmentèrent nécessairement pour suivre le développement de l'industrie. Mais celles qui se fondèrent en ce temps n'eurent plus les mêmes raisons de se constituer que nous avons vu se manifester au moyen âge. Ce n'est pas précisément le besoin d'une protection réelle contre les abus, l'insécurité contre l'anarchie, qui fait se grouper les maîtres artisans, à l'époque de la Renaissance, mais bien l'appât du monopole. D'un autre côté, la Royauté plus forte ne laisse pas échapper ce moyen de maintenir sa

ce qu'est le second volume de l'important ouvrage que M. Emile Levasseur a entrepris de refondre et de mettre au courant. ~~Aucun~~ travail pénible, si ardu fût-il, ne l'a arrêté dans cette tâche. Il a ~~su~~ réunir tous les faits, les coudre avec le fil solide d'un raisonnement ~~et~~ réellement impartial, parce qu'il est scientifique. Et il faut le remercier ~~de~~ nous montrer, dans le passé, la confirmation éclatante des doctrines ~~fondamentales~~ qui sont celles de la science économique. Les personnes ~~trop~~ portées à juger tout rapidement et d'après le fait « actuel » apprendront, dans la lecture de ce livre, que l'évolution des faits et surtout de ~~faits~~ faits économiques ne se fait pas en un jour, mais qu'il y a, à des distances plus ou moins éloignées, des liquidations que rendent inéluctables et que dirigent des lois naturelles. On peut donc, un temps, prolonger des institutions déplorables, ou en créer de mauvaises et les faire vivre par des moyens artificiels, comme les maisons lézardées ou mal construites, que l'on soutient par des étais et que l'on repeint à neuf pour leur donner l'apparence de la solidité : tout s'écroule un beau jour. L'histoire des corporations sous l'ancien régime contient, à cet égard, un grand exemple historique dont M. Levasseur a su faire un enseignement magistral.

ANDRÉ LIESSE.

DROIT ET COUTUMES DES POPULATIONS RURALES DE LA FRANCE EN MATIÈRE SUCCESSORALE, par le Dr A. DE BRANDT, *traduit de l'allemand par M. EUGÈNE RÉGNIER, avec une préface de M. GEORGES BLONDEL* (Paris, à la librairie de la Société du Recueil général des lois et des arrêts).

Ceci est l'ouvrage d'un Allemand, mais d'un Allemand tout à fait familier avec les questions agraires, et qui a voulu accidentellement transporter en France le terrain de ses études et le champ de ses investigations. M. de Brandt s'est déjà signalé dans son pays par de remarquables travaux en matière agricole ; il s'est livré chez nous à une enquête approfondie sur l'état de nos campagnes, la production du sol et la divisibilité de la propriété rurale, ce qui devait lui permettre de nous faire part de ses réflexions au point de vue successoral et des dispositions de notre Code.

Selon lui, en effet, la trop grande divisibilité du sol a eu d'incontestables inconvénients. Il a restreint d'abord la natalité et le développement de la population. S'appuyant sur de nombreuses autorités, M. de Brandt n'est pas loin de considérer que ce morcellement des terres a même altéré, dans une certaine mesure, la vitalité nationale et les forces de notre production.

Il s'explique. La concentration de la propriété dans les mêmes mains et la liberté de tester pour le père de famille auraient peut-être paré à ces inconvénients. L'égalité des droits entre cohéritiers a favorisé les partages, et, par conséquent, le morcellement de la propriété terrienne. Il n'est resté parfois à chaque copartageant qu'un simple lambeau de terre insuffisant souvent pour nourrir la famille et permettre au propriétaire du champ de supporter la baisse des produits et le fardeau des charges qui l'accablent. Comment lutter, d'autre part, avec les grandes exploitations agricoles pourvues de machines perfectionnées et se livrant à la culture intensive, capables ainsi de résister à l'envahissement des produits du dehors? Au point de vue économique, le partage graduel de la propriété a donc amené des effets déplorables dans nos campagnes, quant à la production; elle en a eu de plus désastreux encore, quant à la natalité; c'est la dépopulation de toutes les régions agricoles qui s'en est suivie. Nous venons de le dire, le lambeau de terre cultivée n'était pas assez productif pour nourrir la famille, et il a bien fallu alors se rejeter sur les villes et les cités industrielles. D'autres travailleurs, ne voulant pas voir leur progéniture se partager un bien déjà si réduit, ont usé de la doctrine malthusienne, et ils ont fait en sorte de ne laisser qu'à un seul héritier la terre qu'ils avaient eu tant de peine à conserver.

M. de Brandt nous expose toutes ces causes de malaise et de désertion dans nos campagnes. Il le fait avec une grande impartialité et un réel souci de la vérité, n'ajoutant rien au tableau déjà si chargé de nos misères rurales, rendant un plein hommage, en passant, aux qualités de notre race, à ses facultés de résistance, au courage du paysan et au labeur incessant auquel il se livre.

L'écrivain d'outre-Rhin a cru devoir, dans un des chapitres de son œuvre, établir une comparaison instructive entre le régime successoral adopté en Allemagne et celui qui nous régit actuellement. Il a montré les différences essentielles qu'il y a entre les deux systèmes, et il nous déduit les raisons qui ont déterminé le gouvernement impérial à se prononcer en faveur d'un mode de répartition de la propriété plus apte à en assurer les revenus et en augmenter les produits, notamment en Westphalie, en Prusse et en Hanovre. Ce mode de répartition, que les lois de 1896 et de 1898 avaient déjà eu pour but de bien déterminer, a entraîné la prohibition absolue du morcellement de la propriété rurale dans la plupart des États de la Confédération, c'est-à-dire l'interdiction de partager entre plusieurs héritiers les biens offrant un revenu inférieur à un taux légalement fixé.

Au cours de son étude, également, M. de Brandt se livre à quelques considérations historiques qui ne manqueront pas d'intéresser quel-

ques-uns de nos légistes, car il y est question des projets de réforme que la Restauration avait tenté de faire subir à notre Code en 1826 au chapitre des successions. Il nous parle aussi de l'importance économique et sociale que certains économistes, Frédéric Le Play, notamment, attachaient au droit successoral, en ce qui concerne la condition des paysans. Les prescriptions du Code, selon Le Play, n'ont nullement atteint la grande propriété, « c'est la petite qui a souffert et qui a été périodiquement désorganisée. » Il s'est donc prononcé pour une réforme définitive en matière successorale, « surtout dans le sens de la liberté permettant au père de famille de disposer de la moitié de son patrimoine. » M. de Brandt rend hommage à la grande influence exercée par Le Play dans le milieu social ; il le classe au nombre de ceux « qui se sont plus particulièrement distingués au point de vue de l'organisation de la famille dans les régions les plus diverses de l'Europe. »

Sans vouloir discuter ces appréciations, nous nous bornerons à faire observer que si Le Play a laissé parmi nous un souvenir vivace et montré une grande autorité comme sociologue, peut-être a-t-il quelque peu méconnu l'esprit de son temps et tenu trop peu de compte de certains phénomènes sociaux soumis aujourd'hui à nos observations journalières.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage de M. de Brandt est des plus attachants ; il fourmille de statistiques et de documents précieux, spécialement en ce qui vise la grande enquête de 1866 sur l'état de nos campagnes, qu'il a très intelligemment mis au jour, cela avec des remarques justes et des commentaires originaux. La façon de penser d'un étranger, que l'on sait n'être animé d'aucun esprit de prévention, qui dit juste et qui voit clair, a quelque chose de particulièrement intéressant. M. de Brandt excelle à tirer des conclusions de certaines prémisses. Et toujours le lecteur sent que l'appréciation n'emprunte sa valeur qu'à l'équilibre moral parfait de l'écrivain qui la formule et le jugement sans défaut qui en fixe la portée.

EUGÈNE ROCHETIN.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. *Commentaire de la loi du 9 avril 1898*, par MM. H. Ferrette et le Dr E. Laval, avec une introduction de M. L. Mirman (Girard et Brière, Paris).

Voici un livre intéressant et qui arrive à son heure. Il est d'une certaine portée pratique et il devra se trouver dans les mains de tous ceux,

magistrats ou fonctionnaires, auxquels les devoirs de leur charge **imposent** l'obligation de se pénétrer des mille considérations que fait **naître** l'application de la loi sur les accidents du travail. Cette loi a été **beaucoup** controversée, et elle le sera encore, malheureusement, **puis-**
qu'elle embrasse tant de cas épineux et sujets, par conséquent, à **contestations**.

L'ouvrage est divisé en trois parties ; la première n'est que la **reproduction** des lois, décrets et règlements se rapportant à la ques-
tion des accidents du travail ; la seconde expose des considérations **médicales** sur le même sujet et est suivie de plusieurs gravures illus-
trant cette série d'appréciations personnelles ; la troisième est un com-
mentaire juridique visant tous les cas d'accident, lequel, plein de **science** et d'observation, ne laissera pas grand'chose à glaner à ceux **qui** voudront se hasarder encore sur ce champ si laborieusement par-
couru.

Quant à l'introduction de M. Mirman, elle est intéressante, elle aussi, **à** plus d'un titre. Nous nous attendions à trouver, sous la plume de **l'honorable** député, une de ces philippiques où les méfaits du capital **auraient** été mis en saillie avec cette âpreté qui distingue particuliè-
rement les défenseurs jurés des intérêts prolétariens, si sincères dans **leurs** doléances, mais parfois si exagérés dans leurs revendications. Pas **du tout**. Il n'est aucune des réflexions émises par M. Mirman à laquelle **nous** refusions de nous associer. « C'est l'honneur de notre époque, **dit-il**, que chacun de nous puisse connaître l'étendue des misères **sociales** et veuille s'efforcer d'y porter remède... Il faut travailler à **rendre** les accidents moins fréquents ; il faut, d'autre part, sinon réparer **le mal** produit, au moins et dans la mesure humainement possible, **atténuer** les misères qu'il laisse derrière lui ». Et M. Mirman ne fait **nette** difficulté de reconnaître qu'en cette matière si délicate, l'inter-
vention de l'Etat ne suffit pas, qu'il s'agit de recourir surtout à l'ini-
tiative privée.

Ce qui a spécialement attiré l'attention de l'honorable député, c'est **la responsabilité** qui se trouve en jeu soit de la part du patron, soit de **celle** de l'ouvrier. En fait, jadis, avant le vote de la loi de 1898, cette **faute**, dans la plupart des cas, n'apparaissait point d'une façon précise. « Rares sont les accidents dus à la faute personnelle de l'une des par-
ties ; le plus souvent aucune raison humaine ne peut en déterminer les causes ; de quelque nom qu'on les nomme, force majeure, cas **fortuit**, c'est la fatalité aveugle et insaisissable qui est l'auteur respon-
sable du mal. On a cité plus d'une fois devant le Parlement, et l'on a **généralement** admis, la statistique suivante : sur 100 accidents, 12 sont **dus** à quelque faute du patron, 20 de l'ouvrier, 68 au hasard, à des

causes inconnues et absolument indiscernables. Ainsi, dans 88 accidents sur 100, la loi ancienne refusait à la victime tout espoir de réparation. « Aujourd'hui les tribunaux ont fini par établir une jurisprudence qui classe à peu près définitivement certains de ces cas naguère soumis à des interprétations juridiques différentes. La loi du 12 février 1893 sur l'hygiène et la sécurité du travail et celle du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels, ont donné une force nouvelle aux magistrats désireux de sauvegarder avant tout les intérêts de la personnalité lésée.

M. Mirman s'étend sur la série des risques professionnels. Le risque professionnel est divers ; il y en a de dangereux, il y en a d'atténués et il y en a qui sont liés à une sorte de fatalité inéluctable, résultant des risques inhérents à la profession. Toutes les statistiques sont concordantes à cet égard. Celles qui furent dressées par le gouvernement suisse, entre autres, nous font connaître que « si l'on classe les professions d'après le nombre des morts produites par les accidents du travail, on constate que la sylviculture occupe le 3^e rang avec 377 morts sur 100.000 travailleurs de cette catégorie, l'agriculture le 8^e rang avec 99 morts, les fabriques de machines et d'outils le 9^e avec 76 morts, et l'industrie textile, grande industrie par exemple, le 11^e rang avec 51 morts. » D'autre part, « les statistiques allemandes établissent que la conduite des voitures offre presque cinq fois plus de risques que l'industrie textile à moteurs mécaniques ». D'où cette conclusion « que les professions les plus dangereuses n'étaient point celles qu'ensanglantent à longs intervalles les catastrophes les plus dramatiques, mais que les travaux que le public mal informé serait d'abord tenté de croire inoffensifs sont souvent en somme les plus meurtriers ». Il fallait donc une loi qui envisageât les principales responsabilités et qui donnât satisfaction, dans la mesure du possible, à des intérêts qui, jusque-là, avaient été sacrifiés, étant bien prouvé que la victime avait *droit* à une indemnité. Ne pas perdre de vue, en effet, que s'il se rencontre quelques patrons égoïstes et d'un esprit par trop pratique, il y a aussi des ouvriers foncièrement malhonnêtes et simulateurs, pour lesquels c'est faire œuvre pie que d'exploiter la bonne foi du patron et de lui réclamer une indemnité pour un accident quelquefois illusoire et savamment « truqué ». L'humanité est partout la même ; il n'y a que les degrés de moralité qui lui assignent sa valeur propre.

Presque tous les pays ont fini par établir une législation qui, à ce point de vue, ne laisse pas grand'chose à désirer ; et nous-mêmes, en France, nous n'avons fait que suivre l'exemple de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Angleterre, etc., imitées déjà en cela par l'Italie et le

Danemark. M. Mirman fait un résumé historique de cette loi sur les accidents du travail, assez incomplète encore, selon lui, car elle ne vise qu'un certain nombre de professions. Il termine en souhaitant que, par une exacte connaissance des réalités pratiques, les malentendus que cette loi a soulevés se dissipent et que tous les bons citoyens s'unissent, non seulement pour reconnaître les progrès acquis, mais surtout pour réaliser ceux qui restent encore à accomplir.

L'ouvrage de MM. Ferrette et Laval est à lire et à méditer, nous le répétons. Evidemment, cette grave question des accidents du travail a déjà provoqué bien des discussions, nous le faisons remarquer en commençant. Chacun, dans ce concert de raisonnements et d'interprétations juridiques, donne sa note personnelle. Il n'en est pas moins vrai que des études du genre de celle qui nous occupe viennent apporter leur contingent d'aperçus utiles et de considérations justifiées, et qu'ils peuvent servir de guide, en tout état de cause, pour ceux que la pratique journalière amène à envisager tant de ces cas litigieux que la loi n'a pas encore visés et qu'une législation précise et uniforme, sans lacunes comme sans équivoques, serait capable seule de résoudre.

EUGÈNE ROCHETIN.

ESSAI SUR LA THÉORIE GÉNÉRALE DE LA MONNAIE, par ALBERT AUPETIT. —
1 vol. in-8°, GUILLAUMIN, 1901.

M. Albert Aupetit, marchant sur les traces des Cournot, des Walras, des Jevons, etc., veut faire de l'Economie politique — de l'Economie politique pure, bien entendu, ou de ce qu'il appelle l'Economie rationnelle — une science mathématique. Je conçois cette tendance quand on manie les formules algébriques avec l'aisance de l'auteur. De plus, je me suis laissé séduire un peu par la préface d'une haute philosophie où il fait preuve d'un grand talent et d'une puissance de raisonnement rare. Je voudrais, à cause des qualités dont il fait preuve, n'avoir que des éloges à donner à son livre. La critique conserve ses droits qui sont ici, je n'en puis douter, ceux de la vérité. Mais je désire vivement que M. Aupetit, qui partage nos idées libérales et peut rendre des services à la cause que nous défendons, ne voie, dans mes observations toutes sympathiques, que le désir de le ramener à une conception plus exacte de la science. Tout n'est pas chiffre dans ce monde, et il faut un raisonnement différent à des ordres de choses différents.

Dans sa préface M. Aupetit montre comment, par la synthèse, on peut remonter jusqu'à la formule littérale définitive, la formule algé-

brique, qui est pour lui le point culminant. Pour se restreindre aux sciences mathématiques ou à celles qui peuvent s'y résoudre à certains points de vue, oui; pour les autres, non; et l'Economique, même rationnelle, est de celles-là. Et même, par une synthèse plus élevée encore, et qui embrasserait toutes les sciences, le dernier terme ne sera pas la formule algébrique. Je ferai tout de suite une remarque sur le terme d'*Economique rationnelle*. Je sais bien que M. Aupetit l'emploie par opposition avec celui d'Economique expérimentale. Mais, pour être expérimentale, pour s'appuyer sur des faits, cette dernière n'est pas moins rationnelle. Autrement elle perdrait toute sa valeur.

Et j'ajoute : Est-il facile, est-il possible, de séparer strictement les choses nécessaires des choses contingentes qui tiennent ici une grande place? Et si cette séparation pouvait se faire, la méthode mathématique, avec sa rigueur, mais aussi ses limites, est-elle assez souple pour admettre toutes les données, se prêter à tous les raisonnements? J'ai lu le résumé des opinions en faveur de la méthode que donne M. Aupetit. Je n'ai pas été convaincu. « Autant que nous pouvons nous en rendre compte, dit M. Cairnes, les vérités économiques ne sont pas de celles qui se découvrent avec l'aide des mathématiques. Si cette opinion est fausse, on a sous la main un moyen facile de la réfuter : c'est de présenter une vérité économique que l'on ne connaissait pas déjà, et à laquelle on soit arrivé par cette voie : mais jusqu'à présent, on ne semble pas, que nous sachions, avoir fourni cette preuve évidente de l'efficacité de la méthode mathématique. En nous plaçant sur ce terrain, nous n'avons aucunement l'intention de nier la possibilité d'employer les diagrammes géométriques et les formules mathématiques, si l'on se propose de mettre en lumière des doctrines économiques vers lesquelles on aura été conduit par d'autres sentiers... Ce que nous nous hasardons à nier, c'est la doctrine que le professeur Jevons et d'autres ont avancée, à savoir que la notion économique est susceptible d'extension par ce procédé, que les mathématiques peuvent être appliquées au développement de la vérité économique de la même manière qu'elles sont appliquées au développement de la vérité en mécanique et en physique. A moins de démontrer, ou que les phénomènes moraux comme les sentiments comportent d'être exprimés dans des formes quantitatives, ou que les phénomènes économiques ne dépendent pas de la sensibilité, nous sommes dans l'incapacité de voir comment on peut éviter cette conclusion (1). »

Je me range à cette opinion que je crois la bonne. « Qu'importe,

(1) *Les caractères et la méthode logique de l'Economie politique*. Préface de la 2^e édition.

indépendante qu'on voudra, n'est pas sans subir parfois une influence, conséquence du privilège, de la part de l'Etat, influence à laquelle échapperaient les Banques multiples. Il ne semble pas bien logique de choisir le système qui a la plus proche parenté avec celui que l'on veut éviter.

Quelques pages sont consacrées aux avantages du billet de banque et aux caractères qu'il doit avoir pour offrir ces avantages. Il n'y a rien de particulier à remarquer à cet égard. Son usage tend à se restreindre par la concurrence des chèques, des virements, des pratiques des Chambres de compensation. « Mais, dit l'auteur, si son utilité actuelle diminue, elle aura été considérable dans le passé; elle sera peut-être considérable dans l'avenir, si tel ou tel Etat doit faire appel au crédit. » Ces derniers mots auraient besoin d'explication. Ainsi l'Espagne use largement, trop largement, des émissions, et son crédit ne semble pas en profiter, loin de là. Je pense que ce n'est pas ainsi que l'entend M. Perroud.

F. PONS.

LES GRANDES COMPAGNIES COLONIALES ANGLAISES AU XIX^e SIÈCLE, par EDMOND CARTON DE WIART. 1 vol. Perrin et Cie. Paris, 1899.

Les grandes compagnies de colonisation, à l'instar de celles que l'Angleterre avait créées pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, étaient fort en faveur dans les milieux coloniaux français en ces dernières années. On a donc voulu tenter au Congo quelque chose d'approchant; il ne semble pas que l'essai ait réussi à en juger par les doléances des adjudicataires entreprenants qu'avaient séduit les perspectives d'un prompt enrichissement sur une sorte de petit royaume bien à eux. Mais le succès des compagnies à charte anglaises était-il donc si frappant, si convaincant, qu'on n'eût plus qu'à adopter partout le même système? Au point de vue de l'agrandissement des possessions anglaises, peut-être; au point de vue financier pour les bailleurs de fonds, non assurément dans la plupart des cas. Cela ressort avec évidence de la sérieuse étude que M. Carton de Wiart a consacrée aux quatre grandes compagnies à charte : la *British North Borneo Company* (1881), la *Royal Niger Company* (1886), l'*Imperial British East Africa Company* (1888) et la *British South africa Company* (1889), plus généralement connue sous le nom de *Chartered*.

On sait que l'*East India Company*, supprimée en 1858, fut la dernière de ces grandes compagnies qui, pendant deux cents ans, avaient uni à des pouvoirs souverains le monopole des entreprises dans les

été, à peu de chose près, imitée dans la suite ; donc, sans nous attarder à étudier successivement quelle influence elle a pu avoir sur l'exploitation de chacune des grandes sociétés coloniales d'Afrique fondées depuis une trentaine d'années, voyons quelle a été son utilité aux yeux des entrepreneurs coloniaux anglais ; quelles entraves elle a pu apporter aux affaires et quelles charges elle a fait assumer aux Compagnies incorporées.

L'octroi de la charte par la Couronne constitue un accroissement de prestige moral sur les indigènes, en dehors des pouvoirs souverains qu'elle confère ; mais elle astreint les Compagnies à des obligations qui ne leur eussent pas été imposées si elles étaient restées soumises au régime de droit commun : contrôle rigoureux du gouvernement britannique par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat pour les colonies dans tout acte administratif de quelque importance ; prescriptions morales telles que obligation de travailler à l'abolition de l'esclavage, de respecter les coutumes des indigènes, de restreindre le commerce de l'alcool, etc. Les compagnies sont même parfois tenues — c'est le cas pour celle de l'Afrique du Sud — de présenter au Secrétaire d'Etat les comptes de l'exercice écoulé et les prévisions pour l'année suivante. (Il s'agit ici des recettes et dépenses publiques faites en tant que compagnie de gouvernement) afin de faciliter l'établissement des responsabilités financières en cas de substitution de l'administration impériale à celle de la compagnie. Car dans toute charte la Couronne se réserve le droit de révocation par suite d'inobservation de ses prescriptions. Malgré toutes les restrictions à l'exercice du pouvoir souverain imposées à ces Sociétés, depuis la sottle équipée du Dr Jameson, il se manifeste en Angleterre une vive réaction contre le système des compagnies à charte. Pourtant, en moins de vingt ans, l'empire britannique a été redevable à l'action de grandes compagnies d'une augmentation sensible de territoire organisé : en 1876, l'Angleterre possédait en Afrique 279.165 milles carrés ; en 1898, 2.514.692 milles carrés. La part des territoires soumis à des compagnies à charte était à peu près de 1.750.000 milles carrés. A vrai dire, pendant ce même laps de temps, la France a agrandi son domaine africain dans des proportions plus fortes encore, mais peu de chose a été fait pour la colonisation de ces immenses possessions, tandis que celles sur lesquelles s'est étendue l'influence des chartered anglaises sont en plein rapport pour la plupart. De plus, l'octroi de chartes par la Couronne a permis au gouvernement anglais d'établir indirectement son action sur de nouvelles colonies sans avoir à craindre l'opposition parlementaire ou celle de l'opinion publique et surtout en évitant toutes complications internationales. Sans compter l'économie budgétaire que réali-

aux entreprises humaines, il semble que le système des **grandes** compagnies de gouvernement, organisées d'après les principes **des** chartered anglaises, soit le meilleur mode d'exploitation des colonies. Il suffit de s'attacher à corriger ce que, dans la pratique, elles ont **mon-**tré de défectueux pour en retirer tout ce qu'elles contiennent de bon **et** d'utile. Par leur moyen, seul, l'initiative individuelle, l'énergie, **le** sentiment de la responsabilité vis-à-vis de soi et non plus du despo**te** ignorant qu'est trop souvent l'Etat, les plus hautes facultés de l'hom**me**, enfin, peuvent se déployer à l'aise. Des hommes entreprenants **et** hardis ne sont pas impossibles à rencontrer dans notre pays ; ce qu'**on** y trouvera peut-être moins aisément, ce sont des actionnaires disp**o-**sés à attendre indéfiniment des dividendes. Il y en a, certes, mais **pas** en assez grand nombre. C'est là le revers d'une médaille dont l'ave**rs** est une plus large extension qu'ailleurs de l'aisance générale.

M. LR.

LES SAVANTS MODERNES. LEUR VIE ET LEURS TRAVAUX, d'après les documents académiques choisis et abrégés par A. REBIÈRE, 1 vol. orné de portraits — Nony et Cie, Paris 1899.

Lorsqu'excédé de la sottise et de la vilenie humaines, outré des privilégiés abusifs des uns et écœuré de l'inertie ou de la stupide agitation des autres on se demande si tant d'efforts pour améliorer la situation générale ne sont pas vains, rien de tel pour reprendre courage à continuer la lutte que de lire certaines vies de savants ; cela repose et reconforte. Non pas qu'ils soient exempts de toutes faiblesses — il ne faut pas pousser l'illusion admiratrice jusqu'à compter trouver en eux la perfection absolue — mais il y a plus souvent en eux que dans les hommes des autres milieux ce qui se rapproche le plus de la perfection ; c'est déjà bien quelque chose. Aussi est-ce une excellente idée qu'a eue M. Rebière de réunir en un volume une soixantaine de courtes notices biographiques, formées d'extraits d'éloges académiques, où nous voyons dans quelle mesure les éclairs de leur génie ou leurs patientes, laborieuses, pénibles et parfois dangereuses recherches ont contribué au bien-être, à l'agrément de leurs semblables et ont déblayé la voie pour leurs successeurs. Les mathématiciens, les astronomes, les physiciens, les chimistes, les naturalistes et les physiologistes sont seuls représentés ici ; les noms des plus illustres sont dans toutes les mémoires, nous ne les rappellerons donc pas. Nous ne citerons que quelques traits empruntés à des vies de savants moins connus du grand public

Lamarck qui, lui, eut le sort de tous les précurseurs : il vécut longtemps pauvre, aveugle et délaissé, soutenu seulement par l'admirable dévouement de ses filles.

Avec René-Just Haüy, le prêtre minéralogiste, nous voyons un savant si complètement absorbé par la science qu'il en perd toute notion des événements extérieurs, quelque terribles qu'ils soient. Vivant à l'époque de la grande Révolution, il voit un jour avec surprise, dit Cuvier, des hommes grossiers entrer violemment dans son modeste réduit. On se saisit de ses papiers où il n'y avait que des formules d'algèbre; on culbute cette collection qui était sa seule propriété; enfin on le confine avec tous les prêtres et les régents de cette partie de Paris dans le séminaire de Saint-Firmin qui était contigu au Cardinal Lemoine — où il était professeur — et dont on venait de faire une prison. Cellule pour cellule, il n'y trouvait pas trop de différence; tranquilisé surtout en se voyant au milieu de beaucoup de ses amis, il ne prit pas d'autre soin que de se faire apporter ses tiroirs et de tâcher de remettre ses cristaux en ordre. Heureusement il lui restait au dehors des amis mieux informés de ce que l'on préparait. Un de ses élèves, M. Geoffroy Saint-Hilaire, court implorer pour lui tous ceux qu'il croit pouvoir lui servir. Ils obtiennent un ordre de délivrance et M. Geoffroy Saint-Hilaire immédiatement le porte à Saint-Firmin; mais il arriva un peu tard et M. Haüy était si tranquille, il se trouvait si bien que rien ne put le déterminer à sortir ce jour-là; le lendemain matin, il fallut presque l'entraîner de force. Le surlendemain était le 2 septembre! Jusqu'à la fin il demeura si simple de manières, si modeste en son habit, que personne ne se doutait qu'il fût devenu un personnage considérable.

L'intervention de Hallé, Borda et Haüy, ces deux derniers au nom de la Commission des poids et mesures, en faveur de Lavoisier auprès du tribunal révolutionnaire, avait été moins heureuse que celle des amis de Haüy. La haute situation sociale et scientifique de Lavoisier portait sans doute ombrage à quelques-uns, car Monge, Guyton de Morveau et Fourcroy gardèrent le silence en la circonstance. Ce dut leur être plus tard un cruel remords.

Mais ne quittons pas l'ouvrage de M. Rebière sur une impression pénible. Entrons dans le cabinet de travail de M. de Blainville, le zoologiste; le spectacle en vaut la peine et la description qu'en donne Flourens est assez amusante pour que nous la reproduisons : « Passant sa vie dans un sombre cabinet, s'y recélant au fond d'un vaste et profond fauteuil, s'y entourant d'un triple rempart, mélange confus de livres, de dessins originaux, de préparations anatomiques, de microscopes mal assurés, si parfois un disciple studieux était admis, il avait,

nous sommes introduits dans l'intérieur d'un homme d'affaires véreux dont le caractère, les habitudes et jusqu'à la démarche sont dépeints avec une vérité et une puissance d'observation toutes balzaciennes.

Il est fort regrettable que M. Payoud ait exagéré la thèse qu'il a voulu soutenir, et qu'il ait choisi comme cadre de ses théories une intrigue qui frise un peu le roman feuilleton. Il est convaincu que la justice ruine ceux qu'elle a pour mission de défendre, que les lois, pour avoir voulu trop protéger, nuisent au contraire à ceux qui les invoquent, tandis qu'une catégorie de privilégiés profite seule des dépouilles des plaideurs. Ce sont là des opinions qui renferment bien une certaine part de vérité, mais en adoptant une autre forme pour les répandre, M. Payoud aurait été plus persuasif et, par conséquent, aurait mieux servi sa cause.

ROBERT DOUCHET

ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE DES AIDE-MÉMOIRE. *Le sel, les salines et les marais salants*, par A. LARBALÉTRIER, professeur à l'Ecole d'agriculture de Grand-Jouan, 1 vol. in-12. Paris, Masson et Cie et Gauthier-Villars.

M. Larbalétrier vient de publier un nouveau volume non moins intéressant que celui consacré à la tourbe et dont, récemment, nous avons rendu compte ici même. Cet ouvrage s'occupe d'une matière bien mieux connue encore, car elle est d'un usage universel : le sel marin vulgairement sel de cuisine, le chlorure de sodium des chimistes.

Après avoir tracé sommairement l'histoire du sel et exposé ses propriétés physiques et chimiques, l'auteur fait connaître les sources auxquelles il est emprunté, son extraction, sa production, le commerce dont il est l'objet et ses usages.

La source la plus abondante du chlorure de sodium est l'eau de la mer qui en renferme environ 3 p. 100. On le rencontre aussi dans les eaux douces, de même que dans les eaux de source, plus riches, parfois, que les eaux marines. Il existe également des lacs d'eau salée et on le trouve dans les entrailles de la terre, à l'état solide, constituant le *sel gemme*. Enfin, dans les poussières qui flottent dans l'atmosphère, il existe des parcelles de chlorure de sodium.

La plus grande partie du sel employé en France provient de l'eau de mer qui contient de 35.5 à 37.5 parties de divers sels dissous pour 1.000 parties d'eau. Dans ces sels, le chlorure de sodium entre, à lui seul, pour 27 parties environ.

d'autres substances minérales. Elles deviennent exploitables quand elles renferment au moins 5 p. 100, mais leur tenure en chlorure de sodium atteint parfois 25 p. 100.

M. Larbalétrier a réservé un chapitre pour les fameux gisements de Stassfurt dont il trace rapidement l'histoire. Ces mines ne doivent pas leur grande réputation au sel gemme qu'elles fournissent, mais bien aux composés potassiques qu'elles contiennent en abondance et dont l'agriculture fait actuellement une énorme consommation.

D'après quelques géologues, l'épaisseur du sel gemme dans le gisement de Stassfurt, serait d'au moins 500 mètres, s'étendant sur une surface de 1.400 kilomètres carrés.

L'auteur examine ensuite les qualités du sel, le mode d'analyse ainsi que les falsifications dont il est l'objet. Celles-ci s'effectuent par l'adjonction du plâtre, du sable, de l'argile. Une falsification très commune consiste dans l'addition du sulfate de soude. Il y a lieu de noter que le sel ne doit pas contenir plus de 8 p. 100 d'eau hygroscopique.

Le chapitre suivant s'occupe de la production, de la consommation, du commerce et de l'impôt du sel et le dernier expose ses usages qui sont très nombreux.

Comme condiment, le sel est d'un usage universel. On le rencontre dans tous les aliments et il existe en dissolution dans tous les liquides de l'organisme. Il entre dans la composition du sang, de la salive, de la sueur, du suc gastrique, du lait, etc.

Il est connu de toute antiquité comme agent de conservation. Non seulement il est antiseptique, mais encore il favorise la dessiccation des matières organiques avec lesquelles il est en contact.

L'Amérique fournit d'énormes quantités de viandes salées, notamment de bœuf et de porc.

Le sel est aussi fréquemment employé en médecine. On en fait usage dans l'alimentation du bétail et l'on sait qu'il reçoit de nombreuses applications dans les industries chimiques.

G. FOUQUET.

FRANC VOTE ET JUSTE REPRÉSENTATION, par LÉON ROQUET, br. in-18°. Paris, Guillaumin et Cie. 1902.

Les défauts, pour ne pas dire les vices du suffrage universel, tel qu'il est aujourd'hui pratiqué, sautent aux yeux de tout le monde et chacun s'efforce de trouver les moyens de les corriger. M. Léon Roquet, ancien député et depuis longtemps maire, a pu acquérir de l'expérience et faire des observations intéressantes sur les divers rouages de la repré-

sensation dite nationale, et c'est le fruit des réflexions qu'il a faites dans l'exercice de ses fonctions qu'il livre aujourd'hui au public. M. Roquet veut rendre le vote loyal et sincère, et faire en sorte que la représentation nationale soit le reflet fidèle, exact du pays. Pour réaliser cet idéal il faudrait, tout d'abord, substituer « l'amitié » à la lutte féroce qui se manifeste actuellement dans les bien nommées « batailles électorales. » L'auteur rappelle la maxime d'Aristote : que *les bons législateurs ont eu plus de soins de l'Amitié que de la Justice*, à plus forte raison que de la violence. Autrefois, la guerre proprement dite était tempérée par la chevalerie; « pour que la lutte électorale soit loyale, il faut qu'elle ait ses règlements étroits, ses règles de courtoisie imposée, de chevalerie ».

A cet effet, M. Roquet expose un projet de loi en 19 articles ayant pour but de déterminer les conditions de la lutte. Nous ne pouvons reproduire ici ce projet, quoiqu'il ne soit pas très long, nous dirons seulement que c'est un système intermédiaire entre le scrutin de liste et le scrutin d'arrondissement en vue d'éviter les inconvénients de l'un et de l'autre et que la pièce principale de ce système est la réversibilité des votes.

La circonscription électorale est le département, au lieu d'être l'arrondissement. Exception est faite pour le département du Nord, divisé en trois circonscriptions et la Seine qui en comprendra sept. Les électeurs ne votent que pour un seul nom, comme pour le scrutin d'arrondissement. Pour être élu il sera nécessaire et suffisant d'obtenir 15.000 voix ou un autre chiffre reconnu valable par la commission de recensement. Les voix en plus acquises par les élus pourraient être reversées sur d'autres candidats, d'après les règles et conventions tracées dans le projet, jusqu'à ce que le département ait tous les représentants auxquels il a droit, d'après le nombre des votants, et non d'après le nombre des électeurs inscrits. S'il y a beaucoup d'abstentions, il y aura moins de députés, mais personne n'aura à s'en plaindre et, suivant toute apparence, rien n'en ira plus mal.

Pour bien se rendre compte du mécanisme de ce projet, il faut en voir le développement et l'application à des exemples; pour cela nous renvoyons nos lecteurs à la source. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que M. Roquet s'est attaché à supprimer deux graves inconvénients du système électoral actuel : l'éviction des capacités et le sacrifice des minorités.

Les minorités, dit l'auteur, sont « le sel de la terre ». Elles sont composées des hommes d'étude, d'expérience et de science. Leur originalité et leur bon sens les ont dégagés des préjugés à la mode, leur ont fait rejeter les systèmes en vogue, les ont mis au-dessus des ignorances cou-

contribuables pourraient respirer quelque temps et dormir tranquilles sans se demander chaque soir : quel nouvel impôt va-t-on nous mettre sur les épaules demain ?

M. Roquet ne considère pas son projet de loi comme le dernier mot de la question. « En tout système nouveau, dit-il, est recélé plus d'inconnu que n'en imagine la vanité des inventeurs. Il y a peut-être d'autres combinaisons acceptables. La pratique les mettra en lumière ». Son système présente l'avantage de pouvoir être expérimenté partiellement, soit en grand dans quelques circonscriptions pour les élections législatives, soit en petit dans les élections des conseils généraux ou locaux. M. Roquet voudrait même qu'il fût appliqué à l'élection des bureaux d'assistance et qu'on ne pût être conseiller de la commune, de l'arrondissement, du département ou de l'Etat, qu'après avoir passé par les conseils d'assistance « foyers de rapprochement, écoles d'expérience. »

On voit par cet aperçu que M. Roquet a profondément médité son sujet, qu'il l'a envisagé à loisir sous bien des faces et que, si son projet ne satisfait pas tout le monde, il est peu de penseurs auxquels il ne suggèrera pas d'autres combinaisons plus ou moins acceptables. En tout cas, il est facile de l'essayer et il est fort désirable que le pouvoir supérieur laisse aux pouvoirs inférieurs la faculté d'en faire l'expérience, s'ils le jugent à propos.

ROUXEL.

LA PSYCHOLOGIE ETHNIQUE, par CH. LETOURNEAU, 1 vol. in-8°,
Paris, Schleicher 1901.

L'évolution a été envisagée sous toutes ses faces par M. Letourneau : évolution de la famille, de la propriété, politique, juridique, littéraire, etc. Le présent volume peut être considéré comme le complément de l'œuvre. L'auteur a voulu demander à la sociologie ethnographique des renseignements sur la valeur mentale des collectivités humaines, appartenant aux diverses races afin de les classer suivant une hiérarchie psychique, qui puisse en même temps donner une idée approximative de l'évolution mentale dans le genre humain tout entier.

Pour remplir ce programme, M. Letourneau commence par étudier la psychologie animale, puis celle des enfants et des hommes primitifs plus ou moins sauvages, pour arriver à celle des civilisés modernes, en s'efforçant de faire ressortir la signification mentale des faits, de relever les traits expressifs, propres à caractériser psychiquement

côté de la raison, du côté de ce qu'on est convenu d'appeler la science. Cette victoire sera-t-elle définitive ? Dans sa *Civilisation primitive*, M. Taylor en doute. M. Letourneau est plus optimiste : « Trop de lumière s'est déjà épanchée sur le monde pour qu'il soit possible désormais de l'éteindre partout et pour toujours ».

Partout, soit ; mais il n'est pas impossible que le flambeau tombe des mains mandarinesques qui le portent actuellement.

ROUXEL.

LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU MARQUIS DE MIRABEAU dans l'*Ami des hommes* par LUCIEN BROCARD. 1 vol. in-18°. Paris V. Giard et E. Brière, 1902.

Le comte de Mirabeau, le fameux tribun, semble tomber de plus en plus dans l'oubli ; il n'est plus guère cité et, en tout cas, c'est de seconde main. Son père, le Marquis, l'économiste, resté longtemps dans l'oubli, connu plus ou moins superficiellement de quelques érudits et jugé en conséquence, aurait-il un meilleur sort et reprendrait-il un regain de popularité ? Dernièrement, M. Henri Ripert consacrait tout un volume à l'analyse de l'œuvre entière du marquis de Mirabeau¹ ; aujourd'hui c'est M. Lucien Brocard qui entreprend de coordonner et de rajeunir les doctrines économiques et sociales contenues dans l'*Ami des Hommes*, l'œuvre principale du marquis et celle qui est la plus marquée de sa personnalité.

On oublie trop souvent, dit M. Brocard, que le marquis de Mirabeau a une personnalité distincte, l'une des plus fortes parmi les hommes de son temps, et qu'avant d'être physiocrate, il a d'abord été lui-même. Non seulement il a été lui-même, mais il a été le précurseur de plusieurs écoles qui ont fait plus ou moins de bruit de nos jours et « malgré ses lacunes et ses déficiences, son œuvre n'a pas d'équivalent ».

Il a d'abord été moraliste autant et même plus qu'économiste. « Il a donné le premier à l'économie politique ce caractère éthique qui a formé de nos jours l'objet de tant de discussions. »

Ses fréquentes comparaisons de la Société à un animal et peut-être plus souvent à un végétal permettent de considérer aussi le marquis de Mirabeau comme un précurseur de la sociologie : « L'*Ami des hommes* est l'embryon d'une sociologie presque comparable à celle que concevra plus tard Auguste Comte. »

¹ *Le Marquis de Mirabeau* par Henri Ripert, Thèse de doctorat, 1 vol. in-8° Paris, Rousseau, 1900.

Les partisans de la méthode historique pourraient aussi le revendiquer pour un des leurs. « Veut-il rendre compte de l'état de l'agriculture et de son infériorité vis-à-vis des autres industries ? Il la suit successivement dans son évolution d'Asie en Grèce, de la Grèce chez les Romains et des Romains chez les hommes du Moyen-Age. Se propose-t-il de critiquer le système colonial de son temps ? Il esquisse une histoire de la colonisation en commençant par les peuples de l'antiquité. »

L'École de la « Réforme Sociale » est peut-être celle qui doit le plus au marquis de Mirabeau. Il y a longtemps que j'ai lu l'œuvre de Le Play. Je ne puis assurer qu'il ne cite pas l'*Ami des hommes*, mais cela ne doit pas arriver souvent, car je ne me souviens pas de l'y avoir vu citer. Et pourtant, comme le montre M. Brocard, les idées principales de Le Play sur la famille souche, l'absentéisme, etc., se trouvent dans l'*Ami des hommes*.

« Si Le Play ne s'est pas inspiré directement de Mirabeau, il a du moins puisé avec lui aux mêmes sources historiques. L'analogie des systèmes n'a pas été jusqu'ici remarquée, en raison sans doute de certaines divergences déterminées par la différence des milieux, mais qui se rattachent pour qui veut y réfléchir à des principes identiques. »

Le marquis de Mirabeau a également ouvert la voie aux décentralisateurs, qu'ils le sachent ou non. Pour remédier à une concentration excessive de la population, dit l'*Ami des hommes*, il faut s'efforcer de laisser dans les provinces et dans les campagnes quelques carrières à l'ambition. Si les personnes qui par leur rang social ou leur intelligence sont capables d'occuper une situation supérieure, n'y trouvent pas un emploi pour leurs facultés, rien ne les y saurait maintenir. Or beaucoup de fonctions importantes pourraient être renvoyées en province, particulièrement celles qui ont trait à la justice.

La question de la population préoccupe tout spécialement Mirabeau, il en a même fait le sous-titre de son ouvrage. Il a signalé la capillarité sociale, avant le nom, comme la principale cause de la dépopulation. Il condamne « l'ambition générale que chacun a en France de faire son fils noble et conséquemment inutile à tout bien dans un pays où il ne reste de débouché à la noblesse que celui de sous-entendre les neuf-dixièmes de ses enfants, pour qu'il reste au fils unique de quoi vivre selon ce que la vanité du père appelle son état. Le magistrat veut prendre l'épée parce qu'il est établi que l'état de juger les hommes ne convient pas à la haute noblesse, le négociant veut devenir magistrat pour faire ensuite le même saut. Le financier, à qui l'or fournit la plus brillante et la plus unie des perspectives, prend le plus court et appellerait volontiers le plus étourdi de ses enfants M. le Ministre ou

M. le Conseiller d'Etat, comme on désigne quelquefois M. l'abbé dès l'âge de cinq ans. Le fils du paysan devient procureur et celui du laquais employé. »

Bref, il y a de tout dans l'*Ami des hommes*, et la plus grande partie de ce tout est encore d'actualité ; mais ce tout est exposé sans beaucoup d'ordre. Quand on cherche, dit M. Brocard, à se rendre compte du plan qu'il a suivi, on éprouve tout d'abord une pénible hésitation ; on voit bien que l'ouvrage est divisé en trois parties et les parties en chapitres, mais on ne parvient pas à saisir ni la signification de ces divisions, ni l'idée directrice qui les a inspirées.

C'est ce à quoi a voulu remédier M. Brocard : « après avoir rassemblé, dit-il, les tronçons d'idées épars dans l'*Ami des hommes*, il nous a semblé que la meilleure manière d'exposer sans la déformer la pensée de Mirabeau était d'analyser tout d'abord son idéal économique et les moyens de le réaliser, puis d'étudier le système social qui, dans son esprit, doit servir de support à son système économique. »

J'ai travaillé longtemps à la même tâche et j'ai fini par y renoncer après avoir reconnu qu'il m'était impossible de changer l'ordre ou le désordre de l'*Ami des hommes* sans le défigurer complètement.

M. Brocard connaît très bien son auteur ; il l'apprécie mieux que la plupart de ceux qui en ont parlé avant lui ; il reconnaît que le désordre dans ses idées n'est pas sans charme et que son style n'est pas si barbare qu'on le dit. Malgré tout cela et malgré le talent avec lequel il a fait son exposé, je ne crois pas que le livre de M. Brocard remplace celui de Mirabeau ; tout ce qu'on en peut espérer, c'est qu'il donne envie aux lecteurs de remonter à l'original.

Le désordre des idées et la négligence du style ne sont pas chez l'*Ami des hommes* un effet de l'art, mais de l'instinct, ce qui vaut bien autant. C'est grâce à ces prétendus défauts que Mirabeau est un des économistes anciens et modernes les moins ennuyeux — je dirais presque le plus amusant — à lire et en même temps des plus substantiels.

Il y aurait lieu d'adresser quelques critiques à M. Brocard sur le manière dont il a interprété quelques-unes des idées de Mirabeau, — les idées préconçues dont il n'avait pas encore eu le temps de se défaire, — mais la place nous manque et, d'ailleurs, ce n'est là qu'une ombre dans un tableau assez fidèle.

ROUXEL.

LE SOCIALISME DEVANT LA SOCIOLOGIE, par CH. M. LIMOUSIN, br. in-8°. Paris.
L. Larose. 1901.

Le socialisme paraît faire des progrès incessants. Je dis *paraît*, car d'aucuns — et des mieux renseignés — prétendent que ce qu'il gagne

en surface il le perd en profondeur. Quoi qu'il en soit, jusqu'où ira-t-il ? Quelle est sa valeur, si on le mesure à l'étalon de la sociologie ? C'est ce que cherche M. Limousin dans la présente étude.

Le socialisme, dit-il, est un fait, un phénomène social et ce phénomène est *nécessaire*. Ce phénomène ne s'est manifesté qu'à partir d'une époque récente ; antérieurement, il était ignoré. Il ne s'étend même pas à tous les peuples modernes : l'Angleterre et les Etats-Unis n'en sont que peu ou point affectés. On peut même dire qu'il ne remonte qu'à Marx, car les disciples des auteurs de systèmes sociaux antérieurs n'étaient pas en majorité des ouvriers. « Seul, Karl Marx a eu la fortune de voir son système devenir l'idéal du parti politique [des prolétaires. »

Dans cette description du phénomène, il nous semble que M. Limousin s'écarte un peu de la vérité sur deux points : 1° Le socialisme n'est pas exclusivement moderne. Il s'est manifesté en Chine avec presque tous ses symptômes actuels, il y a quelque mille ans. Il a aussi eu des avatars à divers degrés chez d'autres peuples anciens. 2° Marx n'a guère plus conquis les prolétaires que ne l'ont fait ses prédécesseurs. On sait que, dans les congrès dits ouvriers, on ne rencontre presque aucun de ceux-ci parmi les délégués des groupes, encore moins parmi les membres des bureaux. Marx n'a guère illuminé que les prolétaires de la plume et de la politique.

Il importe de bien retenir cela pour apprécier le mouvement socialiste à sa juste valeur et pour savoir que c'est une simple affaire de parti, une lutte entre gouvernants et aspirants à le devenir.

Le socialisme, dit M. Limousin, est une transposition du sentiment religieux. C'est ce qui explique son insuccès en Angleterre et aux Etats-Unis. « Dans ces deux pays, le peuple a gardé la croyance en la compensation ultra-vitale, ce qui fait que, dans cette vie, il ne cherche qu'une amélioration et non le Paradis de la révolution sociale. »

Le caractère religieux du socialisme est, en effet, une des explications de son peu d'expansion en Angleterre et aux Etats-Unis ; mais ce n'est pas la seule, et il y a d'autres pays où les croyances religieuses persistent et où le socialisme fait néanmoins de rapides progrès. Et puis, d'où vient que la croyance à la vie future se maintient dans les dits pays ? Ne serait-ce pas parce que l'Eglise y est à peu près indépendante de l'Etat ?

Quant à l'avenir auquel est appelé le socialisme, M. Limousin ne croit pas que ce système puisse jamais être réalisé : il coûterait trop cher sous tous les rapports. « Un gouvernement, répartissant les terres, les outils et les capitaux entre les travailleurs, organisant leur mise en œuvre et la répartition des fruits du travail, rentrerait plus intimement que ceux d'aujourd'hui dans la vie des citoyens, rencontre-

rait plus de résistance, et devrait être d'autant plus fort. Socialisme et liberté sont des termes contradictoires. »

Tout en exposant et discutant les principes du socialisme, M. Limousin fait un résumé historique du mouvement socialiste, qui n'est pas la partie la moins intéressante de son étude, car elle a été vécue.

ROUXEL.

LE CAPITAL. CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, par KARL MARX avec une préface de Friedrich Engels. Livre III : Le procès d'ensemble de la production capitaliste. — Traduit à l'Institut des sciences sociales de Bruxelles par JULIAN BORCHARDT et HIPPOLYTE VANDERRYDT, 1 vol. in-8° Paris. V. Giard et E. Brière, 1901.

Les marxistes publient et traduisent religieusement les moindres écrits de leur maître, ceux qu'il n'aurait peut-être jamais mis au jour lui-même, s'il avait vécu plus longtemps. Nous voyons dans cette œuvre le témoignage d'un louable sentiment de piété filiale auquel nous devons rendre hommage, mais...

Que pourrions-nous dire de neuf et d'intéressant sur le système de Marx qui n'ait été dit nombre de fois par divers économistes, et récemment encore par M. Yves Guyot, dans le *Journal des Économistes* du 15 août 1901? Et à quoi bon répéter les critiques de la critique de l'économie politique, alors que les disciples les plus anciens et les plus fervents de Marx sont amenés à l'attaquer de front ou à faire de plus en plus de concessions à leurs adversaires? Laissons-les faire leur œuvre et bornons-nous à donner un aperçu de l'ensemble de ce livre III.

Au premier abord, on serait tenté de croire que ce livre forme un corps de doctrine, que c'est, comme le dit le sous-titre, le *procès d'ensemble* de la production capitaliste; mais en réalité il n'en est rien. Engels nous apprend lui-même dans sa préface qu'il a été obligé d'ordonner les notes de son ami, d'abrégier des phrases interminables, de compléter des phrases et même des chapitres interminés.

Le livre III est divisé en cinq parties : 1° La transformation de la plus-value en profit et du taux de la plus-value en taux du profit. 2° La transformation du profit en profit moyen. 3° Loi tendancielle de la baisse du taux du profit. 4° La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital-commercial. 5° Subdivision du profit en intérêt et profit d'entreprise. Le capital productif d'intérêts.

Pour que ce procès d'ensemble ait quelque valeur, il faut, comme il est dit dans la Préface, admettre « que la valeur de chaque espèce de

marchandise est mesurée par le travail » ; or, on sait que le travail n'est pas le seul facteur de la valeur. Il faut encore supposer que la classe ouvrière ne reçoit qu'une certaine partie du produit total, ce qui est exact, et que l'autre partie revient en totalité aux capitalistes, ce qui est faux ; car l'Etat prélève une bonne part sur la production totale, dont il n'est pas tenu compte dans cette hypothèse. Il faut encore admettre beaucoup d'autres hypothèses qui ne sont pas plus fondées en fait que les précédentes et qui ont été mille fois réfutées. Le procès d'ensemble pêche donc par la base.

Engel expose certaines critiques qui ont été opposées au système de Marx et il y répond. Critiques et réponses, ayons le courage de le dire, au risque de passer pour ignorant en dialectique, nous paraissent très nébuleuses et n'élucident nullement les questions pendantes, par la raison que partisans et adversaires partent également de principes purement hypothétiques et même contredits par les faits. On trouve même de ces critiques qui croient réfuter Marx et qui ne font que le paraphraser. En voici un exemple :

« Le vendeur capitaliste, le producteur de matières premières, le fabricant, le négociant de gros, le commerçant de détail réalisent des bénéfices, parce que chacun vend plus cher qu'il n'achète et majoré, dans une certaine mesure, le prix de revient de sa marchandise. L'ouvrier n'est pas en état de s'octroyer pareil supplément de valeur ; sa situation d'infériorité par rapport aux capitalistes le met en demeure de céder son travail au prix qu'il lui coûte, c'est-à-dire au prix de ses moyens d'existence indispensables... et c'est ainsi que les majorations de valeur conservent toute leur importance contre les ouvriers acheteurs et provoquent la transmission à la classe capitaliste d'une partie de la valeur du produit total. »

Engels répond à cet « Economiste vulgaire » : Il ne faut pas s'astreindre à une grande tension d'esprit pour voir que cette explication du profit du capital, d'après la théorie de l'Economie vulgaire, aboutit pratiquement au même résultat que la théorie marxiste de la plus-value... En réalité, la théorie de Levis n'est qu'un pastiche de celle de Marx...

« En effet, si les marchandises ont comme propriété commune d'être vendues plus cher que leur coût de production et si, faisant seule exception à cette règle, le travail est toujours vendu à son coût de production, il faut bien que la vente du travail se fasse constamment au-dessous de ce qui est le prix dans le monde de l'Economie politique vulgaire. »

C'est évident, Engels a raison ; seulement il s'agit de savoir si la majoration faite par les capitalistes, fabricants et commerçants est arbi-

traire ou si, réglée par la concurrence, le bénéfice n'est pas tout simplement un salaire. La vérité est que le capitaliste majore quelquefois, *minore* d'autre fois, dans une certaine mesure et que, s'il ne majorait jamais, il ne pourrait vivre et remplir sa fonction sociale. Mais l'ouvrier ne fait pas autrement que le capitaliste ; lui aussi majore, dans une certaine mesure, quand il peut ; s'il était fatalement et perpétuellement réduit aux moyens d'existence indispensables, il serait resté toujours stationnaire et la société avec lui.

Quand on part d'un faux principe, plus on avance, plus on s'égare. Nous aurions donc beau jeu à critiquer la *critique de l'Economie politique*, mais à vaincre sans péril... Et puis, cette tâche a été remplie tant de fois par de plus autorisés que nous, qu'il est inutile d'insister.

Etait-il bien utile de publier ce Livre III, alors que le Livre II a déjà servi à saper le Livre I ? Il semble que non, et mon premier mouvement en recevant ce volume a été de dire : A quoi bon ? Mais réflexion faite, je trouve qu'il a son utilité. Il sera très intéressant pour la postérité de voir, d'après cet échantillon, jusqu'où la crédulité humaine a été poussée dans le dernier quart du XIX^e siècle, combien une génération qui se dit positive et libre penseuse a été suggestible et *gobeuse*. Car ce qui a fait la force de Marx, ce n'est pas la science, mais l'appareil scientifique, le charlatanisme.

Faites la grosse voix ; dites que vous allez détruire le temple de Dieu et le rebâtir en trois jours, vous êtes sûr de vous faire quelques disciples. Les trois jours passent et la catastrophe n'arrive pas ? Qu'à cela ne tienne. Les disciples n'en deviendront que plus ardents, ils se feront apôtres et recruteront de nouveaux disciples, qui attendront la catastrophe longtemps, très longtemps parfois.

Mais comme, en ce monde, tout passe, tout lasse, tout casse, il ne faut pas trop s'en émouvoir. Une nouvelle génération délaissera probablement les idées soi-disant socialistes, mais en réalité anti-sociales, pour en embrasser d'autres. Qui sait ? Peut-être les idées économiques. Pourquoi pas ?

ROUXEL.

PHILOSOPHIE DU TRAVAIL. Thèse pour le doctorat par G. DE PAWLOWSKI,
1 vol. in-8°. Paris, V. Giard et Brière, 1901.

Les considérations philosophiques de cette thèse sur le matérialisme, le spiritualisme, l'idéalisme ne manquent pas d'intérêt, mais il serait trop long de les résumer ici ; nous dirons seulement que M. de Pawlowski n'admet pas que nous nous donnions pour maître la science, qui est notre propre ouvrage.

« La science n'est qu'un produit de notre esprit, elle peut nous servir utilement sans doute pour dresser un fidèle inventaire de notre activité passée, fixée désormais dans l'espace ; mais elle ne saurait atteindre jamais l'acte même du progrès. Comme nous devons penser que la science n'en est encore qu'à ses timides et premiers débuts, il serait absurde d'en vouloir fixer définitivement les résultats et de nous soumettre à une organisation sociale dont nous ne serions plus que les cellules obéissant à un cerveau fantôme, alors qu'une simple idée nouvelle d'une de ces cellules suffirait à tout renverser. »

Nous ne voyons aucun inconvénient à souscrire à cette manière de voir ; mais l'auteur en tire des conclusions qui ne nous paraissent pas toutes fondées. Nous n'avons rien à dire de celles qu'il tire contre le socialisme ; mais bien de celles qui se rapportent à l'économie politique.

M. de Pawlowski s' imagine que l'économie politique se propose de soumettre les gens à une organisation sociale de son invention. Il oublie que son principe fondamental est la liberté ; *laissez faire, laissez passer*.

L'économie politique, dit encore notre auteur, nous présente une thèse incomplète, en ce sens que, prenant pour base les richesses, elle laisse en dehors d'elle une partie de l'humanité qui n'en est point pourvue. M. Pawlowski a sans doute voulu dire que l'économie politique prend pour *but* et non pour *base* ; mais c'est là une erreur : les richesses ne sont qu'un moyen d'atteindre le but poursuivi par l'économie politique, lequel but est la satisfaction de tous les besoins humains par les moyens les plus simples. Une science basée sur de tels principes ne peut nullement entraver la marche du progrès.

La partie de la thèse qui se rapporte directement au travail n'est pas à l'abri de la critique.

Le loisir, dit en substance M. Pawlowski, est la condition nécessaire du progrès de la civilisation. Ce loisir ne peut d'abord être assuré à un petit nombre, à une élite, que par l'esclavage du grand nombre. C'est ainsi que le droit à l'existence était assuré au citoyen pauvre en Grèce et à Rome, sans exiger de lui un travail économique, par le travail des esclaves. « C'est uniquement à l'esclavage que nous devons la naissance des sociétés et leur plein développement. » Les machines aujourd'hui remplacent les esclaves d'autrefois. Tout le monde pourrait donc jouir d'un loisir très large, sinon absolu. Il n'en est pourtant pas ainsi. Les propriétaires et les capitalistes ne travaillent pas, ils jouissent d'un loisir absolu ; les ouvriers travaillent trop et de leur surtravail résulte la surproduction et le chômage, « l'ironique loisir du chômage. »

L'état social présent est donc plus mauvais que l'état passé. Le prolétaire moderne est plus misérable que l'esclave antique. Il travaille autant ou plus que l'esclave et il n'a pas la sécurité du pain quotidien, dont jouissait celui-ci.

A quoi tient ce désordre ? A ce que le travail n'est pas organisé. Il s'agit donc de l'organiser et tout ira pour le mieux.

A cet effet, l'auteur distingue deux sortes de travail : travail forcé et travail libre. Au travail forcé correspond l'ordre économique. Au travail libre correspond l'ordre moral et politique. C'est sur le travail forcé seul que porte et que doit porter toute la question sociale, « lui seul se prête aux déterminations scientifiques exactes, car il ne concerne que le côté biologique de notre personne, lui seul peut être l'objet d'une réglementation et d'une organisation sociale, car lui seul se présente également nécessaire pour tous. »

Quelle sera la forme de cette organisation ? Par qui sera-t-elle établie et imposée ? Nous ne le voyons pas bien clairement, car M. de Pawlowski se pose en adversaire de l'Etat : « Nous devons, dit-il, repousser toute doctrine soumettant l'individu à l'Etat et prétendant diriger notre travail vers tel ou tel but. »

M. de Pawlowski ayant été admis avec éloges au doctorat, nous serons peut-être mal venu, n'étant pas docteur, à critiquer sa thèse. Nous ne pouvons pourtant pas nous retenir de soulever quelques objections contre elle.

Est-il bien sûr que le loisir absolu soit nécessaire à la naissance et au progrès de la civilisation ? Beaucoup de penseurs ont soutenu et soutiennent encore que la plupart des découvertes les plus difficiles et les plus importantes ont été faites par des ignorants, par des hommes qui travaillaient de leurs mains et qui étaient arrivés de la pratique à la théorie et non l'inverse. M. Pawlowski ne réfute pas ces opinions, il n'a pas même l'air de se douter de leur existence.

D'où qu'elles viennent, les inventions sont faites, les machines remplacent les esclaves. Tout le monde devrait donc jouir des choses nécessaires à l'existence moyennant un travail de courte durée.

C'est bien ce qui arriverait en effet, si toutes choses restaient égales d'ailleurs. Mais la population augmente, les besoins se multiplient, les impôts progressent encore plus rapidement que la population et les besoins privés. Voilà pourquoi la somme de travail nécessaire est restée à peu près la même.

M. de Pawlowski se trompe également sur le rôle social des propriétaires et des capitalistes ; sur la nature et les causes de la surproduction et du chômage. Il ne se doute pas que, s'il y a chômage, surproduction sur certains points, etc., c'est parce que le travail est déjà

trop organisé, parce que la production nationale est protégée, dirigée — et par conséquent dérangée de sa voie naturelle, — par l'Etat. Nous conseillons donc à M. Pawlowski de se faire une nouvelle doctrine. Sur beaucoup de points il en a déjà les éléments, il ne s'agit que de les sélectionner et de les bien employer.

ROUXEL.

SPOLIATION DES INDIGÈNES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE. (*Mémoire du Comité de protection et de défense des indigènes*), br. in-8° Paris, 1901

C'est bien *spoliation* et non *civilisation* qu'il faut lire. Le comité de protection et de défense des indigènes démontre que, dans toutes nos colonies, « au Soudan, au Congo, à Madagascar, en Indo-Chine, dans la Nouvelle-Calédonie, le travail forcé est la règle » ; que « l'Administration procède par corvées et exige que les prestataires quittent au besoin le territoire de leur canton pour venir travailler sur des chantiers éloignés à des distances qui excèdent parfois 4 à 5 jours de marche » ; que, non seulement nous maintenons l'esclavage où il existe, mais nous l'établissons où il n'existait pas.

Pour combler la mesure, le gouvernement, qui se pique de défendre la propriété — et au besoin la combat — et qui s' imagine — ou veut nous faire croire — que, sans lui, elle n'existerait pas, exproprie à jet continu les indigènes de la Nouvelle-Calédonie, pour donner ou vendre leurs terres à des colons très méritants sans doute. Pour être juste, il convient de dire qu'on n'exproprie les indigènes que pour cause d'utilité publique et qu'on les indemnise largement : 0 fr. 50 centimes par hectare ! Il faut aussi savoir qu'en Nouvelle-Calédonie « une terre cultivée et plantée est la plupart du temps le produit d'un très long et très dur travail de l'indigène, qui a transformé un sol pauvre en une bonne terre en accumulant l'*humus* recueilli à distance et porté sur l'emplacement qu'il a choisi : c'est ce sol de culture, créé péniblement par le Canaque, qu'on lui enlève d'un trait de plume sans indemnité ou contre une indemnité dérisoire qui varie de 0.25 à 4 francs l'hectare. On s'appuie sur cette fiction monstrueuse que l'indigène n'est pas propriétaire : quand l'Etat français le spolie, il *reprend* son bien, à lui l'Etat : Ce sont les expressions mêmes de l'arrêté du 23 novembre 1897, art. 10. »

Le sol étant ainsi *francisé*, les indigènes dépouillés sont-ils au moins exempts d'impôts ? Nullement. A mesure qu'on retire aux Canaques les terres qu'ils ont mises en valeur, on exige d'eux de plus lourds impôts. A l'heure actuelle, les Canaques acquittent les mêmes impôts

indirects que les Européens. De plus, on vient de les soumettre à un impôt de capitation de 10 francs par tête d'adulte. On a pris soin de ne pas dire à quel âge on est considéré comme adulte, ni si les vieillards et les infirmes sont soumis à la capitation. « Cette rédaction, dit le Comité, prête à tous les abus. » Ce sont les « épices » du métier de colonisateur officiel.

Après avoir signalé beaucoup d'autres abus, le Comité de protection et de défense des indigènes supplie, implore le spoliateur en faveur du spolié. Mais il ne se demande pas un instant si ces maux ne sont pas inhérents au système même de la colonisation officielle ; de sorte qu'il y a tout lieu de croire que ses vœux ne seront pas exaucés. Qu'importe à un fonctionnaire colonial, qui va passer quelques mois ou tout au plus quelques années dans une colonie, que son despotisme et ses exactions la ruinent ? Demain il ne sera plus là et son successeur ferait ce qu'il n'aurait pas fait lui-même.

H. BOUET.

POUR LA LANGUE INTERNATIONALE, par L. COUTURAT, br. in-18°. Coulommiers, imprimerie Paul Brodard, 1901.

Les relations internationales vont s'étendant et se multipliant sans cesse et elles sont considérablement entravées par la diversité des langues. Il est donc fort désirable qu'une langue internationale facilite les rapports intellectuels entre les peuples, comme les moyens de transport et de communication ont accéléré et multiplié leurs rapports matériels. Mais une langue internationale est-elle réalisable ? On commence d'abord par croire cette tâche au-dessus des forces humaines ; ensuite on essaye, on ébauche, on perfectionne et, après des essais plus ou moins fructueux, on entrevoit de plus en plus clairement la possibilité d'atteindre le but.

On sait que diverses tentatives très louables ont déjà été faites en ces derniers temps — pour ne pas parler des anciens essais, — le *volapuk* a eu son moment de vogue ; l'*esperanto* paraît avoir eu encore plus de succès ; la *langue bleue* de M. Bollack, la dernière venue, est aussi un effort digne d'estime et de considération.

M. Couturat n'admet complètement aucun de ces systèmes, il n'a pas non plus de système à lui ; mais il se propose d'indiquer sur quels principes doit être fondée une langue internationale pour bien remplir sa destination.

Elle doit d'abord être une langue *auxiliaire* et non universelle ; il ne faut pas qu'elle se substitue aux autres, mais se juxtapose à côté, afin

de **servir** aux relations internationales comme chaque langue particulière sert aux relations nationales; elle ne doit pas dispenser d'apprendre **chacun** sa langue maternelle, mais dispenser d'apprendre celles de **tous** les autres peuples si l'on veut converser, commercer, correspondre avec eux. En un mot, elle doit être comme l'a fort bien compris et dit M. Bollack, la *deuxième pour tous*. Cette langue doit encore être parlée et écrite.

Pour former une langue internationale, il ne s'agit pas de la créer de toutes pièces. La L. I. dit M. Couturat, ne peut réussir que si elle se rapproche autant que possible de nos langues nationales par son vocabulaire. Or, il existe déjà un vocabulaire entièrement ou partiellement international considérable; il doit fournir le noyau du vocabulaire de la L. I. On le complètera en adoptant pour chaque idée le radical le plus répandu, c'est-à-dire commun au plus grand nombre de langues. Pour les idées qui sont traduites dans toutes les langues par des mots différents, on empruntera impartialement les radicaux aux principales langues européennes, ou aux langues anciennes, en choisissant les plus courts, les plus distincts et les plus harmonieux.

Nous ne suivrons pas M. Couturat dans ses considérations sur les mots dérivés et composés, sur l'orthographe, le syntaxe, etc. Nous voulons seulement dire un mot des moyens à employer pour faire adopter une L. I.

La L. I. est désirable, elle est possible; reste à savoir si l'entente naîtra d'un accord spontané ou d'une décision d'autorité. L'accord spontané paraît à M. Couturat difficile à obtenir. S'il y a plusieurs L. I., chacune aura ses partisans, ses adeptes, peut-être ses sectaires. Les savants, les commerçants, les voyageurs se verront obligés d'apprendre plusieurs de ces langues; autant s'en tenir à celles qui existent déjà. Pour qu'il y ait avantage réel à créer une L. I. il faut qu'elle soit *unique*. Chacun des intéressés voudra bien apprendre une L. I., mais à condition qu'elle soit *la* L. I., et qu'elle le mette en rapport avec tous les autres peuples. Cette considération détermine M. Couturat à remettre le *choix* à une institution *internationale* qui ait la compétence et l'autorité nécessaires, afin que sa décision s'impose aux intéressés et les mette tous d'accord. Et il propose de s'en rapporter à l'*Association internationale des Académies*, fondée en 1900.

Nous entrevoyons beaucoup de difficultés et même de dangers dans cette proposition, et nous craignons qu'en voulant aller trop vite on ne manque le but. Considérez le chemin déjà parcouru sans que l'autorité s'en soit mêlée : les résultats obtenus ne sont-ils pas encourageants ? Une L. I. ne se formera et ne se répandra pas en un jour. Il s'en formera plusieurs et il y aura lutte entre elles, c'est plus que probable,

mais le mal n'est pas grand. M. Couturat estime déjà que la grammaire de la langue dont il ébauche le plan pourra être apprise *en une heure*. Mettons en une semaine. Si deux ou trois L. I. se partagent le monde on les apprendra en deux ou trois semaines et finalement la meilleure prévaudra sans les secours — ou les entraves — d'une autorité conquise; tandis qu'une langue imposée, fût-ce par la plus respectable des autorités, sera condamnée fatalement à rester stationnaire.

H. ROUST.

CONFÉRENCES SUR LES ŒUVRES SOCIALES par le R. P. EMILE PICHÉ, 1 vol. in-18, Paris, H. Oudin, 1901.

M. Piché est un enthousiaste des œuvres sociales catholiques qui veut communiquer son zèle à ses frères en religion. Canadien d'origine, des circonstances particulières l'ont fait rester en Europe et surtout en France: « Montparnasse, Charonne, Grenelle à Paris, l'Angleterre, l'Irlande et le Poitou m'ont fait voir le peuple tel qu'il est. » Et ce peuple n'est pas si diable qu'il est noir, le péché originel ne l'a pas trop contaminé, paraît-il. Il a du bon sens naturel, le désir de la justice, de la franchise, des colères, de la reconnaissance et des ingratitudes, des enthousiasmes, une triste facilité à se laisser tromper; en un mot, un cœur d'or et la tête folle faisant aussi bien les révolutions que les croisades.

Les conférences contenues dans ce volume ont été faites par l'auteur au grand séminaire de Poitiers, dans le but de créer des enthousiasmes surnaturels et durables et des initiatives pratiques. Les Œuvres y sont envisagées à tous les points de vue: à l'égard du peuple, du prêtre, de leurs amis, de leurs ennemis.

Il ne faut pas croire que ce livre ne puisse intéresser que les catholiques. Les protestants, les francs-maçons même fondent des œuvres ils y puiseront peut-être de bons conseils.

Un bon début étant d'une importance capitale dans tout ce qu'on entreprend, voici, par exemple, la conférence intitulée: *Comment commencer*. La première chose à faire est d'envoyer des sœurs visiter les malades; de prendre les femmes par les bons sentiments et surtout de s'emparer des enfants « autant que possible avant que le démon les ait pris. » Il y a deux manières de débiter: la mauvaise et la bonne. La première consiste à agir à grand renfort de publicité et à coups de tam-tam. « La meilleure manière de lancer une œuvre

c'est d'avoir des débuts modestes, d'en peu parler au public, et d'initier prudemment vos premiers adeptes aux secrets de votre programme. »

Les conférences les plus intéressantes, à notre point de vue économique, seraient : la colonisation, les grèves, le juste salaire, la bonne presse. Mais, quoique ces questions soient traitées d'une façon toute personnelle et bien mises à la portée des jeunes gens, elles ne contiennent pas d'enseignements nouveaux pour ceux qui, comme nos lecteurs, sont au courant du mouvement social.

H. BOURN.

LE FÉMINISME FRANÇAIS. I. *L'émancipation individuelle et sociale de la femme*. II. *L'émancipation politique et familiale de la femme*, par CHARLES TURGEON, 2 vol. in-18. Paris, L. Larose, 1902.

On espère établir — ou rétablir — l'harmonie sociale par le moyen de la science. Malheureusement, chaque fois qu'une nouvelle question est soumise à l'analyse scientifique, une foule d'opinions les plus diverses surgissent, non seulement sur les moyens à employer, mais sur le but à atteindre. Par suite de ces divergences, des partis se forment, bientôt la discussion dégénère en dispute, et, plus les livres se multiplient, plus la question s'embrouille. Cela est arrivé pour la théologie, pour la métaphysique et pour bien d'autres sciences ; cela arrive également pour la *féminologie*.

C'est ainsi que nous nous trouvons déjà en possession d'un féminisme ouvrier, d'un féminisme mondain, d'un féminisme professionnel, d'un féminisme révolutionnaire, d'un féminisme chrétien, d'un féminisme indépendant, etc. Et certaines de ces branches de l'arbre féministe se subdivisent en rameaux. Le féminisme chrétien, par exemple, qui paraîtrait devoir être le plus homogène, se subdivise en plusieurs chapelles qui admettent plus ou moins la doctrine de l'Eglise et même qui vont jusqu'à opposer la *Bible des femmes* à la *Bible des hommes*.

Le féminisme français est donc aujourd'hui un corps de doctrines ou plutôt d'opinions, à cent têtes. M. Turgeon a pris la peine d'exposer, avec bonne foi et sincérité, toutes les opinions en cours, de les discuter, de les critiquer sérieusement et enfin d'exprimer sa propre manière de voir sur les questions pendantes.

« Le temps n'est plus, dit-il, où le féminisme pouvait paraître à des écrivains d'esprit une reprise dans un vieux bas bleu ». Plus moyen de

croire qu'il sévit seulement parmi les vieilles demoiselles qui veulent faire le jeune homme. Nous sommes en présence d'un courant d'opinions sans cesse grossissant, qui s'applique, consciemment ou non, à fomentier un état de guerre entre les sexes. Il convient donc d'étudier et de juger la question féministe « sans passion, sans faiblesse, sans préjugés, c'est-à-dire en hommes, — évitant avec le même soin l'ironie dédaigneuse et la fausse sentimentalité, s'abstenant également de toute adhésion aveugle et de toute récrimination méprisante, se tenant à mi-côte dans une attitude d'équitable impartialité, admettant des revendications féministes ce qu'elles ont de bon et de juste, et condamnant sans rémission ce qu'elles contiennent d'excessif et de périlleux pour la femme et pour l'humanité ».

Ces lignes montrent bien l'esprit dans lequel est écrit l'ouvrage. M. Turgeon admet, en effet, comme nous allons le voir, un grand nombre de revendications féministes, celles qui sont modérées et qu'il trouve justes; mais il repousse toutes celles qui lui paraissent révolutionnaires. En un mot, le féminisme de notre auteur pourrait être appelé *chrétien-bourgeois*.

Dans le premier volume, après quelques considérations sur les tendances et aspirations féministes et la description des groupements et des manifestations de ce parti, l'auteur traite de l'émancipation intellectuelle et pédagogique de la femme. Il ne veut pas que l'instruction de la femme soit calquée sur celle de l'homme, mais qu'elle soit appropriée à sa nature et à sa fonction. « Il faut inculquer à la jeune fille des goûts plus sérieux et la mieux préparer aux devoirs de la vie et du mariage ».

M. Turgeon n'admet pas de baccalauréat pour les filles et ne serait pas fâché de voir disparaître celui des garçons. « Point d'accroissement d'instruction, sans accroissement d'ambition. Il faut des places aux diplômées. » Or, les carrières libérales auxquelles conduisent les diplômes sont déjà encombrées. Il ne s'agit pas d'exclure les femmes de ces professions; loin de là. M. Turgeon trouve même que les emplois administratifs et bureaucratiques leur conviendraient mieux qu'aux hommes; mais, pour le moment, c'est leur rendre un mauvais service que de les pousser dans cette impasse.

L'accès aux professions libérales est la principale revendication économique des féministes. M. Turgeon passe également en revue dans le *Livre V : Émancipation économique de la femme*, les autres professions, et il demande que toutes soient ouvertes aux femmes aussi bien qu'aux hommes; puis il aborde l'*émancipation électorale*. Le témoignage de la femme, la femme tutrice, le droit aux commerçantes d'élire

homme, d'effleurer du moindre désir les femmes des autres. Il n'est que la polygamie qui lui permette l'assouvissement de ses passions et lui assure la pleine satisfaction de ses caprices. »

Nous retrouvons ici une opinion très répandue, mais qui n'en est pas moins, nous semble-t-il, erronée. Même en ne considérant que la satisfaction des sens, l'assouvissement des passions de l'homme, la supériorité de la polygamie n'est pas démontrée, loin de là. Mais, d'abord, pour pratiquer la polygamie, le désir des hommes ne suffit pas, il y faut le consentement des femmes. Aussi voit-on que la polygamie n'existe que dans les pays où les femmes le veulent bien. Ensuite, l'assouvissement des passions n'est qu'une partie, la plus basse et la moins importante, des relations entre hommes et femmes ; pour les autres, la monogamie offre autant d'avantages à l'homme qu'à la femme ; s'il n'en était pas ainsi, elle ne se serait jamais établie.

Quant au rôle de la femme dans la famille : les soins du ménage et des enfants, il est incomparablement plus difficile, plus intéressant et suppose plus de capacités morales et intellectuelles que la plupart des autres travaux de femmes et surtout de ceux qu'elles envient aux hommes. Quoi de plus instructif et de plus agréable que de voir éclore et se développer progressivement les diverses facultés, même des petits animaux, à plus forte raison des enfants et surtout de ses propres enfants ?

Il est généralement admis que les femmes connaissent mieux les hommes et se connaissent mieux entre elles, que les hommes ne connaissent les femmes. Cela tient sans doute à ce que les femmes voient et observent plus les enfants.

Il n'est donc pas nécessaire d'en appeler à l'humanité future pour retenir les femmes dans leur rôle naturel : il suffit de montrer à celles qui en ont été détournées par diverses causes : la vie scolaire, la vie mondaine, etc., qu'il est de leur intérêt personnel d'y rester autant qu'elles le peuvent.

Bien entendu, il faut aussi que les hommes comprennent que la femme n'est pas un meuble inutile dans la maison quand elle remplit bien ses devoirs, et que son rôle est au moins aussi digne d'estime et de considération que le leur. Le comprendront-ils ? De là dépend, en grande partie, croyons-nous, la solution de la question féministe.

Ces idées ne seraient certes pas repoussées par M. Turgeon. Si nous ne les avions pas eues d'avance, nous aurions même pu les trouver dispersées dans son ouvrage ; mais nous avons cru devoir les rapprocher afin de montrer que la « guerre des sexes » est d'abord nuisible aux individus, hommes aussi bien que femmes, avant de l'être à la société

à l'humanité future. Cette constatation est aussi rassurante.

pouvons, et c'est à regret, suivre plus longtemps M. Turgeon analyse du *féminisme français*. Nous terminerons en disant que de vue des documents, son ouvrage sera nécessaire à nos compatriotes, étrangers aussi bien que français — car, à des degrés, le féminisme se manifeste avec plus ou moins d'intensité sous les mêmes formes dans tous les pays civilisés — et qu'au point de vue des idées, il leur sera également utile. Peut-être eût-il été préférable que cet ouvrage fût plus condensé, moins volumineux ; la question féministe est la moitié de la question sociale et peut-être si importante, il convenait donc de l'étudier à fond. Et il faut ajouter, pour être juste, que l'auteur a écrit d'une manière légère et traité si agréablement son sujet, que la lecture de ces volumes est aussi attrayante qu'instructive.

H. BOUET.

CHRONIQUE

Sommaire : La journée de huit heures dans les mines. — La représentation proportionnelle. — Le budget des colonies. — Le rachat des chemins de fer. — L'admission temporaire des blés. — La suppression de la prime des métaux. — La constitution d'une Ligue libre-échangiste à Bordeaux. — La fédération agricole d'Asti. — Tentatives de résurrection du protectionnisme en Angleterre. Proposition de M. Bernhard Samuelson. — Les magasins de blé pharaoniques. — Le développement de l'industrie et l'accroissement des salaires aux Etats-Unis. — Statistique de la monnaie dans le monde. — Une nouvelle invention protectionniste en Australie. — Mme Clémence Royer. — Une qualification pittoresque de l'Etat moderne.

Dans la séance du 5 février, la Chambre des députés a voté, à la majorité de 338 voix contre 219, la loi réglementant la durée du travail dans les mines. Voici le résumé de cette loi :

Article premier. — Six mois après la promulgation de la présente loi, la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustibles ne pourra excéder une durée de neuf heures, calculée depuis l'entrée dans le puits ou au fonds de la galerie d'accès, des derniers ouvriers descendant, jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant.

Au bout de deux ans, à partir de la date précitée, la durée de cette journée sera réduite à 8 h. 1/2, et au bout d'une nouvelle période de deux années, à huit heures.

Dans les exploitations où la journée normale, actuellement déterminée conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er}, est comprise entre neuf heures et huit heures, sa durée ne pourra être élevée.

Article 2. — En cas de repos réglementaire pris dans la mine et entraînant l'arrêt de la machine d'extraction, ou pris au jour, la durée stipulée à l'article précédent sera augmentée de la durée de ce repos.

L'article 3 stipule que des dérogations aux prescriptions de l'article premier pourront être autorisées par le ministre des Travaux publics, après avis du conseil général des mines.

L'article 4 stipule que des dérogations temporaires pourront être

accordées par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, soit à la suite d'accidents, soit pour des motifs de sécurité.

Les articles 5 à 9 et dernier sont relatifs aux infractions à la loi et aux pénalités.

M. Aynard, dans un très remarquable discours, MM. Guillaïn et Motte se sont énergiquement opposés à cette nouvelle concession que la Chambre a faite au socialisme et ils en ont montré les conséquences désastreuses. A notre avis, ces conséquences pèseront bien moins sur les consommateurs et les propriétaires de charbonnages que sur les ouvriers eux-mêmes. La France ne produisant que 33 millions de tonnes de houille sur les 45 millions qu'elle consomme, le prix de ce combustible est déterminé par le taux du marché général, augmenté du droit protecteur de la houille nationale, soit de 10 p. 100 environ. La production intérieure pourra être réduite temporairement, par suite de la diminution de la quantité du travail, résultant de la limitation de la journée à 9 heures, 8 h. 1/2 et 8 heures, mais cette quantité ne manquera pas de s'accroître, sous l'influence de cette limitation même, jusqu'à ce que la baisse du salaire ait rétabli l'équilibre entre les salaires des mineurs et ceux des travailleurs des autres industries. Cet équilibre, la Chambre a entrepris de le rompre, en réduisant la durée de la journée d'une catégorie de travailleurs, et par conséquent la somme de travail et de peine avec laquelle ils achètent le salaire. Mais une réduction de travail et de peine équivaut à une augmentation de salaire. Les travailleurs des autres industries voudront naturellement participer à cette aubaine. Ils afflueront dans l'industrie minière jusqu'à ce que leur concurrence ait abaissé le salaire de manière à la faire disparaître. Les mineurs se refuseront sans doute à subir cette baisse; en sorte que les complaisances socialistes et électorales de la Chambre auront pour résultat final d'encourager l'industrie de l'état-major des syndicats grévistes. Si les lois parlementaires ont le pouvoir de semer pendant quelque temps le désordre et la ruine dans l'industrie, elles sont impuissantes à empêcher les lois naturelles de réparer leurs sottises.

*
* *

L'approche des élections donne un caractère particulier d'opportunité aux projets de réforme de notre imparfait et grossier système électoral. MM. Yves Guyot et Emile Macquart ont fondé une Ligue destinée à populariser le système de la représentation pro-

portionnelle pratiqué avec succès en Belgique. M. Léon Roquet, ancien député, vient de publier un livre dont il est rendu compte plus haut, et qui assure la proportionnalité par une combinaison ingénieuse et originale. Mais nous avons peur qu'aucun système, si parfait qu'il soit, ne réussisse à améliorer d'une manière appréciable le régime représentatif aussi longtemps que les électeurs et les députés mettront leur intérêt particulier avant l'intérêt général et au-dessus. C'est là un vice auquel pourra seul remédier un progrès moral, plus difficile hélas ! à réaliser qu'aucun progrès du mécanisme électoral.

*
*
*

D'après le rapport sur le recensement, effectué au mois de mars de l'année dernière, la population de la France s'élèverait à 38.961.945 habitants. Elle se serait augmentée de 444.613 habitants dans la période quinquennale de 1896-1901 ; mais relativement à la période décennale précédente, son taux d'accroissement aurait baissé de 3 0/0 à 1.6 0/0. Enfin, en 1900, les décès auraient dépassé les naissances de 25.988 (naissances 827.257, décès 853.285). Ces résultats sont sans aucun doute peu satisfaisants, mais il faut remarquer que le taux d'accroissement de la population est en voie de diminution dans la plupart des pays civilisés. Cela tient à ce que le développement extraordinaire de l'industrie dans la seconde moitié du XIX^e siècle a fini par se ralentir sous la triple et néfaste influence du militarisme, de l'étatisme et du protectionnisme, en rétrécissant ainsi le débouché de la population. Or, comme toute autre production, celle de l'homme tend toujours à se proportionner à son débouché, et, quand elle le dépasse, elle y est irrésistiblement ramenée.

Le Gouvernement a cru nécessaire d'instituer une Commission, assez improprement qualifiée de la dépopulation, pour s'enquérir des causes de ce ralentissement et en chercher les remèdes. Souhaitons qu'elle ne demande pas ces remèdes au protectionnisme, et qu'aux primes sucrières, dont on connaît le succès, ne viennent pas s'ajouter les primes à la repopulation.

*
*
*

Le projet de budget du ministère des Colonies pour 1902 s'élève à 120 1/2 millions de francs. Les dépenses militaires y sont comprises pour 96 1/2 millions, 24 millions seulement sont affectés aux dépenses civiles.

Or, dit M. Rouire, dans le *Siècle*, qu'on examine la répartition des dépenses civiles, et l'on trouvera que la distribution se fait ainsi :

dépenses dites communes, à savoir les frais généraux de l'administration générale, les inspections, missions, etc., 3.151.750 francs; services pénitentiaires, 8.581.500 francs; subventions aux budgets locaux des colonies, 8.259.000 francs. Ainsi sur les 20 millions de dépenses civiles, 8.259.000 francs ont un effet utile et servent au développement des colonies. Au total sur un budget de 120 millions, les colonies n'absorbent, à proprement parler, que 8 millions. Militaires et administrateurs se partagent presque le tout! Ce sont eux qui profitent exclusivement de la constitution de notre empire colonial. Voilà à quoi se résume actuellement le résultat de vingt ans de lutttes et d'efforts.

Au moins, les colonies attirent-elles les émigrants de la métropole? En 1900 on a compté, pour l'Indo-Chine, 141 émigrants avec 342.000 francs; en 1901, 170 émigrants avec 166.000 francs. Pour Madagascar, en 1900, 70 émigrants avec 140.200 francs; en 1901, 107 émigrants avec 220.000 francs. Pour la Nouvelle-Calédonie, en 1900, 100 émigrants avec 304.800 francs; en 1901, 88 émigrants avec 261.000 francs. Bref, les Français émigrent un peu partout, aux Etats-Unis, au Canada, dans la République-Argentine, partout excepté dans leurs colonies. Quant au débouché que les colonies offrent à l'industrie et au commerce, il atteint à peine le dixième du débouché étranger, et il subsisterait au moins pour une bonne part, si la France, à défaut d'autres colons cessait d'exporter des fonctionnaires civils et militaires. Voilà une branche d'industrie dont l'exportation coûte encore sensiblement plus cher aux contribuables que celle de l'industrie du sucre.

* *

La Chambre des Députés a fait un nouveau pas dans la voie de l'Etatisme en votant par 272 voix contre 260 une résolution en faveur du rachat des chemins de fer de l'Ouest et du Midi. On peut douter que cette résolution soit suivie d'effet, mais elle n'en atteste pas moins un état mental dangereux. Il est fort heureux que les élections soient proches.

* *

On ne s'étonnera donc point que la Chambre ait voté encore la loi sur l'admission temporaire du blé, telle qu'elle lui revenait du Sénat. M. Couteaux a fait remarquer, dans le *Temps*, que loin de relever les cours du blé, ce qui était son but, elle ne les a pas empêchés de baisser d'un franc par 100 kilog. M. Couteaux ajoutait toutefois qu'il ne la rendait pas responsable de cette baisse, pas

plus qu'il ne faudrait lui attribuer la hausse, si elle venait à se produire. Le caractère de ces lois empiriques est de ne servir à rien : encore est-on trop heureux lorsqu'elles sont inoffensives.

Ce ne sera pas, dit avec raison le *Journal des Débats* tout à fait le cas de la loi nouvelle qui paralysera le fonctionnement normal des acquits-à-caution, en empêchant de décharger une région en excédent à l'aide des importations faites dans une région en déficit. L'agriculture souffre, nous le voulons bien ; mais il y a des médecins qui passent leur temps à lui faire croire qu'elle est encore plus malade qu'elle ne l'est, afin de la préparer à subir docilement leurs remèdes. Ils en administrent un premier qui ne fait aucun effet, un second qui n'en fait pas davantage, un troisième, puis un quatrième qui n'opèrent pas mieux. La crédulité des agriculteurs ne se lasse jamais. La loi actuelle est un de ces remèdes. Il ne sera pas plus efficace que les précédents, et nous devons nous attendre à en voir bientôt proposer encore un autre.

* *

Notons toutefois, à l'actif de la Chambre, une première brèche qu'elle a pratiquée au système des primes sucrières, en enlevant aux fabricants de sucre la décharge de 14 p. 100 qui leur était allouée pour les mélasses allant à la distillerie. On n'en continuera pas moins à distiller les mélasses, car elles n'ont presque aucun autre débouché (sur 350 millions de kilogrammes, 2 millions seulement vont à l'agriculture), et le Trésor y gagnera une dizaine de millions. C'est une petite victoire, mais qui nous en promet de plus grandes.

* *

On nous annonce la constitution d'une « Ligue libre-échangiste de Bordeaux et du Sud-Ouest », et la préparation d'une « Ligue libre-échangiste havraise ». « A Bordeaux, lisons-nous dans la *Revue commerciale et coloniale*, les résultats obtenus ont dépassé les espérances des fondateurs : les adhésions sont nombreuses, et le montant des souscriptions atteint déjà un gros chiffre. Dans deux mois, la Ligue libre-échangiste de Bordeaux aura élaboré son programme et demandera aux candidats à la députation de prendre devant leurs électeurs l'engagement formel de défendre à la Chambre les intérêts économiques de Bordeaux. »

* *

En Italie comme en France, les excès du protectionnisme ont commencé à provoquer une réaction libre-échangiste. Dans la

proposée sur les produits d'alimentation, il en résulterait une hausse des prix affectant aussi notre production nationale, de sorte qu'une partie seulement des taxes irait au Trésor. Comparer une taxation de ce genre à une taxe sur le revenu est absurde.

« Il y a une autre absurdité dans la proposition. La taxation n'aurait pas seulement pour objet de donner un revenu, mais elle constituerait un moyen d'obtenir des concessions des autres nations. Or, dans ce dernier cas, le premier but ne serait plus atteint. Si les droits de douane doivent fléchir en échange de concessions réciproques, la diminution des recettes résultera des arrangements auxquels les droits auront servi de base.

« Nous en sommes réduits à penser que si sir Bernhard Samuelson avait plus mûrement réfléchi avant d'écrire sa lettre, il ne serait convaincu que sa proposition est aussi contradictoire qu'inadmissible pour le contribuable accablé sous le poids de l'impôt. »

Cette proposition qui a pour objet d'alléger le poids croissant de la fiscalité en y ajoutant celui de la protection ne paraît donc avoir que de faibles chances de succès en Angleterre.

..

A la Chambre des communes, les protectionnistes ont exploité les craintes de guerre en proposant à la fois, la création de magasins de blé sous la direction et aux frais de l'État, et l'établissement de droits différentiels en faveur des blés coloniaux. Cette proposition a été repoussée, mais, comme l'a fait remarquer M. Gibson Bowles, n'est-il pas curieux que le protectionnisme *modern style* nous ramène à l'époque des Pharaons?

..

Les chiffres suivants, que nous empruntons au *Journal of Commerce* de New-York, donneront une idée de l'accroissement extraordinaire de la production et du commerce des États-Unis dans les cinq dernières années, de 1896 à 1901.

Tandis que la population ne s'est augmentée que de 10 0/0.

La production du fer s'est accrue de.	100 0/0
— du charbon.	53
-- de l'or.	51
— du cuivre.	31
La récolte du blé.	50
— du coton.	45
Les importations.	28

Les exportations. 44

-- des produits manufacturés. . . . 58

Enfin, d'après le recensement industriel de 30 États (sur 53 États et territoires) le nombre des salariés a passé de 1.105.000 en 1890 à 1.424.000 en 1900, soit une augmentation de 30 p. 100 et les salaires se sont élevés de 36 p. 100. Ce qui prouve, n'en déplaise aux socialistes, que tous les profits de l'industrie n'ont pas été dévorés par cet abominable et insatiable capitalisme.

*
* *

Dans son rapport annuel, le directeur de la Monnaie des États-Unis publie un relevé curieux du montant des monnaies d'or et d'argent, ainsi que du papier monétaire non couvert par une somme égale de métaux précieux, existant depuis 1873 dans l'ensemble des États du monde. Voici ce relevé qui a été dressé aussi exactement possible.

Date	Or	Argent	Papier non couvert
—	—	—	—
	dollars	dollars	dollars
1873.....	1.209.800.000	1.057.685.000	2.322.545.000
1893.....	3.901.900.000	3.931.100.000	2.700.000.000
1896.....	4.143.700.000	4.236.900.000	2.558.000.000
1899.....	4.614.600.000	3.835.800.000	2.846.500.000
1900.....	4.841.000.000	3.818.900.000	2.960.100.000
1901.....	4.906.700.000	3.841.100.000	3.033.400.000

Ce stock monétaire est réparti de la manière suivante :

Pays	1 ^{er} Janvier 1901		
	(En millions de dollars)		
	Or	Argent	Papier non couvert
—	—	—	—
Etats-Unis.....	1.110.800	655.800	428.400
Autriche-Hongrie.....	229.400	73.800	68.100
Belgique.....	17.800	35.000	94.400
Australasie.....	128.600	6.100	.....
Canada.....	20.000	5.000	40.500
Colonie du Cap.....	37.500	1.000	.....
Grande-Bretagne.....	511.000	116.800	117.600
Inde.....	43.400	469.700	33.900
République Sud-africaine...	29.200	1.200	.....
Bulgarie.....	1.200	5.000	2.100
Cuba.....	2.000	1.500	... ..

Danemark	14.700	5.900	6.400
Egypte	30.000	6.400	.....
Finlande	4.100	400	9.500
France	810.600	421.200	199.200
Allemagne	721.100	208.400	177.400
Grèce	400	1.500	28.800
Haïti	1.300	2.500	3.500
Italie	98.000	43.900	174.900
Japon	41.700	29.100	80.400
Pays-Bas	32.900	52.200	41.200
Norvège	9.800	2.500	7.800
Portugal	6.300	42.600	73.600
Roumanie	7.700	900	14.100
Russie	734.300	102.500	.....
Serbie	1.300	1.700	4.000
Etats de l'Amérique du Sud.	72.000	20.200	1.130.700
Espagne	79.100	173.700	165.300
Suède	15.700	6.800	28.900
Suisse	24.000	10.700	20.500
Turquie	50.000	40.000	.....
Etats de l'Amérique cent ..	2.200	6.100	26.100
Chine . . . . .	.....	750.000	.....
Mexique	8.600	106.000	54.000
Siam	20.000	193.000	2.100
Etablissements du Détroit ..	.....	242.000	.....
Total	4.906.700	3.841.100	3.033.400

Soit un total de 11.800.000.000 dollars, près de 60 milliards de francs, dont 74 p. 100 en métaux précieux, et 26 p. 100 en papier non couvert. C'est avec cette machinerie monétaire que se voiturèrent les valeurs de toute sorte dans un ensemble de pays dont la richesse peut être évaluée de 12 à 1.500 milliards.

*
* *

Le gouvernement de la nouvelle *Commonwealth* australienne vient d'inventer un moyen original, sinon libéral, d'augmenter ses recettes douanières. Il a décidé, lisons-nous dans une correspondance du *Journal des Débats*, qu'à partir du moment où un navire arrive d'un port étranger dans un port d'Australie, jusqu'au moment où il quitte soit ce même port, soit tout autre port d'Australie ou de Tasmanie, à destination d'un port étranger, ce

qui a été consommé à bord en provisions ou vivres de tout genre est supposé importé dans le pays et doit payer les droits de douane. Les ports australiens sont fréquentés annuellement par 18.000 bâtiments comptant 800.000 hommes d'équipage, soit plus d'un million de personnes, en ajoutant les passagers. Ce serait donc un agréable supplément de recettes. Mais les navigateurs n'ont pas apprécié suffisamment le mérite de l'invention et ils ont refusé de payer les droits. L'affaire a été portée devant la Cour suprême de l'Etat de Victoria, laquelle n'a pas manqué de donner raison au gouvernement. Reste, comme dernière ressource, un recours au Conseil privé à Londres. Le jugement du Conseil sera particulièrement intéressant en ce qu'il fixera, en matière de législation, les limites des droits respectifs de la métropole et de ses colonies australiennes. Mais cette invention protectionniste est, en tout cas, des plus ingénieuses, et qui sait si nos mélinistes ne l'emprunteront pas, quelque jour, à leurs confrères des antipodes.

*
* *

Mme Clémence Royer est morte le 5 de ce mois dans la maison de retraite des frères Galignani. Parmi les titres nombreux de cette femme éminente à la reconnaissance des amis de la science, nous signalerons son mémoire intitulé : la *Théorie de l'impôt ou la dîme sociale*, qui lui avait valu *ex æquo* avec Proudhon, le prix du concours ouvert par le gouvernement vaudois sur la théorie de l'impôt. Elle a fait la première traduction du livre de Darwin sur l'*Origine des espèces*, et publié récemment un grand ouvrage sur la constitution du monde ; elle utilisait ses loisirs en faisant dans le journal féministe *La Fronde* une active propagande anti-protectionniste et anti-socialiste, qu'elle a continuée jusqu'à son dernier jour. La *Société d'économie politique* lui a rendu un juste hommage en l'admettant au nombre de ses membres.

*
* *

Une qualification pittoresque de l'Etat moderne, empruntée à la dernière publication de l'amiral Reveillère : les *trois auto* (Autonomie, *self government*, Autosynergie, *self help*, autorestriction, *self restraint*) :

Prosternés en extase devant le grand Manietout, les Français semblent avoir perdu toute conscience de la réalité.

G. DE M.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Franc vote et juste représentation, par LÉON ROQUET. 1 vol. in-18 de 89 pages, 1902, 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

Le Change espagnol, par EUG. LACOMBE, 1 vol. in-8° de 135 pages 1901. 3 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères. Annexes aux Rapports 1899-1901. Notes et Documents. 1 vol. in-8° de 233 pages, 1901, Paris, Guillaumin et Cie.

500 millions à l'eau. Les voies navigables et le programme Baudin, par YVES GUYOT, broch. in-8° de 60 pages, 1902, 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

Traité des opérations de Bourse et de change, par A. COURTOIS (12^e édition entièrement revue et mise à jour), par EM. VIDAL. 1 vol. in-8° de 706 pages, 1902. 5 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

Le Papier, par EUG. CAMPREDON, préface de P. PIC, 1 vol. in-8° de 84 pages, 1901. 3 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

Introduction à l'histoire du général Desaix (fragments lus à la séance du 20 juillet 1901 de l'Académie des sciences morales politiques), par ALEX. DE HAYE, broch. in-8° de 31 pages, 1901, Paris, Pichon.

Le Contrat collectif de travail, par B. RAYNAUD, 1 vol. in-8° de 365 pages, 1901, Paris, A. Rousseau.

Ministère des Finances. Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe. T. 1^{er}. gr. in-8° de 593 pages.

La Répercussion de l'impôt, par CH. DE LAUWEREYNS DE ROSENDAEL, 1 vol. in-8° de 445 pages, Paris, Arthur Rousseau.

Les Républiques parlementaires, par A. SOUBIES et E. CARETTE, 1 vol. in-8° de 194 pages, 1902 6 fr. Paris, E. Flammarion.

Syndicats et coopératives, par JULES CABOUAT, broch. in-8° de 16 pages. (Extrait de la *Revue Internationale de sociologie*), 1901, Paris, Giard et Brière.

Premiers éléments d'Economie politique (Economie sociale), par L. COSSA, traduit sur la onzième édition par A. BONNET. 1 vol. in-8° de 241 pages, 1902. 2 fr. 50, Paris, Giard et Brière.

L'Allemagne et le Marché du Monde, par le Dr J. WOLFF, introduction et traduction par J. FRANCONIE. 1 vol. in-18 de 142 pages, 1902, 2 fr. 50, Paris, Giard et Brière.

Etudes Socialistes, par JEAN JAURÈS, 1 vol. in-18 de 270 pages, 1902. 3 fr. 50, Paris, Guillaumin et Cie.

Histoire des bourses du Travail. Origine, institutions, avenir. Ouvrage posthume de F. PELLONIER, préface par G. Sorel. Notice biographique par V. Dave, 1 vol. in-18 de 282 pages, 1902, 3 fr 50, Paris, Schleicher.

L'évolution de la vie, par le Dr LUCOY. 1 vol. in-18 de 236 pages, avec 30 figures dans le texte. 1902, 2 fr. 50, Paris, Schleicher.

Le Contrat de travail. Le Rôle des syndicats professionnels, par P. BUREAU. 1 vol in-8° cart. de 276 pages, 1902. 6 fr Paris, F. Alcan.

La Conférence de La Haye, par J. CABOUAT, broch. in-8° de 62 pages. 1901. Caen, Imprimerie Lanier.

L'Enseignement de la prévoyance, communication de JULES CABOUAT au 21^e Congrès national de la ligue de l'enseignement à Caen, broch. in-8° de 10 pages, 1901, Corbeil, Imprimerie veuve Drevet.

Mineur du bassin houiller du Couchant de Mons. (Borinage-Belgique) ouvrier-tâcheron dans le système des engagements momentanés, d'après les renseignements recueillis sur les lieux en août 1900 par le P. G. C. RUTTEN, broch. in-8° de 74 pages, 1901. Paris, Société d'Economie sociale.

Bouilleur de cru du Pays Bas de Cognac. (Charente-France) ouvrier chef de métier et propriétaire dans le système du travail sans engagements, d'après les renseignements recueillis sur les lieux en 1897-1898-1899, par PIERRE DU MAROUSSEM, broch. in-8° de 76 pages, 1901, Paris, Société d'Economie sociale.

Aperçu bibliographique de la littérature de l'Economie politique et des sciences sociales parue en 1901, par R. V. HAMMER, broch. in-8° de 22 pages, 1902. Kristiana Aktie-Bogtrykkeriet.

Monographie agricole de la Région des Dunes, publiée par le ministère de l'Agriculture belge, broch. grand in-8° de 58 pages, 1901, Bruxelles.

Zolltarif, Socialpolitik, Weltpolitik, von prof. Dr WALTHER LOK, broch. in-8° de 59 pages, 1902. Leipzig Duncker et Humblot.

Der Berliner Effektenhandel unter dem Einflusse des Reichs Börsengesetzes vom 22 juin 1896, von Dr CHR. KNIPPER, broch. in-8° de 102 pages, 1902. Leipzig, Duncker et Humblot.

Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich, von G. SCHMOLLER, 1 vol. in-8° de 484 pages, 1902. Leipzig, Duncker et Humblot.

The King's and Queen's corporation for the linen manufacture in Ireland, by W. R. SCOTT, broch. in-8° de 8 pages, 1901 (extrait du *Journal of the Royal Society of antiquaries of Ireland*).

Educated-Working-Women, par CLARA E. COLLETS, 1 vol. in-18 de 143 pages, 1902. London, King et Son.

A comparative Study of the administration of city finances in the United-States, by F. R. CLOW. 1 vol in-8° de 148 pages, 1901. New-York Macmillan.

Note di Politica protezionista Italiana, par Dott. ERASMO MALAGOLI, broch. in-8° de 96 pages, 1901, Turin, Roux et Viarengo.

Brevi cenni storici sulla Colonizzazione Britannica, par M. FANNO, broch. in-8° de 118 pages, 1902, Treviso Nardi.

Degli effetti dell'ordinamento finanziario in genere e della pressione tributaria in ispecie nell relazioni fra stato e individuo par Avv. GIORTIRI CARANO, broch. in-8° de 39 pages, 1901, Civia, A. Bellis et Cie.

Estudios sobre el credito publico y la Deuda publica espanola, por D. F. GIL Y PABLOS, con in prologo de D. J. J. G. Gomez, 1 vol in-18 de 334 pages, 1900, Madrid Tip. de *El. Liberal*.

Anuario de la Direccion general de Estadistica de la provincia de Cordoba correspondiente al ano 1900, 1 vol in-8° de 267 pages, 1901, Cordoba, F. Domenici.

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

LA PRODUCTION ET LE COMMERCE DU TRAVAIL¹

S'il n'existait ni maisons ni sociétés de commerce ou de banque, ni bourses, ni organes de publicité financière ou commerciale, l'approvisionnement régulier des marchés agrandis par les progrès de la sécurité et le développement des moyens de communication, rencontrerait évidemment des difficultés extraordinaires. On pourrait, justement cette fois, qualifier d'anarchique le régime de la concurrence. Telle est cependant la situation des marchés du travail. Les producteurs et les consommateurs de cette marchandise n'ont à leur service aucun des rouages de transmission et d'information qui déterminent et règlent, en les éclairant, les mouvements de l'offre et de la demande des capitaux et des produits.

Cette lacune de l'organisation naturelle de l'industrie tient-elle à la nature particulière du travail ? A la différence des autres marchandises, celle-ci ne serait-elle pas commercable ? L'expérience démontre le contraire. Pendant toute l'antiquité, le commerce du travail a été, malgré l'insuffisance des moyens de communication, plus important qu'aucun autre, et plus tard, qu'était la traite des nègres, sinon un commerce de travail ? A la vérité, c'était du tra-

¹ Voir le *Journal des Économistes*, novembre 1901.

vail esclave. Le producteur de travail, blanc ou noir, ne se possédait pas lui-même. Il était la propriété d'un maître. Mais parce que l'ouvrier est devenu son propre maître, son travail n'a pas changé de nature. Il a seulement changé de propriétaire.

Qu'est-ce que le travail ? C'est la mise en œuvre du capital de forces productives de l'homme. Comme les capitaux immobiliers et mobiliers qui constituent le matériel des entreprises de production, les agents naturels appropriés, les bâtiments, les outils, les machines, les matières premières, ce capital investi dans l'homme et que nous avons désigné sous le nom de « capital personnel, » est un produit du travail et de l'épargne. Les peines, les soins, les avances de nourriture, d'entretien, d'éducation, qu'exige sa formation constituent ses frais de production. Il peut être possédé par l'individu dans lequel il est investi ou approprié à un autre. Mais, dans les deux cas, il doit être reconstitué et donner un profit équivalent à celui des autres capitaux, pour subsister intact et être mis d'une manière continue au service de la production.

I

Il en était ainsi sous le régime de l'esclavage. L'organisation de la production, du commerce et de la consommation du travail esclave dans les Etats du Sud de l'Union américaine, avant la guerre de Sécession, nous fournit à cet égard une illustration saisissante. Les esclaves employés dans les plantations de coton et de sucre provenaient de deux sources différentes : l'importation africaine et l'élevage intérieur. L'importation ayant fini par être interdite sous la double pression de la philanthropie abolitionniste et des intérêts protectionnistes des éleveurs, l'élevage devint la source principale de l'approvisionnement du travail des plantations. Il se concentra dans les états dont le sol et le climat étaient le moins favorables à la culture des denrées tropicales, et prit une place importante dans la production agricole. De vastes fermes se fondèrent pour l'élevage des nègres. Les produits des États éleveurs (*Breeding States*) étaient vendus à des intermédiaires, transportés et revendus aux planteurs de coton et de sucre des États consommateurs ¹.

¹ Il y a quelques années, disions-nous dans l'ancien *Dictionnaire de l'économie politique* (publié en 1855), la Société anglaise et étrangère pour l'abolition de l'esclavage (*British and foreign anti-slavery society*), adressa à la

Cette production et ce commerce étaient régis par les mêmes lois qui gouvernent la généralité des branches d'industrie et de commerce. Pour que l'industrie des éleveurs d'esclaves pût subsister, il fallait que la vente de ce produit couvrit ses frais de production avec adjonction d'un profit équivalent à celui des autres industries. C'était un premier profit afférent à la production du travail, et ce profit était réglé comme celui de toute autre marchandise par la concurrence des vendeurs et des acheteurs.

Société américaine une série de questions relatives à la situation de l'esclavage dans l'Union. La Société américaine s'empresse de recueillir tous les documents nécessaires pour y répondre, et elle en composa un volume¹, auquel nous empruntons quelques renseignements caractéristiques sur l'organisation économique de l'esclavage et sur la condition des esclaves aux Etats-Unis.

Les Etats à esclaves se divisent en deux catégories : les pays de production et ceux de consommation. Dans les premiers, on élève les esclaves ; dans les seconds, on les applique à la culture du sol. On évalue à 80.000 environ le nombre des esclaves qui sont annuellement transportés des Etats éleveurs (*Breeding States*) dans les Etats consommateurs.

Les Etats éleveurs sont le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, le Kentucky, le Tennessee et le Missouri. Le sol de ces Etats n'étant point propre aux grandes cultures du sucre et du coton, et les denrées qu'on y cultive, le tabac, le chanvre et les céréales n'exigeant en comparaison qu'un nombre peu considérable de travailleurs, les esclaves y sont nourris principalement en vue de l'exportation. L'élevage de cette espèce particulière de bétail est devenue une branche importante de la production. Non seulement les éleveurs s'attachent à la développer de manière à proportionner leurs approvisionnements aux demandes croissantes des Etats du Sud, mais encore ils donnent une attention toute spéciale à l'amélioration de leurs produits.

... L'élevage des esclaves donne communément des profits élevés. Du témoignage des intéressés eux-mêmes, aucune propriété n'est d'un meilleur rapport que celle des jeunes négresses lorsqu'elles sont saines et fécondes... La valeur d'un esclave adulte est, en moyenne, de 600 dollars. Toutefois le prix des esclaves est sujet à des variations considérables : ces outils vivants de la production se vendent plus ou moins cher, selon l'état du marché du coton et du sucre ; lorsque ces articles sont très demandés, le prix des esclaves s'élève ; lorsqu'ils le sont peu, les esclaves se vendent à vil prix. Comme tous les autres producteurs, les éleveurs d'esclaves s'efforcent d'augmenter leurs débouchés et de se préserver de la concurrence étrangère. Ce sont les

¹ (*Slavery and the internal slave trade in the United States of the North America, being replies to questions transmitted by the committee of the British and foreign anti-slavery society. 1 vol. in-8°*).

S'il tombait au-dessous du niveau général des profits industriels, l'esprit et les capitaux d'entreprise cessaient de se porter dans l'industrie de l'élevage des esclaves ou s'en retiraient, les prix se relevaient et les profits avec eux. S'il dépassait au contraire le niveau commun, l'esprit et les capitaux d'entreprise étaient attirés dans cette industrie, la production s'accroissait, les prix et les profits baissaient. Et, comme nous l'avons démontré ailleurs ¹, ces mouvements s'opéraient avec une rapidité et une efficacité telles, — l'écart des quantités engendrant toujours un écart progressif des prix, — que le prix du marché tendait continuellement à se confondre avec les frais de production augmentés du profit nécessaire (le prix naturel d'Adam Smith). C'est à des intermédiaires marchands d'esclaves, que les éleveurs vendaient communément leurs produits. Pour que ces intermédiaires qui pourvoaient au transport et au placement de cette sorte de marchandise pussent subsister, il fallait encore que la différence entre le prix auquel ils l'achetaient et celui auquel ils la vendaient couvrît leurs frais de production (transport, emmagasinage, risques) avec adjonction d'un profit, lequel était réglé, comme le précédent, par la concurrence. C'était un second profit, afférent, celui-ci, au commerce du travail. Enfin, le planteur de coton ou de sucre n'achetait l'esclave qu'à la condition de tirer de l'emploi de ses forces productives un produit supérieur à leurs frais d'achat et de reconstitution. La différence constituait un troisième profit. Mais

éleveurs de la Virginie et de la Caroline qui ont été les plus ardents à demander l'annexion du Texas, et qui se sont montrés, en toute occasion, les plus chauds adversaires de l'importation des nègres d'Afrique.

Le commerce des esclaves n'est pas moins profitable que l'élève. Deux classes d'individus se trouvent engagées dans ce trafic : des capitalistes qui possèdent des établissements considérables à Washington, à Alexandrie, à Baltimore, à Norfolk, à Richmond, etc., et des agents ou courtiers qui vont acheter des esclaves dans les plantations. Le commerce en gros des esclaves est considéré comme aussi honorable qu'un autre. Les agents secondaires et les courtiers ont, en revanche, une assez mauvaise réputation. Après l'achat dans les plantations, les esclaves sont dirigés par détachements vers leur destination ; les prisons des Etats servant d'entrepôts... Les principaux trafiquants possèdent aussi des entrepôts particuliers ; de ces entrepôts, les esclaves sont dirigés vers le Sud.,. A leur arrivée, ils sont conduits au marché et exposés en vente. On les vend en détail ou par lots. Ordinairement aussi la vente a lieu à la criée.

DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE. Article ESCLAVAGE.

¹ Cours d'économie politique. T. I^{er} troisième leçon. La valeur et le prix.

II

L'appropriation de l'homme par l'homme a cessé d'exister dans le monde civilisé, l'esclavage a été aboli en Europe, après la période de transition du servage, et, plus tard, sans transition, en Amérique; l'esclave ou le serf a passé à l'état d'homme libre, ce qui signifie qu'il est devenu propriétaire de sa personne et maître de disposer de son travail, de l'employer pour son propre compte ou de l'échanger contre une rétribution en nature ou en argent, soit sous la forme d'un salaire fixe ou d'une part éventuelle dans les produits de l'industrie à laquelle il coopère. Quelle a été la portée de ce changement dans la condition de l'ouvrier producteur de travail, et quels en ont été les résultats? Voilà ce qu'il s'agit de rechercher.

En acquérant les avantages de la liberté, l'ouvrier a dû en supporter les charges. Il a dû pourvoir lui-même aux frais de sa subsistance, de son entretien et de sa reproduction, jusqu'à ce que les êtres qu'il appelait à la vie fussent en état d'y pourvoir eux-mêmes, supporter les frais de ses maladies et de ses chômages, subvenir à l'entretien de sa vieillesse. Cet ensemble de frais qui étaient auparavant à la charge de ses propriétaires sont tombés à la sienne. Les propriétaires d'esclaves les couvraient avec adjonction d'un profit. Ce profit, l'esclave devenu libre pouvait le réaliser à son tour. Mais c'était à la condition d'obtenir de la mise en œuvre de son capital de facultés productives une rétribution comprenant les frais avec le profit.

Cette rétribution, il pouvait se la procurer de deux manières : 1° en employant son travail pour son propre compte, c'est-à-dire en entreprenant une industrie ou un commerce, 2° en louant à un entrepreneur l'usage de ses facultés productives.

Mais pour entreprendre une industrie ou un commerce quelconque, il fallait que le producteur de travail devenu libre possédât avec le capital de ses forces productives, un autre capital consistant en matériaux de production et en avances de subsistances. Ce capital faisait défaut à l'immense majorité des émancipés, et, de plus, il leur manquait la capacité et les connaissances nécessaires à la gestion d'une entreprise. D'un autre côté, le nombre des entreprises est naturellement limité, et, à mesure que l'industrie se perfectionne, ce nombre va diminuant. Au moment où nous sommes, c'est tout au plus si, dans les pays

les plus avancés en industrie, on compte une entreprise sur cent ouvriers. Et même dans les pays les plus arriérés, la grande majorité des travailleurs n'a d'autre débouché que la location de son capital de forces productives à une entreprise de production agricole, industrielle ou autre, en échange d'un salaire.

Que représente le salaire, de quels éléments se compose-t-il ? En premier lieu, il se compose des frais de conservation et de reconstitution des forces productives du travailleur, — nourriture, entretien, reproduction, assurance contre la maladie, le chômage, la vieillesse. Le montant de ces frais est plus ou moins élevé selon la nature des forces productives et de leur emploi. Et nous avons constaté qu'à mesure que l'industrie se perfectionne, qu'elle substitue à la force physique de l'homme des forces mécaniques ou chimiques, en mettant ainsi davantage en œuvre les facultés intellectuelles et morales de l'ouvrier, les frais de conservation et de reconstitution de son capital de forces productives s'augmentent. Ces frais qui étaient à la charge du propriétaire d'esclaves sont maintenant à celle de l'ouvrier libre, et ils constituent le premier élément du salaire. En second lieu, sous le régime de l'esclavage, l'éleveur tirait de son industrie un profit équivalent à celui de la généralité des branches de la production. Ce profit afférent au travail revient maintenant à l'ouvrier libre et il constitue le second élément constitutif du salaire.

C'était par la vente des esclaves que l'éleveur couvrait ses frais et réalisait un profit. Il les vendait à des intermédiaires qui les revendaient aux planteurs, consommateurs de travail. Les intermédiaires se chargeaient du placement de cette marchandise, et créaient un marché où le prix était fixé par la concurrence des vendeurs et des acheteurs. Et ce prix du marché tendait continuellement, comme nous l'avons vu plus haut, à se mettre au niveau des frais de production du travail esclave, augmentés des profits de l'éleveur et de l'intermédiaire.

Lorsque l'esclavage a disparu, l'organisme commercial qui le desservait a, du même coup, cessé d'exister. En l'absence de cet organisme nécessaire de l'échange, quelle était la situation des ouvriers, obligés de se charger eux-mêmes du placement de leur travail ? Ne possédant ni les ressources, ni les informations indispensables pour remplir cette fonction commerciale, n'ayant même, pour le plus grand nombre, d'autre capital que celui de leurs forces productives, ils se trouvaient dans la nécessité d'offrir leur travail sur place et de précipiter leur offre. Ils étaient libres d'en débattre le prix, soit ! mais ce débat s'engageait dans des condi-

syndicats permanents dont les ressources étaient alimentées par des cotisations régulières. En Angleterre et aux États-Unis, ces unions ont pris les proportions de véritables armées, et elles ont accumulé des « trésors de guerre » qui leur permettent de prolonger pendant plusieurs mois le refus collectif du travail. Les employeurs se sont associés de leur côté, ils ont opposé les lock-out aux grèves, et la lutte se poursuit avec un égal acharnement des deux parts, en donnant comme d'habitude la victoire aux plus forts, mais non sans causer des pertes et des dommages qui sont directement ou indirectement supportés par tous les producteurs et se répercutent sur les consommateurs.

D'autres progrès, ceux de la machinerie de l'industrie et en particulier des moyens de transport, en abaissant les prix et en augmentant la consommation, partant la production générale et avec elle la demande du travail, en facilitant en même temps la mobilisation des travailleurs, ont contribué plus sûrement au relèvement des salaires, qui s'est opéré dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce relèvement, déterminé encore par le changement dans la nature du travail, et l'augmentation des frais de réparation et d'entretien des forces productives de l'ouvrier qui en a été la conséquence, ce relèvement, disons-nous a été général, en présentant néanmoins encore de nombreuses et profondes inégalités.

En effet, si l'on considère la multitude des marchés du travail, on demeurera frappé des différences extraordinaires du niveau des prix d'une même quantité et qualité de travail. Ces différences proviennent, sans doute pour une part de celle des prix des matériaux de la vie, mais elles proviennent aussi, et, pour une part non moins forte, soit de l'inégalité du pouvoir d'échange des ouvriers et des employeurs, soit de l'insuffisance ou de la surabondance du travail, en l'absence d'un agent de mobilisation qui ajuste l'offre avec la demande. De là, l'état d'anarchie et de guerre qui règne entre les deux agents indispensables de la production : le capital et le travail, et la nécessité de plus en plus, urgente d'y apporter un remède.

III

Ce remède, les socialistes n'ont pas été lents à le découvrir. Ils l'ont simplement emprunté au régime de l'esclavage. Seulement, à l'asservissement du travail par le capital, ils ont substitué celui du capital par le travail. Telle est la conception fondamentale de

tous leurs systèmes de réorganisation sociale, du communisme et du collectivisme aussi bien que de l'anarchisme.

C'est par la conquête que s'était établi dans la plupart des États de l'antiquité le régime de l'esclavage. Une société guerrière s'emparait d'un pays, confisquait les richesses immobilières et mobilières, sol, bâtiments, outils, approvisionnements de matières premières et de subsistances appartenant à la population vaincue et s'appropriait cette population elle-même qu'elle réduisait en esclavage. Les hommes et les choses étaient partagés entre les conquérants, en proportion de leur participation à l'entreprise de la conquête : chaque lot constituait un domaine plus ou moins étendu, une seigneurie. Le propriétaire de ce domaine appliquait à la production des subsistances et des autres articles dont il avait besoin, la population qui lui était échue en partage avec le sol, et il se procurait par l'échange les articles d'ailleurs peu nombreux qui ne pouvaient être produits dans le domaine. Sous ce régime, la rétribution du travail consistait uniquement dans la somme strictement nécessaire pour couvrir les frais d'entretien et de reproduction des travailleurs. A ces frais d'entretien et de renouvellement du personnel des fermes et ateliers des domaines s'ajoutaient ceux du matériel. Restait un produit net ou profit, qui allait tout entier au propriétaire, et qui lui fournissait, d'une part, ses moyens de subsistance, et l'autre la contribution en services, en nature ou en argent, en échange de laquelle le gouvernement de la société conquérante assurait sa sécurité contre les risques des invasions des autres sociétés guerrières, et des révoltes de la population assujettie. Le trait caractéristique de ce régime, c'était donc l'attribution de la totalité du produit net ou du profit au propriétaire du capital.

Les socialistes se sont bornés à mettre au dessus ce que les sociétés esclavagistes avaient mis au dessous, tout en empruntant de même leurs procédés de conquête et d'exploitation. A l'exemple des conquérants des premiers âges de l'humanité, ils veulent employer la force pour s'emparer du domaine de la société capitaliste ; ils confisqueront le sol, les bâtiments, les outils, les matières premières des entreprises, en d'autres termes, les capitaux mobiliers et immobiliers. Selon les communistes étatistes, les fruits de la conquête doivent demeurer indivis, le gouvernement institué par le peuple et géré par ses délégués doit se charger d'organiser la production dans la multitude de ses branches et d'en distribuer les fruits. Il dirige les exploitations agricoles, industrielles et autres, construit les bâtiments, fabrique les outils

l'opération combinée des lois de la concurrence et de la valeur vers le montant des frais (dommages et risques) qui doivent être couverts avec adjonction d'un profit, pour déterminer l'apport du capital à la production.

Or, les capitalistes eux-mêmes, au moins pour le plus grand nombre, préfèrent un intérêt fixe, dont le taux dépend de l'état général du marché des capitaux à une part aléatoire des profits de l'entreprise particulière à laquelle ils coopèrent. A plus forte raison, les ouvriers beaucoup moins capables que les capitalistes de supporter les risques de la production doivent-ils le préférer. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il y a équivalence entre le taux général de l'intérêt du capital-obligation et le taux général des dividendes du capital-action. En effet, dès que cette équivalence vient à se rompre dans un sens ou dans un autre, elle ne manque pas de se rétablir aussitôt par l'affluence des capitaux dans le mode de placement le plus avantageux. Il en serait de même pour le salaire et la part de bénéfice. En admettant qu'un certain nombre d'ouvriers, suffisamment pourvus d'avances, préférassent ce dernier mode de rétribution, ils n'obtiendraient qu'une part aléatoire de bénéfice, supérieure au salaire du montant de la prime d'assurance. Que conclure de là, sinon que la rétribution du travail dépend non de la forme sous laquelle elle est perçue, mais, comme toutes les marchandises, de l'état du marché où le travail est échangé.

IV

Sous le régime de l'esclavage, le commerce du travail possédait un marché plus vaste que celui d'aucune autre marchandise. Les marchands d'esclaves étendaient leurs opérations jusque dans les parties les plus reculées de l'Empire romain. Ils achetaient du travail-esclave en Afrique, en Syrie, en Pannonie où il était à bon marché pour le revendre en Grèce et en Italie où il était cher ; et, malgré la difficulté et la cherté des transports, la différence des deux prix couvrait leurs frais et leur permettait de réaliser un profit au moins équivalent à celui des autres branches de commerce. Il en a été de même lorsque le commerce des esclaves s'est de nouveau organisé et développé pour subvenir au besoin de travail des planteurs de sucre, de coton et des autres denrées tropicales du nouveau monde. Les négriers allaient chercher des esclaves à la côte d'Afrique où ils se les procuraient à vil prix, et

dans les États éleveurs où cette branche de la production agricole ne tarda pas à croître et à fleurir sous l'influence de la prohibition de la traite. Ils les portaient sur les marchés des États consommateurs, principalement à la Nouvelle-Orléans, où on les vendait à la criée. Les prix de ce grand marché, publiés après chaque vente, étaient connus sinon des roitelets nègres au moins des éleveurs et des planteurs et ils servaient de régulateurs dans toutes les transactions particulières comme la cote de la Bourse des valeurs ou des marchandises.

Cet organisme commercial a disparu avec l'esclavage, et sa disparition a entraîné le morcellement et, pour ainsi dire, l'émiettement des marchés du travail. De là, la constitution en faveur des employeurs d'un monopole de fait, dont la classe ouvrière a subi les conséquences désastreuses. Mais pourquoi l'organisme commercial qui était au service des producteurs et des consommateurs du travail esclave ne s'est-il pas adapté au nouveau régime ? Ce n'était pas qu'il fût devenu inutile, car l'ouvrier devenu propriétaire de son travail était non moins intéressé que l'éleveur d'esclaves à le porter sur le marché où il pouvait en obtenir le prix le plus élevé, et moins encore que l'éleveur, il avait les moyens de l'y porter lui-même. Mais quelle garantie un ouvrier libre pouvait-il donner à un intermédiaire pour l'avance des frais de transport dans l'espace et le temps qu'impliquait le commerce du travail comme tout autre ? Cette garantie, l'intermédiaire la trouvait auparavant dans la propriété du capital de forces productives investi dans l'esclave ; il ne la trouvait point dans l'ouvrier libre. Il aurait fallu qu'à défaut du capital investi dans sa personne, que le nouveau régime lui interdisait de vendre et même d'engager autrement qu'à court terme, l'ouvrier possédât un capital investi dans les choses, un capital mobilier ou immobilier, qui servît à garantir les avances de l'intermédiaire. Or l'immense majorité des travailleurs émancipés de l'esclavage ou du servage ne possédaient que leur capital de forces productives. Cette garantie indispensable à l'intermédiaire, ils auraient pu, à la vérité, la lui fournir en s'associant, mais il leur était interdit de s'associer, et cette interdiction n'a été levée que longtemps après l'époque de leur émancipation. Dans cet état d'isolement, l'ouvrier libre, incapable de garantir la rétribution du service de l'intermédiaire, était obligé de chercher lui-même le placement de son travail, et l'insuffisance de ses ressources le réduisait à l'offrir dans les limites les plus étroites de l'espace et du temps.

Comment les choses se passaient-elles ? Dans le plus grand

leur marché dans le temps. Entre les unions ouvrières, anglaises et américaines, amplement pourvues de capitaux et les employeurs, l'inégalité du pouvoir de disposer du temps s'est effacée. Et à mesure que cette inégalité a disparu et que, d'une autre part, la circulation du travail a pu s'étendre davantage dans l'espace, les employeurs ont perdu le monopole de fait qui leur permettait trop souvent d'imposer aux ouvriers le taux et les conditions du salaire dans les marchés étroitement limités de la petite industrie.

Mais qu'est il arrivé alors ? C'est que les ouvriers devenus plus capables d'attendre ont entrepris à leur tour d'imposer leurs conditions aux employeurs. Seulement, il ne leur suffisait pas de pouvoir se priver du salaire plus longtemps que les employeurs ne pouvaient se priver du travail pour remporter la victoire, il fallait encore qu'ils empêchassent les employeurs de se procurer au dehors un agent productif indispensable, autrement dit qu'ils s'enassurassent le monopole. A défaut des barrières douanières que les gouvernements mettaient au service des industriels pour les préserver de la concurrence étrangère et leur permettre d'élever artificiellement leurs prix, les ouvriers recoururent à l'intimidation et à la violence pour écarter la concurrence des dissidents ou des étrangers. Mais quand même cette pratique protectionniste aurait toute l'efficacité d'une douane, quand même les unions ou les syndicats ouvriers réussiraient à s'assurer le monopole du travail, quel serait le résultat ? S'il y a un taux au-dessous duquel le salaire ne peut descendre, sans entraîner la destruction des forces productives de l'ouvrier, il y a aussi un taux au-dessus duquel il ne peut s'élever sans entraîner la destruction du capital de l'employeur. Dans ce cas, la demande du travail diminue et le salaire baisse en dépit du monopole. Quoi que fassent les monopoleurs, il est hors de leur pouvoir de maintenir le taux du salaire au point où il entame la rétribution nécessaire des autres agents productifs, où les frais de la production cessent d'être couverts. Car il ne dépend pas de l'employeur d'élever le prix de vente de ses produits, de manière à compenser l'excès d'élévation du salaire. La hausse du prix provoque la diminution et la demande des produits et, par une répercussion inévitable, celle du travail et la baisse du salaire.

V

Mais si les unions et les syndicats ouvriers ne peuvent, en accaparant le travail, élever d'une manière quelque peu durable

le taux du salaire au-dessus du taux naturel de la concurrence, — et ils ont fait à cet égard, ils font tous les jours des expériences désastreuses pour les ouvriers aussi bien que pour l'industrie, — ils peuvent leur fournir la garantie nécessaire pour rendre le travail « commercable », et susciter ainsi la création d'un rouage intermédiaire aussi utile, sinon davantage, aux ouvriers libres qu'il l'était aux propriétaires d'esclaves.

Sous le régime de l'esclavage, le travail était un produit commercable, en ce que le commerçant, l'intermédiaire, pouvait couvrir ses frais d'information, de transport, etc., par la vente ou la location. Ces frais avec adjonction du profit lui étaient remboursés par l'acheteur de l'esclave. La situation changea du tout au tout sous le régime du travail libre. Dans ce nouvel état des choses, l'intermédiaire ne pouvait plus, comme auparavant, se rembourser de ses frais et obtenir sa rétribution par la vente du travailleur. Le travailleur ne pouvait plus être vendu. Ce n'était plus au consommateur du travail, à l'employeur, que l'intermédiaire devait demander la rétribution de son service, c'était au producteur, à l'ouvrier lui-même. Or, celui-ci ne lui offrait aucune garantie de solvabilité. Cette garantie aurait-elle consisté dans une retenue sur le salaire? Mais une retenue supposait un engagement, un contrat entre l'ouvrier et l'employeur, et cet engagement, ce contrat n'offrait aucune garantie de durée ou autre. À la différence du propriétaire d'esclaves, l'employeur ne disposait d'aucun moyen coercitif pour retenir l'ouvrier libre à l'atelier et le contraindre à remplir exactement les clauses de son engagement. Dans ces conditions, l'industrie de l'intermédiaire devenait impossible, le travail cessait d'être commercable, ou, du moins, l'ouvrier était obligé de remplir lui-même la fonction commerciale. Or, ne possédant ni les ressources, ni les informations nécessaires pour mobiliser son travail, il se trouvait réduit à l'offrir sur un marché étroit où il était, le plus souvent, à la merci de l'employeur. Ajoutons que, quand même la situation des deux parties eût été égale dans l'échange, le salaire aurait dû être abaissé du montant de la prime des risques que l'absence de garantie dans l'exécution du contrat du travail, la désertion de l'atelier, les malfaçons, etc., faisaient courir à l'employeur et contre lesquels il n'avait qu'un recours illusoire.

Cette garantie que l'ouvrier isolé ne pouvait offrir ni à l'employeur, ni à l'intermédiaire, les associations ouvrières, en possession d'un capital, sont maintenant en mesure de la fournir à leurs membres. Elles peuvent remplir l'office de sociétés d'assurance.

rance, soit pour le placement, soit pour l'exécution du travail. Un arrêt de la Chambre des Lords, que nous avons mentionné dans notre chronique du mois d'août dernier, tend même à les engager dans cette voie, en les rendant responsables des sévices individuels commis dans les grèves organisées avec leur concours.

Est-ce à dire cependant que l'union ou le syndicat ouvrier puisse utilement se substituer à ses membres, et remplacer le contrat individuel du travail par un contrat collectif? Nous ne le croyons pas.

Il faut remarquer d'abord qu'un contrat collectif conclu par une association ouvrière impliquerait une diminution de la liberté individuelle de ses membres. Votés par la majorité, les prix et conditions du contrat feraient loi pour la minorité, laquelle serait obligée de les accepter, à moins de se retirer de l'association. L'ouvrier associé perdrait ainsi la liberté d'échanger son travail aux prix et conditions qui lui conviennent, et il se trouverait, à cet égard, dans une situation inférieure à celle de l'ouvrier isolé. Au lieu d'un progrès, ce serait un recul.

Il faut remarquer ensuite qu'une association d'ouvriers, producteurs de travail est encore moins que ne l'était un éleveur d'esclaves, capable de remplir la fonction commerciale du placement de cette marchandise. Toute entreprise de production ou de commerce est exposée à des risques, lesquels doivent être couverts par un capital responsable et par conséquent investi de la direction de l'entreprise. Il en était ainsi dans une entreprise d'élevage des esclaves. Dans une association ouvrière, au contraire, la direction appartient au travail, ce qui rend impossible sinon l'accumulation d'un capital du moins son application à une entreprise industrielle ou commerciale.

Enfin, en admettant même qu'une association ouvrière se conformât sur ce point aux lois naturelles qui régissent les entreprises, la séparation des fonctions s'imposerait à cette collectivité de travailleurs libres comme elle s'imposait aux éleveurs d'esclaves. La fonction commerciale exige avec un capital plus ou moins considérable des aptitudes et des connaissances spéciales que les éleveurs d'esclaves ne possédaient point, que les collectivités de travailleurs libres possèdent encore moins.

Mais, du moment où les associations ouvrières, après avoir entrepris vainement de monopoliser le travail, se borneront à garantir l'exécution des engagements de leur associés et à assurer ainsi la rétribution du service des intermédiaires, le travail libre deviendra *commerçable*, comme l'était le travail

esclave, et des maisons ou des sociétés pourront se fonder pour remplir ce service. Et, de même que toutes les autres entreprises, elles s'efforceront d'étendre leurs débouchés afin d'augmenter leurs profits. Comme il est arrivé pour tous les articles de grande consommation, le développement naturel du commerce de travail suscitera la création d'un marché général dont le prix s'imposera à toutes les transactions particulières. Ce prix régulateur, soit qu'il s'agisse des capitaux, des produits ou des services, tend incessamment, sous l'impulsion des lois naturelles de la concurrence et de la valeur, à se mettre au niveau des frais et du profit nécessaire pour en déterminer la production et l'apport à la consommation dans l'espace et le temps. Il en était ainsi pour le travail esclave. Il en serait ainsi pour le travail libre, avec cette différence essentielle que l'esclave ne recevait du produit de son travail que la part strictement nécessaire à la conservation de ses forces productives sans aucune part de profit, tandis que l'ouvrier libre, propriétaire de son travail, peut recevoir ce profit tout entier.

Seulement l'éleveur à qui allait le profit du travail, sous le régime de l'esclavage, ne l'obtenait qu'à la condition de régler la reproduction de ses esclaves conformément aux besoins de la consommation et de conserver intactes leurs forces productives. C'était une double tâche qu'il devait remplir, mais dont l'accomplissement était relativement facile, car elle ne lui imposait aucune privation : il lui suffisait de comprendre son intérêt et de s'y conformer dans le gouvernement de ses esclaves. C'est une tâche autrement difficile pour l'ouvrier libre, car elle l'oblige à de constants efforts pour maîtriser ses instincts et régler ses appétits. Mais c'est une tâche nécessaire, dont il doit s'acquitter sous peine de s'exposer à la sanction inévitable de la dégradation et de la misère. Il faut, en un mot, qu'il sache se gouverner lui-même.

G. DE MOLINARI.

nant les solutions de savon et de carbonate de soude, enfin un petit moteur de faible puissance et une essoreuse. La lessiveuse est formée de deux cylindres concentriques et horizontaux, laissant entre eux un certain intervalle : le premier, qui n'est qu'une enveloppe, est en tôle galvanisée, monté sur un bâti en fonte formant le pied de l'appareil; et il comporte une large porte comme nous en retrouverons dans le second, qui sert à l'introduction du linge dans la lessiveuse. L'autre cylindre est en laiton et il est perforé d'un nombre considérable de petits trous qui laisseront circuler dans l'intervalle compris entre les deux cylindres le liquide dont on aura pu remplir l'appareil. Ce cylindre intérieur est d'ailleurs muni d'un axe qui se prolonge extérieurement et sur lequel vient passer une courroie commandée par le moteur dont nous avons parlé. Enfin une canalisation triple permet d'introduire dans l'intervalle qui sépare les deux cylindres, soit de l'eau froide, soit de l'eau chaude, soit de la lessive, soit enfin de la vapeur sous pression.

Une fois que le cylindre intérieur a été rempli de linge, on met l'appareil en marche, c'est-à-dire que, grâce à un dispositif que nous n'avons pas à décrire, ce cylindre prend un mouvement alternatif de rotation, dont le sens change à chaque instant; du reste, on y a envoyé au préalable un courant d'eau froide, et le linge est brassé dans cette eau, les impuretés commençant de s'y dissoudre. On évacue cette première eau, qui emporte avec elle toutes ces impuretés, et on introduit alors de l'eau bouillante et un courant de vapeur à 120°, pendant que le brassage se poursuit : de la sorte, il se produit une stérilisation sans que les matières albuminoïdes soient coagulées dans la trame des tissus; et quand on évacue cette eau chaude mêlée de vapeur, on évacue aussi toutes les impuretés nouvelles qui ont été dissoutes. Cela prépare admirablement le linge pour le lessivage, qui se fait encore dans l'appareil, après arrivée d'une solution de savon ou de carbonate de soude, mêlée également de vapeur. On la laisse agir durant une demi-heure, et on peut ensuite procéder à ce qu'on nomme le rinçage dans les méthodes classiques de lavage : c'est-à-dire qu'on renouvelle le brassage successivement dans de l'eau froide, puis dans de l'eau chaude. Il ne reste plus alors qu'à faire passer le linge dans des essoreuses, qui ressemblent considérablement à celles qui sont déjà employées dans les blanchisseries mécaniques, et qui sont mues par le petit moteur; puis il est séché dans les tiroirs d'une étuve. Nous pourrions ajouter qu'on commence à le repasser mécaniquement, mais cela ne se rapporte plus au

puis il descend, par deux conducteurs contenus dans le câble souple rattaché à la voiture, dans une tige verticale disposée sur le toit de cette voiture, et il gagne alors deux moteurs électriques, qui commandent chacune des roues arrière de l'automobile. De ces moteurs nous n'avons pas grand'chose à dire, sinon qu'ils assurent la marche de la voiture sur les routes les plus difficiles, bien qu'il s'agisse, dans la pratique, d'un omnibus à 22 places. Mais (et c'est là qu'est la combinaison véritablement originale), on a installé sur ces moteurs des dispositifs tels qu'on peut recueillir à leur pourtour du courant triphasé, qui n'est pas autre chose qu'une partie transformée du courant continu reçu par les dits moteurs. Ce courant triphasé, dont la puissance n'est pas bien considérable, remonte par trois petits conducteurs enfermés eux aussi sous l'enveloppe commune du câble souple reliant la voiture au chariot automoteur, et c'est lui qui vient faire tourner le moteur propre de ce chariot. Ce mouvement même de rotation est transmis aux galets par lesquels l'ensemble du chariot porte sur les conducteurs aériens : et on comprend que les galets, en tournant, entraînent le déplacement du chariot, tout en assurant la continuité de la prise du courant qui fait mouvoir les moteurs de la voiture. Là est tout le secret : ce sont les moteurs des roues du véhicule qui, en même temps qu'ils actionnent ces roues, fournissent au chariot aérien le courant qui assure son déplacement ; si donc le courant n'arrive plus à ces moteurs, et si, par conséquent, les roues s'arrêtent, immédiatement le chariot s'arrête lui aussi, et il repartira dès que l'on aura laissé de nouveau arriver le courant à la voiture. Le synchronisme est absolu, la solidarité de la marche du chariot et de la voiture complète. Il ne faut donc pas s'étonner si cette combinaison tranche les difficultés que l'on avait rencontrées dans les tentatives analogues antérieures. Empressons-nous de dire que le petit chariot aérien est assez léger pour ne point fatiguer les conducteurs sur lesquels il roule et pour ne pas demander non plus beaucoup de courant pour sa propulsion.

Par mesure de précaution, on a prévu sur ce chariot un frein électro-magnétique minuscule. De plus, un appareil placé sous la main du conducteur de l'automobile permet de renverser la marche du chariot, qu'on veuille soit faire reculer la voiture, soit rattacher le chariot et le câble souple à une voiture marchant dans un sens opposé à celui de l'automobile à laquelle le chariot était d'abord relié ; ce cas se présente spécialement dans les services publics où l'on veut assurer des convois simultanés dans les deux sens, sans

qu'on ait pourtant double ligne de conducteurs aériens : en pareil cas les omnibus échangent tout simplement câble et chariot quand ils viennent à se croiser.

Nous avons dit que cette invention est sortie des expériences et des essais préparatoires et qu'elle est entrée dans les applications pratiques : le fait est que, depuis les premières tentatives faites sur une ligne longue de moins d'un kilomètre le long de la Seine, on a d'abord installé, durant l'Exposition de 1900, et dans l'annexe si peu visitée de Vincennes, une ligne qui transportait effectivement le public, et qui a fonctionné sans le moindre accident jusqu'à la fin de l'Exposition. Depuis lors, diverses lignes analogues ont été étudiées par la Compagnie de traction par trolley automoteur et certaines sont en exploitation définitive.

Un de ces services existe en Allemagne, à Eberswalde, près de Berlin, un autre entre Samois et Fontainebleau ; nous insisterons davantage sur ce dernier pour lequel nous avons pu nous procurer des renseignements complets. C'est une ligne modeste, mais là précisément en est l'intérêt, puisque c'est bien à des lignes de ce genre que l'on doit appliquer le système en question. L'exploitation se fait sur une longueur de 4 kilomètres, seulement on a eu l'excellente idée de prolonger la ligne aérienne un kilomètre plus loin pour relier les conducteurs à ceux des tramways de Fontainebleau même et à l'usine de ce réseau : de la sorte, la Compagnie du tramway de Samois a évité de se lancer dans les frais de construction d'une usine électrique, qui aurait coûté d'autant plus cher qu'elle n'avait qu'à alimenter une ligne de faible développement, et elle achète son courant bon marché aux tramways de Fontainebleau. On doit bien comprendre que jamais, pour desservir le petit village de Samois, on n'eût fait la dépense d'un prolongement du réseau ferré des tramways, le trafic ne pouvant être que modeste : les omnibus électriques sont venus donner la solution du problème et répondre aux besoins de la population.

Normalement, il suffit d'un seul véhicule, en service, qui fait la navette entre les deux têtes de lignes ; en hiver, il n'effectue que 4 voyages dans chaque sens et 12 en été ; mais les jours de grande affluence on met une voiture supplémentaire en circulation et le courant répond à tout ; les croisements se font facilement et en un court instant, comme nous l'avons expliqué, par échange des trolleys remorquant chacune des voitures, car il n'y a qu'une seule ligne aérienne. Le trajet demande 12 minutes, à la vitesse bien suffisante de 12 kilomètres à l'heure, et les voyageurs sont bien heureux d'avoir ce moyen de transport relativement rapide et peu

velles; puis un silence relatif s'est fait : il n'en faudrait pourtant pas inférer, bien loin de là, que les applications de l'électricité aux opérations de fusion ne se multiplient point de jour en jour.

Sans nous étendre longuement sur cette industrie nouvelle, à laquelle on a dû donner un nom, celui d'électro-chimie, nous pouvons signaler rapidement ses manifestations principales, et indiquer les divers produits qu'on lui doit.

Nous n'avons guère besoin de rappeler que le premier de ces produits qui ait été obtenu industriellement au moyen du four électrique, ce fut le carbure de calcium, cette substance bizarre dont la décomposition par l'eau donne le gaz acétylène : la production du carbure s'est étrangement développée depuis la découverte de M. Moissan; toutefois, en France, la consommation de l'acétylène ne s'est pas vulgarisée comme elle aurait dû, par suite de craintes exagérées et de préjugés sur les dangers que peut présenter ce gaz. Evidemment notre territoire possède de nombreuses, ou plus exactement de puissantes fabriques de carbure, mais elles subissent à l'heure actuelle même une crise violente, tout simplement parce que, au contraire de ce qui se passe notamment en Allemagne, la consommation ne répond nullement aux importantes installations qui avaient été créées pour répondre aux besoins qu'on espérait voir naître. En fait, et grâce à l'emploi courant que l'on fait de l'acétylène dans un grand nombre de pays, par exemple pour l'éclairage des wagons, la quantité de carbure produite dans les fours électriques d'Europe représente annuellement 60.000 tonnes, et les usines existantes telles qu'elles sont organisées en pourraient donner trois fois plus si la demande se développait. Il faut bien dire du reste que, comme trop souvent, l'étroite réglementation administrative qui est imposée pour le transport du carbure n'est pas sans nuire à sa consommation.

De même que le carbure, l'aluminium est un de ces produits autour desquels on a fait grand bruit dans les débuts pour ne plus guère paraître s'en occuper ensuite : la réalité n'a pas encore répondu aux espérances qu'on formait sur ce métal extra-léger et résistant si bien aux agents atmosphériques; néanmoins, s'il n'a pas amené la révolution à laquelle on s'était attendu un moment, il commence peu à peu à jouer un rôle important dans bien des industries, et ce sont déjà des dizaines de milliers de chevaux de puissance qui sont empruntés aux chutes d'eau pour fournir le courant électrique nécessaire au traitement dans le four électrique des matières premières dont la transformation donne l'aluminium. C'est précisément là que réside un des grands

intérêts de l'usage du four électrique, en ce qu'il permet le plus souvent de ne recourir qu'à des forces naturelles pour produire les effets calorifiques qu'exige la métallurgie; comme nous le verrons, il serait d'ailleurs encore précieux et réellement économique, lors même qu'on n'obtiendrait le courant que par l'intermédiaire d'une machine à vapeur.

Le four électrique a seul permis de fabriquer le graphite artificiel et aussi ce succédané de l'émeri, cette matière rodante d'une utilité si appréciée maintenant, que l'on nomme le carborundum; assurément la fabrication de ce dernier est assez localisée et n'occupe pas un personnel énorme, tout simplement parce qu'elle n'est guère pratiquée en dehors des Etats-Unis, et que l'usage des matières à polir ne peut pas prendre l'expansion de bien des produits industriels. Mais il est certain que le four électrique est venu là doter l'industrie d'une substance susceptible de remplacer avantageusement le travail à la meule d'émeri et aussi à la lime.

Dans la métallurgie proprement dite, la fabrication des métaux ordinaires, le four électrique est en train d'apporter une transformation des plus précieuses en ce sens que, grâce à lui, on produit une série de métaux réfractaires, d'une dureté qui laisse derrière elle tout ce qu'on connaissait autrefois, et qu'il permet de réaliser des alliages de fer ou d'acier avec des substances comme le manganèse, le chrome, le silicium, etc., qui jadis ne pouvaient être obtenus que péniblement et en petite quantité et, de plus, à grands frais. L'acier au chrome, par exemple, offre des propriétés remarquables de dureté, particulièrement appréciées en matière de cuirassement de navires, et qui certainement seront utilisables à bien des points de vue industriels. Le ferro-silicium est une nouveauté, mais avant peu, sans doute, il sera couramment usité dans l'industrie. Nous pourrions également parler du ferro-titane, si cela ne devait nous entraîner dans des considérations par trop du domaine de la chimie. Ce qui est au moins aussi intéressant à signaler, c'est la transformation qui se produit dans la fabrication du phosphore : là encore, on voit le four électrique prendre une place qui sera rapidement prédominante.

Mais ce qu'il ne faut point oublier de signaler, c'est l'application de ce procédé à la fabrication proprement dite de l'acier : nous entendons qu'on profite purement et simplement de l'effet calorifique du courant électrique pour élever suffisamment la température des minerais qui, par fusion, donneront l'acier. Ce

produire de la force motrice secondant celle qui est fournie par la machine principale.

Nous devons dire que cette dernière idée remonte déjà à bien des années, puisque c'est en 1852 qu'un savant ingénieur, Du Tremblay, imagina ce qu'il nommait les moteurs à vapeurs combinées ou binaires, nom qui montre bien qu'il s'agissait précisément de la combinaison que nous venons d'indiquer. L'inventeur recueillait la vapeur d'échappement d'une machine ordinaire, et la chaleur de cette vapeur assurait la vaporisation, très facile d'ailleurs, d'éther sulfurique, dont les vapeurs allaient à leur tour agir dans un cylindre et sous un piston spécial. On fit de cette théorie des applications réellement pratiques, et toute une flottille de bateaux dotés de machines de ce genre furent mis à flot pour assurer un certain service; malheureusement les vapeurs d'éther sont aisément inflammables, et un incendie se produisit dans une cale de bateau qui fit abandonner le système. Cet insuccès ne prouvait rien contre le principe de l'appareil, qui est peut-être un peu compliqué, mais qui assure une économie considérable de combustible, et qui n'entraîne pour ainsi dire aucune dépense pour le liquide volatilisable, qu'on emploie constamment sans perte en le condensant après vaporisation. Toutefois cette idée est demeurée longtemps oubliée, parce que la machine à vapeur d'eau s'était, pendant des années, constamment améliorée : aujourd'hui qu'elle semble avoir dit son dernier mot sous sa forme classique, on revient à la combinaison de Du Tremblay, notamment M. Susini, en France, puis MM. Behrend et Zimmermann en Allemagne. Pour ceux-ci le liquide qu'on vaporise est de l'acide sulfureux, qui n'a pas les inconvénients de l'éther; bien entendu, nous ne voulons pas entrer dans de longs détails à ce sujet; d'autant que ce genre de machine n'est pas encore couramment employé aux usages industriels, mais nous pouvons dire que dans les essais qui se poursuivent, on a constaté une augmentation de rendement de 40 p. 100 et par conséquent une économie de combustible correspondante, par suite de l'utilisation de la chaleur de la vapeur d'eau s'échappant du cylindre à la vaporisation du liquide aisément vaporisable; il y a du reste un point curieux à signaler, c'est que l'acide sulfureux agit comme un lubrifiant et que toute la partie de la machine où il circule fonctionne dans les meilleures conditions.

On doit comprendre immédiatement que cette vaporisation si facile de l'acide sulfureux permet de tirer parti de la chaleur perdue dans bien d'autres circonstances, comme de celle qui

s'échappe par les cheminées des chaudières ordinaires, ou encore celle que contiennent les gaz d'échappement des moteurs à gaz : et on réalisera de la sorte une économie considérable et précieuse sur le coût normal de la force motrice. Du reste, on se préoccupe également de construire des moteurs à liquide essentiellement vaporisable, que l'on vaporiserait dans un générateur comme on le fait pour l'eau, et un inventeur français, M. Desvignes de Malapert, a osé s'attaquer directement à l'éther, qui a l'avantage de ne demander que 91 calories pour être porté à l'ébullition, alors que l'eau en demande 536. Il fallait naturellement prendre des précautions par suite de la volatilité et de l'inflammabilité de l'éther et de la rapidité avec laquelle monte sa pression. Le générateur est chauffé par une série de becs où brûle un mélange d'air et de vapeurs de pétrole ; un dispositif que nous ne décrirons point empêche toute possibilité d'explosion et un autre régulateur proportionne l'intensité du feu au travail que l'on demande au moteur utilisant les vapeurs. Théoriquement, une combinaison de ce genre permet une économie des quatre cinquièmes sur la consommation de combustible d'un moteur à vapeur ordinaire, et certainement l'industrie va pouvoir tirer parti avant peu de ces nouvelles et précieuses facilités de se procurer la force à bon compte.

*
* *

Puisque nous sommes sur cette question si importante des moteurs et de la production de la force motrice, nous ne devons point oublier de parler des derniers et récents résultats obtenus avec les moteurs à alcool.

Nous avons signalé les premières tentatives sur l'emploi de l'alcool, ou plus exactement des vapeurs d'alcool, dans des moteurs tonnants qui, essentiellement, ne sont pas autre chose que les moteurs à gaz ou à pétrole, et nous avons insisté sur l'importance qu'aurait leur succès pour l'agriculture et l'utilisation industrielle de ces flots d'alcool dont les primes budgétaires plus ou moins directes surexcitent la production. Depuis peu les expériences se sont multipliées, en Allemagne, en Belgique, en France, et l'on est maintenant arrivé à des résultats non point définitifs, mais suffisamment satisfaisants pour que les moteurs à alcool entrent dans la pratique courante, soit pour la mise en marche des voitures automobiles (qui ont été, en France au moins, les appareils sur

lesquels on a réellement tenté d'appliquer les nouveaux moteurs, soit pour la commande des machines les plus diverses, et notamment pour celle des instruments mécaniques variés que l'on rencontre à la ferme. Une récente exposition spéciale a tâché de résumer les progrès qui ont été faits depuis une année surtout, et nous pouvons en quelques mots caractériser les difficultés vaincues et les résultats acquis.

Il ne faut pas perdre de vue que, étant données les pratiques protectionnistes suivies à l'égard des pétroles et essences (même contre les pétroles de nos alliés), ce qu'il s'agissait de réaliser, c'était de mettre sur le même pied, au point de vue du coût de la force motrice, l'alcool national et les pétroles frappés de ces droits et majorés de valeur dans une proportion fantastique. Il y a encore peu de temps on n'avait pas d'espoir de combiner des moteurs ou la consommation d'alcool ne représenterait pas une dépense plus forte que la consommation en essence des moteurs à pétrole couramment usités. Il y avait pour cela au moins deux raisons ; tout d'abord, l'alcool par lui-même a une puissance calorifique bien moindre que l'essence et, par conséquent, pour obtenir un effet donné il en faut brûler une plus grande quantité ; en second lieu, l'alcool même destiné aux usages industriels coûtait relativement cher du fait des droits dont le frappait la régie. Il faut rappeler aussi la manière coûteuse dont en était effectuée la dénaturation, pour laquelle on avait en outre le grand tort, en France, d'employer des matières qui abaissaient encore la puissance calorifique de l'alcool. La législation a été heureusement modifiée, bien qu'elle soit encore beaucoup plus formaliste et gênante qu'en Allemagne, où la consommation de l'alcool industriel a pris un sérieux développement, et il en est résulté immédiatement que le prix de l'alcool dénaturé est descendu à 36 francs l'hectolitre, ce qui le met à un taux plus bas que l'essence, chargée qu'elle nous arrive des droits de douane : en même temps, la simplification de la dénaturation a permis une meilleure combustion des vapeurs d'alcool dans les moteurs, et comme on a relevé la puissance calorifique de celui-ci en le mélangeant d'une certaine proportion de benzine, on est arrivé à faire fonctionner économiquement des moteurs à alcool. On s'est pourtant par trop contenté de se servir des moteurs tels qu'ils avaient été imaginés pour la marche au pétrole, alors cependant que l'alcool présente bien ses particularités propres, et notamment celle de former des vapeurs beaucoup moins facilement que l'essence minérale. De tous les essais qui ont été poursuivis en France, il résulte que dès

aujourd'hui, et avant même qu'on ait apporté aux moteurs les transformations que les conditions nouvelles de l'alimentation imposent, une automobile ne dépense pas plus de 92 centimètres cubes d'alcool par tonne kilométrique, ce qui ne revient pas plus cher que si on employait de l'essence, et ce qui assure des avantages particuliers par suite de certaines propriétés de l'alcool, odeur presque inappréciable, homogénéité de composition, etc.

Il y a tout lieu de supposer que la dépense deviendra moins forte qu'avec l'essence dès qu'on aura réalisé certaines améliorations dans les appareils où l'on utilise l'alcool. C'est en somme ce à quoi l'on est arrivé en Allemagne : si, en effet, nous nous reportons aux expériences les plus récentes et aux expositions qui ont permis de juger pleinement des moteurs divers et spéciaux construits par certaines grandes maisons de l'Empire, nous verrons qu'on admet maintenant généralement que la dépense par cheval-heure ne ressort qu'à 11 centimes avec l'alcool au lieu de 16 avec l'essence.

Il importe de ne point oublier que ce résultat est dû à l'ingéniosité et aux efforts des constructeurs allemands, qui n'ont pas hésité à étudier des types de moteurs absolument nouveaux, et aussi à ce fait que la dénaturation, comme nous l'avons dit, s'exécute dans de bien meilleures conditions pour le consommateur. Le jour n'est donc pas loin en France où l'on pourra tirer de l'alcool-moteur le même parti qu'en Allemagne (et aussi qu'en Belgique), et où l'on aura avantage à utiliser ce produit agricole dont sont encombrées artificiellement les usines, au lieu de l'hydrocarbure minéral que les tarifs protectionnistes nous font payer, il est vrai, bien au-delà de sa valeur.

DANIEL BELLET

TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE

SOMMAIRE : *Chambre de commerce de Paris* : Le bâchage des wagons de marchandises. Le régime douanier du caoutchouc. *Chambre de commerce de Maine-et-Loire* : Les Retraites ouvrières. Les Conseillers du Travail. Le travail dans les mines. *Chambre de commerce du Mans* : Les Retraites ouvrières. Les carnets kilométriques. *Chambre de commerce de Boulogne* : Les travaux d'amélioration du port. *Bulletin de la Société commerciale de Paris* : Autour du lac Tchad. Le sous-sol de l'Indo-Chine. Les trusts américains. *Chambre de commerce d'Alger* : Les châtaignes et la douane. Le monopole des pétroles. Le commerce de l'Algérie avec l'Allemagne et la Belgique. *Chambre de Commerce belge de Paris*. Les primes à la marine marchande. Les marchandises étrangères en Chine. *Chambre de commerce française de Milan* : L'abaissement des tarifs de chemins de fer. Retour au roulage. Le port de Venise. La crise vinicole en Italie et les caves sociales. *Chambre de commerce française de Montréal* : Les vins de France au Canada. Autres importations françaises au Canada. *Chambre de commerce française de New-York* : Les exportations de cuivre et autres. Les tarifs de réciprocité.

Les conditions imposées par les Administrations de chemins de fer pour le bâchage des wagons et la protection des marchandises transportées sont essentiellement différentes d'une administration à l'autre et souvent elles manquent de précision. Lorsque les marchandises voyagent suivant les tarifs généraux, les Compagnies sont complètement responsables de toutes les avaries qui peuvent survenir. Lorsque les expéditions sont effectuées sous le régime des tarifs spéciaux qui constituent maintenant le régime normal des transports, il n'en est pas toujours ainsi.

La Chambre de commerce de Paris demande que les chemins de fer assurent gratuitement la protection, pendant le transport, de toutes les marchandises, sauf de celles qui sont réputées ne pas craindre les intempéries, et dont l'arrimage peut se faire sans inconvénient en wagons découverts ; que les expéditeurs n'aient à payer de frais supplémentaires que pour la protection de cette dernière catégorie de marchandises, lorsqu'ils croiront devoir

métaux; les fils, tissus et nouveautés, par les bazars et chiffonniers.

Avec une pareille représentation, si le Travail national n'est pas bien conseillé... on cherchera autre chose et l'on trouvera ni mieux, ni pire.

A propos du projet de loi sur le travail dans les mines, on lit dans le même *Bulletin* : Le prix de revient de la tonne, en maintenant les mêmes salaires aux ouvriers, augmenterait de 1 fr. 50 à 3 fr. 50, selon les lieux. En ne tablant que sur une augmentation de 1 fr. 50, on peut affirmer que pas une exploitation ne pourrait supporter un pareil surcroît de charges; alors qu'arriverait-il? Les charbons étrangers s'empareraient peu à peu de la clientèle de notre pays tout entier.

Les mines se fermeront donc les unes après les autres, et, quand les mineurs n'auront plus de travail, ils trouveront les journées encore plus longues que maintenant, longues comme des jours sans pain !

Aujourd'hui, le projet est devenu loi, et cette loi prouve que la journée de travail se réduit d'elle-même, non pas quand les entrepreneurs le *veulent*, mais quand ils *peuvent*, puisqu'il y a des mines où elle est plus courte que la journée légale et que la loi est obligée d'interdire de la relever au même niveau.

— La *Chambre de commerce du Mans* remarque, au sujet des retraites ouvrières, que les différentes professions où la main-d'œuvre est un des facteurs les plus élevés dans le prix de revient des produits manufacturés, seront accablées par l'impôt, tandis qu'à côté d'elles, d'autres industries dont le chiffre d'affaires est dix fois plus important auront peu à payer parce que leur personnel est très restreint. D'autre part, les petits patrons et les artisans se ruineront pour créer des rentes aux ouvriers. Enfin, les paysans afflueront de plus belle dans les villes pour profiter des retraites ouvrières.

L'œuvre de réparation sociale deviendra ainsi l'œuvre de multiplication du chômage, des ouvriers dans les villes, des terres dans les campagnes.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat vient de mettre à la disposition du public les carnets kilométriques déjà en usage dans plusieurs pays d'Europe. La Chambre de commerce du Mans émet un vœu pour l'extension des carnets kilométriques à tous les réseaux français et pour la réduction des prix conformément aux tarifs appliqués aux billets à itinéraire tracé. Suivant ces tarifs les carnets seraient établis pour une année aux prix suivants :

Pour 1.500 kilom.	1 ^{re} classe	117 fr.	2 ^e classe	82 fr.	3 ^e classe	56 fr.
5.000	—	250	—	180	—	127
10.000	—	394	—	283	—	205

— Le ministre des Travaux publics a déposé un projet de loi comprenant tout un ensemble de travaux à exécuter dans un délai de seize années et comportant une dépense de 611 millions, dont la moitié à la charge de l'Etat. Le port de Boulogne SEUL, malgré la progression constante de son trafic et l'insuffisance reconnue de ses ouvrages, ne figure point sur cette liste. La *Chambre de commerce de Boulogne* réclame sa part de la manne budgétaire et demande au gouvernement de la République de vouloir bien ajouter au programme des grands travaux un article concernant le port de Boulogne et comprenant :

L'achèvement du bassin de marée nouveau . .	4.000.000 fr.
L'élargissement du chenal intérieur.	3.000.000
Le prolongement de la digue Carnot.	6.000.000
Total	13.000.000

Travaux pour lesquels l'Institution est prête à fournir la moitié des sommes nécessaires, à titre de fonds de concours.

Les raisons données par la Chambre de Boulogne paraissent fondées, le concours de l'Etat admis, mais il faut être spécialiste pour les apprécier à leur juste valeur. Or, un ministre n'ayant pas ordinairement les dons d'ubiquité et d'omniscience, ce n'est guère par des raisons qu'on peut le convaincre. Et il est peut-être heureux qu'il en soit ainsi. Jusqu'où irait-on?...

— Le *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris* publie une conférence du capitaine Joalland sur sa mission autour du lac Tchad, dans laquelle le voyageur donne des renseignements précieux au point de vue du commerce. Zinder, dit-il, est le grand port de transit de toute l'Afrique centrale. Toutes les caravanes venant de la Tripolitaine aboutissent à Zinder. Ce pays produit du blé, des dattes, différentes cultures qu'on rencontre habituellement dans le sud algérien ; mais il présente un avantage qui manque à ce dernier : l'eau s'y trouve à fleur de sol, le palmier pousse fort bien. Le pays possède donc à lui seul les produits du Soudan et du sud algérien. Le climat y est très sain. Les gens sont travailleurs et ont l'habitude du commerce. Il y a donc beaucoup à faire au point de vue commercial.

Autre conférence, à la même Société, par J. Marc Bel sur le sous-sol de l'Indo-Chine. Notre empire indo-chinois, dit le conférencier, est susceptible de devenir une colonie, sinon spécialement minière, au moins aussi fertile en productions minérales

que la plupart des autres pays du monde d'une superficie analogue, non désertiques, et habitées par une population nombreuse, laborieuse, dont la main-d'œuvre est d'un prix peu élevé. « Il y a donc urgence à aviser aux moyens d'y relever l'industrie minérale de l'état d'inertie où elle se trouve jusqu'à présent. »

M. Marc Bel indique les moyens qui lui paraissent propres à développer l'industrie minérale dans ce pays. Le meilleur conseil qu'il donne à ce sujet, c'est de ne pas chercher le merveilleux, (les fameuses pépites), et de n'y voir qu'une industrie comme les autres.

Dans le même *Bulletin* nous lisons une étude de M. G. de Molinari sur les trusts américains. Le capital des entreprises englobées dans les trusts est évalué aujourd'hui à 7 milliards de dollars (35 milliards de francs). M. de Molinari montre avec impartialité les avantages et les inconvénients des trusts. *Avantages* : ils peuvent, dans certains cas, réduire les frais industriels et commerciaux des entreprises ; *inconvénients* : ils peuvent entraver le libre jeu de la concurrence et nuire aux autres producteurs, aux ouvriers et aux consommateurs ; ils peuvent encore, et ils ne s'en privent pas, s'immiscer dans la politique. Ce dernier inconvénient prouve que la législation ne peut rien contre les trusts, puisque c'est eux qui la font ou la font faire. Tout ce que pourraient faire les Américains, c'est de supprimer la protection, qui est la mère des trusts. Et c'est aussi tout ce que peuvent faire de mieux les pays étrangers. En effet, la situation des plus forts d'entre eux est telle qu'ils sont obligés de chercher au dehors des débouchés à leur surproduction. C'est ainsi, par exemple, que la *Carnegie Steel Company* vend ses rails 35 dollars la tonne sur le marché protégé des Etats-Unis et 24 dollars seulement sur le marché libre de l'Angleterre. Que l'Amérique supprime la protection, elle paiera ses rails 24 francs la tonne comme les autres pays. Que ceux-ci ouvrent toutes grandes leurs portes aux rails américains, si le trust leur vend à perte, il sera bientôt ruiné. Les Etats-Unis se préparent, paraît-il, à marcher dans cette direction libérale. On y parle de supprimer les droits sur les articles menacés par le monopole des trusts. En France, on pense autrement. On demande la majoration des droits d'entrée sur tous les produits de provenance américaine d'une somme égale à l'avantage que les trusts donnent aux produits pour lesquels ils sont formés. « Il est permis, dit M. de Molinari, de douter de l'efficacité de ce remède. On peut surélever encore notre tarif, mais on ne peut pas protéger notre industrie sur les marchés d'expor-

tation. Toute aggravation de la protection a, au contraire, pour effet, de l'y placer dans une situation moins favorable, en élevant ses prix de revient. »

— Les produits agricoles originaires de France sont exonérés de droits de douane à leur entrée en Algérie. Il paraît que les châtaignes ne sont pas françaises, car elles font exception à la règle. Le *Bulletin de la Chambre de commerce d'Alger* reproduit et approuve le vœu suivant du Conseil municipal : Considérant que tous les fruits, légumes et farineux venant de France ne sont soumis à aucun droit de douane, que seuls les châtaignes et leurs dérivés en sont exemptés et sont frappés d'un droit exorbitant de 5 francs par 100 kilos ; Que les châtaignes et leurs dérivés sont généralement consommés par la classe ouvrière ; Emet le vœu que les châtaignes et leurs dérivés soient exonérés du droit de 5 francs et aient le même traitement que les produits agricoles originaires de France.

Ce vœu vaut la peine d'être pris en considération, surtout si l'on ajoute que, malgré le droit de 5 francs, l'importation annuelle de châtaignes de France en Algérie monte à 262.047 kilos. Les châtaignes seraient-elles des Sans-Patrie ?

Les Chambres de commerce de Philippeville et d'Alger se prononcent contre le monopole des pétroles. Considérants : la liberté commerciale est nécessaire au progrès de toute industrie ; en Algérie surtout où les usines à gaz ou électriques ne peuvent être créées par les petits centres de colonisation, le pétrole est une matière de première nécessité dont le monopole provoquerait le renchérissement.

Le *Bulletin* donne des renseignements utiles aux intéressés sur le commerce de l'Algérie avec les autres pays, notamment avec l'Allemagne et la Belgique. L'Algérie envoie à Brème 200.000 kilos d'huile d'olive par an à raison de 125 à 145 fr. les 100 kilos suivant la qualité. Hambourg en reçoit : d'Espagne 136.26 quintaux ; du Maroc 5.788, d'Italie 4.466, de France 5.825, d'Alger 1.066, Dantzig reçoit aussi d'Algérie des quantités importantes de divers produits.

Le chiffre des importations d'Algérie en Belgique est variable. En 1896, il était de 3.222.000 fr. ; en 1897, 5.933.000 ; en 1898, 4.634.000 ; en 1899, 6.327.000 ; en 1900, 4.875.000. Le correspondant du *Bulletin* assure que ce mouvement commercial pourrait prendre beaucoup plus d'extension.

— Le *Bulletin de la Chambre de commerce belge de Paris* donne le résultat de l'enquête ordonnée par lord Salisbury, relative aux

primes allouées aux navires de commerce dans divers pays et y ajoute ses réflexions dont voici la principale : Le projet de loi abaisse les primes des navires à voiles pour augmenter celles des vapeurs, mais ce correctif suffira-t-il pour relever la part de la marine nationale dans le mouvement de la navigation ? Cette part était de 30 p. 100, il y a vingt ans. En 1893, elle était tombée à 23 p. 100, à la suite d'un relèvement du taux des primes. Il y a grande apparence qu'elle tombera encore, à moins qu'on ne prenne le parti de débarrasser les industries de la construction et de l'armement des charges et des entraves protectionnistes en permettant à celle-ci d'acheter ses navires, à celle-là ses matériaux de construction où elles peuvent se les procurer au meilleur marché.

L'auteur demande, avec M. Jules Fleury : Liberté de la construction dans les chantiers affranchis de tout droit de douane ; suppression de toutes les primes, et, pour ne plus donner prétexte à la compensation d'armement, abrogation de l'ordonnance de Colbert sur les gens de mer de 1682.

Il y a des gens qui croient que la Révolution a fait table rase de l'ancien régime. Cela n'empêche pas l'ordonnance de Colbert et beaucoup d'autres d'être toujours en vigueur.

Maintenant que les Chinois ont reçu le baptême de sang de notre civilisation, il s'agit de les exploiter le mieux possible. Et cet effet, le *Bulletin de la Chambre de commerce belge de Paris* donne des indications sur les débouchés pour les marchandises étrangères en Chine. « Le Chinois adore les peintures et tous les ornements artistiques, tels que fleurs et figures, sur les miroirs à main, les cuvettes, les pots à eau, etc. Ceux qui désirent fabriquer pour le commerce chinois devront remarquer très attentivement cette particularité, et, dans la plupart des cas, cela contribuera à augmenter la vente de leurs marchandises. » Mais le *Bulletin* note que les Japonais imitent un grand nombre de marchandises étrangères et les apportent sur le marché à des prix inférieurs.

Ce sont donc les Japonais qui profiteront le plus de l'ouverture de la Chine au commerce étranger et les Européens en seront pour leurs frais de conquête et de civilisation.

— Diverses expériences ont été faites sur l'abaissement des tarifs de chemins de fer : en Hongrie, sur le réseau d'Etat, en Italie sur plusieurs réseaux secondaires et dernièrement sur la ligne Brescia-Isco et les résultats en ont été très satisfaisants.

Le *Bulletin de la Chambre de commerce française de Milan* nous

TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE

apprend que, sur la ligne Brescia-Isco, le mouvement voyageurs depuis l'abaissement des tarifs a été de 26.000 et de 7.000 pour le mois correspondant de 1900 et que le trafic marchandises a doublé. « Mais ce qu'il importe de souligner, ajoute le *Bulletin*, c'est que ces augmentations de trafic correspondent en même temps à une diminution de frais, car on a simplifié tous les rouages, ce qui a permis de faire ce service bien sans recourir à de nouveau personnel. »

Il paraît que le service ne se fait pas partout vite et bien, notamment sur la ligne de Gènes à Milan, Novare et Turin, qui s'occupe d'organiser à côté de cette ligne, un service de messageries à traction animale. Bon nombre de commerçants se réunissent pour créer ce service. Suivant l'auteur de ce *Bulletin*, M. Zamberletti, on pourrait ainsi transporter les marchandises aux mêmes prix que les chemins de fer et en n'employant plus de temps que pour les envois qui se font à petite vitesse. Ce n'est pas là un projet en l'air : le *Bulletin* susdit nous annonce que le capital afférent à cette entreprise serait fixé provisoirement à un demi-million et que chaque ligne pourrait convoier 45 wagons de marchandises tous les jours.

On parle aussi, en Italie, de ressusciter le port de Venise pour la distribution des faveurs et mannes gouvernementales. Le *Bulletin*, Venise n'est qu'une pauvre Cendrillon ; l'on donne des comptes à Gènes, et l'on refuse, par exemple, à la Société des chemins de fer de l'Adriatique, d'établir les mêmes tarifs pour le parcours Venise-Milan que pour celui de Gènes-Milan.

Une commission, plus exactement une sous-commission, a publié un rapport en faveur de la ci-devant reine de l'Adriatique. Il y a lieu de s'étonner, dit H. B., du peu de bruit que fait ce consciencieux travail : quelques chroniques, c'est tout. Les efforts de quelques-uns réussiront-ils à ressusciter la Venise languissante et tenace de jadis ? L'inertie présente nous semble un garant de ce que rendra l'avenir. »

La crise vinicole sévit en Italie aussi bien qu'en France. Pour y mettre fin, les viticulteurs implorent également les lumières et la puissance de l'Etat. Le *Bulletin* reproduit plusieurs propositions qui ont été formulées en ce sens. La plus nouvelle, sinon la plus efficace, consiste dans l'organisation coopérative des caves et des distilleries sociales, de la vente à l'intérieur et de l'exportation du vin par le moyen d'un emprunt de l'Etat de 50 à 100 millions pour l'œnologie, à un taux d'intérêt limité et à longue échéance.

Si ce remède-là ne réussit pas, je donne ma ration de vin.

chiens. Ils n'en veulent pas, les malheureux ! Ce n'est pas eux qui consommeront le surplus de la production. Espérons qu'on trouvera d'autres buveurs pour vider les « caves sociales ».

— La crise vinicole qui règne en France ne laisse pas indifférents les Français établis à l'étranger, pas plus que toute autre calamité nationale. La Chambre de commerce française de Montréal s'en préoccupe d'autant plus que les appels du commerce demandant qu'on lui indique de nouveaux débouchés sont plus fréquents et plus pressants depuis quelques mois.

C'est dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Montréal* que nous lisons ce paragraphe. J'aurais plus de confiance dans le débouché qu'il indique, que dans les caves sociales. Mais, ajoute le *Bulletin*, « il est remarquable que, malgré la crise intense du vignoble, le prix des vins français à l'étranger n'a que fort peu diminué. C'est que, avant de parvenir au consommateur étranger, le vin doit passer par les mains d'une foule d'intermédiaires, dont les profits ne suivent pas la marche décroissante du premier prix coûtant. » Le *Bulletin* conseille aux propriétaires de vignobles de réduire autant que possible le nombre des intermédiaires et de s'organiser en syndicats pour la vente de leurs produits.

Les propriétaires n'auraient pas besoin de s'organiser en syndicats, il leur suffirait de vendre meilleur et à plus bas prix que les intermédiaires. Mais c'est ce qu'ils ne font pas. Quand un particulier s'adresse directement à l'un d'eux, on ne manque jamais de le considérer comme une bonne poule à plumer, on lui vend aussi cher et plus mauvais que les intermédiaires. Aussi ne l'attrape-t-on pas deux fois, s'il a quelque peu de bon sens et de goût.

Le *Bulletin* nous assure que la consommation du vin fait des progrès sensibles au Canada, et que ce progrès pourrait être beaucoup plus considérable, la quantité consommée pourrait être « triplée et quadruplée », si le consommateur pouvait acheter à un prix correspondant à celui du marché en France. Il indique les conditions dans lesquelles doivent être faites les expéditions et les ventes pour satisfaire les clients.

Le même *Bulletin* contient un bon article sur les importations de France, et une longue liste des divers articles importés en 1900 et 1901. Il indique ceux dont la demande est en augmentation ou en diminution, renseignements qui peuvent être très utiles aux exportateurs français ou à leurs intermédiaires.

— Il a été fait une grande consommation de cuivre dans ces

dernières années, notamment pour la construction des chemins de fer électriques. L'Amérique, qui est un grand producteur de ce métal, a vu son prix s'élever. Le cuivre se vend aujourd'hui à New-York 4 ou 5 cents la livre plus cher qu'il y a deux ans, et 7 cents au-dessus du prix de 1895. Mais ce mouvement semble se ralentir. Pendant les trois premiers trimestres de l'année 1900, dit le *Bulletin de la Chambre de Commerce française de New-York*, les Etats-Unis ont exporté 272.526.368 livres de cuivre en barres et lingots, et pour la période correspondante de 1901, elles sont descendues à 147.040.875, diminution de près de 50 p. 100. M. Austin, chef du Bureau de Statistique, estime que la diminution qui s'est produite dans les exportations du cuivre est due, à un certain degré, au décroissement de la demande étrangère, et grandement à l'accroissement de la production.

On ne voit pas très bien comment l'accroissement de la production peut ralentir l'exportation. L'essentiel est de constater cet accroissement de la production et de le modérer si l'on ne veut pas tomber en crise.

La diminution des exportations se manifeste, d'ailleurs, sur beaucoup d'autres articles. « Depuis un an environ, dit le *Bulletin*, l'exportation des produits fabriqués va en décroissant, et nous ne serions pas étonnés de voir diminuer encore le flot envahisseur dont l'Europe semble s'effrayer outre mesure. »

Les tarifs de réciprocité vont-ils réactiver le mouvement commercial des Etats-Unis? On s'en occupe beaucoup. Après feu Mac-Kinley, le nouveau président Roosevelt a parlé en leur faveur. « Il faut, a-t-il dit, concéder des avantages, si l'on veut en obtenir soi-même. » Un mouvement très marqué dans le même sens se manifeste dans le monde américain. Le *Bulletin* publie une série d'articles sur les Traités de réciprocité envisagés au point de vue américain. La série n'étant pas achevée, nous nous bornons à signaler le mouvement, nous réservant de revenir sur ce sujet dans notre prochaine revue des Chambres de Commerce.

ROUXEL.

REVUE

DE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES

MORALES ET POLITIQUES

(Du 1^{er} décembre 1901 au 15 février 1902).

SOMMAIRE : L'évolution industrielle en Allemagne. — Le canal de Suez. — Communications diverses. — Les cartels en Hollande au XVIII^e siècle. — Nominations. — Notice sur M. Ch. Renouard. — Prix décernés. — Sujets mis au concours.

I

Sous le titre de *Quelques-uns des arguments employés en Allemagne dans la polémique soulevée sur les conséquences de l'évolution industrielle*, M. Raffalovich, correspondant de l'Académie, a fait une communication d'un très grand intérêt.

Les traités de commerce conclus en 1891 et 1894 avec les Etats de l'Europe centrale et la Russie ont ramené l'Allemagne dans les voies que le Prince de Bismarck lui avait fait abandonner en 1879, c'est-à-dire dans celles des conventions douanières à longue échéance. Il en est résulté un progrès incontestable : grâce à des concessions mutuelles, l'Allemagne et les pays trafiquant avec elle se sont donné la sécurité et la stabilité du débouché, ce qui est essentiel au développement normal et sain du commerce. De 1892 à 1899 le commerce extérieur de l'Allemagne a progressé de plus de 3 milliards et demi. L'état de choses créé par les traités de commerce n'est cependant pas le libre échange : l'agriculture a continué à être protégée par des droits de 3 fr. 50 sur le quintal de froment ou de seigle, ce qui équivaut à une surcharge de 35 francs par an sur les dépenses d'une famille ouvrière de 5 personnes ; la barrière à l'entrée des produits industriels est restée assez élevée pour permettre les constitutions à l'intérieur des

l'accroissement de la population, le prix des terres a augmenté considérablement; l'on sait que c'est là une des causes du malaise de la crise pour les propriétaires qui ont payé trop cher le sol qu'ils cultivent ou qu'ils afferment.

Mais il y a ceux qui déplorent l'évolution économique qui entraîne l'Allemagne. M. Ad. Wagner et son disciple, M. Oldenberg prédisent toute sorte de conséquences funestes qu'entraînera la dépendance croissante de l'étranger où se trouve l'Allemagne pour l'achat des matières premières nécessaires à son alimentation et pour l'écoulement de ses produits fabriqués; ils veulent faire croire que l'Allemagne aura de la peine à se procurer les céréales indispensables, faute de bonne volonté de la part des vendeurs, faute de récoltes suffisantes dans les pays exportateurs, faute d'une exportation rémunératrice de produits allemands. L'agriculture n'est pas en mesure de supporter le poids d'impôts plus lourds, elle le déclare assez haut, et si des entraves sont mises au progrès industriel, qui comblera le déficit? Si l'on rend au marché intérieur toute son ancienne prédominance, qu'est-ce qui alimentera de fret la flotte commerciale allemande? Les porte-parole des agrariens en sont venus à déplorer l'augmentation de la population qui renforce chaque année l'armée industrielle et commerciale. Après s'en être félicités comme d'un élément de force et de grandeur, ils regrettent l'excédent des naissances, la diminution de la mortalité. Il est vrai que dans l'Etat agrarien, le coût de la vie sera plus élevé, le pain et la viande exigeront les dépenses plus considérables.

A côté de M. Brentano, d'autres représentants de la science économique comme Lotze, Dietzel, Schaëffle, Schulze-Gaevernitz, ont combattu le pessimisme intéressé et les revendications des agrariens. Ils sont d'accord pour reconnaître que toute élévation des droits sur les céréales rendra très précaire la possibilité de conclure de nouveaux traités et que sans ceux-ci on en viendra à des guerres de tarifs qui seront ruineuses. L'exportation allemande a pris un grand essor, elle a noué des relations nouvelles; toutes ces conquêtes pratiques seront perdues. L'ouvrier allemand, plus que personne, aura à souffrir; par suite de la diminution du travail et de la situation critique de l'industrie, il ne pourra résister avec succès à un abaissement des salaires; cet abaissement l'atteindra d'autant plus durement que le coût des articles indispensables à l'existence augmente par les droits de douane sur les céréales. Le pain a plus d'importance pour les ouvriers que pour les classes aisées, parce que, pour celles-ci, la consommation de la viande

est beaucoup plus importante que celle du pain. Tout relèvement des droits de douane exerce une influence fâcheuse sur la santé et la moralité de l'ouvrier. Le travailleur qui ne peut se nourrir suffisamment, qui, par suite du prix élevé du pain, ne conserve pas assez de son salaire pour se vêtir et se loger convenablement devient plus facilement victime de l'alcoolisme et de la tuberculose. D'autre part, les crimes contre la propriété augmentent ou diminuent parallèlement avec le prix des céréales. Tout relèvement des droits sur les céréales est en contradiction flagrante avec les promesses de la politique sociale de l'empire d'Allemagne qui se propose d'améliorer la condition des ouvriers et de les réconcilier avec l'ordre économique existant. Les petits employés sont frappés de la même façon que les ouvriers. Les frais de production de l'industrie se trouveront majorés et tout accroissement du prix de revient affaiblira l'industrie allemande dans la lutte sur le marché universel. M. Dietzel, de Bonn, a montré qu'avec la hausse artificielle de la rente du sol, objectif des agrariens, les salaires doivent baisser. Le sacrifice imposé ne profite pas à la collectivité de la nation, mais seulement à une fraction de grands propriétaires.

M. Levasseur a fait une intéressante communication sur *l'augmentation de la population aux Etats-Unis*; il en sera ultérieurement parlé ici. Il en sera de même de l'étude de M. Boumy sur *l'impérialisme et la constitution aux Etats-Unis*.

A propos d'un ouvrage de M. Charles Roux, M. Lyon-Caen a fait une importante communication sur *le canal de Suez*.

A une époque très ancienne l'idée d'une communication naturelle directe entre la Méditerranée et la mer Rouge avait été entrevue : du temps des Pharaons il avait été creusé un canal, les Arabes le comblèrent. Le projet parut délaissé pendant longtemps, néanmoins on y revint sous Louis XIV et Louis XV. Le marquis d'Argenson, qui avait eu l'idée d'une croisade ayant pour but la conquête, par l'Europe, de la Turquie, à frais communs, parlait des *prodigieux avantages que présentait un beau canal de communication de la mer du Levant à la mer Rouge appartenant à tout le monde chrétien*. Du reste, à côté du projet de percement d'un canal, des ministres, des économistes et des commerçants, préoccupés de l'ouverture d'une route vers les Indes, plus courte que celle du cap de Bonne Espérance, proposaient simplement l'ouverture d'une route de terre à travers l'isthme de Suez. Ces projets furent agités de nouveau sous le Directoire lors de la campagne d'Egypte. Parmi les plans de travaux élaborés par la commission des savants

collègues, M. le comte de Franqueville a présenté ses félicitations à M. Frédéric Passy, lauréat du prix Nobel pour la paix. M. le président a loué en M. Frédéric Passy « l'apôtre convaincu, persévérant » du règne de la paix, qui a soutenu et propagé cette idée de concorde « avec une conviction que rien n'a pu ébranler, avec une ardeur qui ne s'est jamais affaiblie ».

II

M. Sayous a fait une très intéressante communication intitulée : *Quelques Cartels en Hollande au XVII^e siècle*.

Les *cartels* paraissent d'origine récente : On a si bien pris l'habitude de concevoir les « ententes » comme la conséquence de la « multiplication des produits » et de la « pénétration réciproque des marchés » à notre époque contemporaine qu'il n'est pas venu à l'idée de remonter dans l'histoire pour rechercher, à défaut de leurs traces plus ou moins incertaines, quelques-unes de leurs formes franches et relativement anciennes. Quant aux *trusts*, ils semblent le résultat dernier de la « concentration capitaliste » ; et ainsi que le mot est entré dans le langage courant depuis quelques années seulement, ainsi la chose elle-même daterait d'hier. Cependant comment est-il possible de se figurer que de tels « accords » de telles fusions ne sont point connus et pratiqués de temps immémorial ? Une concurrence active entre producteurs et entre négociants n'a rien de nouveau. On en trouve l'exemple en Hollande au XVII^e siècle.

En 1602 les idées qui avaient cours étaient que, sans une Compagnie générale, des voyages aussi longs et lointains que ceux en Extrême Orient ne pourraient avoir lieu d'une façon productive. Au lieu et place des petites sociétés existantes on créa une seule et unique Société. Cette fusion fut, en quelque mesure, comparable à nos *trusts*, mais aussi très différente : l'intérêt général du pays était seul en jeu et non celui d'un groupe étroit ; chacun pouvait profiter de cette occasion puis prendre « une part » dans l'entreprise, et non les seules Compagnies fusionnant. Les organisateurs de la Compagnie des Indes Occidentales voulaient d'abord « tailler en pièces les ennemis », puis « enrichir le pays ». Pour atteindre ce but à la fois patriotique et intéressé il leur fallait faire appel à toutes les forces de la nation ; aussi ouvrirent-ils une souscription publique. Il en fut, à l'origine, de même pour la *Compagnie du Nord*. « Les Anglais cherchaient à empêcher le

Restauration, secrétaire général du ministère de la Justice en novembre 1830 et en sa qualité de conseiller d'Etat, soit de député, soit de pair jouant un grand rôle dans les travaux parlementaires, en particulier pour la réforme de la législation sur les faillites; le problème relatif au travail industriel ne l'arrêtait pas moins; tout ce qui touchait au développement de l'enfance l'intéressait vivement; le travail des enfants dans les manufactures avait appelé l'attention des moralistes; les industriels d'Alsace, sous l'impulsion de Jean Dollfus et de ses amis, avaient fait les plus généreux efforts; la loi devait les compléter; si elle est dangereuse quand elle se mêle de protéger l'adulte, elle est nécessaire pour venir au secours de l'enfant, Rapporteur du projet, M. Renouard eut l'honneur de démontrer que la loi n'attaquait ni la puissance paternelle, ni la liberté de l'industrie, qu'elle se contentait, ce qui est bien différent, de punir leurs fautes et de réprimer les délits commis en leur nom. Inspirée par Villermé, défendue à la Chambre des Pairs par Rossi et Charles Dupin, la législation protectrice de l'enfance semblait sortie des délibérations de l'Académie. M. Picot fait voir qu'en 1841, au Palais Bourbon, en 1847 et en 1848, au Luxembourg, M. Renouard repoussa « énergiquement le préjugé funeste qui tendait à se répandre, et qui réclamait déjà du législateur *l'organisation du travail*; il avait voulu voir ce que recouvraient ces déclarations, et il lui avait semblé que la conclusion de toutes les attaques contre la société était celle-ci : l'homme n'est pas assez sage pour se conduire lui-même; il faut transporter le soin de sa conduite à un pouvoir supérieur; or, ce pouvoir c'est le despotisme; il le détestait sous ces deux formes, unitaire ou collective, qu'il vint d'un homme ou qu'il s'appelât le despotisme populaire ». Poursuivant son récit, M. Picot montre M. Renouard reprenant, après la Révolution de 1848, son siège de conseiller à la Cour de Cassation, remplaçant Laferrière à l'Académie en 1861, puis doyen de la Cour suprême, acceptant en 1871 les fonctions de procureur général, et saisissant l'occasion de la reprise des travaux judiciaires pour prononcer ces magistrales allocutions dont l'une est restée célèbre « *Le droit prime la force* », enfin appelé au Sénat, à raison de ses convictions sincèrement et constamment libérales. M. Picot a fait ressortir l'unité de l'existence de M. Renouard en disant que sa vie a été un exemple pour tous les âges : « à la jeunesse il enseigne ce qu'elle peut entreprendre; à l'âge mûr ce qu'il peut réaliser, aux magistrats l'oubli d'eux-mêmes, dans le service de la justice, aux jurisconsultes le travail infatigable, aux philosophes, la fidélité aux principes de la morale »

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
dans la plus parfaite unité de la vie, à tous les rangs et à tous les âges, l'activité dans le devoir sans jamais se décourager ».

M. le président a fait connaître le résultat des concours et les décernés.

Le prix Gegner (de la valeur de 3.800 fr.), destiné à récompenser l'écrivain philosophe, sans fortune, qui se sera signalé par des travaux qui peuvent contribuer au progrès de la science philosophique, a été attribué à M. F. Pillon.

Le prix Crouzet, de la valeur de 3.000 fr., consacré à un travail sur « l'idée de l'évolution dans la nature et dans l'histoire » est décerné à M. Gaston Richard, docteur ès lettres, agrégé de philosophie.

Le montant du prix Le Dissez de Penanrun, de 2.000 fr., a été réparti également entre deux propositions de la section de philosophie, réparties également entre MM. Georges Dumas, docteur en médecine et docteur ès lettres, et Lalande, professeur agrégé de philosophie, Gaston Milhaud, professeur de philosophie à l'Université de Montpellier, Raub, membre de l'École normale supérieure pour leurs ouvrages : « La tristesse et la joie ; La dissolution opposée à l'évolution dans les sciences physiques et morales ; Les philosophes géomètres de la Grèce, et ses prédécesseurs ; De la méthode dans la psychologie des sciences ».

Sur la proposition de la section de morale, sans décerner le prix Bordin, réservé à « l'examen des méthodes applicables à l'étude des faits sociaux », l'Académie a accordé une récompense de 1.500 fr. à M. Bauer, professeur de philosophie, une de 1.000 fr. à M. Worms, docteur ès-lettres, agrégé des Facultés de droit. Sur la proposition de la même section et sans décerner le prix Saintouffant la « Recherche des obstacles qu'a pu rencontrer en France, au commencement de ce siècle, le développement de l'esprit d'initiative et de l'effort personnel dans les habitudes, le système d'éducation et de législation avec l'indication des principales réformes à poursuivre », l'Académie a accordé une récompense de 1.000 fr. à M. Charles Hardy, docteur en droit.

Le prix du budget pour la section de législation portait sur « l'étude du développement du régime dotal en France depuis le code civil jusqu'à nos jours » ; le prix, de la valeur de 2.000 fr., a été décerné à M. Albert Eyquem, juge d'instruction au tribunal de Bordeaux. Deux mentions honorables ont été accordées à M. Dépinay, notaire à Versailles, et à M. Paul Griveau, avocat à la Cour de Paris.

Le prix Odilon Barrot (de la valeur de 5.000 fr.), a été décerné

Le prix François Joseph Audiffred, de la valeur de 15.000 fr. et destiné à récompenser les plus beaux, les plus grands dévouements, de quelque genre qu'ils soient, a été décerné à M. Fernand Foureau, pour son exploration scientifique du Sahara entre l'Algérie et le Soudan.

Avec les fonds de la fondation Carnot augmentée par les remises de divers donateurs, et par un legs de Mme veuve Bergeron, l'Académie a distribué, le 24 juin, 87 secours de 200 fr. chacun à 87 veuves d'ouvriers chargées d'enfants, jugées les plus méritantes. Avec le revenu de la fondation Gasne, l'Académie a distribué deux secours de 200 fr., chacun à deux veuves sans ressources et chargées d'enfants.

Des bourses triennales ont été données à d'anciens élèves sortis des lycées Louis-le-Grand, Charlemagne, Henri IV, Condorcet et Hoche, après avoir obtenu un prix ou un accessit au concours général en philosophie, en mathématiques spéciales, en discours français ou en histoire.



Pour être complet, il reste à indiquer ici les sujets mis au concours :

Section de philosophie. — L'Académie rappelle qu'elle a prorogé le sujet suivant qu'elle avait proposé pour le prix Victor Cousin en 1900 : « Etude sur la philosophie d'Alexandre d'Aphrodisiade », avec le programme suivant : Dans une première partie, les concurrents analyseront les principaux commentaires d'Alexandre et indiqueront le secours qu'on en peut tirer pour l'interprétation de la philosophie d'Aristote. Dans une seconde partie, ils étudieront les ouvrages personnels d'Alexandre et feront connaître ses propres doctrines philosophiques. Enfin dans une conclusion, ils détermineront la place qu'Alexandre d'Aphrodisiade occupe parmi les commentateurs d'Aristote et son rôle dans l'histoire de la philosophie ». Le prix à décerner en 1903 est de la valeur de 4.000 francs. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1902, terme de rigueur.

Pour 1904 le prix de Victor Cousin, de la valeur de 4.000 francs, porte sur « la Théorie des passions dans la philosophie ancienne » ; les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1903.

En 1902 sera décerné le prix Gagner.

Section de morale. — L'Académie a pris pour sujet du prix du budget de 1903 l'étude des « Obligations imposées par la loi morale dans les relations entre patrons et ouvriers. » Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Le terme du concours est le 31 décembre 1902.

Section de législation, droit public et jurisprudence. — Le prix du

budget pour l'année 1903 porte sur cette question : « De l'organisation et des pouvoirs des Assemblées générales dans les Sociétés par actions, notamment au point de vue des modifications à apporter aux statuts ; étude critique et de législation comparée. » Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Le concours sera clos le 31 décembre 1902.

L'Académie rappelle qu'elle a choisi comme sujet de concours pour le prix Odilon Barrot (d'une valeur de 5.000 francs), une « Etude critique sur l'organisation judiciaire dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord d'après la Constitution fédérale et d'après les Constitutions des différents Etats, et sur les résultats pratiques de son fonctionnement ». Le concours prendra fin le 31 décembre 1903.

En 1904 sera décerné le prix Kœnigswarter, d'une valeur de 1.500 fr., destiné à récompenser le meilleur ouvrage sur l'Histoire du droit public dans les cinq années ayant précédé la clôture du concours fixée au 31 décembre 1903. En 1902, l'Académie décernera également le prix Wolowski, de la valeur de 3.000 francs, au meilleur ouvrage de droit qui aura été publié dans les huit années qui auront précédé la clôture du concours fixée au 31 décembre 1901.

En 1903 sera décerné le prix Le Dissez de Penanrun, pour les ouvrages de droit parus dans les six dernières années qui auront précédé la clôture du concours fixée au 31 décembre 1902.

Section d'économie politique, statistique et finances. — L'Académie a proposé pour le prix du budget de l'année 1904 le sujet suivant : « De la transformation des agglomérations urbaines sous l'influence des divers facteurs physiques, économiques, administratifs et sociaux. » Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Le concours prendra fin le 31 décembre 1903.

L'Académie a prorogé le sujet suivant qu'elle avait proposé en 1898 et en 1901 pour le prix Bordin : « Le commerce des céréales, grains et farines à Paris ; l'importation, la répartition des provisions entre les mois de l'année ; la variation des prix ; l'organisation commerciale. » Le prix est de la valeur de 2.500 francs. Les mémoires devront être déposés avant le 31 décembre 1903.

D'autre part, l'Académie fait savoir qu'elle a proposé pour le prix Bordin de 1903 ce sujet : « Etudier, au point de vue économique et social, l'influence de l'égalité ou de l'inégalité des fortunes et des conditions sur le développement de la prospérité d'un pays. » Le prix est de la valeur de 2.500 fr. Le concours sera clos le 31 décembre 1902.

Le concours Saintour de 1903 est consacré à cette question : « Etudier sur une industrie déterminée (au choix de l'auteur) les effets économiques des droits de douane à l'égard de cette industrie même, à l'égard du commerce et de l'industrie en général et à l'égard des

consommateurs. » Le prix est de la valeur de 3.000 fr. Les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1902.

Le concours Léon Faucher pour 1904 porte sur « la Vie et l'œuvre de Bastiat. » Le prix est de la valeur de 3.000 francs. Le concours prendra fin le 31 décembre 1903.

L'Académie a prorogé le sujet suivant qu'elle avait proposé pour le prix Rossi de 1901 : « Etude comparative des budgets de la France (Budgets de l'Etat) au XIX^e siècle. » Il est recommandé aux concurrents de ne pas faire l'analyse détaillée de chaque budget, ni de réunir de trop nombreux tableaux de chiffres, mais de s'appliquer surtout à montrer et à apprécier les caractères essentiels des budgets et leurs transformations dans le cours du siècle. Le prix à décerner en 1904 est de la valeur de 4.000 francs. Le concours prendra fin le 31 décembre 1903.

L'Académie rappelle qu'elle a proposé pour l'année 1903 et pour le prix Rossi ce sujet : « Quels sont les éléments matériels et moraux des forces contributives d'un pays et comment peut-on apprécier ces forces? exemples et statistiques à diverses époques et chez divers peuples. » Le prix est de la valeur de 4.000 francs. Le terme du concours est le 31 décembre 1902. Pour 1904, la Section d'économie politique a fait choisir cette question : « La houille et le fer au point de vue économique depuis le début du XIX^e siècle, les faits et les perspectives. » Le prix est de la valeur de 4.000 francs. Les mémoires devront être déposés au plus tard le 31 décembre 1903. Pour 1905, le concours Rossi porte sur « l'Histoire économique de la laine. » Le prix est également de 4.000 francs. Le concours sera clôturé le 31 décembre 1904. »

Section d'histoire générale et philosophique. — Le prix du budget de 1904 porte sur « l'Influence de la France sur le développement intellectuel et social de la Russie »; l'Académie invite les concurrents de la façon la plus expresse, à ne mentionner qu'incidemment les relations diplomatiques et militaires entre la France et la Russie, de faire porter tous leurs efforts sur l'examen des rapports intellectuels et sociaux des deux nations. Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Le concours prendra fin le 31 décembre 1903.

L'Académie rappelle qu'elle a proposé pour le concours Bordin de 1903 une « Etude sur un général de la République ou de l'Empire »; l'Académie, en ne désignant aucun nom, a voulu éviter aux candidats la nécessité de travailler sur les mêmes documents et engager au concours les personnes qui sont en possession de documents nouveaux ou qui les ont à leur portée. L'Académie ne demande pas un travail technique sur les campagnes de 1792 à 1815; elle demande une bio-

Le concours Blaise des Vosges pour l'année 1903 portera sur ce sujet : « Les sociétés coopératives de consommation, historique de leur institution ; résultats de leur fonctionnement ; emploi de leurs bonis. Le prix est de la valeur de 2.000 francs. Le concours prendra fin le 31 décembre 1902.

Le prix Halphen, d'une valeur de 15.000 francs, à décerner tous les trois ans, soit à l'auteur de l'ouvrage littéraire qui aura le plus contribué au progrès de l'instruction primaire, soit à la personne qui, d'une manière pratique, par ses efforts ou son encouragement personnel, aura le plus contribué à la propagation de l'instruction primaire, sera décerné en 1903. Les ouvrages devront être déposés le 31 décembre 1902 et avoir été publiés dans les trois années qui auront précédé la clôture du concours.

En 1903 sera distribué le prix François-Joseph Audiffred pour les ouvrages publiés dans les trois dernières années précédant la clôture du concours fixée au 31 décembre 1902 ; le prix est de la valeur de 5.000 francs. La même année sera décerné le même prix pour les actes de dévouement ; l'Académie se réservant le droit de chercher et de désigner elle-même les dévouements qu'elle récompense, aucune candidature n'est admise ; néanmoins elle accueillera les informations que des tiers pourraient lui fournir avant le 31 décembre 1902. Le prix est de la valeur de 15.000 francs.

Le prix Carlier, de la valeur de 1.000 francs, est destiné à récompenser le meilleur ouvrage (publié dans les trois dernières années) ayant en vue des moyens nouveaux à suggérer pour améliorer la condition morale et matérielle de la classe la plus nombreuse dans la ville de Paris. Il sera décerné en 1903. Les ouvrages devront être déposés le 31 décembre 1902.

Pour la première fois sera décerné en 1903 le prix Maisondieu (de la valeur de 3.000 francs) à l'auteur ou fondateur d'une œuvre ayant contribué ou pouvant contribuer à l'amélioration du sort des classes laborieuses. Les ouvrages devront avoir été publiés dans les deux années précédant la clôture des concours fixée au 31 décembre 1902.

Le prix Jules Audéoud, d'une valeur de 12.000 francs, sera décerné en 1905 à des ouvrages imprimés et à des institutions, établissements publics ou privés, travaux, œuvres ou services relatifs à l'amélioration du sort des pauvres. Les ouvrages imprimés devront avoir été publiés dans la période des quatre années précédant l'échéance du concours fixée au 31 décembre 1904 ; les institutions, établissements ou œuvres ne doivent pas se proposer au concours ; l'Académie se réserve le droit de les désigner.

En 1903 l'Académie décernera pour la première fois le prix Baron de

Joest (de la valeur de 2.000 francs) à la personne qui, dans l'année, aura fait une découverte ou écrit l'ouvrage le plus utile au bien public ; les ouvrages destinés à ce concours, s'ils sont imprimés, doivent avoir été remis le 31 décembre 1902.

Le prix Jean-Baptiste Chevallier, de la valeur de 3.000 francs, est destiné à récompenser l'auteur français du meilleur travail publié, dans chaque période triennale, pour la défense soit de la propriété individuelle, soit du droit de tester, tel qu'il est établi par le Code civil, soit du droit de succéder *ab intestat*, d'après les divers ordres de succession établis par le même Code ; il sera décerné en 1904. Le concours sera clos le 31 décembre 1903.

Le prix Lefèvre-Deumier, d'une valeur de 2.000 francs, sera décerné tous les dix ans par l'Académie. Suivant le vœu du testateur, il doit être attribué à l'ouvrage le plus remarquable sur les mythologies, philosophies et religions comparées. Le prix sera décerné pour la première fois en 1903 au meilleur ouvrage imprimé ou manuscrit sur Saint François d'Assise et les Franciscains. Les ouvrages étrangers traduits en français seront admis à concourir. Tout ouvrage doit être postérieur à l'année 1883. Le concours sera clos le 31 décembre 1902.

J. LEFORT.

n'a d'autre motif que l'esprit dominateur de quelques socialistes, qui voudraient une société nationale formée d'individus sous une autorité unique; plus d'organes locaux, ni secondaires, ni partiels; seulement une masse d'individus, de grains de sable enserrés dans une tonne de fer, sans liberté, sans vie.

Et c'est pourquoi les esprits sages et sains demandent qu'on laisse aux membres de la société nationale la liberté de la prévoyance; qu'on facilite par tous les moyens les actes personnels d'épargne et de prévoyance; qu'on donne toute la sûreté possible aux épargnes en dépôts, mais qu'on respecte le droit des particuliers à assurer leur vieillesse suivant leurs convenances.

Et c'est ainsi que pensent et professent les meilleurs esprits, en Allemagne même. Ainsi, en ces dernières années, à la séance annuelle de la *Concordia*, une des plus grandes sociétés de science économique de l'Allemagne, qui réunit la plupart des hommes les plus autorisés des Universités, des Parlements, des administrations, du commerce et de l'industrie, un éminent professeur, le Dr Julius Post, présentait cette observation, très applaudie par cette assemblée : que la prévoyance populaire comporte deux actes : l'acte économique, qui assure et accroît le bien-être; et l'acte moral, qui grandit l'énergie morale de chaque homme prévoyant; par l'exercice fréquent de la volonté, par le renforcement de la volonté, qui accroît la domination de soi. Et c'est là peut-être la plus précieuse valeur des institutions de prévoyance. N'abaissez donc pas les citoyens au rang d'un troupeau de bêtes serviles, sans volonté, sans énergie, marchant au bâton, sous la main impérieuse du pouvoir, de l'Etat, de cet état-major qui exploite le pouvoir plus qu'il ne sert les honorables efforts des travailleurs, ouvriers et patrons.

Et c'est pourquoi en France le système des assurances obligatoires a été mal accueilli par les ouvriers comme par les patrons, comme par la totalité des citoyens français, qui lisent partout sur nos édifices publics ce mot : Liberté.

A. DE MALARCHÉ.

LE PAIN GRATUIT

Ce n'est pas le titre, mais c'est la conclusion d'une modeste circulaire : **LETTRE OUVERTE HUMANITAIRE**, que je reçois, comme beaucoup d'autres sans doute, d'un *petit groupe d'humanistes*.

A notre époque d'études sociales, disent ces humanistes, deux propositions sont généralement admises : 1° le droit à l'existence ; 2° la liberté de bien faire.

Or, la liberté la plus élémentaire ne peut exister sans que les premières nécessités de la vie ne soient assurées ; et le pain, après l'eau et avant l'enseignement, est évidemment de toute première nécessité. Dès lors, le pain doit être assuré à tout être humain. Et il ne le sera que le jour où il sera gratuit.

Comment arriver à ce résultat ? C'est la question pratique que met à l'étude le « petit groupe d'humanistes », et pour la solution de laquelle il demande la collaboration de tous les gens de bien.

Elle me touche, dans sa simplicité naïve, cette *lettre ouverte humanitaire*. Et, bien loin d'en rire, comme le feront sans doute la plupart des lecteurs, je la prends très au sérieux, comme l'expression très naturelle d'un vœu très louable ; et parce que je la prends au sérieux, je ne me crois pas permis de ne point y répondre.

Mais ma réponse (que ces honnêtes humanistes me le pardonnent, ou plutôt qu'ils soient bien convaincus qu'elle n'est telle que parce que je les prends très au sérieux c'est que le pain ne peut pas être gratuit ; que, pour l'offrir gratuitement, en apparence, à tous ceux qui voudraient ne plus le payer, il faudrait le faire payer, en réalité, et beaucoup plus cher, à d'autres et à eux-mêmes ; ou que, si le gouvernement, comme il l'a essayé quelquefois en partie, se chargeait de nourrir les citoyens, il les nourrirait très mal et à très haut prix. Car, à moins de trouver le moyen de faire pousser le blé pour rien et sans travail et, sans travail aussi, de le convertir en farine, et la farine en pain, il faudra bien toujours que cultivateurs, meuniers et boulangers soient remboursés de leurs frais. Et si, au lieu de travailler librement pour leur compte avec le double stimulant de l'intérêt personnel et de la concurrence, ils ne sont plus que des fonctionnaires rétribués par

Notre agriculture n'a pas été moins éprouvée et elle traverse des moments bien difficiles. Après une série de récoltes au-dessous de la moyenne, l'année courante a été tout à fait désastreuse pour une grande partie de la Pologne et notamment pour le Duché de Posen, la Prusse orientale et cinq gouvernements de la Pologne russe. A la fin de mars, une grande quantité de neige étant tombée et une forte gelée étant survenue après, la terre fut recouverte d'une couche épaisse de glace, qui, en empêchant l'air de pénétrer jusqu'aux plantes, fit périr le blé complètement. L'été vint, pluvieux et orageux, les récoltes furent faites dans des conditions particulièrement défavorables, sans parler de la grêle qui est tombée cette année en plus grande quantité que de coutume. Aussi y a-t-il peu d'exploitations agricoles qui aient eu du blé à vendre cette année, beaucoup d'agriculteurs ont dû en acheter pour les semailles et leurs besoins personnels; quant aux consommateurs, ils ne s'en sont point ressentis, car les prix du blé sont restés stationnaires, à cause de très grandes quantités de blé russe dirigées sur la Pologne. Seuls, les prix du foin et de la paille ont haussé considérablement, leur transport coûtant trop cher pour les faire venir de loin; aussi, dans bien des endroits ont-ils manqué complètement, on a dû avant l'hiver se défaire du bétail à vil prix, l'engrais de toute l'année est perdu et la production de l'avenir s'en ressentira longtemps.

De gros nuages montent à notre horizon du côté de l'Allemagne, chargés des foudres de « l'égoïsme national » dont le chancelier Bülow vient de proclamer la légitimité en déclarant en faire le principe directeur de sa conduite politique. Les Polonais s'en ressentiront tout particulièrement, car leurs intérêts aussi bien matériels que moraux, sont sérieusement menacés par l'égoïsme national prussien. C'est, en premier lieu, de la guerre de tarifs qui se prépare en ce moment entre l'Allemagne et la Russie que nous aurons à souffrir. A en juger par le projet de tarif général qui doit être discuté sous peu, l'Allemagne s'engage, à l'expiration des traités de commerce actuellement en vigueur, dans une voie de protectionnisme à outrance, ce qui va rendre leur renouvellement sinon impossible, du moins difficile et laborieux. Quant à la Russie, son gouvernement s'est déjà prononcé catégoriquement sur la question par la voie des journaux officiels et officieux, elle se déclare décidée à user de représailles en élevant les droits sur les produits manufacturés qui nous viennent de l'Allemagne.

Ce sera sur nous, les plus proches voisins de l'Allemagne, que viendront peser surtout les frais de cette guerre, car nous les payerons doublement, comme producteurs de blé qu'on nous empêchera d'exporter en Allemagne et comme consommateurs des produits de l'industrie allemande qu'on nous forcera de remplacer par d'autres, plus chers et moins bons. Les consommateurs de notre blé en Allemagne y perdront autant que nous, car (est-il nécessaire de le dire ?) l'échange, en permettant à chacun de se débarrasser de ce qu'il a de trop et d'acquérir ce qui lui manque, profite aux deux parties également et la rupture des relations commerciales entre deux pays ne peut jamais être indifférente pour l'un d'eux. Se peut-il que des hommes se trouvant à la tête d'un peuple civilisé croient de nos jours à la balance du commerce ? Faut-il rappeler encore une fois que les produits ne s'échangent point contre rien, mais bien contre d'autres produits ? C'est inutile, les agrariens appartiennent à ces sourds, qui ne veulent pas entendre et, non satisfaits du projet du gouvernement, ils demandent des droits plus élevés, des droits prohibitifs. Le gouvernement fait mine de résister, les agrariens feront mine de céder, car ils demandent le plus pour obtenir le moins, on peut prévoir que le compromis qui interviendra entre la commission et le gouvernement sauvegardera les intérêts des agrariens, ils sont trop puissants. Et après cela on s'étonnera des progrès des doctrines révolutionnaires.

La politique de persécution, de vexation et de chicane suivie par la Prusse à l'égard de ses sujets polonais vient d'aboutir à la scandaleuse affaire de Wrzesnia. La peine corporelle étant en vigueur dans les écoles prussiennes comme moyen d'éducation, des enfants polonais, qui n'ont pas voulu se soumettre à la nouvelle loi scolaire et répondre en allemand à des questions de catéchisme, ont été battus et brutalisés d'une façon si inhumaine qu'un d'entre eux en est mort. Les parents des victimes qui ont osé protester contre les mauvais traitements infligés à leurs enfants se sont vu intenter un procès politique et ont été condamnés à l'emprisonnement et à l'amende. Ces faits ont soulevé dans toute la Pologne une tempête de colère et d'indignation ; dans plusieurs villes les consulats d'Allemagne ont été assaillis par la jeunesse des écoles, les vitres ont été brisées et l'aigle prussien arraché. A la Diète de Galicie le prince Czartoryski a énergiquement protesté contre cette violation de toute justice ; les journaux ont ouvert des listes de souscription pour les victimes du procès de Wrzesnia, qui a été l'objet d'une interpellation au Landtag prussien. La réponse donnée par le comte de Bülow aux députés polonais n'a pu laisser nulle illusion sur les intentions du gouvernement à notre égard : la germanisation de nos provinces est décidée, l'élément polonais y étant une

LETTRE DU MEXIQUE

Mexico, 18 janvier 1902.

Depuis plusieurs mois, l'Amérique latine attire tout particulièrement l'attention de l'Europe. Au sud, ce sont deux grandes et riches Républiques, l'Argentine et le Chili, qui, par dessus la Cordillère, se montrent le poing. — Plus au nord, le Venezuela continue sa politique traditionnelle de révoltes et d'émeutes ; la Colombie s'agite aussi ; et les deux pays, comme à plaisir, compliquent leur situation respective déjà très embrouillée, en se faisant la guerre. — Enfin, à Mexico, dans cette forteresse avancée du monde latin d'Amérique, depuis trois mois, un Congrès travaille, en vain, semble-t-il, à préparer une grande entente politico-économique sur les bases de l'arbitrage et de la paix.

..

Je vois par les journaux qui me parviennent d'Europe que le différend entre le Chili et l'Argentine a sérieusement préoccupé l'opinion et effrayé même beaucoup de monde par la crainte d'un imminent conflit. On a peut-être ajouté moins d'importance aux événements vénézo-colombiens ; encore moins à la seconde conférence pan-américaine. Et cependant, pour tous ceux qui ont étudié sur place l'Amérique, qui ont fréquenté quelque peu les hommes d'Etat, maîtres du pouvoir, qui savent quelle est la véritable orientation politique de ces Républiques, qui connaissent les tendances populaires, la querelle entre les deux nations dont il s'agit ne devait pas se résoudre en une guerre. La suite des événements l'a prouvé. Sans doute, je dois paraître prophète après la lettre ; mais, dès le début du conflit, je l'ai écrit ailleurs et mes dires — que je ne fais que reprendre ici — sont confirmés aujourd'hui.

Le Chili, resserré entre la Cordillère et le Pacifique, a toujours fort peu dissimulé ses désirs de conquêtes. Actif et trop à l'étroit dans ses montagnes, travailleur que rien ne rebute, le Chilien s'est attaqué d'abord à ses voisins du Nord : la Bolivie y a perdu son accès sur la mer et le Pérou ses riches gisements de salpêtre. Encouragé par les

succès de cette guerre, il a pensé que les provinces de la Plata seraient une merveilleuse source de richesses ; le passage par Uspallata conduisait naturellement vers] Mendoza ; à la faveur des échanges commerciaux qui s'y faisaient, le *roto* a commencé la pénétration de cette province ; il s'y est établi ; et, restant toujours chilien de cœur et d'intérêt, il est devenu assez puissant pour se faire attribuer presque toutes les magistratures électives. Il y serait maître en ce moment, si une loi fédérale n'était venu modifier cet état de choses. Mais pendant ce temps-là le pays s'armait ; une première fois l'Argentine eut peur ; et, quand survinrent, un peu plus tard, les événements de 1897-99, le Chili put constater que son adversaire, mis en éveil, s'était armé à son tour. Le différend se termina à l'amiable ; et, de nouveau, celui qui vient de causer quelque frayeur aux nombreux intéressés européens, s'est résolu de la même façon. L'attitude énergique du président Roca a permis au nouveau président du Chili, M. Germain Riesco, de donner une preuve de ses désirs pacifiques.



Bien autrement grave, ou pourrait le devenir la question vénézuélo-colombienne. En dehors des difficultés diplomatiques que risquerait de faire naître une manifestation militaire de l'Allemagne, l'impérialisme des Nord-Américains trouve de ce côté un prétexte de s'affirmer une fois de plus. Il est notoire, en effet, que les Etats-Unis, s'érigeant en protecteurs naturels des républiques voisines, socialement moins avancées qu'eux-mêmes et politiquement indisciplinées, guettent toutes les occasions de se créer chez celles-ci une situation morale qui équivaldrait à une prise de possession réelle de territoires. Impuissants chez eux, les gouvernements de la Colombie et du Venezuela sont incapables de résister à l'intervention de la grande République du Nord. C'est, d'ailleurs, cette impuissance qui a permis, lors de la prise de Colon par l'armée de la révolution, le débarquement de marins le lendemain même du jour de cet exploit militaire, sans que la Colombie ait même songé à élever la moindre protestation. Aussi peut-on se demander avec quelque appréhension quand ces troupes regagneront les navires de guerre de l'Union, ancrés au large.

Et pendant ce temps, parallèlement, se poursuivent à Washington les pourparlers pour le rachat de la Compagnie française de Panama et le vote du projet relatif au canal de Nicaragua. La Chambre a voté le Crédit par 208 voix contre 2.

En voici le texte ;

1° Le président des Etats-Unis est autorisé à acheter aux Républiques du Nicaragua et Costa Rica, pour le bénéfice et l'usage des Etats-Unis, les portions de territoire, appartenant aux Deux Républiques susdites, et pouvant être nécessaires à la construction du canal projeté. Ce canal devra présenter les dimensions suffisantes pour permettre le mouvement des vaisseaux du plus grand tonnage, et s'étendra d'un point situé près de Greytown, sur la mer des Caraïbes, jusqu'à Brito, sur le Pacifique, en passant par le lac du Nicaragua. Quelle que soit la somme nécessaire pour obtenir la possession de ce territoire, elle sera prélevée sur les fonds actuellement en réserve au Trésor, et qui n'ont encore reçu aucune appropriation spéciale.

2° Quand le président aura obtenu la possession des terrains précités, il donnera l'ordre au secrétaire de la Guerre de faire construire le canal dans les conditions susdites avec les écluses et le matériel nécessaire aux navires à voiles qui passeraient de Brito à Greytown. Le secrétaire devra aussi faire construire, aux extrémités du canal, des ports commodes et sûrs, et il les pourvoira des moyens de défense nécessaires à la sécurité du canal.

3° Le président est autorisé à faire commencer immédiatement les levées de plans nécessaires pour la construction du canal et des ports. Pour ce travail, il lui est loisible d'employer toutes les personnes qu'il jugera nécessaires.

4° Dans la construction du canal, on devra mettre à profit la rivière de San Juan, le lac de Nicaragua et tous les endroits favorables.

5° Dans les négociations avec le Costa Rica et le Nicaragua, le président est autorisé à garantir à ces républiques l'usage du canal et des ports, dans des conditions qui seront déterminées, pour des vaisseaux appartenant, soit à ces Etats, soit à leurs nationaux.

6° Une somme de 10 millions de dollars, prise sur les fonds actuellement dans le Trésor et sans appropriation aucune, est affectée à l'achat du territoire. Le secrétaire de la Guerre est autorisé à faire les contrats pour le matériel et le travail nécessaires. Les travaux, qui seront payés en mandats au nom du président des Etats-Unis, ne devront pas excéder la somme de 180 millions de dollars.

... J'ai souvent entendu dire par des ingénieurs que ce gigantesque travail était impraticable ; un ancien directeur de travaux à Panama, qui termine en ce moment les égouts de Mexico, me le répétait encore ces jours-ci ; et j'ai recueilli dernièrement de la bouche d'un Nord-américain de bien curieuses confidences à cet égard. Aussi, semble-t-il clairement résulter que toute cette affaire, tout ce bruit, se résoudra en une prise possession définitive des terrains où les premiers coups de

pioche seront donnés, mais ou rien ne sera terminé. Ce petit jeu n'aura coûté que 10 millions de dollars, une bagatelle pour les Etats-Unis ; et Panama sera racheté et achevé. On prévoit dès lors la situation formidable de cette République dans la partie du Nord et du Centre de l'Amérique. Le Mexique, qui est envahi chaque jour par le Nord, sera serré comme dans un étau à la merci de son puissant voisin.

Cela s'appelle la mise en pratique de la doctrine Monroe !

*
* *

Au nom et comme sous l'invocation de cette doctrine, le deuxième congrès panaméricain a été réuni à Mexico. Les fêtes, promenades et festins auxquels cette réunion imposante aux premiers jours, a donné lieu, a provoqué force discours : Le général Reyes (Colombie) a envoyé un salut enthousiaste à l'Espagne « mère de tous les peuples d'Amérique » ; et, le 14 novembre, à la suite d'un banquet offert aux congressistes par la délégation mexicaine, M. le licencié Chavero a évoqué fort à propos, avec beaucoup d'éloquence, la *doctrine Diaz*. Il l'a placée en face de la *doctrine Monroe*, dont elle est le complément.

L'éventualité d'une guerre de conquête entreprise par un peuple européen contre une nation américaine est pour ainsi dire impossible. Il n'en est pas de même des dangers d'absorption d'un peuple américain par un autre également américain et plus fort que lui. Or, la doctrine Monroe n'a point prévu cette éventualité. Ce qu'elle a négligé à cet égard, le général Diaz, il y a cinq ans, l'a précisé dans un message au congrès Mexicain : voici les termes mêmes de sa déclaration :

« Nous ne croyons pas, a-t-il dit, qu'il soit suffisant, pour le but
« auquel nous aspirons, qu'aux Etats-Unis, seuls, incombe, malgré
« l'immensité de leurs ressources, l'obligation de secourir les autres
« Républiques de cet hémisphère contre les attaques de l'Europe (si
« toutefois elles sont encore possibles).

« Chacune de ces Républiques devrait, par une déclaration semblable à celle du président Monroe, proclamer que toute agression
« de quelque puissance étrangère, et affectant le territoire et l'indépendance, ou susceptible de modifier les institutions d'une des républiques américaines sera considérée, par la nation déclarante comme
« une offense faite à elle-même, si celle qui est l'objet de l'attaque ou
« d'une menace de ce genre réclamait opportunément du secours ».

Et c'est en commentant cette grande formule de solidarité que Chavero s'est écrié :

« M. le général Diaz a prouvé comment d'un peuple faible,

« pauvre, anémié par les guerres civiles, on peut, grâce à la paix, faire
« une nation. M. le général Diaz a étendu sa doctrine de paix aux rela-
« tions internationales du Mexique, et c'est pour nous une haute satis-
« faction que de pouvoir proclamer qu'aucun différend, si petit soit-il,
« n'existe entre nous et quelque autre nation de la terre. M. le général
« Diaz nous a réunis, avec sa doctrine de paix, pour que vous accep-
« tiez celle-ci sur tout le continent; et de votre conférence surgira
« la doctrine Diaz, comme la conscience même de l'Amérique ».

Nous avons déjà la doctrine Monroe, sauvegarde du nouveau monde; la doctrine Diaz vient maintenant la compléter. On peut la résumer ainsi: le droit international américain est basé sur la paix, fondée elle-même sur le respect dû à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité de toute et chacune des Républiques de l'Amérique.

Ces déclarations, faites au nom de la délégation du Mexique à la conférence panaméricaine, indiquent une tendance vers une attitude qu'on ne saurait que louer des nations latines vis-à-vis de leurs voisins anglo-saxons. Et cette tendance, n'en doutons pas, portera ses fruits dans l'avenir.

J.-CH. DE COURMOND.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Février 1902)

2. — **Décret** relatif à l'échange de mandats de poste avec l'Etat indépendant du Congo (page 713).

3. — **Loi** modifiant le régime des admissions temporaires du froment (page 793).

— réglementant les sociétés de prévoyance à partage et à durée illimitée (page 794).

— **Décret** portant règlement général de police pour les voies de navigation intérieure (page 795).

6. — portant promulgation de l'arrangement additionnel à la convention postale franco-britannique du 30 août 1890, signé à Paris le 11 décembre 1901 (page 818).

7. — **Rapport** suivi d'un décret portant réglementation de l'émigration des indigènes à Mayotte et dans l'archipel des Comores (page 844).

8. — **Décret** exemptant des droits de douane et d'octroi de mer, en Algérie, des marchandises transitant à travers l'Algérie et destinées aux oasis du sud du Maroc (page 857).

9. — **Loi** modifiant la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur (page 877).

— **Circulaire**, adressée aux préfets, relative à la vérification des poids et mesures et instruments de pesage neufs achetés dans l'intervalle de deux vérifications périodiques (page 879).

12. — **Décisions** fixant la composition de la commission des indemnités pour pertes, retards ou avaries de marchandises dans les chemins de fer (page 923).

13. — **Rapport** adressé au Président de la République sur l'application de la loi de relégation pendant l'année 1900, par M. Demagny, conseiller d'Etat, président de la commission de classement des récidivistes (page 935).

— adressé au Président de la République par la commission de

contrôle de la circulation monétaire sur les opérations de l'exercice 1901 (page 940).

14. — suivi d'un décret modifiant le décret du 20 décembre 1890 portant règlement sur la comptabilité des chancelleries diplomatiques et consulaires (page 967).

— **Décret** attribuant à la Chambre de commerce de Paris, sur le legs Giffard, une somme de 150.000 francs pour contribuer à l'établissement d'un laboratoire d'essais et d'un office national des brevets d'invention et des marques de fabrique (page 967).

15. — portant création d'un conseil de prud'hommes à Remiremont (Vosges) (page 991).

16. — **Loi** portant approbation de la convention commerciale signée, le 7 juin 1901, entre la France et la République de Costa-Rica (page 1013).

— portant approbation de la convention commerciale signée à Bruxelles, le 31 octobre 1901, entre la France et S. M. Léopold II, souverain de l'Etat indépendant du Congo (page 1014).

— portant approbation de l'arrangement concernant les relations commerciales entre la France et Zanzibar, signé à Londres le 27 juin 1901 (page 1014).

— portant approbation de la convention commerciale relative aux Antilles danoises, signée le 12 juin 1901 entre la France et le Danemark (page 1014).

— portant règlement définitif du budget de l'exercice 1889 (page 1014).

17. — **Rapport** suivi : 1° d'un décret instituant un comité consultatif de la navigation intérieure et des ports ; 2° nommant les membres de ce comité (page 1125).

— adressé au Président de la République par le ministre des Travaux publics sur les chemins de fer en France depuis 1899 (page 1127).

18. — adressé au ministre des Travaux publics par la commission de statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur pour l'année 1900 (page 1160).

19. — **Loi** relative à la protection de la santé publique (page 1173).

22. — **Décret** portant promulgation de la convention signée à Quito, le 17 mars 1900, entre la France et l'Equateur, pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (page 1233).

— **Rapport** suivi d'un décret portant réglementation de la recherche et de l'exploitation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar (page 1236).

— **Décrets** portant modifications au décret du 9 juin 1899, attribuant une concession territoriale au Congo français à la « compagnie commerciale de colonisation du Congo français » ; au décret du

nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par kilog. pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

Art. 4. — Les hautes parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine.

Les hautes parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée à la lettre *f* de l'article 1^{er}, le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la commission permanente instituée par l'article 7 ayant le droit, à la demande d'un Etat contractant, de reviser le chiffre ainsi établi.

Art. 5. — Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation les sucres originaires soit des Etats contractants, soit de celles des colonies ou possessions desdits Etats qui n'accordent pas de primes et auxquelles s'appliquent les obligations de l'article 8.

Les sucres de canne et les sucres de betteraves ne pourront être frappés de droits différents.

Art. 6. — L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées des engagements faisant l'objet des articles 1, 2 et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Ces Etats s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans le délai d'une année —

ou plus tôt si faire se peut — à partir du moment où la commission permanente aura constaté que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

Art. 7. — Les hautes parties contractantes conviennent de créer une commission permanente, chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette commission sera composée de délégués des divers Etats contractants et il lui sera adjoint un bureau permanent. La commission choisit son président; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du président.

Les délégués auront pour mission :

a) De constater si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres;

b) De constater si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer à la condition spéciale prévue audit article ;

c) De constater l'existence des primes dans les Etats non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4;

d) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

e) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Etats contractants, mais également dans les autres Etats.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les hautes parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au gouvernement belge, qui les fera parvenir à la commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des hautes parties contractantes pourra être représentée à la commission par un délégué ou par un des délégués-adjoints.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme parties contractantes.

La première réunion de la commission aura lieu à Bruxelles, à la diligence du gouvernement belge, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente convention.

La commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au gouvernement belge, lequel le communiquera aux Etats intéressés et provoquera, si la demande en est faite par une des

hautes parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois les constatations et évaluations visées aux lettres *b* et *c* auront un caractère exécutoire pour les Etats contractants ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Etat contractant disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets au plus tard à l'expiration du délai de deux mois.

Au cas où l'un des Etats contractants croirait devoir faire appel d'une décision de la commission, il devra, dans la huitaine de la notification qui lui sera faite de ladite décision, provoquer une nouvelle délibération de la commission ; celle-ci se réunira d'urgence et statuera définitivement dans le délai d'un mois à dater de l'appel. La nouvelle décision sera exécutoire, au plus tard, dans les deux mois de sa date. — La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'administration prévue à la lettre *e*.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du bureau permanent et de la commission — sauf le traitement ou les indemnités des délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Etats contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la commission.

ART. 8. — Les hautes parties contractantes s'engagent pour elles et pour leurs colonies ou possessions, exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes orientales britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit le territoire d'un Etat contractant ne jouissent des avantages de la convention sur le marché destinataire. La commission permanente fera à cet égard les propositions nécessaires.

Art. 9. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la commission permanente.

La demande sera adressée par la voie diplomatique au gouvernement belge, qui se chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres gouvernements. L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention, et elle produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le gouvernement belge aux Etats contractants.

Art. 10. — La présente convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait

de l'Espagne de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

A l'article 3. — Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché intérieur des pays producteurs, les hautes parties contractantes se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles ; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

La proposition devra être adressée à la commission permanente, laquelle statuera à bref délai, par un vote de majorité, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement ; celui-ci ne dépassera pas 1 franc par 100 kilog.

L'adhésion de la commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

A l'article 3. — A. — 1^o Le gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la Convention.

2^o Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la Convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres originaires des Etats contractants.

3^o Il déclare que la Convention sera soumise par ses soins aux colonies autonomes et aux Indes orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le gouvernement de Sa Majesté britannique a la faculté d'adhérer à la Convention au nom des colonies de la couronne.

B. — Le gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la Convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué aux sucres originaires des Etats contractants.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 5 mars 1902.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 MARS 1902

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE. — Réélection des censeurs.

RÉUNION MENSUELLE ORDINAIRE.

NÉCROLOGIE. — Mme Clémence Royer, MM. Bouvet et Chérot.

DISCUSSION. — Les grands travaux publics peuvent-ils conjurer ou provoquer des crises ?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion mensuelle de la Société a été précédée de l'Assemblée générale annuelle, sous la présidence de M. Frédéric Passy, de l'Institut, président.

Cette séance comportait, à son ordre du jour, le rapport des censeurs sur l'exercice 1901, le rapport du questeur-trésorier, avec le projet de budget de 1902, et le vote pour l'élection de deux censeurs.

Les deux censeurs en exercice, MM. Varagnac et Boverat, ont été élus.

Après l'assemblée générale a commencé la séance mensuelle.

M. Frédéric Passy rappelle à la Société la perte qu'elle a faite en la personne de Mme Clémence Royer, qui avait été récemment nommée membre titulaire. M. Levasseur a représenté la Société d'Économie politique aux obsèques de Mme Clémence Royer, où il a rappelé les titres qu'elle avait, par ses travaux considérables, à la reconnaissance de la Science.

La Société a également perdu un membre correspondant, M. Bouvet, de Lyon, qui s'était beaucoup intéressé aux questions monétaires, dans lesquelles il avait acquis une très sérieuse compétence.

Enfin s'est éteint, à un âge très avancé, — 90 ans, — un autre de nos confrères, dont le souvenir a été gardé avec une vive sympathie par ceux d'entre nous qui l'ont connu. M. Chérot, que son grand âge tenait depuis longtemps éloigné de nos séances, était un homme aimable, ingénieur distingué, fort compétent en matière de chemins de fer et de travaux publics, et qui s'intéressait beaucoup à l'Économie politique. M. Olry de Labry rappelle que c'est à lui qu'on doit l'introduction, à Paris, du pavage en bois.

Autre point de vue : Nous sommes aujourd'hui en plein courant de transformations en matière de transports : l'électricité, qui n'en est encore pour ainsi dire qu'à ses débuts, a déjà fait merveille au point de vue de la locomotion. Qui sait si elle ne déterminera pas des modifications profondes dans l'exploitation des voies ferrées : cela est déjà pressenti en Italie. En tous cas, l'automobilisme, qui n'est plus un simple sport, se développe avec une rapidité colossale, et donnera sans doute, avant peu, des résultats considérables pour la circulation des personnes et des marchandises. Et c'est ce moment que l'État choisit pour recourir à des moyens de transport tout à fait antiques, surannés : c'est là un manque absolu de logique, une très grave imprudence.

M. A. Dehaynin fait remarquer que tout le monde paraît dans la réunion être d'accord sur un point : C'est que les chemins de fer rendent plus de services que les canaux, qu'ils ont même sur ces derniers l'avantage de l'économie, si l'on a soin de faire entrer en ligne de compte tous les éléments du prix de revient.

Cette proposition générale étant admise, l'orateur n'en reste pas moins du petit nombre de ceux qui pensent que le rôle des canaux n'est pas fini ; qu'il faut savoir utiliser ceux que nous possédons et même dans certains cas peut-être en construire de nouveaux.

Mais il subordonne l'accomplissement de ce programme à deux conditions expresses :

1° C'est que la configuration du sol, autrement dit le terrain, autorise de tels projets et les suggère.

2° Qu'il ne s'agisse pas de quelques tronçons isolés répartis dans des régions indépendantes les unes des autres et sans connexion entre eux ; en d'autres termes, qu'il ne s'agisse pas d'artères isolées, mais de véritables réseaux.

De ces deux propositions, la première est évidente, et pourtant il croit indispensable de la soutenir.

On peut faire un chemin de fer partout : exemple le Saint-Gothard. Un canal ne saurait avoir les mêmes prétentions. Les canaux sont nés, ils ont prospéré en répandant la richesse sur leurs rives dans les pays que la nature avait disposés pour cela, les pays plats, bas, humides où les biefs sont très longs et les écluses peu nombreuses, où l'eau abonde pour les alimenter ; exemples : le delta d'Égypte, la Hollande, les Flandres belge et française.

Depuis trois siècles on a bien cherché à étendre le système des

navigable se ramifie d'elle-même à l'infini, comme on l'a montré pour les Pays-Bas et pour la Belgique.

L'orateur ajoute que la France a des possessions où le canal serait beaucoup plus avantageux que le chemin de fer; il cite le Tonkin, ce delta traversé par un fleuve superbe et sillonné d'innombrables canaux naturels.

Il aurait suffi de faire sauter quelques rochers dans les rapides du Fleuve Rouge et de draguer quelques arroyos pour avoir le plus magnifique réseau de voies navigables. On a préféré construire des chemins de fer très coûteux qui n'enlèveront pas à la navigation son trafic naturel et qui pèseront lourdement sur le budget colonial.

Il craint qu'on ne rencontre les mêmes déceptions en Chine, du moins dans les vallées du Fleuve Jaune et du Fleuve Bleu, qui sont déjà pourvues d'un réseau navigable des plus complets. L'orateur se méfie de tout ce qui ne tient pas compte de la nature. Nous mettons trop souvent notre gloire à la violenter.

Quand l'État, dit **M. Manchez**, fait quelque chose, il le fait mal, rappelons-nous cela, il le fait mal et il ne peut que déterminer une crise. Avec son projet actuel de canaux, il fera du tort aux chemins de fer et aux contribuables, tout à la fois.

Sans doute, dit l'orateur, nous voyons bien la raison qui pousse à cela nos gouvernants : ils veulent donner de l'occupation à la main-d'œuvre qui se trouve sans travail en ce moment; mais cela ne saurait conjurer la crise dont on se plaint.

L'État, à l'heure qu'il est, s'il veut exercer une action utile, ferait mieux de favoriser les capitaux, de les protéger, au lieu de faire des manifestations stériles en faveur de la main-d'œuvre et d'une élévation artificielle des salaires. Ceux-ci ne peuvent sérieusement hausser que s'il y a beaucoup de capitaux dans un pays. Si, au contraire, on inquiète ces capitaux, ils restent improductifs ou ils s'expatrient. Aujourd'hui, avec les grèves, les lois ouvrières, les menaces d'impôts nouveaux, les capitaux n'osent déjà plus, en France, s'engager dans les entreprises. Par tous ses dangereux expédients, l'État actuel ne peut que produire la crise, bien loin de la conjurer.

M. Macquart voudrait simplement ajouter un mot, — pour la contredire — à l'intervention, dans ce débat, de **M. Manchez**. Le programme actuel des travaux publics n'a pas du tout pour but de protéger abusivement la main-d'œuvre contre le capital, mais, au contraire, de protéger abusivement le capital. Et, en effet,

ce grand programme des canaux a-t il pour but « de procurer du travail aux ouvriers » ? Pas du tout. Il a pour but de procurer des débouchés, des débouchés plus larges et plus faciles aux quatre ou cinq usines de Longwy. C'est là du simple socialisme, de ce « socialisme des riches », dont parlait Bastiat, et qui se fait au détriment de l'intérêt général, y compris de celui de la main-d'œuvre. La question se pose donc, non pas comme l'a formulée M. Manchez, mais d'une façon diamétralement opposée.

M. Gomel se place, pour examiner la question, au point de vue financier. Un pays ne peut certes pas se passer de travaux publics ; mais, avant d'en entreprendre, il doit considérer ses ressources, examiner comment se comporte son budget. Les travaux publics, en effet, entraînent de grosses dépenses, et ces dépenses, l'État les paie. Mais l'État n'a pas de revenus propres, et il n'a que des recettes que celles provenant de l'impôt, celles que lui fournit la masse des contribuables. Quand donc le législateur décide l'exécution de plusieurs centaines de millions de travaux publics, il nous grève d'autant, il dispose de nos épargnes et il nous appauvrit, si l'utilité des entreprises ne répond pas à la somme qu'elles coûtent.

Or, depuis quelques années, le budget de la France, ainsi que l'a établi à maintes reprises M. Leroy-Beaulieu, manque d'élasticité, et le rendement des impôts accuse une fâcheuse tendance à ne plus augmenter. Le budget de 1901 se soldera même par un déficit considérable. En revanche, le total de nos dépenses budgétaires va sans cesse en croissant, et un sincère équilibre est un vœu que l'on peut former, mais qu'on n'est pas sûr de voir se réaliser. Dans ces conditions la prudence s'imposerait, et il n'est pas sage d'adopter un vaste programme dont l'exécution ne doit commencer que dans quatre ans, dont l'achèvement est prévu comme devant durer dix ans, mais durera bien davantage, et dont la dépense, pour la part mise à la charge de l'État, est estimée à 400 millions, mais sera considérablement grossie, par suite des imprévus que présentent toujours les devis. En présence des incertitudes de l'avenir, le gouvernement et les Chambres rempliraient leur devoir en résistant à l'entraînement des dépenses, et en n'engageant pas d'avance nos finances. Une fois les travaux entrepris, on ne pourra pas, en effet, s'arrêter, car on ne voudra pas laisser inachevé ce qui aura été commencé, et afin de ne pas laisser improductives les dépenses faites, on sera acculé au vote de nouveaux crédits.

Quel est, au surplus, un des principaux motifs invoqués à l'appui du projet? De donner du travail à la classe ouvrière. La main-d'œuvre est-elle donc en France trop abondante? C'est tout le contraire; elle y est rare et chère, et si tant d'étrangers vivent sur notre territoire, c'est précisément parce qu'ils trouvent à s'y employer à des conditions avantageuses. Nos ouvriers souffrent, il est vrai, parfois de chômages, car l'industrie a des périodes de ralentissement et même de crise. Mais la construction de canaux ne viendra pas en aide à notre population industrielle, aux ouvriers de nos manufactures, de nos usines, de nos ateliers. Elle ne procurera du travail qu'à une catégorie spéciale de journaliers, à celle des terrassiers. Or les Français, chacun le sait, n'aiment pas à remuer la terre. Les meilleurs terrassiers nous viennent d'Italie, de Belgique, du Luxembourg. Il en viendra certainement beaucoup pour creuser les canaux projetés. Ce n'est vraiment pas la peine de grever notre budget pendant toute une série d'années, pour fournir des salaires aux terrassiers français, qui ne sont pas près de manquer d'ouvrage, et aux terrassiers étrangers, qui n'ont qu'à rester chez eux.

M. Yves Guyot remercie M. Paul Leroy-Beaulieu de ses intéressantes observations, qui confirment la thèse que lui-même a exposée; il signale l'observation fort juste de l'expiration des concessions de chemins de fer au milieu du siècle; mais il regrette de dire qu'il en a parlé à plusieurs hommes politiques, que cette considération n'a pas paru toucher.

Quant au rapport entre la question posée et les crises, il est évident; les travaux entrepris seront productifs ou improductifs: s'ils sont improductifs, ils ne récupéreront pas le pouvoir d'achat des capitaux qui y auront été employés: donc, une partie plus ou moins grande de ces capitaux seront perdus; et la perte de capitaux par centaines de millions constitue une crise.

M. Gomel, dit M. Alfred Neymarck, a eu raison d'appeler l'attention de la Société sur le côté financier de la question. Ce côté financier est non moins grave que le côté économique et, pour le démontrer, l'exemple des chemins de fer de l'État est utile à rappeler. Quand, il y a vingt-cinq ans, l'État voulut avoir un réseau de voies ferrées à lui, ses partisans répondaient à ceux qui en prévoaient les dangers financiers et économiques, que ce n'était là qu'une simple « expérience » qu'il s'agissait de tenter. A l'heure où nous sommes, un quart de siècle après la constitution de ce réseau d'État, il est impossible de savoir ce qu'il a coûté.

de l'État. Ces sommes considérables ont été payées et sont payées par les contribuables, sans qu'ils s'en doutent, sans qu'ils puissent même s'en apercevoir, puisque les comptes du réseau de l'État n'en font pas mention.

Voilà un exemple appuyé sur des chiffres qui démontrent les dangers qui font courir aux contribuables les grands travaux exécutés par l'État au lieu d'être confiés à l'industrie privée.

L'orateur ne discute pas le point de savoir si les travaux projetés seront utiles ou seront inutiles. Sur ce point, il ne partagerait pas entièrement l'opinion de plusieurs de ses confrères : si les canaux sont inutiles dans certaines régions, ils sont utiles dans d'autres et M. Neymarck cite, à ce sujet, le grand canal de la Marne au Rhin : mais, en admettant même leur utilité et tout en restant uniquement sur le terrain financier et économique, il estime que l'utilité d'une dépense, quelle qu'elle soit, n'est pas sa justification ; il faut en démontrer la nécessité et la productivité. Or, les précédents orateurs ont établi que, non seulement les nouveaux canaux ne sont pas nécessaires, mais qu'ils seront improductifs.

Supposons cependant que nos confrères se trompent. Si les canaux sont productifs, ce ne pourra être qu'au détriment des chemins de fer, et alors, la garantie d'intérêt augmentera d'autant pour ces derniers ; s'ils sont improductifs, ce sera le budget qui payera les insuffisances : dans les deux cas, avances de fonds par le Trésor ou charges nouvelles pour le budget ; et quand l'État et le Trésor font de mauvaises opérations, c'est nous tous, contribuables, qui payons le coût de l'expérience.

Et enfin, dit en terminant M. Alfred Neymarck, l'État peut-il toujours dépenser ? Peut-il même faire tout ce qui est utile, tout ce qu'on lui demande ? Est-il possible que nos budgets puissent subvenir, à la fois, et aux dépenses pour la paix et aux dépenses pour la guerre ; aux dépenses productives et à celles qui ne le sont pas ? Pouvons-nous toujours charger nos budgets, un jour pour l'instruction publique, demain pour les colonies ? Devons-nous sans cesse accroître les dépenses publiques et ne pas songer au poids des impôts ?

Il est donc nécessaire que l'État ne sorte pas de son rôle, et, comme le disait Turgot : « L'intervention de l'État ne peut être « admise que lorsqu'il s'agit de rendre à la société tout entière « des services que les particuliers, l'industrie privée ne sauraient « et ne pourraient lui rendre. »

M. Ch. Lavollée revient sur ce qui lui semble le véritable sens de la question posée : les travaux publics sont-ils un bon moyen de venir en aide aux ouvriers sans travail ? Pour lui, il croit qu'on ne sert pas la cause des ouvriers en ouvrant des « chantiers nationaux ». La crise n'est pas conjurée ; elle n'en est même ensuite que plus dure. Le gouvernement ne doit pas intervenir, en faisant exécuter des travaux en dehors des besoins bien constatés.

M. Chastenot fait remarquer qu'il n'y a pas eu à la Chambre, sur la question dont vient de s'occuper la Société, de discussion sérieuse. Beaucoup de députés qui ont voté pour le projet du gouvernement étaient mal éclairés sur le sujet. Il a été lui-même très frappé des arguments présentés tout à l'heure par plusieurs orateurs, et s'il a été de la minorité qui a repoussé le projet, il a voté là en quelque sorte instinctivement. Aussi proposerait-il que le bureau de la Société d'Économie politique réunît cette discussion en une brochure qui, adressée aux membres du Parlement, rendrait le grand service d'appeler sérieusement l'attention de beaucoup d'entre eux sur les dangers d'un programme de travaux évidemment mal étudié.

M. Frédéric Passy, président, prenant à son tour la parole, et commençant par répondre à l'appel de M. Lavollée, dit qu'en effet, dans les deux séances consacrées à la très intéressante et savante discussion qui vient de se terminer, il a pu sembler que la question générale, la question de doctrine, avait été un peu oubliée au profit de la question spéciale à propos de laquelle elle avait été posée. L'oubli n'a été qu'apparent. Et si l'on s'est plus exclusivement occupé d'un certain genre de grands travaux mis à l'ordre du jour par une récente discussion parlementaire, on n'a pas pour cela négligé de dégager les principes et de rappeler les conditions, en dehors desquelles les grands travaux ne peuvent être effectués sans inconvénient.

Je ne reviendrai point, dit M. Frédéric Passy, sur les appréciations comparatives auxquelles ont donné lieu les canaux et les chemins de fer. Tous les instruments, soit de circulation, soit de production ont leurs fortunes, et peuvent, suivant les époques et suivant les lieux, être plus ou moins utiles ou nécessaires. Le progrès fait passer au second rang ce qui a été longtemps au premier, sans le faire pour cela complètement disparaître, ainsi que l'a si bien démontré tout à l'heure M. Dehaynin. Cela, c'est la question spéciale, la question d'opportunité.

La question générale, c'est celle de l'influence des grands travaux publics, quelle qu'en soit la nature : chemins de fer, routes, ports, canaux ou télégraphes ; et des grands travaux entrepris, comme le faisait remarquer M. Lavollée, avec la prétention de prévenir ou de faire disparaître une crise en donnant du travail aux ouvriers, d'ailleurs, la plupart du temps, par voie d'emprunt et avec la prétention de reporter sur l'avenir une partie des charges du présent.

Ici encore, la réponse ne peut pas être absolue et uniforme. Il est dangereux, en général, pour les particuliers, de recourir à l'emprunt et de se charger d'intérêts à payer ou de remboursements à opérer. Il y a cependant des cas où ce peut être une opération sage et avantageuse. Ce sont ceux où avec les capitaux empruntés ils peuvent réaliser des travaux ou des affaires qui leur laisseront un bénéfice sérieux.

Il peut y avoir de même, pour les États ou pour les municipalités, des cas où, par un emprunt, ils peuvent soit se dégager de charges antérieures plus lourdes, — Turgot prévoyait le cas dans sa célèbre lettre à Louis XVI, — soit réaliser des travaux indispensables ou d'un avantage tel que l'amortissement soit certain et le résultat un bénéfice net pour la communauté.

Mais ce n'est pas, il faut bien le dire, le cas le plus ordinaire. Et lorsqu'on se laisse séduire à l'idée de faire un travail utile, on est exposé à appliquer à ce travail plus ou moins utile, — tout est toujours utile à quelqu'un, — des ressources que l'on détourne d'un emploi plus utile. On se figure éviter de charger le contribuable et de porter atteinte à la richesse publique en s'adressant au crédit au lieu de s'adresser à l'impôt. Mais, comme l'a dit encore Turgot, tout emprunt, s'il ne conduit pas à la banqueroute, conduit nécessairement à une aggravation d'impôt. Il faut bien prendre dans la poche des contribuables de quoi payer aux prêteurs l'intérêt de leurs avances.

Ces avances, d'ailleurs, pour être faites volontairement, au lieu d'être exigées obligatoirement par le percepteur, n'en sont pas moins prélevées sur l'ensemble des fonds disponibles entre les mains des particuliers, et n'en diminuent pas moins le chiffre des sommes qu'ils auraient pu appliquer à la satisfaction de leurs besoins ou à l'alimentation de leurs entreprises. Il y a grande chance pour que l'emploi qui en sera fait sous forme de travaux publics ne soit pas plus profitable que celui qui en aurait été fait par leurs détenteurs. Il est certain, tout au moins, qu'il ne peut soutenir la comparaison qu'à une condition : c'est d'être assez

certainement et manifestement productif pour rembourser, et au delà, la totalité de la dépense. Or, c'est ce qui, malheureusement, n'est pas le cas le plus habituel. L'exemple des chemins de fer de l'État, que vient de rappeler M. Neymarck, est, à cet égard, significatif. Et l'État, c'est-à-dire les hauts personnages qui parlent et agissent en son nom, se croit volontiers dispensé de suivre en cette matière les règles de la comptabilité financière des particuliers. Il est porté à penser, s'autorisant même, au besoin, d'une phrase d'Adam Smith, à propos des trois devoirs du souverain, qu'il y a des travaux ou des institutions d'un intérêt social supérieur, bien que ne pouvant rembourser ce qu'ils coûtent. Et j'ai entendu, dit M. Passy, à l'époque où l'accès de la tribune parlementaire m'était permis, un ministre déclarer du haut de cette tribune qu'il n'y a que l'État qui puisse rendre au pays le service de faire des chemins de fer qui ne seront jamais rémunérateurs.

Les grands travaux publics, donc, peuvent bien, dans certains cas, contribuer à améliorer la situation générale et à accroître la richesse publique ; mais c'est uniquement lorsqu'ils sont commandés par un besoin réel et garantis par un rendement certain, et non lorsqu'ils sont, comme il arrive trop souvent, des travaux d'ostentation ou des palliatifs onéreux. Ils donnent, cela est incontestable, du travail aux ouvriers comme aux entrepreneurs, à certains d'entre eux, du moins, mais ils en enlèvent à d'autres qu'aurait occupés tout naturellement le développement spontané des entreprises privées, stimulées par l'appât du bénéfice et soumises à la loi salutaire de la responsabilité. C'est toujours, au fond, la menteuse et décevante doctrine de la protection, servant ou prétendant servir les uns aux dépens des autres, troublant l'équilibre naturel des intérêts et, finalement, se résolvant en pertes et en gênes, qui contrarient d'autant la naturelle expansion de l'activité productive.

La séance est levée à onze heures moins dix.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

La question du rachat des chemins de fer (Février 1902). — Paris, 1902, in-8°.

Compte rendu de la Banque de France. (Centenaire de la Banque. — Paris, in-4°.

1. FREDERIKSEN. *La Finlande. Economie publique et privée.* — P., 1902, in-18°.

2. FREDERIKSEN. *Finland, its public and private economy.* — P., 1902, in-8°.

3. Ministero delle finanze. *Bollettino di statistica e di legislazione commerciale.* An. II, fascic. II, 1901-02. — Roma, 1902, in-8°.

4. COM (Maurice). *Les retraites ouvrières en France.* — P. (1902), in-8°.

5. *Comptes de la Hacienda publica de Chile. Summary of the finances of Chile, desde la Independencia hasta 1900.* — (Santiago), 1901, in-4°.

6.

7. *Revue social. Annales. Documents.* — Paris, 1902, in-8°.

COMPTES RENDUS

HISTOIRE DU CIEL, par Mme CLÉMENCE ROYER (1 vol. in-18 de la *Petite Encyclopédie scientifique du xx^e siècle*, Schleicher frères, éditeurs, Paris, 1901.)

L'ancienne librairie Reinwald, qui a rendu de réels services à la science en publiant d'excellentes traductions de tant d'auteurs étrangers, a commencé depuis un certain temps, (et depuis qu'elle est devenue la librairie Schleicher), une collection très intéressante formant une sorte d'encyclopédie; mais non sous la forme habituelle des énormes dictionnaires qu'on a peut-être un peu trop multipliés au xix^e siècle. C'est une série de petits volumes dus à des plumes aussi diverses qu'autorisées, et qui traitent chacun d'une matière, en en mettant la connaissance à la portée des profanes, et en l'exposant pourtant complètement. Les éditeurs ont voulu donner une histoire du ciel, autrement dit un petit traité élémentaire d'astronomie, et ils ont eu l'excellente idée de le confier à Mme Clémence Royer, à l'auteur, aujourd'hui malheureusement disparu, de ce beau volume de « la Constitution du Monde », dont nous avons jadis publié une analyse.

Ici tout naturellement Mme Royer, faisant plutôt œuvre d'enseignement, n'a pas eu, comme dans ce dernier ouvrage, à donner libre carrière à ses opinions philosophiques, elle a adopté une forme didactique, et c'est seulement à la fin de l'ouvrage qu'elle a abordé, très légèrement du reste, et en se mettant bien à la portée du public pour lequel elle écrivait, le problème mystérieux et troublant de l'évolution des mondes. Nous recommanderons particulièrement la portion historique pure du volume, traitant des commencements de l'astronomie, de l'idée que les anciens se faisaient du monde. Dans le chapitre consacré à Newton et à la gravitation universelle, qui domine toutes les questions astronomiques, peut-être Mme Royer, qui était une mathématicienne remarquable, recourt-elle trop à ces formules qui sont évidemment nécessaires pour résoudre efficacement de pareils problèmes, mais qui effa-

dont fait partie cette histoire du ciel : car on veut que ce soit la bibliothèque indispensable à toute famille. Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt le chapitre consacré à l'habitabilité des comètes, puis celui des satellites, enfin ceux des comètes et du soleil, où l'auteur prend vivement Arago à partie pour avoir admis que le soleil pourrait bien être habitable. Tout cela se lit avec d'autant plus d'intérêt que le texte est accompagné de bonnes figures ; le chapitre des étoiles est lui-même appuyé par une carte céleste bien faite, mais où nous avons pourtant regret qu'on ait mis en latin les noms des constellations : pour cette encyclopédie de vulgarisation, comme pour toutes les encyclopédies, on se fût certainement mieux trouvé d'imprimer « le petit Chien » comme nom de constellation, que « Canis Minor ». Simple question de forme, mais qui a bien cependant son importance.

Le volume se termine par quelques pages sur l'évolution des mondes où, comme de juste, Mme Royer a mis la philosophie essentielle de son grand ouvrage récent ; elle fait amende honorable d'avoir cru jadis à l'hypothèse de Laplace et à l'existence de la nébuleuse primitive : pour elle, aujourd'hui, l'état de nébuleuse serait l'état final des soleils et non leur état initial. Nous ne discuterons pas la question, mais nous ferons remarquer pourtant une contradiction dans les dernières lignes du livre : les nébuleuses seraient de vieux mondes réduits en poussières qui prépareraient « les matériaux des mondes à venir » ; mais alors les nébuleuses seraient dans ce cas l'état initial de ces mondes, et pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi pour le monde où nous nous posons ces graves questions et où Mme Royer a écrit ses ouvrages ?

Ce volume a paru bien peu de temps avant la mort de Mme Royer, donnant une nouvelle preuve de l'activité constante et de l'admirable puissance de travail de cette belle intelligence, qui laisse derrière elle un bagage considérable, et un ensemble d'œuvres où s'affirmaient les plus vastes connaissances.

DANIEL BELLET.

HISTOIRE DES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LES PUISSANCES OCCIDENTALES (1860-1900). L'EMPEREUR TOUNG TCHÉ (1861-1875), par H. CORDIER. 2 vol. Félix Alcan, éditeur. Paris, 1901.

M. Henri Cordier vient de publier un ouvrage où sont accumulés des documents pleins d'intérêt. Nous y trouvons l'enchaînement historique des faits, traités et conventions de la Chine avec les puissances européennes de 1860 à 1875 ainsi que l'énumération de pièces impor-

tantes concernant les missions catholiques. Un chapitre sur le gouvernement chinois fait parfaitement saisir son organisation peu modifiée d'ailleurs par les conquérants Mandchous, ces derniers ayant à peine changé l'administration chinoise et les anciens usages. Le Tsoung-li-Yamen ou bureau des affaires étrangères est une création récente rendue nécessaire par la guerre de 1860 avec la France et l'Angleterre. Les résultats de cette guerre ont été l'établissement de la légation d'Angleterre à Péking dans le Liang-koung-fou, palais situé sur le Yu-liang-ho, et l'ouverture des ports de Han-Keou et Kieou-Kiang sur le fleuve Bleu au commerce britannique. L'auteur consacre un chapitre aux sociétés secrètes qui abondent dans l'empire chinois; elles sont militaires, religieuses, commerciales ou politiques et conservent principalement le caractère de secours mutuels. La plus importante de toutes est celle des Triades qui a pour objet le renversement de la dynastie actuelle. En 1871, un an après le massacre de Tien-Tsin, où le consul de France M. Fontanier trouva la mort, la Chine fait une tentative auprès des puissances à l'effet de diminuer les avantages qu'elle avait accordés aux étrangers, et M. Cordier fait passer sous nos yeux l'intéressant mémorandum, longue plainte contre les missionnaires, où il est facile de se rendre compte que les Chinois ne voient dans les missions qu'un moyen d'introduction, dont les étrangers se servent comme paravent pour exercer plus facilement et plus sûrement leur influence intéressée.

Dans la seconde partie de son ouvrage qui commence à l'avènement de Kouang-Sin, M. Cordier étudie successivement plusieurs affaires qu'il nous est impossible de résumer dans ce compte rendu succinct. A la suite de l'affaire Margary, le Tsong-li-Yamen conclut un traité qui, au point de vue commercial, autorisait l'ouverture au commerce étranger de quatre ports nouveaux. Pour M. Cordier, le principal intérêt de cette convention est l'établissement d'agents diplomatiques chinois dans les pays étrangers. Nous nous bornerons à signaler l'étude historique très documentée dont M. Cordier fait précéder l'affaire de Kouldja avec la Russie. Tch'oung-Héou fut nommé ministre plénipotentiaire et se rendit à Saint-Pétersbourg pour négocier cette affaire. Le traité fut signé à Livadia en 1879, un peu hâtivement peut-être; toujours est-il que des poursuites furent ordonnées contre le négociateur, à son retour en Chine, pour n'avoir pas suivi les instructions qui lui avaient été données. Le négociateur du traité de Livadia fut mis en jugement et le marquis Tseng, ministre à Paris, se rendit en Russie, afin d'expliquer au Tsar tout ce qu'il y avait d'impraticable et de fâcheux dans le traité en question. Toutefois les ministres russes ne l'autorisèrent à remettre ses lettres de créance qu'après notification

y réglaient l'évacuation du Tong-King par les troupes chinoises. On eut à regretter alors l'incident de Bac-Li, dû selon toutes probabilités à l'ignorance d'un interprète. Quoi qu'il en soit, des représailles furent décidées : notre ministre, M. de Semallé, demanda ses passeports, et l'amiral Courbet fut autorisé à prendre sans retard toutes mesures de rigueur qui lui paraîtraient nécessaires. Le 16 décembre, il entra à Sontay, principal rempart de la résistance des Pavillons-Noirs. Ce fut là le plus brillant et le plus sérieux fait d'armes de toute notre campagne du Tong-King. Il amena la signature du traité de Hué le 6 juin 1884. Mais, en dépit de tous les engagements, le gouvernement chinois envoyait toujours des troupes au Tong-King. Aussi, l'amiral Courbet se décida-t-il à agir vigoureusement ; à Fou-Tchéou, la flotte chinoise fut en quelques minutes réduite au silence. Malheureusement, à Lang-Son, une panique inexplicable faillit tout compromettre. Le général de Négrier fut blessé au début de l'action, et le lieutenant-colonel Herbinger, qui prit le commandement, paraît avoir manqué de sang-froid. Cet insuccès amena la démission de Jules Ferry ; et pourtant la Chine se hâta d'accepter nos propositions. Le 9 juin 1885, un traité définitif fut signé à Tien-Tsin : il nous donnait toute satisfaction. Quelques mois plus tard, M. Cogordan était chargé de négocier et de conclure avec la Chine un nouveau traité de commerce élaboré à la demande de M. de Freycinet.

En somme, M. Cordier explique clairement la politique compliquée et tortueuse de la Chine, en regard de l'appétit dévorant des puissances étrangères luttant de convoitises et s'épiant sans cesse entre elles pour tâcher de s'approprier les conquêtes de leurs rivales. Car tel est l'insatiable désir des grands Etats qui cherchent à s'agrandir sous prétexte de civilisation. M. Cordier accuse les puissances de faiblesse vis-à-vis de la Chine, et de manquer d'esprit de suite dans leur politique : so- Mais de quelles monstruosités ne nous accuserait pas un philosophe chinois ? Par leur méthode de procéder, passée et présente, les grandes nations européennes sont-elles oui ou non en contradiction avec les principes qu'elles proclament si hautement chez elles comme fondement de tout progrès ? Hélas ! la contradiction est trop souvent complète.

A. C.

TRAITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, par JULES CABOUAT, 1 vol. in-8°, Bureau des Lois nouvelles et Larose, 1901.

En tant que ce livre est destiné aux avocats ou autres praticiens, j'en ai pas grand'chose à en dire. Il ressemble à tous les commentaires juridiques. Il ne contient pas moins de 447 paragraphes numérotés

par conséquent autant de points à examiner dans la pratique. A ce point de vue, il peut être utile à consulter.

Le droit, selon M. Cabouat et bien d'autres avec lui, est la consécration des lois existantes. Celle-ci existe, donc elle est bonne, sauf peut-être dans quelques-uns des détails. La démonstration reste à faire.

M. Cabouat a pris, dit-il, la jurisprudence comme base de son travail. Malheureusement cette jurisprudence, c'est lui encore qui le dit, ne peut être considérée comme formée et définitivement acquise, puisque la Cour de cassation ne s'est prononcée jusqu'ici sur aucun des arrêts ou jugements soumis à son contrôle. Mais alors, c'est donc l'opinion personnelle de M. Cabouat que nous avons, plutôt que celle de la jurisprudence. Je n'y vois, d'ailleurs, pour ma part, aucun inconvénient. Quant aux plaideurs, c'est le cas de leur dire :

Conseillez-vous au Palais en Sorbonne.
Puis quand vos cas seront bien décidés,
Accordez-vous, si votre affaire est bonne ;
Si votre cause est mauvaise, plaidez.

M. Cabouat parle du principe du risque professionnel, préparé par une lente évolution de la doctrine et de la jurisprudence, et considéré à juste titre comme l'un des plus remarquables efforts qui aient été tentés pour adapter les dispositions du Code civil de 1804 aux conditions du travail moderne. Il rappelle les travaux à ce sujet de MM. Sainctelette et Sauzet, le système de M. Glasson, celui de M. Labbé, etc. Cette partie théorique, ou, si l'on aime mieux, de philosophie juridique, nous a paru plutôt faible. Mais comment pourrait-on s'élever bien haut quand on est décidé à l'avance à approuver tout système de législation positive, quand ce système devient la *vérité* par cela seul qu'une loi l'a établi.

Considérons donc le livre de M. Cabouat comme une bonne consultation d'avocat. Quant aux principes eux-mêmes qui dominent la question et qui sont de nature à établir, dans les conditions de la liberté, une justice réciproque entre les hommes, il faut chercher ailleurs que dans le livre et que dans la loi elle-même.

MAURICE ZABLET

UN POINT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, par GASTON ROUTIER. — 1 vol. in-18, Daragon, 1901.

Sous ce titre, M. Gaston Routier raconte le voyage de l'impératrice Frédéric à Paris en 1891 et les incidents qu'il provoqua. Il montre que sous le prétexte d'encourager les peintres français à exposer leurs

œuvres à Berlin, elle était chargée en réalité d'une mission, non officielle sans doute, mais très officieuse, et comment certaines démarches inconsidérées d'une part, le chauvinisme de Déroulède et de ses partisans d'autre part, firent avorter une tentative de rapprochement qui eût été à l'honneur des deux peuples et pour leur bonheur. C'est la thèse que défend M. Gaston-Routier. Mais le moment est-il venu de parler de ces choses ?

En 1891, l'opinion publique était certes plus éloignée encore qu'aujourd'hui de l'idée d'une union franco-allemande, car le mot est prononcé. Le voyage de l'impératrice Frédéric faillit même tourner fort mal. A qui les responsabilités ?

« Les seuls responsables, dit M. Gaston Routier, furent les promoteurs du voyage, les conseillers qui encouragèrent ce dessein, en personnes mal inspirées ou légères qui commirent les manques de tact que j'ai signalés à l'occasion.

« Une large part des responsabilités revient aussi à une partie de la presse des deux pays, qui exagéra les incidents, transforma les moindres actes, surexcita l'opinion dans les deux pays, après l'avoir trompée.

« Mais la véritable réponse à la question que nous venons de poser, c'est le fameux socialiste allemand Bebel qui nous la donne avec sincérité. Dans une grande réunion publique, tenue à Francfort en février 1890, Bebel a déclaré : *Si on avait signé la paix sans annexer l'Alsace-Lorraine, les armements qui ruinent aujourd'hui l'Europe seraient inutiles.*

« Les responsabilités remontent donc jusqu'à M. de Bismarck, jusqu'à ceux qui lui imposèrent cette inique violation du Droit ~~commise~~ ~~à~~ Versailles le 26 février 1871, vingt ans avant la vis-~~ite~~ de l'impératrice Frédéric à Paris. »

Oui, mais cette violation a été commise, l'Alsace-Lorraine est allemande et ne semble pas devoir cesser de l'être de sitôt. Alors où — la solution ? Attendons-la du temps qui apaise et calme toutes choses.

M. Gaston Routier ajoute à son récit des souvenirs personnels des interviews avec différents personnages qui contribuent encore à l'intérêt du livre.

MAURICE ZABLET.

LES LOIS D'ASSURANCE OUVRIÈRE A L'ÉTRANGER. — *Assurance contre accidents*, 4^e partie, par M. MAURICE BELLOM. (Paris, Arthur Rousseau).

Le volume que vient de publier M. Maurice Bellom forme la 4^e partie (supplément) du tome II des *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* :

une somme considérable de travail, nous l'avons déjà dit, et lorsque les deux derniers volumes qu'il annonce auront paru, nous aurons là tout un ensemble de documents de la plus grande utilité et dont on ne saurait contester en aucune façon la valeur.

EUGÈNE ROCHETIN.

LES TROIS AUTO : *Autarchie* (self-government), *Autosynergie* (self-help), *Autorestriction* (self-restraint). (AUTARCHIE POLITIQUE, par l'amiral RÉVEILLÈRE, 2 vol. Fischbacher, éditeur, Paris 1902.

Voici encore deux de ces excellents petits volumes dans lesquels l'amiral Réveillère propage sous une forme originale et familière les vérités économiques. Plus que jamais il est bon de répandre en tous sens les idées saines et les vrais principes ; trop de gens s'ingénient à les déformer, soit par une conception fausse des droits et des devoirs du gouvernement, soit par intérêt ou vulgaire ambition : n'est-ce pas en flattant les passions et les préjugés de la foule qu'on parvient au pouvoir et qu'on réussit à s'y maintenir, qu'on se fait octroyer des primes ou des droits protecteurs ? Etatisme, socialisme, protectionnisme, nationalisme, militarisme, n'ont pas d'adversaire plus déterminé que l'amiral, car il voit trop clairement à quel abaissement des caractères toutes ces tutelles nous mènent. Quelques citations permettront à nos lecteurs d'en juger.

« La doctrine qui prétend enrichir la nation en encourageant les industries qui travaillent à perte sera la surprise des générations futures, dit-il. On voit bien que la bourse où puisent les hommes d'Etat est la bourse des autres. — On ne saurait trop le répéter : le libre-échange favorise l'élévation des salaires parce qu'il encourage les industries prospères, celles qui peuvent le mieux payer. — La part du travailleur croît avec la productivité du capital. C'est une des lois les plus certaines et les plus consolantes de l'économie politique ; elle peut d'ailleurs, comme toutes les lois économiques, être contrecarrée ou annihilée par cet autre facteur si important, la sottise humaine. — Le capital, étant de l'intelligence concretée, a pour ennemi naturel les imbéciles. — Par la force des choses, l'ouvrier tend à devenir capitaliste, soit comme individu, soit comme membre d'une société commerciale de travail. — Nous sommes menacés de ce régime (s'il n'est déjà établi) où le pouvoir appartient aux plus prodigues des deniers publics. — Le protectionnisme, c'est plus d'efforts pour moins de produits, voilà le fait brutal. — Est-ce qu'il ne se trouvera pas un brave homme assez populaire pour apprendre à l'ouvrier combien d'heures par jour il travaille gratuitement

pour le protectionnisme ? — L'égalité consiste en ceci, que chacun puisse faire un égal usage de sa liberté. — Dévaliser les gens à face colorée a nom politique coloniale. La politique coloniale est le brigandage national. — Il est essentiel de nous pénétrer de cette vérité que les nations et les gouvernements commettent des crimes comme les individus, et que ce qui est criminel pour un individu est criminel pour un gouvernement ou un peuple. — Ce n'est que par l'union internationale que l'être humain pourra atteindre son développement intégral. — Nulle autre part qu'en Allemagne on n'est aussi convaincu que le commerce est une science, voilà pourquoi l'Allemagne devient la première nation au point de vue commercial. — Qu'est-ce que la spéculation ? c'est la recherche studieuse des besoins à prévoir et des moyens d'y pourvoir ; rien de plus nécessaire ni de plus compliqué... Tout commerçant spéculé. Il n'est pas de fonction plus importante ni plus utile. On confond volontiers le spéculateur utile avec le joueur néfaste ; rarement le joueur échappe à une ruine méritée. Le marché fait lui-même sa police, nul n'a besoin de s'en mêler. — Le protectionnisme est le père des agiotages et des accaparements. Il n'y a pas d'accaparement possible sur le marché du monde. — Le prolétariat menace bien plus l'Angleterre et l'Allemagne que la France, par la surabondance de leurs populations. Car en dépit des repopulateurs, pour multiplier les hommes, il faut multiplier les moyens de les faire vivre. Voilà pourquoi le mélinisme, par le renchérissement de la vie est le grand dépopulateur. — La seule protection profitable est la protection de la liberté. — L'Etat étant l'entrepreneur du bonheur national, chaque Français s' imagine n'avoir qu'à ouvrir le bec pour se gaver d'alouettes rôties. On comprend que les apologistes de l'Etat-Bienfaiteur recrutent plus d'adeptes que les moroses prédicateurs de l'autorestriction et de l'autosynergie. — L'homme compte d'autant plus sur lui-même qu'il a moins à compter sur autrui. La solidarité socialiste, où chacun compte sur les autres, conduit à l'anéantissement de la valeur individuelle. Or, on aura beau faire, c'est la valeur individuelle, l'autosynergie de ses membres qui fait la valeur d'une nation. La plus grande somme possible de zéros ne donnera jamais que zéro. — La panarchie, ou gouvernement de la masse, est l'antithèse de l'autarchie. Peut-être la démocratie, après avoir tâté de toutes les tyrannies, se résoudra-t-elle à essayer la liberté ? — Jamais le Français n'est satisfait de son salaire, ce qui est assurément naturel mais jamais non plus il ne se lasse d'en offrir une part grandissante à l'Etat. — Le meilleur gouvernement serait celui qui se proposerait de résoudre le problème de la vie à bon marché. Il en trouverait d'autant plus aisément la solution qu'il n'aurait qu'à se croiser les bras et laisser faire. Le gouvernement idéal est celui qui ne gouverne pas. — Toute attri-

tution de l'Etat qui n'a point le caractère évident de la nécessité est funeste à son autorité, par la raison que plus il a d'attributions, plus il prête le flanc à la critique. Plus l'Etat est chargé d'attributions, plus il commet d'injustices. — Tous nos préjugés politiques ont leur origine dans notre culte pour le grand Manie-tout — La solidarité avec le laborieux est le rêve de bien des paresseux et de nombreux ivrognes. Trop souvent l'altruisme se comprend ainsi : tirer d'autrui tout le parti possible. — La société commerciale de travail substitue le travail libre au travail servile. Le salariant et le salarié traitent sur le pied de la plus parfaite égalité. — Aujourd'hui tous les peuples sont à la fois clients et fournisseurs les uns des autres ; or la richesse de la clientèle fait la fortune des fournisseurs. L'envie internationale est une des grandes bêtises de notre temps. — En se déclarant l'ennemi de la concurrence, le socialisme prend parti pour l'égoïsme car, si la concurrence froisse l'intérêt individuel, elle travaille, sans l'ombre d'un doute, dans l'intérêt général ».

N'avions-nous pas raison de dire que la sottise et les préjugés n'ont pas d'ennemi plus déclaré, d'adversaire plus convaincu que l'amiral Réveillère et les économistes ne doivent-ils pas se féliciter d'avoir fait une recrue qui occupe si dignement ses loisirs ?

M. LR.

LA SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER EN CHINE 1900-1901. (*Croix-Rouge française*, fondée en 1864).

Aussi longtemps que subsistera ce mode barbare de trancher les différends entre nations qu'est la guerre, tout ce qui contribuera à en atténuer les maux méritera les félicitations et les encouragements des économistes. Veiller à ce que les combattants aient tout le confort permis par les circonstances, soigner les blessés et les malades est un devoir primordial auquel les services d'intendance et de santé des armées s'efforcent de pourvoir. Mais ils y pourvoient rarement dans toute la mesure du possible ; aussi reste-t-il une large place, à côté de l'organisation officielle, pour les tentatives charitables de l'initiative privée. C'est ce qu'avait fort bien compris M. Dunant en fondant la Société de secours aux blessés militaires aujourd'hui partout répandue et connue sous le nom de Croix-Rouge. Il avait pu voir qu'un organisme administratif considérable ne saurait posséder la souplesse permettant de s'adapter aux diverses contingences, la douceur de procédés qui reconforte les patients et hâte leur guérison, la tendresse de soins qui rappelle la famille absente et fait trouver le départ moins triste

aux moribonds, toutes qualités qu'ont sans doute chaque médecin et chaque infirmier militaire en particulier, mais qu'ils ne peuvent prouver dans l'encombrement des jours de bataille.

Lors des guerres coloniales que la France a soutenues en ces trente dernières années, la Croix-Rouge française avait tenu, par ses envois d'aliments, de vêtements, etc., aux troupes en campagne, à améliorer de tout son pouvoir la situation des infortunés soldats. Mais les envois arrivaient rarement à destination; sa bonne volonté, ainsi que celle des autres sociétés du même genre, restait donc sans résultats. Pour la récente expédition de Chine on résolut d'organiser les secours et la distribution des dons d'une façon plus effective. A la suite d'une souscription publique qui rapporta 434.000 francs, et après entente avec les commandants des forces de terre et de mer, on affréta un navire qui d'abord servit au transport de troupes, de matériel et de personnel hospitalier puis devint un hôpital flottant servant au transport des blessés et des malades des côtes de Chine à Nagasaki où la Croix-Rouge avait installé un hôpital, et fut plus tard utilisé pour le rapatriement des convalescents et du personnel de la Croix-Rouge, lorsque la fin des hostilités rendit ses services sans nécessité, les organisations officielles suffisant aux besoins du moment.

Dans les rapports des membres de la Croix-Rouge et dans les pièces officielles contenues en ce volume, on peut voir à quel point le mode d'organisation choisi s'est montré efficace, combien les soins intelligents et dévoués de tous ont été appréciés tant par les hospitalisés que par leurs chefs et quels enseignements sous le rapport du matériel chirurgical et médical cette tentative a apportés pour l'avenir. Espérons que cet avenir sera très lointain; que n'osons-nous dire: n'arrivera jamais!

M. LR.

ETUDE PRATIQUE SUR LES COLONIES ANCIENNES ET MODERNES ET SUR LEURS GRANDES COMPAGNIES COMMERCIALES, par HENRI MARTEL, 1 vol. Van Doosselaere éditeur. Gand, 1898.

Il est à croire que si M. Martel avait connu, lorsqu'il a écrit sa consciencieuse étude, les procédés employés envers les indigènes pour la mise en valeur du Congo belge, il ne serait pas aussi enthousiaste de l'œuvre accomplie. Cela lui aurait trop rappelé les pages les plus sombres de la colonisation espagnole et portugaise, les pires moyens d'exploitation usités par les grandes compagnies coloniales de quelques autres nations qu'il venait de passer rapidement en revue. Peut-être

n'aurait-il plus autant désiré voir son pays prendre un jour possession d'une contrée ensanglantée par ses premiers exploitants civilisés!

M. Martel est de ceux qui considèrent la conquête de colonies comme la meilleure façon de s'assurer des débouchés; inutile de spécifier, une fois de plus, que cet avis n'est pas le nôtre. Cette réserve faite, indiquons brièvement le contenu de ce volume.

Après avoir rappelé succinctement les divers modes de colonisation ou plutôt d'expansion, des différents peuples riverains de la Méditerranée : Phocéens, Phéniciens, Carthaginois, Grecs, Romains, il montre comment les Vénitiens acquirent leur prépondérance commerciale et comment ils la perdirent, de même que leurs rivaux les Génois, puis les Florentins et les Pisans. Il aborde alors l'étude des colonies portugaises dont l'organisation défectueuse contribua autant que les fautes de ses représentants à faire perdre au Portugal toute sa puissance aux Indes et ailleurs. De là il passe aux colonies espagnoles, rappelle la grandeur et l'étendue de la domination de l'Espagne et parle un peu plus longuement de ses dernières possessions, les îles Philippines et Cuba, aujourd'hui séparées de la métropole. Il arrive ensuite aux colonies hollandaises et indique quelle imprudence commirent les Hollandais, pourtant si avisés en affaires, en en confiant l'exploitation à des compagnies accablées de privilèges, mais trop peu surveillées et devenant de plus en plus avides ou despotiques dans leurs procédés vis-à-vis des indigènes. Il ne fait voir alors la Hollande, profitant des leçons du passé, conserver à l'île de Java une colonie prospère. L'Angleterre à son tour occupa une large place dans l'histoire de la colonisation; l'auteur rappelle les nombreuses méthodes suivies depuis les débuts jusqu'aujourd'hui par les Anglais, pour la mise en valeur de leur énorme domaine colonial. La France vient ensuite, mais présente une situation moins brillante, parce qu'au lieu de s'affranchir complètement des traditions du passé, elle n'a que trop peu modifié les anciens errements. L'Allemagne et l'Italie, plus tard entrées dans la lice coloniale, la Russie, la Suède et le Danemark ne sont pas oubliés. Dans un chapitre consacré à l'Afrique, l'auteur s'occupe spécialement du Maroc et du Congo belge, puis il passe en revue les grandes voies de transport : transcaspien, transsibérien, transafricain, etc., et formule le vœu que les puissances possédant des territoires en Afrique, au lieu d'entraver les efforts des unes ou des autres pour la construction d'une grande voie ferrée, s'unissent au contraire pour l'établissement de cette ligne, qui pourrait peu à peu rayonner en tous sens, rendrait plus facile et plus rapide l'exploitation des richesses du pays, et améliorerait, par la suite, le sort de l'indigène. Il termine en exposant les projets d'un ingénieur français qui, frappé du grand nombre de désastres maritimes,

pense à jalonner les routes de la mer les plus suivies, de bouées lumineuses, reliées entre elles par télégraphe qui, en cas d'accidents aux navires, pourraient recevoir les passagers en détresse.

On voit que M. Martel a voulu ne rien omettre de ce qui lui semblait tenir par un côté quelconque à son sujet. Mais, en matière coloniale, les changements ont été si fréquents en ces dernières années que les ouvrages doivent sans cesse être mis à jour, et les livres écrits à l'occasion de concours — comme celui-ci — dateraient promptement si ce n'était l'utilité des renseignements rétrospectifs qu'ils contiennent.

M. L.R.

Dialogues socialistes par EDOUARD BERTH, 1 vol. in-18°.

Paris, G. JACQUES et Cie 1901.

Quatre jeunes gens, un philosophe, un poète, un néo-chrétien et un socialiste, cherchent « avec angoisse un sens à la vie ; » et dans quatre dialogues, ils discutent le Socialisme et la Civilisation, la Religion, l'Art et la Femme. « Ils avaient reçu tous les quatre cette éducation classique, aujourd'hui tant décriée, qui donne surtout le tourment de la beauté et le goût, peut-être immodéré, des idées générales. » C'est là presque avertir que ces dialogues vont être verbeux, remplis de belles tirades dans lesquelles une foule de questions sont effleurées sans qu'aucune soit creusée. Et, en effet, c'est bien cela. Le socialiste surtout est d'une prolixité intarissable. Il a en partie son excuse dans ce fait qu'il est chargé d'endoctriner et de convertir les camarades ; mais il nous semble que des demandes brèves portant sur un seul ou du moins sur un petit nombre de points et suivies de réponses courtes et précises auraient mieux convenu au but proposé et à la forme adoptée.

Mais peut-être l'obscurité qui résulte de cette méthode de discussion est-elle voulue. En effet, s'il n'y avait sur le tapis qu'une question à la fois, il faudrait y répondre catégoriquement ; tandis que, s'il y en a plusieurs, on peut choisir, réfuter longuement les points faibles, glisser légèrement sur les autres. On peut même se donner l'apparence d'une grande impartialité, exposer les objections sans les atténuer. La plupart des lecteurs ne liront pas une vingtaine de pages pour voir si ces objections sont résolues, ils croiront, c'est plus vite fait : « Il a répondu ; » cela leur suffit.

Par exemple, le *philosophe* dit : Quelles garanties ai-je que la civilisation instaurée par le prolétariat victorieux sera supérieure à la civilisation bourgeoise ? Vous prétendez faire une révolution non seulement prolétarienne, mais encore humaine : comment ne pas en douter

quand on voit une grande partie d'entre vous — et non des moindres — être incapables de s'élever au-dessus d'un farouche et mesquin égoïsme de classe ? Vous établissez entre les classes des divisions si absolues, le monde prolétaire vous semble si différent du monde bourgeois, que vous finissez par méconnaître que l'humanité est un genre dont bourgeois et prolétaires ne sont après tout que des espèces, pouvant avoir par conséquent des sentiments communs et des aspirations communes.

Le socialiste emploie quinze pages pour répondre à cette question et à plusieurs autres. Il doit remporter la victoire : il a parlé plus longtemps que le philosophe. En réalité, il n'a fait, comme on dit, que tourner autour du pot. Il parle du matérialisme historique, d'après lequel « l'homme a besoin, pour agir fortement, de croire qu'avec lui collaborent de vastes puissances naturelles et sociales, qu'avec lui travaillent les énergies profondes de l'histoire elle-même, et qu'avec son effort conspire tout l'Univers. »

L'homme a besoin de croire ! Le socialisme est donc une religion ou une superstition : Que nous chante-t-il donc quand il se dit scientifique ? Qu'y aura-t-il de changé dans la société future, si la crédulité est à la base de l'édifice ?

Notre socialiste parle ensuite de créer l'unité humaine, ce qui n'est possible, dit-il, qu'en détruisant la division de la société humaine en classes, « et pour que les classes disparaissent, il faut que l'économie soit unifiée... » Et pour que l'économie soit unifiée, il faut que l'humanité soit unifiée. Pétition ! Cela est si vrai qu'un peu plus loin le socialiste se contente de demander « un parti solidement organisé, riche en forces intellectuelles, morales et matérielles, » pour transformer tout l'ordre social actuel. Mais un parti n'est qu'une partie et il s'agit de l'unité humaine.

Autre question posée par le philosophe : « Une organisation unitaire de la production ne sera-t-elle pas une organisation routinière ? Les économistes n'ont-ils pas démontré à satiété l'inaptitude économique de l'État ? »

Les économistes supposent, répond le socialiste, qu'il n'y a pas d'autre stimulant de l'activité technique et scientifique que l'amour du profit, le brutal mobile de l'intérêt personnel. « Oh ! cette nature humaine, elle n'a plus de secrets pour nos distingués économistes, ils en ont sondé les replis les plus cachés, les plus obscurs ; ils savent, de science certaine, pour avoir scruté les reins et les cœurs, que l'homme n'a jamais travaillé et ne travaillera jamais que pour le noble amour du lucre... Nous, nous avons l'audace de dépasser l'horizon borné de la civilisation bourgeoise, nous avons le front de croire qu'il y a dans

l'homme des puissances altruistes qui n'ont besoin pour se développer que d'être placées dans un milieu économique plus favorable. »

Pour ne pas contrarier notre socialiste, admettons que les économistes considèrent l'intérêt personnel comme l'unique mobile humain, et que c'est le socialisme qui a découvert l'altruisme. Il n'en restera pas moins vrai que l'intérêt personnel, — qui est bien en somme un stimulant et même le premier en ordre et le seul que l'on puisse soumettre au calcul, — n'aura plus de raison d'être dans le milieu économique créé par les socialistes.

Quant aux stimulants altruistes, ils n'auront ni but, ni objet, ni moyens de se développer. Tout étant, — le socialiste en convient — organisé, administré, l'entrée en jeu de ces stimulants serait un élément perturbateur. Voyez-vous, quand les organisateurs élus, les administrateurs élus, les statisticiens élus, auront fait leur œuvre, un simple particulier, sous prétexte d'altruisme, venir déranger leurs plans?

Le philosophe propose d'autres problèmes tels que la liberté, la responsabilité, l'autorité, et le socialiste y répond aussi victorieusement qu'aux précédents. Il est donc inutile d'aller plus loin. Disons seulement en terminant que le socialiste de M. Berth est adversaire de la politique coloniale, partisan de la concurrence, non telle que la pratiquent et la font pratiquer les gouvernants, mais telle que la préconisent les économistes, la concurrence libre; il est aussi partisan du libre échange. Mieux vaut tard que jamais. Nous souhaitons que ce nouveau socialisme fasse des disciples. Il est question en ce moment de créer une ligue internationale libre-échangiste; nous ne pourrions que nous réjouir d'y voir entrer les socialistes en grand nombre.

H. BOUET.

SUPERSTITIONS POLITIQUES ET PHÉNOMÈNES SOCIAUX, par HENRI DAGAN, 1 vol. in-18. Paris, P. V. Stock, 1901.

Ce livre a un double objet : 1° Reviser quelques unes des idées politiques ou sociales qui font le sujet *apparent* des controverses et des querelles politiques; 2° examiner les phénomènes sociaux les plus importants de notre époque au point de vue « des causes, des effets et des conséquences. »

Traitant du premier de ces objets, l'auteur ne ménage pas ses confrères : Ils ne cessent pas, dit-il, d'abstraire et de divaguer sur des entités. Cela est plus commode que d'observer directement les choses et de suivre pas à pas la nature et les phénomènes... Aucun

n'aborde l'histoire par des méthodes scientifiques ; aucun non plus ne se penche vers les hommes avec une curiosité sympathique... Le monde est infesté d'idéologues, qui sèment partout la confusion. Chacun érige en système sa propre folie. De là ce chaos de sociologies, d'éthiques et d'esthétiques où les meilleurs esprits ont de la peine à se reconnaître.

M. Dagan va sans doute prononcer ce *fiat lux*, et du chaos va sortir un monde nouveau rempli de lumière et de logique ? Non. Il le promet bien par-ci par-là ; mais le fin mot de sa critique est celui-ci : « je n'apporte ni programme politique, ni recette sociale. Outre que cela me paraît trop facile, j'estime qu'il y a assez de bons citoyens chargés de ce soin. »

Toutefois, ce doit être par modestie que M. Dagan parle ainsi, car il donne quelquefois comme en se jouant, — c'est si facile ! — la solution de problèmes ardues que n'ont pu résoudre « les idéologues qui sèment partout la confusion. » C'est ainsi qu'il nous apprend que « être libre, c'est être affranchi du travail », et que la puissance qui confère la liberté est « la richesse — ou ce qui en tient lieu (pouvoir politique, influences, crédit, etc.) Richesse c'est liberté, pauvreté c'est esclavage — La liberté moderne comme la liberté antique se fonde sur un esclavage... Athènes fut grande parce qu'elle était une démocratie de 20.000 citoyens servis par 400.000 esclaves. »

On voit que tout cela est très profond. M. Dagan, qui reproche aux autres de se plonger dans les abstractions et de divaguer sur des entités, aurait bien dû dire ce qu'il entend par le mot *travail*. Si c'est le travail forcé, nous sommes d'accord, il est négatif de liberté ; mais le travail volontaire est au contraire condition essentielle de la liberté et même de la vie. M. Dagan voudrait peindre la liberté « oisive ». Autant vaudrait n'exister pas.

M. Dagan nie la justice en paroles ; mais il s'élève en même temps contre « ces êtres distingués qui veulent tricher au nom du salut public ». Pour tricher à un jeu, il faut évidemment qu'il y ait certaines règles préétablies. La tricherie suppose le jeu franc et « juste ».

La justice primitive, dit encore M. Dagan, était « force et contrainte employées par les classes riches pour gouverner les classes pauvres ». Voilà une assertion abstraite. Pour lui donner quelque consistance, il faudrait expliquer comment certaines classes ont pu devenir riches et d'autres pauvres. L'auteur cite parfois Machiavel, Montaigne, Pascal ; s'il avait lu La Boétie, l'ami de Montaigne, il aurait vu que la servitude et par conséquent la pauvreté sont volontaires, et qu'il n'y a pas lieu de dire que ce sont les hommes puissants, — le très petit nombre — qui courbent tous les autres sous le joug du travail.

Après avoir revisé, ainsi qu'on vient de le voir, les superstitions politiques, M. Dagan passe à l'examen de quelques phénomènes sociaux afin « d'éclairer ses lecteurs à la lumière des faits ». Les phénomènes qu'il analyse sont : la question agraire, la dépopulation, l'alcoolisme, les grèves et le chômage.

Les solutions protectionniste et socialiste de la question agraire sont bien réfutées : — la critique est si aisée ! — Mais la solution proposée n'est pas plus rationnelle, ou plutôt il n'en est pas proposé. Il y a sans doute assez de bons citoyens chargés de ce soin.

L'auteur constate que la valeur brute de la production agricole augmente beaucoup plus vite que la population, et il attribue l'émigration des paysans vers les villes à ce que la difficulté de vivre s'accroît. Le prolétariat des champs « émigre naturellement vers les grandes cités industrielles, attiré, dit-on, par le mirage de luxe, en réalité poussé par la nécessité ». Quelle *nécessité* ? Evidemment ce n'est pas celle des choses nécessaires à la vie, puisque la production agricole en est la seule source, et cette production est surabondante. C'est donc bien le mirage du luxe qui attire les paysans vers les villes. D'où vient que le séjour des villes est ou paraît plus agréable que celui des champs ? Voilà un phénomène social dont M. Dagan n'a pas parlé et que nous l'engageons à examiner à la première occasion.

Nous ne dirons rien des autres phénomènes sociaux étudiés par M. Dagan, si ce n'est que l'auteur tombe ordinairement dans le défaut qu'il reproche aux autres : de prendre les effets pour les causes. C'est ainsi, par exemple, que, pour lui, l'alcoolisme prend sa source dans l'insuffisance de l'alimentation, comme si l'alcool ne coûtait pas plus cher que les aliments, comme si la production agricole était insuffisante et n'augmentait pas plus vite que la population.

M. Dagan doit être jeune. Les jeunes sont ordinairement présomptueux ; ils se figurent volontiers que leurs prédécesseurs n'ont rien dit et rien fait de bien et qu'ils vont, eux, renverser tous les obstacles, trouver la solution de tous les problèmes. Les jeunes sont aussi, surtout de nos jours, plus empressés d'écrire que de penser. C'est dommage, car ils ont souvent de l'esprit, et ils pourraient, avec du temps et du travail, en faire un meilleur usage. Malheureusement, ils sont convaincus que le travail c'est l'esclavage, et ils ne veulent pas travailler ; ils croient, d'autre part, que richesse c'est liberté et pauvreté esclavage. Et ils veulent sans doute tâcher de s'enrichir.

H. BOUET.

POLITICAL NATIVISM IN NEW-YORK STATE (*Le nativisme politique dans l'Etat de New-York*), par LOUIS DOW SCISCO, 1 vol. in-8°. Columbia University Press, New-York, 1901.

Les Américains ont donné le nom de *nativisme* au mouvement qui s'est manifesté dans la première moitié du siècle et qui a continué jusque vers 1860, des américains natifs contre les étrangers qui venaient s'établir parmi eux.

Cette hostilité s'expliquait par plusieurs raisons : Les immigrants, irlandais pour la plupart, étaient catholiques, ils étaient imbus de l'esprit de clan, leur standard de vie était inférieur à celui des Américains. Ceux-ci leur reprochaient de dépendre, par leur religion, d'une autorité étrangère et de ne pas donner à leur administration religieuse la même publicité que donnaient à la leur les protestants. Comme Irlandais, ils se massaient en certaines rues, faisant corps à part et conservaient leurs us et coutumes ; enfin comme pauvres, ils exerçaient une influence dépressive sur les salaires et défavorable dans les élections. En conséquence, on consentait bien à leur accorder les droits civils, mais on leur contestait les droits politiques.

Ce fut vers 1834 que Samuel F. B. Morse, dans ses *Letters of Brutus* donna corps au mouvement nativiste, qui se proposait de réserver les droits politiques aux natifs américains et de ne les accorder aux étrangers qu'au bout de vingt-un ans de stage, après qu'ils auraient oublié leurs intérêts nationaux, rejeté leurs anciens us et coutumes et qu'enfin ils se seraient *américanisés*.

L'immigration étrangère avait déjà une certaine importance : En 1815 l'évêque catholique de New-York estimait à 13.000 le nombre des âmes de son diocèse, dont 11.000 venaient de l'Irlande. En 1826, un autre évêque comptait 25.000 fidèles à New-York même, et 150.000 dans tout le diocèse.

Des sociétés publiques et secrètes se fondèrent ; les femmes mêmes ne restèrent pas étrangères au mouvement. Les *United Daughters of America* étaient une société patriotique de femmes qui fut organisée en New-York city le 27 novembre 1845. Ces associations avaient pour but l'aide et l'assistance mutuelle de leurs membres, mais surtout l'opposition à l'influence étrangère dans les institutions et le gouvernement.

Cependant le courant migrateur fut plus fort que le courant nativiste, aussi ce mouvement s'éteignit-il vers 1860. L'auteur est d'avis qu'il avait fait œuvre utile en provoquant un examen plus approfondi des institutions américaines et en préparant la solution des problèmes qui

chacune à sa tête un des membres de la famille. Il y a des écoles pour les enfants de tous les âges : un internat pour les enfants de 2 à 10 ans, une école primaire et un internat pour les enfants de 10 à 14 ans; deux écoles agronomiques, l'une pour les jeunes gens, l'autre pour les jeunes filles, tous internes, où les jeunes gens de l'âge de 14 à 21 ans viennent compléter leur instruction.

A l'Ecole Agronomique des jeunes gens, le cours est de cinq ans: deux classes préparatoires et trois spéciales. Dans les classes préparatoires on étudie la religion, la langue et la littérature russes, l'arithmétique, la géométrie, la physique, la chimie, l'histoire, la géographie et le chant. Dans les classes spéciales on apprend l'agronomie, l'élevage du bétail, l'art vétérinaire, l'horticulture, etc. Les élèves exécutent eux-mêmes tous les travaux dans leurs champs, leurs basses-cours et leurs étables; ils délibèrent le soir sur les travaux à exécuter le lendemain et tiennent la comptabilité. Ils travaillent aussi aux usines et apprennent la menuiserie, la serrurerie, la forge, etc.

A l'Ecole agronomique des jeunes filles, on étudie l'hygiène, la laiterie et la coupe. Les élèves font tous les travaux de femmes dans les champs; elles s'occupent de la vacherie, de la basse-cour, du potager, de la laiterie, de la cuisine et de la buanderie. Elles apprennent à confectionner les vêtements de femmes et d'hommes, à tisser des étoffes, des sangles, des rênes.

L'éducation est complètement gratuite. Tous les élèves sont logés, habillés et nourris aux frais de la famille Népluyeff. Après avoir terminé leurs études, ils sont libres d'entrer dans la *Confrérie ouvrière* ou d'aller chercher du travail ailleurs. Ceux qui veulent devenir *confrères* commencent par faire un stage d'un an. A la fin de cette année, s'ils persistent à vouloir se consacrer définitivement à l'œuvre, ils demandent à être reçus et la *Douma* (assemblée générale) décide.

Le revenu net des travaux exécutés par la Confrérie se partage à la fin de l'année en deux parties inégales : 20 p. 100 sont destinés à former le capital de réserve et un capital destiné à acheter des terres dans le but de former d'autres confréries ouvrières; 80 p. 100 sont partagés en parts égales entre tous les membres actifs de la Confrérie et deviennent leur propriété personnelle. Les malades, les veuves et les orphelins des membres de la Confrérie sont entretenus aux frais de l'Association.

Nous donnons ce résumé de l'organisation de la confrérie ouvrière et de ses écoles afin que les réformateurs scolaires et sociaux puissent s'en inspirer, s'il y a lieu. Toutefois nous devons les prévenir qu'avec 22.000 arpents de terres, beaucoup d'argent et un peuple dressé de longue main à la foi, à la soumission, à l'obéissance, dont le standard

M. Albert Métin considère comme un signe de civilisation supérieure que l'ouvrier australasien imite le bourgeois en toutes choses, veuille être logé et vêtu comme lui. « Le développement du bien-être est-il accompagné d'un progrès moral intellectuel ? Oui, sans aucun doute, et si la marche en avant, pour la classe ouvrière, consiste à se mettre exactement au niveau de la bourgeoisie, le travailleur d'Australasie s'est élevé aussi haut que possible ; il s'est, en effet, placé dans la catégorie des personnes convenables, du *respectable people*, et s'est assuré le prestige de la tenue, si utile partout, mais plus puissant dans les pays anglais que dans le reste de l'univers. L'ouvrier australasien est devenu un *gentleman*, un *mon-sieur*. »

Sans contester quelques avantages des mœurs et coutumes des bourgeois, il nous semble qu'il ne faut pas les considérer comme un idéal de perfection. Quand on voit à côté de cette *gentlemanie*, la diminution générale et continue du nombre des naissances, dans un pays neuf, il est permis de rêver un idéal de vie qui sacrifie moins au superflu et qui ordonne plus sagement la satisfaction des divers besoins.

« Le nombre des naissances, depuis vingt ans, baisse chaque année et partout d'une manière continue ».

Les lois ouvrières et les lois protectionnistes sont certainement les principales causes de la dépopulation australasienne. Il résulte de ces lois que les choses nécessaires à la vie sont jusqu'à ce jour, à bon marché ; mais que le superflu — chose si nécessaire — est très cher. Pour se procurer ce superflu, on se prive de femme ou d'enfants. Les lois ouvrières, dit M. Métin « n'ont pu jusqu'ici supprimer ni le chômage ni la misère, ni la prostitution dans les grandes villes où les conditions sont les mêmes qu'en Europe. » On pourrait peut-être aller plus loin et dire que ces lois loin de supprimer, ont créé le chômage, la misère, la prostitution. Au surplus, c'est ce que l'avenir nous apprendra ; car l'expérience de la législation sociale a été de trop courte durée pour qu'on puisse se prononcer au nom de cette expérience, pour ou contre ce genre de législation. Pour le moment la plus grande réserve est la meilleure politique.

H. BOULT.

EL LIBRE PENSIAMENTO (*La libre Pensée*) journal hebdomadaire, organe de la Ligne des Libres Penseurs du Pérou, consacré à la défense et à la propagande des idées libérales.

Nous avons déjà parlé, il y a quelque temps, de la *Libre Pensée* du Pérou, qui se publie à Lima, et nous avons dit que ce journal combat-

tait avec ardeur le cléricalisme. Il faut convenir que ce n'est pas sans quelques bonnes raisons.

Parmi les méfaits que la *Libre Pensée* relève, toutes les semaines, contre les prêtres et surtout les moines, en voici un qui ne manque pas d'... étrangeté pour l'époque où nous sommes.

Il s'agit d'un curé qui a fait flageller une femme en place publique, au son de la musique. La raison de ce traitement est que cette femme entretenait des relations illicites avec un Indien marié, ainsi qu'elle l'avait révélé audit prêtre en confession.

Et le secret de la confession, que devient-il donc au Pérou?

Le même curé a fait subir un châtiment semblable à un pauvre ouvrier et à son fils, sous prétexte de concubinat chez l'un et de non fréquentation des sacrements par l'autre.

Il paraît que ce ministre du Seigneur exorcisa les télégraphes lorsqu'on inaugura le service télégraphique, parce qu'il les considérait comme une invention du diable.

L'autorité civile ne réagit que peu ou point contre ces abus de la puissance ecclésiastique.

La *Libre pensée* fait des vœux pour que les congrégations expulsées de France n'aillent pas s'établir au Pérou et demande, comme remède au cléricalisme, le libre exercice de tous les cultes.

C'est, je crois, la meilleure des solutions. Les divers cultes se contrôleront réciproquement beaucoup mieux que ne pourront et ne voudront le faire les autorités civiles.

Dans un autre article, *Le Congrès et le libéralisme*, la *Libre Pensée* constate que le Pérou, comme la marmotte, reste stationnaire et sourd à toutes les cloches du progrès, et il indique quelles sont les réformes les plus urgentes à introduire dans la législation péruvienne. La première relève encore de l'Eglise. Les mariages catholiques sont toujours les seuls là-bas à être reconnus comme valables. Les unions entre une personne catholique et une autre appartenant à un culte différent sont irrégulières. Il résulte de là que les immigrants sont rares au Pérou et que le pays ne se développe pas comme il le pourrait et le devrait.

Pour qu'il se développe, dit la *Libre Pensée*, il faut que tous les fils de l'humanité puissent vivre sur son territoire. « L'Etat n'a pas à voir si les individus pensent ou non comme les autorités ecclésiastiques, pour leur accorder la consécration légale des droits qui naissent des unions civiles. »

Si les gens sont bons catholiques au Pérou, il paraît que cela ne les empêche pas d'être très adonnés au jeu et qu'il se passe dans les maisons de jeux des choses un peu abracadabrantes. On ne dit pas si les joueurs font des neuvaines et brûlent des cierges à la Madone pour

El Tiempo ; et le considère comme une utopie. L'Argentine, dit-il, se juge supérieure au Chili. Le Chili se croit meilleur que toutes les autres républiques ensemble. Le Brésil, à cause de la grande étendue de son territoire, s' imagine être une grande puissance, et ainsi des autres.

Au lieu de créer une fédération des gouvernements, conclut M. Pardo, il vaudrait mieux organiser une fédération des ouvriers, qui donnerait à l'univers le brillant et magnifique spectacle d'un peuple pur et fort, capable de repousser les invasions étrangères avec les armes du travail.

Voici un article qui vient tout à fait à son heure dans l'état où se trouve actuellement la Colombie. Il traite des conséquences économiques des guerres dans les temps présents. L'auteur, qui signe *Economo*, résume les idées et les faits exposés par M. Jean de Bloch dans son important ouvrage : *La Guerre*. Nos lecteurs sont trop au courant de cette question pour qu'il y ait lieu de résumer l'article d'*Economo*.

En outre des articles politiques, dont nous ne parlons pas, car, en Sud-Amérique comme en Europe, la politique, c'est la bouteille à l'encre ou, plus exactement peut-être, la mare aux grenouilles, quand on l'agite, on la trouble, et voilà tout. En outre de ces articles, dis-je, *El Tiempo* donne, dans chaque numéro, une *chronique scientifique* qui est faite avec beaucoup de soin, de compétence et de clarté et qui est très propre à tenir les Colombiens au courant du mouvement scientifique universel.

ROUXEL.

LA FRANCE AU MILIEU DU XVII^e SIÈCLE (1648-1661) d'après la correspondance de Guy Patin, extraits publiés par ARMAND BRETTE et précédés d'une introduction, par EDMÉ CHAMPION. 1 vol. 18. Paris, Armand Colin, 1901.

Celui qui regarde jouer voit mieux le jeu que celui qui joue. Si ce proverbe est vrai, Guy Patin, qui a suivi de près la politique de son temps, sans y prendre une part active, a dû bien juger les événements et il est intéressant de voir ce qu'il en a dit. M. Brette a donc été bien inspiré en faisant un choix des lettres de Guy Patin qui se rapportent aux événements et aux personnages historiques et en les plaçant par ordre chronologique. Il nous présente ainsi, non pas un tableau complet, — car Guy Patin n'a pas tout vu, tout su, tout dit, et même ce qu'il a dit n'est pas toujours très clair pour ceux qui ne connaîtraient pas d'avance l'histoire de cette époque, — mais une précieuse esquisse, prise sur le vif, au jour le jour...

M. Edmé Champion a-t-il été aussi bien inspiré dans l'introduction

Il aurait pu obtenir, en tout cas, acheter une charge à la cour. Il a toujours eu, je ne dis pas assez de désintéressement, mais assez de bon sens pour n'en pas vouloir. C'est bien sincèrement qu'il plaint les médecins du roi, des princes et des princesses, qui paient chèrement leurs titres et n'en retirent que des désagréments.

« Les grandes dignités, dit-il, sont des charges, des menottes et des entraves qui nous ôtent notre liberté et nous rendent esclaves de tout le monde... Je me tiens plus heureux céans avec mes livres et un peu de loisir, que n'est Mazarin avec tous ses écus et ses inquiétudes. Tant que j'aurai du pain et de l'eau, je serai prêt à rivaliser, pour le bonheur, avec Jupiter lui-même, mais il faut de la santé ensuite, un peu de loisir pour étudier ou pour méditer la patience de Dieu sur les péchés des hommes, et considérer le trictrac du monde d'aujourd'hui qui est autant fou que jamais. »

M. Champion trouve que Guy Patin ne loue pas la Fronde. Il est vrai qu'il n'a pas pour elle un culte exagéré et qu'il la considère non comme un but, mais comme un moyen d'arriver à la paix, — que les hommes de guerre empêchaient, la guerre étant leur gagne-pain, — et à la réduction des impôts. Il dit que les frondeurs sont les plus honnêtes gens que nous ayons aujourd'hui. « Je prie Dieu, ajoute-t-il, qu'il donne de la force et de la constance à ce parti, qui est le vrai ennemi de la tyrannie. »

On voit que Guy Patin ne se borne pas à blâmer et à se lamenter. Pour savoir s'il a raison ou non quand il gémit sur le sort de la misérable France, il s'agit de voir si le peuple était réellement taillé à merci par Mazarin et sa bande. Or, M. Champion en convient lui-même. « Tout ce que Guy Patin raconte des juges, marchands de leurs offices, qui n'ont étudié que juste assez pour les acheter et les revendre, des abus qui déshonorent le Palais et auxquels le premier président s'afflige de ne pouvoir remédier, des universités qui vendent le bonnet de docteur, des soldats qui pillent et tuent jusqu'aux portes de Paris, des ruines causées au royaume par les voyages du roi, des impôts écrasants et de la misère publique, se trouve confirmé ailleurs par des témoignages irrécusables ». Donc, Guy Patin n'avait pas tort de dire : « Tout se prend, tout se vend ou se maquignonne ».

ROUXEL.

PROBLEMI ADIERNI FONDAMENTALI DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE (Problèmes modernes fondamentaux de l'économie et des finances) par M. G. PIERSON. Traduction du hollandais par le Dr Erasmo Malagoli, 1 vol. in-8°, Torino-Roma, Roux e Viarengo. 1901.

Ce livre n'est pas un traité systématique des diverses théories économiques ; l'auteur s'est seulement proposé de vérifier et d'éclaircir les notions fondamentales en faisant l'application des principes aux questions contemporaines les plus pratiques et les plus urgentes. Ces questions sont : le protectionnisme, le paupérisme et ses remèdes, la monnaie, les banques, les crises commerciales, les impôts et les emprunts. M. Pierson, successivement banquier, ministre des Finances, professeur d'économie politique à l'Université d'Amsterdam, réunit toutes les qualités requises pour aborder de pareils sujets et il les a traités avec beaucoup de clarté et de précision, en s'appuyant sur les faits, et sur les chiffres autant qu'il fallait pour éclairer les lecteurs et pas assez pour les ennuyer. M. Malagoli ajoute à chacun de ces grands problèmes un appendice où il expose l'état dans lequel se trouve leur solution en Italie.

La première question traitée : *le protectionnisme* est peut-être la plus urgente et celle qui va sans doute reprendre avant peu le haut du pavé ; il est donc intéressant de voir quelle est l'opinion sur cette matière d'un homme d'Etat aussi autorisé que M. Pierson ; nous allons tâcher de la résumer.

Pour M. Pierson, la liberté du commerce est toujours bonne, même sans réciprocité. Si l'étranger, dit-il, frappe nos produits fortement, nous ne mitigeons pas le mal, mais, au contraire, nous l'augmentons en frappant de notre côté les produits étrangers. On nous vante la protection parce qu'elle fait éclore ou croître certaines industries ; mais elle n'élève les unes qu'en abaissant les autres, ce n'est qu'un simple déplacement d'hommes et de capitaux et toujours avec pertes. D'autre part, l'article protégé devient cher au détriment des consommateurs et aussi des producteurs pour lesquels ce produit est une matière première.

M. Pierson donne à l'appui de ces assertions des exemples probants qu'il emprunte à son pays et aussi à d'autres. Il montre que les obstacles au commerce international opèrent de la même façon qu'une augmentation des frais de transport. Il observe que, si la protection est utile d'Etat à Etat, elle doit l'être aussi de province à province, d'individu à individu, ce qui prouve combien, malgré son apparence, elle est antisociale.

La protection à l'agriculture, à la sucrerie, à la marine marchande,

intellectuelles ne se développeraient pas plus que celles des autres animaux, c'est-à-dire en proportion de ses besoins animaux. La pensée ne naît et ne se développe que par le contact, par le choc avec d'autres pensées ; sans cela, elle resterait à l'état latent, comme le feu dans le silex.

Il est donc, douteux, *a priori*, que la *psychologie économique* de M. Tarde nous fournisse quelque chose de nouveau, ou, si elle contient du nouveau, ce sera du faux. Pour s'en assurer, il suffit de considérer comment l'auteur fait sortir l'économie politique de son isolement.

M. Tarde commence par critiquer la classification économique : production, circulation, répartition, consommation. Il coupe d'abord deux branches de cet arbre : la circulation et la consommation ; puis une troisième : la répartition ; quant à la quatrième, il se contente de la débaptiser et donne à la production le nom de *répétition économique*.

Répétition, voilà une des personnes de la trinité economico-psychologique ; les deux autres sont *opposition* et *adaptation*. Les lecteurs habituels des ouvrages de M. Tarde trouvent là de vieilles connaissances. Le cours de 1900-1901 et les deux volumes ici présents sont consacrés au développement du système psychologico-économique du professeur. Livre premier : *La répétition économique* ; livre second : *L'opposition économique* ; livre troisième : *L'adaptation économique* ; le tout est précédé d'une *partie préliminaire* où sont critiqués les autres systèmes économiques et exposés les principes inter-psychologiques.

J'ai donné à entendre que l'inter-psychologie qui tait la base du système économique de M. Tarde ne pouvait pas nous donner grand-chose de nouveau. Il ne faut pas conclure de là que les deux volumes de la *psychologie économique*, formant plus de 300 pages, ne présentent aucun intérêt. On y trouve, au contraire, une foule d'idées de second ordre aussi curieuses qu'instructives. M. Tarde est un excellent analyste ; il a le génie du détail. Son tort est de vouloir faire de la synthèse, ce qui ne me paraît pas dans ces aptitudes.

Il résulte de là que, pour soutenir son système, il tombe inconsciemment dans des erreurs qui feraient douter de son intelligence et de son savoir si étendu, à ceux qui n'en seraient pas convaincus d'avance. C'est ainsi que, pour soutenir que les architectes de l'économie politique ont négligé la psychologie, il engage une longue querelle d'Allemand contre A. Smith, qui a eu, selon lui, le tort de ne pas mêler la *Théorie des sentiments moraux* à la *Richesse des nations*, comme c'était nier ou méconnaître la morale que de ne pas en parler à tout propos, comme si c'était faire profession d'athéisme que de ne pas adresser une invocation à Dieu à la fin de chaque chapitre, comme faisaient beaucoup de vieux auteurs.

est presque le seul économiste qui trouve grâce devant l'ardeur. Marx a fait de l'inter-psychologie une fois, « en passant ». Son message mérite sans doute d'être transmis à la postérité, la voici : « Le même, dit Marx (p. 141) que la force d'attaque d'un escadron de cavalerie ou la force de résistance d'un régiment d'infanterie diffère essentiellement de la somme des forces individuelles déployées isolément par chacun des cavaliers ou fantassins, de même la somme des forces mécaniques d'ouvriers isolés diffère de la force mécanique qui se développe dès qu'ils fonctionnent conjointement et simultanément dans une même opération indéfinie ».

Nous souvenez-vous la fable du bonhomme qui réunit ses enfants, casse les baguettes, les casse, les réunit, en faisceaux et ne peut plus rompre. Sans le savoir, il faisait de l'inter-psychologie, ce bonhomme-là, de la même façon que Marx et que nous tous. Quand je disais que l'inter-psychologie n'était pas autre chose que la psychologie et qu'elle ne pouvait donner rien plus, si ce n'est de présenter des truismes aussi vieux que le monde comme de grandes et profondes vérités tout récemment découvertes.

ROUX.

LA LIBERTA DEL PANE. (*Pour la liberté du pain*), par ED. GIRETTI, 1 vol. 8°. Turino-Roma. Roux e Viarengo, 1901.

Les socialistes italiens ont engagé une bataille pour l'abolition du droit de douane sur le froment. M. Giretti veut que les libéristes ne soient pas en arrière et qu'ils s'unissent aux socialistes pour cette campagne. Sur la *plate-forme* bien déterminée de la seule et simple abolition de l'inique et subversif impôt sur le pain, l'accord doit être fait entre les socialistes, les libéraux constitutionnels et même un nombre de conservateurs intelligents, qui comprennent combien imprudent et impolitique de laisser subsister plus longtemps le droit d'entrée sur les grains, et d'exposer ainsi le pays à de nouveaux troubles provoqués par un renchérissement possible du pain. C'est là la forme la plus urgente à obtenir en Italie.

Pour y arriver, il faut trouver le moyen d'agir à temps et fortement sur les pouvoirs publics, il faut organiser une grande agitation. Les faits, dit M. Giretti, qui sont nos maîtres en fait de grandes agitations populaires, nous enseignent que, pour réussir, ces agitations doivent avoir pour objet une seule réforme à la fois, et que l'action de propagande doit porter sur un point nettement déterminé sur lequel il soit

nant qu'il y règne des équivoques, alors qu'on en rencontre tant dans des sciences plus simples et plus anciennes. Il n'en faut pas moins combattre ces équivoques et tâcher d'introduire la lumière dans les ténèbres. C'est ce que se propose de faire M. Setti. Dans ce premier opuscule sur ce sujet il attaque l'équivoque fondamentale, sur la nature organique de la société. L'équivoque fondamentale consiste en ce que les sociologues, qui ont voulu baser leur science sur la biologie, l'ont fondée sur des caractères secondaires et non sur les principaux ; ils ont cherché les analogies qui existent entre la société, considérée comme un organisme, et les autres organismes. Or, ce n'est pas sur des analogies physiologiques que la sociologie peut être basée, mais sur les homologues morphologiques.

Il s'agit donc de substituer la méthode morphologique à la méthode physiologique. Analogie veut dire, pour les naturalistes, *ressemblance de fonctions* ; homologie signifie *identité de dérivation*. Tous les sociologues, dit M. Setti — du moins le plus grand nombre — ont cru que confronter voulait dire simplement rechercher les analogies, et n'ont pensé aucunement aux homologues, dont l'importance est beaucoup plus grande.

Nous ne pouvons exposer ici les homologues découvertes par M. Setti entre la société et l'animalité ; nous dirons seulement que l'auteur établit que la société est bien un véritable organisme ; « la société est, pour ainsi dire une espèce du genre organisme, ou pour être plus exact, un type de la série sociale des individualités organiques. »

Notons en passant que M. Setti ne confond pas la société avec l'Etat. La société est un organisme naturel, tandis que l'Etat n'est qu'une institution « purement artificielle, quand elle n'est pas aussi artificieuse. »

De ce que les homologues doivent former les fondements de la sociologie, il ne s'en suit pas qu'il faille négliger les analogies physiologiques ; il faut seulement placer celles-ci au second rang et se limiter aux analogies les plus générales, comme on fait, par exemple, dans la comparaison des animaux et des plantes. Mais les analogies générales ne manquent pas ; beaucoup sont parallèles aux homologues et servent ainsi à les renforcer.

Conclusion : « La sociologie biologique fondée sur les homologues est la vraie science sociale, qui a devant elle le plus glorieux avenir. » Les idées de M. Setti sont suggestives ; nous verrons avec plaisir la réfutation des autres équivoques de la sociologie dans la seconde partie.

ROUXEL.

CONVENTION FRANCO-BELGE CONCLUE LE 5 JUILLET 1899 ET APPROUVÉE EN FRANCE PAR LA LOI DU 5 JUILLET (1900) SUR LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE ET SUR L'AUTORITÉ ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES AUTRES ACTES AUTHENTIQUES. par C. RENARD, vol. in-8° Paris. L. Larose. 1900.

Le droit international n'est encore que dans l'enfance, mais la convention franco-belge lui a fait faire un grand pas en avant. Elle met un terme à des conflits qui surgissaient fréquemment entre les deux peuples voisins, malgré leurs constantes relations commerciales et l'analogie de leurs lois. Elle consacre ce principe de droit international déjà reconnu par plusieurs nations européennes que, dans les procès civils et commerciaux, la nationalité des parties doit rester sans influence sur la compétence du juge. Elle décide que les jugements rendus dans l'un des deux Etats pourront être mis à exécution dans l'autre après une sentence d'*exequatur*, sans que les magistrats appelés à rendre cette sentence aient à examiner le fond du litige. Elle permet d'espérer qu'un accord pourra s'établir prochainement sur les mêmes bases entre la France et les divers Etats qui l'entourent. Elle est enfin un des textes les plus complets et les plus précis du droit international privé.

Il importe donc que les intéressés connaissent cette convention dans son ensemble et dans ses détails et qu'ils sachent la manière de s'en servir. Le livre de M. C. Renard répond à ce besoin. Dans une première partie, l'auteur reproduit le texte de la Convention. Une deuxième partie est consacrée aux commentaires et est divisée en trois titres : titre premier : *généralités* ; titre deuxième : *de la compétence* ; titre troisième : *de l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques*. Le tout est précédé d'une lettre-préface de M. Albert Gigot.

Un pareil travail ne se prête guère à l'analyse et doit être lu entièrement par des personnes qui ont des rapports civils et commerciaux avec les étrangers et spécialement avec les Belges. Nous nous bornons donc à le signaler à leur attention et à reproduire quelques-unes des conclusions qu'en tire l'auteur.

La Convention franco-belge, dit M. Renard, place les Français en Belgique et les Belges en France sur un pied d'égalité parfaite en ce qui touche les importantes questions de droit qu'elle résout. La nationalité des parties n'est plus, en ce qui concerne les litiges pendants entre Français et Belges, prise en considération pour déterminer la compétence : elle n'est plus un motif suffisant pour détourner les plaideurs de leur juge naturel. On écarte les jurisprudences variables

et les sous-systèmes du système de la révision, sans parler de l'ordonnance de 1629 quelquefois appliquée.

M. Renard espère que cette Convention sera accueillie favorablement en Belgique comme en France, surtout par les industriels et les commerçants. » Et par les nationalistes ?

ROUXEL.

Réclamation. — M. Jean Perroud, auteur d'un *Essai sur le billet de Banque*, dont il a été rendu compte dans notre dernier numéro, nous adresse les observations suivantes qu'il nous prie et « au besoin nous requiert » de publier par application de la loi du 29 juillet 1881, art. 13. » *Dura lex, sed lex.*

M. Pons me reproche d'avoir soutenu que le porteur d'un billet de banque tiré sur les presses de la Banque, mais volé avant l'émission, n'a aucune action contre cette banque. Il reconnaît ne rien comprendre à une argumentation juridique ; je le regrette pour lui ; mais alors pourquoi essayer de la réfuter ? Et quelle singulière méprise ! « N'est-ce pas à la Banque, dit-il, à ne pas se laisser voler ! ». Si M. Pons avait bien voulu prendre la peine de lire le passage qu'il voulait critiquer, il aurait vu (n° 40, page 39) que j'avais pris soin précisément d'écarter complètement l'hypothèse où une faute quelconque à raison du vol pouvait être imputée à la Banque ou à un de ses agents. Les observations, très justes en elles-mêmes de M. Pons, portent donc à côté.

D'ailleurs, ne serait-il pas étrange (M. Pons voudra bien remarquer que je ne dis pas *absurde* : je lui laisse ces épithètes qui me semblent dépasser la mesure) que la Banque fût tenue de payer un billet qu'elle n'a pas émis, en échange duquel elle n'a rien reçu ?

Enfin, sur cette première question, si l'opinion que j'ai présentée n'a pas été favorisée de l'adhésion de M. Pons, j'ai la satisfaction de lui apprendre qu'elle n'est pas aussi inédite qu'il semble se le figurer. Il la trouvera indiquée dans un ouvrage de M. Thaller, professeur à la Faculté de Paris ¹.

Est-il illogique, en second lieu, si l'on repousse le système de la banque d'Etat, de conclure en faveur de la banque privée unique ? Ce serait vrai si le seul point de vue à considérer était l'indépendance de la Banque vis-à-vis de l'Etat. Mais c'est pour toutes autres raisons que la banque privée unique m'a paru supérieure aux banques multiples,

¹ Thaller. Examen juridique du privilège d'émission de la Banque de France et du billet de Banque. Paris, 1875, pages 116 et 117.

raisons que j'ai développées p. 104-107, et auxquelles je renvoie
sympathique contradicteur.

Enfin ma conclusion, à savoir que le billet de banque pour
un instrument de crédit, a paru étonner M. Pons. C'est cependant
idée banale à force d'être évidente. Il m'objecte l'exemple
espagnol. Je lui répondrai que, de son propre aveu, l'Espagne
trop largement des émissions, et qu'il faut distinguer entre
l'usage normal d'un instrument et ses abus.

J. PONS

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Le succès de la conférence des sucres. — Les droits compensateurs au *Cobden club*. — Le centenaire de Victor Hugo. — Un hommage rendu à M. Frédéric Passy. — Le protectionnisme et la surproduction. — La cause des émeutes de Barcelone. — Le nouveau projet de tarif suisse. — Les effets de la protection du travail blanc contre le travail jaune aux Etats-Unis. — Le programme socialiste voté par le Congrès de Tours.

La Conférence réunie à Bruxelles pour examiner et résoudre en commun la question des sucres a heureusement abouti. On trouvera au *Bulletin* le texte complet de la convention qu'elle a votée. En vertu de cette convention, qui sera mise en vigueur le 1^{er} septembre 1903, les primes directes et indirectes sont abolies, et les cartels sont rendus à peu près inoffensifs par l'abaissement des surtaxes au taux relativement modéré de 6 francs. L'Angleterre a assuré le succès de la Conférence en établissant un droit compensateur sur les sucres primés, et on doit lui savoir gré du sacrifice particulier qu'elle s'est imposé de ce chef, dans l'intérêt général de la cause de la liberté commerciale.

Comme le remarque M. Yves Guyot dans le *Siècle*, le succès de la conférence des sucres est l'acte le plus important, au point de vue de la politique économique libérale, qui ait été fait en Europe depuis la conclusion des traités de commerce de 1860. A quoi nous sommes charmé d'ajouter que l'auteur de la *Question des sucres* a contribué pour sa bonne part à cette victoire économique.

..

M. Yves Guyot a soumis au comité du Cobden Club, réuni le 20 février dernier, les propositions suivantes relatives aux droits compensateurs (*Countervailing duties*).

- 1^o Les *bounties* are a curse, les primes sont un fléau;
- 2^o Donc les *free traders* ne doivent pas les favoriser;
- 3^o Si des nations abolissent les primes sur les sucres et si l'Angleterre laisse son marché ouvert aux sucres des nations qui garderont

leurs primes, elle favorise celles-ci au détriment, au préjudice des nations qui les abolissent. Elle fait acte amical envers les premières et acte hostile envers les secondes ;

4° Quand une conférence comme la conférence de Bruxelles se réunit, les *free traders* doivent en profiter pour agir dans le sens le plus conforme à la vérité économique et non pas préconiser une politique qui est une prime à la politique des primes ;

5° Le *free trade* est international ; quand les *free traders* se placent exclusivement au point de vue des intérêts de leur nation, ils en arrivent à tenir le même langage et à suivre les mêmes procédés que les protectionnistes.

Le comité du Cobden Club a consacré deux séances à la discussion de ces propositions. A la suite de la séance du 24 février, le président du comité, Lord Welby a adressé à M. Yves Guyot une lettre dont nous reproduisons la partie essentielle.

L'objection fondamentale du comité à la proposition que vous défendez est qu'elle est opposée aux principes sur lesquels est fondé le Cobden Club, et dont la sagesse a été justifiée par l'expérience. Le Cobden Club, suivant l'exemple de l'homme illustre dont il porte le nom, a toujours considéré que le libre échange doit être obtenu par la persuasion et des arguments, et non à l'aide de représailles de coërcition. Le renversement de cette politique conduirait à des résultats beaucoup plus larges que l'établissement de droits compensateurs sur des sucres primés. Car si, dans l'intérêt d'une grande industrie, il pouvait être juste de protéger les producteurs nationaux et étrangers contre la politique protectionniste des nations étrangères, il est difficile de voir comment un traitement similaire pourrait être refusé, dans des cas analogues, à d'autres producteurs ; et ainsi le pays pourrait se trouver engagé dans une guerre de représailles.

Le comité, en arrivant à cette conclusion, n'a été animé par aucun désir égoïste d'obtenir le bénéfice de vivre à bon marché pour le consommateur britannique. Il estime que la politique qui consiste à réduire artificiellement le prix d'une denrée quelconque en lui accordant des primes, finit toujours, avec le temps, par être nuisible, non seulement au pays qui, en apparence ou temporairement, en bénéficie. Car toute intervention dans le commerce, qu'elle prenne la forme stimulante ou répressive, en l'écartant de son cours naturel et en l'en éloignant par des canaux artificiels, doit avoir pour résultat d'entraver son cours et d'en diminuer l'ampleur. Les lourds impôts qu'implique le fait d'accorder des primes diminuent nécessairement le pouvoir de consommation du pays qui accordent ces primes, son pouvoir d'achat

à l'égard des produits d'autres nations ; et, ainsi, les nations qui accordent les primes, et les nations qui, en apparence, en bénéficient, souffrent toutes les deux de la perte d'affaires qui en est la conséquence inévitable ; car les nations, dans l'opinion des libre-échangistes purs, ne prospèrent pas en raison des difficultés des autres nations, mais en raison de leur prospérité.

En exprimant franchement les raisons qui l'ont mis dans l'impossibilité d'appuyer l'opinion que vous désiriez lui voir adopter, le comité désire ajouter qu'il reconnaît pleinement les motifs éclairés qui vous ont induit à vous charger de votre mission actuelle. Il souhaite sérieusement que vos efforts poussent les nations de l'Europe continentale à reconnaître que le fait d'accorder des primes doit finir, avec le temps, par leur être nuisible à elles-mêmes. Il est heureux de penser que la grande nation à laquelle vous appartenez tient la tête dans la défense de la politique la plus raisonnable, et, bien qu'il ne puisse vous appuyer sur la question spéciale que vous soutenez, il sera prêt, autant qu'il est en son pouvoir, à soutenir la cause de l'abolition des primes, que vous faites tant pour obtenir.

Nous croyons, avec Cobden et lord Welby : « Que le libre échange doit être obtenu par la persuasion et des arguments, et non à l'aide de représailles de coercition ». Mais, c'est une simple question de méthode, et non une question de principe. Quoique les traités de commerce ne soient nullement conformes à la doctrine du libre échange, Cobden a négocié un traité avec la France. C'était, à son avis, — et il avait certainement raison — le seul moyen possible d'abaisser notre muraille protectionniste. De même l'établissement d'un droit compensateur en Angleterre était le seul moyen d'arriver à la suppression des primes sucrières. Cobden l'aurait accepté faute de mieux, tout en continuant à préférer la méthode de la persuasion, et en cela il se serait montré plus pratique que le Cobden Club.

*
* *

Quoique nous assistions à une recrudescence du militarisme, les guerriers ne sont plus seuls à être fêtés par la postérité reconnaissante. L'époque est passée où l'industrie la plus profitable était celle de la conquête, autrement dit du vol à main armée. Les destructeurs d'hommes ont cessé d'être utiles, et les peuples civilisés commencent à s'apercevoir, quoique lentement, qu'ils n'ont plus besoin de leurs services pour assurer l'existence d'une civilisation qui n'est plus menacée. On élève main-

semeurs d'erreurs, mais des *destruc-teurs d'erreurs*, et nous serons soutenus en cela par votre souvenir, qui restera toujours vivace au cœur de chacun de nous.

*
* *

L'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises a tenu, le 6 de ce mois, son assemblée générale annuelle. Usant du sophisme favori du protectionnisme *post hoc propter hoc*, le président M. Méline, n'a pas manqué d'attribuer à sa « réforme douanière », le développement naturel de l'industrie et du commerce de la France. Cependant, il ne s'est pas dissimulé que l'industrie et l'agriculture se plaignent et qu'une crise douloureuse sévit sur la production nationale, — ceci, bien que la balance de nos échanges avec l'étranger soit de plus en plus en notre faveur, que nous achetions moins et que nous vendions davantage. Mais cette crise douloureuse qui a succédé, d'une manière si peu opportune, au rétablissement de la protection, n'embarrasse pas M. Méline et voici comment il l'explique :

Cette permanence de l'état de crise générale prouve bien que nous ne sommes pas en face d'un accident, mais d'une véritable maladie. Cette maladie est bien connue, malgré qu'on ne fasse rien ou fort peu de chose pour la guérir ; elle a plus d'une cause, mais la principale pourrait bien être la surproduction qui, elle aussi, n'est plus un accident, qui est devenue un état habituel et permanent, je pourrais presque dire universel.

C'est donc la surproduction qui a causé la crise, mais qu'est-ce qui a causé la surproduction ? Qu'est-ce qui a encouragé les viticulteurs à produire plus de vin et les sucriers plus de sucre qu'ils n'en peuvent vendre, sinon la protection ?

Les agriculteurs et les industriels ont dû croire, naturellement, qu'ils pourraient faire plus d'affaires et les faire mieux qu'à l'époque où ils n'étaient pas protégés, et voilà pourquoi, n'en déplaise à M. Méline, ils ont surproduit.

*
* *

C'est à la politique protectionniste que revient la responsabilité des émeutes qui ont éclaté dernièrement à Barcelone. Surexcitées par l'appât des bénéfices extraordinaires que leur promettait

cette politique, les industries protégées ont augmenté leur production, tandis que le renchérissement causé par l'élévation des droits, portés à un taux prohibitif, diminuait la consommation. De là une surproduction et une crise dont les socialistes n'ont pas manqué de profiter pour pousser les ouvriers à la révolte. Une correspondance de l'*Indépendance Belge* explique clairement cette genèse protectionniste d'une émeute socialiste.

Il suffit de rappeler que la politique protectionniste, inaugurée en 1891 par M. Canovas et le parti conservateur, a causé un grand essor dans les industries existantes et a permis la création de nouvelles industries, qui se sont toutes deux développées comme plantes exotiques forcées et bien protégées dans des serres. Ces industriels ont bénéficié de la protection douanière en général, sans accorder des avantages de salaire à leurs ouvriers et sans tenir compte que les nouveaux tarifs produisaient un renchérissement considérable et général du coût de la vie en Espagne et de ses éléments les plus indispensables, dont je ne veux citer que les produits de l'agriculture et de l'élevage, le combustible, coke et charbon, les articles d'alimentation des pauvres, les morues, l'éclairage du pauvre, le pétrole et autres substances.

Le tarif fut si mal conçu en 1892 que les matières premières, les machines indispensables parce qu'on n'en produisait pas de semblables en Espagne, les produits chimiques en égale condition et le combustible furent renchérissés aussi. Tout marcha d'une façon relativement satisfaisante au début de 1892 à 1896 et pour quelques industries même plus tard ; mais voilà que les guerres de Cuba et des Philippines et avec les Etats-Unis menèrent à la perte des colonies, et la surproduction s'accrut dans toutes les industries après la fin de ces guerres, sans qu'on soit parvenu à perfectionner cette production ni à chercher des marchés et débouchés étrangers par des traités même de réciprocité et une meilleure politique commerciale que le régime quasi-prohibitif.

*
* *

Il n'y a pas bien longtemps que les droits d'entrée en Suisse ne dépassaient pas 1 1/2 p. 100. Sous ce régime du libre-échange presque complet, l'industrie suisse avait pris un essor extraordinaire. Quoiqu'elle n'eût pas la moindre marine marchande, et en dépit de l'adage militariste et protectionniste, que le commerce suit le drapeau, l'industrie colonnière exportait ses tissus à travers les océans dans l'Amérique du Sud, en Chine et

dans l'Inde, où elle faisait une concurrence redoutable à l'industrie de Manchester. La Suisse était en ce temps-là un pays où la vie était facile et à bon marché. Mais aux conservateurs libéraux qui la gouvernaient à petits frais ont succédé des radicaux *modern style*, qui ont augmenté les attributions de l'État et grossi le budget des dépenses. Il a bien fallu accroître aussi les recettes, et comme les impôts qu'on voit n'auraient pas manqué de faire crier les contribuables économes, les politiciens suisses, non moins subtils et avisés que leurs congénères du voisinage, ont eu recours aux impôts qu'on ne voit pas. Ils ont exhaussé les droits de douane et augmenté par là même les frais de la production avec le prix de la vie. De là une difficulté croissante de soutenir la concurrence étrangère, suivie d'une demande non moins croissante de protection. Stimulés, selon toute apparence par l'exemple des agrariens allemands, les agriculteurs se sont plaints d'être moins favorisés que les industriels, et ils ont réclamé un relèvement des droits que les politiciens fiscalistes du Conseil fédéral se sont empressés de leur accorder.

Voici un aperçu du nouveau projet de tarif.

Articles	Tarif de 1891	Projet de tarif
	Fr. par q.	Fr. par q.
Vin naturel en fûts.....	6	15
— artificiel en fûts.....	12	60
— naturel en bouteilles.....	25	35
— artificiel en bouteilles	50	100
Vins mousseux.....	40	50
Viande fraîche.....	6	12
Viande fumée.....	8	16
Gibier.....	12	15
Volailles vivantes.....	6	15
Volailles mortes.....	12	20
Beurre frais.....	8	15
Beurre salé.....	15	20
Saindoux.....	5	10
Margarine	15	20
Fromage dur.....	10	12
Fromage mou.....	6	12

Les droits sur les bœufs, vaches, génisses, porcs, sont élevés de 5 à 10 francs par tête.

Ce redoublement de protection provoquera probablement des représailles, surtout de la part de l'Italie qui exporte en Suisse

élections. — Scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans toutes les élections. — Droit d'initiative populaire et référendum. — Suppression du Sénat et de la présidence de la République. — Les attributions actuelles du président du conseil des ministres seront dévolues à un conseil exécutif élu par le Parlement. Abrogation de la loi contre les anarchistes.

Séparation des Eglises et de l'Etat. — Suppression du budget des cultes. — Liberté des cultes. — Suppression des congrégations. — Nationalisation des biens de mainmorte.

Substitution, à tous les tribunaux actuels, de tribunaux formés par un jury et par des juges élus. — Suppression du privilège des avocats. — Gratuité de la justice. — Abolition de la peine de mort. — Suppression des tribunaux militaires et maritimes.

Abrogation de toutes les lois qui établissent l'infériorité civile des femmes et des enfants naturels et adultérins. — Législation plus libérale du divorce. — Loi sur la recherche de la paternité.

Gratuité de l'enseignement à tous les degrés. — Entretien des enfants à la charge de la collectivité pour le premier degré de l'enseignement. — Monopole de l'enseignement aux trois degrés par l'Etat. — Subsidièrement, interdiction à tous membres du clergé d'ouvrir une école et d'y enseigner.

Abolition de tous les impôts sur les objets de consommation de première nécessité et des quatre contributions directes. — Impôt global, progressif et personnel sur les revenus personnels supérieurs à 3.000 francs. — Impôt progressif sur les successions.

Repos obligatoire d'un jour par semaine. — Limitation de la journée de travail à huit heures. — Interdiction de faire travailler les enfants âgés de moins de quatorze ans. — Interdiction absolue du travail de nuit pour les femmes et les adolescents et pour les ouvriers adultes dans toutes les industries où le travail de nuit n'est pas absolument nécessaire. — Fixation par les municipalités et les corporations ouvrières d'un salaire minimum. — Reconnaissance légale de la mise à l'index.

Organisation par la nation d'un système d'assurance sociale s'appliquant à la totalité des travailleurs de l'agriculture, de l'industrie et du commerce contre les risques de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse et de chômage.

Nationalisation des chemins de fer, des mines, de la Banque de France, des assurances, de la grande meunerie, de l'alcool, des raffineries de sucre et des sucreries. — Organisation d'un service public de placement des travailleurs. — Organisation par l'Etat d'un crédit agricole. — Organisation de services communaux de l'éclairage, de

l'eau, des transports en commun, de construction et de régie d'habitations à bon marché.

Substitution des milices à l'armée permanente et adoption de toutes les mesures comme les réductions du service militaire qui y conduisent. — Renonciation sous quelque prétexte que ce soit à toute guerre offensive. — Renonciation à toute alliance qui n'aurait pas pour objet exclusif le maintien de la paix. — Renonciation aux expéditions militaires coloniales.

Seulement, ce programme est moins effrayant qu'il n'en a l'air. Avant d'être des étatistes ou des collectivistes, les socialistes sont des *arrivistes*. Quand ils seront arrivés, ils sauront bien, à l'exemple de leurs devanciers, les radicaux, élaguer de leur programme ce qui les obligerait à céder la place à d'autres arrivistes.

G. DE M.

Paris, 14 mars 1902.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Annuaire statistique de la Ville de Paris, XX^e année. 1899. 1 fort vol. in 8° de 859 pages. 1901. 6 fr. Paris. Masson et Cie.

A la Recherche de l'éducation correctionnelle à travers l'Europe, par H. JOLY, 1 vol. in-18 (nouvelle édition), 379 pages, 1902. 3 fr. 50. Paris, V. Lecoffre.

L'œuvre de Millerand. Un ministre socialiste (juin 1899-janvier 1902) Faits et documents, par A. LAMY. 1 vol. in-18 de 441 pages. 1902. 3 fr. 50. Paris G. Bellais.

Essai sur le mouvement social et intellectuel en France depuis 1789, par E. CERFBERR. 1 vol. in-18 de 278 pages. 1902. 3 fr. 50. Paris, Plou-Nourrit et Cie.

Unto This last (même à ce dernier), par JOHN RUSKIN. Traduction de l'abbé EM. PELTIER. Introduction de H. J. BRUNHES. 1 vol. in-18 de 235 pages. 1902. 3 fr. 50. Paris. Beauchesne et Cie.

Institutions politiques de l'Europe contemporaine. Constitution. Gouvernement. Assemblées parlementaires. Administration locale. Justice. * Allemagne. Empire allemand. Etats confédérés. Alsace-Lorraine, par E. FLANDIN. 1 vol. in-18 de 356 pages. 1902. 3 fr. 50. Paris, H. Le Soudier.

La question du Rachat des chemins de fer, broch. in-8° de 52 pages. 1902. Paris, Imprimerie Chaix.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME XLIX

N° 1. — Janvier 1902.

I. LE XV ^e SIÈCLE, par M. G. MOLINARI, correspondant de l'Institut.	5
II. LE MARCHÉ FINANCIER EN 1901, par M. ARTHUR RAFFALOVICH, correspondant de l'Institut.....	15
III. LES ÉTATS UNIS ET LA RÉCIPROCITÉ COMMERCIALE, par M. ACHILLE VIALLE.....	47
IV. REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER. par M. EMILE MACQUART.....	62
V. LES FINANCES DE LA FRANCE, par M. MAURICE ZABLET.	85
VI. CORRESPONDANCE. LA COLONISATION EN TUNISIE, par UN COLON....	97
VII. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (décembre 1901) ...	102
II. Rapport sur le mouvement de la population en France pendant l'année 1900.....	105
III. Protestation de la Fédération libre-échangiste internationale contre le Projet de loi sur les marchés à terme.	109
VIII. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE (réunion du 6 janvier 1902). — Election d'un censeur : M. Boverat. — Hommage à M. Frédéric Passy, à l'occasion du prix Nobel. — DISCUSSION : Le traité de commerce franco-américain. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	113
IX. COMPTES RENDUS : <i>Le sort des indigènes</i> , par M. BÉNITO SYLVAIN. Compte rendu par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	120
<i>La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen; contribution à l'histoire du droit constitutionnel moderne</i> , par M. GEORGES JELLINEK, Compte rendu par M. J. LEFORT....	133
<i>Histoire économique de l'Allemagne pendant les derniers siècles du moyen âge</i> , par M. KARL THEODOR D'INAMA-STERNEGG. — <i>Choix d'études dédiées à Albert Schæffl</i> à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de sa naissance, par MM. K. BUCHER, K. V. FRICKER, F. X. FUNT, G. DE MANDRY, G. DE MAYR, F. RATZEL. Comptes rendus par M. E. CASTELOT.	134
<i>En Indo-Chine, Tonkin, Haut-Laos, Annam septentrional</i> , par le marquis de BARTHÉLEMY. — <i>Samarkand la bien gardée</i> , par MM. A. DURRIEUX et R. JAUVELLE, Comptes rendus par M. LR.	138
<i>L'Alcoolisme en France et le rôle des pouvoirs publics dans la lutte contre le cabaret</i> , par M. ANDRÉ KORN. — <i>La question chinoise aux Etats-Unis et dans les possessions des puissances européennes</i> , par M. ED. CAILLEUX. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	146
X. NOTICE.....	149

XI. CHRONIQUE : Les primes à la marine marchande, les mistelles et les vins de Madagascar. - L'admission temporaire des blés. — Une dépense de 600 millions pour assurer du travail aux terrassiers. — Les bureaux de placement seront-ils supprimés ? — Les <i>trusts</i> en Belgique. — Le projet de tarif allemand. — Les agriculteurs contre les agrariens — Ce que coûte aux consommateurs américains la protection des sucres. — Les résultats de la protection des enfants employés dans les manufactures en Angleterre. — Comment on peut se débarrasser du protectionnisme. — Compte rendu par M. G. de MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	50
XII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	59

N° 2. — Février 1901.

I. LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE, par M. LADISLAS DOMANSKI.....	61
II. LA CRISE VITICOLE, par M. LA CLAVIÈRE.....	66
III. LE MOUVEMENT AGRICOLE, par M. L. GRANDEAU.....	72
IV. REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL.....	83
V. LE GRAND PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES DE LA BELGIQUE, par M. DANIEL BELLET.....	10
VI. LES AVARIÉS. — UNE SÉANCE A L'INSTITUT, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	20
VII. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (Janvier 1902).....	24
II. La Commission de dépopulation.....	26
VIII. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE (réuni 5 février 1902). — NÉCROLOGIE: M. Emile Chevallier. — Election de nouveaux membres. — DISCUSSION : Les grands travaux publics peuvent-ils conjurer ou provoquer des crises ? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	20
IX. COMPTES RENDUS : <i>Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789</i> , par M. E. LEVASSEUR, membre de l'Institut. Compte rendu par M. ANDRÉ LIESSE.....	63
<i>Droit et costumes des populations rurales de France en matière successorale</i> , par le Dr A. DE BRANDT. — <i>Les accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898</i> , par MM. H. FERRETTE et le Dr E. LAVAU. Comptes rendus par M. EUGÈNE ROCHETIN.....	66
<i>Essai sur la théorie générale de la monnaie</i> , par M. ABERT AUPÉTIT. Compte rendu par M. MAURICE ZABLET.....	71
<i>Essai sur le billet de banque</i> , par M. JEAN PERROUD. Compte rendu par M. F. PONS.....	73
<i>Les grandes compagnies coloniales au XIX^e siècle</i> , par M. EDMOND CARTON DE WIART. — <i>Les savants modernes. Leur vie et leurs travaux</i> , par M. A. REBIÈRE. Comptes rendus par M. LR.....	74
<i>Gens de robe</i> , par M. JEAN PAYOUD. Compte rendu par M. ROBERT DOUCET.....	81
<i>Encyclopédie scientifique des aide-mémoire. Le sel, les salines et les marais salants</i> , par M. A. LARBALÉTRIER. Compte rendu par M. G. FOUQUET.....	83

<i>Franc vote et juste représentation</i> , par M. LÉON ROQUET. — <i>La Psychologie ethnique</i> , par M. CH. LETOURNEAU. — <i>Les doctrines économiques et sociale du Marquis de Mirabeau dans l'Ami des Hommes</i> , par M. LUCIEN BROCARD. — <i>Le socialisme devant la sociologie</i> , par M. CH. LIMOUSIN. — <i>Le Capital, Critique de l'économie politique</i> , par KARL MARX. <i>Philosophie du travail</i> , par M. G. DE PAWLOWSKI. Compte rendus par M. ROUXEL.....	285
<i>Spoliation des indigènes de la Nouvelle-Calédonie</i> . — <i>Pour la langue internationale</i> , par M. L. COUTURAT. — <i>Conférence sur les œuvres sociales</i> , par le R. P. EMILE PICHÉ. — <i>Le féminisme français. I. L'émancipation individuelle et sociale de la femme. II. L'émancipation politique et familiale de la femme</i> , par M. CHARLES TURGEON. Comptes rendus par H. BOUET.....	299
CHRONIQUE : La journée de huit heures dans les mines. — La représentation proportionnelle. — Le budget des colonies. — Le rachat des chemins de fer. — L'admission temporaire des blés. — La suppression de la prime des mélasses. — La constitution d'une Ligue libre-échangiste à Bordeaux. — La fédération agricole d'Asti. -- Tentatives de résurrection du protectionnisme en Angleterre. Proposition de M. Bernhard Samuelson. — Les magasins de blé pharaoniques. Le développement de l'industrie et l'accroissement des salaires aux Etats-Unis. — Statistique de la monnaie dans le monde. — Une nouvelle invention protectionniste en Australie. — Mme Clémence Royer. — Une qualification pittoresque de l'Etat moderne. Compte rendu par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	308
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	318
N° 3. — Mars 1902.	
LA PRODUCTION ET LE COMMERCE DU TRAVAIL, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	324
. MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL, par M. DANIEL BELLET.	411
. TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE, par M. ROUXEL.....	358
. REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, (du 1 ^{er} décembre 1901 au 15 février 1903), par M. J. LEFORT.	368
. LES VRAIS MOTIFS DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE, par M. A. DE MALARCE.....	388
. LE PAIN GRATUIT, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	291
LETTRE DE POLOGNE, par M. LADISLAS DOMANSKI.....	393
LETTRE DU MEXIQUE, par M. J.-CH. DE COURMOND.....	398
BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (février 1902).....	403
II. Convention sur le régime des sucres.....	405
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, (réunion du 5 mars 1902). — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE. — Rapport des Censeurs. — Rapport du Questeur Trésorier — Réélections des censeurs. — RÉUNION MENSUELLE ORDINAIRE. — NÉCROLOGIE. Mme Clémence Royer, MM. Bouvet et Chérot. — DISCUSSION. Les grands travaux publics peuvent-ils conjurer ou provoquer des crises. — OUVRAGES PRÉSENTÉS, par M. CHARLES LETORT.....	414

JOURNAL
DES
ECONOMISTES

REVUE MENSUELLE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET
DE LA STATISTIQUE

SOIXANTIÈME ET UNIÈME ANNÉE

5^e SÉRIE — TOME L

AVRIL A JUILLET 1902

PARIS

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^{ie}

Rue Richelieu, 14

—
1902

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

L'IMPOT PROGRESSIF ET L'IMPOT ARBITRAIRE

en 1793.

I

Elue avec le mandat de réaliser les vœux que les trois ordres de la nation avaient, au printemps de 1789, inscrits dans les cahiers de doléances adoptés par chaque bailliage, l'Assemblée Constituante était acquise d'avance au principe de la proportionnalité de l'impôt. Tous les cahiers du tiers état et du clergé et tous ceux de la noblesse, moins cinq, s'étaient en effet prononcés pour qu'à l'avenir les citoyens fussent indistinctement soumis aux charges publiques, et pour qu'ils supportassent les contributions proportionnellement à leurs revenus. Aussi, lorsqu'au mois de juillet et au mois d'août 1789, l'Assemblée fut saisie par un certain nombre de ses membres de projets de déclaration des droits, il y eut, entre ces projets, une remarquable unanimité pour proclamer que les Français devaient contribuer dans la proportion de leurs facultés aux frais de l'Etat. La même unanimité se retrouva le 24 août dans le vote d'un article de la Déclaration des droits, ainsi libellé : « Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

Lorsqu'elle eut à établir la contribution mobilière, la Constituante avait par suite à tenir compte, ainsi que le constate le rapport de Defermon, d'une double préoccupation : asseoir l'impôt sur le montant réel du revenu, calculé aussi exactement que possible, et néanmoins éviter de recourir à des procédés inquisiteurs d'évaluation. Son comité d'imposition l'engagea donc à se refuser à admettre, d'une part, que les contribuables fussent arbitrairement taxés d'après les revenus qu'on leur supposerait ; d'autre part, qu'ils le fussent d'après leurs déclarations ; car « toutes les fois, fit observer le rapporteur, que l'assiette d'une contribution dépend de semblables déclarations, elle est payée scrupuleusement par les bons citoyens, mais il en est d'autres qui ne craignent pas de s'y soustraire par de fausses déclarations. » Afin d'éviter cet inconvénient et afin de ne pas livrer les citoyens aux chances d'erreur et de partialité inhérentes au mode de taxation d'office, le comité fut d'avis d'imposer les contribuables d'après des signes extérieurs de richesse, et de proportionner la contribution mobilière à l'importance du loyer d'habitation, celui-ci étant « la base d'évaluation la moins fautive et la seule générale ».

Lorsque la discussion s'ouvrit, le 22 octobre, sur le projet de loi, plusieurs députés critiquèrent l'œuvre du comité, en faisant remarquer que le montant du loyer ne fournit souvent qu'une indication trompeuse sur la fortune de celui qui occupe la maison ou l'appartement, et ils concluaient à ce que les municipalités pussent taxer les contribuables d'après leurs facultés présumées. Mais Rœderer leur répondit que tout valait mieux que l'arbitraire que de grandes inégalités naîtraient du droit conféré aux municipalités d'évaluer à leur fantaisie la richesse mobilière, et la Constituante décida que le loyer serait pris pour base de la contribution.

A la séance du 28 octobre, un représentant de la noblesse du bailliage de Meaux, M. du Buat, souleva une autre question. S'en prenant à la règle de la proportionnalité de l'impôt, il soutint qu'il convenait de distinguer dans le revenu « le nécessaire, l'utile, le commode et le superflu », que le nécessaire devait être exempté, que l'utile ne devait être soumis qu'à une taxe légère, que le commode pouvait en supporter une plus forte et qu'il était juste d'atteindre lourdement le superflu du riche. Cette théorie le conduisit à l'impôt progressif ; et, en effet, il proposa l'adoption d'un tarif gradué, en vertu duquel aucun revenu jusqu'à 600 livres n'aurait été imposé, tandis que les revenus supérieurs à ce chiffre auraient payé : de 600 à 2.000 livres, 6 deniers par livre ;

de 2.000 à 10.000 livres. un sou par livre ; au-delà de 10.000 livres, deux sous par livre. Mais l'idée d'établir une distinction entre les citoyens en matière d'impôt, de ménager les uns et de grever les autres, répugnait tellement aux Constituants, qu'il suffit à Le Chapelier de présenter de courtes observations pour faire écarter la motion de M. du Buat.

Le sentiment de l'Assemblée se manifesta non moins clairement un peu plus tard, à l'occasion d'une réclamation que lui adressa le Conseil général de la Commune de Paris. La Commune sollicita en effet d'être autorisée à répartir entre les habitants, le contingent de contribution mobilière propre à la ville, d'après des tarifs qu'elle dresserait elle-même. Elle produisait cette demande, parce qu'une loi du 18 avril 1790 lui avait conféré le droit d'appliquer un tarif progressif à la répartition des impositions mises à la charge des habitants de la capitale, et nul doute que la Commune n'eût continué d'user de taxes progressives, si une exception à la règle commune eût été introduite relativement à la ville de Paris, dans la loi sur la contribution mobilière. C'est ce que comprit la Constituante, et elle ne voulut pas se prêter aux désirs de la municipalité parisienne.

Dans un rapport du 7 décembre 1790, Defermon observa que les revenus mobiliers devaient être partout imposés proportionnellement, que si on dérogeait pour Paris à ce principe, on serait conduit à y déroger également pour d'autres villes, que dès lors l'impôt mobilier n'aurait pas dans tout le royaume une assiette identique, et qu'il était contraire à la Constitution que la richesse mobilière fût, suivant les localités, assujettie à des tarifications différentes. La pétition de la ville de Paris fut en conséquence repoussée.

Nous en avons dit assez pour montrer à quelles tendances obéit l'Assemblée Constituante, dans la préparation et dans le vote de la loi du 13 janvier 1791 sur la contribution mobilière. Quant à l'organisation même de cette contribution, il ne rentre pas dans notre sujet de l'exposer. Il nous suffira de mentionner, qu'en vertu de la loi, le montant du loyer d'habitation est pris comme le signe extérieur, qui, en thèse générale, indique le mieux l'importance réelle des revenus ; qu'il sert donc seul à les évaluer, pour le calcul de la taxe mobilière ; que l'on défalque d'ailleurs de leur total ceux provenant d'immeubles, attendu qu'ils supportent déjà la contribution foncière ; enfin, que le taux du loyer est considéré comme révélant, à mesure qu'il s'élève, l'existence d'une fortune de plus en plus grande. Partant de cette

pour eux et pour leurs domestiques et plus ils jouissent de cet avantage. Il faut donc qu'ils le paient. La taxe qu'on leur impose aujourd'hui doit être considérée comme l'équivalent de la somme que leur aurait coûtée l'augmentation du prix du pain... D'ailleurs ne sont-ils pas les plus intéressés au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique? » Mais les impositions extraordinaires ne rentreront qu'au bout d'un certain temps, les besoins de la ville sont urgents, et pour qu'elle puisse y faire face, il faut lui permettre de prélever, dans les caisses des percepteurs, un million qu'elle restituera plus tard à l'Etat. Pour tous ces motifs le comité des finances soumet à l'Assemblée un projet de décret comportant une taxe d'un sou six deniers pour livre additionnelle au principal de la contribution foncière, et aggravant pour tous les habitants dont le revenu dépasse 900 livres la contribution mobilière.

Le projet les divise en quinze classes, suivant le montant du revenu que le tableau de cette contribution leur attribue, et applique à chaque classe une tarification croissante. Enfin elle autorise la ville de Paris à opérer un prélèvement d'un million dans les caisses des percepteurs.

Le projet de loi est chaleureusement appuyé par Cambon qui le loue « d'offrir aux infortunés les secours qu'ils réclament, de faire payer aux riches la protection que leur accorde la loi, et de ne léser que le Trésor public ». Il est adopté le 7 février sans modifications.

Quinze jours plus tard une émeute éclate à Paris. Cédant aux suggestions de Marat qui mène une ardente campagne contre les « accapareurs », qui impute aux manœuvres des modérés le renchérissement des denrées, qui dénonce les boulangers et les épiciers comme des « affameurs » et qui va jusqu'à conseiller le pillage de leurs boutiques, la populace pénètre le 24 février dans un certain nombre de boulangeries et d'épiceries, s'empare des marchandises qu'elles contiennent et se livre à de tumultueuses manifestations. La Convention finit par s'émouvoir de ces désordres, et le lendemain elle mande devant elle le ministre de l'Intérieur, Garat, qui la rassure sur l'importance des approvisionnements de grains dont on dispose pour l'alimentation de Paris. Néanmoins il conclut à ce qu'une nouvelle avance de 7 millions soit consentie à la ville de Paris, afin qu'elle puisse acheter du blé et de la farine, avance que la ville remboursera avec le produit d'une nouvelle imposition progressive.

La majorité s'empresse de suivre ce conseil, et un décret est immédiatement adopté qui crée une taxe additionnelle aux contri-

butions de 1793, laquelle sera soumise aux mêmes règles que celles adoptées le 7 février et devra produire 7 millions, afin de servir au remboursement de pareille somme avancée à la ville.

A peine le décret est-il rendu que plusieurs députés, appartenant au parti modéré, s'efforcent de le faire rapporter. Ils se plaignent de ce que dans l'intérêt de la capitale, on dilapide les finances publiques; ils disent qu'il est inique de vider le Trésor au profit d'une seule ville, alors qu'en province le pain se vend plus cher et que dans les départements du Centre, où le salaire d'un journalier n'est que d'une dizaine de sous par jour, il vaut de sept à huit sous la livre. Le décret est maintenu et le soir même, au club des Jacobins, Dubois-Crancé peut se féliciter de ce que la Convention a enfin senti « qu'il était temps de faire vivre les pauvres aux dépens des riches ». Puis Robespierre prononce un discours destiné à entretenir les rancunes populaires contre l'inégalité des positions sociales. « Le peuple souffre, s'écrie-t-il, il n'a pas encore recueilli le fruit de ses travaux; il est encore persécuté par les riches, et les riches sont ce qu'ils furent toujours, c'est-à-dire durs et impitoyables. Le peuple voit l'insolence de ceux qui l'ont trahi, il voit la fortune accumulée dans leurs mains. »

Quelques jours auparavant, la Convention avait également approuvé la levée d'une imposition extraordinaire et progressive dans la ville de Lyon. A la date du 3 février elle avait entendu la lecture d'un rapport lui signalant que la fabrication des étoffes de soie, qui, autrefois, occupait à Lyon 60.000 ouvriers et leur procurait d'abondants salaires, en même temps qu'elle enrichissait les manufacturiers, était tombée dans une décadence complète et que 30.000 ouvriers étaient en proie à la misère. « C'est l'ouvrage de la Révolution, disait le rapporteur, il durera autant qu'elle. C'est donc, sous tous les rapports, une justice, une nécessité, de venir au secours de tant d'infortunés. » Et il concluait à ce que la municipalité lyonnaise reçût l'autorisation de taxer les riches, afin de donner du travail à la classe ouvrière. Par un décret du 13 février, la Convention l'autorisa, en effet, à établir une imposition de 1.500.000 livres additionnelle aux rôles des contributions foncière et mobilière de 1792. Elle stipula que les habitants dont le revenu était inférieur à 900 livres ne supporteraient aucune surcharge du fait de l'imposition extraordinaire, et que l'augmentation de la contribution mobilière ne pèserait, en vertu d'un tarif qui s'élèverait graduellement du 30^e au 20^e, que sur les habitants jouissant d'un revenu net de plus de 900 livres. La

même loi consentit, au profit de la ville de Lyon, un prélèvement de 300.000 livres à faire dans les caisses de l'Etat, à la condition que la ville en opérerait la restitution avec les fonds provenant de l'imposition extraordinaire.

III

En votant les décrets que nous venons de passer en revue, la Convention avait manifesté sa préférence pour un système fiscal dans lequel les contribuables seraient divisés en catégories : les uns soustraits ou à peu près à l'impôt, les autres, au contraire, de plus en plus lourdement taxés, à mesure que s'élèveraient les revenus des citoyens rangés dans chaque catégorie.

La Convention répudiait donc un principe qui avait été jusqu'alors considéré, avec raison, comme l'une des plus grandes réformes réalisées en 1789, nous voulons parler de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Quoiqu'il en soit, les précédents qu'elle avait créés en faveur d'impositions progressives, devaient l'entraîner à prendre quelque jour une mesure générale, qui aurait pour conséquence d'introduire l'arbitraire et la progressivité dans la législation fiscale. L'incident qui la détermina à adopter cette grave résolution ne tarda pas à se produire.

Nos troupes venaient d'éprouver des échecs en Belgique et le parti jacobin n'hésitait pas à en exagérer l'importance, afin d'affoler l'opinion publique. A la séance du 9 mars, le procureur de la Commune, Chaumette, se présenta devant la Chambre et lui donna lecture d'une adresse dans laquelle le corps municipal annonçait que les sections de Paris, loin de se laisser abattre par les revers de nos généraux, allaient envoyer aux armées une foule de volontaires, mais qu'en retour la Commune demandait à la Convention un acte de justice : cet acte de justice, c'était de frapper les riches égoïstes d'une taxe de guerre, taxe qui imposerait à la classe opulente des sacrifices bien faibles en comparaison de ceux supportés par la classe pauvre, prodigue de son sang pour la cause de la liberté.

Ce passage de l'adresse de la Commune fut couvert d'applaudissements, et lorsque Chaumette se fut retiré, il suffit à Thuriot de présenter la motion de l'établissement d'une taxe de guerre, que seuls les riches auraient à payer, pour que la taxe fût votée de suite. Quant au taux qu'elle atteindrait et aux bases sur lesquelles elle serait assise, rien ne fut provisoirement décidé, et le comité des Finances fut invité à étudier ces questions.

d'après les prévisions du comité des Finances, continuer à être taxés proportionnellement à leur importance, en règle générale à 5 p. 100. Au contraire, le comité avait adopté un tarif progressif pour atteindre les richesses tant foncières que mobilières, auxquelles le décret du 18 mars avait décidé de faire application d'une imposition graduée.

Pour l'évaluation des revenus, le comité se référait aux dispositions relatives à la contribution mobilière. Il admettait une exonération complète jusqu'à 1.000 livres de revenu en faveur des célibataires et des veufs sans enfants, et jusqu'à 2.000 livres, par tête, pour les personnes mariées, avec exemption supplémentaire de 1.000 livres par enfant ; au-delà de ces sommes, l'impôt croissait, par 1.000 livres de revenu, d'abord de 2, puis de 5 livres. Cette progression avait pour résultat qu'un revenu de 10.000 livres ne payait que 320 livres, mais que 30.000 livres de revenu étaient taxées à 2.370 livres, 60.000 à 9.195, 100.000 à 25.295. A partir de 100.000 livres, l'impôt absorbait la moitié du revenu en excédant, si bien qu'un revenu de 200.000 livres aurait été imposé à 75.295 livres.

Le comité des Finances avait, on le voit, poussé la progression beaucoup plus loin que n'avait osé le faire Vernier dans son mémoire. Mais le tarif de l'impôt progressif avait encore un autre emploi. Il devait, en effet, servir à la perception de la subvention de guerre, décrétée le 9 mars. Le comité était d'avis que la subvention de guerre fut fixée au double de l'impôt progressif, et qu'elle absorbât la moitié du revenu à compter de 50.000 livres. La superposition des deux taxes n'eût laissé en vérité que bien peu de choses aux contribuables.

Les Conventionnels ne pouvaient certainement pas reprocher aux membres du comité des Finances de s'être montrés timides, ni d'avoir reculé devant les exagérations de la progressivité. Trouvèrent-ils, ce qui est peu probable, que le comité allait trop loin ? Ou bien pensèrent-ils que le mode nouveau d'évaluation des revenus soulèverait une résistance générale que, dans l'état troublé du pays, il valait mieux ne pas affronter ? Ou encore se dirent-ils, que, pour imposer les riches, il était préférable de ne tracer aucune règle et de s'en remettre à la discrétion des municipalités et des sociétés populaires ? Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, dont la dernière nous paraît au surplus la plus vraisemblable, ils ajournèrent indéfiniment la délibération et n'organisèrent pour le moment, pas plus l'impôt progressif qu'ils ne réformèrent la contribution mobilière.

(La suite au prochain numéro).

CH. GOMEL.

L'ACTE TORRENS

AUX DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES DE L'ALGÉRIE

Bien des fois depuis un an, ce qui ne surprendra pas ceux qui s'occupent des affaires de notre colonie d'Afrique, il a fallu remettre en discussion aux Délégations financières la question du régime à adopter pour la propriété foncière en Algérie, dans ce débat en effet la solution donnée aux moindres détails a son importance, car elle sert ou contrarie les prétentions rivales, soit des indigènes qui naturellement défendent leur place au soleil sur la terre des ancêtres, soit des colons, à leur insu peut-être, trop enclins à régler, en ne tenant compte que de leurs intérêts particuliers ce que nous pourrions appeler les conséquences sociales de la conquête.

A la Délégation des colons, suivant M. Chaucogne, rapporteur pendant la session de juin 1901 de la 4^e commission (acte Torrens), les dernières lois, soit celle du 26 juillet 1873, soit la loi complémentaire du 28 avril 1887 sur la propriété indigène, n'ont apporté que des demi-réformes à un état de choses inacceptable, et à de vieux errements dans lesquels on s'est complu trop longtemps : certainement au moins elles n'ont pas encore donné à la colonie, dans cette grande question du statut réel de la terre, les institutions qui doivent assurer dans l'avenir son développement et sa prospérité. Ces lois, dit-il, se sont bornées à faire procéder par des mesures d'ensemble à la constatation du droit de propriété en territoire indigène, plus précisément à faire rechercher les noms des propriétaires de terres Melk, c'est-à-dire des terres possédées en pleine propriété, les seules d'ailleurs dont nous voulions nous occuper aujourd'hui, pour placer ensuite les héritages qui auraient été l'objet à la suite des opérations d'une délivrance de titres, sans plus se soucier du régime légal qui pourrait leur mieux leur convenir, — sous l'empire de toutes les lois qui régissent la propriété dans la France continentale.

L'application de l'Acte Torrens aux titres délivrés en exécution de la loi de 1873 obligatoirement, ou facultativement seulement par la création de registres fonciers, nous paraît présenter d'abord plus de difficultés que M. Tedeschi ne semble le penser. Cette réforme suppose en effet un remaniement préalable et profond de notre système hypothécaire en Algérie, la suppression de toutes les dispenses d'inscription, des hypothèques occultes des incapables et des hypothèques générales qui résultent des condamnations de justice : elle suppose aussi que nous aurons trouvé un système soit pour purger les actions résolutoires dont notre droit français abonde, soit pour dire à quelles conditions de publicité elles seront conservées. Il faudrait aussi modifier notre code de procédure civile sur bien des points.

Enfin, puisque l'adoption du nouveau régime légal, dit de l'Acte Torrens, est désirée en Algérie, non à raison de ses mérites intrinsèques comme mode de constatation et de conservation de la propriété de chacun, mais à raison des conséquences économiques très spéciales qu'il paraît devoir entraîner dans la colonie et qui nous sont signalées par M. Tedeschi, M. Tedeschi nous permettra d'examiner si nous devons, et dans quelle mesure, prêter les mains au succès des visées dont il se fait le représentant, et même de rechercher dans le passé si ces projets ambitieux des colons n'ont pas reçu déjà trop de satisfactions par suite de la mise à exécution de la loi de 1873 et de 1887 permettant d'attribuer le statut français aux propriétés indigènes de l'Algérie.

En Algérie, les indigènes musulmans ne prennent soin qu'assez rarement de consigner par écrit, ou de faire noter par leurs cadis, les mutations immobilières qui se produisent chez eux, soit par suite de ventes, soit à l'occasion de leurs partages de famille. En droit musulman, le droit de propriété se conserve par l'occupation du sol, il s'établit par les témoignages, mode de preuve supérieure à tous les autres.

Les indigènes ignorent d'ailleurs, sans s'en trouver plus mal, les sécurités qu'un propriétaire français se procure par les énonciations authentiques des actes notariés.

C'est ce défaut d'état civil, pour ainsi parler, de la terre indigène, qui a paru une grande entrave aux transactions avec les Européens, et qui a été la raison d'être principale des lois de 1876 et de 1887.

En dehors des centres de colonisation cependant, où il pouvait paraître nécessaire que les indigènes eussent des titres de propriété pour que des transactions bien constatées puissent inter-

l'autorité gouvernementale elle-même en Algérie. Les opérations entreprises consistaient en effet à faire en réalité, propriété par propriété, un cadastre algérien, et la confection d'un cadastre est une œuvre de très longue haleine, comme on le sait, le cadastre de la France, qui exigeait beaucoup moins de travaux, a été commencé en 1807 et n'a été terminé dans la commune de Lesvaux (Cantal) qu'en 1854, après quarante-sept années de dépenses et d'efforts. Les opérations, dont nous nous étions chargés inconsidérément, étaient donc menées avec une inévitable lenteur trahissant l'impuissance aux yeux de tous. Après en avoir calculé le prix, M. Burdeau, dans son rapport, établissait qu'à 200.000 hect. par an, elles devaient durer, avant d'avoir été conduites à bonne fin, jusqu'au milieu du xx^e siècle.

En présence de ces résultats le gouvernement dut se résoudre, en 1890, à suspendre l'application des lois de 1873 et de 1887 ; et, suivant des manières d'agir auxquelles nous devons être habitués, il nomma une Commission chargée d'étudier de plus près les conséquences économiques et sociales des premiers essais, de mise à exécution de ces lois.

Cette commission a émis l'avis que l'on continuât malgré tout à délivrer des titres de propriété sur le territoire indigène et à placer le plus de terres appartenant aux Arabes, que l'on pourrait sous le statut français. Elle veut même, — ainsi qu'il résulte du rapport de ses travaux, dont la rédaction a été confiée à M. Colin, professeur aux écoles supérieures d'Alger, — elle veut, suivant une idée qui était appelée à faire fortune dans le monde algérien de la colonisation, que l'œuvre des lois de 1872 et de 1887 soit complétée par l'établissement de registres fonciers.

Mais cette commission algérienne est visiblement sous l'influence des colons, et les chiffres de statistique que nous possédons aujourd'hui nous permettent de nous étonner de l'assurance, dans une question aussi délicate, avec laquelle elle formule ses conclusions.

Il résulte, en effet, de ces renseignements que, dans la période deux fois décennale de 1880 à 1899 inclusivement, 202.823 hectares, représentant une valeur de 1.589.721 francs, du territoire seulement des terres collectives Arch, ont été vendus soit aux Européens, soit aux Juifs.

Ces ventes accusent des chiffres considérables, étant donné le peu de temps écoulé depuis que les opérations du partage et de la délivrance des titres ont pu prendre fin, et le peu d'étendue du

territoire indigène sur lequel les lois de 1873 et de 1887 avaient été mises à exécution.

Elles sont dues très évidemment d'ailleurs à l'application de ces lois, car les terres collectives Arch ne deviennent aliénables que par le partage et la délivrance des titres, qui les placent comme les terres Melk, sous le statut réel français.

Sur les terres Melk, cessibles même sous leur statut local, il est plus difficile d'isoler les ventes dues à la seule application des lois sur le statut réel des terres indigènes de 1873 et 1887. Cependant dans la même période de vingt ans, nous voyons que 186.063 hectares, d'une valeur de 4.449.234 fr., ont été, en territoire Melk civil, vendus encore aux mêmes acheteurs, et il est permis de penser, d'après les résultats certainement produits en territoire Arch, que la plus grande partie de ces ventes ont été provoquées par les délivrances de titres de propriété qui rendent la vente de leurs terres si facile aux indigènes, et qui les exposent à des séductions d'argent auxquelles ils sont peu faits pour résister.

Le Sénat, c'est-à-dire cette haute assemblée à laquelle semblent naturellement appartenir ces questions difficiles de législation qui, pour être résolues, supposent, avec l'indépendance et la maturité des décisions, l'effort de compétences avérées, n'avait d'ailleurs pas tardé à voir qu'il devait lui-même faire procéder aux études nécessaires. Une commission sénatoriale de la propriété foncière en Algérie fut nommée sous la présidence de M. Jules Ferry; une délégation de cette Commission n'hésita pas à traverser la Méditerranée, et désigna à son retour comme rapporteur M. Franck-Chauveau.

Ceux qui ont souci des affaires de notre grande colonie feront bien de consulter le rapport de M. Franck-Chauveau. L'œuvre, de l'avis de tous, a été estimée remarquable; ce qui est plus particulièrement intéressant pour nous, les résolutions justes y sont trouvées et indiquées.

Des travaux de la commission sénatoriale était ainsi sorti tout un plan de réformes; il eût fallu toutefois un temps trop long pour les faire aboutir, et il était urgent d'arrêter les progrès du mal au plus tôt.

Un projet a été déposé dans ce but; il est devenu la loi du 16 février 1897.

Cette loi est la condamnation de tout ce système d'enquêtes générales, de travaux d'ensemble entrepris d'office, non seulement dans les centres de colonisation, mais un peu partout grâce à la complaisance de l'administration supérieure, pour doter les

indigènes de telle ou telle région de titres qu'ils n'avaient jamais demandés.

A l'avenir les propriétaires indigènes, seront, comme il est naturel, les seuls juges de ce qui leur convient. Le commissaire enquêteur n'arrivera plus que sur leur demande, pour relever, par des mesures d'intérêt individuel, les limites des immeubles en vue de la délivrance ultérieure de titres de propriété faisant passer la terre sous le statut réel français.

Ce droit de demander une enquête partielle a été donné nécessairement aux Européens qui avaient acheté déjà des terres indigènes.

On a cru devoir le donner aussi, ce qui était plus discutable, aux indigènes qui ont encore conservé leurs terres patrimoniales, et qui n'ont besoin d'un titre dans les circonstances ordinaires que s'ils veulent vendre, et vendre à la colonisation française particulièrement.

La loi, il est vrai, avait pris soin d'imposer à ceux qui voudraient obtenir une délivrance de titre la consignation d'une somme représentant les frais de la procédure administrative qu'ils voulaient provoquer; et les indigènes étaient rarement en état de faire cette consignation. Mais la précaution prise a cessé d'être une mesure protectrice depuis que les hommes d'affaires se sont mis à faire l'avance de ces frais en vue d'achats de terres à réaliser après la délivrance des titres par l'administration.

Si donc la loi de 1897 est une amélioration en ce sens qu'elle n'impose plus à personne la « francisation » de sa terre, elle met encore à la disposition de chacun le droit d'obtenir le titre dangereux qui lui permettra d'aliéner, c'est-à-dire le plus souvent, s'il est indigène, de se faire dépouiller.

Par contre cette loi n'est pas comme les précédentes, applicable seulement dans les territoires désignés par le gouvernement, et les mauvais effets, qu'elle est encore susceptible de produire, elle les produira nécessairement dans le Tell tout entier.

Aussi M. Moustapha-Hadj-Moussa a-t-il émis le vœu, faisant une allusion qui a paru relative à certains faits locaux regrettables, que le gouvernement soit autorisé à suspendre la délivrance des titres français lorsqu'ils seraient demandés par certains individus déterminés. Tout au moins que le gouvernement général puisse, a-t-il été dit par M. Maiza-Mohammed ben Touhami, restreindre cette faculté pour tous les indigènes ou Européens de demander des titres à certains territoires déterminés.

successifs, c'est le système dit des centres de colonisation qui est suivi.

Dans les territoires attribués à la colonisation sous prétexte d'expropriations, dites d'utilité publique, aux formes sommaires, sous prétexte d'inculture des terres indigènes, ou des droits de cantonnement, nous avons toujours, — suites malheureuses, mais inévitables, d'une prise de possession violente, — fait place nette par des moyens comportant un certain arbitraire assurément.

Dans les régions que nous avions choisies il nous a semblé en effet que nous ne pouvions pas encore essayer de faire vivre à côté les uns des autres et sur le même territoire les vainqueurs et des vaincus qui n'ont pas désarmé; que, par suite, nous étions autorisés à pratiquer un peu dans ces endroits particuliers ce qu'on pourrait appeler les principes des colonies de peuplement.

Dans les centres de colonisation, et dans les pays avoisinants qui doivent sous peu leur être annexés, il ne saurait ainsi être avantageux de conserver un régime de la terre incertain. Il est même désirable que la propriété soit définitivement placée sous le statut qui convient à notre civilisation et à nos mœurs, c'est-à-dire sous le statut de la France continentale.

On comprend donc que la loi de 1897 continue à y être appliquée.

Il n'y aurait même aucun inconvénient d'après la Commission sénatoriale à adopter dans les centres de colonisation le régime de l'Acte Torrens qui procure au colons certaines facilités de crédit.

Mais, en dehors de ces régions affectées aux colons, la Commission sénatoriale avait pensé qu'une politique absolument contraire devait être suivie. Là, en pays arabe, nous devons laisser les terres possédées par les indigènes, ainsi que l'engagement en a été pris dans la capitulation d'Alger, sous leurs anciens statuts réels locaux. Il faut enfin permettre aux indigènes d'y vivre et d'y jouir de leurs biens suivant leurs usages nationaux, et en principe s'abstenir de toutes ces délivrances administratives de titres qui ont le plus ordinairement pour résultat de livrer sans défense les propriétaires arabes aux entreprises de la spéculation.

M. Franck-Chauveau était même d'avis que la loi rendit aux familles indigènes la protection que leur procurait contre certaines entreprises de cupidité leur ancien droit de Cheffaâ.

Sur un point seulement il pensait que les terres indigènes devaient être assimilées aux terres placées sous un statut français.

Il voulait qu'elles fussent déclarées, susceptibles d'hypothèque.

le tribunal une somme suffisante pour désintéresser l'étranger poursuivant. La section arabe veut plus, ou plus formellement, qu'en aucun cas la licitation ne puisse être obtenue contre le vœu de la majorité des propriétaires arabes intéressés.

Quant au système de l'Acte Torrens, la section arabe déclare que son adoption serait néfaste pour ses compatriotes Musulmans ; il donne notamment de trop grandes facilités pour les emprunts. Quand l'Arabe a des besoins de fonds, il faut d'abord qu'il songe à vendre ses troupeaux et les difficultés, les frais même, de l'emprunt sur hypothèque sont des gênes salutaires et dont il ne faut pas l'affranchir. Perpétuels enfants, les Arabes seraient trop aisément surpris avec la rapidité dangereuse des emprunts contractés par une simple émission des cédules de l'Acte Torrens.

Néanmoins les efforts de M. Tedeschi ont été couronnés de succès en réunion plénière des Délégations ; et l'adoption du système de l'*Acte Torrens*, tel qu'il a été formulé dans le temps par M. Dain rapporteur d'une commission nommée en exécution d'un arrêté de M. Tirman du 29 mars 1886, a été votée par la majorité de l'Assemblée des délégués algériens.

A la Session extraordinaire de novembre dernier, M. le Gouverneur général de l'Algérie a fait savoir qu'il avait de son côté renvoyé l'étude de la proposition adoptée par les Délégations d'une commission nouvelle.

Cette commission tiendra compte sans doute de ce que les cinq cent mille Européens, dont les intérêts ont été défendus par la majorité des délégués aux réunions plénières, ne représentent guère qu'un dixième de la population totale de la colonie, qu'ils ne forment encore qu'une quote part très faible de cette population si on leur adjoint même 750 à 760 mille Kabyles qui ont plutôt dit se désintéresser de la question que voter le projet. L'application du régime de l'Acte Torrens n'a donc été désirée en réalité que par les représentants d'une minorité du pays algérien.

M. Tedeschi l'avouait lui-même lorsque sentant qu'il avait besoin pour enlever le vote, de placer des visées peut-être un peu trop intéressées sous le patronage de sentiments dont l'altruisme patriotique devait leur procurer les sympathies de l'auditoire, il disait qu'une autre année terrible pouvait nous obliger à rappeler nos troupes sur le continent, et qu'il fallait que la population française en Algérie se soit alors assez multipliée pour être en état d'assurer par elle-même la défense locale de nos intérêts nationaux. A raison de la possibilité d'événements aussi graves, la loi foncière de l'Algérie, M. Tedeschi n'a pas craint de le dire, doit être une loi de peuplement.

M. Ali Mahieddine, après avoir relevé dans les éventualités supposées par M. Tedeschi, des soupçons injurieux pour le loyalisme des Arabes en des termes excellents, et qui prouvent que l'assimilation se poursuit, sinon dans les masses, tout au moins individuellement et pour les personnalités les plus distinguées du monde indigène, ajoutait qu'il n'arrivait pas à comprendre quel avantage la colonisation pourrait trouver à vivre au milieu d'une population, plus nombreuse qu'elle, d'Arabes expulsés de leurs terres, c'est-à-dire de vagabonds et de déclassés, devenus bientôt des bandits.

Cette observation sage sera certainement entendue.

Certes les efforts courageux de nos colons ne peuvent nous laisser indifférents; nous savons trop pour qu'il en soit autrement, la vie de labeur et de renoncement de ces chers expatriés et tout ce que la métropole leur doit. Dans maint village algérien, dont les dispositions géométriques rappellent encore les conditions artificielles et récentes dans lesquelles il a été fondé, de beaux enfants, bien portants et bien tenus, jouent aujourd'hui un peu partout sur les places, grâce à eux, tandis que dans le petit cimetière de l'endroit deux ou trois couches sont déjà superposées de ces ouvriers de la première heure, morts à la peine, alors qu'ils tiraient sur la pioche, sous un climat hostile, pour ameubler un sol aride et parfois malsain, et qu'ils ne récoltaient que la fièvre trop souvent.

Mais, par cela même que les colons représentent la patrie sur la terre d'Afrique, la France doit exercer une sorte de pouvoir disciplinaire sur eux.

Nous avons des devoirs de protection, et les colons ont des devoirs de justice à remplir vis-à-vis des populations musulmanes du pays.

Nous n'avons pas cru pouvoir, il est vrai, doter les indigènes de l'égalité civile; que les colons sachent bien cependant que la patrie française ne fait plus de serfs qui puissent être dépouillés à merci, et qu'elle n'a jamais fait de parias; qu'ils sachent enfin que la fortune qu'ils sont allés chercher dans l'autre France doit être gagnée ouvertement et loyalement, et que nous ne souffrons jamais qu'elle soit captée comme à la bourse, par les combinaisons plus ou moins licites de l'agio.

C'est la charrue et la charrue, seule, qui doit en Algérie terminer la conquête de l'épée.

Ce sera l'honneur des colons français d'avoir poursuivi, obtenu par leur travail, cette suprême capitulation d'Alger.

D. PEYROT.

LE MOUVEMENT FINANCIER & COMMERCIAL

SOMMAIRE : Les opérations d'arrangement et de transformation de diverses sociétés ; les Wagons-Lits, la Traction, la Thomson-Houston, les Tramways-sud, la Compagnie française des voies ferrées économiques, la Compagnie des Omnibus. — Les sociétés industrielles russes. — L'Emprunt Chinois 5 0/0 or 1898. — Affaires projetées : Emprunt de 200 millions du Département de la Seine, emprunt du Métropolitain, emprunts algérien et tunisien, conversion de la Dette Ottomane, emprunt de la Ville de Vienne, conversion des emprunts hongrois 4 1/2 0/0. — Le traité entre la Ville de Paris et la Compagnie du gaz. — La Banque de France en 1901. — Affaires d'Allemagne, de Russie et d'Angleterre. — En Espagne. — L'arrangement portugais. — Commerce extérieur de la France pendant les deux premiers mois de 1902. — Situation économique et budgétaire de la France.

Pendant le premier trimestre de 1902, il n'y a pas eu en France d'affaire nouvelle et importante digne d'être signalée. Quelques-unes sont en préparation, mais l'incertitude règne encore sur le sort qui leur est réservé. En revanche, on peut citer nombre d'arrangements et de transformations nécessités par la situation précaire de certaines sociétés.

La *Compagnie des Wagons-Lits* ouvre la liste. Nous pouvons la citer ici, car, bien que Société belge, elle a sa direction générale à Paris, et ses affaires ne sont pas sans intéresser notre marché. Elle a réduit son capital de 50 millions à 35 millions de francs et créé 60.000 actions privilégiées de 250 francs. Le conseil s'est exprimé de la manière suivante sur les résultats de l'opération :

« Les 15 millions provenant de la réduction du capital seront portés à un compte spécial d'amortissement extraordinaire, qui sera augmenté de la somme de 4.500.000 francs figurant déjà au fonds d'amortissement. Ces sommes réunies atteindront un chiffre de 19.500.000 francs et constitueront, avec la réserve légale de 5 millions, un total de 24.500.000 francs, qui est plus que suffisant pour contre-balancer la réduction d'évaluation de

tous les postes de l'actif qui donnent lieu à dépréciation, et en particulier du portefeuille et des immeubles. Les bénéfices de l'exploitation de 1901 seront portés directement en diminution de certains postes de l'actif, augmentant d'autant le montant des sommes appliquées aux amortissements. »

La *Compagnie générale de Traction* a dû prendre aussi ses mesures pour assurer son existence. Nous n'avons pas besoin de rappeler ici la situation précaire où elle se trouve. Un contrat d'emprunt est intervenu entre cette société et un groupe de prêteurs qui lui avancerait 40 millions de francs, contre cession, pour garantie, de sa créance de 20 millions sur la Compagnie de l'Est-Parisien. Une autre réduction de sa dette serait obtenue par la cession du même groupe de 25.000 actions de l'Est-Parisien, au cours de 200 francs, soit encore 5 millions de francs. Enfin un autre groupe lui achèterait 14.000 actions de la Compagnie des Tramways de Paris et du Département de la Seine. Elle verrait ainsi réglée la presque totalité de ses créances sur ses filiales, et sa dette serait ramenée de 40 à 10 millions environ. L'échéance de cette dette serait prorogée jusqu'au 15 mars 1904, date où les intérêts cumulés seraient seulement exigibles.

Elle conserverait comme disponibilités une partie du produit de la vente des 14.000 actions des Tramways de Paris et du Département de la Seine. En y ajoutant certains règlements en espèces qu'elle croit pouvoir obtenir de ses filiales, elle pourrait procéder à l'achèvement de ses travaux et faire face à ses engagements.

Le *Temps*, dans sa Semaine financière, écrivait récemment à ce sujet :

« On est décidément porté, dans ce groupe, à voir moins sombre. Cela ne veut pas dire que la *Traction* redeviendra une brillante affaire. Mais elle est soulagée des obligations qui menaçaient son existence. Elle paraît assurée de vivre. Ses filiales sont aux mains de capitalistes qui ont aujourd'hui la prétention d'en tirer profit et, remarque intéressante à faire, parmi ces capitalistes, il en est de nouveaux, paraît-il, qui n'ont pas, comme les premiers, le seul souci de courir après leur argent engagé dans des prêts antérieurs. Ils auraient été amenés à s'intéresser aux filiales de la *Traction* à certaines conditions qui leur semblent aujourd'hui avantageuses. N'est-ce pas là un indice favorable ?

La *Thomson-Houston* est embarrassée par un portefeuille de valeurs dont la dépréciation est considérable, et par des créances à recouvrer sur ses filiales. Il paraît qu'un syndicat s'est formé,

composé du Comptoir d'Escompte, de M. Morgan Harjes et autres adhérents américains, pour fournir à ces filiales les sommes qu'elles doivent à la Société mère, soit 19 millions environ.

Cette avance est consentie moyennant le transfert au syndicat des créances de la Thomson jusqu'au moment où la signature des décrets attendus permettra aux filiales de créer des obligations. Celles-ci deviendront alors le gage du syndicat qui aura la faculté de les placer. Si, dans l'espace de deux ans, il n'a pas achevé de les écouler, la Thomson lui reprendrait le solde restant à un prix fixé d'avance.

La constitution de ce syndicat transforme ainsi en argent comptant les créances de la Thomson sur ses filiales et lui fournit le moyen d'achever les travaux qui lui restent à effectuer pour les Tramways-Sud, dont le montant est évalué approximativement à 12 millions. Ces travaux achevés, la créance de la Thomson sur les tramways-sud sera de 19 millions. Mais à ce moment, les Tramways-Sud obtiendront l'autorisation d'augmenter leur capital, soit par des actions nouvelles, soit par des émissions d'obligations, et auront ainsi entre les mains les éléments de leur libération vis-à-vis de la Thomson.

Voilà, du moins, ce que l'on dit, et la source de l'information nous permet de croire à son authenticité.

M. Mercet, qui a été nommé président du Conseil d'administration du Comptoir national d'Escompte, en remplacement de M. Denormandie, décédé, voulant donner tous ses soins à cette Société, abandonne, dit-on, la direction de la Thomson et de la plupart des affaires auxquelles il s'est consacré jusqu'à ce jour.

La *Compagnie générale des Tramways* (Tramways-Sud) augmente son capital et le porte de 30 à 50 millions. Sur les 20 millions appelés, 10 environ sont destinés à éteindre le passif actuellement existant. Cependant cette compagnie donne 10 francs d'intérêt par action pour l'exercice dernier.

La *Compagnie française des voies ferrées économiques* a dû solliciter le bénéfice de la liquidation judiciaire.

La *Compagnie générale des omnibus*, la vieille compagnie si chère aux Parisiens et par ses tarifs et par les ennuis qu'elle leur cause, ne fait plus ses frais. Elle n'a pas su sans doute se rajeunir à temps, et la concurrence est venue. Les actionnaires se sont réunis le 26 mars, et voici quelques extraits des explications données par M. Béranger, président du Conseil d'administration.

Un point, dit-il, caractérise l'exercice 1901, la baisse constante des recettes d'exploitation.

En mettant de côté l'année 1900, année exceptionnelle, dont la recette excéda 57 millions de francs, nous voyons que la comparaison entre 1899 et 1901 se présente ainsi :

	<i>Voyageurs trans- portés</i>	<i>Recettes d'explo- itation</i>
1899.	280.000	49.600.000
1901.	267.000	47.600.000

soit une diminution de plus de 2 millions, en se reportant aux chiffres exacts et le parcours est resté sensiblement le même.

La cause est connue, elle réside dans la concurrence et des tramways de pénétration et surtout du Métropolitain dont le réseau prend un développement considérable. C'est donc l'avenir inévitablement compromis, si une solution n'intervient pas pour conjurer les effets de cette concurrence créée à la Compagnie avec l'assentiment de la Ville et de l'Etat.

Malgré toutes les économies réalisées déjà et réalisables encore, la lutte est impossible si la Compagnie n'obtient des pouvoirs publics la modification complète de son réseau et de son organisation.

Dès maintenant, le Conseil, usant de l'autorisation qu'il a reçue de la précédente assemblée, poursuit la réalisation de son contrat, et il envisage sans crainte l'éventualité d'un procès où, sûr de son bon droit, il lui sera facile de démontrer que la Ville a violé le contrat qui la liait à la Compagnie.

En ce qui concerne les lignes de tramways qui relèvent du ministère des Travaux publics, certains signes non équivoques prouvent qu'on est disposé à écouter favorablement les réclamations de la Compagnie.

Donc, il n'y a qu'à attendre que les choses suivent leur cours, en continuant à exploiter dans les meilleures conditions possibles.

Il faut, tout d'abord, songer au présent. L'exercice 1901 a donné le résultat suivant :

Recettes.....	Fr.	49.284.65 15
Dépenses, y compris l'intérêt des obligations.		47.211.497 "
Restait ainsi un bénéfice de.....		<u>2.073.107 67</u>
Mais la charge d'amortissement des obligations afférente à 1901 s'élève à.....		<u>6 384.000 "</u>
D'où une insuffisance de.....	Fr.	<u>4.310.892 33</u>
ramenée par le solde bénéficiaire reporté de 1900 à 4.297.518 fr.31.		
C'est là une créance exigible à laquelle il faut faire face ; et,		

comme d'autre part le Conseil a besoin, pour une affaire aussi considérable que la Compagnie des omnibus, de se constituer des réserves, il demande à l'assemblée l'autorisation de se procurer, par un emprunt en banque ou un emprunt hypothécaire, une somme globale de 10 millions, en annulant les autorisations précédemment données et portant encore sur une somme de 7 millions.



Les Sociétés industrielles russes sur lesquelles l'attention est attirée depuis longtemps, qui ont produit des effets si déplorables sur les marchés de Paris et surtout de Bruxelles, se voient pour la plupart acculées à des arrangements qui n'ont pas de quoi satisfaire les actionnaires trop confiants de la première heure. On voit les journaux se livrer à cet égard à des discussions où la politique joue son rôle. Il en est qui critiquent vertement le gouvernement russe de laisser périliter nos capitaux après les avoir attirés. Tous les gouvernements n'attirent-ils donc pas les capitaux qui veulent s'employer à la prospérité de leur pays — ici la difficulté n'a pas été grande — et n'est-ce pas à ces capitaux de se débrouiller ? Mais on leur disait que la protection, si elle pouvait être discutée ailleurs, était excellente dans les pays neufs et que par elle ils allaient, ces capitaux, se décupler. On voit les résultats. Et puis, après les folies de la spéculation, il fallait bien que le tassement (pour ne pas employer un autre mot) se produisît.

Quoi qu'il en soit, — nous ne citons que quelques exemples — voici la *Société des usines métallurgiques de Kertch* qui a été dans la nécessité d'emprunter, à la Société de Briansk, 3 millions de roubles pour l'achèvement de son usine, et qui cherche à augmenter son capital par l'émission d'actions privilégiées.

Les *Forges et Aciéries de Ekaterinoslaw* sont forcées de demander l'administration judiciaire que comporte la loi russe, en attendant la reconstitution projetée de la Société.

Les *Charbonnages de Rykovski*, qui, au commencement de 1900, ont porté leur capital de 8 à 14 millions de francs, ont besoin dès maintenant de 4 millions de plus.

Les actionnaires des *Charbonnages de Prokhorow* ont accepté, le 13 mars dernier, une série de propositions qui ressemblent fort à un concordat amiable.

*
* *

Comme affaire nouvelle — encore est-elle bien nouvelle? — nous ne voyons guère à citer que l'émission qui a eu lieu, le 22 mars, du solde de l'*Emprunt Chinois 5 p. 100 or 1898*, et se composant de 93.444 obligations restant à placer sur le total de 225.000. Le prix d'émission était fixé à 482 fr. 50. Le règlement a donné lieu à une réduction de 60 p. 100, sauf pour les demandes de 1 à 5 obligations qui ont été servies intégralement.

*
* *

On a parlé — nous entrons ici dans le domaine des affaires en préparation — d'un *Emprunt de 200 millions du département de la Seine* pour exécution de grands travaux publics. Mais a-t-il chance d'aboutir ? Le préfet semble n'avoir présenté le projet au Conseil général qu'à contre-cœur, et les dépenses encore se réduisaient-elles à 80 millions.

L'assemblée a voulu donner aux travaux, dont l'utilité ne semble pas en rapport avec les charges, une telle extension que le projet pourrait bien tomber à l'eau. La Seine n'est pas loin de l'Hôtel de Ville ni du palais Bourbon.

Le Conseil municipal a décidé la construction immédiate de la ligne n° 3 du Métropolitain et approuvé les projets concernant les lignes 4, 5 et 6.

La ligne n° 3 ira du boulevard Courcelles à Ménilmontant et se rattachera à la ligne n° 7 (place du Danube. Palais-Royal).

Le total des dépenses, pour la construction de la ligne n° 3, sera de 18.350.000 francs.

La ligne n° 4 (11.650 mètres en voie double et 1.778 mètres en voie unique), ira de la porte de Clignancourt à la porte d'Orléans. La ligne est entièrement souterraine.

La ligne n° 5 (5 kilomètres) ira du boulevard de Strasbourg au pont d'Austerlitz.

La ligne n° 6 (8 kilomètres) ira du cours de Vincennes à la place d'Italie.

L'ensemble des travaux à exécuter pour les trois lignes se chiffre, d'après les travaux des ingénieurs, par 111.444.000 francs.

La Ville de Paris emprunte au fur et à mesure de la mise à exécution des travaux. Nous aurons un *Emprunt municipal de 170 millions*.

n'entrera en vigueur qu'après la promulgation de la loi l'approuvant.

Notons que, dans la nouvelle Compagnie, les employés seront assimilés à ceux de la Ville. C'est une nouvelle série de fonctionnaires que l'on crée, et cette mesure va faire le bonheur d'un grand nombre de Français.

*
* *

Les opérations productives de la *Banque de France*, dont l'Assemblée générale a eu lieu le 30 janvier, ont diminué en 1901 : elles ne sont que de 16.670 millions contre 18.663 millions en 1900. C'est sur l'escompte que porte la plus grande diminution.

Les opérations de caisse pour le compte du Trésor sont passées de 6.690 millions à 9.643 millions ; les encaissements de mandats de 97 à 120 millions.

L'encaisse or a beaucoup augmenté par l'effet des changes presque constamment favorables. La Banque en a profité pour mettre de l'or dans la circulation. D'autre part, cet or a fait refluer les écus vers les caisses de la Banque ; aussi, malgré des expéditions importantes de métal blanc à nos associés de l'Union latine et dans nos colonies, l'encaisse argent se retrouve à peu près au même niveau que l'an dernier.

Le taux de l'escompte est resté toute l'année à 3 p. 100 et celui des avances à 3 1/2.

En 1901, le nombre des effets escomptés est plus considérable qu'en 1900, mais les sommes, et par conséquent les bénéfices, sont moindres : 16.866.855 effets en 1901 pour 9.936 millions ; en 1900, 16.784.993 effets pour 12.247 millions. On constate qu'à Paris les effets au-dessous de 100 francs présentés à l'escompte augmentent sans cesse : il y en a eu 2.670.924 sur un total d'effets de 6.128.773 escomptés à la Banque centrale.

Les avances sur titres ont été de 1.802 millions contre 1.657 l'année précédente.

La circulation des billets s'est maintenue à un niveau élevé : elle a varié entre 4.463 millions et 3.885 millions ; la moyenne a été de 4.115 millions. 3.516 millions ont été émis en représentation d'espèces d'or et d'argent.

Le chiffre des virements dépasse de 9 milliards celui de 1900. — Les comptes courants particuliers ont donné, recettes et paie-

ments réunis, un mouvement de 137.086 millions contre 130.648 millions l'année d'avant.

Comme en 1900, 11 succursales ont été en perte.

Les bénéfices bruts ont été de.....	50.342.000 francs.
Les frais et impôts de.....	23.737.000 —
Laissant un solde de.....	<u>26.605.000 —</u>

Les provisions et reports se sont élevés à 4.705.000 francs. La redevance à l'État a été de 4.107.620 francs, contre 5.655.333 en 1900. Enfin il a été distribué 21.900.000 francs aux actionnaires, soit 120 francs par action.

Conclusion. La Banque de France, sans refuser ses services à qui les mérite, aux petits comme aux gros commerçants, est mieux fait, à mon sens, de rester le banquier des banquiers, que d'aller faire concurrence à ceux-ci jusqu'au fond des moindres localités. Elle fait de la démocratie à rebours; mais ce n'est pas tout à fait de sa faute, puisqu'on l'y a obligée.

L'industrie est partout dans le marasme, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Belgique, comme en France. Les industries minières et métallurgiques de l'Allemagne sont obligées d'enrayer leur production et la situation des charbonnages est encore plus mauvaise. Cependant on fait remarquer que les Banques — et l'on sait le concours qu'en Allemagne elles prêtent à l'industrie — ont bien supporté, relativement, la crise de l'année dernière. D'après une statistique, pour les dix plus grandes banques de Berlin, la Deutsche Bank peut donner pour 1901 le même dividende que pour 1900. Pour quatre autres, la diminution n'est que de 1/2 à 1 p. 100. et la moins favorisée constate 4 p. 100 de diminution. On pouvait s'attendre à plus mal. La grande préoccupation du moment est la question des tarifs douaniers : les agrariens accentuent de plus en plus leur opposition aux projets du gouvernement.

Dans les régions plus particulièrement financières on s'occupe beaucoup de l'*Emprunt russe*.

La Russie a, en effet, comme la France, décidé de monnayer ses annuités de l'indemnité chinoise. Elle a traité dans ce but avec un groupe de banques allemandes.

au type 4 p. 100 net d'impôts et d'un montant

nominal de 181.959.000 roubles, ou 393 millions de marks, ou 231.870.000 florins hollandais ou 19.257.000 liv. st.

Il devra, en conformité avec le tableau d'amortissement de l'indemnité chinoise, être amorti au plus tard en trente-neuf années; toutefois, le gouvernement russe s'est réservé le droit d'accélérer l'amortissement à partir du 1^{er} janvier 1915.

Une première tranche de cet emprunt d'un montant de 300 millions de marks a été émise à la fois en Russie, en Allemagne et en Hollande.

Il semble que ce soit la réouverture, toute grande, des portes du marché allemand aux valeurs russes.

L'Angleterre est toute à ses affaires du Transvaal et il paraîtrait qu'elle se prête à des ouvertures de propositions de paix. On attend avec anxiété ce moment où les affaires minières semblent devoir reprendre toute leur ampleur.

On constate déjà dans le Rand une reprise assez sensible du travail.

*
* *

Un grand projet sur la circulation fiduciaire avait été élaboré en Espagne, ces temps passés, par M. Urzaiz. Mais celui-ci est tombé du pouvoir, et a été remplacé au ministère des Finances, par M. Rodriganez. Il a aussi, dit-on, son projet à ce point de vue dont, au moment où nous écrivons, la présentation aux Cortès est annoncée. Nous ne sommes pas encore fixés sur les termes de la nouvelle proposition. Mais M. Rodriganez vient, dans une lettre adressée à la Délégation des finances espagnoles à Paris et dans une interview destinée à la publicité, de rassurer sur leurs droits les porteurs de rente extérieure estampillée. Il affirme que l'on n'a pas le droit d'imposer cette dette.

Les protectionnistes, les agrariens surtout, parmi leurs arguments, nous opposent souvent celui-ci, que la mauvaise monnaie d'un pays en facilite les exportations, et nuit par conséquent à ceux avec lesquels il trafique. L'Espagne est un des exemples cités. Or, voici les chiffres de son commerce extérieur pour les trois dernières années, en pesetas :

	1899	1900	1901
<i>Importations.</i> .	954.157.496	874.805.792	846.776.949
<i>Exportations.</i> .	768.190.453	753.589.499	692.070.584
Ensemble . . .	1.722.347.950	1.628.395.291	1.538.847.533

Les exportations ont donc diminué en deux ans de plus de 76 millions. Il est vrai que les importations ont elles-mêmes décru d'un chiffre beaucoup plus considérable, près de 109 millions 1/2. Certes, les causes de cet affaissement sont multiples. Mais, et c'est tout ce que je veux dire ici, il est difficile de conclure que la mauvaise monnaie espagnole, la perte au change qu'elle subit, favorise les exportations du pays. On me dit que cette perte au change, en y ajoutant 100 millions de pesetas au moins de dividendes des Sociétés et Compagnies étrangères, fait sortir d'Espagne au moins 200 millions d'or par an. Cela ne fait que confirmer mon raisonnement.

..

Un arrangement est intervenu entre le gouvernement portugais et les porteurs étrangers de sa dette. Les journaux ont donné à cet égard des détails que nous ne reproduirons pas, car ils n'ont rien d'officiel. Voici ce qu'a dit à cet égard M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, interpellé par M. Eugène Guérin :

« Le Sénat connaît le préjudice que subissent les porteurs français de titres de la dette portugaise. Il m'a donné l'année dernière sa confiance pour faire valoir près du gouvernement portugais la nécessité de donner à ces porteurs toutes les satisfactions compatibles avec les forces financières du Portugal.

On a répondu à nos efforts à Lisbonne par une bonne volonté agissante.

Un accord est intervenu récemment, par lequel le gouvernement portugais accroit de 50 p. 100 l'intérêt qu'il sert aux porteurs et le gouvernement portugais doit soumettre très prochainement cet accord aux Cortès. »

M. Delcassé n'a parlé que de l'augmentation de l'intérêt. D'autre part, le capital sera-t-il réduit, comme on le prétend, de 50 p. 100, et les porteurs devront-ils renoncer à la clause, admise par les anciens arrangements, du partage des recettes douanières au dessus de 11.400 contos de recettes ?

..

Signalons rapidement les résultats de notre commerce extérieur pour les deux premiers mois de 1902. Les importations, de 783.443.000 francs sont en diminution sur 1901, de 16.112.000 fr.

Les exportations, de 691.565.000 francs présentent au contraire une augmentation de 103.108.000 francs. Les objets fabriqués sont sortis pour 56.585.000 francs de plus. Les matières nécessaires à l'industrie ne sont entrées que pour 3.674.000 francs de plus, tandis que l'excédent des sorties est de 51.386.000 sur celles de 1901. Est-ce parce que nous en avons trop ou parce que nous ne savons pas nous en servir ?

*
..

Je ne puis, dans cet article où la place m'est mesurée, tout dire, et je dois me borner aux choses les plus importantes. On comprendra que notre marché soit resté dans le marasme que comporte une presque nullité d'affaires. Il semble qu'il y ait en ce moment comme une liquidation du passé. Nous craignons qu'elle ne soit encore assez longue à effectuer, surtout pour certaines catégories de valeurs, comme les valeurs de traction et les valeurs industrielles russes. L'argent est d'ailleurs fort abondant. Les pourparlers engagés pour la paix entre Anglais et Boërs seront peut-être rendus plus faciles par la disparition de la scène de M. Cécil Rhodes. Le voyage de M. Loubet en Russie n'a rien d'alarmant. L'alliance anglo-japonaise n'a pas révolutionné le monde.

Mais, d'autre part, la situation économique n'a rien de brillant. Constatons cependant la victoire, qui nous fait bien augurer de l'avenir, remportée par les idées libérales, à la conférence des sucres de Berlin. Nous n'en parlons que pour mémoire : le *Journal des Économistes*, dans son dernier numéro, a publié la convention intervenue, et notre rédacteur en chef, M. G. de Molinari, en a fait ressortir excellemment les avantages dans sa chronique. Mais nos statistiques commerciales constatent des chiffres très maigres. On verra la triste situation où est réduit notre commerce maritime dans le deuxième volume de ses documents que vient de faire paraître, avec son soin habituel, l'administration des douanes.

Les affaires financières de la France vont de mal en pis. Les impôts indirects et le produit des monopoles continuent à diminuer. Si pour les deux premiers mois de 1902, il y a 2.493.200 francs de plus que l'an dernier, le rendement, relativement à la même période de 1901, est inférieur de 39.183.900 francs. Sans doute ce déficit peut encore être comblé ; mais il faut courir après l'argent, tandis que ce qui est acquis est acquis.

Le budget qui vient d'être voté, le quart de l'année déjà écoulé, au milieu de tiraillements entre la Chambre et le Sénat, n'est en équilibre que par l'émission d'obligations à court terme pour 72 millions de francs, et par des majorations de recettes. Il s'établit par 3.602.465.468 francs de recettes qui ne seront probablement pas atteintes, et par 3.602.333.244 francs de dépenses qui seront dépassées. C'est le gaspillage financier, la marée montante des dépenses, c'est la distribution de l'argent des contribuables à des emplois aussi étranges que funestes ; et le public ne voit pas, quoi qu'on en dise, un symptôme de prospérité dans ce désordre, et ces milliards qui vont je ne sais où et qui sont dépensés on ne sait ni pourquoi ni comment.

Cependant M. Caillaux, notre ministre des Finances, est complètement satisfait. Dans un rapport qu'il vient d'adresser au Président de la République sur l'ensemble des opérations financières accomplies pendant la législature qui prend fin, il indique comment se sont soldés les quatre exercices que comporte cette législature :

Exercices	Excédent	Déficit
1898..... Fr.	92.411.283	»
1899.....	67.393.498	»
1900.....	67.984.579	»
1901.....	»	141.104.783
	227.789.360	141.104.783
Excédent net. Fr.	86.684.577	

Durant la même période de quatre ans, les emprunts se sont élevés à 431.177.014 francs, — y compris 225.700.000 francs des travaux de chemins de fer, — et les amortissements à 395.768.611 francs.

Le ministre dit à ce propos :

« Ainsi, dans ces quatre exercices et sous les réserves que comportent, d'une part, les chiffres revisables qui se réfèrent aux travaux des Compagnies de chemins de fer et, d'autre part, les chiffres de l'exercice 1901, que les faits peuvent modifier d'une façon très appréciable, la situation financière a été exceptionnellement favorable, malgré les résultats fâcheux du dernier exercice.

« Les quatre budgets envisagés aboutissent, en effet, à un excédent net réel supérieur à 276 millions. Que si l'on fait état, ce qui, à notre sens, est excessif, des dépenses en capital engagées

Compagnies de chemins de fer pour des constructions de nouvelles sans tenir compte des amortissements opérés année par ces mêmes collectivités, que si, en un mot, on les théories financières les plus rigoureuses, j'allais dire expressives, on parvient encore à un excédent indiscutable plus de 51 millions.

Il y a pas, croyons-nous, de législature depuis de longues, de longues années, dont les opérations financières aient abouti à des résultats aussi avantageux. »

Si des résultats sont si merveilleux, comment se fait-il donc que nous soyons dans un tel gâchis ? M. Caillaux a l'art de dissimuler les abîmes creusés. Il faudra bien les apercevoir un jour ou l'autre et il vaudrait mieux que ce fût plus tôt que plus tard.

MAURICE ZABLET.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

SOMMAIRE : *Journal of the R. Statistical Society* : « Charges locales et impériales », par Lord Avebury. — « La suspension de la Bourse de Commerce de Berlin et son effet sur le prix du blé », par M. R. H. Hooker. — « La statistique et l'opinion », par M. A. de Foville. = *The Economist* : Les résultats du « London Bank Clearings » en 1901. — Quelques index-numbers. — Une phrase écrite à l'intention des protectionnistes. = *Liberty Review* : Extraits d'un « Catéchisme de l'individualisme », de M. Henri Wilson. = *Giornale degli Economisti* : « A propos de la richesse de l'Italie » par M. Conigliani. — « Les fondements de l'Economie pure », équations, courbes, angles et parallélogrammes, par M. Boninsegni. = *L'Economista* : « La politique protectionniste italienne ». — L'Italie « pays classique des grèves ». — Le projet de loi Giolitti sur la municipalisation des services publics. = *Rassegna Nazionale* : « La souveraineté royale », par M. Monnosì. = *Riforma Sociale* : « Revue économique et financière de l'Italie pour la période 1885-1901 », par Spectato. = *L'Italia Coloniale* : « Se son rose... », par M. G. C. Belcredi. = *North american Review* : « La question des sucres en Europe », par M. Yves Guyot. — « La Dette Publique de la Russie » par M. Raffalovich. — « La conférence pour la paix industrielle » par M. Oscar S. Straus. = *Journal of Political Economy* : La valeur. — Variation sur le même air », par M. T. S. Adams et M. R. S. Padan. — « Autour des trusts », par M. Jacob Schœnhof. = *Political Science Quarterly* : « Les finances de Porto-Rico », par M. J. H. Hollander. — « L'interprétation économique de l'Histoire » M. E. R. A. Seligman. = *Annals of the American Academy* : « L'Etat propriétaire de Chemins de fer », par M. Martin A. Knapp. = *Zeitschrift für Socialwissenschaft* : « L'Australie, paradis des ouvriers et Malthus », par M. Franz Oppenheimer. — « La fécondité illégitime en Allemagne », par M. Friedrich Prinzing. — Une nouvelle monnaie de papier. = *Zeitschrift für Volkswirtschaft* : « Le problème de l'émigration et la réglementation de l'émigration en Autriche », par M. Josef Buzek. = *Jahrbuch für Gesetzgebung*. = *Die Nation* : « Le droit sur les blés et les réformes sociales », par M. Paul Arndt. — « Le duel », dialogue entre Socrate et Alcibiade = *Revista de Economia* : « La journée de huit heures », par M. Adolfo Posada. = *La Estafeta* = *Resumen de Agricultura* : Le coût de la vie à Madrid, Paris et Londres ; le budget de dépenses d'une famille en Hollande, Allemagne et Espagne. = *El economista Mexicano*. = *La República* : « Erreurs statisti-

ques dans les chiffres officiels des importations étrangères au Mexique », par M. Luis G. Alvarez = *Gazeta comercial* (Lima); « Deux et deux font...? L'opinion d'un « éclectique ».

Journal of the Royal Statistical Society. — Le fascicule de décembre contient sous ce titre : « Local and Imperial Burdens » (charges locales et impériales) le texte du discours magistral prononcé par Lord Avebury à l'ouverture de la session de 1901-1902 de la Société.

Lord Avebury y revient avec une haute éloquence et une logique serrée sur l'énorme augmentation des charges municipales « augmentation, due, en partie, à ce fait que la majorité des électeurs ne paie pas directement les taxes communales, et par conséquent cède facilement à la tendance d'en élever la taxe ». — Sir Robert Giffen, dans une étude récente, a démontré que, malgré leur formidable accroissement, les dépenses, nationales et locales, laissent intacts les capitaux constitués, et sont servies entièrement par les revenus. Soit; mais qui pourrait dire la privation de bien-être qu'elles représentent? et ne sont-ce pas ces taxes qui provoquent cette tendance des industries à émigrer de l'Europe pour s'installer dans des pays où elles ont à supporter un fardeau moins lourd?

Après avoir montré avec force l'inconséquence et les dangers de l'état de choses actuel, Lord Avebury conclut ainsi : « Il devient tous les jours plus important de se rappeler la maxime de Say, que le meilleur des plans de finances est de dépenser le moins possible, et que le meilleur de tous les impôts est celui dont le montant est le moins élevé ».

— M. R. H. Hooker publie, dans la même livraison, une étude extrêmement intéressante sur « la suspension de la Bourse du commerce de Berlin et son influence sur les prix du blé ». Nous ne rappellerons pas les incidents qui motivèrent cette suspension, la campagne des anti-termistes, etc., etc. La question, ou plutôt, les questions auxquelles il importe de répondre, et que se pose du reste M. Hooker au début de son étude, sont celles-ci :

1° Le prix du blé, à la suite de la suspension du marché à terme, a-t-il monté ou baissé?

2° Ce prix a-t-il été plus stable pendant la période 1897-1899, période qui suivit la suspension de la Bourse, qu'antérieurement?

M. Hooker commence par comparer les prix moyens du blé à Berlin et à Chicago pendant les périodes 1892-1896 et 1897-1899.

La différence moyenne de prix, par 100 livres anglaises, est inférieure de $1/2$ d. soit 5 centimes pendant la seconde période, par rapport à la première; elle est, en effet, de 2 s. 4 $1/2$ d. pendant la période 1892-1896 et de 2 s. 4 seulement pendant la période 1897-99.

M. Hooker compare ensuite les prix de Berlin avec ceux de Vienne, Buda-Pest, Anvers, Amsterdam, Londres, Liverpool, Saint-Petersbourg, New-York, etc. En faisant la moyenne du prix du blé sur ces différentes places, et en la comparant aux prix de Berlin, il arrive à ce résultat que le prix du blé à Berlin a été, pendant la période 1892-96, supérieur de 1 sh. 3 $7/8$, soit de 1 fr. 65 les 100 livres anglaises, et, pendant la période 1897-99, supérieur seulement de 1 sh. 1 $1/4$, soit de 1 fr. 40, au prix moyen des différentes places que nous avons indiquées. Ainsi donc, et contrairement au désir, aux prophéties et aux affirmations des adversaires des marchés à terme, la suspension de la Bourse de commerce de Berlin n'a pas eu pour effet d'augmenter le prix du blé; au contraire, elle l'a diminué par rapport au prix mondial. Si l'on chiffre par 100 la différence du prix du blé à Berlin avec le prix moyen du blé dans les autres marchés du monde en 1892-96, cette différence ne se chiffre plus, en 1897-99, que par 91.

Passons à la deuxième question, la stabilité des prix. Une chose frappe : cette stabilité est plus grande, beaucoup plus grande à Berlin pendant le deuxième trimestre de 1898 qu'à New-York ou qu'à Chicago. Mais pourquoi ? A cause du « Leiter corner » dont l'influence, du reste, se fait ressentir jusqu'en septembre, sur le marché américain, si l'on compare, en effet, les « mean daily movements » de Liverpool et de Berlin pour 1897-99, on voit qu'ils s'inscrivent tous deux à $1/2$ d., tandis que New-York et Chicago vont jusqu'à $7/8$. Mais, laissons de côté cette année, anormale pour Chicago, et ne comparons les prix que pour les années 1897 et 1899 additionnées; les *Standard Deviations* sont de $4 1/4$ pour Chicago et de $4 11/16$ pour Berlin; il est donc absolument impossible de soutenir que l'absence de terme a donné de la stabilité au marché de Berlin.

Les mouvements du marché de Berlin se chiffrent du reste ainsi (mean daily movements par 100 livres anglaises) :

1892.....	$\frac{1}{2}$		
1893.....	$\frac{1}{8}$		
1894.....	$\frac{1}{7}$	1897.....	$\frac{1}{2}$
1895.....	$\frac{1}{4}$	1898.....	$\frac{1}{8}$
1896.....	$\frac{3}{8}$	1899.....	$\frac{3}{8}$
1892-1896	$\frac{5}{16}$	1897-99.....	$\frac{8}{16}$ ¹

M. Hooker conclut ainsi :

« Le résultat de notre enquête peut être résumé en une seule phrase. Les conditions existant à Berlin pendant la suspension de la Bourse du commerce, tout en visant les plus grandes entraves aux affaires, n'ont pas provoqué de hausse dans le prix des grains, et elles n'ont pas donné aux prix une plus grande stabilité, tant est qu'elles n'aient pas exercé dans ces deux directions, une influence néfaste. »

Nous signalons tout particulièrement l'étude de M. R. S. Hooker à M. Honoré Leygues.

— De M. de Foville, dans le même fascicule, un article très fin et très spirituel sur « La statistique et l'opinion ». — Pourquoi l'opinion se détache-t-elle ainsi des travaux statistiques et pourquoi les démonstrations « les plus irréfutables » des statisticiens laissent-elles tant de personnes sceptiques, pour ne pas dire incrédules? C'est d'abord la lenteur avec laquelle les travaux statistiques officiels voient la lumière du jour. « Nos censeurs », dit M. de Foville, « exagèrent; et je suis le premier à protester contre l'irrévérencieuse épigramme qui, un jour, en plein Parlement, classait les statisticiens parmi les tardigrades ». Et pourtant, on ne peut guère contester que la statistique ne marche, comme la justice, *pede claudo*. C'est surtout l'élaboration des statistiques judiciaires et de nos enquêtes agricoles qui demanderait à être abrégée; et M. de Foville raconte : « A l'Ecole des sciences politiques, un candidat, médiocrement préparé, à qui je demandais un jour pourquoi ces enquêtes s'appellent *enquêtes décennales*,

¹ 7 si l'on met de côté l'année 1898.

répondit naïvement : « Parce qu'elles mettent dix ans à paraître ». — Il se trompait, car elles n'en mettent généralement que cinq.

Mais ce n'est pas seulement par sa lenteur, c'est aussi par la diversité des méthodes et par la discordance des résultats que la statistique se trouve souvent exposée à voir compromettre son bon renom ; c'est encore par des excès de précision véritablement extraordinaires, et bien faits pour vous démonter. Pour aller tout de suite aux extrêmes, dit M. de Foville, comment ne pas se sentir inquiet, quand on voit la statistique officielle vouloir envelopper dans ses filets jusqu'aux hôtes de nos basses-cour ? Ce serait le cas de prendre le million pour unité ; mais non ; nous avons des principes. En 1882, nos additions assignaient bravement à la France 12.871.878 lapins ; 47.601.284 poules ; 8.872.911 pigeons ! — De même, en 1892, nous possédions : 14.936.071 lapins ; 54.102.985 poules et 8.872.911 pigeons ». Pas un pigeon de plus et pas un pigeon de moins, pas un seul, que dix ans auparavant ! « Je ne cherche pas à exagérer la gravité de ces hardiesses, dit M. de Foville, mais je les trouve inquiétantes. C'est presque donner raison à M. Thiers, définissant jadis la statistique « l'art de préciser ce qu'on ignore ».

Notre statistique officielle semble avoir pris pour modèle feu M. Natalis de Wailly qu'il suit pas à pas dans son classique *mémoire sur les variations de la livre tournois*, les vicissitudes qu'a eu à subir, depuis Louis XI jusqu'à Louis XVI, l'unité monétaire de l'ancienne France, et, pour chaque époque, se fait fort d'en déterminer la parité en francs. Il combine dans ce but divers procédés dont aucun n'est exempt de quelque empirisme, et par suite les équivalents qu'il obtient paraissent tous assez aléatoires. Dès lors, s'il se contentait de dire, par exemple, qu'en novembre 1350 « la valeur moyenne de la livre tournois déduite du cours volontaire de l'or combiné avec le cours légal de l'argent » lui paraît correspondre à 5 fr. 47 de notre monnaie, on ne songerait pas à lui en demander davantage. Or, poussant ses ventilations jusqu'aux dix-millionnièmes de centime, il écrit : 5 fr. 471.341.162. Et de même tout le long du volume. — Un judicieux ami lui ayant conseillé de sacrifier en masse ces très illusoires décimales, l'auteur n'en voulut pas démordre : « Si elles ne sont pas exactes, objecte-t-il expressément dans son *introduction*, « les zéros que j'y substituerai ne le seraient pas davantage ». La réponse remarque M. de Foville, est de celles qui désarment, et on comprend que l'ami n'ait pas insisté. — Ajoutons que dans notre statistique agricole il n'existe pas un département où le nombre des lapins, des poules ou des pigeons, soit rond.

Rester juge et maître de l'erreur possible, dit M. de Foville, tout est là. Et quand les statisticiens se seront bien familiarisés avec cette notion capitale, ils se sentiront, plus à l'aise pour étendre et multiplier leurs sondages. Rien ne les oblige, en somme, à se restreindre à l'étude des faits actuels ou récents. Une table de survie ou de mortalité n'est pas autre chose que l'expérience du passé mise au futur, en ce qui concerne la durée de l'existence humaine. Des transpositions analogues peuvent être tentées de bien des côtés. Pour savoir ce qui sera, la condition nécessaire et parfois suffisante, est de savoir ce qui a été. Et M. de Foville, conclut : « Un jour viendra, peut-être, où ce ne sera pas un vain rapprochement de mots que de voir, dans *la statistique de l'avenir*, l'avenir de la statistique ».

The Economist. — Signalons rapidement (fascicule du 4 janvier) que le rapport du *London Bank Clearings* donne, pour l'année 1901, un montant de transactions de 9.561.169.000 livres sterling (deux cent quarante et un milliards de francs) en augmentation de 600.999.000 livres sterling soit 6,7 p. 100 sur l'an dernier. *The Economist* enregistre, non sans une fierté légitime, ce fantastique record.

— Dans le fascicule du 1^{er} mars, une série d'*index-numbers* représentant les prix combinés de 22 catégories principales de marchandises, et qui s'établissent ainsi :

Fin décembre 1899.....	2.143
Fin décembre 1900.....	2.125
Fin décembre 1901.....	1.948
Fin janvier 1902.....	1.977
Fin février 1902.....	1.979

Nous rappelons que les *index-numbers* s'inscrivaient à 1.918 à fin décembre 1898, et à 1.890 à fin décembre 1897. A noter la hausse brusque de janvier et février derniers, suivant la baisse régulière et continue de 1901.

— Les numéros des 18 et 25 janvier contiennent une étude très importante sur « le commerce étranger et colonial de la Grande-Bretagne en 1901 comparé, en quantité et en valeur avec celui de 1900 ».

Cette étude débute par une phrase qui ferait frémir nos bons protectionnistes, s'ils lisaient *The Economist*.

La voici :

« Les résultats des importations dans le Royaume-Uni en 1901 sont plus satisfaisants qu'il n'apparaît des comptes officiels, car, bien que la valeur des importations de l'année soit de £ 836.177 inférieure à celle de 1900, il y a eu une grande augmentation dans la quantité des produits importés. »

Liberty Review. — Dans le fascicule du 15 février, un très spirituel « catéchisme de l'individualisme » par M. Henry Wilson. Le passage suivant raille, d'une façon amusante, la fameuse théorie socialiste de la plus-value et du profit :

— Comment M. Bax¹ explique-t-il ce que c'est que le profit ?

— D'une façon bizarre : Il dit qu'aucun profit ne peut être fait sur le marché, car étant donné que les sommes des satisfactions ou profits, de chaque côté, doit, avec le temps, se balancer, on ne peut faire de profits. Maintenant, comme c'est sur son profit que vit chaque producteur, chacun doit être mort.

— C'est un raisonnement singulier.

— Non, c'est un raisonnement socialiste très normal. Un cordonnier ayant fait des chaussures pour lui-même échange les autres qu'il a fabriquées contre du blé, du mouton, etc. ; un fermier fait de même avec le blé qui lui reste. Cela dure pendant soixante-dix ans ; et cependant, suivant M. Bax, ils sont morts tout le temps !

— Et d'où vient cette erreur ?

— M. Bax dit qu'il est impossible de faire un profit par l'échange.

— Et d'où vient-il alors ?

— D'une chose curieuse et fantastique qui s'appelle la plus-value. C'est quelque chose de très important ; car, comme dit M. Bax, c'est notre citadelle de tout le système capitaliste de production, avec son exploitation et son appauvrissement du prolétariat — je croirais plutôt que c'est la citadelle de l'erreur socialiste.

¹ Auteur d'un catéchisme socialiste.

Giornale degli Economisti : — J. C. Conigliani, mort le 6 décembre dernier, dont nous regrettons vivement la perte, car il était l'un des plus distingués parmi les jeunes économistes italiens, a publié son dernier article dans le fascicule de décembre du *Giornale degli Economisti*. Cet article est intitulé : « Sur la prétendue diminution du patrimoine national italien ». J. Conigliani, expose, — encore avec beaucoup moins de détails — des arguments et des chiffres analogues à ceux mis en avant par notre confrère M. Neymarck dans sa remarquable étude : « La France se ruine-t-elle ? »

Si les deux auteurs semblent peut-être quelque peu optimistes, il n'en est pas moins vrai, à notre avis, qu'ils ont fait une réponse nécessaire aux prédictions désespérées des « broyeurs de noir » qui fourmillent, paraît-il, aussi bien de l'autre côté que de ce côté-ci des Alpes.

— Dans le fascicule de février, M. P. Boninsegni, à grand renfort d'équations, de courbes, d'angles, de parallélogrammes, etc., étudie « les fondements de l'économie pure », de cette économie pure, ajoute-t-il, « pour laquelle la plupart des économistes français affectent un souverain mépris. » — J. Boninsegni semble s'en étonner, de même que M. Tarde s'étonne de voir méconnue sa *psychologie économique intercérébrale*, cette « vérité si manifeste », qui consiste en « l'étude des phénomènes du moi impressionné par un autre moi, sentant un être sensible, voulant un être volontaire, percevant un être intelligent, *sympathisant* en homme avec son objet », etc., etc.

— « Eh, messieurs, comme disait Bastiat (*Propriété et spoliation*) avez-vous pris à tâche de dégouter de la science ? »

— Nous considérons, quant à nous, que les économistes ont autre chose à faire qu'à s'amuser à tracer des dessins ou à formuler des équations qui n'ont jamais rien prouvé, qui n'ont jamais fait faire un pas à la science, au contraire ; à approfondir des phénomènes « du moi impressionné par un autre moi voulant, sentant, etc... », ou à se demander sérieusement ce qu'il serait advenu de l'humanité, si la terre, au lieu d'être ronde, avait été conique, pyramidale ou plate !!!

— *L'Economista* (Florence). A signaler, dans le fascicule du 22 décembre, un excellent article sur « La politique protectionniste italienne », dont l'auteur étudie spécialement les trois mani-

festions principales (qui sont les mêmes qu'en France) : le droit d'entrée sur les blés; la protection de l'industrie sucrière, et les primes à la marine marchande.

Le droit d'entrée sur les blés a été porté, en 1895, à 7,50 lire le quintal. Qu'en est-il résulté? Il en est résulté que le Trésor, après avoir perçu 63,8 millions de lire en 1885-96 n'a plus obtenu de ce chef que 32,2 millions en 1896-97; 33,7 en 1897-98; 27,3 en 1898-99 et 40,5 en 1899-1900, et que le blé reste sur le marché italien, en tenant compte de l'agio sur l'or, à un prix supérieur « d'au moins 8 à 9 lire », au prix mondial. De son côté, la farine est « protégée » par un droit de 12 lire 50. L'*Economista* montre que le bénéfice en va intégralement à quelques grands meuniers et propriétaires fonciers; la masse des propriétaires n'en profite pas; car ils sont en très petit nombre, comme en France, du reste, ceux qui produisent beaucoup plus que la quantité nécessaire à leur consommation.

Mais la production du blé s'est légèrement accrue! — La belle consolation! Comme s'il n'était pas facile, avec des primes, d'introduire, à Paris même, la culture des orangers!

Passons sur la question des sucres; aussi bien les résultats de la conférence de Bruxelles nous dispensent d'insister. Notons seulement que la législation italienne avait eu pour effet de *centupler* en dix ans la fabrication du sucre, en faisant passer à 33 en 1900, les 2 fabriques de 1894.

Quant à la marine marchande, les millions et les millions de primes qui lui furent distribuées depuis 1885 eurent un résultat vraiment extraordinaire; seulement ce n'était certes pas celui que ses auteurs en attendaient : « La flotte marchande *non primée*, constate l'*Economista*, s'est augmentée dans des proportions supérieures à celle de la flotte *primée*, et les trois quarts de notre commerce maritime avec l'étranger se font par bateaux étrangers! » La loi du 16 mai 1901 est venue mettre un frein à cette protection; elle a réduit à 8 au lieu de 10 millions par an jusqu'en 1905-06 les primes à attribuer à la marine marchande.

Nous souhaitons que ce soit le commencement d'une marche vers zéro.

— Dans le fascicule du 19 janvier, l'*Economista* répond au reproche de la *Fanfulla* : « L'Italie est désormais le pays classique des grèves », par le petit tableau statistique suivant, qui ne manque pas d'intérêt.

Nombre des grèves

Années	Allemagne	France	Angleterre	Autriche	Italie
1890.....	—	313	1.040	—	139
1891.....	—	567	906	104	132
1892.....	73	261	700	101	119
1893... ..	116	634	643	172	131
1894... ..	130	391	929	172	109
1895.....	204	405	745	209	126
1896.....	483	476	926	305	210
1897.... .	578	356	864	246	217
1898.....	985	368	711	255	256
1899.....	1.311	739	719	311	259
1900... ..	1.433	902 ¹	648	—	—

L'Italie détient donc le « record » du moins grand nombre, et l'Allemagne celui du plus grand nombre de grèves. L'augmentation du nombre des grèves en Allemagne est considérable; ce nombre atteint presque en 1900 celui de la France et de l'Angleterre réunies.

Fait à noter : dans tous les pays le nombre des grèves, depuis dix ans, est en augmentation ; en Angleterre, par contre, il est en diminution régulière, et cette diminution atteint 40 p. 100 de 1900 sur 1890.

Remarquons encore que cette statistique, publiée en Italie, par un journal italien, donne bien le nombre des grèves, en 1900, pour l'Allemagne, la France et l'Angleterre, mais ne le donne pas, pour l'Italie.

— On sait que M. Giolitti a publié, le mois dernier, un projet de loi complet sur la municipalisation d'un certain nombre de services publics, notamment : la construction de réservoirs et de conduites d'eau, l'entreprise d'éclairage public et privé, la construction et l'entreprise de marchés publics ainsi que de fours publics « destinés à empêcher des relèvements artificiels du prix du pain » ; la construction et l'entreprise de maisons de bains et de lavoirs publics, de lignes de tramways, omnibus, etc. ; la production et la distribution de force motrice hydraulique ou électrique, avec la construction d'établissements et d'organisation *ad hoc* ; l'entreprise de transports funèbres, etc., etc. Le fascicule du 9 février de l'*Economista* en contient une critique sévère mon-

¹ 523 en 1901.

trant avec beaucoup de force et de netteté les dangers financiers, économiques et moraux de la municipalisation des services publics. Que de belles expériences coûteuses vont pouvoir être faites aux frais des contribuables ; quelle arme électorale entre les mains des municipalités ! Que de corruptions en perspective !

Nous souhaitons que le Parlement italien vote le projet Giolitti. Que l'expérience soit faite ! Elle sera un petit mal, pour un grand bien.

La Rassegna Nazionale. — A signaler, dans le fascicule de février, sous ce titre « la souveraineté nationale », un plaidoyer très éloquent et surtout très habile, de M. E. Monnosi en faveur de la souveraineté du roi d'Italie. « Personne, dit M. Monnosi, n'a le droit, en face du roi, de se dire souverain. Le roi est le seul souverain, et sa souveraineté est antérieure à la constitution, qui fut, de sa part, une concession, et qui devint ensuite un pacte accepté et consenti », que personne, même pas lui, n'a le droit de rompre.

M. Monnosi semble croire encore que les peuples ont été faits pour les rois, et non pas les rois pour les peuples.

Idée bizarre, au xx^e siècle !

La Riforma Sociale du 15 février publie sous ce titre : « *Rivista Economico-finanziaria dell'Italia nel periodo 1885-1901* », une longue et copieuse étude signée *Spectator*. L'auteur commence par étudier les variations de cours des principales sociétés de crédit et entreprises industrielles italiennes ; il en fait le détail année par année, pour condenser ensuite les résultats de son étude dans un tableau d'ensemble. Deux tendances en ressortent nettement : l'une, fortement accentuée sur la baisse s'étend de 1887 à 1894 ; la seconde, qui comprend la période 1895-1901, voit les cours se relever lentement, mais progressivement. Nous n'entrerons pas dans les détails de ce tableau ; bornons-nous à dire que les 27 titres étudiés par *Spectator* représentent ensemble une valeur nominale de 12.430 lire et une valeur cotée de :

au 31 mars 1887.....	18.547 lire
— 1894.....	6 833 —
— 1901.....	8.232 —

Passons aux variations de la richesse en Italie ». Il résulterait des tableaux de *Spectator* que, de 46 1/4 milliards de lire en

1876-80, la richesse italienne moyenne aurait monté à 51.667 millions de lire en 1881-86 ; à 54.679 millions en 1887-91 ; pour fléchir à 54.082 millions en 1891-94, et toucher, enfin, à 51.446 millions en 1896-1901. Nous faisons toutes nos réserves en ce qui concerne ces chiffres. Si nous examinons les moyennes annuelles de *Spectator* nous remarquons, par exemple que la richesse de l'Italie aurait augmenté de 4 milliards en 1886-87 ; baissé de 5 milliards 1/2 en 1888-89 ; augmenté de près de 5 milliards en 1900-1901 ; — qu'elle aurait augmenté de près de 4 milliards de 1886-87 à 1893-94, période, comme nous venons de le voir, de crise intense sur les valeurs mobilières ; et qu'elle aurait baissé d'un milliard de 1893-94 à 1900-1901, période de relèvement des valeurs mobilières. Il y a là quelque chose qui ne nous semble pas très clair.

Spectator examine ensuite les variations de prix des denrées agricoles, le mouvement des affaires, les fluctuations du change, le budget italien, qui a presque doublé, depuis 1879, et présente, au cours de la période commençant à cette date, déjà huit années de déficit ; — le commerce extérieur, qui atteint, en 1900, 92 fr. 58 par tête, contre 82 fr. 60 en 1884 ; — le mouvement de la population qui se résout, en vingt ans, (1881-1901) par une augmentation de population de 3.990.126 habitants, en dépit d'une émigration permanente qui a dépassé, au cours de ces dernières années le chiffre de 150.000 par an.

En résumé, étude très complète et très documentée, mais qui, sous le rapport de la richesse nationale a besoin à notre avis de subir quelques rectifications.

L'Italia Coloniale. Le fascicule de février contient un intéressant article de G. C. Belcredi intitulé « Les nouveaux rapports financiers avec la France ». M. Belcredi y commente avec scepticisme la nouvelle de la création en France d'établissements de banque destinés « à se consacrer spécialement aux affaires Italiennes » et à « resserrer les liens qu'unissent les deux pays ». M. Belcredi ne se prononce pas pour ; il ne se prononce pas contre ; et son article finit par un mot charmant : *Se son rose, fioriranno...*

Signalons encore, parmi les revues italiennes :

Dans la *Rivista Moderna* (15 janvier) un article signé XXX, et intitulé « variations et révélations sur le thème franco-italien ».

Dans la *Cooperazione rurale* (novembre et décembre) des notes intéressantes sur la coopération et les caisses rurales.

Dans *Minerva* (2 mars). — Les statistiques des faillites, etc.

North american Review (janvier 1902). — A signaler tout particulièrement une remarquable étude de M. Yves Guyot intitulée, « la question des sucres en Europe ». C'est un plaidoyer extrêmement énergique et absolument irréfutable, en faveur de l'abolition des primes sucrières.

Les lecteurs du *Journal des Économistes* savent de quelle importance ont été la campagne et l'intervention de M. Yves Guyot dans les décisions de la conférence de Bruxelles. C'est à lui, en grande partie, que nous serons redevables de l'abolition d'un système ruineux et stupide, et de la possibilité, enfin, d'avoir du sucre à bon marché.

Ce n'est pas là du reste la première victoire que compte à son actif le directeur du *Siècle* ; et nous espérons bien qu'il en remportera d'autres ; et cela lui vaudra encore quelques rancunes et quelques haines. C'est malheureusement le plus clair de ce qu'on recueille à défendre l'intérêt général contre la coalition des intérêts particuliers !

Dans le même fascicule, M. A. Raffalovich étudie « la Dette publique de la Russie ». Il la divise en trois périodes, dont la première prend fin avec le règne de Catherine II. A ce moment, le crédit public n'existait pas ; les monopoles, l'affermage des charges publiques, l'altération des monnaies constituaient la majeure partie des ressources des souverains. M. Raffalovich rappelle les tentatives infructueuses des divers gouvernements pour négocier des emprunts chez les puissances étrangères. Au cours du règne de Pierre-le-Grand, le budget passe de 3 à 10 millions de roubles, et se solde en déficit. Ces déficits sont comblés par de nouveaux impôts, de nouveaux monopoles, de nouvelles altérations des monnaies.

Une seconde période va de l'avènement de Catherine II à la fin des guerres Napoléoniennes. Elle est inaugurée par des émissions de papier monnaie, dont la valeur ne tarde pas à fléchir d'une façon considérable. Mais la Russie est devenue un Etat centralisé et puissant, et, en 1769, Catherine II réussit à négocier avec la Hollande un premier emprunt de deux millions de roubles. il est suivi bientôt d'une vingtaine d'autres. En 1796, la dette de la Russie atteint 280,5 millions de roubles ; elle monte à 383 mil-

lions en 1824, après les guerres de l'Empire, et au début de la troisième période.

A ce moment les guerres de 1828-1831 provoquent de nouveaux appels au crédit; la dette passe à 493 millions de roubles en 1834; la création et l'entretien d'une armée importante, la construction du chemin de fer de Moscou à Saint-Petersbourg, etc., la font monter à 828 millions de roubles en 1848. C'est alors que s'ouvre la « question d'Orient »; la dette passe à 1.034 millions de roubles en 1853. Puis vient la guerre de Crimée, l'insurrection polonaise, le développement du réseau ferré; enfin, le gouvernement russe procède à toute une série d'opérations et de réformes financières; la dette s'inscrit, au 1^{er} janvier 1887, à 4.357 millions de roubles. L'achèvement du réseau de chemins de fer la fait passer à 6.108 millions de roubles au 1^{er} janvier 1899, et enfin à 6.150 millions de roubles au 1^{er} janvier 1900.

M. Raffalovich rappelle en terminant les succès de l'emprunt 4 p. 100 de 1901, d'un montant de 424 millions de francs, destinés à rembourser le Trésor des avances par lui faites aux Compagnies de chemins de fer, et il conclut : « Ce succès prouve que le crédit de la Russie est absolument intact et que les capitalistes ont en elle la confiance que méritent sa solvabilité et son respect pour les obligations qu'elle contracte. »

— Dans un article très éloquent que publie le fascicule de février de la même revue, M. Oscar S. Straus, qui fut ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, met en lumière l'importance de la « Conférence pour la paix industrielle » qui s'est réunie à New-York en décembre dernier, et à laquelle prirent part les délégués de plus de deux millions d'ouvriers, en même temps que les représentants des principaux chefs de l'industrie américaine. Le résultat pratique de cette Conférence fut l'élection d'un Comité ayant pour objet d'étudier « les meilleurs moyens d'établir des relations pacifiques entre employeurs et employés », de s'efforcer « par ses bons services, d'éviter et de prévenir les grèves et les *lock-out*; et « d'aider à renouer des relations industrielles, lorsqu'une rupture aura eu lieu ». Le Comité s'interdit le rôle d'arbitre, « à moins que les pouvoirs ne lui en soient conférés par les deux parties en désaccord ». Ajoutons que tous les industriels, aussi bien que tous les ouvriers, syndiqués ou non, peuvent réclamer les bons offices du Comité.

M. Straus croit ce Comité destiné à jouer un grand rôle; nous l'espérons volontiers, quoique, à notre avis, c'est moins d'un

nouveau rouage que de plus d'éducation intellectuelle et morale des employeurs comme des employés que la « paix industrielle » pourra résulter. L'initiative des organisateurs de la « Conférence » est en tout cas des plus louables; souhaitons qu'elle soit féconde, et que, au cours des vingt années qui commencent, les ouvriers des Etats-Unis ne perdent plus les 258 millions de dollars, — et leurs employeurs, les 123 millions de dollars — le tout, près de 3 milliards de francs, — que les grèves leur ont fait perdre au cours des vingt années qui viennent de s'écouler.

Journal of Political Economy. — M. S. Adams publie dans le fascicule de décembre 1901 un copieux article intitulé « Index-numbers and Standard of value ». — « Définissez les termes », disait Voltaire. M. T.S. Adams aurait eu besoin de se le rappeler, il ne nous dit pas, en effet, ce qu'il entend par valeur, et s'il ressort de son article qu'il semble tout acquis aux théories de l'école autrichienne, il omet de nous en donner les raisons.

— Y a-t-il une ou plusieurs sortes de valeurs?

— La valeur est-elle antérieure à l'échange, et existe-t-elle indépendamment de l'échange?

La valeur, au contraire, ne naît-elle que par l'échange?

Dans ce dernier cas, les produits naturels, les dons de la nature sont-ils gratuits ou non?

La valeur réside-t-elle exclusivement ou non, dans le service rendu, dans le travail fourni, incorporé, ou dans le travail épargné?

— C'est à ces questions qu'il faudrait répondre d'une façon définitive. La notion de valeur est à l'économie politique ce qu'est, à l'arithmétique, la numération; et tant que nous ne saurons pas exactement à quoi nous en tenir, nous manquerons de bases sérieuses.

— Qu'est-ce que la valeur, et en quoi consiste-t-elle? Trois traités de maîtres éminents donnent trois réponses, non seulement différentes, mais contradictoires.

Nous avouons que, pour notre part, nous sommes très perplexes.

— C'est encore de la valeur que parle M. R. S. Padan dans un article du même fascicule, intitulé: « La valeur relativement à l'intérêt ». M. R. S. Padan nous prévient qu'il entend par valeur, « valeur d'échange, ou mieux, ce que M. Böhm-Bawerk qualifie de valeur d'échange objective. »

Cette fois au moins, nous savons ce que parler veut dire, mais nous finissons aussi par comprendre comment M. Thiers a pu qualifier un jour l'économie politique de littérature ennuyeuse. Pour prouver en effet que l'intérêt ne dépend pas exclusivement de la valeur (pour nous, il ne dépend absolument que du service rendu, du risque couru, et de la loi de l'offre et de la demande), M. Padan se lance dans des exemples extraordinairement compliqués et dans des calculs qui n'en finissent pas, alors que la question pourrait si facilement être tranchée par un raisonnement bref et clair.

— Après les critiques, les éloges. — Ce même fascicule contient un article très remarquable de M. Jacob Schœnhof intitulé : « Le fer et l'acier en Angleterre et en Amérique. » M. Schœnhof y démontre, avec une logique serrée qu'appuient des chiffres précis, que, pour le moment, en tous cas, et malgré ses Trusts, l'Amérique ne peut pas, quoi qu'on en dise, concurrencer l'Angleterre sur son propre marché. Nous avons dit « malgré les Trusts » ; mieux aurait valu peut-être : « à cause des Trusts ». M. Schœnhof est, en effet, très sceptique quant à leur utilité industrielle. « Les Trusts, dit-il, ne possèdent pas d'avantages qui n'aient été employés antérieurement par des individus », et il ajoute : « Nous comprenons les nécessités financières qui ont provoqué la constitution des Trusts, mais nous n'arrivons pas du tout à comprendre que la consommation puisse profiter en quoi que ce soit de ces combinaisons, même si elles n'étaient pas principalement constituées dans le but de maintenir les prix et d'empêcher la concurrence. »

M. Schœnhof est un économiste de la vieille école : il n'emplit pas ses articles d'équations ou de courbes ; il y met quelque chose de mieux : du raisonnement et des raisons ; il y met aussi des citations, et en voici une ¹ :

« La concurrence est l'arbitre suprême des prix, le régulateur légitime et équitable qui gouverne le marché avec justice et modération ; elle met une limite à toutes les prétentions excessives ; elle restreint l'avidité et l'avarice, et les contraint à se contenter de profits raisonnables ; elle ne protège ni n'opprime ; elle n'aime ni ne hait ; elle ne donne ni ne prend ; toujours impartiale, elle regarde d'un même œil toutes les conditions, et elle distribue à chacun, sur la somme totale de la propriété publique, la part qui lui est légitimement due. »

¹ Extraite de *Il Colbertismo*, par le comte Mengotti, Florence, 1792.

— « Nous reviendrons à ces vieilles idées, conclut M. Schœnhof, quand notre débauche actuelle aura pris fin et que nous en aurons payé les frais... » — Nous aussi, sans doute ; mais, pourvu qu'ils ne soient pas trop lourds, — ils le sont déjà tant ! — les frais de la débauche protectionniste.

Political Science Quarterly (décembre 1901). — De M. J. H. Hollander, un très intéressant article sur « les finances de Porto-Rico » dans lequel l'auteur, avec une fierté très légitime, s'attache à montrer les progrès accomplis dans l'île, depuis qu'elle est passée sous le gouvernement des États-Unis. Autant sa situation économique et financière était mauvaise sous la Restauration espagnole, autant elle est bonne aujourd'hui ; et pourtant, la prise de possession de l'île ne date que du 25 juillet 1898. Mais les Américains vont vite en besogne. A peine installés dans l'île, ils commencent par supprimer les trois quarts des impôts existants : les contributions insulaires, les droits de douanes sur les denrées alimentaires, les impôts de consommation, les loteries, les *derchos reales*, etc. Dès le 1^{er} mai 1900, le gouvernement militaire est remplacé par l'administration civile, et le 25 juillet dernier, le libre-échange était établi entre Porto-Rico et les États-Unis. Actuellement, dit M. Hollander, « la situation financière de Porto-Rico peut supporter favorablement la comparaison avec n'importe quelle localité des États-Unis » ; il reste encore beaucoup à faire, sans doute ; mais nous pensons avec lui que ce qu'a déjà réalisé dans l'île l'administration américaine permet de bien augurer de l'avenir.

— M. E. R. A. Seligman publie dans le même fascicule la première partie d'une étude qui s'annonce comme très sérieuse sur « l'interprétation économique de l'histoire ». Il y parle un peu de Montesquieu et de Buckle, et beaucoup de Karl Marx ; il possède du reste de ce dernier une connaissance approfondie, et qui mérite d'autant plus d'être signalée que la plupart de ceux qui parlent de Karl Marx — comme la plupart de ceux qui parlent de Malthus, — ne connaissent généralement leurs œuvres et leurs idées que par ce qu'on leur en a dit.

M. Seligman nous montre Karl Marx, disciple d'Hegel et de Feuerbach, « devenant socialiste, en grande partie par l'influence qu'exercèrent sur lui Saint-Simon et Proudhon » ; c'est alors qu'il écrit : « Le livre de Proudhon : « Qu'est-ce que la propriété ? » a pour

l'économie nationale moderne, la même signification qu'a eue pour la politique moderne, l'ouvrage de *Say*¹ : « Qu'est-ce que le Tiers Etat ». Il devait écrire plus tard la « Misère de la Philosophie » en réponse à la célèbre « Philosophie de la Misère », et qualifier d'« illusion de métaphysique ou de jurisprudence »², la théorie de Proudhon sur la propriété.

M. Seligman nous conduit rapidement à travers les divers ouvrages et écrits de Karl Marx, nous montrant qu'il fut le premier écrivain qui pensa à écrire en détail l'histoire des premières idées économiques en Grande-Bretagne, le premier « économiste » qui pensa à étudier sérieusement les « livres bleus » britanniques. De même que M. Böhm-Bawerk, M. Seligman considère Karl Marx comme « un génie philosophique », une « force intellectuelle de premier ordre », il admire beaucoup son érudition, qui était très étendue et réelle. Mais M. Seligman nous semble aller un peu loin lorsqu'il déclare « qu'à l'exception peut-être de Ricardo, l'histoire entière de la science économique ne compte pas d'esprit plus original, plus puissant et plus remarquable que Karl Marx. »

Nous devons dire que nous nous attendions à cette conclusion, car nous avons lu, dans les premières pages de l'étude de M. Seligman, qu'il considère « comme une erreur fondamentale des économistes classiques » la croyance en des « lois nouvelles qui gouverneraient la production et la création des richesses ».

Il est regrettable que M. Seligman n'ait pas apporté à l'étude des économistes la conscience et le soin qu'il a mis à étudier Karl Marx. Il n'aurait pas les mêmes idées.

Annals of the American Academy (janvier). — Ce fascicule contient deux importantes études ; nous nous bornerons à signaler la première : « La situation actuelle et l'avenir de la construction maritime aux Etats-Unis », par M. J. F. Crowell ; nous nous étendrons sur la seconde, qui est due à M. Martin A. Knapp, et traite d'une façon remarquable la question du rachat des chemins de fer par l'Etat ; nous laisserons cependant de côté les vues particulières qu'expose M. Knapp au sujet des Etats-Unis ; il signale, par exemple, que le rachat des chemins de fer par l'Etat y aurait cet avantage de permettre l'établissement de tarifs stables et fixes — et ce côté de la question n'est pas à envisager chez nous.

¹ Siéyès : l'erreur est certainement typographique.

² *Misère de la philosophie*, 1847, p. 153.

tarifs de la poste ou les droits sur un article quelconque ; et l'on conçoit que, à la suite d'une élection ou d'engagements de partis, un système de tarifs puisse être adopté, extrêmement avantageux pour une ou plusieurs parties du pays, dont les représentants se seraient coalisés dans ce but, et mettant d'autres parties du pays dans une situation de sérieux désavantage. » Et c'est en cela, conclut M. Martin A. Knapp « que je vois la plus grande difficulté ; et c'est pour cette raison, plus que pour aucun autre, que je regretterais de voir le gouvernement assumer la tâche de posséder et d'exploiter nos chemins de fer. »

Ces courts extraits permettent à peine de se rendre compte de l'importance de l'étude de M. Martin A. Knapp ; nous nous en tiendrons cependant là ; il faudrait tout citer.

Nous exprimerons, en terminant, le souhait et l'espoir de voir l'article de M. Knapp tomber sous les yeux de M. Bourrat ; il ne pourrait manquer, évidemment, d'en publier une réfutation ; nous serions curieux de savoir quelle argumentation le député de Perpignan opposerait à celle de M. Martin A. Knapp.

Zeitschrift für Socialwissenschaft (Heft I). — Sous ce titre « l'Australie, paradis des ouvriers », M. Frantz Oppenheimer publie de très intéressants commentaires d'un ouvrage récent de M. Métin. Parmi ces remarques signalons celle-ci : « Avec d'aussi brillantes conditions d'existence, le nombre des naissances, d'après Malthus, devrait atteindre un taux formidable. Au contraire, elle décroît de période en période, et la natalité en Nouvelle-Zélande, l'Etat le plus avancé est presque au niveau de celle de la France ». M. Oppenheimer y voit « un nouvel argument » contre la théorie de Malthus.

Ce n'est pas nous qui le contredirons.

— Dans le même fascicule, M. Friedrich Prinzing, dont nous avons déjà, à diverses reprises, signalé les intéressants travaux démographiques, publie une étude très complète sur « la fécondité illégitime en Allemagne. » Il en ressort ce fait qui mérite d'être scruté que le taux des naissances illégitimes se maintient, en somme, toujours au même niveau, tandis que le taux des naissances légitimes décroît très sérieusement, ainsi que le prouvent les chiffres suivants :

Périodes	Naissances	
	légitimes	illégitimes
1872-75.....	29,7	2,90
1879-82.....	27,4	2,98
1889-92.....	26,5	2,83
1894-97.....	26,7	2,92

Nous regrettons que, dans ce tableau, les périodes 1876-78 et 1883-88 et l'année 1893, ne figurent pas; ces omissions lui enlèvent les trois quarts de sa valeur.

— Dans les fascicules II et III de la même revue, une intéressante étude de M. Richard Lasch sur « La tendance à l'accroissement chez les peuplades sauvages, et les obstacles qu'elles y apportent » c'est une étude très documentée sur l'infanticide et l'avortement. Remarquons, — et nous ne voulons pas voir la autre chose qu'une coïncidence — que quelques citations de M. Richard Lasch ressemblent mot pour mot à certains passages de la *Sociologie* du regretté D^r Ch. Letourneau.

— Le fascicule III nous apprend — et nous avouons que nous ne nous en doutions pas du tout — que dans toute la région d'Essen la monnaie, non seulement de billon, mais la monnaie d'argent, a fait défaut au cours de l'année 1901. Elle a manqué si bien que le public a dû se résigner à effectuer ses achats — et les marchands, leurs ventes, au moyen de timbres-poste; « ce qui était très incommode » dit le rapport de la Chambre de commerce d'Essen.

— Nous le croyons volontiers.

Zeitschrift für Volkswirtschaft (Heft VI). — Nous avons parlé dans le *Journal des Economistes* de janvier dernier, de l'importante étude sur « le problème de l'émigration autrichienne » dont M. Joseph Buzek avait publié la première partie dans le V^e fascicule de la *Zeitschrift für Volkswirtschaft*. Le fascicule actuel nous en donne la seconde partie.

Dans la première partie de son étude, M. Josef Buzek s'était appliqué à montrer l'importance de l'émigration autrichienne, et la « nécessité » de l'enrayer. — Comment? C'est la question que nous nous étions posée. M. Buzek y répond aujourd'hui, et d'une façon qu'il nous est impossible d'approuver.

Certes, nous considérons que M. Buzek a mille fois raison quand il demande que le futur émigrant soit protégé contre l'exploitation des agents d'émigration; quand il demande que des mesures soient prises pour mettre obstacle à la « traite des blanches » qui se pratique en grand, paraît-il, sur les côtes de l'Adriatique; quand il demande que des agences d'information soient ouvertes, où l'émigrant pourra trouver, gratuitement, sur

son futur pays d'adoption, des renseignements indispensables. Ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est l'interdiction, que réclame M. Buzek, d'émigrer par exemple « vers des pays inopportuns ou impropres » (ungeeignet).

M. Buzek réclame l'interdiction d'émigration pour « les personnes que l'âge, la maladie, etc., aura rendues incapables de travailler »... ; pour les personnes « qui veulent émigrer dans des pays où leur existence, leur liberté et leurs biens *pourraient* (könnten) courir de sérieux dangers ».

Et qui donc peut estimer que l'âge ou la maladie rendra quelqu'un incapable de travailler, sinon ce quelqu'un lui-même ? Si tel pays présente des dangers, et s'il me platt de m'y exposer, d'en courir les risques, de quel droit m'en empêchera-t-on ? Quel est le pays non ou peu civilisé où mon existence, ma liberté, mes biens, ne courent pas de risques ? Qui ne risque rien n'a rien. Et quelle est la ligne de démarcation entre un pays présentant de sérieux dangers (schwere Gefahren) et des dangers tout court ; — même pas « présentant », mais pouvant présenter » ? Et c'est à l'Etat qu'incomberont ces appréciations !

— Singulière façon de contribuer à résoudre la question précisée et exposée par M. G. de Molinari : le « Problème du gouvernement individuel » ¹.

Jahrbuch für Gesetzgebung (Heft I) — De M. Hermann Schumacher, un article sur « les intérêts maritimes de l'Allemagne dans l'Océan Pacifique », pour lesquels il prévoit le plus grand essor.

A signaler également de très curieux extraits de livres de commerce de Venise que publie M. H. Sieveking, sous ce titre « Contribution à l'histoire du commerce en gros pendant le xv^e siècle » ainsi qu'une importante étude de M. Léopold von Wiese sur la situation des industries métallurgiques de la Westphalie.

Die Nation. — Le fascicule du 22 février contient un article intitulé « Le Droit sur les blés et les réformes sociales », dans lequel l'auteur, M. Paul Arndt, fait ressortir « de quelle façon la situation matérielle de la classe laborieuse sera influencée par le droit sur les blés ». Il examine à ce sujet les arguments pré-

: ¹ *Les problèmes du xx^e siècle*, Guillaumin.

sentés et par M. Dietzel et par M. Karl Diehl, et il se rallie aux conclusions de celui-là ; « le droit sur les blés rendra plus fréquentes et plus importantes les fluctuations du marché du travail, en augmentant la fréquence et la masse des oscillations du prix du blé ; s'il augmente d'une façon permanente le prix du blé, c'est-à-dire du pain, il provoquera une tendance à l'abaissement des salaires ».

— Droits sur les blés et réformes sociales, dit M. Paul Arndt, « sont deux mots qui vont ensemble comme les poings sur les yeux ». Il conclut en formulant la crainte « qu'une politique commerciale hostile aux intérêts des travailleurs ne parvienne à détruire ce qu'une politique sociale bienveillante à l'égard des travailleurs avait bâti. »

— Dans le fascicule du 1^{er} février, un article très spirituel sur le Duel, sous la forme d'un Dialogue entre Socrate et Alcibiade, imité, nous dit l'auteur, d'un des « Dialogues des Morts » de Lucien. Alcibiade y explique à Socrate les raisons qui militent en faveur du duel. N'y a-t-il pas des insultes qui ne peuvent se laver que dans le sang ». — Et si c'est l'offensé qui est tué ? Son honneur est vengé quand même...

— Hélas, conclut Socrate, ce n'est pas encore la sagesse, mais toujours la folie qui gouverne les hommes ».

Revista de Economía (Madrid. — Le fascicule du 5 janvier contient une intéressante étude intitulée « L'Économie Nationale en 1901 » que nous nous bornerons à signaler. Un article de M. Adolfo Posada sur la journée de huit heures, que publie la même revue, dans son fascicule du 9 mars, mérite plus d'attention. Cet article est une critique — pas bien méchante — de l'étude publiée sur le même sujet par notre directeur M. G. de Molinari, dans sa chronique du *Journal des Économistes* de février dernier.

M. A. Posada commence par affirmer que la « réduction de la journée de travail n'implique pas nécessairement une diminution proportionnelle dans la production ». Il ajoute : « Si l'ouvrier, pour des raisons physiologiques, est capable de produire, en huit heures, autant ou plus qu'en dix ou neuf, où est la perturbation économique que l'on craint ? Comment craindre une baisse des salaires par suite d'un amoindrissement de production ? »

Évidemment ; si, si, et si.... un proverbe champenois dit :

La Estafeta. Signalons dans le fascicule du 26 janvier une importante étude statistique sur « le mouvement des valeurs à la Bourse de Madrid en 1901 », donnant, mois par mois, résumés dans un tableau les cours les plus hauts, les plus bas, ainsi que les cours moyens des principales valeurs.

Dans *Le Resumen de Agricultura* (janvier) des chiffres intéressants sur le coût de la vie à Madrid, Paris et Londres; le pain coûterait à Londres 0 fr. 20; à Paris 0 fr. 35, à Madrid 0 fr. 40 le kilo; le lait: à Londres, 0 fr. 30; à Paris 0 fr. 40, à Madrid, 0 fr. 80 le litre; le pétrole: à Londres 0 fr. 20; à Paris, 0 fr. 45; à Madrid, 0 fr. 80 le litre; la viande de bœuf à Londres, 1 fr. 50; à Paris, 2 fr., à Madrid 3 fr. 50 le kilo., etc.

Voici, d'autre part, comme s'établirait le budget hebdomadaire de dépenses d'une *famille de six personnes en Hollande, en Allemagne et en Espagne*.

Nous ne garantissons pas l'absolue exactitude de ces chiffres, qui nous semblent avoir été forcés, en ce qui concerne l'Espagne:

	Hollande	Allemagne	Espagne
	— Francs	— Marks	— Pesetas
Trois livres de viande de bœuf.	1.35	2.10	4.50
Quatre livres de porc	1.80	2.80	5 »
Une livre de graisse	0.55	0.60	1.10
Trois livres de farine, maïs, etc	0.42	0.51	0.90
Quatre livres de légumes	0.56	0.72	2.40
Dix livres de fruits à cuire	0.60	1. »	2.50
Cinq jours de salade	0.75	1.50	2.62
Trente-cinq livres de pommes de terre.	0.90	1.20	0.70
Vinaigre, condiments, etc.	0.40	0.40	11.20
Quatorze litres de lait.	2.10	2.52	3. »
Quinze livres de pain bis	2 32	1.86	2.20
— blanc.	1.75	2.50	» »
Deux livres de saindoux	1. »	2.50	» »
Fromage et œufs	0.70	1. »	» »
Une 1/2 livre de sucre	0.20	0.15	» .55
Une livre de café	0.65	1.10	» .50
Trois litres de pétrole.	0.48	0.63	» .40
Savon	0.50	0.50	» »
Deux cents kilos de charbon.	2.40	2.20	» »
Une livre de tabac.	0.50	1. »	» .60
Sept litres de bière	1.18	1.40	» »
Total	20.11	28.19	61 - 17

El Economista Mexicano. — Signalons, dans le fascicule du 8 février, la première partie d'une étude sur « Les Trust Américains », signée Pablo de Rousiers, et qui a tout l'air d'être une traduction.

La Republica (Mexico). — De M. Luis G. Alvarez dans le numéro de janvier un très intéressant article intitulé « Erreurs statistiques dans notre importation et notre exportation ». Pour évaluer, en monnaie mexicaine, les importations étrangères, les documents officiels comptent la livre sterling à 5 dollars or ; le dollar des Etats-Unis à 1 dollar-or mexicain ; le franc à 0.20, et le marc allemand à 0.25 dollar. Or français dit M. Alvarez, la livre sterling contient 7 gr. 321,800 d'or pur, tandis que 5 dollars mexicains or, en contiennent 7 gr. 402,718 ; poser 1 liv. st. = 5 dollars, c'est commettre en faveur des importations anglaises et, par chaque livre sterling, une erreur de 0 gr. 080 918 d'or pur correspondant à 0.005,4733 dollars-or mexicain.

Le dollar des Etats-Unis contient 1 gr 5048 d'or pur, et le dollar-or mexicain 1 gr. 480.543 : les considérer comme équivalents, c'est commettre une erreur, par chaque dollar américain, de 0.016363 dollar-or mexicain au détriment, cette fois, des importations.

M. Alvarez fait des calculs analogues en ce qui concerne la France et l'Allemagne, et il aboutit aux résultats suivants, pour l'année fiscale 1898-1899.

Les importations anglaises, inscrites dans les documents officiels pour 9.211.221 dollars-or mexicains, n'ont atteint en réalité que 9.110.389,45 dollars.

Les importations françaises ont été, non pas 5.917.167, mais de 5.801.794,08 dollars-or mexicains seulement.

Les importations allemandes, comptées pour 5.677.925 dollars-or mexicains, n'auraient dû l'être que pour 5.497.503,26.

Par contre, les importations des Etats-Unis ne figurent dans les documents officiels que pour 24.164.687 dollars-or mexicains, au lieu de 24.560.190,43 qu'elles ont réellement atteints.

Si l'on procède à ces rectifications, il faut diminuer les importations anglaises de 100.831,55 dollars-or mexicains ; les importations françaises, de 115.372,92 ; les importations allemandes, de 180.421,74. Total 396.625,21 dollars. Mais il faut augmenter de 395.503,43 dollars le chiffre des importations des Etats-Unis. Pour les quatre pays pris en bloc, l'erreur des documents officiels

mexicains ne dépasse donc pas, par la compensation qui s'opère entre eux, 1.121,78 dollars-or mexicains.

La Gazeta Comercial (Lima), publie dans son numéro du 11 décembre, un dialogue entre un libre échangiste et un protectionniste; on ne sait pas du tout à quoi ils vont en arriver (peut-être aux coups), quand survient un « éclectique » qui déclare solennellement : « il y a dans toutes les doctrines absolues du bien et du mal; le libre-échange ne sera admissible que quand toutes les nations du monde l'auront déclaré et inscrit dans leur code; mais tant que cela n'aura pas eu lieu, tant que l'égoïsme continuera à présider à l'évolution sociale », deux et deux ne feront pas toujours quatre, mais quelquefois cinq et quelquefois trois.

Ajoutons que cet « éclectique » extraordinaire a trouvé un nouveau mode de protectionnisme : « le protectionnisme système de défense nationale, qui n'est pas le protectionnisme que certains individus réclament pour remplir leurs poches aux dépens de tout le monde ».

Admironons le protectionnisme « instrument de force nationale » ! Mais, cher « éclectique », refuser, par exemple, du blé à 12 fr. l'hectolitre, et faire qu'il en coûte 18, cela équivaut toujours à refuser une machine brûlant 600 grammes de combustible par heure et par cheval, et en imposer une autre brûlant 900 grammes; c'est réduire volontairement sa force musculaire de 75 kilogrammètres à 50; ce n'est pas se défendre; c'est se détruire !

EMILE MACQUART.

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

New-York City, mars 1902.

L'immigration à New-York pendant l'exercice 1900-1901 — Migrations américaines : l'exode vers l'Ouest. — Les élections municipales de novembre dernier et la chute de Tammany Hall à New-York. — Gaspillages et sinécures. — Le message présidentiel et le commerce. — Le *Merit System* dans l'administration. — Dans le monde des affaires. — Cuba et le Tarif. — Un schisme au sein du Protectionnisme : l'Est et l'Ouest aux prises.

C'est le port de New-York qui, on le sait, reçoit la plus grande partie des émigrants venus d'Europe. Aussi attache-t-on toujours, en matière d'immigration, une importance considérable au Rapport Annuel des Commissaires spéciaux de cette localité. Les statistiques de 1900-1901 dénotent une augmentation de 47.219 sur l'exercice précédent¹. Nous donnons plus loin la décomposition par race et par contrée de ces immigrants : les faits saillants qui s'en détachent sont d'abord le nombre de plus en plus élevé des paysans du Sud-Est de l'Europe ou de l'Asie occidentale qui viennent chercher fortune au nouveau monde. L'augmentation, qui est de 30 0/0 pour les Croates et les Dalmates, atteint 50 0/0 pour les Grecs, Syriens ou Arméniens et 200 0/0 pour les Ruthéniens.

En second lieu, la proportion des femmes s'est accrue — ce qui dénote une tendance plus grande vers un établissement définitif aux États-Unis. Enfin, sous l'empire d'un rigide examen sanitaire et moral dans certains ports d'embarquement, les cas de déportation deviennent moins

Décomposition des immigrants par pays

Italie.....	33 0/0	Irlande.....	5 1 0/0
Autriche-Hongrie.....	25 2 0/0	Allemagne.....	4 6 0/0
Russie.....	16 2 0/0	Angleterre.....	1 7 0/0
Danemark, Suède.....	6 0/0	Reste de l'Europe.....	6 3 0/0
		Autres contrées.....	1 5 0/0

388.931 au lieu de 341.712.

nombreux ¹. Malheureusement il semble que les nouveaux venus soient tout aussi misérables et plus illettrés encore que leurs prédécesseurs ².

Décomposition des immigrants par races

	1901-1900	1900-1901	Augmentation	Diminution
Arméniens, Syriens.....	3.600	5.537	1.937	—
Bohémiens.....	2.329	3.184	855	—
Croates et Dalmates.....	9.521	12.348	2 827	—
Hollandais, Flamands ..	2.516	3.065	549	—
Anglais, Ecossais, Gallois.	5.817	6.433	516	—
Finlandais.....	6.783	4.535	—	2.248
Français.....	1.956	3.771	1.815	—
Allemands.....	23 382	29.680	6.298	—
Grecs.....	3.734	5.681	1.947	—
Hébreux.....	44.520	43.237	—	1.283
Irlandais.....	25.200	19.953	—	5.247
Italiens du Nord.....	16.690	20.360	3.670	—
Italiens du Sud.....	82 329	111.298	28 969	—
Lithuaniens.....	9.170	8.192	—	978
Magyars.....	11.353	12.344	991	—
Polonais.....	36.835	37.636	801	—
Portugais.....	3 779	3.393	386	—
Ruthéniens.....	2.653	5.032	2.379	—
Scandinaves.....	22.847	24.181	1.334	—
Slovaques.....	25.392	26.931	1.539	—
Espagnols.....	309	513	204	—
Divers.....	897	1.627	730	—
Totaux.....	341.712	383.931	42.219	—

★
★ ★

En ce qui concerne la population américaine, si l'émigration est un facteur sans grand intérêt, les *migrations* jouent, surtout depuis que, que temps, un rôle important. Dans certaines régions, il y a eu de véritables exodes, susceptibles d'exercer une influence très sensible sur la vie économique et le status politique des Etats intéressés. C'est ainsi que plus de 50.000 habitants du Centre Ouest, au printemps dernier, ont été s'établir en bloc dans l'Etat de Washington. Ce mouve-

¹ Cette année la déportation d'immigrants n'affecte que 3.059 individus, au lieu de 3.571 dans l'exercice précédent.

² 27.60 0/0 d'illettrés cette année ; 23.41 0/0 en 1899-1900. Ce sont les Français qui sont les moins misérables ; la moyenne par tête du capital apporté par eux est de \$ 39.37 (200 francs environ).

par exemple, ce sont les pauvres immigrants naturalisés qui constituent, au quartier de l'Est-Side, les plus fermes défenseurs de Tammany-Hall. Aussi est-ce là que se sont dirigés, dans la dernière campagne municipale, les efforts des partisans du *good government*, de la coalition anti-tammaniste. On sait que ceux-ci, le 5 novembre, ont emporté d'assaut la forteresse de la corruption et que M. Crocker et ses acolytes ont essuyé la plus grande défaite que l'histoire de la démocratie new-yorkaise ait encore eu à enregistrer. La chute de Tammany, en réalité, est due à deux influences distinctes : l'attaque directe, vigoureuse, de la coalition conduite par la Citizens' Union et la Ligue des Femmes, et comprenant les indépendants, les républicains, les démocrates dissidents ; en second lieu, le dégoût qui avait fini par pénétrer jusqu'au sein des classes les plus misérables. Les Tammanistes, d'autre part, avaient commis bien des fautes. Nous ne parlerons pas de leur tabarnesque outrecuidance, qui présentait, en dépit de faits connus de tous, leur ville comme la mieux gouvernée de l'Univers : c'est là un procédé électoral ordinaire, grotesque dans l'espèce. Mais ils avaient eu le tort de maintenir à la tête de la police une personnalité impopulaire et de choisir pour candidat aux fonctions de maire un apostat qui, dans la campagne précédente, en 1897, disait pis que pendre de Tammany, et faisait le plus bel éloge de son concurrent actuel, M. Seth Low.

Enfin, les adeptes de M. Crocker n'ont pas été très adroits en se vantant hautement de pouvoir mener les électeurs pauvres « comme des troupeaux ». Il y a des limites à l'impudeur, même dans l'East-Side !

Le triomphe de la Citizens' Union est d'un bon augure pour New-York. Il a montré que les « dangereuses classes » des quartiers ouvriers peuvent être amenées à considérer le bulletin de vote comme autre chose qu'une marchandise, et qu'elles sont susceptibles de se laisser toucher par un appel à leur sens moral. Il a montré en outre que, quelle que soit la puissance d'une organisation telle que Tammany, elle peut être battue en brèche sans qu'il soit nécessaire de recourir aux mesures déloyales de l'adversaire.

On ne saurait espérer qu'en deux ans les « honnêtes gens » puissent réparer tout le mal fait par les politiciens éhontés qui ont régné si longtemps sur la deuxième ville du monde. Mais ils sont à même de réformer bien des abus. M. Seth Low n'est pas seulement un lettré ; avant d'être Président de Columbia University, il dirigeait une importante maison de commerce ; et ses talents d'administrateur, mis déjà à l'épreuve pendant son passage à la mairie de Brooklyn, ne pourraient être discutés.

*
* *

Deux réformes municipales s'imposent surtout à bref délai : la suppression des sinécures et la réduction des salaires. Il est notoire que l'accroissement extraordinaire des dépenses de la cité depuis la consolidation — c'est-à-dire l'annexion de Brooklyn et des faubourgs — a sa source dans l'augmentation constante des appointements. Ces derniers atteignent parfois des chiffres fantastiques. Le sheriff du Comté de New-York, par exemple, reçoit, par an, 80.000 dollars ou 400.000 francs, alors que le quart de cette somme, d'après le dernier message du maire, constituerait des émoluments très suffisants. Le shériff, le secrétaire et le *register* du Comté de Kings touchent annuellement, ensemble, 1.500.000 francs. Quant aux sinécures, il nous suffira de citer la véritable débauche de *secrétaires confidentiels* à laquelle se livrent les édiles new-yorkais. Cette classe d'employés s'est développée, en trois ans, dans la proportion de 700 p. 100 ; il n'y en a pas moins, actuellement, de quatre-vingt-onze, avec un salaire total de 816.436 francs, en surplus des secrétaires ordinaires, dont les fonctionnaires sont très libéralement pourvus par la loi, et qui coûtent à la ville près de 740.000 francs ¹.

Quoiqu'il y ait beaucoup à faire pour épurer le gouvernement de la métropole, celle-ci n'est pas, tant s'en faut, la ville la plus mal administrée de l'Union. La première place sous ce rapport appartient à Philadelphie, où le parti républicain joue le même rôle que la démocratie à New-York. Les événements qui se sont déroulés depuis quelque temps dans la Quaker City sont instructifs. Tout d'abord ils nous montrent que c'est la seule localité où puissent se produire *encore*, en Amérique, des faits comme ceux qui, il y a trente ans, amenèrent à l'hôtel de ville ce Tweed dont le nom est aujourd'hui synonyme de bandit. Telle est la force de la machine politique de MM. Quay et Ashbridge que les arrêtés les plus importants sont votés, au conseil, avant qu'on en ait même distribué aux aldermen le texte imprimé.

¹ Ce sont là, d'ailleurs, des maux chroniques aux États-Unis. Dès 1893, à Brooklyn, la Commission des Travaux Publics supprima 50 sinécures, réalisant de ce chef une économie annuelle de 50.000 dollars et le nouveau commissaire des Parcs renvoya 75 employés dont le seul travail consistait à émarger sur les états de pays. Vers la même époque, le maire de Chicago réduisit de 40 p. 100 les appointements du receveur municipal.

Mais le gaspillage des fonds publics, ici, paraît être une hydre autrement vivace que celle de la mythologie.

Depuis des années on dispose ainsi de propriétés et de droits valant des millions, sans recourir au plus simple examen. Ces pratiques ont eu leur épilogue dans le scandale des tramways. On a pu voir le maire d'une des premières cités du monde, prostituant le mandat qui lui avait été donné par ses concitoyens, refuser de considérer une offre de douze millions et demi faite pour l'obtention du droit d'exploitation des lignes ferrées des rues, et abandonner ces précieuses franchises pour une somme nominale à une clique de tripoteurs-politiciens. Ajoutons que le financier qui avait proposé ce chiffre rémunérateur s'engageait en outre à réduire le prix des places pendant les heures des affaires et à laisser à la municipalité la faculté de prendre possession des tramways, par le seul paiement des frais d'installation, dans une période de dix années. Tous ces avantages ne purent contrebalancer dans l'esprit du maire l'influence des leaders de la *republican machine* anxieux de plaire à leurs constituants.

Le croirait-on ? Malgré une aussi flagrante preuve de vénalité, en dépit de l'explosion d'indignation qu'elle provoqua, les édiles de l'austère ville des quakers triomphèrent de nouveau aux dernières élections municipales ; et Philadelphie, moins heureuse que New-York, reste la proie des concussionnaires.

A ce propos, on a remis sur le tapis la question de l'exploitation directe par les municipalités des entreprises d'utilité publique, en la présentant comme la panacée contre la corruption administrative. Il ne faut pas chercher bien loin pour reconnaître que c'est là une idée complètement erronée : cette même ville de Philadelphie l'a déjà démontré. Il y a quelques années, elle produisait son propre gaz d'éclairage ; une enquête, conduite par des experts désintéressés et sûrs, ne tarda pas à faire ressortir que la cité y perdait 100.000 dollars par an, quoique les rapports officiels, falsifiés à dessein, accusassent un bénéfice de la même somme. L'affermage des *Gas Works*, auquel on dut revenir sous la pression de l'opinion publique, fut un bienfait pour les finances de la ville en privant les politiciens des grasses sinécures qui causaient le déficit. En ce moment encore, le service des eaux, également une propriété municipale, donne de si déplorables résultats qu'on regardait comme un bon calcul de la confier à un entrepreneur privé.

Contre la malhonnêteté des administrations des grandes cités américaines, il n'y aura jamais qu'un remède : briser : les « machines », quelle que soit leur couleur ; c'est-à-dire, en d'autres termes, amener les constituants à faire l'effort de raisonnement suffisant pour comprendre qu'il vaut mieux voter en faveur des gens intègres, *candidats indépendants*, que de donner sa voix à de douteux personnages parce qu'ils appartiennent à un parti régulier.

Audemeurant, si l'on considère d'une façon générale la situation financière des États-Unis, on doit reconnaître que la tendance est à l'économie et à la réforme des abus. L'Etat de New-York, en particulier, depuis l'élection du gouverneur Odell, a fait de notables progrès dans cette voie. M. Odell est le type de l'homme d'affaires ; et dès son arrivée au pouvoir, il s'est adonné à l'étude méthodique, approfondie de tous les services de son département avec l'idée bien arrêtée de réduire les dépenses et par conséquent d'épurer une administration qu'il avait pu juger à sa juste valeur pendant sa longue carrière politique.

Pour donner une faible idée du gaspillage qui prévalait au Capitole d'Albany, nous pouvons nous borner aux faits suivants. Un fonctionnaire recevait 900 dollars pour frais de transport de matériel, alors que le travail était exécuté, en réalité, par un voiturier qui touchait, à cet effet, au trésor, 40 dollars par mois. Un homme employé au vestiaire depuis 1897 n'y avait jamais paru, et y était même inconnu, son salaire lui étant expédié par la poste. Un surintendant des poids et mesures émargeait au budget, mais n'avait à travailler, en moyenne, qu'une fois en dix ans ; etc. etc.

Dans son récent message le gouverneur fait ressortir, d'autre part, comme un exemple de « coulage », les frais de perception des droits de succession collatérale, 1.408.000 dollars, pour des taxes montant à 11.765.000 dollars ¹ Et il conclut son exposé en demandant aux Chambres : « Quel *business man* supporterait un instant une telle organisation dans sa maison de commerce. » On ne saurait employer de meilleur argument ; et les politiciens, ne pouvant y répondre, ont dû, à contre cœur, se résigner à donner carte blanche à M. Odell.

Ce message, soit dit en passant, nous montre que les finances de l'Etat de New-York, nonobstant les maux signalés, sont dans une condition prospère. Il ne sera pas nécessaire, cette année, de réclamer plus de 739.299 dollars à la taxe générale sur les propriétés ; et à cette occasion, l'*Evening Post* fait remarquer avec raison que l'on a presque atteint, dans cette république, l'idéal budgétaire poursuivi depuis si longtemps par les réformateurs : l'abolition de la part de l'Etat dans les impôts directs, qui seraient réduits désormais à la portion des différents Comtés.

¹ Les trésoriers des divers Comtés touchent, en moyenne sur ces frais 69.000 liv. st., simplement pour signer des duplicata de reçus et transmettre les fonds au Comptroller.



Du message présidentiel il n'y a pas beaucoup à dire. On se plaint à bon droit que ce document devienne, chaque année, plus long et plus prolixe. Celui de M. Roosevelt n'échappe pas à cette critique ; il est, en outre, un peu vague, excepté sur certains points. Parlant des Trusts, il recommande — ce qui ne saurait nous étonner — la publicité de leurs opérations financières comme un des principaux remèdes à l'état de choses actuel. ¹ En deuxième lieu, il préconise l'élaboration sur la question, d'une loi fédérale qu'il juge devoir être plus efficace que les Bills isolés passés par les divers Etats. Enfin, pour le cas où le Congrès ne se reconnaîtrait pas le pouvoir de légiférer en la matière, le Président n'hésite pas à conseiller le vote d'un amendement *ad hoc* à la constitution.

Une autre recommandation, plus nouvelle, est celle relative à la création du poste de secrétaire du commerce, réclamée par un grand nombre de négociants et d'industriels. Toutefois on se demande en quoi le futur ministre pourrait, ainsi que l'exprime M. Roosevelt, « contribuer à développer le commerce extérieur », avec un congrès systématiquement opposé à toute concession en faveur des autres nations. Est-ce à dire qu'il aura une grande influence dans l'industrie domestique ? C'est au moins douteux car, pour cela il faudrait qu'on l'investit d'un pouvoir discrétionnaire en ce qu'on appelle l'*Interstate Commerce* — les relations commerciales entre les Etats de l'Union — et il est peu probable que les législateurs de Washington se dépouillent à son profit de cette partie de leurs prérogatives. Le nouveau rouage devra donc, selon toute apparence, se borner à centraliser les services des Patentes, de la Navigation, du Recensement, etc, épars aujourd'hui dans les divers ministères.

Comme corollaire de cette mesure, le Président a pris à tâche d'obtenir une réforme du service consulaire. Sauf quelques efforts timidement tentés sous l'administration de M. Cleveland, cette carrière a toujours été fort négligée par le gouvernement au point de vue des garanties à exiger des représentants des Etats-Unis à l'étranger. Non seulement la plupart des consuls ne connaissent rien, pas même la langue, des pays où ils sont envoyés ; souvent, devant leur nomination à l'influence des politiciens, ils appartiennent à une catégorie sociale qui ne peut pas donner une haute idée des Américains. Une loi, actuellement sur le bureau de la Chambre, va soustraire cette division de la

(1) L'*United-States Steel Corporation* a pris d'elle-même l'initiative de cette publication, et donné de ce fait un bon exemple aux autres syndicats.

diplomatie à la cupidité des courtiers en fonctions publiques ; et, la faisant entrer dans la sphère d'action du *Merit System*, lui donnera enfin la stabilité qui lui est indispensable.

*
* *

Le système des concours (ou du Mérite, ainsi qu'on l'appelle parfois pour le distinguer du patronage) est un des sujets d'études favoris du Président Roosevelt. On le voit aisément dans la partie de son message relative à la *Civil Service Reform*. Mais il ne s'est pas borné sur ce point à des paroles ; il a usé largement de son influence à Washington pour opposer cette nouvelle barrière au trafic des places. L'historique du *Merit System* est intéressante, car on y voit combien il a été difficile de faire prendre pied à celui-ci dans les institutions américaines, quoi qu'il soit, en somme, de l'essence même de la démocratie. L'attitude de M. Mac Kinley, dans cette question, a été, disons-le entre parenthèses, assez originale. En 1883, comme membre du Congrès, il se déclare un champion de la réforme, alors toute nouvelle ; et plus tard en 1890, président de la Chambre, il déjoue les efforts des maraudeurs parlementaires pour faire supprimer le crédit nécessaire au fonctionnement de la loi.

Mais en 1896, une fois parvenu à la magistrature suprême, par un revirement soudain et qui n'est pas à son honneur, il retire à la juridiction du *Civil Service* et rend au favoritisme plusieurs milliers de places officielles. L'exemple étant donné en haut lieu, on devine ce qui en résulta. Certaines branches de l'administration, les Postes entre autres, furent mises bientôt en coupes réglées ¹.

Aujourd'hui, après dix-huit années de luttes continuelles, le principe du Mérite a fini par acquérir une base solide à Washington, ainsi que dans l'Etat et la ville de New-York ; et ses adversaires les plus acharnés ont perdu tout espoir de faire abolir les examens ou concours si gênants pour leurs intérêts privés. Ils s'en tiennent à la défensive, et encore se voient-ils arracher de temps à autre quelque position.

¹ A Indianapolis, pour ne citer qu'un cas, le sénateur Fairbanks imposa au directeur local du *Post-Office* un caissier dont on n'avait aucun besoin, avec un salaire de 12.000 francs par an. Au même bureau, le représentant Overstreet créa, de fait, la situation d'auditeur, à 6.000 francs, pour une de ses créatures, incapable d'ailleurs de comprendre le peu de besogne qu'on s'efforça, pour la forme, de lui trouver. Toujours à la poste d'Indianapolis, le sénateur Beveridge faisait installer, presque simultanément, son beau-père, infirme et hors d'état de travailler, et un de ses amis qui, au bout de quelques jours, pris de honte et de remords, donna sa démission.

Tout récemment ce sont les agents des Indiens que le président Roosevelt, d'un trait de plume, a fait tomber sous la domination du Civil Service — le prélude, paraît-il, d'une série de mesures qui causeront bien des lamentations dans les couloirs du Capitole.



L'Université de New-York City vient de créer une Faculté de Commerce. L'innovation a causé un certain émoi dans le monde des lettrés, car les grands établissements d'instruction des Etats-Unis ont jusqu'ici professé, pour ce genre d'études, un dédain peu justifié, du reste, dans un pays où les affaires jouent un aussi grand rôle. Il faudra sans doute bien du temps pour que le degré de *Bachelor of Commercial Science* prenne rang, dans l'estime publique, à côté des baccalauréats académiques ; mais il n'en est pas moins vrai que la nouvelle Faculté comble une lacune en relevant le niveau du seul enseignement accessible à la majorité de la jeunesse américaine.

Puisque nous sommes sur ce terrain, nous en profiterons pour attirer l'attention sur certaines statistiques du commerce extérieur. La période de huit mois se terminant le 1^{er} août 1901 montre dans les exportations de produits *manufacturés* une diminution de 36 millions de dollars. On en a conclu, un peu hâtivement, que c'était là un des premiers effets de la coalition industrielle de l'Europe contre les Etats-Unis. Pénétrons dans le détail. Nous voyons d'abord une augmentation *générale* des chiffres d'exportations sur la période correspondante de 1900 :

1900 : \$ 898.743.670 — 1901 : \$ 919.591.621

Cette augmentation porte sur les produits de l'agriculture, des forêts.

La subdivision des manufactures donne :

1900 : \$ 304.985.050 — 1901 : \$ 267.853.957

Sur ce chapitre spécial il y a donc diminution ; mais les tables font clairement ressortir que celle-ci est limitée à certains produits : l'acier, l'huile minérale, le cuivre, le fer ; que, de plus, pour chacun de ces articles le *prix de l'unité* est, en Europe, plus bas en 1901 qu'en 1900. Il est donc impossible de rien déduire de ces statistiques en ce qui concerne le boycottage des marchandises américaines par le Vieux Continent.

Le très complet article de M. Viallate dans la livraison de janvier du *Journal des Economistes*¹ nous dispense d'aborder la question des

¹ Les Etats-Unis et la Réciprocité Commerciale.

traités de commerce. Nous ferons simplement observer que l'attitude si menaçante de l'Allemagne à l'égard des exportations américaines n'est encore, d'après le Chancelier lui-même, qu'une manœuvre pour obtenir de meilleures conditions. Le Congrès a tout le temps nécessaire pour se ressaisir et comprendre que si la cupidité et l'égoïsme d'une classe de producteurs n'a pas de bornes, il est des limites à la patience des autres nations.

On en a entendu exprimer l'espoir très éloquemment, en janvier dernier, au banquet de la Chambre de commerce américaine de Paris. A cette réunion, divers négociants ont manifesté le regret que le Congrès n'ait pas encore établi, ou plutôt rendu obligatoire, le système métrique qui faciliterait beaucoup les relations d'affaires avec la plus grande partie de l'Europe. Le Consul général, M. J.-K. Gowdy a, d'autre part, annoncé que jamais les importations de Paris en Amérique n'avaient été aussi considérables que dans l'exercice 1900-1901 ; elles dépasseraient actuellement celles de Londres.

Nous parlions plus haut de l'augmentation des exportations américaines des produits de l'agriculture. Le Rapport annuel du Secrétaire de ce département déclare que le dernier exercice détient le record en la matière, avec \$ 950.000.000, dépassant de \$ 90.000.000 l'année 1898 — la meilleure jusqu'ici. Le *Bureau of Animal Industry* a inspecté, avant leur départ, 385.000 bœufs, 228.000 moutons, 48.000 chevaux et mulets, et 1.000 vaisseaux destinés à les transporter en Europe.

Avant de quitter les questions commerciales, constatons qu'en dépit de la décision de la Suprême Cour assimilant les Philippines à un territoire quelconque de l'Union, un nouveau Bill, qui aura sans doute été promulgué au moment où paraîtront ces lignes, établit une barrière douanière entre ces îles et les Etats-Unis. Tout en reconnaissant avec le *Baltimore American* que le taux extrêmement bas de la main-d'œuvre dans la nouvelle colonie serait de nature à bouleverser certaines branches de l'industrie nationale, on ne peut que considérer le *Philippine Tariff Bill* comme inconstitutionnel, illogique, et contraire aux principes fondamentaux qui ont servi de base aux institutions américaines. Mais, du reste, comment concilier l'Impérialisme avec ces institutions ?



L'attitude du Congrès vis-à-vis de Cuba est une autre preuve des difficultés et des complications que suscite à la grande République le conflit de sa politique d'expansion avec un protectionnisme intransi-

geant. Ce dernier révèle bien sa véritable nature, ici encore, dans la colère et les alarmes qu'il laisse paraître en face des recommandations urgentes du Secrétaire Root et du Président Roosevelt concernant les concessions à faire d'urgence à l'île ¹.

On a très justement fait observer que les républicains sont maintenant, à l'égard du Tarif, dans un état de nervosité rappelant d'une façon frappante la situation des esprits parmi les démocrates lors de l'agitation abolitionniste, de 1833 à 1860. Le seul fait de prononcer le nom de *Tariff* est presque un crime à leurs yeux : songez donc : il pourrait conduire à une discussion sur un principe indiscutable !

Il est facile de concevoir que les hommes que n'arrête pas un instant la double nécessité d'assurer le commerce avec l'étranger et de réduire un surplus de revenu dangereux, ne prennent pas en considération les promesses faites à Cuba au moment où l'on imposa à celle-ci les Amendements Platt.

Or la situation de l'île, au début de cette année, est précaire. Dès octobre dernier un mass-meeting de 20.000 individus, à la Havane, implorait le Gouverneur Wood d'agir pour hâter la réduction des droits sur le sucre et le tabac : le Traité de Paris, en effet, avait enlevé aux planteurs leur débouché naturel, l'Espagne, sans leur en ouvrir de nouveau. Les délégués cubains venus, un peu plus tard, à Washington, pouvaient dire avec raison : « L'Amérique nous a donné des écoles, des « rues propres, etc. ; mais sans débouchés pour nos produits, nous « serions dans la condition d'un homme pourvu d'une maison magnifique, mais n'ayant pas l'argent nécessaire pour tenir ménage ». Au point où sont les choses, la faillite menace, à bref délai, nombre de propriétaires de cannes ².

On remarquera qu'il y a déjà eu un précédent dans l'abaissement des droits sur le sucre ; et, détail piquant, ce précédent est l'œuvre de M. Mac Kinley qui, en 1890, cherchant à réduire le revenu, fit voter une loi admettant en franchise, ou peu s'en faut, la denrée en question.

L'opposition du Congrès est naturellement la résultante du mouvement créé par les producteurs de sucre de betterave des Etats-Unis. Toutefois on voit mettre en avant par un certain groupe de politiciens des arguments ayant une apparence de base économique. D'abord, disent-ils, les planteurs cubains ont sans doute gardé en réserve de larges quantités de sucre provenant de plusieurs récoltes, et l'importa-

¹ *The Evening Post* donne à ce sujet des détails caractéristiques. Nous recommandons également la lecture de la *Weekly Post* de décembre et de janvier dernier.

² Rapport du gouverneur Wood.

tion de celles-ci en Amérique dépasserait très probablement de beaucoup les chiffres auxquels on s'attend.

A ceci il est aisé de répondre : l'engagement pris envers l'île ne peut être infirmé parce que quelques individualités songent *peut-être* à en tirer un avantage plus ou moins abusif.

Ensuite, continuent les républicains, l'abaissement ou la suppression des tarifs sur le sucre fera le jeu du Trust des Raffineurs, et la mesure sera, en somme, un appui donné aux syndicats au moment où tout le monde est d'accord qu'il faut les combattre.

L'objection est malheureuse, émanant des protectionnistes, car leur système économique entier est la serre chaude où les grandes corporations ont pu éclore et se développer.

Enfin l'on avance que les concessions garanties à Cuba jureraient à côté de la politique suivie à l'égard des autres nations.

Mais Cuba n'est pas une nation indépendante — le monde ne le sait que trop bien ; — c'est une pupille, très dépendante de la grande république, et nulle contrée étrangère ne viendra, dans les conditions actuelles, réclamer l'assimilation à une île sous un protectorat.

Ces prétendus arguments économiques tombent donc d'eux-mêmes. Il ne reste de sérieux que ceux avancés, sans détour, par les *sugar-beetmen*. Au début de l'agitation causée par cette question, les planteurs de betteraves ont affirmé que leur industrie reposait sur des assises aussi fermes qu'aucune autre de l'Union. Dans une lettre demeurée célèbre, MM. Oxnard et Cutting, inspirés d'ailleurs par le désir de pousser les termiers de la vallée du Mississippi à entreprendre plus largement la culture de cette racine, déclarent que le profit net par acre (40 ares) atteint 65 dollars, et parfois 100 ; ils ajoutent que leurs produits ont sur ceux des Cubains l'avantage de n'avoir besoin d'aucune préparation secondaire pour être livrés à la consommation, tandis que le sucre de canne arrive aux États-Unis à l'état brut, et exige de coûteuses et longues manipulations avant d'être utilisable.

Cependant tout ceci n'est pas bien probant. Le président de l'*American Sugar Refining Co*, M. H. O. Havemayer, et M. Ch. A. Crampton, chef chimiste de l'*Internal Revenue Bureau*, l'un dans son rapport annuel, l'autre dans le *Forum*, montrent que le présent tarif augmente de deux sous par livre le prix payé par le consommateur américain et que sa suppression ferait à celui-ci, par an, une économie de 85.000.000 dollars. Quant à la soi-disante prospérité de l'industrie du sucre de betterave, elle est contestable s'il faut en croire les statistiques officielles.

La production annuelle atteint tout au plus 71.000 tonnes, sur les 2.220.000 nécessaires à la consommation. Après vingt années d'efforts

cette industrie, dans son ensemble, n'arrive qu'à égaler *la moitié* de l'augmentation annuelle de la consommation sucrière (150.000 tonnes). Il en résulte que, logiquement, il faudrait un tarif de 100 p. 100 contre les produits cubains pour donner à la culture de la betterave, aux Etats-Unis, l'essor qui lui fait défaut.

Bien des économistes font remarquer que, dans ces conditions, il ne serait pas prudent de pousser au développement de la culture de la betterave : s'appuyant uniquement sur des droits presque prohibitifs, les producteurs seraient exposés à de terribles mécomptes le jour où le tarif disparaîtra — or ce jour est inévitable si, comme l'affirment les leaders politiques de tous les partis, l'annexion de Cuba n'est qu'une affaire de temps. En vain les planteurs de betteraves prétendent-ils qu'en 1890, sous le régime du free trade, ils réalisaient un bénéfice net de 3 dollars par tonne et que, par suite, ils peuvent se passer de protection : s'il en est ainsi, de quoi se plaignent-ils ?

Nous croirions plutôt que tout n'est pas pour le mieux dans cette branche de l'agriculture, puisque M. Havemeyer fournit la preuve que les fermiers ne reçoivent pas plus aujourd'hui pour leurs betteraves qu'à l'époque où le sucre entraît librement aux Etats-Unis.

Au moment où nous écrivons ces lignes, il se manifeste une petite détente sur ce sujet dans l'opposition protectionniste.

Elle est l'œuvre de l'opinion publique, de l'esprit de justice du peuple américain et aussi, il faut le dire, de l'influence des nababs des voies ferrées, alléchés par l'augmentation du fret qui résulterait de l'introduction du sucre de canne, sur une grande échelle, dans ce pays.

Il y a quelques semaines on a pu s'apercevoir que les principaux défenseurs du tarif retombaient dans leurs vieilles tactiques d'intimidation vis-à-vis de leurs représentants trop tièdes. Voyant ceux-ci hésiter, ils leur servent ce plat, tant de fois réchauffé, qui consiste en une menace de voter, aux élections prochaines, pour les démocrates. Il faut enregistrer cela comme un bon signe : ce n'est pas, bien entendu, que les intransigeants en question songent un instant, au fond, à mettre cette menace à exécution ; mais on a pu remarquer que chaque retour à ce genre de procédé est une preuve d'impuissance ; les protectionnistes l'emploient quand ils sont à court d'arguments. Les organes les plus sages de ce parti — *The Chicago Tribune*, *The Boston Journal*, etc., — n'hésitent pas à reconnaître, en revanche, que rien ne pourrait mieux faire le jeu des démocrates, pour la campagne d'automne, que le maintien de la politique douanière maintenant en vigueur à l'égard de Cuba. Le refus par les Chambres d'accorder à l'île le bénéfice de la réciprocité se traduirait inévitablement pour les républicains par une perte sensible de sièges au nouveau Congrès.

C'est peut-être là le meilleur atout que les Cubains aient en ce moment dans leur jeu !

..

Un des plus curieux aspects de la présente controverse sur le Tarif est que, pour la première fois dans l'histoire nationale, cette question a amené une séparation bien tranchée entre l'Est et l'Ouest. Depuis que l'opposition quasi séculaire du Nord et du Sud a disparu en même temps que le pouvoir politique de ce dernier, il n'y avait plus de division territoriale en matière économique aux Etats-Unis. Aujourd'hui nous voyons se manifester clairement deux écoles de protectionnisme, l'une en faveur de l'Est, l'autre dans l'intérêt des Etats du Centre Ouest et du Far-West. La divergence porte sur quatre articles : le sucre — bien entendu — la laine, les peaux et les bois de charpente.

Du sucre nous n'avons plus rien à dire ; mais ce qui est particulièrement intéressant est la lutte pour la laine. On sait que les droits, très élevés, sur ce produit ont amené nombre de manufacturiers de l'Est à remplacer les lainages par des matériaux où le coton entre pour une grande proportion. Ces industriels, que le tarif a en somme gêné dans leurs affaires, auraient tout bénéfice à attendre d'un abaissement des droits sur les laines ; et plusieurs d'entre eux ont une tendance à agir en ce sens. Cela toutefois ne fait pas l'affaire des éleveurs de l'Ouest. Un des plus proéminents de ces derniers, M. J. W. Springer, de Denver, a entamé une campagne pour obtenir le maintien du *statu quo* en ce qui concerne les droits sur l'importation du bétail ; il va plus loin : prenant l'offensive, il veut forcer, en fait, les manufacturiers de l'Est à revenir à l'emploi intégral de la laine, et par suite à se procurer les matières premières chez les éleveurs du Far West et du Central West. A cet effet il préconise des dispositions législatives de nature à faire ressortir la proportion exacte de pure laine contenue dans les produits hybrides dont nous parlions plus haut et qu'il désire discréditer auprès du public.

Le procédé est d'un radicalisme qui étonnerait si l'on ne connaissait l'audace et l'énergie des hommes de l'Ouest.

En somme, nombreux sont maintenant les points sur lesquels — non seulement en matière commerciale, mais aussi sous le rapport politique — les deux régions diffèrent. C'est là une conséquence naturelle de l'étendue des Etats-Unis, des dissimilitudes profondes en topographie, ressources du sol, climat, colonisation séparant les Etats situés de part et d'autre de la grande ligne de démarcation que forme le Mississippi.

GEORGES NESTLER TRICOCHÉ.

LA DÉCADENCE DU PROTECTIONNISME AUX ÉTATS-UNIS

Un changement remarquable s'est produit pendant ces dernières années dans l'attitude du peuple américain à l'égard de la doctrine de la protection. Un grand nombre de ceux mêmes qui sont demeurés protectionnistes avoueraient probablement aujourd'hui que leur opinion à ce sujet s'est modifiée et reconnaîtraient qu'il peut se présenter de nouvelles conditions justifiant une politique commerciale moins restrictive que celle qui caractérise l'*act* Mac Kinley de 1890 et l'*act* Dingley de 1897.

Déjà, avant la guerre avec l'Espagne, les événements se préparaient à saper les fondations de l'ancienne doctrine ou au moins à en atténuer la rigidité. Au nombre de ces incidents fut le rapide accroissement de l'exportation de nos marchandises manufacturées, passant en quelques années de \$ 150.000.000 à \$ 450.000.000 par an jusqu'à ce que les manufactures devinssent des rivales importantes de nos produits agricoles pour le commerce extérieur. L'accroissement du capital dans le pays et l'extension des progrès industriels augmentèrent nos produits manufacturés au point de rendre nécessaire la recherche de débouchés au dehors concurremment avec les producteurs étrangers.

La guerre avec l'Espagne, en faisant surgir de nouvelles relations entre les Etats-Unis et les autres nations du monde, fit mieux sentir encore que les industries américaines n'avaient plus besoin d'être emmaillotées et pouvaient soutenir virilement une libre compétition avec les industries du vieux monde. Les Etats-Unis devinrent tout à coup un facteur important dans la politique de l'Orient; ils proclamèrent à Paris la doctrine de l'égalité de traitement pour toutes les nations aux Philippines. En Chine, ils furent les promoteurs d'une nouvelle politique commerciale qui en fit les champions reconnus de la liberté commerciale dans l'Est.

On ne doit peut-être pas s'étonner qu'une succession si rapide d'événements ait troublé et dérouté les protectionnistes d'antan. Le fait seul que le Président Mac Kinley lui-même, entré dans la lutte présidentielle de 1896 comme le grand-prêtre de la protection, soit devenu en quelque

années partisan déclaré d'une politique plus libérale et soit mort avec des arguments de réciprocité sur les lèvres, était de nature à inquiéter ceux dont les yeux étaient restés fermés aux grands changements opérés pendant ces quatre années de notre histoire politique et économique. De son côté le Président Roosevelt a prouvé qu'il était aussi partisan de la réciprocité et d'une politique commerciale plus généreuse. Ainsi deux Présidents successifs du parti protectionniste se sont déclarés favorables à l'abaissement des anciens tarifs.

Le fait qu'un orateur républicain et les membres républicains d'une commission du Gouvernement à la Chambre des représentants, aient pu, dans ces deux dernières semaines, amener la majorité de leur parti à accepter la réciprocité avec Cuba est une preuve remarquable du changement de vues qui s'est opéré chez les leaders républicains, depuis que M. Cleveland fut si malmené en 1888 pour avoir demandé une révision modérée des tarifs.

Le changement d'opinion qui s'est opéré dans le pays au sujet du protectionnisme est plus important à certains égards que n'importe quelle action des chefs de parti. On ne considère plus comme un crime, même dans les rangs du parti dominant, de demander la diminution des droits sur les importations. Des membres éminents du parti gouvernemental se sont exprimés en termes énergiques pendant ces dernières années, en faveur d'une pareille réforme. Ils n'ont pas évidemment sacrifié la position de leur parti en agissant ainsi et leurs paroles ont eu du retentissement dans le pays. Le Président du Comité Républicain du Congrès lui-même, auquel ses amis attribuaient le succès d'un Congrès républicain en 1898, a proposé une mesure ayant pour but de réduire les droits sur le fer et l'acier et d'autres républicains parlent ouvertement de diminuer les lourdes charges qui pèsent sur le papier, le verre et les tissus.

Si les quelques intransigeants de la Chambre des représentants qui se montrent encore opposés à la réciprocité avec Cuba sont désorientés par le rapide abandon que fait leur parti des vieilles doctrines, c'est parce qu'ils ont adhéré à une théorie au lieu d'ouvrir les yeux aux conditions actuelles. Mais c'est folie de leur part que de résister à la marche des événements. Ils peuvent se montrer capables, en des conjonctures critiques de frapper par derrière l'organisation de parti qui a soutenu la protection pendant 40 ans, comme Disraëli et Sir George Bentinck punirent Sir Robert Peel et leurs vieux associés conservateurs pour avoir proposé le rappel des lois sur les céréales en Angleterre en 1845. Mais cette expérience servira de leçon aux protectionnistes qui apprendront ainsi qu'ils ne peuvent retourner en arrière et remonter le courant. En Angleterre, s'ils chassèrent du pouvoir le parti

auquel ils devaient tant d'années de faveurs spéciales, ils ne purent arrêter le progrès de l'opinion en faveur de la nourriture libre et des matières premières libres. Aux Etats-Unis, ils peuvent chasser du pouvoir le parti qui a voté les tarifs Morrill, Mac Kinley et Dingley, mais en agissant ainsi, ils y amèneront celui qui a été, en dépit de déviations de circonstance, le champion constant d'un tarif fiscal.

Rien n'indique d'une façon plus frappante la décrépitude du protectionnisme que les menaces mutuelles auxquelles se livrent différentes factions d'en venir par représailles à faire des réductions de tarifs sur d'autres articles. Le vieux dicton : « Les dieux commencent par rendre fous ceux qu'ils veulent détruire », s'appliquait bien au cas des protectionnistes anglais en 1845. Il s'appliquera également bien aux protectionnistes américains, s'ils essayent de démolir tout le vieil édifice de la protection pour se venger des concessions faites à Cuba.

Quant au public américain, dont les yeux ont été dessillés par notre défense de la porte ouverte en Chine et par notre entrée dans les marchés du monde, le sort de la protection et de ses dévots survivants sera chose indifférente. Les débris de la politique protectrice seront peu à peu balayés quand leur caractère obstructif aura été généralement reconnu. Si les intransigeants de ce parti n'étaient pas aveuglés par le dépit, ils écouterait les conseils de la sagesse en évitant d'appeler l'attention sur le caractère de ces obstructions au lieu de provoquer à les scruter par leurs querelles réciproques.

(*The Journal of Commerce.*)

UNE ÉMULE

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Il y en a, heureusement, quelques-unes en France : il y a celle de Bordeaux, que des souvenirs bien lointains me rendent particulièrement chère ; il y a celle de Lyon, devant laquelle, comme notre regrettable ami Brelay, j'ai eu deux ou trois fois l'honneur d'être appelé à représenter la Société de Paris ; et il y a — c'est d'elle que je veux parler aujourd'hui — celle du Havre, qui a cru devoir s'appeler, du nom du plus grand peut-être de nos maîtres, la *Société Turgot*. A celle-là aussi me rattachent des souvenirs plus récents, mais non moins vifs ; car j'ai eu, voici quatre ans — je ne croyais pas que ce fût si ancien — la bonne fortune d'assister, de participer même à ses débuts. Je suis resté depuis, d'ailleurs, en relations fréquentes avec quelques-uns de ses principaux membres : MM. Follin, Sorel, du Pasquier et autres, auxquels nous devons l'excellente Revue *l'Individualiste*.

C'est le *Bulletin* n° 6 de cette *Société Turgot*, contenant le compte-rendu de son assemblée générale du 6 février 1902 (4^e année) qui m'amène à en parler.

Il est extrêmement intéressant, en effet, ce Bulletin ; et dans ses 75 pages il contient plus de matières — j'entends des matières utiles — que bien des gros volumes.

La *Société Turgot*, dans ses séances de février à décembre 1901, s'est occupée entre autres de l'organisation des Chambres et Tribunaux de commerce, ainsi que de leurs attributions, de la protection de l'enfance, de celle des femmes enceintes ou en couches, de la recherche de la paternité, ou plus exactement, comme l'a très bien dit le rapporteur M. Allégret, « de la responsabilité civile de l'homme à l'égard de la femme et de l'enfant » ; de la prostitution et des conséquences matérielles et morales de la réglementation qui en a fait une institution ; de la liberté des échanges ; de la marine marchande et des primes ; de la crise du change, enfin, et de la prétendue supériorité commerciale des pays à finances avariées.

Et toutes ces questions, alors même que sur quelques points les opinions de tel ou tel orateur pourraient nous sembler inexactes, ont

été traitées avec une compétence et une conscience tout à fait remarquables. Aux membres dont j'ai déjà cité les noms, MM. Sorel, Follin, du Pasquier, Allégret, il est impossible de ne pas joindre ceux de MM. Laneuville, Lévy, Acher, Briens, Noguères, etc. Ce sont évidemment des économistes de bonne souche qui justifient le choix qu'ils ont fait de leur grand patron. Et comme ce sont de plus, dans des conditions différentes, ce que l'on appelle des hommes pratiques, réclamant la liberté, à la fois, au nom des principes et au nom des intérêts : de ceux de l'ensemble des contribuables et de ceux de leurs professions personnelles, il est difficile de ne pas tenir grand compte de leurs discussions et de traiter légèrement leur libéralisme. Nous ne serons que juste en leur adressant, au nom de la Société d'économie politique de Paris, nos plus chauds remerciements et nos plus sympathiques encouragements.

FRÉDÉRIC PASSY.

ADRESSE

de la section française de la Fédération Libre-Échangiste Internationale aux Électeurs.

Presque tous les candidats, presque tous les comités, se réclament de ces mots : liberté, égalité.

Mais ils semblent exclure du bénéfice de ces mots l'échange et le travail.

Ceux qui en parlent demandent de nouvelles restrictions, de nouvelles prohibitions qui aboutissent à ce double résultat :

Elles frappent la liberté du travail, car l'Etat, en gênant l'approvisionnement de certaines industries, en donnant des privilèges à certaines autres, interdit aux salariés comme aux salariants, le libre choix de leurs occupations. Il substitue sa volonté, inspirée par les intérêts de telles ou telles catégories de personnes, à leur propre volonté. Il établit l'inégalité entre les producteurs.

Les industries favorisées sont celles dont les représentants ont su exercer leur pression dans les conseils du gouvernement et dans le parlement au détriment des industries spoliées ; et ainsi le protectionnisme, comme le socialisme, *substitue la concurrence politique à la concurrence économique.*

Non seulement il établit l'inégalité entre les producteurs, mais il les frappe quand ils se transforment en consommateurs : *et le consommateur, c'est chacun de nous, c'est-à-dire tout le monde.*

Le droit de 7 francs par quintal de blé frappe tous les consommateurs de pain. *Un kilo de blé égale un kilo de pain.* Pour un pain de deux kilos, c'est donc 0 fr. 14 à payer : et les 0 fr. 14 sont prélevés surtout sur les heures de travail de salariés, dont le pain constitue la base de l'alimentation.

Si le droit de 7 francs produisait son plein effet sur les 70 millions de quintaux de blé qui passent sur le marché français, ce serait un impôt de 490 millions de francs dont pas un centime ne rentre dans les caisses de l'Etat, mais dont la totalité doit aller aux grands pro-

priétaires et aux fermiers qui ont des exploitations assez grandes pour être vendeurs de blé.

En comparant les cours des marchés étrangers et les cours des marchés français, on a calculé que ce droit n'avait joué que pour 4 fr. 90. C'est un impôt de 343 millions au profit d'une minorité sur le plus grand nombre.

D'après le Recensement des Professions que vient de publier le ministère du Commerce, la population agricole représente 47 0/0 de la population active : mais elle n'est pas attachée tout entière à la production du blé : les établissements agricoles qui ne comptent que de 1 à 4 salariés, par conséquent les plus petits, non vendeurs de blé ou vendeurs dans des propositions insignifiantes, représentent 92 0/0 du total : c'est aux 711.000 propriétaires de la moyenne propriété de 10 à 40 hectares, aux 138.000 propriétaires de la grande propriété au-dessus de 40 hectares que ce droit profiterait.

Et encore nous exagérons, car tous ne possèdent pas des terres à blé.

Il y a 13 départements qui produisent moins de 500.000 hectolitres de blé ; toute la région du midi doit acheter son blé aux départements du Nord et de l'Ouest, soit à l'étranger ainsi : *une région de la France est sacrifiée aux intérêts d'une autre région* ; et le protectionnisme prétend être une politique nationale.

Les droits sur le bétail, imposés aux dépens de la population des villes, aux dépens de la population industrielle, donnent à la moyenne et à la grande propriété 223 francs quand ils ne donnent que 100 à la petite propriété : car la moyenne et la grande propriété comptent 4.300.000 hectares de prairies tandis que la petite propriété n'en a que 1.929.000.

Ce caractère oligarchique de la politique protectionniste s'est affirmé dans la législation de 1884 sur les sucres. Depuis cette date, les contribuables ont payé aux fabricants de sucre du continent 854 millions de francs pour un outillage qui vaut au maximum 320 millions ; plus de 160 millions aux fabricants de sucre des colonies pour un outillage qui ne vaut pas 50 millions. Pour la campagne 1900-1901, les contribuables français ont payé un total de 112 millions dont plus de 90 millions ont été partagés entre 334 fabricants de sucre.

Le contribuable français paie plus de 65 francs de droits par 100 kil., sur lesquels le Trésor a touché seulement en 1900 40 fr. 33 et en 1901, 37 francs. La différence, *c'est l'impôt privé, l'impôt féodal, payé à des particuliers, en violation de ce principe : on ne doit l'impôt qu'à l'État.*

Cette organisation a pour résultat de pousser à la production, d'ar-

284.000, les salariés pour 13.858.000, soit 75 p. 100 et tous ont intérêt à recevoir non pas un salaire nominal dont la protection prend une partie, mais leur salaire intégral.

En réalité, il n'y a pas 5 p. 100 de la population, pas une personne sur vingt ayant intérêt à la protection.

Et cette personne sur vingt a persuadé aux dix-neuf autres qu'il était de leur intérêt de se laisser spolier par elle ; et son excuse c'est qu'elle le croit peut-être.

La politique protectionniste retourne la formule d'Helvétius, l'intérêt du plus grand nombre : elle sacrifie le plus grand nombre des moins aisés au plus petit nombre des plus aisés.

Que cette politique fût pratiquée par les 90.000 électeurs censitaires de la Restauration ; qu'elle le fût par les 200.000 électeurs censitaires du gouvernement de Louis-Philippe, on le comprend ; mais ce qui ne peut s'expliquer que par la profonde ignorance économique de la masse des électeurs, c'est qu'elle soit appliquée sous un régime de suffrage universel, par un gouvernement démocratique comme l'est celui de la République. Cette politique, en restreignant le pouvoir d'achat des consommateurs, empêche le développement du marché intérieur, en même temps que par des mesures tracassières et rapaces, par des prohibitions sous prétexte d'hygiène, comme celle du lard d'Amérique, du mouton de Hongrie et d'Australie, elle provoque, par voie de représailles, la fermeture du marché extérieur à nos produits.

Nous devons nous rappeler que nous importons des marchandises lourdes et de prix réduit et que nous exportons des marchandises chères et de poids réduit.

La valeur moyenne de la tonne importée de 1897 à 1900 est de 470 fr. 43, la valeur de la tonne exportée est de 469 fr. 97.

Donc, la politique économique de la France est tout indiquée : ouvrir des débouchés par des traités de commerce avec les nations aisées qui peuvent consommer ces produits ; ouvrir ses frontières à toutes les matières premières et secondes qui servent à les fabriquer et assurer aux salariés qui les fabriquent, à la place du salaire nominal, leur salaire intégral.

Telle est la politique économique, conforme à la déclaration des droits de l'homme, réellement démocratique, que les électeurs, ayant conscience de leurs droits et de leurs intérêts, devraient demander à leurs députés, au lieu de se résigner à la politique oligarchique sacrifiant l'intérêt général à des intérêts particuliers que représente le protectionnisme.

**Le Secrétaire Général,
JULES FLEURY.**

**YVES GUYOT,
Membre du Comité de direction.**

BULLETIN

(Mars 1902)

2. — **Loi** portant règlement définitif du budget de l'exercice 1891 (page 1501).

— autorisant l'admission en franchise de produits d'origine corse et appliquant le tarif métropolitain à des produits importés de l'étranger en Corse (page 1594).

4. — ouvrant un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des députés pour l'exercice 1901 (page 1677).

— portant organisation du corps du contrôle de l'administration de la marine (page 1677).

5. — autorisant les communes des départements éprouvés par la crise viticole à contracter des emprunts, en dehors des formalités d'usage, pour remédier au chômage (page 1693).

— ayant pour objet l'avance par le Trésor des sommes nécessaires à l'achèvement du chemin de fer du Soudan (page 1694).

7. — **Rapport** adressé au Président de la République par le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'application de la loi de libération conditionnelle pendant l'année 1900 (page 1731).

10. — **Loi** portant ouverture au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1901, d'un crédit supplémentaire de 950.000 francs, applicable au chapitre 12 du budget du ministère de l'Agriculture (primes à la sériciculture (page 1785).

11. — **Arrêté** fixant le nombre des bourses commerciales de séjour à l'étranger mises au concours en 1902 (page 1798).

12. — portant modifications à l'arrêté du 1^{er} décembre 1899 relatif aux épreuves du concours d'admission dans les écoles nationales d'arts et métiers (page 1845).

13. — **Décret** relatif à l'introduction du service des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes dans les relations des bureaux de poste français à Shanghai (Chine) et Zanzibar, et à l'extension du régime de la déclaration de valeur aux colis postaux originaires ou à destination de ce dernier bureau (page 1884).

14. — **Loi** étendant aux œuvres de sculpture l'application de la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété artistique et littéraire (page 1902).

— **Décret** modifiant l'article 16 du décret du 1^{er} septembre 1899 portant réorganisation du conseil supérieur du travail (page 2214).

29. — **Arrêté** réservant sur le crédit ouvert par la loi de finances du 25 février 1901 une somme de 335.000 francs pour bonifications spéciales à attribuer aux rentes viagères servies par la caisse des retraites pour la vieillesse aux parents ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis (page 2253).

30. — **Loi** portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902 (page 2273).

— **Décret** portant approbation et publication de l'arrangement entre la France et l'Allemagne, signé à Berlin, le 1^{er} octobre 1901, en vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière (page 2355).

31. — relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie (page 2373).

BREST PORT FRANC. — Qu'est-ce qu'un port de commerce ? En général, c'est un lieu d'échange entre les produits *nationaux* et les produits *étrangers*.

Quelle est la première condition de vitalité d'un port de commerce ? C'est de se trouver au débouché d'une voie de pénétration permettant aux produits nationaux de descendre au port de commerce et aux produits étrangers de remonter à l'intérieur.

Telle était la condition première, la condition *sine qua non* de l'existence d'un port de commerce ; la beauté, la commodité, la sûreté même de la rade ne venaient qu'au second plan.

Telle est la raison pour laquelle la rade de Brest, dans le passé, ne pouvait être utilisée commercialement. Brest était condamné à n'être qu'un port de guerre.

Les chemins de fer ont doté notre rade de la voie de pénétration qui lui manquait. Aussi son commerce prend-il de l'extension ; mais il se trouvera longtemps encore, sinon toujours, dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de nos grands ports, où de solides courants commerciaux sont établis : Marseille dessert naturellement le bassin du Rhône, comme Bordeaux le bassin de la Gironde, Nantes le bassin de la Loire, le Havre le bassin de la Seine ; à Dunkerque aboutit un magnifique système de canaux.

Mais l'extraordinaire développement des moyens de communication, au dernier quart de siècle, a eu pour conséquence un prodigieux développement des échanges, et le développement des échanges a néces-

sité la création (ou plutôt la multiplication) d'un nouvel instrument d'échange, le port franc.

Les anciens ports de commerce sont des *ports nationaux*; les ports francs, en fait, des *ports internationaux*, enclavés dans le territoire national.

Au lieu d'être essentiellement un lieu d'échange entre produits nationaux et produits étrangers, c'est essentiellement un lieu d'échanges étrangers. C'est un point de rendez-vous pour navires de tous pavillons.

Pour le développement d'un port franc, ce n'est plus la voie de pénétration qui importe, ce sont la beauté de la rade et la situation géographique.

Et cela est si vrai (témoin Saint-Thomas, nouvellement cédé aux Américains par les Danois) que de méchantes petites îles peuvent devenir de grands ports de commerce à ces trois conditions : franchise, bon port, bonne situation géographique.

Tous nos ports ne sont pas aptes aux mêmes fonctions, ils doivent, au contraire, remplir des fonctions fort diverses : comme le Havre est le port naturel de Paris, Brest, par sa situation géographique et l'importance de sa rade, est désigné pour être :

- 1° Un port de cabotage de premier ordre ;
- 2° L'aboutissement des transatlantiques ;
- 3° Le port franc de la France sur l'Océan.

RÉVILLÈRE.

(*La Dépêche de Brest.*)

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 AVRIL 1902

DISCUSSION. — Les primes à l'exportation ne constituent-elles pas un acte international de concurrence déloyale?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. E. Levasseur, de l'Institut.

Il explique que s'il préside ce soir, à la place de M. Frédéric Passy, ce n'est pas que M. Passy se trouve empêché par une raison de santé. C'est qu'il participe en ce moment au Congrès de la paix qui se tient à Monaco, où il est allé porter le concours de sa foi et de ses ardentes convictions. M. Levasseur lui envoie, au nom de la Société, un souvenir et un hommage en faveur de la grande cause qu'il est allé une fois de plus soutenir là-bas.

M. le Président annonce ensuite à la réunion la présence de quatre étrangers, invités du Bureau, et à qui il souhaite la bienvenue : MM. Bacon, ingénieur-chimiste, des Etats-Unis ; Bing, professeur de philosophie à l'Université de Chicago ; Stockard, avocat à Bruxelles ; Anderson, directeur de la Dette du Royaume de Danemarck.

M. Jules Fleury, secrétaire perpétuel, présente les publications reçues par la Société depuis la précédente séance.

Il signale particulièrement, entre autres, une brochure de M. Yves Guyot sur le *Caractère de l'Evolution* ; une étude de M. Neymarck sur la *Féodalité financière*, où il expose le classement et la répartition des actions et obligations de chemins de fer de 1860 à 1900, et montre la constitution d'une véritable « démocratie financière » par la dissémination des valeurs mobilières. A citer encore un important travail de M. A. Raffalovich

de Bruxelles, la question des syndicats payant des primes ouvertes ou déguisées soit à leurs adhérents, soit à leurs clients, et faisant irruption sur les marchés étrangers, mérite d'attirer l'attention. Pourrait-on, d'une façon générale, introduire une clause pénale dans les traités de commerce? doit-on laisser aux gouvernements intéressés le soin de provoquer des mesures défensives? Tout cela mérite examen, c'est très difficile et très délicat.

M. Colson, au sujet des écarts signalés par **M. Raffalovich** dans les prix des fers, demande si ce phénomène est apparu depuis qu'il y a eu surproduction?

Tant qu'a duré la prospérité industrielle, répond **M. Raffalovich**, ces écarts ne se sont pas produits. C'est seulement quand les affaires vont mal que ce fait peut être observé.

M. Colson, dans le même ordre d'idées, fait brièvement remarquer les singuliers résultats de la loi sur la marine marchande qui va sans doute être bientôt promulguée.

Avec le régime actuel, dit-il, on a vu les subventions inscrites au budget développer surtout la marine à voiles! Cette loi de 1893 avait eu les effets les plus étranges, contraires à ce que, chez tous les peuples, on considère comme le progrès.

La loi nouvelle va mettre un terme à ce système absurde. Mais elle aura encore pour conséquence d'encourager la construction des petits bateaux, auxquels elle donne des primes plus fortes qu'aux grands. Or, c'est le grand navire qui représente l'instrument de transport le plus économique.

Voilà où conduit une doctrine qui fait accorder des subventions à des industries qui ne pourraient pas vivre sans cela!

M. Yves Guyot rappelle que **M. Smet de Naeyer** a terminé les travaux de la Conférence en la félicitant d'avoir voté l'abolition des primes qui sont la pire forme du protectionnisme, le protectionnisme agressif. Rien de plus juste que cette expression. Dans le système de primes, un État ne cherche pas seulement à empêcher les marchandises d'un ou plusieurs autres d'entrer chez lui, mais il veut imposer à un ou plusieurs autres ses propres marchandises au détriment des siennes.

Il est vrai que cette prétention lui coûte cher. Il paie le voisin pour manger son sucre. Des nations continentales : l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Belgique, la Hollande paient l'Angleterre pour manger leur sucre. Elles se sont organisées de la manière suivante : pousser à la production, limiter la consommation inté-

M. Raphaël-Georges Lévy se demande si la prime d'exportation constitue un dommage pour d'autres que pour les contribuables du pays qui paie la prime. L'effet produit au dehors est conforme aux lois de l'économie politique : c'est une véritable revanche du libre-échange. A la faveur de ce protectionnisme que l'un de nos confrères vient de qualifier si justement d'agressif, la production est portée bien au delà des besoins du pays qui se protège et même au delà des besoins du monde. L'excédent de la production des pays protégés cherche des débouchés au dehors et s'offre à des prix de plus en plus réduits. C'est ainsi que l'Anglais paie son sucre un tiers ou un quart de ce que nous le payons ; c'est ainsi que les Allemands vont racheter en Hollande des fontes qu'ils y ont préalablement exportées à la faveur des primes de sortie. Dès lors le système est condamné à périr : les hommes les plus aveugles doivent finir par s'impatisser de payer un prix élevé les objets nécessaires à la vie, qui se vendent à prix réduit, à une demi-heure de la frontière. Le remède viendra de l'excès du mal ; la loi de l'offre et de la demande fera que les quantités croissantes de marchandises, produites à la faveur d'une législation d'exception, pèseront de plus en plus sur le marché mondial. Les trésors publics s'épuiseront à payer des primes, et l'exportation deviendra néanmoins de plus en plus onéreuse pour les industriels, à cause de la concurrence étrangère à laquelle ils se heurteront.

La discussion ayant touché la question du monopole et des syndicats, **M. Bacon** est d'avis qu'il serait impossible de les supprimer sans entamer fortement le principe du libre-échange.

Un des caractères frappants de notre temps sera, continue l'orateur, le développement de l'agrégation. Nous avons vu naître pendant le XIX^e siècle le pan-germanisme, le pan-slavisme, le pan-islamisme et beaucoup d'autres mouvements pareils. Les cartells et les trusts d'aujourd'hui ne semblent être que le développement du côté commercial de cette même tendance. Si j'ai raison, dit-il, nous sommes à même d'en tirer le meilleur effet possible, plutôt que de nous buter contre l'impossible.

On a beaucoup parlé des dangers du monopole, mais est-ce qu'il n'a pas son bon côté également ? Une étude détaillée des Recherches mathématiques d'Augustin Cournot a persuadé à **M. Bacon** que Cournot ne s'est nullement trompé dans sa thèse, qu'en théorie un monopole intelligent, qui ne regarde que son propre intérêt,

Comme les consommations individuelles commencent à atteindre le minimum de fabrication économique, il y a une tendance de la part des consommateurs pour commencer à suppléer à eux-mêmes d'un côté, en empiétant sur les couches d'industries inférieures qui leur ont fourni jusqu'alors ; et d'autre part à pousser la fabrication plus loin, pour fournir des produits supérieurs qui concourent avec ceux de leurs clients d'autrefois. Il y a donc une tendance à un clivage normal, à la stratification, qui tend à produire une concurrence entre syndicat et syndicat, qui doit exercer une influence très grande sur les prix de vente, jusqu'au jour où tous les syndicats se seront syndiqués. L'orateur croit que nous en avons encore pour quelque temps avant cela.

Autre temps autres mœurs ! Est-ce que le développement normal de nos jours serait plus à craindre que celui de toute autre époque ? Il ne le pense pas, et par conséquent il ne redoute pas les monopoles naturels quoiqu'ils aient sans doute leurs inconvénients.

M. Raffalovich demande à faire deux observations. Il partage l'opinion de M. Bacon relativement à la tendance qu'ont certaines grandes entreprises à s'étendre en profondeur plutôt qu'en largeur c'est-à-dire à acquérir les éléments nécessaires à la production. On en a un exemple dans les grandes entreprises allemandes (Krupp, Stumm, diverses sociétés encore) qui possèdent leurs mines de houille, avec fours à coke, mines de fer, hauts-fourneaux, laminoirs, usines de transformation. Ce sont des entités indépendantes, qui gênent prodigieusement le Syndicat de la houille, du coke. Comme il a été beaucoup question de la conférence des sucres, M. Raffalovich fait observer qu'en Russie, dans les sphères gouvernementales compétentes, on a toujours maintenu l'affirmation que la Russie n'accorde aucune prime à l'exportation. M. Raffalovich donne quelques renseignements sur le développement de l'industrie sucrière et le mouvement de l'exportation en Russie. La consommation a progressé de 27.8 millions de pouds en 1868 à 40 millions en 1901 (soit + 44 p. 100). L'exportation de la Russie représente au maximum 12 p. 100 de la production. Il ne semble pas que ce pays veuille modifier sa législation douanière sur le sucre. On cherche à augmenter la consommation indigène.

M. Jules Fleury ne peut laisser passer la thèse soutenue en faveur de l'excellence du monopole, même quand il s'agit du monopole des Postes. Celui-ci, en effet, comme les autres,

nion publique ; le trust est en effet, une forme de la concentration industrielle, qui va s'accroissant davantage avec l'accroissement des capitaux, le développement des machines et des transports ; il est né de la liberté. Mais malheureusement l'enfant menace parfois d'étouffer sa mère. Il faut y veiller, mais sans l'étrangler lui-même dans son berceau, ce qui serait regrettable, parce qu'il est certainement en harmonie avec certaines tendances de notre temps. Plusieurs économistes pensent que l'abaissement des droits de douane en rendrait la formation impossible. Le président ne partage pas tout à fait cet avis, mais il reconnaît que ce serait un frein. La Société pourra quelque jour revenir sur ce sujet.

La séance est levée à 11 h. 15.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

A. RAFFALOVICH. *La revision du tarif douanier en Allemagne.* — Paris, 1902, in-8°.

EMM. VIDAL. *Les marchés à terme sur marchandises. Quelques observations.* — Paris, 1902, in-8°.

EDM. BARTHELET. *Académie des sciences, lettres et beaux-arts. Discours de réception.* — Marseille, 1902, in-8°.

Office du travail. Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — Paris, 1901, in-8°.

L. VARLEZ. *Quelques pages d'histoire syndicale belge.* — Paris, 1902, in-8°.

Annals of the American Academy of political and social science. March., 1902. — Philadelphia, in-8°.

Ministero delle finanze. Bollettino di statistica e di legislazione comparata. Anno II. Fasc. III. 1901-02. — Roma, 1902, in-8°.

Règlement définitif du budget de l'Empire russe pour l'exercice 1900. — Saint-Petersbourg, 1901, in-8°.

A. NEYMARCK. *Ce qu'on appelle la féodalité financière.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1902, in-8°.

Monthly summary of commerce and finance of the United States, n° 6, séries 1901-02. — Washington, 1902, 4°.

sur le régime des cinq pays une étude des plus complètes — autant que nous puissions en juger — et, en tout cas, des plus intéressantes. Elle a dû leur coûter beaucoup de recherches et beaucoup de mal ; ils n'ont pas voulu, en effet, se limiter à définir les attributions du chef de l'Etat, du ministère et des Chambres ; ils ont tenu encore à examiner notamment et les Conseils établis auprès du pouvoir central, qui souvent sont une sorte de complément du Parlement, et les Cours souveraines qui, souvent aussi, partagent avec le Parlement la suprême juridiction.

Parfois ces organes secondaires sont institués par la Constitution, parfois ils ne sont pas mentionnés dans les lois fondamentales. Enfin il y a les règlements des Chambres ; c'est souvent là que l'on rencontre les traits caractéristiques du régime ; il y a les usages, les précédents, etc.

Or, s'il est relativement facile de rassembler les textes ou les traductions autorisées des constitutions elles-mêmes, rien n'est plus malaisé que de recueillir les renseignements complémentaires épars dans cette masse de documents difficiles à réunir d'une façon complète, et où, pourtant, se rencontrent certains traits qui complètent la physionomie du régime. En veut-on un exemple ? Chez nous, une disposition légale considère comme démissionnaire tout membre du Parlement qui accepte les fonctions d'Administrateur d'une Compagnie de chemins de fer

Sait-on où se trouve cette disposition ?

Dans l'article terminal d'une loi du 10 novembre 1883 ratifiant une convention passée avec la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée

EMILE MACQUART.

L'ÉVOLUTION DE LA VIE, par le Dr LALOY, sous bibliothécaire de la faculté de médecine de Bordeaux, Schleicher frères, 1 vol. in-12 ; avec 30 figures dans le texte.

Qu'est-ce que la vie ?

Quand nous voyons un chien, un oiseau, un ver de terre, nous constatons chez eux une activité tout à fait analogue à la nôtre ; comme nous ils se meuvent, ils se nourrissent, ils se reproduisent ; ils sont donc bien nettement vivants. D'autres animaux, comme ceux du corail et des éponges, n'ont plus que des mouvements très limités ; leur sensibilité paraît amoindrie ; pourtant ils s'accroissent se nourrissent et meurent comme les animaux supérieurs. On doit donc les considérer comme vivants. Il en est de même des plantes. Elles sont immobiles et

paraissent insensibles ; mais nous les voyons naître d'une graine, se nourrir par leurs racines, respirer par leurs feuilles. mourir enfin, quand le cycle de leur existence est achevé. Elles sont donc vivantes au même titre que nous. Ces phénomènes au contraire, — nutrition, reproduction et, dans certains cas, mouvements spontanés et sensibilité, — ne se rencontrent à aucun degré dans le monde minéral : un cristal placé dans une solution saturée, s'accroît, mais ne se nourrit pas ; il persistera indéfiniment, tant qu'une cause extérieure de destruction ne viendra pas agir sur lui. En somme, la caractéristique des êtres vivants, c'est de se nourrir aux dépens du milieu ambiant, de se reproduire, et de mourir au bout d'un certain temps. Ces propriétés leur sont communs à tous ; c'est leur réunion qui constitue la vie .

On peut se demander si tous les êtres vivants sont composés des mêmes matières, ou bien si ces matières varient d'un être à l'autre. La science moderne a montré que tous sont formés d'une seule et même substance ; du haut en bas de l'échelle organique, depuis l'homme jusqu'au ver le plus infime, depuis le palmier jusqu'à l'algue, infime, c'est le protoplasma qu'on retrouve toujours dans la substance intime de tous les êtres. Et ce protoplasma ne renferme que des substances qu'on rencontre tout aussi bien dans le monde inorganique ; seulement il est organisé : il possède une structure d'un ordre plus élevé que la structure atomique des molécules chimiques des corps bruts ; l'examen microscopique révèle qu'il est doué de mouvements spontanés il est doué de propriétés d'assimilation et de désassimilation, en un mot, il se nourrit : il est vivant. Atteint-il quelques dixièmes de millimètres au maximum, il se divise spontanément en deux ou plusieurs masses distinctes et plus petites : celles-ci se mettent à grandir pour se diviser à leur tour et ainsi de suite. Nous constatons que le protoplasma ne peut exister que sous la forme d'individus ayant une taille limitée que l'on appelle des cellules ou plastides ; il a donc, en quelque sorte, une personnalité.

Tout au bas de l'échelle de la vie, nous trouvons des êtres, monocellulaires ni animaux ni végétaux, dépourvus d'organes, formés d'un simple grumeau de protoplasma, et que l'on appelle les monères ; et ces masses amorphes et sans organisation apparente sont plus admirables dans leur simplicité que les représentants les plus compliqués des règnes végétal et animal. Non seulement, en effet, elles vivent et se reproduisent pour leur propre compte, mais encore elles portent en elles la puissance créatrice qui a donné essor à tous les êtres vivants. Ce sont en effet leurs ancêtres qui, au premiers âges du globe, se sont perfectionnés, sont devenus de plus en plus dissemblables entre eux, se

à part, supérieur d'essence à tous les êtres vivants, qui n'auraient été créés que pour lui, alors qu'il n'est pas autre chose en réalité que l'aboutissant naturel de la série animale, et que sa seule supériorité, la supériorité de son intelligence, provient de ce que, moins bien armé physiquement, il a dû s'adapter à la vie psychique, comme d'autres s'adaptaient à la course, au vol, et perfectionnaient leurs divers instruments d'attaque ou de défense.

EMILE MACQUART.

BEITRÄGE ZUR NEUESTEN HANDELSPOLITIK DEUTSCHLANDS (*Etudes sur la récente politique commerciale de l'Allemagne*). Publication du Verein für Socialpolitik. Vol. I. Leipzig. Duncker et Humblot, 1900.

Dans sa session de 1899, le Verein für Socialpolitik a décidé la publication d'études séparées sur les questions de commerce international à l'ordre du jour en Allemagne ; la rédaction devait en être confiée à des spécialistes connus. L'expiration prochaine des traités de commerce de 1892 suffit à expliquer cette résolution.

Aux publicistes choisis le Verein a laissé toute latitude, quant au plan à suivre ; il ne leur a imposé aucune ligne politique tracée d'avance ; il leur a seulement recommandé de ne pas insister sur la question de savoir si l'Allemagne doit être avant tout une nation agricole ou une nation industrielle.

Le premier volume a paru récemment. Il comprend quatre mémoires sur la *politique commerciale des Etats-Unis de 1890 à 1900*, par M. Fisk, professeur au *Tome Institute* (Maryland), et ancien attaché à la légation des Etats-Unis à Berlin, sur les *droits de douane à imposer aux produits agricoles dans les traités de commerce à renouveler en 1903*, par M. le professeur Conrad de l'Université de Halle, sur les *projets d'union douanière de l'Europe centrale présentés depuis 1890*, par M. le professeur Francke de Berlin et enfin sur le *commerce entre la Russie et l'Allemagne*, par M. Carl Ballod de Berlin. Différents sous bien d'autres aspects, ces quatre mémoires ont le mérite commun de constituer de véritables études consciencieuses poussées à fond.

Essentiellement historique, le travail de M. Fisk sera très utile, car il n'existe pour ainsi dire aucune revue d'ensemble de la politique économique suivie aux Etats-Unis depuis dix ans. L'auteur prévoit que, tout en maintenant avec ténacité les principes sur lesquelles celle-ci s'est fondée, l'opinion publique finira par imposer un adoucissement du tarif protectionniste en vigueur.

M. Conrad conteste que l'agriculture allemande soit aussi malade qu'on le prétend ; certains grands propriétaires peuvent souffrir dans leurs revenus, mais en bloc la condition de la population rurale se maintient à un niveau bien supérieur à celui de la première moitié du dix-neuvième siècle. S'il accepte en théorie l'établissement de droits protecteurs pour les produits agricoles, c'est uniquement à titre provisoire et comme remède aux ravages immédiats d'une crise aiguë, car en définitive ils ne profitent qu'à une minorité, et cela au détriment du reste de la population et notamment à celui de la population industrielle. M. Conrad s'oppose par conséquent à tout relèvement des droits existants, particulièrement pour le seigle, dont se nourrit la classe des travailleurs allemands, et pour le lard, dont elle fait également une grande consommation. Par contre il se montre plus accommodant pour le bétail et les produits de la laiterie, dont il y aurait avantage à assurer les progrès déjà réalisés. Dans l'espèce cette concession est un accroc à sa théorie de la légitimité temporaire des droits protecteurs limitée au seul cas de crise aiguë.

M. Ballod s'attache plus particulièrement à rechercher si l'industrie russe est appelée à devenir une concurrente redoutable pour les industries similaires de l'Occident. A cette question il répond négativement.

Au dire de M. Francke, le projet d'union douanière de l'Europe centrale serait à l'heure actuelle considéré d'un œil plus favorable en Autriche-Hongrie qu'en Allemagne. Dans les sphères officielles de l'empire germanique, on ne témoigne à son endroit aucun empressement, et l'on observe un silence plein de froideur ; le monde industriel est indécis et partagé ; le monde commercial reste indifférent et réservé. M. Francke lui-même ne croit guère à la possibilité de sa réalisation : une Union implique des liens trop rigides, dont s'arrangerait mal l'indépendance des Etats contractants. A l'Union proprement dite, il préférerait une Alliance douanière plus flexible et plus souple dans laquelle pourraient entrer les nations signataires des traités de 1892 l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Suisse, la Hollande et la Belgique ; néanmoins cette simple alliance se heurterait-elle aussi à des obstacles comme l'article du traité de Francfort qui assure à la France le traitement de la nation la plus favorisée. Dans l'opinion de M. Francke, l'avenir demeure incertain ; à la question de savoir si cette alliance a des chances de se conclure d'ici quelques années, il répond par un point d'interrogation et par la déclaration qu'il lui est impossible de se prononcer.

E. CASTELLOT.

POUR LA VIE, par ALEXANDRA MYRIAL. — 1 vol. in-18, Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, Bruxelles.

Le bien, le mal, la vertu, le vice, qu'est-ce que cela ? de simples abstractions de l'esprit, des fantaisies de l'imagination. Et la conscience, dont on parle tant ? le souvenir des balivernes qu'on nous a apprises. Il faut s'en débarrasser au plus vite, car elle exerce sur nous sa tyrannie. Voyez plutôt : cette conscience, dont « jamais un anatomiste n'a d'ailleurs trouvé l'organe sous son scalpel », ne va-t-elle pas parfois jusqu'à nous donner le remords d'une action commise ? Et pourquoi ? Pourquoi cette action serait-elle mauvaise ? « Si elle a causé un dommage, une souffrance, il est compréhensible que l'homme la regrette, ce regret sera le point de départ d'une expérience lui servant à ne plus se nuire en pareille circonstance. Mais si l'action a été utile à sa vie, si elle lui a procuré force ou contentement, n'est-elle donc pas plutôt la bonne action ? »

D'ailleurs, sommes-nous libres d'agir comme nous voulons ? N'est pas fort, agile, souple, adroit, qui veut l'être. « Partant, si l'on rentre dans le domaine intitulé moral, on s'empresse aussitôt d'affirmer qu'il n'y a qu'à vouloir être sobre, chaste, laborieux, etc., pour le devenir. Et pourquoi l'organisme qui interdit à l'un l'agilité, n'interdirait-il pas à l'autre l'application au travail intellectuel ou physique ? »

C'est, paraît-il, la science qui enseigne ces belles choses : « Tu es dépendant de mille causes différentes, dit-elle à l'homme, va donc, suis la loi intime de ton être, celle que t'inspire la nature même de ton organisme ; n'obéis qu'à elle, sois libre d'agir en tout selon ton instinct, ton désir, expression de ton besoin. » Et ce que veut ton instinct, fais-le tout de suite. N'attends pas, ne réfléchis pas. « Remettre au lendemain, à plus tard, la satisfaction que l'on peut goûter dans la minute présente est la pire des folies. Cette minute n'est-elle pas la seule dont nous puissions être certains ? »

On voit que Mme Myrial a des lettres. Elle traduit, en prose vulgaire, ce que Racine fait dire à certains personnages du temps d'Athalie :

Hâtons-nous aujourd'hui de jouir de la vie :
Qui sait si nous serons demain ?

Ce ne sont pas là, certes, des idées bourgeoises et Mme Myrial sait se débarrasser des préjugés vulgaires. « Fais ce que tu veux », telle est pour elle la seule règle, ou mieux la formule par laquelle elle repousse toute règle. C'est de cette manière que vivent les tigres dans les jungles ; je supprime par pudeur d'autres exemples qui viennent à l'esprit de chacun.

Comment, dans ces conditions, pourra subsister une société quelconque? L'objection est prévue. « Est-ce que l'Univers est chaotique, dit Mme Myrial? L'Univers n'est ni l'ordre, ni le désordre, il est la vie. » Eh! bien, les hommes font partie de l'Univers, et il règnera entre eux la même harmonie que parmi les astres qui roulent dans l'espace. — Et puis, la Société, qu'importe?

« Homme, où iras-tu?

« Sous le ciel!

« Où vivras-tu?

« Sur la terre!

« Qui te guidera?

« Moi-même! »

Mais, Madame, où donc l'homme a-t-il vécu jusqu'ici ailleurs que sous le ciel et sur la terre? Et s'il n'a que lui seul pour guide, ne peut-il pas rencontrer, au coin d'un bois, des bandits qui suivant ses maximes, l'assassineront pour se procurer *contentement*? Hélas! je regrette de vous le dire, et à votre préfacer, M. Elisée Reclus, la propopée littéraire ne vous réussit pas mieux que le raisonnement philosophique.

Mais je me garderai d'ôter leur saveur à ces théories en les commentant, en les discutant, en les appréciant. Aussi bien, les lecteurs du *Journal des Economistes* ne me pardonneraient pas d'insister. On ne raisonne pas avec la déraison.

MAURICE ZABLET.

LE CARACTÈRE ET LA MÉTHODE LOGIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE, par J. E. CAIRNES. — 1 vol. in-8°, P. Giard et E. Brière, 1902.

Il est superflu de faire l'éloge de ce livre devenu presque classique, et surtout de cette seconde édition, traduite par M. G. Valran, et qui a été considérablement augmentée et améliorée. L'économie politique ne tient ici que le rôle secondaire, la philosophie domine, et devrait dominer encore davantage. Mais ceux qui liront l'ouvrage doivent être assez initiés aux principes de la logique pour que l'auteur n'ait pas cru devoir en reprendre les éléments.

Le but que s'est proposé M. Cairnes, c'est d'établir le caractère de l'Economie politique tel qu'il a été compris par la succession d'écrivains, dont Smith, Malthus, Ricardo et Mill sont les plus illustres et de déduire de ce caractère la méthode logique propre à cette science.

Il développe simultanément ces deux points dans une série de chapitres, ou de conférences, car ils sont la réunion des conférences qu'il a faites sur le sujet. Successivement il parle de la science des richesses et des lois des phénomènes de la richesse ; des prémisses morales et physiques de l'Economie politique et du caractère logique des doctrines qui en sont déduites ; de la méthode logique de l'économie politique ; de la solution des problèmes économiques et du degré de perfection dont elle est susceptible ; de la place et du but des définitions en économie politique ; de la théorie de la population de Malthus, et de la théorie de la rente.

Il examine, dans ces différents chapitres, la place, l'ordre et l'importance que l'induction, la déduction, la preuve, l'observation, l'expérience doivent tenir dans la recherche économique.

Il n'est pas exclusif, mais pour lui la première place appartient à la méthode déductive. Il démontre l'insuffisance de l'induction, prise dans le sens strict du mot, c'est-à-dire la marche ascendante du particulier au général, des faits individuels aux lois. L'expérience, qui est d'un si grand secours dans les sciences physiques, ne peut ici encore jouer qu'un rôle restreint. M. Cairnes, dans son argumentation, s'appuie beaucoup sur la méthode des sciences physiques pour marquer les différences qui doivent exister entre celles-ci et la méthode de l'Economie politique, et il dit : « Ce que les précédents de la science physique, bien compris, enseignent à l'Economiste, c'est de regarder la déduction comme sa principale ressource : les faits fournis par l'observation et l'expérience étant employés, autant que les circonstances le permettent, comme moyens tant de vérifier les conclusions ainsi obtenues, que, là, où il se trouve qu'il y a des différences entre les faits et ses raisonnements théoriques, de fixer la nature des causes perturbatrices auxquelles ces différences sont dues. C'est de cette manière, et de cette manière seulement, que l'on recourt à l'expérience dans les sciences physiques qui ont atteint l'âge de la déduction, c'est-à-dire qui, dans le caractère logique de leurs problèmes, présentent quelque réelle analogie avec la science économique.

M. Cairnes, je l'ai dit, n'avait pas à enseigner ici la logique à ceux qui n'en connaissent pas les principes. On peut cependant lui reprocher quelquefois un peu de manque de précision dans les termes. Il distingue fort bien l'induction de la déduction, et dans le discours les deux mots *semblent* assez souvent employés indifféremment l'un pour l'autre. Je dis *semblent* ; car, en y regardant de près, on voit fort bien qu'il n'en est rien. Seulement, il faut faire un effort, et cet effort pouvait être facilement évité au lecteur.

Je n'ai pas très bien compris l'observation un peu pessimiste du débat

impartial dans les appréciations, libéral (autant que faire se peut étant donné le conflit pendant), libéral dans les conclusions, il retrace les causes anciennes et récentes de la crise si peu apaisée qui a coûté et coûtera sans doute encore tant de vies et de richesses. Il s'accorde trop bien avec ce qu'ont déjà dit maints économistes pour que nous ne nous y arrétions pas.

Sans nous attarder à la première partie du livre, toute instructive que puisse être la description de Hong-Kong, Canton, Macao, Chaoou, Amoy, Foutchéou, Pagoda, Changhaï, Hankaou, Outchang, Nankin, Tchinkiang et Tsintau, si diverse que soit l'allure générale de ces villes, si différent qu'ait été dans ses résultats le contact des habitants avec les Européens, nous analyserons rapidement la seconde partie qui présente pour nous le plus d'intérêt. L'auteur y étudie le péril économique chinois, l'éducation moderne en Chine, le rôle de la France en ce pays, les causes du soulèvement et le problème chinois.

La Chine n'est plus, dit-il, « l'Empire des Paysans » qu'elle était il y a un quart de siècle. La grande industrie y a déjà atteint un certain développement; c'est qu'en effet, elle trouvait à sa disposition tous les éléments nécessaires. Les gisements houillers sont parmi les plus riches du globe; le minerai de fer abonde; c'est le grand centre de la soie et la culture du coton s'y étend chaque jour; quant à la main-d'œuvre elle est surabondante et à bon marché (on estime que la moyenne générale du salaire quotidien ne dépasse guère 10 cents, soit 25 centimes; cependant le taux des salaires de la grande industrie est d'environ 50 centimes et les premiers compositeurs chinois des imprimeries européennes gagnent jusqu'à plus de 2 fr. 50 par jour). Il ne manquait à la Chine que des capitaux et ils commencent à y affluer; ceux qui craignent le péril économique chinois n'ont-ils pas grandement raison? Vaines alarmes, au moins avant longtemps, car il ne suffit pas au travail d'être abondant et à bas prix; encore faut-il qu'il soit effectif au même degré que celui des concurrents et cela ne semble pas être le cas du travail chinois. Voyons d'abord ses qualités: en tout ce qui exige de la dextérité manuelle, il a l'avantage; l'expérience a établi d'une manière décisive que dans les filatures de soie, les ouvrières travaillant avec des machines européennes et sous la surveillance d'Européens, produisent plus et aussi bien à temps égal que les ouvrières italiennes ou françaises et leur apprentissage est plus rapide. Ensuite, l'ouvrier chinois est soumis, passif et il jouit d'une mémoire remarquable. Mais, et voici maintenant ses défauts, là où l'initiative est utile, il reste tout à fait inférieur, puis son extrême indolence, sa légèreté et son manque de soin, nécessitent une telle augmentation de surveillance que la production s'en trouve assez lourde-

ment grevée. En sus de cela l'insuffisance technique oblige — et obligera longtemps encore — à recourir aux capacités fort coûteuses des ingénieurs et contremaîtres européens. Quant à l'administration des affaires industrielles, entre les mains des Chinois elle est des plus mauvaises : incurie, gaspillages, exactions mandarinales, etc., concourent à aggraver les charges de la grande industrie.

Il ressort donc avec évidence que si, en certains cas, l'industrie chinoise a pu supplanter les petites entreprises familiales, elle n'a pas dû diminuer dans de grandes proportions les importations occidentales. A vrai dire, elle continue à se développer, mais, suivant l'auteur, elle ne pourra guère s'étendre que dans la proportion où elle fera appel aux Européens et leur donnera toute sécurité pour leurs capitaux et leurs personnes.

Mais n'est-il pas à craindre qu'un jour la Chine vienne lutter avantageusement et même envahir nos marchés? Comment supposer qu'un changement aussi radical que l'établissement général de la grande industrie en ce vaste pays n'amène aucune transformation mentale; conçoit-on que la main-d'œuvre continue à accepter une infime rétribution, alors qu'on a pu constater qu'en ces vingt dernières années les salaires ont quadruplé dans les filatures de coton de Changhaï et que depuis le commencement des travaux de la ligne Hankaou-Pékin ceux des simples coolies ont doublé. Avec l'augmentation des salaires, là comme ailleurs, s'accroîtront les besoins; et s'il est probable qu'il devra se produire une modification dans l'espèce des importations occidentales, il ne s'ensuit pas qu'elles diminueront : l'exemple du Japon, où elles ont été en augmentant, est significatif à cet égard.

L'accroissement du bien-être amènera sans doute, par la suite, car au début il paraît toujours y avoir plutôt recul, une amélioration mentale et morale tant dans les basses classes que dans les autres. Ce qui y contribuerait le plus promptement et le plus sûrement, ce serait, dès à présent, une refonte absolue de l'enseignement. « Les Réformateurs » de 1898 l'avaient bien compris, mais ils ont voulu aller trop vite en besogne; on sait la réaction qui s'en est suivie. Les missionnaires, catholiques ou protestants, avaient bien fondé des écoles, collèges et orphelinats; mais, outre que ces établissements étaient surtout ouverts aux chrétiens, leurs méthodes suivaient de trop près celles des institutions publiques pour être bien pratiques.

On a voulu rejeter sur les missionnaires la responsabilité du mouvement récent contre les étrangers; ils y ont assurément leur part, mais moindre et d'un tout autre genre qu'on ne l'a faite. L'installation des chemins de fer, des télégraphes, et plus encore, les humiliations

ralisations. — Assistance publique. — Service sanitaire. — Services financiers. — Travaux publics. — Agriculture. — Colonisation. — Commerce, etc. C'est un coup d'œil jeté sur l'ensemble des rouages qui font mouvoir l'instrument si compliqué de notre gouvernement de l'Algérie.

Chaque chapitre comprend plusieurs subdivisions. Ainsi, pour le *commerce et l'industrie*, par exemple, nous trouvons d'abord deux tableaux qui nous renseignent très exactement sur le mouvement du commerce avec la métropole et les pays étrangers, tant au point de vue des exportations que des importations. Tous les articles de la production y sont mentionnés, en outre, par quantités et valeurs officielles avec un soin vraiment scrupuleux ; ensuite ce sont les recettes provenant de la perception des douanes et le mouvement général de la navigation, spécifiant le nombre et le tonnage des navires français et étrangers, désignant leur port d'attache, leur cargaison en quintaux métriques, etc. Il en est de même, nous le répétons, pour tous les services spéciaux et toutes les branches de l'administration.

. Certes, chacune de ces subdivisions, qu'il s'agisse d'agriculture, de travaux publics, de colonisation, d'administration communale, etc., appellerait l'attention et certaines critiques, car le régime introduit ne réalise pas toujours la perfection désirable. Cependant, il est juste de faire remarquer que tous les jours amène un progrès nouveau et que, dans le domaine de l'application et des améliorations graduelles, il faut quelquefois se contenter du relatif quand on ne peut pas atteindre l'absolu. Il est indéniable que l'Algérie pourrait nous procurer une foule de richesses ; seulement, en bien des cas, la politique devrait être mise de côté. Les mines, notamment, seraient capables de nous donner un rendement considérable. Le fer, le zinc, l'antimoine, le cuivre, etc., abondent en Algérie, les phosphates également. La vigne pourrait aussi doubler et même tripler sa production, les céréales : le blé, l'avoine, l'orge, remplir nos greniers, les troupeaux algériens alimenter en laine nos filatures du Nord, la viande de boucherie encombrer nos marchés, que fait-on pour cela ? Rien ou peu de chose. Il faut donc qu'on se décide à se consacrer sérieusement au développement de ces diverses branches de la production.

Nous aurions bien des choses à dire encore à propos des moyens de colonisation employés par les délégués de l'autorité supérieure ; mais nous sortirions du cadre qui nous est imposé ; et d'ailleurs le sujet exigerait de trop longs développements.

Contentons-nous d'ajouter que l'Exposé publié par le Gouvernement général de l'Algérie mérite d'attirer l'attention. Ceux que la situation administrative et l'avenir économique de notre grande colonie africaine

intéressent à quelque titre que ce soit y trouveront des renseignements utiles et variés, une sérieuse documentation. L'Algérie, en effet, est comme une seconde France, séparée de la première seulement par quelques lieues de mer, et dont il importe de développer la richesse et d'assurer la prospérité.

EUGÈNE ROCHETIN.

ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE DES AIDE-MÉMOIRE publiée sous la direction de M. LÉAUTÉ, membre de l'Institut. LES ORAGES ET LA GRÊLE, avec une introduction sur le tir du canon contre la grêle, par J. K. PLUMAUDON, météorologiste à l'Observatoire du Puy-de-Dôme, 1 vol. petit in-8°. Paris, Masson et Cie et Gauthier-Villars.

Chaque année, la grêle inflige à l'agriculture des pertes énormes. D'après M. Turquan, la France perd ainsi, en moyenne, 83 millions de francs dans une année et, au cours d'une période de vingt-deux ans (1873 à 1893), la perte annuelle a varié entre 40 et 184 millions. Cela fait près de 2 milliards pour la période entière. Aussi ne doit-on pas s'étonner si, de très ancienne date, on a recherché les moyens de protéger les récoltes contre ce redoutable météore.

Dans l'introduction de l'intéressant ouvrage qu'il vient de consacrer à ce phénomène, M. Plumaudon expose sommairement les recherches qui ont été faites à ce sujet.

Hérodote rappelle que les Thraces, pendant les orages, tiraient des flèches contre le ciel pour le menacer et faire cesser le bouleversement atmosphérique. Les Gaulois et bien d'autres peuples en ont fait autant.

Au VIII^e siècle, on plantait de hautes perches dans les champs pour écarter la grêle et les orages. On n'obtenait un bon résultat que si ces perches étaient surmontées de certains parchemins qui devaient porter des caractères magiques, car un capitulaire de Charlemagne, daté de l'an 789, proscriit ce moyen comme une pratique superstitieuse.

Dans son histoire de *l'air et des météores*, l'abbé Richard raconte que, vers la fin du XVIII^e siècle, le Comté de Chamb'en Bavière fut ravagé par la grêle et les orages, excepté dans les localités, où l'on avait coutume de tirer, aux premiers coups de tonnerre, des décharges multipliées de fusils, de mortiers et de petits canons. La même habitude existait aussi en Italie et en Autriche.

Un peu plus tard, en Italie et en France, on a employé, sous le nom de paragrêles de très longs mâts établis à grands frais, au sommet desquels, parfois, on plaçait une pointe de cuivre que l'on mettait en communication avec le sol par un fil métallique...

Au commencement du xviii^e siècle, en France, on prétendait lutter contre les orages et la grêle, au moyen du son des cloches et ce procédé s'est conservé jusqu'à nos jours dans certains villages, malgré les dangers qu'il offre pour les sonneurs. On peut juger du péril qu'offre cette coutume par un fait observé en Belgique le 19 février 1860 : 25 clochers furent foudroyés au cours d'un des plus violents orages que ce pays ait éprouvés.

Dans les premières années du xix^e siècle, l'usage de tirer des boîtes et des canons contre la grêle s'était généralisé dans le Mâconnais, dans la commune de Fleury en particulier, on employait un mortier qui recevait jusqu'à 500 grammes de poudre.

Ces procédés ont été reconnus insuffisants, sauf les détonations qui ont vu leurs partisans s'accroître à la suite d'expériences réitérées. L'initiative de ces expériences revient au professeur Bombici de l'Université de Bologne et à M. Stiger, grand viticulteur autrichien qui, auparavant, protégeait ses vignes en les couvrant entièrement d'un treillis métallique. Peu à peu, les canons à grêle ont été perfectionnés et les modèles sont aujourd'hui très nombreux. On a fait beaucoup d'expériences en Autriche, en Italie, de même qu'en France. On a annoncé leur efficacité, mais il s'en faut de beaucoup, dit M. Pluinaudon, qu'on soit autorisé à attribuer au tir du canon les chutes de neige que l'on a observées dans certains orages au moment des expériences contre la grêle. Il en est de même pour les chutes de grêlons ramollis ou plutôt à moitié solides. Pour affirmer l'influence protectrice que l'on prête au tir du canon, il faudrait posséder un grand nombre d'expériences bien organisées, bien contrôlées, bien nettes et bien concordantes pour savoir, avant tout, si la canonnade protège les récoltes contre la grêle.

En novembre dernier un congrès ayant pour objet la défense contre la grêle s'est réuni à Lyon. Une centaine de membres appartenant aux nationalités les plus diverses y ont pris part.

Dans le congrès, on a présenté un grand nombre de rapports sur les observations faites en France et dans les autres pays au cours de l'année 1901.

Les conclusions adoptées à ce congrès ont été à peu près les mêmes que celles présentées aux réunions antérieures de Casale et de Padoue, à savoir : que la défense contre la grêle mérite l'étude des savants et les expériences des agriculteurs. En outre, le congrès a indiqué les conditions dans lesquelles l'organisation des sociétés de tir peut donner des résultats satisfaisants. Il paraît nécessaire que les observations et les expériences soient répétées encore pendant plusieurs années ; mais aujourd'hui, on peut prévoir que lorsque les orages sont d'une intensité

grêlons; — des effets de la surfusion des gouttes de pluie; — des effets de la hauteur des nuages orageux; — de l'action de la température de l'air; — de la durée des chutes de grêle; — du bruit précurseur de la grêle; — de la température, du poids et de la grosseur des grêlons; — des grêles remarquables; — des grêlons extraordinaires; — du rôle des tourbillons orageux dans la production des grêlons de toutes les formes et de toutes les dimensions; — de la fréquence des trombes, tornades ou tornades; — de l'analogie des orages et des tornades; — de l'action de la surface terrestre sur les chutes de grêle; — de la répartition des dommages causés en France par les orages et la grêle.

Nous recommandons ce petit volume, écrit avec une précieuse clarté à tous ceux qui s'intéressent à l'étude des phénomènes hydrométéoriques. Ils y trouveront un guide d'une parfaite compétence.

G. FOUQUET.

FIELDS, FACTORIES AND WORKSHOPS (*Champs, Usines, Ateliers*, par le PAIXA KROPOTKINE. 1 vol. in-18 London. Swan Sonnenschein et Cie. 1901.

Les moyens actuellement en usage pour obtenir les choses nécessaires à la satisfaction des besoins humains sont-ils réellement économiques, sont-ils en harmonie avec la loi du moindre effort? Peu d'économistes, dit M. Kropotkine, ont reconnu que c'est là le domaine propre de la science économique et ont tenté d'envisager cette science à ce point de vue. Les pages suivantes, ajoute l'auteur, sont une contribution à une partie de ce vaste sujet.

Il nous semble que la première de ces assertions est un peu hasardée : les économistes modernes ne parlent, au contraire, que de « l'économie de l'effort »; ils ne cessent de rappeler les pasteurs des peuples à la loi universelle des moyens les plus simples pour atteindre un but déterminé et de leur reprocher « les gaspillages des sociétés modernes.¹ » Quant aux économistes anciens, je pense qu'il est inutile de les défendre d'une pareille accusation. Il suffit de ne connaître que très superficiellement leurs œuvres pour s'apercevoir qu'ils ont toujours devant les yeux cette étoile polaire. Sans doute ils n'ont pas tout dit, mais ce n'est pas une raison pour leur refuser la justice qui leur est due.

Cela dit, nous ne pouvons que nous réjouir de voir M. Kropotkine entrer dans la même voie et nous nous empressons de dire qu'il l'a brillamment parcourue et qu'il a ajouté de nouvelles pierres à l'édifice,

¹ Voyez G. de Molinari, Yves Guyot, Novicow, etc.

les unes solides, c'est le plus grand nombre, les autres friables comme nous le prouverons bientôt pour quelques-unes.

M. Kropotkine trouve que le travail manuel et le travail intellectuel sont trop séparés, que la division du travail en tous les genres est poussée trop loin ; il veut que les travaux du corps et de l'esprit soient combinés, ainsi que les travaux de l'agriculture et ceux de l'industrie. Il veut plus : que chaque nation se suffise.

La réalisation de cet idéal est désirable, dit-il, car l'homme n'est vraiment homme qu'autant qu'il développe toutes ses facultés et qu'il mène une vie conforme aux règles de l'hygiène du corps et de l'esprit.

Elle est également possible, grâce à la culture intensive et à la « forcerie » qui permet de fabriquer le sol de toutes pièces et de donner aux plantes et aux animaux, sous toutes les latitudes, la chaleur et l'humidité qui sont nécessaires à leur existence ; grâce enfin aux perfectionnements acquis et à acquérir de l'outillage industriel et au transport à distance de la force motrice, qui permettent à l'industrie de se combiner avec l'agriculture.

Il s'agit donc d'organiser des communautés libres qui posséderont les usines ainsi que leur machinerie et la force motrice et qui les mettront à la disposition de leurs membres, on ne dit pas dans quelles conditions. Ces communautés libres distribueront aussi les terres de manière à ce que chacun puisse se livrer alternativement à un travail industriel ou agricole.

Il faut que chacun jouisse du produit de son travail. Il ne convient pas que le paysan russe, qui produit le blé, meure de faim ; que le vigneron bordelais qui a produit le raisin ne boive que de la piquette. Il ne faut pas que les usines et les ateliers soient élevés pour que les patrons fassent des profits, mais pour satisfaire les besoins des hommes. Il faut rejeter « l'étroite conception de vie qui consiste à penser que le profit est le seul moteur de la société humaine. »

Tel est en substance le système préconisé dans ce volume par M. Kropotkine. Essayons de rectifier les arguments qui nous paraissent fautifs.

« Le travail est trop divisé ». Il serait plus exact de dire qu'il l'est mal, et ceci est dû au système protecteur qui fait que chaque nation veut se suffire en tout et inonder les autres de ses produits. Et M. Kropotkine veut que chaque nation se suffise ! S'il y avait là économie des forces, cela se ferait de soi-même, par le libre jeu des lois économiques.

Il est certain que, dans les sociétés modernes, le divorce est trop grand entre le corps et l'esprit, entre les travaux manuels et les travaux intellectuels, mais cet ordre — ou ce désordre — de choses est encore

ment. Chaque peuple ne tarderait pas à se borner à produire ce qu'il pourrait fabriquer plus économiquement que les autres selon les conditions de sol, de climat ou d'aptitudes naturelles qui lui seraient départies. En tout cas les concurrences « artificielles », celles que créent les droits protecteurs, cesseraient de diminuer le trafic international. Du coup, la fabrication à outrance, encouragée par la protection même, n'exigerait plus ce recours fâcheux au travail des femmes et des enfants, ni la prolongation parfois excessive de la journée de travail.

Les droits protecteurs sont d'ailleurs loin d'être profitables à la nation qui les édicte. « On ne peut vouloir s'enrichir aux dépens des autres sans espérer les ruiner quelque peu. Or, il est facile de comprendre qu'une nation qui ruine les autres se ruine elle-même; les peuples sont solidaires entre eux comme les individus d'un même peuple. »

M. Thirion est aussi chaud partisan de la liberté d'association. Il considère l'association comme le moyen le plus efficace de rétablir l'harmonie entre le capital et le travail.

Il se prononce non moins fermement pour la liberté religieuse. Il serait facile de prouver, dit-il, que la main mise de l'Etat sur la religion n'a engendré que l'indifférence. « Il n'y aurait rien d'étonnant même à ce que la liberté religieuse devint, chez nous comme chez certains peuples voisins, une cause de rajeunissement du sentiment religieux. »

Nous avons dit que M. Thirion admettait *presque* toutes les libertés. Il en est une, en effet, sur laquelle il ne se prononce pas bien catégoriquement, c'est la liberté de l'enseignement. « Il est, dit-il, une fonction qui incombe par-dessus tout à l'Etat, c'est de mettre à la portée de tous, sans exception, l'instruction qui seule peut les rendre capables de comprendre leurs véritables intérêts et d'améliorer par eux-mêmes les conditions et les profits de leur travail. »

Comment l'auteur concilie-t-il l'intervention de l'Etat dans l'enseignement avec son abstention dans la religion et l'association? C'est ce que nous ne nous chargeons pas d'expliquer. Nous observerons seulement qu'un peu plus loin M. Thirion semble se contredire et déclare « que chacun est seul bon juge de l'emploi de ses facultés naturelles, musculaires ou cérébrales, et de l'équilibre indispensable entre ses efforts et leur rémunération. »

L'expérience prouve, en effet, que ce ne sont pas les plus instruits qui se tirent le mieux d'affaire en ce monde, au contraire. Le prolétariat intellectuel qui nous envahit en est une preuve palpable. Envoyez donc un diplômé quelconque, qui n'a jamais mis la main à un outil.

se débrouiller aux colonies, ou seulement aux environs de Paris, en concurrence avec des paysans qui savent à peine signer leur nom, mais qui font tout par eux-mêmes, et vous m'en direz des nouvelles.

Il est temps, il est même bien tard d'en venir à *Neustria* ; mais il est peu utile d'analyser cette utopie individualiste. Les lecteurs voudront certainement la lire eux-mêmes. Nous n'en donnerons qu'une vue générale.

Après le 31 mai 1793, les départements de l'Ouest n'étaient pas sûrs pour les partisans des Girondins. Les Jacobins exultaient ; partout, sous l'impulsion du Club central de Paris, ils constituaient un tribunal révolutionnaire qui semblait vouloir imiter les sanglantes proscriptions de la capitale. Les plus menacés résolurent d'émigrer, d'aller chercher une nouvelle patrie dans l'Amérique du Sud, et d'y établir un régime politique d'après leurs principes, ou du moins d'après ceux de M. Thirion que nous venons de résumer.

C'est l'histoire de cette colonie que M. Thirion raconte, mettant ainsi en œuvre ses conceptions politiques et sociales. Pour rendre l'enseignement encore plus concret, après la description générale de *Neustria* l'auteur met en scène une famille établie dans le pays, la famille Thomas, et y vivant simplement et laborieusement, mais confortablement et contente de son sort, autant qu'elle en était mécontente avant de quitter la Bretagne, son pays d'origine.

M. Thirion n'affiche pas de prétentions en littérature romantique ; il souhaite modestement, qu'un plus habile que lui accomplisse mieux la même tâche. « La liberté, dit-il, méritait d'avoir son défenseur ; tout ce qu'on pourra dire, c'est qu'elle eût pu être mieux défendue ».

Nous nous contenterons d'émettre le vœu qu'elle le soit toujours aussi bien. Un romancier de profession aurait peut-être mis plus d'animation dans cette utopie individualiste, mais non pas de fortes pensées et de bonnes maximes.

H. BOUET.

LE IDEE ECONOMICO-SOCIALI DI FICHTE (*Les idées économique-sociales de Fichte*), par LUIGI CLERICI, br. 8°, Modena, 1900.

Le messie de la raison pure, — c'est ainsi que Jacobi appelle Jean Fichte, — publiait en 1796 les *Fondements du droit naturel*, et en 1800. *L'Etat commercial clos*. Dans ce dernier ouvrage, Fichte développait les principes économique-sociaux qu'il n'avait fait que poser dans sa première œuvre. *L'Etat commercial clos* est le plus important et c'est celui que M. Clerici s'attache principalement à analyser et aussi à critiquer.

socialistes, feront bien de lire attentivement ces réfutations, afin de se dispenser désormais de retomber dans les mêmes erreurs.

M. Clerici emploie une assez longue partie de son étude à examiner si et dans quelle mesure Fichte est socialiste, ce qu'il a de commun avec les socialistes modernes et en quoi il diffère d'eux. Si est socialiste tout écrivain qui subordonne l'individu à l'Etat, qui règle tout, production, circulation, distribution par autorité, il est évident que Fichte est socialiste. De quel genre? A quelle école peut-on le rattacher? Cela importe peu : tous les genres de socialisme sont des anneaux d'une même chaîne et tous seraient forcés, s'ils étaient mis en application d'arriver, tôt ou tard, au même résultat ; régler non seulement la production, la circulation, la distribution, mais aussi la consommation. Quand on a mis la main dans l'engrenage de la réglementation, il n'y a plus moyen de s'arrêter. Le socialisme pourra toujours parler de liberté, mais il ne pourra jamais donner que despotisme. Despotisme bien intentionné, je veux le croire, mais qui n'en serait que pire.

ROUXEL.

ESSAI SUR LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE DES PRIMITIFS, D'APRÈS LES POPULATIONS DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO, par ALBERT THONNAR, 1 vol. 8° Bruxelles. P. Weissembrach 1901.

L'ethnographie non moins que l'histoire, dit M. Thonnar, doit offrir ses ressources à l'économiste ; elle a cet avantage de montrer des images directes et toujours observables de phénomènes que l'histoire cherche péniblement à reconstituer à la lumière incertaine de textes très rares.

Nous conviendrons volontiers de l'utilité de l'ethnographie, à la condition qu'on la considère comme une source de matériaux et que l'on reconnaisse qu'il faut, pour animer ces matériaux, une idée supérieure qu'ils ne peuvent pas plus fournir eux-mêmes que des pierres et du sable qui doivent servir à édifier une maison ne peut sortir l'architecte.

Une idée supérieure, dira-t-on, c'est de la métaphysique. Sans doute ; et c'est pour éviter de la glisser subrepticement entre les lignes ou en *post scriptum* que nous voulons la placer franchement en tête.

Cette réserve faite, sinon pour M. Thonnar, du moins pour les prétendus positivistes qui voudraient user des matériaux qu'il a recueillis, nous devons dire que ces matériaux sont instructifs.

Il y a au Congo des populations errantes, les pygmées, et des populations agricoles. M. Thonnar décrit les mœurs, coutumes, institutions des unes et des autres. Dire que tout cela est parfait, ce serait dire que

es Congolais ne sont pas des hommes ; mais on peut du moins convenir qu'ils ne valent pas moins que nous.

La parenté est la base de l'organisation sociale des populations tant agricoles qu'errantes. « Dans le village, au lieu primitif du sang, l'est substitué¹ une parenté fictive entre les membres de différentes familles ; le chef du village porte encore le nom de père ; les habitants des villages s'appellent frères. »

Les esclaves mêmes sont considérés en fait comme des membres de la famille. « L'homme libre et sa femme sont obligés de nourrir, de vêtir et de loger leurs esclaves ; ils doivent les soigner comme leurs propres enfants et souvent le maître est obligé de subvenir aux frais de leurs fêtes pour les naissances, le mariage et l'enterrement... Sakala appelle les esclaves mâles de son père ses grands frères. »

« Dans tous les actes de la vie courante, dit Coquilhat, il est difficile de distinguer le seigneur et l'homme libre de l'esclave. Ce dernier partage les repas de la famille et participe à ses réjouissances. Le travail que l'on exige de lui n'est pas fatigant. Les femmes esclaves sont traitées sur le pied des épouses de leur seigneur, et les unes comme les autres travaillent. »

« En dehors du travail imposé, l'esclave, dans ses moments de loisir, peut se créer des ressources. Dans certains cas les esclaves deviennent plus riches que le maître. »

On voit que le métier d'esclave n'est pas trop mauvais. On constate que les hommes libres ne sont qu'une infime minorité. Dans un village, Hanssens ne comptait que 8 hommes libres sur 290 personnes. Cela ne tiendrait-il pas à ce que le métier d'esclave est meilleur que celui de maître ?

Nous laisserons aux lecteurs le soin de lire à la source les autres mœurs et coutumes des Congolais ; car nous voulons, avant de terminer, relever une ou deux erreurs dans lesquelles nous paraît tomber M. Thonnar.

Les institutions élémentaires de la vie économique chez les primitifs, dit l'auteur, sont régies par des principes essentiellement différents de ceux qui président à la satisfaction des besoins dans les sociétés modernes.

Il nous semble qu'il n'y a pas de différence *essentielle*, les différences sont de degré et non de nature. Les principes sont les mêmes, ce sont les moyens employés pour atteindre le même but dans des conditions diverses qui font toute la différence.

« L'homme moderne, dit encore M. Thonnar, pourvoit à ses besoins à

1. Il nous paraîtrait plus exact de dire *ajouté*.

l'aide d'un régime d'échange absolu excessivement complexe... Les produits arrivent aux consommateurs par une série d'intermédiaires et d'actes d'échange souvent très nombreux. Les crises les plus violentes résultent des moindres troubles apportés dans les parties extrêmement dépendantes de l'ensemble organisé : patrons, salariés, entrepreneurs, intermédiaires, banquiers, marchands, boutiquiers, consommateurs. »

L'homme moderne, tel que l'envisage M. Thonnar, n'est guère que l'homme des grandes villes, la minorité. Dans toutes les campagnes des pays les plus civilisés, une foule d'us et coutumes semblables à celles du Congo existent encore.

Quant aux crises, elles ne proviennent pas des patrons, salariés, entrepreneurs, etc. comme semble le croire l'auteur, mais de l'ingérence de l'Etat dans le domaine économique. Cela se prouve par ce fait que les crises sont d'autant plus fréquentes et plus violentes que cette intervention se fait plus sentir, et *vice versa*.

Il n'en reste pas moins vrai que les études du genre de celle à laquelle s'est livré M. Thonnar peuvent être d'une grande utilité pour le savant, pour le missionnaire, pour le marchand, pour tous ceux qui peuvent entrer en rapport avec les hommes primitifs et même pour tous les hommes un peu studieux.

ROUXEL.

L'HYGIÈNE SOCIALE, par EMILE DUCLAU, 1 vol. 8°. Paris, Félix Alcan, 1902.

Grâce aux progrès de la microbiologie, « le malade a cessé d'être ce *res sacra, miser*, sur lequel s'épuisaient en vain les ressources de la charité. Il est devenu un être redoutable, par les milliards de germes de maladies qu'il crée et répand autour de lui. On a le devoir de le traiter humainement, parce qu'il souffre, et n'est pas responsable ou ne l'est qu'un peu du péril qui est en lui; mais on a le droit de l'empêcher d'être nuisible à la communauté. De là de nouveaux liens sociaux qu'on avait pressentis depuis longtemps, mais qu'on n'a pu affirmer et préciser que le jour où la science a montré leurs attaches et donné les moyens de les manier ».

Et voilà comment à l'hygiène privée et à l'hygiène publique s'est superposée l'hygiène sociale, dont l'objet est d'envisager les maladies non en elles-mêmes, mais au point de vue social, « c'est-à-dire au point de vue de leurs répercussions sur la société, et de la facilité plus ou moins grande que cette société trouve à s'en préserver ou à les combattre. »

Un certain Salomon a dit : « Qui augmente sa science augmente ses peines. » Il semble qu'on pourrait ajouter qu'il augmente aussi ses terreurs. Je dis ses *terreurs* et non ses *dangers*, car, enfin, ces milliards de germes léthifères qui nous menacent existent sans doute depuis que le monde est monde, — à moins d'admettre la génération spontanée que les microbiologues rejettent, — et pourtant le monde vit, on assure même qu'il progresse. Il est donc permis de croire que les microbes sont *terribles*, quand on sait qu'ils existent — surtout par ouï-dire — mais qu'ils ne sont pas bien dangereux.

Nous voyons avec plaisir que M. Duclaux ne pousse pas la théorie microbienne à ses dernières conséquences, comme le font tant d'autres de ses confrères. Si les microbes sont si nombreux et si maléfiques que la science l'enseigne, on ne saurait trop se mettre en garde contre eux, et tous les moyens même les plus arbitraires, les plus ridicules et les plus autoritaires, sont bons à mettre en pratique pour s'en préserver ou s'en débarrasser.

M. Duclaux ne va pas si loin. Il trouve qu'on a trop visé le côté autoritaire dans la lutte contre les microbes. Il condamne les lazarets et les quarantaines. « Je voudrais, dit-il, connaître un seul cas de préservation authentiquement dû à un lazaret ou à une quarantaine ». Il conseille d'agir par persuasion plutôt que par commination : c'est par le travail sur l'opinion qu'il faut commencer de suite, si l'on veut réussir. Il fait appel à l'initiative privée, individuelle ou associée, notamment aux syndicats et sociétés ouvrières. « Travaillez à l'éveil des bonnes volontés, qui deviennent si facilement des volontés, quand elles se sentent bien dirigées. Faites moins de lois, de ces lois auxquelles nous n'obéissons que lorsque nous le voulons, et faites plus de propagande ».

On voit que M. Duclaux est beaucoup plus libéral que ne le sont la plupart des savants. La science moderne a hérité de la théologie qu'elle remplace dans la direction des sociétés, d'un dogmatisme et d'un absolutisme incomparables. Dès qu'elle a, ou croit avoir, découvert quelque chose, elle n'a rien de plus pressé que de faire appel aux pouvoirs publics pour l'application. M. Duclaux se contente, non pas toujours, mais très souvent, d'invoquer les pouvoirs privés ; de plus, il a soin d'envisager le côté économique des mesures qu'il croit bonnes à prendre, ce qui est ordinairement le moindre souci des hygiénistes publics et sociaux.

Vous voulez établir des sanatoriums ? ¹

¹ On n'a jamais professé plus de vénération pour le latin que depuis qu'on veut l'exclure des programmes scolaires. Autrefois on aurait dit tout bon-

M. Duclaux vous fait le calcul de ce que cela coûtera et rapportera, Pour héberger tous les tuberculeux de France, sans parler des colonies, c'est une dépense de 3 milliards au moins de frais de premier établissement et un budget annuel de 600 millions. Le nombre des malades que vous guérirez compensera-t-il une si énorme dépense qui, si elle empêche quelques hommes de mourir, empêchera du même coup un bien plus grand nombre d'enfants de naître et de vivre.

Nous approuvons donc, dans une large mesure, l'esprit général qui règne dans l'*Hygiène sociale* de M. Duclaux. Quant au détail, nous aurions beaucoup de réserves à faire, mais ces questions s'écartent trop du programme du *Journal des Economistes* pour que nous les abordions ici.

Les maladies sociales dont parle M. Duclaux sont : la variole, la fièvre typhoïde, l'ankilostomiase des mineurs, la tuberculose l'alcoolisme et la syphilis. L'*Hygiène sociale* est un recueil de conférences ou leçons professées à l'Ecole des Hautes-Etudes sociales. Ce volume fait partie de la *Bibliothèque générale des sciences sociales*.

ROUXEL.

ment des *sanatoires*. M. Duclaux dit *sanatoriums*. Les fins latinistes qui ne veulent pas laisser ignorer au public qu'ils savent leurs déclinaisons dans tous les cas, dans tous les genres, dans tous les nombres, disent des *sanatoria*.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Les élections du 27 avril. — La décadence de la protection. — Un discours de M. Caillaux et un vœu libre-échangiste du Congrès de la paix. — Une protestation oratoire des syndicats girondins contre le protectionnisme. — Le projet de réduction des droits sur les sucres. — Les effets de la diminution légale de la journée de travail. — Syndicats jaunes et syndicats rouges. — Le protectionnisme ouvrier en Australie. — Les résultats de la politique du libre-échange dans la Nouvelle-Galles du Sud. — Statistique de l'émigration européenne aux Etats-Unis. — Ce que rapporte à l'Europe le commerce avec la Chine.

La Chambre, dont le mandat vient d'expirer, laisse à celle qui sortira des élections du 27 de ce mois un héritage grevé d'un lourd passif financier et économique : un déficit évalué au bas mot à 175 millions pour le dernier exercice et une série de lois socialistes et protectionnistes qui auront pour effet inévitable de diminuer les ressources avec lesquelles les contribuables pourvoient à des dépenses en voie d'augmentation continue. Souhaitons que les électeurs se montrent cette fois moins préoccupés de leurs intérêts particuliers, dans le choix de leurs mandataires, et que la Chambre nouvelle ressemble aussi peu que possible à sa devancière.

*
* *

Nous reproduisons au Bulletin un article du *Journal of commerce* de New-York sur la décadence de la protection aux Etats-Unis. En Europe, où elle est à son apogée, elle donne des signes visibles de déclin :

Et montée sur le faite, elle aspire à descendre.

Dans les régions officielles, on ne subit pas sans impatience le joug des protectionnistes ; en Allemagne, M. de Bulow ne soutient que du bout des lèvres les prétentions des agrariens ; en France, M. Caillaux a été l'artisan le plus actif de la démolition

des primes sucrières, et il prononçait dernièrement, au banquet des négociants en liqueurs et spiritueux, un discours qui a dû être médiocrement agréable à M. Méline :

« Parmi les communes erreurs, a-t-il dit, il n'en est pas, qui soit à la fois plus répandue et plus grossière que celle qui consiste à croire que les intérêts particuliers exigent un traitement en opposition avec les besoins généraux de la nation.

« Etudiez, lisez ou plutôt relisez l'histoire économique de notre pays, et vous vous apercevrez que toutes les fois que des lois sont intervenues pour satisfaire des intérêts particuliers, elles se sont retournées contre ceux-là mêmes qui les avaient suscitées.

Et il a conclu aux applaudissements répétés de son auditoire :

« Favoriser les libres initiatives, assurer la justice à tous, dégrever dans la mesure du possible les objets de première nécessité, faciliter les opérations commerciales en modifiant les réglementations, n'est-ce pas, dans l'ordre économique, la tâche essentielle d'un gouvernement démocratique ? N'est-ce pas là la République ? »

Enfin, le Congrès de la paix réuni à Monaco a voté à l'unanimité ce vœu que le Congrès de Glasgow avait ajourné l'année dernière :

Libre-échange. — Le Congrès, estimant que le protectionnisme est une des principales causes des dissentiments internationaux, affirme de nouveau sa sympathie pour tous les efforts qui seront faits en faveur du libre-échange, émet le vœu que le régime du libre-échange soit également adopté à l'égard des colonies.

Aussi l'alter ego de M. Méline, M. Domergue, s'est-il décidé à faire part à ses lecteurs de l'existence de la Fédération libre-échangiste internationale, qu'il qualifie même d'« association infiniment puissante sinon par le nombre, du moins par l'autorité de ses membres. » C'est un compliment dont nous le remercions et que nous nous efforcerons de mériter.

*
* *

Lors de la visite de M. le ministre du Commerce à Bordeaux, le président de l'Union générale des Syndicats girondins lui a adressé un discours contenant une protestation énergique contre le régime protectionniste ressuscité par M. Méline :

« Depuis le jour où, en frappant de droits d'entrée la plupart des matières premières nécessaires à l'industrie, le Protectionnisme a placé

elle s'est élevée à 8.800.000 tonnes en 1900. En France, elle a monté de 23.000 tonnes en 1839-40 à 805.000 en 1899-1900; en Allemagne de 12.659 en 1839-40 à 1.875.000 en 1900-01; en Autriche-Hongrie de 25.000 en 1853-54 à 1.120.000 en 1899-1900; en Russie de 19.000 en 1853-54 à 900.000 en 1899-1900; en Belgique de 12.000, dans la même année, à 300.000 en 1899-1900; en Hollande de 1.000 en 1860-61 à 180.000 en 1899-1900.

En 1840, c'était le sucre de canne qui alimentait presque exclusivement la consommation : le sucre de betterave n'y contribuait que pour moins de 5 p. 100; en 1900, sa part monte à près de 70 p. 100. Voici par quelles gradations s'est opéré ce changement dans la proportion des deux sucres :

Année	Sucre de canne	de betterave	Proportion.
1840.....	1.100.000	50.000	4.35
1850.. ..	1.200.000	200.000	14.29
1860.....	1.510.000	389.000	20.43
1870.....	1.585.000	831.000	34.40
1880.....	1.852.000	1 402.000	43.08
1890.....	2.069.090	3.633.000	63.70
1900.....	2.850.000	5.950.000	67.71

*
* *

A partir du 1^{er} avril, la loi réduisant à 10 h. 1/2, la journée de travail a été appliquée dans les établissements et chantiers employant à la fois des hommes, des femmes et des enfants. Comme il fallait s'y attendre, cette loi n'a pas manqué de susciter une série de grèves, les ouvriers s'imaginant qu'il était au pouvoir du législateur de leur faire payer une journée de 10 h. 1/2 au même prix qu'une journée de 11 heures. Ils doivent s'apercevoir aujourd'hui que la puissance du législateur ne va pas jusque-là, et peut-être cette leçon de choses leur sera-t-elle profitable. Ils seront moins tentés à l'avenir de recourir à une intervention qui peut bien diminuer leur journée d'une demi-heure mais qui ne peut pas leur faire cadeau du salaire de cette demi-heure.

Seulement cette loi, en renforçant chez les ouvriers la croyance qu'il dépend des patrons d'augmenter leurs salaires aura pour effet d'envenimer davantage les rapports du capital et du travail au profit du socialisme et au détriment de l'industrie.



Des syndicats jaunes se sont constitués pour faire concurrence aux syndicats rouges. Rien de mieux. Seulement, c'est une concurrence qui n'a rien d'économique. Les rouges se contentent d'être socialistes, les jaunes sont, par dessus le marché, protectionnistes. Dans le congrès qu'ils viennent de tenir à Paris ils ont émis un vœu méliniste en faveur de la suppression de l'admission temporaire des tissus, et un autre vœu, — celui-ci peut-être moins agréable à M. Méline bien que rigoureusement conforme à sa doctrine, — en faveur de l'établissement d'une taxe sur les ouvriers étrangers. En voici le texte :

« Le congrès, attendu que l'invasion de nos industries, de notre commerce, de notre agriculture, de nos travaux d'art par l'élément étranger existe dans une proportion énorme ;

« Que les nations étrangères ont depuis longtemps pris des mesures de protection ;

« Que le chômage et l'abaissement des salaires en France sont les résultats de l'immigration étrangère ;

« Emet le vœu que le Parlement solutionne au plus tôt toute proposition de loi protectrice du travail national et frappe les étrangers d'une taxe assez élevée. »

Qu'il soit parfaitement logique de protéger les salaires des ouvriers après avoir protégé les profits des industriels et les rentes des propriétaires fonciers, nous en convenons volontiers, mais ces jaunes n'en sont pas moins capables de nous réconcilier avec les rouges.



Ce protectionnisme ouvrier fleurit déjà, comme on sait, en Australie où il vient d'être appliqué au travail blanc après avoir frappé d'interdit le travail jaune :

Le gouvernement fédéral lisons-nous dans une correspondance du *Journal des Débats* vient d'appliquer pour la première fois à des Européens l'étrange loi qui exclut du territoire de l'Australie les travailleurs étrangers, soit qu'ils aient un contrat, — cas formel d'exclusion, — soit qu'ils n'en aient pas, parce que, alors, ils pourraient se

trouver sans ressources et être à la charge du public. 31 sujets italiens pourvus de papiers réguliers, mais étant venus pour travailler d'après un contrat, n'ont pas été autorisés à débarquer à Fremantle.

Ainsi, une fois de plus, le gouvernement du « Commonwealth » se place en dehors de la loi commune des pays civilisés. Après avoir étendu arbitrairement sa juridiction hors des limites universellement reconnues, il supprime aux étrangers le droit non moins universellement reconnu d'accès et de séjour sous l'autorité et la protection des lois du pays.

L'esprit qui inspire de pareilles résolutions n'est pas seulement étroit et aveugle. Il est, et c'est ce qui peut rassurer quant à la durée de cette aberration législative, absolument anti-anglais.

Souhaitons qu'en dépit des jaunes, cet esprit étroit et aveugle demeure anti-français. Malheureusement il ne faut jurer de rien, et il est fort à craindre que le protectionnisme industriel et foncier n'engendre tôt ou tard le protectionnisme ouvrier.

*
* *

Au protectionnisme ouvrier, se joint en Australie le protectionnisme industriel. Toutefois, avant l'établissement de la Fédération et la suppression des douanes intérieures qui en a été la conséquence, la Nouvelle-Galles du Sud avait imité, sauf pendant une courte période de 1892 à 1895, la politique libre-échangiste de la métropole. La statistique suivante de son commerce extérieur atteste qu'elle n'avait pas eu à s'en repentir.

	Total des Importations liv. sterling	Total des Exportations liv. sterling	Droits de Douanes
1891.....	25.383.000	25.944.000	2.163 600
1892.....	20.776 000	21.972.000	2.664.900
1893.....	18.107.000	22.921.000	2.114.900
1894.....	15.802.000	20.578.000	2.060.900
1895.....	15.992.000	21.935.000	2.047 500
1896.....	20. 61.000	23.010.000	1.406.900
1897.....	21.744.000	23.751.000	1.250.100
1898.....	24 453.000	27.648.000	1.259.200
1899.....	25.594.000	28.445.000	1.351.900
1900.	27.561.000	28.165.000	1.437.300

L'abolition des douanes intérieures de la Fédération a été un

progrès incontestable, mais ce progrès pourrait bien avoir été acheté trop cher par le relèvement de la douane extérieure.

*
* *

L'émigration d'Europe aux Etats-Unis, après avoir subi une diminution sensible, s'est relevée depuis deux ans, ainsi que l'atteste le relevé suivant du Commissaire général de l'immigration :

Pays	1898	1890	1900	1901
Autriche-Hongrie.....	39.797	62.491	114.847	113.390
Belgique	695	1.101	1.196	1.579
Danemark	1.946	2.690	2.926	3.655
France.....	1.990	1.694	1.739	3.150
Allemagne	17.111	17.476	18.507	21.651
Grèce.....	2.339	2.333	3.771	5.910
Italie Continentale ...	58.613	77.419	100.135	135.996
Pays-Bas.....	767	1.029	1.735	2.349
Norvège	4.938	6.705	9.575	12.248
Pologne	4.726	...	...	...
Portugal	1.717	2.054	4.232	4.165
Roumanie	900	1.606	6.459	7.155
Russie et Finlande ...	29.828	60.982	90.787	85.257
Serbie, Bulgarie.....				
Monténégro.....	....	....	....	657
Espagne	577	385	355	592
Suède.....	12.398	12.797	18.650	23.331
Suisse.....	1.246	1.326	1.152	2.201
Turquie d'Europe	176	80	285	387
Royaume-Uni.....	38.022	45.181	48.237	45.546
Total.....	217.786	297.349	424.700	469.237

Mais on remarquera que les lieux de provenance des émigrants ont changé. L'Angleterre et l'Allemagne ont cessé de fournir les plus gros contingents à l'émigration. Elles ont été remplacées par l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Russie. Les émigrants appartiennent aussi à une catégorie inférieure depuis que les lois protectrices du travail américain ont interdit l'importation du travail par contrats et soumis l'émigration à un surcroît de formalités. Ces entraves n'ont pas diminué le nombre des immigrants, mais elles en ont abaissé la qualité.



Dans une conférence à la Société de géographie de Bruxelles, que publie la *Belgique financière*, un négociant qui a résidé pendant vingt ans en Chine, M. Van der Stiegen, a mis en regard le chiffre des importations européennes et celui des frais de protection de ce commerce :

Si le monde entier, a-t-il dit, importe en Chine pour 925 millions de francs par an, d'après M. Jean de Bloch, pour protéger ce commerce, les Etats européens immobilisent des vaisseaux de guerre évalués à plus d'un milliard et ce capital, amortissable à raison de 8 p. 100 par an, constitue une perte sèche de 80 millions.

Or, l'Europe ne gagne pas une pareille somme sur ses exportations vers la Chine ; et puis cette flotte ne sert à rien.

Un négociant qui dépenserait 1.000 francs pour placer 925 francs de marchandises ne tarderait pas à se ruiner, à moins que sa famille ne prit la sage précaution de le faire interdire. A quoi il faut ajouter, comme le remarque M. Van der Stiegen, que les Européens ne feraient pas moins d'affaires en Chine, et même qu'ils en feraient davantage s'ils laissaient leurs commerçants se protéger eux-mêmes. On peut en dire autant du commerce colonial.

Si l'on faisait le compte de ce que rapporte à la France, à l'Allemagne et même à l'Angleterre, le commerce avec leurs colonies et de ce qu'il leur coûte, en frais de conquête, de protection, d'administration, etc., on trouverait certainement que J. B. Say avait raison en prétendant qu'il leur serait plus avantageux de jeter leurs marchandises à la mer.

G. DE M.

Paris, 14 avril 1902

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La ligne droite de Louis Conventz ou l'art d'enregistrer pratiquement et scientifiquement les écritures d'une maison de commerce, d'industrie et de Banque augmentée d'exercices comparés et de notes commerciales, par A. et N. MONLOUP-ROBERT (comptables-experts), 1 vol. in-4° de 347 pages, 1901, broché 15 fr. ; relié 20 fr. Paris. Guillaumin et Cie.

Difendiamo la famiglia saggio contro il divorzio e specialmente contro la proposta di introdurlo in Italia, par LORENZO MICHELANGELO BULLA (seconda Edizione), 1 vol. in-8° de 271 pages, 1902. L. 3,50. Paris. Guillaumin et Cie.

Revue internationale du commerce, de l'industrie et de la Banque (organe des congrès internationaux du commerce et de l'industrie). 4 numéros par an ; un an : 30 fr. Le numéro : 7 fr. 50. Paris. Guillaumin et Cie.

Les finances d'autrefois et celles d'aujourd'hui. Les budgets de la France 1870-1902, par Ph. DESCHAMPS, 1 vol. in-18 de 117 pages, 1902. 3 fr. 50. Paris. Guillaumin et Cie.

La justice dans l'impôt, par EUG. D'EICHTMAL, broch. in-8° de 19 pages, 1902, 1 fr. Paris. Guillaumin et Cie.

Ce qu'on appelle la féodalité financière. Le classement et la répartition des actions et obligations de chemins de fer de 1860 à 1900, par A. NEYMARCK, broch. in-8° de 28 pages, 1902, 2^e édition, 1 fr. 50. Paris. Guillaumin et Cie.

L'augmentation du taux de la Morti-natalité (communication faite à la Société d'anthropologie de Paris le 3 octobre 1901), par E. MACQUART, broch. in-8° de 0 fr. 50, 1902. Paris. Guillaumin et Cie.

La revision du tarif douanier en Allemagne, par A. RAFFALOVICH, broch. grand in-8° de 26 pages, 1902, 1 fr. 50. Paris. Guillaumin et Cie.

Mélanges politiques, économiques et juridiques, par A. VAVASSEUR (préface de Léon Bourgeois), 2 vol. in-8°, 1902, 10 fr. Paris. Fontemoing.

L'anarchisme, par PAUL ELTZBACHER, traduit par O. KARMIN, 1 vol. in-18 de 417 pages, 1902, 3 fr. 50. Paris. Giard et Brière.

Le socialisme et l'agriculture, par G. GATTI (introduction de G. Sorel), 1 vol. in-18 de 342 pages, 1902, 3 fr. 50. Paris. Giard et Brière.

Dictionnaire pratique de législation et de jurisprudence sur les opérations de Bourse, la négociation, la transmission et la revendication des valeurs mobilières, les agents de change, la banque et la coulisse, par E. LAMBERT, 1 vol. in-8° de 425 pages, 1902, 8 fr. Paris. Giard et Brière.

Les modes de rémunération du travail, par D. SCHLOSS, traduit par Ch. RIST, 1 vol. in-8° de 381 pages, 1902, 7 fr. 50. Paris. Giard et Brière.

Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs, par NICOLAS, traduit par Gg. 1 vol. in-8° de 523 pages, 1902, 12 fr. Paris. Giard et Brière.

La Finlande. Economie publique et privée, par M. C. FRÉDÉRIKSEN. 1 vol. in-18° de 438 pages avec 2 cartes en couleurs. 1902. 3 fr. 50. Paris, Société nouvelle de librairie.

L'âge de la Pierre. par GEORGES RIVIÈRE. 1 vol. in-18° de 183 pages. 1902. 2 fr. Paris, Schleicher.

La Croisade sanitaire, par PAUL STRAUSS. 1 vol. in-18° de 365 pages. 1902. Paris, Charpentier.

La propriété rurale en France, par FLOUR DE SAINT-GENIS. 1 vol. in-18° de 445 pages. 1902. 6 fr. Paris, A. Colin.

Les marchés à terme sur marchandises. Quelques observations, par E. VIDAL, broch. in-8° de 63 pages. 1902. Paris. Cote de la Bourse et de la Banque.

La question du Rachat des chemins de fer, broch. in-8° de 52 pages. 1902. Paris, Chaix.

Les possibilités économiques de l'Indo-Chine, par P. PADARAN. 1 vol. in-8° de 124 pages. 1902. Paris, Comité de l'Asie française.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. 1 vol. in-8° de 186 pages. 1901. Paris, Imprimerie Nationale.

Le Port de la Rochelle. Vieux Port et Bassin de La Pallice. Notice descriptive. Commerce et industrie, 1 vol. in-4° de 39 pages. 1902. La Rochelle, Chambre de Commerce.

Discours de réception de M. Ed. Barthelet. Elu dans la classe des sciences à la séance publique du 2 mars 1902 de l'Académie des sciences de Marseille, broch. in-8° de 24 pages. 1902. Marseille, Typ. Barlatier.

Statistique générale de l'Algérie, année 1900. gr. in-8° de 263 pages. 1902. Alger, imprimerie Fontana.

Administration des Monnaies de Belgique. Rapport du commissaire des Monnaies au Ministre des Finances et des Travaux publics. 2^e année 1901, broch. in-8° de 96 pages, 1902. Bruxelles, imprimerie Vanbuggenhoudt.

Marx e la sua dottrina, par A. LORIA. 1 vol. in-8° de 272 pages. 1902. L. 2. Milano, R. Sandron.

Il secolo XIX studio politico-sociale, par PASQUALE TURIELLO. 1 vol. in-18° de 187 pages. 1902. L. 2. Milano, R. Sandron.

Sul principio regolatore della Finanza pubblica, par A. LABRIOLA. 1 vol. in-8° de 165 pages. 1902. Napoli, E. Croce.

Allgemeine theorie der Gesellschaftlichen produktion, von Dr. J. A. NORDENHOLZ. 1 vol. in-8° de 292 pages. 1902. Munchen, O. Beck.

Il Nostro Bilancio. Osservazioni e commenti pubblicati per cura di Maria Pasolini, broch. in-8° de 51 pages. 1902. Roma, Lœscher et Cie.

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

L'IMPOT PROGRESSIF ET L'IMPOT ARBITRAIRE

en 1793 ¹.

IV

La Convention restait pourtant fermement résolue à sévir contre les détenteurs de la fortune, et on en eut bientôt la preuve.

Le 5 avril, en effet, Danton, après avoir demandé la formation d'une « garde du peuple » recrutée parmi les sans-culottes, ajouta : « J'ai une autre proposition à faire... Il faut que dans toute la France le prix du pain soit dans une juste proportion avec le salaire du pauvre ; ce qui excèdera sera payé par le riche. Par ce seul décret vous assurerez au peuple et son existence et sa dignité ; vous l'attacherez à la Révolution, vous acquerrez son estime et son amour. Il dira : nos représentants nous ont donné du pain ; ils ont plus fait qu'aucun de nos anciens rois. » Cette motion de Danton fut accueillie avec enthousiasme, et, sans s'arrêter à la question de dépense ni aux difficultés d'exécution, la Convention décréta que partout où le prix du pain ne se trouverait pas en juste proportion avec le salaire des ouvriers, il serait fourni, par le Trésor public, des fonds qui seraient prélevés sur les grandes fortunes, et avec lesquels on acquitterait l'excédent de la valeur du pain comparativement au taux des salaires

¹ Voir le premier article, n° du 15 avril 1902.

contributions publiques, dit-il, est-il plus évidemment un principe puisé dans la nature des choses et dans l'éternelle justice, que celui qui impose aux citoyens l'obligation de contribuer aux dépenses publiques progressivement selon l'étendue de leur fortune, c'est-à-dire selon les avantages qu'ils retirent de la société ? Je vous propose de la consigner dans un article conçu en ces termes : « Les citoyens dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance doivent être dispensés de contribuer aux dépenses publiques ; les autres doivent les supporter progressivement selon l'étendue de leur fortune. »

La Chambre applaudit Robespierre, mais elle s'en tint à ses votes antérieurs, qui d'ailleurs prouvaient suffisamment qu'elle adhérerait à l'impôt progressif.

Robespierre s'était pourtant fait l'interprète d'un sentiment très répandu, et bientôt il fut visible que, dans les milieux révolutionnaires, on était d'accord pour reconnaître que la richesse pouvait être fortement taxée. Le 27 avril, en effet, Cambon communiqua à la Convention un arrêté pris par les commissaires qu'elle avait envoyés dans le département de l'Hérault et par les autorités de ce département, arrêté portant, d'une part, que les hommes de la nouvelle levée seraient désignés au moyen de réquisitions individuelles ; d'autre part, qu'il serait établi, afin de pourvoir à leur équipement et à leur entretien, une contribution arbitraire sur les riches.

En vertu de cet arrêté il devait être ouvert un emprunt forcé, « et s'il n'était pas, sous deux jours, rempli par les soumissions libres des capitalistes, il le serait sur-le-champ par des réquisitions impératives adressées aux riches. Le droit d'adresser des réquisitions pécuniaires serait confié à un Comité formé par les administrateurs du département et par les commissaires de la Convention ». L'arbitraire avec lequel cette taxe, déguisée sous le nom d'emprunt forcé, devait être assise, les erreurs d'évaluation auxquelles elle ne pouvait manquer de donner lieu, les inégalités et les injustices qui en résulteraient nécessairement, rien de tout cela n'arrêta Cambon, qui vanta très haut le patriotisme du département de l'Hérault, et conclut à ce que la Convention approuvât les mesures qu'il avait prises. C'est ce qui fut fait, et un décret ordonna l'envoi de l'arrêté à tous les départements, afin qu'il servît de modèle à des arrêtés semblables.

Le Comité du salut public s'empressa de répandre partout l'arrêté en question, et dans une instruction du 7 mai par lui adressée aux représentants en mission, il les invita à recourir à

grève finie, si elle avait été victorieuse, le syndicat voyait le nombre de ses membres s'accroître de quelques unités et continuait à voter jusqu'à une nouvelle bataille. Si, au contraire, la grève se terminait par un échec, le syndicat se disloquait souvent ou bien survivait diminué, se remontant lentement. Il a fallu des années pour que, dans les professions importantes, le quart, le tiers ou la moitié du nombre des ouvriers fissent partie du syndicat. Donc, la concurrence entre les syndicats ne s'est pas produite : à peine s'est-il créé un syndicat unique dans un certain nombre de professions, et pas dans toutes.

Cependant les syndicats paraissent être une nécessité de l'état industriel actuel. La production a tendance à se concentrer dans de grands ateliers, de grandes manufactures, la quasi-égalité de situation existant dans la petite industrie entre un employeur et un employé tend à disparaître de plus en plus. Cent ouvriers et un employeur ne font pas cent et un intérêts, mais deux seulement. Si les ouvriers entreprennent de traiter individuellement, il n'y a pas, en temps normal, de libre débat, de fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande. Le syndicat est nécessaire. C'est pour cela que tant de tentatives sont faites pour en former, bien qu'elles ne réussissent qu'avec difficulté.

Les causes d'échec des syndicats considérés comme intermédiaires traitant pour la fixation du prix du travail de leurs membres sont diverses. La première est le manque d'habitude de l'association chez les ouvriers. L'idée que l'union fait la force ne leur vient pas ou, si quelqu'un la leur souffle, elle les trouve inertes ou incapables. Ils laissent quelques individualités entreprenantes prendre l'initiative, assumer la charge et les périls. Dans ces conditions, il est déjà difficile qu'un syndicat se forme, à plus forte raison, deux ou trois.

La seconde cause d'échec c'est, il faut le dire, l'antagonisme des industriels. Il est compréhensible qu'un employeur voit avec suspicion se former parmi ses ouvriers une association qui pourra apporter le trouble dans ses affaires en formulant des réclamations tendant à augmenter les prix de revient de ses marchandises, voire même susciter une grève. D'autre part, l'industriel en général n'est pas préparé pour pratiquer le commerce du travail. Il comprend fort bien qu'il doive débattre le prix de ses matières premières avec ses fournisseurs, mais il ne comprend pas qu'il doive débattre le prix de la main-d'œuvre avec ses ouvriers, qui sont aussi des fournisseurs. Une réclamation — formulée maladroitement le plus souvent — lui fait l'effet d'une rébellion.

L'éducation économique de l'employeur est à faire aussi bien que celle de l'employé.

Il résulte de l'impuissance habituelle des ouvriers — qui se change parfois en brutalité par un phénomène inconscient de psychique collective — et de la tendance despotique — quelquefois paternelle — de beaucoup d'employeurs un état d'antagonisme qui fait que, de part et d'autre, on est porté non à discuter avec l'autre partie : acheteur ou vendeur de travail, mais à lui imposer ses conditions. La grève est une guerre, et les passions en jeu sont des passions guerrières : on s'y efforce de faire, par tous les moyens, tout le mal possible à l'adversaire.

Les syndicats, comme les trades-unions anglaises, succédaient d'ailleurs à des sociétés secrètes, compagnonnages et autres, qui, à une époque où les grèves étaient interdites, étaient persécutées, et ne pouvaient être que des sociétés de bataille.

L'esprit d'antagonisme existait donc dans les anciennes sociétés d'ouvriers, et il se transmet naturellement aux syndicats. Or, la première condition pour faire la guerre, c'est l'unité ; les neutres qui, en fait, favorisent l'adversaire puisqu'ils diminuent pour lui les inconvénients de la lutte, sont regardés comme des ennemis. La haine des unionistes anglais contre les *black legs* ou *jambes noires* est bien connue. On ne regardait à aucun moyen pour les chasser des ateliers et des chantiers. D'autre part, parmi les procédés imaginés par les ouvriers unis ou syndiqués pour assurer leur condition, il y avait la limitation et la réglementation de l'apprentissage. Il ne devait y avoir qu'un certain *quantum* d'apprentis, ceux-ci devaient passer un temps fixé en apprentissage ; parfois, ils devaient être fils d'ouvriers de la profession. Si cela eût été nécessaire, les ouvriers syndiqués auraient eux-mêmes inventé cette réglementation, mais ils n'avaient pas eu cette peine, l'ayant trouvée toute faite dans les anciennes corporations. Cela aussi comportait l'unité.

Il y a aussi, il faut le dire, dans l'esprit des ouvriers, un sentiment *catholique* — au sens grec du mot, qui signifie *universel* — résultat d'une éducation millénaire. Non seulement, il y a un sentiment catholique, mais en outre un sentiment ecclésiastique, un fanatisme ; eux aussi disent : « hors de nous, pas de salut ! » Les moyens qu'ils emploient rappellent l'excommunication religieuse. Je puis illustrer cette assertion par une anecdote. En 1869, le comité de la Société typographique de Paris s'avisa de prescrire une modification aux règlements des *commandites* ou associations d'ouvriers faisant l'entreprise de la composition d'un journal. Les

membres desdites commandites avaient reçu l'ordre de se mettre en grève, si les administrations de journaux ne cédaient pas. Les compositeurs du *Siècle*, à la rédaction duquel j'appartenais alors, étaient très embarrassés. C'étaient, en majorité, des hommes d'un certain âge, attachés depuis longtemps à la maison ; ils avaient de bonnes places et se rendaient bien compte que si l'administration du journal cédait après une grève, ce ne serait pas eux qu'on reprendrait : ainsi, ils retomberaient dans les *aleas* du travail de « labeur ». Mais, d'autre part, désobéir au comité, c'était terrible. Mon beau-père, M. Leneveux, secrétaire de la rédaction, ancien ouvrier typographe lui-même, arrangea l'affaire : les ouvriers eurent l'équivalent de ce qu'ils demandaient, mais sous une autre forme.

Cela ne désarma pas le comité, les ouvriers de l'équipe du *Siècle* furent rayés de la Société, mis à l'index. La mise à l'index, c'est l'excommunication : les camarades ne vous parlent plus, refusent la main que vous leur tendez. Les choses furent poussées au point qu'un des ouvriers fut refusé dans une loge maçonnique par suite de l'opposition d'un membre du comité typographique, membre de ladite loge, malgré le vénérable, qui était caissier du journal, malgré la majorité des membres de la loge. Les ouvriers qui étaient restés n'avaient pas, d'ailleurs, la conscience tranquille : l'un d'eux me déclara un jour qu'ils avaient eu tort, et que l'on aurait dû obéir au Comité.

Avec un pareil esprit, on comprend que la création de syndicats concurrents fut difficile. Cependant la chose fut tentée dans la typographie. Mon beau-père et quelques-uns de ses amis, après avoir contribué en 1840, je crois, à la fondation de la Société typographique, s'en séparèrent en 1844 à cause de la tyrannie du Comité, et en fondèrent une nouvelle, qui vécut une quinzaine d'années. Il finit par y avoir fusion, et celui qui l'amena fut considéré comme le bienfaiteur de la corporation. Mon beau-père, qui n'était plus alors typographe, regretta toujours cette fusion, et les raisons qu'il en donnait furent peut-être la première leçon d'économie politique que je reçus. Elles avaient justement pour base l'utilité de la concurrence, non seulement dans les relations avec les maîtres imprimeurs, mais surtout au point de vue de la liberté personnelle de l'ouvrier.

C'est qu'ils sont en effet très autoritaires les comités des sociétés d'ouvriers, despotiques même. Ces hommes impatients de l'autorité patronale entendent être obéis, et maintiennent dans les rangs de leurs camarades une discipline à laquelle ceux-ci se

prétent avec une longanimité sans égale. Ils sont autoritaires, rancuniers et sans pitié ; les générations successives de membres d'un comité se transmettent la haine envers celui « qui a trahi », ils le poursuivent partout où ils peuvent l'atteindre, le condamnant à mourir de faim avec une férocité froide aussi grande que celle des industriels inscrivant un *meneur* sur un livre noir. Il ne fait pas bon, non plus, avoir écrit une fois contre leur société, même avec modération : au bout de vingt ans, ils s'en souviennent encore. J'en ai fait l'expérience personnelle.

Je n'ai pas l'intention de faire ici le procès des ouvriers en tant que groupe social. Je vois simplement en eux des hommes obéissant aux passions humaines et dominés par les conditions de l'existence. Ne trouve-t-on pas les mêmes passions et les mêmes façons d'agir dans d'autres groupes sociaux dont les membres n'ont pas l'excuse d'être aussi près de la nature ? Ne voit-on pas des hommes appartenant à des conditions sociales aristocratique ou bourgeoise, détester eux aussi la concurrence, et exiger la stricte discipline de classe ?

La diffusion, parmi les ouvriers, du socialisme marxiste qui a pour principe sociologique et historique la guerre des classes n'était pas faite pour modifier ou même simplement atténuer ce sentiment d'antagonisme, d'où résulte l'esprit d'unitarisme et la haine de la concurrence.

Il y a du vrai dans le principe marxiste, et M. de Molinari l'a clairement établi dans son livre *Esquisse de l'Organisation politique et économique d'une société future* ; mais ce principe de la concurrence des classes n'est pas l'unique facteur de l'évolution des sociétés. Quoi qu'il en soit, la proclamation que le Prolétariat devait se constituer en parti de classe, et travailler ensuite, en tant que tel, à la conquête du pouvoir politique, ne pouvait que renforcer l'antagonisme entre employés et employeurs, résultant des conditions antérieures. Cependant, il faut le dire, les théoriciens du socialisme marxiste ne furent pas, au début, favorables aux syndicats d'ouvriers. Ils voyaient, dans ces associations, des moyens d'améliorer l'organisation économique actuelle, le salariat, et par suite de la prolonger, tandis qu'ils en voulaient, eux, la suppression radicale. Mais, très opportunistes de procédés, nonobstant leur apparent rigorisme d'hommes de principes, les chefs socialistes ne tardèrent pas à comprendre que les ouvriers, — l'élément social où ils devaient nécessairement recruter leurs adhérents — iraient forcément aux syndicats, alors ils acceptèrent ceux-ci et résolurent de les utiliser. Sur l'antagonisme de

classe empirique, ils superposèrent la haine théorique, s'immiscèrent dans tous les dissentiments, les envenimèrent, prolongèrent toutes les grèves. Quel que soit le résultat, il en reste toujours un accroissement d'antagonisme. Les grèves, a-t-on persuadé aux ouvriers, ne sont que les combats préparatoires de la grande révolution qui prononcera la socialisation du sol, du sous-sol et des usines, supprimera la propriété individuelle et fera tout le monde propriétaire ¹.

Les syndicats d'ouvriers sont ainsi devenus des chapelles de l'église communiste.

Cependant, il y a eu et il y a encore des heurts entre les syndicats ouvriers, désireux de réalités prochaines et les socialistes théoriciens pour la plupart bourgeois, n'ayant rien à gagner aux améliorations et espérant tout de la révolution ; peu satisfaits, en outre, d'avoir à partager la direction du « parti » avec des hommes sortis de la masse populaire pour laquelle ils professent en paroles un ardent amour, mais qu'au fond ils considèrent comme une matière première à pétrir sans son assentiment.

Le projet d'opposer syndicat ou société d'ouvriers raisonnables à syndicat ou société d'ouvriers déraisonnables devait être formé et il le fut à diverses reprises. Vers 1865, à la suite d'une grève, un certain nombre de fabricants de chapeaux de Paris formèrent une société mixte de fabricants et d'ouvriers pour échapper à la tyrannie du comité de la « Grande Bourse » ou société de secours mutuels en cas de maladie et d'Assurance mutuelle contre le chômage des ouvriers chapeliers, issue vers 1826 d'un ancien compagnonnage. A la tête des fabricants, membres de cette société, se trouvait un ancien ouvrier chapelier, ancien meneur de la « Grande Bourse ». Ce fut une lutte homérique, et ce fut pour

¹ J'ai découvert dans un livre où je ne m'attendais à trouver rien de semblable — un ouvrage d'apologétique — la citation suivante d'Artistophane qui prouve que les démagogues n'ont pas varié leurs procédés depuis deux mille quatre cents ans : « Je commencerai, dit un personnage, par mettre en commun les terres, l'argent, tout ce qui est fortune privée. Puis, nous nous nourrirons sur ce bien commun que nous prendrons soin d'administrer avec une sage économie... Le pauvre ne sera plus contraint de travailler ; chacun aura tout ce qu'il lui faut, pain, salaisons, gâteaux, tuniques, vins, couronnes. Quel intérêt alors à ne pas apporter sa part à la masse ? Que t'en semble ? » (Aristophane, *l'Assemblée des femmes*). On le voit, tout y est, jusqu'à la tentative de démonstration aux capitalistes qu'ils ont bien tort d'avoir de la méfiance.

avoir prononcé, en 1866, un discours au banquet du syndicat mixte, et écrit une brochure, que je m'attirai la haine de la « Grande Bourse ». Le résultat de la lutte fut la disparition du syndicat mixte, mais en même temps, comme conséquence de la résistance de la « Grande Bourse » aux progrès industriels, la décadence de l'industrie de la chapellerie à Paris. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un syndicat, mais il est sans puissance, et sa tyrannie est brisée : les fabricants emploient indifféremment des syndiqués et des non syndiqués, ce qu'ils ne pouvaient faire autrefois, et chacun paie les *façons* qu'il peut.

La cause de l'insuccès de cette tentative de société concurrente fut son caractère mixte. Les intérêts des salariés et des salariants sont distincts et opposés comme ceux de tous les copartageants : chacun des deux groupes forcément tire à soi. Les relations hors de l'atelier sont difficiles entre hommes qui n'ont pas le même genre de vie, les mêmes préoccupations. Quoi qu'il en ait — et il n'est pas toujours très adroit — l'employeur fait sentir qu'il est un homme qui peut dépenser, qui a l'argent facile, et ainsi il excite la jalousie de ses collègues ouvriers du comité mixte. De son côté, le membre ouvrier se croit obligé, pour manifester sa dignité et son indépendance vis-à-vis des patrons dans la défense des intérêts qui lui sont confiés, à une certaine raideur, qui blesse les employeurs philanthropes. En outre, les membres de la société purement ouvrière travaillent les adhérents de la société mixte, les détournent ou les excitent. Enfin, on ne trouve pas beaucoup d'industriels qui apportent un grand zèle à l'administration du syndicat mixte. Celui de la chapellerie subsista vaille que vaille tant que son fondateur fut allant et bien portant ; il disparut faute d'un continuateur.

Le parti chrétien social qui se forma vers 1874, autour du R. P. Marquigny, S. J., du comte de Mun, du comte de la Tour du Pin entreprit, lui aussi, la création de syndicats mixtes, qu'on nomma les « corporations chrétiennes ». Je ne sais où en sont les choses dans le département du Nord où l'institution eut le plus de développement ; mais, même dans cette région, on n'entend plus parler de ces « corporations », tandis que les syndicats socialistes y font beaucoup de bruit. Les chrétiens sociaux ne firent que reprendre une tradition du parti aristocratique, monarchique et clérical. Les corporations chrétiennes n'étaient que les anciennes confréries et corporations de métier accommodées à la moderne. On ne réclamait pour elles, en commençant, que la simple liberté, on repoussait en leur nom le despotisme des anciennes jurandes et

LE MOUVEMENT AGRICOLE

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE DANS LE MONDE

La production du sucre de 1852 à 1902. — Progrès de l'industrie sucrière de 1836 à 1902. — La production actuelle du sucre dans le monde. — Consommation dans les différents pays. — Bilan de la production et de la consommation en France. — Campagne sucrière de 1900-1901.

La conférence internationale de Bruxelles a abouti à l'adoption de mesures qui, à dater de septembre 1903, modifieront considérablement le régime de l'industrie sucrière dans tous les pays d'Europe. Si, comme cela paraît très probable, les pouvoirs publics des différents pays ratifient les conventions de leurs représentants, la suppression des primes directes et indirectes donnera plus d'intérêt encore, si c'est possible, à la question du dégrèvement de l'impôt exorbitant qui pèse si lourdement sur la consommation du sucre, en France plus qu'en tout autre pays.

Le moment paraît opportun de jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'industrie sucrière dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de dresser le bilan de la situation à la veille des changements que les résolutions de la conférence de Bruxelles apporteront dans son régime et d'insister sur la nécessité de modifier radicalement la législation fiscale qui entrave si puissamment le développement de la consommation de cet aliment de premier ordre.

Parmi les progrès réalisés depuis cinquante ans en agriculture et dans l'industrie agricole, il n'en est pas de comparable, je crois, à ceux qui ont marqué la culture de la betterave et la fabrication du sucre. Le colossal développement qu'a pris, par suite de ce progrès, la production du sucre dans toute l'Europe, n'ayant pas été suivi d'un accroissement correspondant de la consommation de cet aliment, l'encombrement du marché européen que tout le

monde connaît en est résulté et, partant, la nécessité de créer des débouchés, sous peine de voir périlcliter l'une des cultures les plus intéressantes, non seulement par la nature du produit qu'elle fournit, mais encore par le rôle important de la betterave dans les assolements.

L'obstacle le plus sérieux au développement de la consommation et de la production du sucre a été et est encore le prix élevé auquel l'ont maintenu, chez presque toutes les nations, les divers impôts dont il est frappé. Mais ce n'est pas le seul : l'ignorance très générale de la valeur alimentaire du sucre et l'erreur, née de la cherté de ce produit, que le sucre est une denrée de luxe dont l'homme peut très bien se passer, ont une bonne part dans la faiblesse de la consommation.

Il faut tendre à l'équilibre entre la production et la consommation : là est la solution véritable. pour ainsi dire, unique de la question sucrière. Cette solution aura pour point de départ le dégrèvement, dans une large mesure, et la suppression, le jour où cela sera possible, de l'impôt exorbitant qui, actuellement, dans notre pays, grève de 300 p. 100 le prix vénal d'un kilogramme de sucre. La pression de l'opinion, fondée sur l'importance reconnue par elle, de la place que doit occuper le sucre dans notre alimentation, est, à coup sûr, le levier le plus puissant qu'on puisse mettre en œuvre pour amener les pouvoirs publics à une réforme qui, seule, — tous les autres moyens n'étant que des palliatifs — aboutira à résoudre le problème.

La production du sucre de 1852 à 1902.

L'exposé, même très sommaire, des immenses progrès réalisés par l'industrie sucrière dans la seconde moitié du XIX^e siècle, sortirait du cadre de cette étude. Je me bornerai à en donner une idée en mettant sous les yeux du lecteur les chiffres qui résument l'accroissement de la fabrication de 1852 à 1892 (tableau n° 1) et l'augmentation du rendement en sucre de la betterave, depuis la naissance de cette industrie toute moderne (tableau n° 2), 1836 à 1901. Cette augmentation résulte à la fois des améliorations des procédés de traitement de la betterave et de celles qu'a réalisées la culture par l'obtention successive de racines sélectionnées, de plus en plus riches en sucre :

TABLEAU I.

Production du sucre de betterave par milliers de quintaux.
De 1852 à 1902.

Campagnes	Allemagne.	France.	Russie.	Autr.-Hongr.	Belgique.	Pays-Bas.	Autres pays.	Total.
1852-1853.	840	500	250	300	90	38	—	2.020
1859-1860.	1.450	1.110	300	840	170	30	—	4.250
1864-1865.	1.700	1.600	480	1.100	270	30	—	5.290
1869-1870.	2.170	2.890	1.320	1.510	430	120	—	8.460
1871-1872.	1.860	3.350	1.710	2.400	940	180	60	10.510
1872-1873.	2.620	4.080	2.240	2.590	990	250	60	12.850
1873-1874.	2.910	3.960	2.190	2.780	920	310	70	13.160
1874-1875.	2.560	5.500	2.030	2.680	930	240	70	13.020
1875-1876.	3.580	4.620	2.470	3.210	1.050	300	70	10.320
1876-1877.	2.900	2.430	3.400	2.930	590	220	60	12.550
1877-1878.	3.800	3.980	2.920	3.550	810	260	60	15.410
1878-1879.	4.300	4.320	2.720	3.960	920	240	60	16.590
1879-1880.	4.150	2.770	2.000	4.390	750	230	70	15.390
1880-1881.	5.730	3.170	5.760	5.330	890	280	80	18.200
1881-1882.	6.220	3.700	2.930	4.530	950	250	90	18.670
1882-1883.	8.480	4.050	3.170	5.350	1.070	290	100	22.550
1883-1884.	9.600	4.540	3.430	5.270	1.380	420	150	25.000
1884-1885.	11.460	3.050	3.880	6.760	1.150	440	200	26.970
1885-1886.	8.380	2.960	5.280	3.950	620	260	250	21.730
1886-1887.	10.150	4.890	4.800	5.550	1.180	390	260	27.150
1887-1888.	9.580	3.850	4.350	4.060	1.210	410	310	23.820
1888-1889.	9.900	4.610	4.740	5.160	1.240	410	260	25.370
1889-1890.	12.700	7.830	4.440	7.400	2.030	690	320	35.230
1890-1891.	13.310	5.940	5.440	7.780	2.050	700	350	36.760
1891-1892.	11.980	6.500	5.500	7.800	1.800	400	430	34.370
1892-1893.	12.310	5.280	4.500	8.020	1.800	680	520	33.720
1893-1894.	13.660	5.480	6.470	8.340	2.200	720	1.080	37.950
1894-1895.	18.200	7.480	6.010	10.450	2.400	800	1.570	46.990
1895-1896.	16.370	6.600	7.170	8.810	2.200	1.030	1.630	42.810
1896-1897.	18.210	7.420	7.200	9.280	2.800	1.560	1.900	48.370
1897-1898.	18.410	8.110	7.200	8.220	2.340	1.260	1.980	47.550
1898-1899.	17.220	7.820	7.550	10.420	2.090	1.500	1.670	48.370
1899-1900.	17.930	9.180	8.480	10.980	2.700	1.690	3.080	54.560
1900-1901.	19.700	11.160	9.280	10.610	3.200	1.800	4.320	60.400
Augment.	2245 0/0	2192 0/0	362 0/0	3447 0/0	3455 0/0	5000 0/0	"	2885 0/0

Ce tableau montre qu'en 1852, la production totale du sucre de betterave s'élevait à 202.000 tonnes seulement et qu'elle a dépassé 6 millions de tonnes en 1901, en augmentation, sur l'année 1852, de 2.885 p. 100 (près de 3.000 p. 100).

L'accroissement de la production dans la même période, considérable chez toutes les nations, a été fort inégal de l'une à l'autre et dans les quatre grands pays (Allemagne, France, Autriche-Hongrie et Russie) qui, actuellement, produisent à eux seuls les cinq sixièmes (5 millions de tonnes) de la quantité totale du sucre européen, l'accroissement pour cent du sucre fabriqué se traduit par les nombres suivants :

Russie.	3.612 0/0
Autriche-Hongrie.	3.447 —
Allemagne	2.245 —
France.	2.142 —

Le tableau II est très intéressant ; il montre la résultante des progrès réalisés, d'une part, par la culture de la betterave ; de l'autre, par le traitement industriel de cette plante. La diminution du poids de betteraves nécessaires à l'extraction de 100 kilogrammes de sucre est de 61 p. 100 de la quantité de racines employées en 1852, tandis que l'augmentation du rendement en sucre fourni par la même quantité de betteraves atteint 167,7 p. 100.

TABLEAU II.

Campagnes.	Quantité de betteraves nécessaire pour produire un quintal de sucre.	Rendement des betteraves en sucre.
	— quintaux	— pour 100
1836-1837.....	17.29	5.55
1840-1841.. ..	17 00	5.88
1850-1851	13.80	7.25
1860-1861	11.60	8.62
1870-1871.....	11.60	8.62
1871-1872	12.07	8.28
1872-1873	12.12	8.25
1873-1874	12.12	8.25
1874-1875... ..	10.75	9.30
1875-1876.....	11.62	8.60
1876-1877	12.20	8.19
1877-1878.....	10.75	9.30
1878-1879.	10.76	9.29
1879-1880.....	11.57	8.65
1880-1881.	11.06	9.04
1881-1882	10 08	9.92
1882-1883.....	10.30	9.71
1883-1884.....	9.28	10.77
1884-1885	9.07	11.02
1885-1886.....	8 44	11.85
1886-1887	8 16	12.32
1887-1888	7.26	13.77
1888-1889.....	7.97	12.55
1889- 890.	7 79	12.84
1890-1891	7 95	12.54
1891-1892..	7 92	12.62
1892-1893	7.97	12.54
1893-1894.....	7.79	12.83
1894-1895.....	7.94	12.58
1895-1896.....	7.13	14.02
1896-1897	7.53	13.27
1897-1898.....	7.43	13.46
1898-1899.....	7.05	14.17
1899-1900	8.93	14.43
1900-1901	6.72	14.86
Augmentation.....		167.7 0/0

Pour mesurer le progrès réalisé dans l'extraction du sucre de la betterave, de 1800, date des premiers travaux d'Achard à 1901, il faut se reporter à une note publiée le 30 janvier 1800 par le *Moniteur Universel*. Le journal officiel de l'Empire faisait connaître à cette date dans les termes suivants les résultats des premiers essais du promoteur de la nouvelle industrie : « La commission sucrière nommée à Berlin pour examiner les expériences de M. Achard, relatives à l'extraction du sucre de betteraves, a reconnu que la livre (500 gr. environ) de cette espèce de sucre qu'on dit aussi bon que celui des îles d'Amérique, ne coûtera que 12 sous et la livre de sucre brut que 6 sous. »

Quelques jours plus tard, le 17 février 1800, le *Moniteur* ajoutait à cette indication les renseignements suivants : « Le gouvernement prussien vient de publier les procédés que suit M. Achard pour faire du sucre de betteraves : 1.500 livres de racines donnent 57 liv. 1/2 de sucre brut. » C'était, on le voit, un rendement en sucre brut de 3, 8 p. 100 du poids de la betterave, qu'Achard était arrivé à obtenir. Quel immense progrès réalisé depuis cette époque ! Actuellement on produit 10 à 11 kilogrammes de sucre raffiné par 100 kilogrammes de betteraves traitées.

La consommation du sucre en France n'a pas, à beaucoup près, suivi l'accroissement de la production ; tandis que celle-ci s'est accrue de plus de 2.000 p. 100, de 1852 à 1901, la consommation par tête d'habitant a passé de 3 kil. 25 en 1852 à 15 kilogrammes à peine en 1900, soit en augmentation de 400 p. 100 seulement, soit encore un vingtième seulement de l'accroissement de la production.

Actuellement il suffirait de doubler la consommation du sucre en France, c'est-à-dire de l'élever de 15 kilogrammes à 30 kilog. par tête moyenne d'habitant, chiffre qui n'égalerait pas celui de la consommation du citoyen des Etats-Unis et serait inférieur de plus d'un tiers à celle de l'Anglais, pour que la France n'ait plus à se préoccuper d'exporter ; sa population consommerait alors les 1.100.000 tonnes dont les deux tiers aujourd'hui encombrant le marché.

La production du sucre dans le monde en 1901.

Le monde végétal est une merveilleuse fabrique de sucre dont la colossale production ne peut s'exprimer par aucun chiffre saisissable pour notre esprit. Toutes les plantes, sous l'influence des radiations solaires, avec le concours de quelques principes minéraux du sol, élaborent des substances sucrées en associant les

éléments de l'eau (oxygène et hydrogène) au carbone que la matière de leurs organes verts. la chlorophylle, emprunte, par des procédés qui nous échappent encore, à la quantité infiniment petite d'acide carbonique contenue dans l'air (2 dix millièmes, soit 2 litres pour 10 mètres cubes.)

L'énergie ou la chaleur, ce qui est tout un, empruntées au soleil par la plante pour opérer cette gigantesque synthèse du carbone et des éléments de l'eau d'où résulte le sucre, seront utilisées par l'animal pour produire la chaleur nécessaire à son entretien pour suffire au travail physiologique et pour fournir le travail utile que l'homme demande aux animaux domestiques.

La plus grande partie du sucre qui prend naissance dans cette vaste synthèse se transforme pour constituer le végétal, en cellulose, en amidon, en graisses etc. Le nombre des plantes chez lesquelles le sucre en nature s'accumule en quantités suffisantes pour que nous puissions l'utiliser ou l'extraire est très restreint, A part quelques fruits, tels que le raisin, les pommes, poires, etc. dont on utilise la matière sucrée, en la transformant en alcool, on ne connaît jusqu'ici comme source industrielle du sucre que la canne et la betterave (1).

Ce sont donc au point de vue économique, les produits extraits de ces deux plantes qui, seuls, entrent en ligne de compte dans notre étude sur la consommation du sucre par l'homme et par les animaux.

J'ai fait connaître plus haut le développement de l'industrie du sucre de betterave qui date à peine d'un siècle et le chiffre de la production actuelle (6 millions de tonnes). Je vais examiner parallèlement l'état de la production du sucre de canne.

Originnaire des Indes-Orientales, la canne à sucre fit son apparition en Egypte, vers le ^{xiii}^e siècle ; en Europe au ^{xiv}^e siècle (Sicile) et au ^{xv}^e siècle à Madère et aux Antilles. En 1600, le quintal de sucre, plus ou moins raffiné, coûtait, en Angleterre 800 fr. en 1700, son prix s'élevait encore, dans le même pays, à 680 fr. environ, et en 1861 il était descendu à 172 francs.

En France, le sucre roux de betterave (à 85 p. 100) valait 140 fr. et le sucre raffiné, impôt compris, se vendait 300 francs les 100 kil. ; à ces prix élevés, le sucre ne pouvait être qu'un objet de consommation de luxe.

(1) Le Sorgho et l'érable fournissent un appoint insignifiant à la fabrication du sucre.

Le premier impôt sur le sucre de canne (15 livres par 100 livres de raffiné) a été établi par Colbert en 1664.

Renvoyant le lecteur, pour l'histoire du sucre de canne, aux ouvrages spéciaux, je ne m'arrêterai ici qu'à l'exposé de la situation actuelle.

J'emprunte à la publication récente de MM. Willet et Gray intitulée : « Statistical Sugar Trade, » le résumé des trois campagnes de 1899 à 1901, qui fait connaître la production du sucre de canne dans le monde entier.

TABLEAU III

*Estimations de la production en sucre de canne
dans les cinq parties du monde.*

	TONNES		
	1901-1902	1900-1901	1899-1900
Louisiane.....	275.000	275.000	147.161
Porto-Rico.....	100.000	80.000	35.000
Iles Hawai.....	310.000	321.461	258.521
Cuba (récolte).....	875.000	635.856	308.543
Trinitad (exportation).....	50.000	50.000	41.000
Barbades (exportation).....	60.000	60.000	50.000
Jamaïque.....	30.000	30.000	27.000
Antigua et Saint-Kitto.....	25.000	25.000	18.000
Martinique (exportation).....	32.000	32.000	30.000
Guadeloupe (exportation).....	35.000	35.000	30.000
Sainte-Croix.....	13.000	13.000	12.000
Haïti, Saint-Domingue.....	45.000	45.000	45.000
Petites Antilles.....	8.000	8.000	8.000
Mexique (récolte).....	100.000	95.000	78.000
Guatemala (récolte).....	9.000	9.000	12.000
San-Salvador (récolte).....	5.000	5.000	5.000
Nicaragua (récolte).....	3.500	3.500	4.000
Costa-Rica (récolte).....	1.500	1.500	1.000
Demerara (exportation).....	95.000	95.000	80.000
Surinam (exportation).....	6.000	6.000	6.000
Venezuela.....	3.000	3.000	2.000
Pérou (exportation).....	105.000	105.000	100.381
Rép. Argent. (récolte).....	115.000	114.252	91.500
Brésil (récolte).....	215.000	190.000	192.700
Total de l'Amérique.....	2.516.000	2.237.569	1.582.815

	TONNES		
	1901-1902	1900-1901	1899-1900
Indes Angl. (exportation).....	15.000	15 000	10.000
Siam (exportation).....	7.000	7.000	7.000
Java (exportation).....	767.130	709.928	721.993
Japon.....	»	»	2.000
Iles Philippines (exportation). ..	70.000	55.400	62.78
Chine.....	»	»	»
Total de l'Asie.....	859.130	787.328	803.778
Queensland.. ..	113.500	92.554	124.070
Nouv.-Galles du Sud.....	18.000	19.000	15.500
Iles Fidji (exportation).....	30.000	33.000	31.000
Total de l'Australie.....	161.500	144 554	170.570
Egypte (récolte).....	95.000	94.880	98.500
Maurice.....	150.000	170.267	157.025
Réunion.....	35.000	35.000	35.000
Total de l'Afrique.....	280.000	305.147	290.525
Europe, Espagne.....	33.000	33.000	32.215
Total du sucre de canne.....	3.849.630	3.507.593	2.880.914

Pour évaluer la production totale du sucre dans le monde en 1901, il faut additionner les totaux des deux sortes de sucre :

	Tonnes.	Pour cent.
Sucre de betterave.....	6.040.000	61.1
Sucre de canne.. ..	3.849.930	38.9
Ensemble.....	9.889.630	100.0

Il m'a paru intéressant de rechercher qu'elle est approximativement la production du sucre dans chacune des cinq parties du monde par rapport à leur population, en partant des chiffres donnés par MM. Willet et Gray.

Je réunis dans le tableau IV les éléments de cette évaluation. Bien qu'il ne puisse y avoir de relation étroite entre les productions des diverses parties du monde et la consommation indigène de sucre, ces rapprochements sont cependant intéressants à noter.

La population du globe, en 1900, est évaluée à un chiffre un peu supérieur à un milliard et demi d'êtres humains (1.558 millions). En regard de la répartition de cette population, j'indique la production en sucre (canne et betterave); la troisième colonne donne la quantité de sucre produit, rapportée à une tête moyenne d'habitant :

TABLEAU IV.

Parties du monde.	Population en milliers d'habitants.	Production du sucre en tonnes.	Production du sucre par tête moyenne d'habitant en kilogr.
1. Asie	838.852	859.130 (1)	1.020
2. Europe	391.400	6.073.000	15.520
3. Afrique.....	177.479	280.000	1.580
4. Amérique.....	144.063	2.516.000	17.460
5 Australie et Océanie	6.224	161.500	25.950
Total.....	1.558.018	9.889.630	Moy. 6 k.35

La production totale du sucre dans le monde, voisine de dix millions de tonnes (9.889.630 t.) représente, par rapport à la population globale du monde (1.558 millions d'âmes) la minime quantité de 6 kilogrammes par tête d'habitant. Si l'on réfléchit au rôle de premier ordre que joue le sucre dans l'alimentation, on reconnaît tout de suite combien est faible sa production dans le monde, par rapport à ce qu'elle devrait être. Loin d'être surabondante d'une façon générale, cette production prendra dans l'avenir un développement de plus en plus considérable à mesure que les populations, mieux instruites de sa haute valeur alimentaire, accorderont à ce produit dans leur régime, la place qu'il doit y occuper.

D'après les relevés de la consommation du sucre dans les principaux pays publiés récemment par MM. Scheffer et Drascher, on peut juger de l'inégalité des quantités de sucre consommées actuellement par les habitants de l'Europe ; ce document est très intéressant .

Consommation par tête, en kilogrammes.

	1899-1900	1900-1901
Angleterre	41.57	44.52
Suisse.....	27.36	24.29
Danemark.....	24.86	23.40
Hollande.....	14.72	20.12
Suède et Norvège.....	17.34	17.89
France ¹	16.76	16.64
Allemagne.....	15.37	13.88
Belgique.....	10.57	10.73

(1) Dont 33.000 tonnes de sucre de canne produit par l'Espagne.

Autriche-Hongrie	8.00	8.11
Russie.....	6.33	6.53
Portugal.....	6.65	6.42
Espagne.....	4.81	4.55
Turquie	3.63	3.66
Roumanie.....	3 53	3.46
Grèce.....	3 26	3.41
Serbie.	2.38	3.12
Italie.	2.76	2.80
Bulgarie.....	3.04	2.67
Moyennes { Europe.....	12.29	12.57
 { Amérique du Nord	29.58	30.29
Moyenne générale.	14.97	15.28

Si l'on envisage spécialement l'industrie sucrière de l'Europe, un accroissement considérable dans la consommation indigène apparaît comme l'unique remède à la situation créée par le défaut d'équilibre entre la production et la consommation.

Le nouveau monde ne peut en effet offrir de débouchés à la production sucrière du vieux continent. Les Etats-Unis aujourd'hui, malgré l'accroissement considérable de leur consommation en sucre, non seulement ne font pas appel à l'Europe pour leur approvisionnement, mais semblent, avec les progrès de la culture betteravière sur leurs vastes territoires pouvoir dans un avenir, prochain peut-être, concurrencer, sur le marché étranger, l'industrie sucrière de l'Europe.

Déjà la fabrication du sucre de betteraves atteint 150.000 tonnes aux Etats-Unis et elle vient à peine de naître. M. Hilgard, l'éminent directeur de la Station de Berkeley, estime que la Californie à elle seule, pourrait produire les 2 millions 1/2 de tonnes de sucre que consomme actuellement la population des Etats-Unis.

En vingt ans, de 1881 à 1901, la consommation du sucre aux Etats-Unis a passé de 993.000 tonnes à 2.372.000 tonnes, en augmentation de 137 p. 100, correspondant à un accroissement moyen annuel de 6,94 p. 100. Cuba qui a produit, en 1901, 875.000 tonnes de sucre en donnera, d'après les évaluations des hommes compétents, 1.300.000 à 1.500.000 d'ici à quelques années.

Le chiffre déjà élevé de la consommation moyenne, par tête, 31 kilogrammes augmentera certainement encore, mais malgré cela, et malgré l'accroissement de la population des Etats-Unis, il

n'est pas impossible que le marché européen ait à compter un jour avec les disponibilités du marché américain.

L'objectif le plus urgent pour les grands pays producteurs du vieux continent devra donc être l'accroissement de la consommation indigène.

Comme complément de cette rapide étude de la production actuelle du sucre dans le monde, jetons un coup d'œil sur les stocks généraux des sucres dans les deux continents : le tableau suivant en donne le relevé à ce jour :

TABLEAU V.
Stock général des sucres.

		1901-1902	1900-1901	99-1900
		Tonnes	Tonnes	Tonnes
France (1)	1 ^{er} avril.	571.000	421.400	486.900
Angleterre.....	26 avril.	218.200	201.800	52.300
Allemagne (2)	1 ^{er} avril.	1.135.500	838.400	718.100
Hambourg	30 avril.	148.500	82 800	60.400
Autriche.....	1 ^{er} avril.	534 800	492 600	491.100
Hollande.....	15 avril.	106.300	66 300	56.300
Belgique.....	15 avril.	135.100	54.200	96.500
Total pour l'Europe...		2.849.400	2.157.500	1.961.800
Etats-Unis.....	30 avril.	134.000	192.800	179.300
Cuba 6 ports.....	30 avril.	422.000	195.300	102.000
Total pour l'Amérique...		556.000	388.100	281.300
Total général		3.405.400	2.547.600	2.243.000
Excédent en 1902 sur 1901 :		857.800 tonnes		
Excédent en 1902 sur 1900 :		1.162.400	—	

Comme on le voit, les stocks ont très notablement augmenté depuis trois ans. La campagne sucrière s'ouvre cette année avec un stock de 2.850.000 tonnes pour l'Europe seule et de 3.500.000 tonnes pour le monde entier, accentuant ainsi la nécessité absolue d'une augmentation dans la consommation, seule apte à améliorer la situation de l'industrie sucrière en faisant disparaître cette pléthore.

Bilan de la production et de la consommation en France
Campagne de 1900-1901

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, dans les dernières années, la France a produit entre un million et douze cent mille tonnes de

(1) Y compris les produits en cours de transport.

(2) Y compris les raffinés.

sucre brut, dont moins de la moitié a trouvé son emploi dans la consommation indigène, le reste devant chercher à l'étranger un débouché rendu, d'année en année, moins facile à raison de la concurrence des pays, où, comme chez nous, la production dépasse de beaucoup, la consommation indigène, tels que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Pour préciser la situation, nous allons entrer en quelques détails sur la campagne de 1900-1901, dont les éléments sont définitivement acquis. Le rapport présenté à la Commission permanente des valeurs de douane, dans la session de 1901, par M. Crosnier dont la haute compétence est connue de tous, fournit à ce sujet des indications précises et fort intéressantes.

Les blés d'hiver, dit M. Crosnier au début de son rapport, ayant souffert au commencement de 1900, beaucoup de terres avaient été retournées, laissant ainsi place à une augmentation des ensemencements de betteraves. C'est, ainsi que l'agriculture consacrait à cette plante 277.974 hectares contre 255.542 en 1899 et 238.910 en 1898. L'augmentation des surfaces ensemencées, de 1899 à 1900, a donc été 9.4 p. 100. Les ensemencements se firent rapidement, mais la levée fut retardée au mois de mai par le froid, le manque de soleil et l'humidité. Il y eut des réensemencements assez nombreux.

Au mois de juin, le temps très défavorable donna une poussée vigoureuse à la betterave, mais les inégalités du début se continuèrent, aggravés même, à un certain moment, par les fortes chaleurs du mois de juillet. Cependant les conditions extrêmement favorables de l'arrière-saison firent disparaître le déficit en poids en même temps qu'elles assuraient une qualité exceptionnelle.

Les caractéristiques de la campagne de 1900-1901 peuvent donc se résumer comme suit :

Augmentation des ensemencements atteignant près de 10 p. 100.

Richesse plus grande de la racine, arrivant à près de 12 p. 100 en raffiné, contre 11.75 p. 100, en 1899.

Poids à l'hectare, supérieur à celui de l'année précédente.

De l'ensemble de ces conditions il est résulté que les usines ont travaillé 8.717.439 tonnes de betteraves, contre 7.394.476 tonnes en 1899-1900, et que la production définitive a été estimée devoir atteindre 1.040.000 tonnes de sucre raffiné, contre 869.200 tonnes dans la campagne précédente, soit, en sucre brut (conversion au sixième suivant l'usage) environ 1.213.000 tonnes contre 1.014.000 tonnes. Les relevés statistiques publiés après la réunion des documents définitifs (voir le tableau I, p. 188) réduisent, cette

La part de l'Angleterre dans ces exportations a été de 409.000 tonnes.

L'importation des sucres en France se restreint de plus en plus chaque année. En 1900, à l'inverse de l'exportation, elle est tombée au chiffre le plus bas qui ait jamais été constaté : elle a été de :

Sucres bruts des colonies françaises...	93.328 tonnes
— — étrangers (canne).....	1.406 —
Total.....	<u>94.734 tonnes</u>

La production et les importations portent en 1900 la quantité totale de sucre disponible, en France, à 1.134.700 tonnes ; si l'on déduit de ce chiffre celui des exportations, 587.000 tonnes, puis celui qu'indique le *Bulletin de statistique* pour la consommation, 455.500 tonnes en nombre rond, le bilan de la campagne peut se résumer comme suit :

Sucre brut : production indigène.....	1.213.000
— importation.....	<u>94.734</u>
Total.....	1.307.734
Réduction de 1/6...	<u>217.455</u>
Sucre raffiné, total.....	1.090.279

D'après le *Bulletin de statistique* :

Consommation indigène.....	455.455	} 953.301 tonnes
Exportation, sucre raffiné.....	597.846	
La différence a constitué un stock de		<u>136.978 tonnes</u>

Si l'on admet que l'on obtient en mélasse environ 4 p. 100 du poids de sucre brut, la quantité de ce produit secondaire s'élèverait à plus de 400.000 quintaux qui devraient être, en totalité, consommés par le bétail, au lieu d'être transformés en alcool.

Comme conclusion de ce qui précède, c'est à l'accroissement de la consommation du sucre que doivent tendre les efforts ; là est la solution de la question sucrière. Une diminution très considérable de l'impôt exorbitant qui pèse sur le sucre et, le plus tôt possible, la suppression complète de cet impôt nous paraissent la seule voie de salut pour une industrie si étroitement liée à la prospérité de l'agriculture.

L. GRANDEAU.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

SOMMAIRE : *Revue des Deux-Mondes* : Théâtres et auteurs. Le colonialisme américain. Le travail dans les chemins de fer. Le progrès des lumières au Japon. — *Le Correspondant* : Mariage et divorce. Algérie et Tunisie : les écoles. — *Revue de Paris* : Le Bagne. Le travail dans les mines. — *La Revue* : La Censure. La retraite des députés. Le lait stérilisé. L'Islam à l'Europe. — *Bibliothèque universelle et Revue suisse* : L'avenir des États-Unis. La crise de la domesticité. — *Revue générale* : L'industrie sabotière. Education et instruction. — *La Réforme sociale* : Où passe notre argent? — *Les Etudes* : L'idée et les Formes du socialisme. — *Revue d'économie politique* : La protection légale des travailleurs. — *Journal de la Société de statistique de Paris* : La loi des naissances. — *Revue socialiste* : Sur l'histoire de l'enseignement. — *Le mouvement socialiste* : Son programme. L'État et l'Université. — *Les Temps nouveaux* : Liberté de l'enseignement. Les coopératives. — *Questions diplomatiques et coloniales* : Les doléances de la Corse. La presse japonaise. — *Revue philanthropique* : La traite des blanches. L'assistance aux vieillards. — *Le Rentier* : Quelques chiffres sur le Japon. — *Bulletin de la Société Turgot* : Divers sujets. — *L'Echo de l'industrie* : Protection et libre-échange. L'économie prolétarienne de l'effort. Les ingénieurs sociaux. — *Le Mouvement scientifique et industriel* : Le rachat des chemins de fer. — *Entretiens économiques et financiers* : La marine marchande américaine. Le canal des deux mers. L'État indépendant du Congo.

Dans le monde — royaume ou république — des lettres, les auteurs dramatiques sont les mieux partagés. M. d'Avenel nous apprend, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} janvier, qu'avant la fondation de la Société des auteurs, aux Folies Dramatiques, par exemple, on ne payait pas plus de 30 francs par soirée pour trois actes, 24 francs pour deux, et 12 fr. 50 pour un, avec promesse d'une petite prime si la pièce réussissait. Aujourd'hui, la Société prélève, sur la recette brute, un huitième. Les tarifs uniformes que cette société impose aux directeurs profitent à la moyenne des auteurs; ils font payer les gros pour les petits. — C'est démocratique et le monde des lettres mérite le titre de république plutôt que celui de royaume, que lui donne M. d'Avenel.

universelle de ce qu'on appelle une position assurée, en dehors de ce que peut fournir l'initiative individuelle : « Il faut une place fixe, il faut un traitement régulier, garanti par autre chose que l'amour du travail et que la recherche ingénieuse des sources de gain. »

— La situation économique, politique et sociale en Algérie et en Tunisie fait souvent l'objet d'études intéressantes sans que le sujet soit épuisé. M. Charles de Bourbon, dans le *Correspondant*, nous en présente une dans laquelle il nous paraît bon de relever quelques renseignements.

Les écoles ne paraissent pas donner de résultats très satisfaisants. Il ne suffit pas d'en construire, il faut les remplir d'élèves : car les indigènes, qui ne saisissent pas l'utilité de l'assimilation, éprouvent peu d'attrait pour elles. On est obligé de payer les enfants de 0 fr. 40 à 0 fr. 75 pour les attirer à l'école professionnelle. Puis, lorsqu'ils connaissent suffisamment leur métier, ils laissent la place à d'autres et s'en vont dans les villes se placer et faire concurrence aux ouvriers venus de France.

Quant à l'élève qui passe un examen de certificat d'études, il demande une place, et comme il en obtient rarement, il reste dans son village, regardant le travail comme indigne de lui, prend nos vices et devient notre pire ennemi.

Voilà comment nous civilisons. Comment colonisons-nous ?

Il va sans dire que les Français, qui sont envahis chez eux par l'immigration étrangère, n'ont aucune raison pour aller en Algérie, en Tunisie ou ailleurs, entrer en concurrence avec les élèves des écoles professionnelles. On a, dit M. de Bourbon, attiré les Espagnols à l'ouest, les Italiens à l'est et on les a naturalisés en masse. « On a naturalisé en masse une plèbe rejetée par les pays voisins, qui a avili le titre de citoyen et sera bien longtemps à s'absorber dans l'élément national. »

Il y a même tout lieu de croire qu'elle ne sera jamais absorbée, puisque les naturalisés sont *bipatriotes*. Ils deviennent citoyens français sans renoncer à leur nationalité première. « C'est ainsi que la plupart des pêcheurs italiens que nous avons naturalisés restent portés sur les contrôles de la marine italienne, et sont trouvés porteurs de livrets de mobilisation italiens tenus à jour. »

Beaucoup d'autres considérations sont à lire dans l'article de M. de Bourbon : le coût et le produit de l'exploitation des forêts, la manière dont nous traitons les indigènes, etc., etc. Mais il faut se limiter et aussi ne pas trop se répéter.

il serait peut-être plus sage de supprimer purement et simplement le protectionnisme, les choses s'arrangeraient ensuite d'elles-mêmes, au détriment des politiciens, il faut en convenir, mais au grand profit des citoyens. Comme le dit M. Tallichet, le protectionnisme n'a pas seulement rendu possibles les trusts, il les a en quelque sorte appelés à l'existence. L'un de ses pires effets consiste à tellement encourager l'industrie que le but en est souvent dépassé. A l'origine, les trusts ont été fondés pour remédier à cet abus et empêcher une production exagérée en prévenant l'avisement des prix. Bien qu'il s'y soit glissé beaucoup de choses mauvaises, le besoin auquel ils ont répondu subsistera aussi longtemps que le protectionnisme.

La surveillance et le contrôle de l'Etat serait donc de la plus parfaite inutilité. Si les législateurs savent cela, que ne le mettent-ils en pratique ; et s'ils ne le savent pas, que ne l'apprennent-ils avant de se mêler de légiférer ?

— La crise de la domesticité sévit un peu partout, mais principalement aux Etats-Unis. C'est là aussi que l'on s'occupe le plus d'y chercher remède. M. Nestler-Tricoche nous expose l'état de la question dans la *Bibliothèque universelle* et *Revue Suisse* de mars.

C'est, d'abord, le syndicat des maîtresses de maison pour enrayer l'augmentation des gages et le relâchement de la discipline domestique. A ce syndicat les domestiques répondent par le *Servant Girls' Trust* qui marche en sens opposé. Autre remède : les écoles professionnelles pour cuisinières, femmes de chambre, etc. En admettant, ce qui est peu probable, que les domestiques gagneraient ainsi plus en qualités qu'en exigences, cela ne résoudrait la question, observe M. Nestler-Tricoche, que pour les ménages riches, c'est-à-dire une infime minorité.

Il faut donc chercher autre chose. Il est reconnu que la cause première du mal réside en ce que les maîtresses de maison n'ont que des conceptions très vagues sur les droits et les obligations de leurs subordonnées ; que leur inexpérience va toujours grandissant, qu'elles ont perdu le plus clair de leurs qualités de ménagères, qu'elles sont absorbées par d'autres préoccupations que celles du ménage. C'est donc les maîtresses de maison qu'il faudrait rééduquer, elles reformeraient ensuite leur personnel. Le moyen de leur redonner le goût et le talent de leur rôle ? Les écoles ? Ce sont elles qui les leur ont fait perdre.

coup dire, ou du moins cette fonction différait considérablement de ce qu'elle est aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est que Charlemagne rendit l'instruction vénale. « Efforcez-vous, disait Charlemagne à ses écoliers, d'atteindre aux plus hauts degrés et complex que je vous donnerai les évéchés et les abbayes les plus considérables. » Quoique ce système ne fût pas établi sur une si grande échelle que de nos jours, il n'a pas moins contribué largement à faire dégénérer la nation et à préparer les invasions normandes.

Nous ne pouvons faire ici un cours d'histoire de la pédagogie, mais, tout en engageant M. Devèze à continuer ces recherches, nous lui dirons qu'il faut distinguer, ce qu'il ne fait pas, deux sortes de restrictions à la liberté de l'enseignement : la protection et la persécution, exercées par l'Eglise ou par l'Etat, et que la pire des restrictions n'est pas celle qu'il croit.

Le *Mouvement socialiste* est devenu hebdomadaire, mais il ne change pas pour cela de ligne de conduite. Il s'en tient strictement, est-il dit dans la livraison du 4 janvier, aux principes qui lui ont servi de règle d'action durant ses trois années d'existence. Ses rédacteurs restent toujours les adversaires décidés de tout dogmatisme stérile ; ils sont prêts à combattre, plus vigoureusement que jamais, l'opportunisme corrupteur. « Il est, pour notre Mouvement, une tâche plus haute à remplir qu'à prendre la suite des radicaux : il n'a pas à devenir un parti d'action gouvernementale, mais à rester irréductiblement un parti d'action sociale. » Ce que le *Mouvement socialiste* entend par « action sociale », c'est ce que d'autres appellent action anti-sociale, c'est l'action révolutionnaire.

Nous n'aurions que l'embarras du choix dans la grande variété d'articles publiés par ce « Mouvement », mais, puisque nous venons de parler de l'enseignement d'après les socialistes gouvernementaux, voyons maintenant comment l'entendent les socialistes révolutionnaires. Un article de M. Louis Révelin : *L'Etat et l'Université*, dans le numéro du 25 janvier, nous en fournit la matière.

« Une chose tout à fait à rejeter, a dit Marx, c'est une éducation du peuple par l'Etat... C'est au contraire l'Etat qui a besoin d'être rudement éduqué par le peuple. » Nous avons si rarement l'occasion d'approuver les idées de Marx, que nous ne laisserons pas échapper celle-ci.

sur le Japon desquels il ressort que « d'une manière générale, tous les graphiques qui concernent le Japon accusent des améliorations continues. » La population est passée de 35.700.000 en 1879 à 43.700.000 en 1898. Le taux de l'intérêt diminue ; le prix des marchandises est favorable. Le tonnage de la marine de guerre, de 61.372 tonnes en 1894 est passé à 221.705 en 1898. L'armée de terre ne progresse pas moins que l'armée de mer. Le nombre des sociétés commerciales était de 4.594 en 1896, avec un capital de 397 millions de yen ; en 1898 on en compte 7.044 avec un capital de 621 millions.

« Comme en Europe, l'industrie s'est développée, le taux des salaires a augmenté et un peu aussi celui de la criminalité. Comme en Europe, les deux grandes charges du budget sont la dette et la guerre. Plus qu'en Europe les budgets grossissent : 84 millions en 1893, 223 millions en 1897. »

Comme en Europe aussi, les Japonais jettent peut-être de la poudre aux yeux des gens. M. Pierre Neymarck n'a pas une confiance illimitée dans l'exactitude de leurs statistiques. Il se demande, par exemple, comment le nombre des bureaux de poste a rétrogradé de 2.668 à 2.613 pendant l'année 1898, alors que le nombre des employés augmentait de 300, et que la longueur du réseau télégraphique a plus que doublé de 1894 à 1899.

Le *Bulletin* de janvier de la *Société Turgot* (du Havre) a été présenté aux lecteurs par M. Frédéric Passy, dans le dernier numéro du *Journal des Économistes* : nous n'en dirons donc rien, si ce n'est que, comme toujours, il renferme des discussions plus profondes que verbeuses sur des questions de la plus haute importance telles que : l'organisation des Chambres et des Tribunaux de commerce, la réglementation de la prostitution, l'abandon des enfants, l'assistance aux femmes enceintes, la recherche de la paternité, la meilleure politique économique, les encouragements à la marine marchande, les crises du change. Il serait fort à désirer que toutes les grandes villes — et même les petites, où l'on ne sait que faire de ses loisirs, — suivissent l'exemple de Lyon, de Bordeaux, du Havre et de quelques autres.

Le protectionnisme semble reprendre vigueur en Angleterre. mais ce phénomène n'est qu'apparent. La raison donnée pour rétablir quelques droits de douane est que c'est là le

article de M. Daniel Bellet sur *Décadence et Renaissance de la marine marchande américaine*, où plusieurs erreurs sur la nécessité d'une marine — même marchande — sont réfutées, et où il est démontré que c'est au système protecteur qu'est due la décadence actuelle de la marine marchande américaine.

— Dans le numéro du 30 mars, M. de Sermesse démontre *l'inutilité du canal des Deux-Mers*, surtout dans l'état actuel de la marine et de la navigation.

— Le numéro du 10 avril contient un article de M. G. de Molinari sur *l'Etat indépendant du Congo*, où l'indépendance, la civilisation et l'industrie européennes se répandent à merveille. On y voit comment est organisée la récolte de l'ivoire et du caoutchouc, comment le travail des nègres libérés est obligatoire et souvent gratuit; on y voit que l'exportation de l'ivoire est déjà en décadence et que celle du caoutchouc y tombera bientôt, car les Européens font travailler à son exploitation à la manière des indigènes de la Louisiane au temps de Montesquieu. Bref, « les profits extraordinaires de la récolte de l'ivoire et du caoutchouc ont détourné les capitaux de toute autre exploitation et il faut remarquer qu'avec les capitaux cette exploitation monopolisée n'a pas attiré les émigrants. On ne compte au Congo que des fonctionnaires civils et militaires avec le petit nombre d'agents nécessaires aux Compagnies. » Et c'est à cela qu'aboutissent les budgets coloniaux, toujours grossissants !

ROUXEL.

LA CRISE FINLANDAISE

SES CAUSES ET SES EFFETS

Bien que les questions de politique intérieure étrangère ne tiennent guère de place en France, quand il ne s'y greffe pas une manifestation quelconque d'une nation avide d'accroître son domaine par quelque conquête, on n'a pourtant pas été sans parler de la crise qui est survenue en Finlande, et qui mettait aux prises l'esprit d'indépendance des Finlandais et la volonté d'un souverain autocrate agissant, non plus comme Grand-Duc de Finlande, mais comme Empereur de Russie. Ce ne fut point sans surprise, pour ceux qui connaissaient la situation respective des deux pays et qui se préoccupent des atteintes à la liberté et des violations de contrats (même quand la chose ne les intéresse point personnellement) que l'on apprit que le Tzar, de sa propre et unique autorité, avait apporté une modification complète à l'organisation de ce Grand-Duché, dont lui comme ses prédécesseurs avaient juré de respecter les franchises solennellement consenties par le fameux Acte d'assurance, qui est la Grande Charte du peuple finlandais. A ce moment, nous devons reconnaître que les Finlandais, voulant intéresser le monde à l'injustice qu'on prétendait leur faire subir, trouvèrent un peu partout et notamment en France (en dépit de l'alliance qui nous aveugle un peu trop), un assez grand nombre d'hommes éminents, appréciant la culture intellectuelle fort avancée des Finlandais, qui signèrent une pétition au Tzar pour lui demander respectueusement de revenir sur une décision qui portait un coup cruel aux aspirations les plus légitimes de ce petit peuple. Notre savant maître et rédacteur en chef, M. de Molinari, avait lui-même tenu à signaler alors ce qu'il appelait justement les efforts des nationalistes russes pour russifier la Finlande.

Depuis, le silence s'est fait sur cette crise douloureuse, et il a fallu, pour qu'on en dit de nouveau quelque chose dans nos journaux qu'une

nouvelle violation de la constitution finlandaise, sous la forme d'une loi militaire, vint soulever plus que jamais l'indignation des Finlandais; mais leurs efforts s'étaient entre temps constamment poursuivis, et depuis plus de trois ans ils essayent, par des voies pacifiques et légales, de faire revenir l'Empereur de Russie sur la regrettable décision qu'il s'est laissé imposer, nous n'en doutons point, par son entourage, et qui lui a fait en somme renier un serment. La crise qui est survenue à propos de la question militaire n'est qu'une phase de la lutte entreprise par les conseillers du Tzar en faveur du pouvoir absolu et contre l'indépendance relative de la Finlande; mais pour comprendre cette lutte, l'intérêt ou les intérêts divers qui peuvent la motiver et les conséquences qu'elle doit avoir sur le Grand-Duché et ses habitants, il faut étudier toute la situation économique du pays, et surtout se rendre compte de la manière dont les Tzars sont devenus Grands-Ducs de Finlande.

Ainsi que le faisait remarquer M. Fisher dans un beau livre intitulé *Finland and the Tsars*, et dont par conséquent le sujet principal est justement celui qui nous occupe en ce moment, les ambitions de la Finlande ont toujours été modestes; elle n'a jamais songé aux guerres et aux conquêtes pour se développer. Pendant qu'elle a été sous la domination de la Suède, elle n'a jamais voulu que conserver sa langue et ses lois propres, elle n'a jamais fait une guerre ni envahi un voisin et ce sont là des titres qui auraient pu lui attirer la bienveillance toute particulière du souverain auquel on doit l'initiative de la Conférence de la Haye. La réunion même de la Finlande à la Russie fut relativement pacifique. Nous rappellerons seulement d'un mot que dès le temps de Pierre-le-Grand, la Russie voulait posséder la côte nord du golfe de Finlande, considérant que c'était seulement de la sorte que Saint-Pétersbourg serait en sécurité; mais les habitants du pays, qui n'avaient pourtant jamais voulu se laisser transformer en Suédois et qui avaient tout fait pour garder leur organisation personnelle, se montrèrent de loyaux sujets de la Suède et défendirent leur pays contre les empiètements de la Russie, alors cependant que les souverains de ce pays promettaient de leur conserver leur constitution s'ils consentaient à venir à eux.

C'est à peine si en 1786, une conspiration put se former dans le pays pour demander l'intervention de la Russie, sur la base du reste de la reconnaissance de l'indépendance finlandaise; le peuple proprement dit ne montrait aucune disposition à faire abandon de son loyalisme vis-à-vis des rois de Suède, qui ne méritaient pourtant guère d'attachement. En 1808 enfin, les armées d'Alexandre I^{er} envahirent la Finlande sans déclaration de guerre à la Suède, et une proclamation fu-

On peut se demander pourquoi les Russes, nous voulons dire les hauts fonctionnaires, qui peuvent si aisément surprendre les décisions d'un souverain même absolu, ont résolu de faire disparaître la nationalité finlandaise, et en quoi vraiment ce petit peuple loyaliste pouvait gêner l'expansion de l'immense empire. Après avoir réfléchi à la question, et aussi avoir consulté ceux qui la connaissent le mieux, nous en sommes arrivés à cette conclusion que les motifs de cette conduite sont multiples.

Il y avait évidemment quelque chose de froissant pour l'amour-propre d'une administration autocratique, à voir une province jouir des libertés d'un gouvernement parlementaire, et c'était certainement d'un mauvais exemple pour les esprits libéraux qui voudraient quelques garanties constitutionnelles dans la Russie proprement dite : cela d'autant plus que, par un siècle de bonne et paisible administration, la Finlande avait pu démontrer que cette liberté relative dont elle jouissait était excellente pour le développement économique du pays dont les Finances étaient particulièrement florissantes. Et il n'est pas bien démontré au surplus que le budget russe ne serait pas enchanté de s'annexer le budget finlandais, qui formerait pour lui une source de recettes assez abondantes. On a prétendu dans les sphères militaires russes que la Finlande constituait un « *locus minoris resistentiæ* » pour la défense de l'Empire, pour le cas où une attaque viendrait à se produire contre la Capitale et la région avoisinante : mais cela ne nous semble pas sérieux, parce que, en cas de guerre, les Finlandais auraient défendu le territoire russe, se montrant loyaux sujets de cet Empire et de ce Grand-Duc contre lesquels ils n'avaient point de reproches à faire valoir ; on ne pouvait élever aucun doute contre leur loyalisme, d'autant qu'ils n'auraient eu nul intérêt à faire cause commune avec un autre pays, par exemple avec la Suède. Ce nom de Suède nous amène à signaler, sans pourtant y attacher grande importance, un des motifs secrets qu'on donne comme ayant fait agir les Russes : leur désir de donner une base plus solide à leurs ambitions contre la péninsule scandinave.

Nous sommes convaincus que seules les tendances autocratiques des gouvernants actuels sont responsables des mesures illégales qui ont provoqué la crise finlandaise, et nous gardons l'espoir que l'Empereur, comprenant mieux l'intérêt du pays et le sien propre, se laissera aller à un courant libéral qui fera rapporter ces mesures, et ramènera tout naturellement les Finlandais dans cette voie de loyalisme qu'ils avaient suivie, tant qu'on avait tenu vis-à-vis d'eux les promesses solennellement faites.

DANIEL BELLET.

NOTES SUR LE JAPON

Le Japon est maintenant une grande puissance. Ce qui vient de se passer à propos de l'intervention en Chine en a donné la meilleure de toutes les preuves. Mais ce n'est pas seulement au point de vue militaire que les progrès du Japon ont été surprenants ; son essor commercial n'est pas moindre, et dès maintenant il faut envisager ce pays comme un concurrent qu'il importe de ne pas dédaigner.

Ce n'est pas à la découverte de mines, à la mise en exploitation de richesses inconnues que le Japon est redevable de ces progrès. Ce qui existe est le résultat d'une transformation qui se poursuit depuis moins d'un demi-siècle, et qui a permis aux Japonais de s'assimiler complètement les procédés européens, en les appliquant non d'une façon empirique, mais par les moyens et avec les théories scientifiques en usage dans le vieux monde. Ceux qui sont venus s'instruire dans les Ecoles où les Universités de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie, ont été des initiateurs. Rentrés au Japon, ils ont enseigné ce qu'ils avaient appris, et ont apporté et mis à profit tout ce que la science et la civilisation occidentales avaient d'utile pour eux. Les résultats sont connus de tous : la lutte avec la Chine a prouvé la puissance militaire et maritime du Japon ; l'examen des statistiques commerciales montre que sous ce rapport les progrès n'ont pas été moindres.

Pour s'en rendre compte, un coup d'œil jeté sur ce qu'on pourrait appeler l'outillage commercial : chemins de fer et marine, est suffisant.

Jusqu'en 1872, les chemins de fer étaient insignifiants. L'Etat seul en avait construit environ 25 milles anglais (40 kilomètres) ¹, et il faut arriver à la fin de l'année fiscale 1880-1881 pour en trouver 100 milles. Ce n'est que trois ans après (1883-1884), que pour la première fois on constate l'existence des voies ferrées construites par des Compagnies, mais alors les progrès sont rapides. Non seulement l'Etat augmente

(1) La longueur des voies ferrées est donnée en milles anglais dans le *Résumé statistique de l'Empire du Japon*. 1 mille = 1.609 mètres.

sensiblement son réseau, mais les Compagnies vont plus rapidement encore. A partir de 1890 leur réseau est plus important que celui de l'Etat, et au 31 mars 1900, on arrivait aux chiffres suivants :

Réseau de l'Etat.....	1.237 milles
Compagnies.....	3.515 —

au total 4.752 milles ou 7.650 kilomètres.

Contrairement à ce qui existe en Europe, les Compagnies sont très nombreuses (le dernier *Résumé* en relève 44) et quelques-unes exploitent une longueur insignifiante. Elles pourraient même être considérées presque comme des Compagnies de tramways à vapeur ¹, bien que toutes transportent chevaux et marchandises. Les réseaux les plus importants sont ceux des Compagnies Nippon, 1.058 milles, Kiushiu, 433 milles, Sanyo, 363 milles, Kokkaido Tanko, 275 milles.

L'utilisation de ce moyen de transport croît plus rapidement que la longueur des voies, mais l'augmentation du matériel suit à peu près la même proportion. Voici les chiffres pour les six dernières années (années se terminant au 31 mars).

	1895	1896	1897	1898	1899	1900
	—	—	—	—	—	—
Voies exploitées (Milles).....	2.580	2.794	3.034	3.691	4.412	4.7
Locomotives.....	440	522	612	860	1.070	1.5
Voitures pour voyageurs.....	1.646	1.943	2.266	2.817	3.720	4.0
Wagons à marchandises.....	6.413	7.391	8.868	10.916	13.681	15.0
Nombre de voyageurs.....	36.584.269	48.271.869	65.107.898	84.453.362	98.582.117	102.300.0
Marchandises ou bagages (Tonnes anglaises de 1.016 k.).....	4.170.153	5.293.840	6.697.671	8.688.388	10.018.542	11.521.0
Recettes (en yens).....	13.742.569	18.786.795	21.147.084	27.831.955	32.985.390	39.461.1
Bénéfices ".....	7.906.390	1.233.229	11.763.969	4.817.624	14.582.496	19.661.555

La marine marchande ne présente pas un accroissement aussi considérable. les progrès étant plutôt dans le tonnage que dans le nombre des navires de forme européenne. Voici, en effet, les chiffres fournis par les statistiques, les navires non registrés étant compris depuis 1895.

	VAPEURS		VOILIERS	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
1885.. . . .	461	59.613	509	52 643
1890.....	586	93.812	865	51.880
1895.....	827	341 369	702	44.791
1896.....	899	373.588	644	40.055
1897.....	1.032	438.779	715	48.130
1898... . .	1.130	477.430	1.914	170.894
1899.....	1.221	510.007	3.322	286.923

¹ Il y a 15 compagnies de tramways (par chevaux) ayant transporté pendant l'année 1899 un peu plus de 36 millions de voyageurs.

Pour les navires à voiles, l'augmentation des deux dernières années s'est produite surtout pour les navires inférieurs à 500 tonneaux.

Il faut en outre tenir compte des navires marchands de forme japonaise. En 1897, on en comptait 19.097 pour un tonnage de 3 millions 320.284 *koku* ¹

Bien que la prépondérance appartienne encore aux navires étrangers, le mouvement de la navigation entre le Japon et l'étranger montre la part toujours croissante prise par la marine marchande japonaise,

	NAVIRES JAPONAIS		NAVIRES ÉTRANGERS	
	vapeurs —	voiliers —	vapeurs —	voiliers —
	ENTRÉE			
1890.....	329.196	37.539	1.180.302	107.853
1895.....	93.505	20.921	2.656.334	97.148
1896.....	472.860	22.634	3.021.090	133.563
1897.....	650.839	32.066	2.919.038	186.946
1898.....	845.458	36.279	2.329.058	170.668
1899.....	1.236.334	53.578	2.203.332	115.250
	SORTIE			
1890.....	325.822	38.635	1.055.759	121.070
1895.....	109.748	22.187	2.214.224	90.590
1896.....	475.347	22.827	2.483.911	129.072
1897.....	583.986	34.669	2.365.651	162.251
1898.....	854.544	38.262	2.467.890	172.764
1899.....	1.359.813	54.136	2.224.301	139.466

Il y a là l'indice d'un mouvement commercial croissant, que les relevés des importations et des exportations font mieux comprendre encore ². Les montants sont donnés en yens ³.

	Importations —	Exportations —
1885.....	32.710.057	37.150.993
1890.....	81.728.581	56.603.506
1895.....	129.260.578	136.112.178
1896.....	171.674.474	117.842.761
1897.....	219.300.772	163.135.077
1898.....	277.502.156	165.753.753
1899.....	220.401.926	214.929.894

¹ Le *koku* égale 180 litres 39.

² Le *Résumé statistique* contient un diagramme montrant la valeur des importations et des exportations en 1890 et 1899. Sous une forme tangible on constate l'accroissement énorme du commerce extérieur pendant cette période.

³ La valeur du *yen* a fortement varié. Voici les cours du change avec Paris :
1885 = 4,41; 1890 = 4,26; 1895 = 2,65; 1896 = 2,73; 1897 = 2,56;
1898 = 2,55; 1899 = 2,58.

Certaines importations dépendent de circonstances particulières, qui les font varier considérablement d'année en année ; mais pour la plupart des importations, comme pour les exportations, les chiffres croissants indiquent une activité industrielle et commerciale toujours plus considérable.

Pour les cinq dernières années, voici quelques chiffres significatifs, les sommes étant toujours données en yens :

	1895 —	1896 —	1897 —	1898 —	1899 —
<i>Importations.</i>					
Riz.....	4.357.096	5.662.337	21.528.429	48.219.810	5.960.166
Sucre blanc....	7.645.865	10.231.150	14.989.637	21.055.337	9.156.303
» brun....	4.074.241	3.480.588	4.809.455	7.333.700	8.359.736
Coton brut....	24.304.814	32.106.276	43.122.263	45.410.457	61.365.755
» filé.....	7.082.975	11.372.001	9.625.258	8.547.589	4.963.386
Machines pour filatures.....	1.896.195	2.992.361	5.401.701	3.088.762	773.235
Fers et aciers (bruts ou tra- vaillés).....	6.496.276	9.363.198	10.833.289	11.983.419	9.401.557
Locomotives...	1.163.695	1.620.767	4.235.617	4.265.854	1.966.374
Navires à vap..	4.700.555	1.724.497	8.232.648	7.488.194	3.620.982
Pétrole.....	4.303.929	6.331.036	7.667.350	7.552.880	7.918.149
<i>Exportations.</i>					
Riz.....	7.207.346	7.951.087	6.141.218	5.920.186	10.282.012
Soie grège.....	47.866.257	28.830.602	55.630.460	42.047.411	62.627.721
Soie et déchets de soie.....	2.862.720	2.764.065	3.019.973	2.655.931	4.074.085
Tissus de soie..	13.694.445	11.903.746	13.106.862	16.184.171	20.712.538
Coton filé.....	1.034.479	4.029.421	13.490.197	20.116.586	28.521.438
Cuivre.....	5.157.667	5.478.602	5.774.699	7.267.075	11.383.358
Allumettes.....	4.672.812	4.936.260	5.641.993	6.273.949	5.890.666
Paille tressée..	1.387.643	2.234.354	3.181.915	2.404.003	2.770.178
Porcelaine et poterie.....	1.955.060	1.974.854	1.819.061	1.990.781	2.181.336
Nattes et paillassons.....	3.461.370	3.056.759	3.232.738	3.938.450	3.717.489
Houille.....	5.409.111	6.242.931	8.316.776	12.240.622	11.784.731

Il est évident qu'à une semblable augmentation des importations et des exportations doit correspondre un mouvement analogue dans l'industrie et le commerce japonais. Pour le commerce, l'augmentation du nombre des sociétés, l'accroissement des banques, est un indice que

nous aurons à relever. Et dans l'industrie, les mines et les machines doivent montrer une augmentation analogue. Pour l'industrie séricicole, une seule chose peut être relevée : l'accroissement des terrains plantés en mûriers. Alors que la superficie de ces terrains était en 1894 de 253.889 *cho* carrés ¹, elle atteint 307.084 *cho* carrés en 1899 ; il y a donc là des éléments sérieux pour une augmentation sensible dans la production des cocons et par suite de la soie.

Laissant à part la production de l'or et de l'argent, bien qu'elle représente un certain chiffre (en 1898, 37.336 onces pour l'or, 1.946.648 pour l'argent), la production des mines est importante, mais les statistiques la montrent irrégulière. A peu près constamment croissante pour le cuivre, qui de 4.797.809 *kwan* ² en 1893 donne 5.606.335 *kwan* en 1898, elle est plus irrégulière pour le fer, qui montre bien une augmentation en 1898 contre 1893 (6.296.225 *kwan* en 1898, et 4.535.306 en 1893), mais il y a une diminution notable en comparant aux années 1895, 1896 et 1897, celle-ci ayant fourni 7.464.364 *kwan*. Le plomb (293.653 k. en 1893, 454.011 en 1898), l'étain (10.145 k. en 1893, 11.380 k. en 1898), présentent des variations analogues, bien que ne portant pas sur des années identiques. Le manganèse, après une production croissante jusqu'en 1896 (4.782.923 k.), montre une diminution sensible (3.065.972 k. en 1898), comme le soufre qui passe de 6.370.302 *kwan* en 1892 à 2.752.348 k. en 1898. Mais le charbon de terre passe de 3.176.840 tonnes en 1892 à 6.696.033 t. en 1898, et le pétrole, d'une quantité brute de 6.079.440 *kwan* en 1894, arrive à 11.229.680 k. en 1898.

La filature de coton (mécanique européenne), présente des résultats plus nets et dont on peut plus facilement se rendre compte. Pour les six dernières années, voici les chiffres des principaux chapitres :

Valeurs en yens	1894	1895	1896	1897	1898	1899
Nombre de sociétés....	45	47	63	74	72	95
Capitaux en yens.....	13.308.030	16.392.058	22.860.709	36.414.726	42.342.080	33.180.825
Moyenne journalière des broches.....	476.123	518.736	692.384	768.328	1.027.817	1.889.929
Production du coton filé (<i>kwan</i>).....	14.620.008	18.437.011	20.585.485	26.134.120	32.163.239	42.448.023
Charbon de terre con- sommé (tonnes).....	131.301	156.616	192.387	241.791	370.056	499.728
Moyenne journalière des ouvriers..... (hommes et femmes)	35.152	40.790	47.431	44.992	66.803	74.146

¹ 1 *cho* carré égale à peu près un hectare (99 ares 17).

² 1 *Kwan* égale un peu plus de 3 kilog. 3/4 (3 k. 7565).

Pour la dernière année, la force moyenne des moteurs était de 33.616 chevaux-vapeur et de 1.819 chevaux par force hydraulique.

Les relevés relatifs à la fabrication des tissus pour vêtements, à celle des papiers ou des allumettes, fournissent des résultats analogues.

Valeurs en yens	1894	1895	1896	1897	1898
Tissus p. vêtem. soie...	28.769.241	41.063.194	45.819.364	54.967.876	63.143.314
— soie et coton.	5.420.531	5.982.376	6.174.587	8.561.166	11.056.250
— coton.....	26.440.753	35.680.778	38.089.089	40.894.304	48.136.610
Tissus p. ceintures soie.	3.783.700	5.408.207	8.276.581	8.710.898	10.792.714
— soie et coton.	2.826.585	4.298.896	2.958.981	3.163.964	6.184.067
— coton.....	726.815	1.402.979	991.012	1.350.043	591.794
Papiers japonais.....	3.702.333	4.614.847	5.243.542	6.574.679	6.450.875
— européens.....	2.188.171	2.395.914	2.595.342	2.634.722	2.554.446
Autres papiers.....	4.358.779	4.511.898	5.073.378	6.005.509	5.941.132
Allumettes.....	4.480.739	5.502.130	5.464.738	6.548.492	6.445.154

Au Japon comme ailleurs, les salaires varient suivant les localités ; ils sont sensiblement plus élevés à Tokio ou dans le Yézo. Mais en se basant sur les moyennes calculées, on constate une augmentation à peu près générale qui, de 1895 à 1898, atteint et dépasse même en certains cas 40 0/0. C'est ainsi que les charpentiers passent de 36 sens⁽¹⁾ en 1895 à 54 en 1898, les plâtriers de 37 à 53, les tailleurs de pierre de 42 à 58, les couvreurs en tuiles de 38 à 56, les nattiers de 35 à 47, les menuisiers de 35 à 50, les cordonniers et bottiers de 39 à 51, les charrons de 33 à 48, les batteurs de cotons de 27 à 37, les forgerons de 35 à 49, les fabricants de papier de 22 à 37, les charpentiers de navires de 38 à 58, les journaliers agricoles de 22 à 33 pour les hommes et de 14 à 22 pour les femmes, les mineurs de 38 à 53 etc. Sans doute ces salaires comparés à ceux payés en Europe sont encore très faibles même en tenant compte que l'habileté et la force de l'ouvrier japonais sont bien moindres que celles de l'ouvrier européen ou américain. Mais, malgré tout, l'augmentation constatée n'en est pas moins sérieuse, et des améliorations équivalentes ont dû être apportées à la fabrication en général pour augmenter quand même importations et exportations.

Les sociétés commerciales ou industrielles sont nombreuses, leur nombre et leur importance augmentant avec rapidité. On en comptait 2.104 en 1894, avec un capital de 148.553.118 yens ; 4.595 en 1896, avec

(1) Le sen est la centième partie du yen.

un capital de 397.564.532 yens, et enfin en 1898, 7.044 avec un capital de 621.676.458 yens. Ces sociétés se décomposaient comme suit :

Sociétés agricoles.....	166	capital versé	2.336.720	yens
— industrielles.....	2.164	—	122.066.653	»
— commerciales....	4.178	—	300.039.664	»
— de transports....	536	—	197.233.421	»

Parmi les sociétés commerciales, les banques occupent une place prépondérante, non seulement par le nombre (1806), mais surtout par le capital : 243.882.672 yens. Leur accroissement a été rapide :

	Nombre	Capital versé	Réserves	Fonds publics ou du Trésor	Dépôts des par- ticuliers
1894.....	863	101.409.881	30.231.153	15.318.871	123.646.884
1895.....	1.019	127.807.715	34.623.118	15.393.355	175.742.045
1896.....	1.321	167.271.488	55.353.268	206.997.781	220.191.986
1897.....	1.594	211.047.470	36.116.252	89.275.567	285.869.110
1898.....	1.875	257.447.002	40.795.138	56.243.223	318.930.113
1899.....	2 105	288.024.897	51.151.558	88.093.683	476.218.724

Deux de ces banques sont vraiment importantes : la Banque du numéraire (Yoko-hama Shokin Ginko) avec un capital de 12 millions de yens, 8.016.038 yens de réserves et 73.491.743 yens de dépôts, et surtout la Banque du Japon (Nippon Ginko) avec 30 millions de capital 13.320.000 yens de réserves et 74.671.575 yens de dépôts. Ce sont les billets émis par cette dernière banque et remboursables au numéraire (en or depuis le 1^{er} octobre 1897) qui constituent la presque totalité de la circulation fiduciaire :

	Billets du Trésor	Billets des Banques nationales	Billets de la Banque du Japon
1 ^{er} avril 1895.....	13.020.517	21.300.375	124.524 590
— 1896.....	10.679.236	20.293.887	149.035.640
— 1897.....	9.045.082	13.610.995	173.473.749
— 1898.....	6.995.374	4.099.370	189.421.770
— 1899.....	5.112.265	1.632.818	179.769.782
— 1900.....	2.199.453	594.476	219.741.070

Les taux d'intérêt sont fort élevés, comme le montre la table suivante :

	DÉPÔTS				PRÊTS			
	Juin maximum	Juin minimum	Décembre maximum	Décembre minimum	Juin maximum	Juin minimum	Décembre maximum	Décembre minimum
1894...	5.2	3.5	5.5	3.8	13.0	9.2	13.8	9.3
1895...	5.7	4.0	5.8	4.1	14.0	9.6	13.3	9.3
1896...	5.8	4.1	6.1	4.3	12.7	9.1	13.9	9.9
1897...	6.1	4.3	6.5	4.9	13.3	9.9	13.9	10.5
1898...	7.5	5.7	7.1	6.1	14.5	11.3	13.6	10.9
1899...	6.6	6.0	7.4	5.8	10.7	9.3	11.9	9.8

On comprend ainsi qu'en 1899, les banques aient pu réaliser environ 45 millions de yens] de bénéfices, dont 27 millions ont été répartis comme dividendes.

Un tel mouvement commercial doit avoir une répercussion sur les postes et télégraphes; en 1899-1900 (années au 31 mars) on a expédié 145 millions de lettres, 330 millions de cartes postales, 117 millions de journaux, brochures et livres, et 34 millions d'échantillons, objets en franchise ou divers. On a compté pendant la même période 14 1/2 millions de télégrammes intérieurs.

Les résultats (recettes et dépenses) des postes et télégraphes fournissent la preuve d'un progrès constant. Dans les années se terminant au 31 mars du millésime indiqué on a, en effet (en yens) :

	Recettes	Dépenses
1894.....	6.487.688	5.087.047
1895.....	8.381.049	5.811.060
1896.....	8.341.042	5.433.925
1897.....	9.372.277	6.737.834
1898.....	11.025.492	8.133.699
1899.....	12.419.039	9.980.154

La population, en dix années, a augmenté de 9 p. 100 (40.072.000 en 1889; 43.760.815 en 1898) ¹. L'élément étranger n'a pas ici à être considéré, car l'émigration comme l'immigration n'ont encore au Japon qu'une influence restreinte. En 1899, 51.057 personnes avaient reçu leurs passeports pour l'étranger et, sur ce nombre, 36.048 s'appliquaient à des personnes au service des étrangers. A la même époque, on estimait à un peu moins de 100.000 le nombre des Japonais résidant à l'étranger, et à 12.000 environ celui des étrangers résidant au Japon.

L'augmentation continue des élèves fréquentant les écoles primaires publiques et privées (3.337.560 en 1893, 4.062.418 en 1898), est un indice à relever. L'augmentation des dépôts d'épargne est un autre indice non moins favorable.

BANQUES D'ÉPARGNE			CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES		
	Nombre de livrets	Solde des en fin d'année (yens)		Nombre de livrets	Solde des en fin d'année (31 mars, yens)
1894...	239.830	6.871.327	1895...	1.108.712	25.901.325
1895...	589.709	12.178.268	1896...	1.223.085	28.965.427
1896...	1.098.027	18.214.200	1897...	1.279.210	28.479.684
1897...	1.736.368	25.393.453	1898...	1.264.604	26.157.083
1898...	2.327.612	30.042.074	1899...	1.255.589	22.490.918
1899...	3.057.269	41.748.884	1900...	1.420.171	24.014.043

¹ La population de Formose et des Pescadores n'est pas comprise.

Les finances publiques font une certaine ombre à ce tableau. Comme conséquence de la guerre avec la Chine, soit pour les dépenses directement faites, ou pour celles que sa situation de puissance militaire impose au Japon, la dette publique a, elle aussi, subi un notable accroissement. De 286.326.316 yens, chiffre au 31 mars 1893, elle arrive au 31 mars 1900 à 505.166.792 yens. Il est vrai que la dette pour la construction des chemins de fer y figure pour 34.042.700 yens, et celle pour les travaux de communication pour 119.181.300 yens; mais il y a aussi 116.576.450 yens pour la dette de la guerre, et il est probable que des questions de stratégie ne sont pas totalement étrangères à l'accroissement des dépenses pour travaux de communication.

Naturellement les impôts ont été augmentés, le trésor ne pouvant guère trouver que là les ressources supplémentaires dont il avait besoin. Pour les années se terminant au 31 mars, les variations sont les suivantes :

En yens —	1894 —	1901 (Budget) —
Impôt foncier.....	38.808.680	47.338.520
— sur le revenu.....	1.233.763	5.037.428
Patentes	"	5.855.475
Impôt sur la fabrication du saké ¹ ...	16.637.436	55.465.767
Droits de douanes.....	5.125.372	15.870.335
Droit de timbre.....	"	11.445.320

Deux nouveaux impôts (patentes et droit de timbre) datent de l'exercice 1896-1897, mais l'accroissement dans le produit des autres est dû, non à la seule augmentation des transactions, mais à un relèvement de la quotité de perception.

Il y a aussi de sensibles augmentations dans les taxes départementales et communales, portant principalement sur l'impôt foncier, et la taxe sur les maisons.

Le fonctionnarisme paraît être aussi en faveur au Japon, bien que les chiffres soient encore loin de ceux fournis par les puissances de l'ancien monde. Malgré cela, on comptait, en 1894, pour les divers ministères et services rattachés 46.203 fonctionnaires prélevant annuellement 11.035.496 yens. En 1899, on en trouve 78.983, pour un total de traitements de 21.877.490 yens. On peut constater que l'accroissement est sensible.

En résumé, et bien que la réforme monétaire ait amené de graves mécomptes, que la situation de certaines industries soit actuellement quelque peu critique, que l'état général soit plutôt stationnaire, les

¹ Boisson alcoolique obtenue par la fermentation du riz.

progrès du Japon sont indéniables. Mais comme pour tous les pays dont le développement est extrêmement rapide, c'est surtout le manque de capitaux qui se fait sentir. Les entraves diverses mises à l'apport des capitaux étrangers sont ici des plus nuisibles ; il est probable, on peut dire même certain que, sous la pression des circonstances, ces entraves disparaîtront, et que pour cela comme pour bien d'autres choses, le Japon adoptera les idées nouvelles.

G. FRANÇOIS.

comprenait le Polonais. Et pourtant, les mots sont les mêmes, mais la prononciation en est si divergente qu'on ne s'entend pas. Tandis que l'allemand de ces messieurs était celui des Universités, à peu près le même partout... Etant directeur du *Journal de Saint-Petersbourg*, j'avais un collaborateur chargé spécialement des extraits de la presse anglaise, et il s'en acquittait de la façon la plus parfaite : rapidité et exactitude ; il traduisit sans l'aide du dictionnaire les articles des grands journaux comme aussi les discours des Gladstone et des Palmerston, de Derby et de Beaconsfield. Survint la guerre d'Orient (1877). Un grand nombre de correspondants étrangers venaient d'arriver dans la capitale russe, et un jour j'en eus quelques-uns à table chez moi, dont trois ou quatre Anglais. Mon susdit collaborateur se trouvait parmi les invités, et en le présentant en sa qualité ci-dessus aux collègues Anglais, je leur dis que ce collaborateur avait aussi traduit en russe quelques pièces de Shakespeare. Naturellement, ces messieurs l'abordent dans leur langue maternelle. Là-dessus, grand éclat de rire de mon collaborateur, qui nous avoua qu'il ne parlait pas l'anglais, tout en le lisant couramment.

Lors donc que M. Couturat veut introduire une langue écrite et parlée à la fois, je crois pouvoir dire que la chose est irréalisable. Elle est indispensable, dit-on, à cause des grands voyages que les hommes d'affaires sont amenés à faire dans les différents pays. Croyez-vous donc que ces voyageurs seront bien avancés lorsqu'ils auront appris le millier de mots à peu près dont cette langue serait composée, quand la prononciation de chacun de ces mots sera tellement différente, que l'on ne se comprendra guère ? Tenez, moi qui vous écris, je parle un certain nombre de langues, et l'allemand m'est la plus familière de ces langues. Eh ! bien, j'ai entendu des gens parler allemand (en Suisse par exemple, et aux bords du Rhin) sans les comprendre.

J'ai assisté à un certain nombre de Congrès internationaux. On y parlait le français. Les mots employés étaient généralement exacts et adaptés à la circonstance. Mais que de difficultés pour se comprendre ! C'est la prononciation qui fait tout, et celle-ci, nous ne l'imposons pas. Elle provient de l'oreille, de l'entendement, de la gorge, mettons de l'habitude, mais aussi de certaines circonstances atmosphériques locales. Aussi, quand nous aurons une langue universelle, nous ou nos enfants l'écriront d'une façon uniforme ; mais, quant à en prononcer les mots de la même manière, cela est impossible. J'ose l'affirmer à la suite d'une longue expérience dans bon nombre de pays, et avec des nationalités de différentes espèces.

ANT.-E. HORN.

Budapest, 26 mars 1902.

Voici encore une note que nous adresse notre collaborateur Mme H. Bouët sur la même question.

Pour la langue internationale. — A propos du compte rendu de la brochure de M. L. Couturat intitulé : *Pour la langue internationale*, publié dans le *Journal des Économistes* du 15 février dernier, l'auteur nous prie de faire savoir à nos lecteurs que le plan d'action qu'il expose n'est pas une proposition *individuelle*, mais le programme d'une *délégation* qui compte aujourd'hui plus de 100 sociétés françaises et étrangères, académies, chambres de commerce, associations, congrès, etc., — et plus de 80 délégués, et qui reçoit sans cesse de nouvelles adhésions.

Nous ne pouvons que nous réjouir, on le pense bien, de voir se manifester un pareil mouvement : il est si rare aujourd'hui que les gens se passionnent pour autre chose que ce qui rapporte immédiatement des gros sous, que dis-je?... des chèques!... C'est donc avec plaisir que nous donnons satisfaction à M. Couturat, et que nous engageons les lecteurs du *Journal des Économistes*, les perpétuels soutiens du progrès par la liberté, à s'unir à la délégation pour la *Langue auxiliaire internationale* ; leur concours ne pourra être que profitable à la bonne marche de cette œuvre.

H. BOURT.

BULLETIN

(Avril 1902).

3. — **Décret** créant, en Algérie, des chambres d'agriculture et portant règlement d'administration publique pour l'application de ce décret (page 2413).

5. — assujettissant à la taxe des prestations, en Algérie, les voitures automobiles, ainsi que les tracteurs et les voitures attelées à ces tracteurs (page 2509).

— modifiant les conditions auxquelles sont subordonnées les opérations d'admission temporaire du maïs destiné à la fabrication de l'amidon pour l'exportation (page 2509).

6. — **Arrêté** portant création d'une école pratique de commerce et d'industrie à Dijon (page 2542).

— **Circulaire** relative à l'application du décret du 6 juillet 1899 portant réglementation sur la recherche ou l'exploitation des mines de l'Afrique occidentale (page 2548).

8. — **Loi** autorisant le ministre des Finances à faire au gouvernement crétois une avance remboursable de 1 million de francs (page 2589).

— **Décrets** approuvant les conventions passées entre le ministre des Colonies et la compagnie franco-congolaise de la Shangha, la compagnie coloniale du Gabon et la compagnie de l'Oubanghi-Ombella, relatives à l'abandon de concessions territoriales et à la restitution du cautionnement des concessionnaires (page 2593).

9. — **Loi** abrogeant les paragraphes 15 et 16 de l'article 133 et modifiant les articles 141, 142 et 143 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (page 2605).

— autorisant le gouverneur général de l'Algérie à contracter un emprunt de 50 millions de francs pour l'exécution de divers travaux (page 2606).

— modifiant divers articles de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention (page 2607).

— complétant le tableau A du tarif général des douanes annexé à la loi du 11 janvier 1892 (page 2607).

10. — relative à la reconstruction de l'Imprimerie nationale (page 2621).

— ayant pour objet d'approuver la convention conclue, le 6 février

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 MAI 1902

DISCUSSION. — De l'intervention de l'Etat en matière d'hygiène.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut.

M. le Président se félicite de n'avoir, cette fois, à enregistrer aucun deuil. Il est heureux, par contre, de souhaiter la bienvenue à un certain nombre de savants qui ont bien voulu assister à la séance de ce soir, en répondant à l'invitation de la Société : MM. Paul Strauss, sénateur, dont les travaux sur l'assistance publique et l'hygiène sont justement estimés ; Cree, de Glasgow, auteur d'études sur l'organisation du travail ; deux Finlandais, MM. Hylcopp et le Dr Van Heideken, présentés par notre collègue M. Frederiksen.

Le Secrétaire perpétuel présente à la Société les ouvrages et publications qui lui ont été offertes depuis la dernière séance. Il signale particulièrement comme offerts par M. D'Eichthal un article intitulé *La Justice dans l'Impôt*, et une très fine et très philosophique critique du dernier ouvrage de M. Tarde, la *Psychologie Économique*, où se trouvent à l'adresse de l'Économie Politique de nombreux reproches qu'elle ne croit pas avoir mérités, et qui laissent croire que M. Tarde en est encore au mercantilisme d'autrefois.

Enfin, le Secrétaire perpétuel distribue plusieurs exemplaires du numéro du 30 avril du *Moniteur de Cognac*, qui lui ont été envoyés par M. Vivier, rédacteur en chef de cette feuille, et membre de la Société ; — on y trouve en première page le résumé d'une conférence faite à Cognac, le 17 avril, sur la paix, le libre-

économiste, réunies dans le volume de notre collègue M. A. de Foville, un point de départ à cette étude ; mais Bastiat est mort le 24 décembre 1850, avant d'avoir pu constater que, si le Comité consultatif d'hygiène de France créé le 10 avril 1848 est toujours fécond en heureuses mesures de salubrité publique, en revanche, les Conseils d'hygiène créés dans les départements, les arrondissements et les cantons dès le 18 décembre 1848, n'ont pas donné tous les résultats que l'on en pouvait attendre, et qu'il en est de même de la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres, ainsi que d'autres dispositions législatives plus récentes réglant des points spéciaux.

Il ne pense même pas que l'on puisse adapter à l'Hygiène publique la définition qu'a donnée Bastiat de l'État en disant : *L'État, c'est la grande fiction à laquelle TOUT LE MONDE demande de meilleures conditions d'hygiène publique aux dépens de TOUT LE MONDE*, et en ajoutant : *sans commencer souvent par améliorer chez soi et autour de soi cette hygiène dans la mesure du possible* ; car si ce reproche de manque d'initiative en matière d'hygiène publique s'adresse avec quelque raison à tout le monde ou à presque tout le monde, en revanche, l'État, en cette même matière d'hygiène publique, est loin de se révéler une fiction puisque, à côté de bienfaits réels qui lui sont dûs de ce chef tels que, établissement de voies publiques, adduction d'eau potable, secours médicaux, assistance, etc., il fait durement sentir, et souvent d'une façon mal réglée, par les impôts créés à l'occasion de ces bienfaits, qu'il n'est pas une fiction, mais bien une administration fiscale.

Au reste, à défaut de Bastiat, il est un admirable guide pour cette étude de *l'Intervention de l'État en matière d'hygiène publique*, c'est l'ouvrage publié en 1898 sous ce titre par notre collègue M. Marcel Peschaud, auditeur au Conseil d'État. M. Marcel Peschaud devait traiter la question devant la Société et son livre témoigne qu'il l'eût fait avec ampleur et autorité ; ce n'est qu'à son défaut que M. Ch. Lucas, désireux de puiser de précieux renseignements dans les observations de ses collègues, a demandé la mise à l'ordre du jour de la question. Il ne saurait, suivant lui, y avoir de doute sur la *légitimité* de l'intervention de l'État en matière d'hygiène publique, surtout si, avec M. Proust (*Traité d'hygiène*) et avec M. Peschaud (*Ouvrage cité*), on estime que, *l'hygiène privée* étant tout ce qui, directement ou indirectement, n'intéresse qu'un individu pris isolément, *l'hygiène publique* est, au contraire, « toute pratique dont l'influence peut intéresser d'autres individus, qui peut agir même indirectement sur la santé

virements, de faire face à d'autres dépenses, celles-là, utiles peut-être, mais non comprises dans les premières.

Pour la création de *bureaux d'hygiène* ou de *services de désinfection*, — et même au sujet des conséquences si déplorables, au point de vue de sentiments fort respectables, qu'entraîne cette désinfection en cas de décès à la suite de maladie contagieuse, — la légitimité de ces créations ne semble pas pouvoir être mise en doute, et M. Ch. Lucas rappelle que les bureaux d'hygiène, si rares en France, existent en nombre respectable à l'étranger, où ils rendent de multiples services même, à propos de la désinfection, M. Edmond Duval, lauréat de la Société d'économie politique, directeur du Mont-de-Piété de Paris a fait, ce même soir du 5 avril 1892 consacré à l'hygiène, une charmante causerie, pleine d'humour, sur les mesures organisées par lui au Mont-de-Piété de Paris, de 1887 à 1892, en vue de la désinfection des matelats et autres objets de literie déposés dans les différents magasins de l'établissement, surtout à la suite de décès, désinfection qui n'a pas manqué d'exercer une heureuse influence sur la santé publique de la population pauvre de Paris et, par conséquent, sur la santé publique de toute la ville.

L'intervention de l'État en matière d'hygiène publique est-elle aussi *désirable* qu'elle semble légitime dans un grand nombre de cas?

Ici encore, l'hésitation n'est guère possible, car si l'on considère les grands travaux que nécessitent les opérations d'hygiène publique, il en est, comme l'adduction d'eau de source venue de grande distance, comme la création de réseaux d'égout et même comme certaines opérations de voirie, qui ne peuvent être exécutés que par un pouvoir public, armé souvent d'une législation spéciale formulée *ad hoc* et aussi le plus souvent muni, avant tout commencement d'exécution, de ressources considérables, législation spéciale et ressources considérables qui, si elles étaient mises au service d'une entreprise privée d'une grande compagnie, entraîneraient bien vite, de la part de cette Compagnie, des abus tels que ceux que l'on reproche en pareil cas à l'État, c'est-à-dire aux diverses branches de l'administration publique.

Et puis, en France, malgré l'exemple des grandes compagnies de chemins de fer, qui n'ont au reste pu se développer qu'en faisant appel à des lois spéciales et à la garantie de l'État, les intérêts particuliers savent encore mal se joindre, se généraliser et se fondre dans une société, dans un syndicat qui puisse accomplir avec persévérance une œuvre de longue haleine et dépassant,

petites maisons familiales admises au bénéfice de la loi Siegfried, émettre le vœu que les faveurs résultant de cette loi ne fussent plus accordées qu'après avis favorable des Conseils et des Commissions d'hygiène déclarant que ces constructions satisfont aux prescriptions des lois et règlements relatifs à l'hygiène : cube d'air et aération des pièces, étanchéité des parois, adduction d'eau potable, évacuation des eaux usées, distance suffisante du puits et de la fosse d'aisances, etc.

De plus, n'est-ce pas rendre un mauvais service à l'ouvrier que de le laisser construire sa petite maison familiale sur un terrain placé en dehors de toute voie classée, sans conduites d'eau, de gaz et sans égout, souvent dans des conditions médiocres de matériaux et d'emploi de ces matériaux ; de telle sorte que lorsque cet ouvrier aura, au bout de quinze années de privations et d'économies, fini de payer les annuités correspondant au prix du terrain et de la construction de sa maison, il se trouvera n'avoir pas attendu ce laps de temps pour être obligé d'apporter de coûteuses réparations à cette maison qu'il lui faudra encore, à cette époque peut-être, compléter par les installations d'eau et de gaz et de raccordement à l'égout ?

Le devoir de l'État n'est-il pas, en pareil cas, d'user de tous les moyens dont il dispose pour forcer les communes à faire respecter les règlements sur l'hygiène publique, et ne devrait-il pas aussi n'autoriser à ces mêmes communes des emprunts gageant des dépenses relativement luxueuses, comme édifices publics monumentaux, qu'après s'être assuré que la viabilité (voie publique, eau, gaz et égout) ne laisse rien à désirer dans toute l'étendue bâtie de ces communes ?

Malheureusement, il n'en est rien et, rapporteur, l'an dernier, du jury du premier concours des habitations à bon marché ouvert par le Comité départemental de la Seine, M. Ch. Lucas a pu constater que certaines communes de la banlieue de Paris laissaient fort à désirer à ces divers points de vue.

M. Ch. Lucas termine en disant que, bien souvent légitime et désirable, l'intervention de l'État est bien souvent aussi moins efficace qu'elle ne pourrait l'être.

M. Émile Macquart rappelle le principe : l'État ne doit entreprendre que ce que l'initiative privée est incapable d'accomplir. En dehors de ce domaine, il considère que l'intervention de l'État

n'est efficace que très rarement, désirable et légitime. jamais. Dans son remarquable exposé, M. Lucas nous a cité l'Angleterre comme un exemple à suivre. M. Macquart admire et aime beaucoup la Grande-Bretagne, mais il n'admet pas qu'on en fasse un bloc dont il faille tout prendre ou tout laisser. Qu'on lui prenne ce qu'elle a de bon, soit ; mais qu'on lui laisse ce qu'elle a de mauvais, en particulier son interventionnisme en matière d'hygiène, qui est déplorable. Donner aux médecins le pouvoir « de dresser procès-verbal lorsqu'ils considèrent qu'une maison n'est pas habitable », soit parce qu'elle renferme trop d'habitants, soit parce qu'elle serait dans de mauvaises conditions de salubrité, et sanctionner ce procès-verbal par des expropriations, c'est un abus monstrueux et une violation très grave du droit de propriété. M. Lucas a dit que la liberté de chacun était respectable à condition qu'elle ne *puisse être* préjudiciable aux autres ; il ne suffit pas qu'elle *puisse être*, il faut qu'elle *soit* réellement et indiscutablement préjudiciable aux autres pour qu'on puisse se permettre de l'entraver. On parlait récemment de la vaccine obligatoire. Certains croient la vaccine efficace ; d'autres sont d'un avis diamétralement opposé ; l'efficacité de la vaccine est aujourd'hui contestée de la façon la plus sérieuse par des savants éminents, qui ont su faire partager, à beaucoup de personnes déjà, leur opinion. Leur imposerait-on la vaccination ? C'est violer leur liberté de conscience, et en faveur de quoi ? D'une mesure d'hygiène, contestable et contestée, comme elles le sont toutes du reste, ou presque toutes. A défaut de certitude absolue, des mesures radicales ne peuvent qu'être extrêmement dangereuses.

En ce qui concerne le surpeuplement des maisons, il existe, c'est entendu ; il est des malheureux qui sont véritablement empilés dans des chambres sans air et sans lumière. Cela est très regrettable ; mais au moins ils ont un abri. On parle d'interdire le « surpeuplement » des locaux d'habitation ; mais où donc iront les locataires en surplus ? C'est ce qu'on oublie de nous dire.

M. Macquart termine en constatant que, le surpeuplement provenant du trop grand nombre de locataires, c'est-à-dire du trop petit nombre de locaux, c'est une façon tout au moins bizarre de résoudre la question que de diminuer encore, par l'interdiction de location, ces locaux déjà insuffisamment nombreux.

M. Cree estime que, au sujet de la question de l'intervention de l'État en matière d'hygiène, cette intervention, en certaines occasions, peut-être utile, nécessaire, et même inévitable ; par

variole y a pratiquement disparu. C'est, du reste, une occasion pour M. Bellet, et avant que d'entamer la question de l'intervention de l'État en matière d'hygiène, que de faire une profession de foi au point de vue de l'hygiène proprement dite. Il croit aux belles découvertes de l'hygiène moderne, et c'est un fervent adepte des théories pastoriennes, qui sont en somme la base de l'hygiène moderne, mais cela ne l'empêcherait point de se révolter si un médecin bien déterminé, dont il aurait pu apprécier les connaissances, prétendait lui *imposer* ce qu'on peut appeler les règles de l'hygiène et de l'antiseptie moderne ; d'autant qu'en somme la science est perfectible et que la vérité d'aujourd'hui peut être l'erreur de demain.

A plus forte raison (et en traitant la question au point de vue des principes) ne peut-il pas admettre que l'administration, le fonctionnaire dans lequel *a priori* il n'a pas confiance, en dépit de ses diplômes, vienne lui imposer une ligne de conduite et une législation hygiénique, lui défendant telle chose, lui ordonnant telle autre. Qu'on songe qu'il y a trente à quarante ans, les opinions officielles en matière d'hygiène étaient étrangement opposées aux doctrines actuelles. Quels résultats funestes aurait eu une réglementation officielle prise dans cet esprit !

D'ailleurs, il importe d'élargir ce débat. M. Lucas, avec son expérience et sa science des questions d'habitations ouvrières, a tenu à parler plus spécialement de la loi qui porte sur l'hygiène des habitations, mais l'État a de plus vastes ambitions : sous prétexte de nous protéger des maladies, il veut nous socialiser, nous traiter comme un vaste régiment, où tout serait réglé (en apparence) et où notre liberté individuelle disparaîtrait. Il a déjà pris des mesures dans ce sens, et si l'on en juge par les thèses qui sont soutenues dans la presse, sur le théâtre, on voudrait une intervention aussi large et vexatoire que possible.

Et c'est là, en effet, la caractéristique de toutes les mesures prises ou à prendre pour l'établissement de l'hygiène, c'est qu'elles sont vexatoires, despotiques, et qu'elles n'ont, en réalité, aucun effet pratique.

Voyez, par exemple, ce qui devrait se passer (la chose est impossible à réaliser) d'après le nouveau décret sur la police des chemins de fer, décret du 1^{er} mars 1901 : on peut, on doit refuser l'accès des voitures à tous les gens *visiblement* ou *notoirement* atteints de maladie contagieuse. On va donc demander des certificats médicaux aux voyageurs, se livrer à des enquêtes, à des perquisitions, etc. On dit que cela est fait dans une fort bonne

maladies spéciales, et tout médecin vous dira que cette loi a laissé la syphilis se développer tout à son aise.

En somme, si nous ne nous revuitions immédiatement, nous allons à une main-mise sur notre liberté sous prétexte d'hygiène : on enfermera de force les tuberculeux dans les sanatoria, comme on faisait autrefois des lépreux. Ce sera un esclavage absolu, la socialisation complète, et pour combler ces règlements qui nous étouffent l'envie de nous des souliers d'une caserne, ordonneront fort cher et seront sans effet pratique.

M. Paul Strauss, après avoir remercié la Société d'économie politique et signalé l'intérêt de la communication de M. Charles Lucas, considère que MM. Macquart et Daniel Bellet ont fait au principe de l'intervention sanitaire de l'État des objections trop simplistes. M. Daniel Bellet dans son argumentation humoristique et outrancière a représenté l'État absurde, le Conseil municipal atteint de démence, et il s'est ingénié à pousser à l'extrême, pour ne pas dire à l'absurde, les conséquences d'une ordonnance excellemment intentionnée de M. Baudin, ministre des Travaux publics.

M. P. Strauss est surpris que ses ingénieux contradicteurs n'aient même pas respecté le principe de la loi de 1850 sur les logements insalubres, inspirée par les travaux de Villermé, de Blanqui : il s'étonne que cette loi, déposée par Marin du Nord et dont Jules Simon et Du Mesnil ont démontré à la fois la nécessité et l'insuffisance, puisse être contestée.

La collectivité peut-elle se désintéresser des logements misérables et malsains ? Non, à la fois pour les occupants et pour la sécurité de tous.

La liberté individuelle est limitée, d'après les économistes les plus éminents, par l'obligation de ne pas nuire à autrui.

Il en résulte un demi-droit précis d'intervention, une loi sur la santé publique et légitime, désirable et efficace.

L'adduction d'eau pure est un besoin essentiel. Une erreur d'application, à Paris ou ailleurs, ne compromet pas l'autorité des hygiénistes. Plus la science marche et plus de nouvelles données se forment. Le périmètre de protection des sources doit être protégé : le rapport de M. Duclaux nous l'a appris et la loi nouvelle l'exige.

La preuve que l'hygiène publique n'est pas impuissante nous est fournie par les statistiques. La mortalité par maladies transmissibles à Paris décroît régulièrement. Les Allemands ont sup-

rompue, s'il en était de même pour les chemins de fer, quelle clameur ne pousserait-on pas ?

Pour l'administration de ses monopoles, le prix de revient est supérieur à celui de l'industrie libre, même quand la concurrence peut intervenir, comme pour l'Imprimerie Nationale.

Il en est de même pour ses domaines, il n'en tire que le plus modique bénéfice, et c'est lui que l'on veut charger de la construction et de l'administration des maisons ouvrières !

Nous constatons certains faits ; ce n'est pas dire pour cela que les économistes repoussent toutes les interventions de l'État, il y en a de nécessaires : telles la sécurité publique des gens et des choses, la liberté de la circulation, l'administration de l'armée, de la marine, des finances, des affaires étrangères, des travaux publics ; et dans la plupart des cas, l'État a encore recours à l'industrie privée : pour les chemins de fer, pour la marine ; c'est donc une question de mesure afin de ne porter atteinte dans aucun cas à l'industrie privée, qui, dans une civilisation bien ordonnée, doit être la pourvoyeuse la plus sûre et sur laquelle on peut toujours compter, si on ne la menace pas.

Cette question de mesure est, en toutes choses, la plus difficile à pratiquer. Dans la question qui nous occupe, la salubrité des villes doit être la première préoccupation.

Il reste encore, malgré la transformation de Paris, beaucoup de rues qui sont des foyers d'infection ; sans doute, il faudra les faire disparaître, mais, en ce moment, ces cloaques, car c'est le mot, sont encore occupés par des familles nombreuses, parce que ces chambres, plus grandes que celles des maisons modernes, permettent de s'entasser à bas prix. Supprimer ces ruelles, c'est les en chasser, ce qui sera un bien pour leur santé, en diminuant leurs moyens d'existence ; les besoins de l'homme sont si nombreux, qu'on ne peut les satisfaire tous, l'amélioration d'un côté, ramène une privation de l'autre. Une société bien organisée doit y pourvoir, dira-t-on, mais la fortune publique pourra-t-elle y suffire ? Les économistes qui n'émargent pas au budget, qui ne réclament ni place, ni sinécure, ne sont pas moins émus et affligés de la misère des humbles et des petits, comme on le répète chaque jour dans les discours officiels, sans y voir un remède comme on le prône sans cesse, dans la solidarité et la mutualité ; ils y voient une nouvelle charge pour le budget, et, par suite, pour les impôts. Les riches, sans doute, y pourvoiront par leur superflu, ou même, comme on le dit, par la restitution d'une fortune mal acquise. Dans tous les cas, la somme sera prise sur

les revenus de la nation, et tous les salaires par suite s'en ressentiront. Quant aux ouvriers, expulsés, il est vrai, de leurs taudis, ils devront payer plus cher, ou s'entasser encore plus nombreux dans de plus petites pièces.

M. Paul Leroy-Beaulieu convient que l'État a un rôle à jouer en matière d'hygiène. Mais l'hygiène rentre alors dans le cadre de la sécurité, de cette sécurité dont il doit assurer aux citoyens le bénéfice, au moins quand il s'agit d'hygiène collective. Mais ce n'est pas là de « l'intervention » proprement dite. L'orateur en dira autant de l'adduction des eaux salubres dans les communes.

Et encore, dans ce domaine, l'État ne donne pas la satisfaction qu'on serait en droit d'attendre de lui. N'avons-nous pas vu, pour les eaux de Paris, quelle était l'insuffisance de ses agents, soit faute d'instruction, soit par défaut de méthode, soit par manque de fonds, etc. ?

L'État est encore au-dessous de sa tâche quand il s'agit de débarrasser les agglomérations urbaines des matières usées. Les spécialistes discutent toujours sur les mérites du tout à l'égout et de l'épandage.

Mais ce n'est pas encore là de véritable intervention. Celle-ci commence à vrai dire quand l'État arrive à s'occuper de l'individu.

Voilà, par exemple, la question des logements insalubres. L'autorité fait détruire ceux-ci. Mais alors voilà sans abri des malheureux qui en avaient au moins un, si défectueux qu'il fût.

Sans doute on doit déplorer ces cas de surpeuplement, comme on en a relevé à Berlin, à Londres, à Vienne, en Russie, en France même, où cependant la situation est moins triste. Mais le logement de l'humanité s'améliorera par la force des choses. Sur les 10 ou 12 millions de maisons existant en France, les deux tiers ou les trois quarts au moins seraient à reconstruire. Tout cela se fera, peu à peu, mais sous le régime de la seule liberté. A Paris, cette amélioration se réaliserait plus rapidement si les lois, les règlements administratifs, la procédure, ne se cumulaient pour faire aux propriétaires des maisons à logements ouvriers une situation aussi pénible et aussi précaire.

Il faut que l'intervention de l'État en ces matières soit très simple et exceptionnelle.

Vient le chapitre des maladies. M. Strauss a rappelé la tuberculose et la déclaration obligatoire à imposer aux médecins. Mais ne va-t-on pas s'attaquer là aux plus respectables sentiments, à l'intimité de la famille, à l'inviolabilité de l'être humain, frapper d'une

tare pour toute la vie des individus que la société va repousser de son sein, comme on en a vu de regrettables exemples?

Non, s'écrie l'orateur, il vaut mieux laisser mourir quelques personnes de plus, et ne pas violer des sentiments éternellement respectables.

Et, pour terminer, il déclare qu'il considérerait comme une véritable calamité la création d'un Ministère de la Santé publique, qui nous coûterait encore, en personnel et matériel, 20 ou 30 millions de francs, et interviendrait constamment dans notre existence de chaque jour, sous couleur d'arrêtés, d'ordonnances, de règlements, etc., etc.

M. Schuhler est d'avis qu'il y a pourtant place, dans notre société moderne, pour une intervention utile de l'État.

Il cite le choléra qui, en 1884-85, a ravagé Toulon, où l'insalubrité des rues et des maisons constituait un redoutable danger. Si l'autorité centrale avait eu le pouvoir de forcer la municipalité à prendre de sérieuses mesures d'hygiène collective, de grands malheurs auraient été évités.

Dans le Midi, à ce point de vue, il y a un danger permanent.

L'orateur voudrait que la loi municipale qui, dans son article 85, prévoit l'intervention du Préfet, donnât à celui-ci des pouvoirs plus étendus pour vaincre la mauvaise volonté ou l'inertie des municipalités.

Pour Paris, la loi oblige déjà les propriétaires à établir un water-closet par logement. Cette mesure et d'autres analogues sont excellentes, et il est à désirer qu'on tienne la main à leur application.

M. de Chasseloup-Laubat voudrait faire une distinction entre les devoirs de l'individu et ceux de la collectivité.

Collectivité, du reste, ne doit pas toujours impliquer État ou commune. On oublie trop qu'il est possible aux particuliers de former des associations dont l'action peut-être très efficace et bienfaisante. Il cite même, dans cet ordre d'idées, les résultats obtenus dans la Charente-Inférieure, contre la malaria causée par des marais salants incomplètement desséchés. Certains villages se trouvaient dépeuplés en quatre ou cinq ans. On a assaini le littoral, et la malaria y a disparu. Cela s'est fait, non pas par l'action de l'État, mais par celle d'une association obligatoire des propriétaires, ce que l'on appelle un Syndicat.

Ce système ne pourrait-il pas être étendu à d'autres circon-

réserve de ce prudent critérium, que les seules entreprises dont l'Etat doivent assumer la gestion, c'est, comme l'a écrit excellemment un des membres de la Société, qu'il ne sera jamais un spéculateur cherchant à tirer profit de ses entreprises, ce qui serait une concurrence à l'initiative privée (1). Ainsi, pour s'en tenir à deux exemples les plus connus, la construction des égouts rentre évidemment dans les attributions de la puissance publique. La chose est moins nette dans le cas de l'adduction et de la distribution d'eau, puisque l'eau est un objet de commerce ; de même pour les voies de communication.

Quand on aborde cette autre partie de l'hygiène, qui consiste dans la défense et l'amélioration de la santé publique, il faut être plus réservé encore, quant au rôle qu'il convient d'attribuer à l'Etat. Les indications de la science sont rarement assez sûres pour être transformées en lois positives, restrictives de la liberté individuelle, et appuyées de sanctions pénales. Au temps de Broussais, une loi sur la santé publique aurait sans doute imposé l'obligation de la saignée, dont la science aujourd'hui proscrit la pratique, sauf dans des cas très exceptionnels. Les effets définitifs de la vaccine, comme l'ont très bien fait remarquer MM. Macquart et Bellet, sont encore mal connus, et toute une école de physiologistes anglais les croit funestes à la conservation de l'espèce humaine. Les inoculations préventives sont encore tenues pour mal connues. On doit donc, dans des cas de ce genre, laisser à l'appréciation des individus, de décider s'il convient d'y recourir. Dans d'autres ordres de faits, les lois sur les logements insalubres sont parties de ce principe, qu'il fallait réserver à chaque logement, une capacité minima, à raison du cube d'air nécessaire à chaque individu, et aujourd'hui, l'on sait que ce n'est pas tant la capacité du logement qui importe que le renouvellement régulier de l'air mis à la disposition des habitants. On dit qu'il faut assurer l'air et la lumière aux habitants des villes. La loi autorise, ou même prescrit l'évacuation des logements qui en sont mal pourvus, et à côté de cela, on voit la puissance publique, Etat ou municipalité, laisser subsister des rues, où, par suite de leur étroitesse et de la hauteur des maisons qui les bordent, le soleil ne pénètre presque jamais. Et les faits du même ordre qu'on pourrait citer, et qu'avec une rare puissance d'ironie, relève M. Duclaux, dans son livre de l'Hygiène sociale, sont nombreux et singulièrement concluants.

(1) Yves Guyot. *La Science économique*, page 485.

Les admirables découvertes de Pasteur, en établissant les vraies et décisives théories de la contagion ont permis de ranger en catégories distinctes les moyens de préserver les populations contre les microbes infectieux. 1° S'ils proviennent de l'extérieur, barrer la route à leur invasion — ce que tentent de faire les lois dites de police sanitaire internationale, qui réglementent les quarantaines. Puis à l'intérieur, 2° rendre le sol et les locaux réfractaires à leur pullulation par l'assainissement des cours d'eau, des rues et habitations, le dessèchement des cloaques et des marais — et déjà l'État, infidèle à sa mission, néglige de participer à l'œuvre d'assainissement, tout en imposant aux citoyens des mesures de précaution, difficilement exécutables, et par conséquent inefficaces. Et c'est en effet une lutte singulièrement difficile que celle où l'on a pour adversaires ces êtres infiniment petits, dont un million vit à l'aise sur une tête d'épingle, doués d'une faculté de pullulation invraisemblable, que le moindre souffle disperse dans toutes les directions et auxquels la moindre fissure, dans les planchers, les murs, les meubles, les plis d'un vêtement, servent d'abris efficaces contre les injections désinfectantes.

Et alors resterait un troisième moyen pour combattre l'action nocive des germes infectieux — rendre l'individu lui-même réfractaire à cette action — Et tous les hygiénistes, tous les médecins, sont d'accord pour reconnaître l'importance capitale de l'alimentation et du bien-être sur la santé, sur les capacités de travail, sur le développement intellectuel et moral de l'individu. Les exemples abondent — ils sont devenus pour ainsi dire classiques. — Rendre facile l'alimentation et la possession de choses utiles à la vie, telles que les vêtements et tous les objets d'ameublement et les ustensiles qui servent à la préparation des aliments et au bien être général, est donc un des moyens qui contribuent le plus efficacement à augmenter la résistance des individus à l'influence morbide des germes infectieux.

Et cependant que fait l'État dans presque tous les pays? — A côté de lois sur la santé publique, dont la base est plus ou moins certaine, il édicte les lois protectionnistes, dans le but avéré de favoriser le renchérissement des choses nécessaires ou utiles à la vie. Mettre un droit de 7 fr. par 100 kilos sur le blé, qu'on devrait payer 15 fr. et qu'à cause de ce droit on peut au moment d'une récolte insuffisante payer 22 fr., c'est renchérir le pain de près de 50 p. 100. Sur la viande le droit va de 25 à 32 fr. par 100 kilos, soit 17 p. 100, et depuis que le tarif existe, la consommation de la viande va sans cesse en diminuant dans notre pays — car ces droits de

douane sont constitués moins encore contre la concurrence du commerce étranger, que pour permettre aux producteurs de l'intérieur d'élever leurs prix au delà du taux normal. Et ces producteurs bénéficiaires de la protection douanière, sont à peine un sur vingt de l'ensemble de la population. C'est pour cette minorité que le tarif des douanes est fait. Si M. Cheysson, dont l'orateur regrette personnellement l'absence, et surtout la cause de cette absence, assistait à la séance, il pourrait citer les monographies dont il est l'auteur, et qui établissent que dans une famille ouvrière la dépense pour l'alimentation allait jusqu'à 75 et 80 p. 100 du salaire. Renchérir l'alimentation de toute cette population dont les ressources sont si étroites, c'est décréter l'insuffisance de l'alimentation, c'est-à-dire l'affaiblissement de la vigueur et de la santé publique. Et c'est pourtant ce que fait l'État pour plaire à une minorité de protectionnistes. Il prend parti pour les microbes infectieux, il favorise leur invasion dans l'organisme, qu'il affaiblit en rendant l'alimentation plus coûteuse et par conséquent insuffisante. L'État, complice et protectionniste, loin d'être, comme il le prétend, le protecteur de la santé publique, devient ainsi le propagateur de la maladie et de la dégénérescence. L'orateur le dénonce aux hygiénistes.

M. Frédéric Passy trouve que l'heure est trop avancée pour qu'il puisse résumer utilement cette discussion. Il en verra sous forme de lettre les observations qu'il aurait voulu lui-même présenter.

La séance est levée à minuit moins vingt.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

ANDRÉ SABATIER. *Exposition Universelle de 1900. Rapports du Jury. Classe 105. Sécurité des ateliers. Réglementation du travail.* — Paris, 1901. gr. in-8°.

A. NEYMARCK. *La richesse de la France.* — Paris, 1902, in-8°.

CLÉMENT JUGLAR. *Les crises commerciales dans le monde, d'après les bilans des banques.* — Paris, 1902. in-12.

J. OBALSKI. *Opérations minières dans la province de Québec en 1901.* — S. n. l. d. in-8°.

MAURICE BELLON. *L'assurance ouvrière à l'étranger. Conférence.* — Paris, 1902, in-8°.

EUG. D'EICHTHAL. *La justice dans l'impôt.* — Paris, Guillaumin, 1902, in-8°.

Monthly Summary of Commerce and finance of the United States, JANUARY 1902. — Washington, 1902, in-4°.

Bijdragen tot de statistiek van Nederland, nieuwe volgrees. N° XIII, XIV, XV. — La Haye, 1902 in-4°.

Ministère du Commerce et de l'Industrie. *Statistique annuelle du mouvement de la population en 1899 et 1900.* T. 29 et 30. — Paris imprimerie nationale, 1901 in-4°.

Bollettino di statistica e di legislazione comparata. Anno II. n° IV. — Roma, 1902, in-4°.

JOSEF V. KOROSY. *Die finanziellen Ergebnisse der Actiengesellschaften während des letzten Vierteljahrhunderts, 1874-1898.* 2^{tes} Heft. — Berlin, 1901, in-4°.

PAUL DOUMER. *Situation de l'Indo-Chine. 1897-1901. Rapport.* — Hanoï, 1902, in-4°.

KERGALL. *Une enquête sur les finances russes.* — Paris, 1902, in-8°.

Annual report of the comptroller of the Currency [to the 1st Session of the XXVTH Congress of the United States. T. I. — Washington, 1901, in-8°.

Annuaire de l'Administration des contributions directes. 1902. — Paris, 1902, in-8°.

E. D'EICHTHAL. *La Psychologie économique.* — Paris, 1902, in-8°.

Le Musée Social. Annales. Mémoires. Documents. — Paris, 1902, in-8°.

A M. de Molinari, Rédacteur en Chef du Journal des Économistes.

Mon cher collègue,

Il m'était impossible, à l'heure à laquelle s'est terminée cette nuit la discussion de la Société d'économie politique, de songer résumer cette discussion, ou à indiquer même très sommairement mon opinion personnelle. Je vous demande la permission d'essayer de le faire par écrit.

Je n'aurais guère, il est vrai, qu'à m'associer, à quelques détails près, aux observations présentées par mon confrère M. Paul Leroy-Beaulieu.

Oui, très certainement, comme l'a dit M. Leroy-Beaulieu, il est excessif de refuser à l'Etat, ou, pour parler plus exactement, aux collectivités, toute action, en ce qui concerne l'hygiène publique. La fonction du pouvoir collectif est de pourvoir, avec le moins d'atteinte possible aux libertés individuelles, à la satisfaction de ceux des besoins collectifs auxquels il ne peut être pourvu par l'action privée. Il nous doit, comme l'a bien dit Adam Smith, la sécurité. Il nous doit la liberté de la circulation et, pour que cette liberté soit réelle, l'entretien des voies de communication et, dans la mesure du possible, la salubrité de ces voies. Il ne le peut faire sans proscrire ce qui le compromettrait trop manifestement et sans prescrire, pour assurer l'efficacité de ces interdictions, certains actes indispensables, tels que le nettoyage des rues, le dépôt des immondices aux heures où elles peuvent être enlevées, et autres mesures analogues.

On comprend dans le même ordre d'idées que dans les centres populeux les constructions soient soumises à un alignement; que leur hauteur ne puisse excéder un maximum en rapport avec la largeur des voies, de manière à conserver aux habitants l'air et la lumière. On comprend également que, par des mesures générales, certains vices de construction et d'aménagement intérieur soient prohibés; que dans toute construction nouvelle l'installation et le service des lieux d'aisances, l'évacuation des eaux ménagères soient assujettis à des formalités de nature à prévenir des abus qui seraient de véritables menaces pour le voisinage.

On comprend même, enfin, que vis-à-vis des constructions existantes, la surveillance et, par suite, l'intervention de la municipalité, ne soient pas complètement désarmées; qu'il soit permis, dans certains cas qui compromettent non pas seulement la santé ou la vie des occupants, mais celle du voisinage, d'exiger des modifications ou d'ordonner des suppressions. Ce sont des cas de nuisance contre lesquels on se trouve en quelque sorte en état de défense.

Mais, ainsi que l'a très bien remarqué M. Leroy-Beaulieu, même dans ces cas, le pouvoir public ne doit intervenir qu'avec une extrême prudence, d'abord parce que les intérêts atteints par son intervention sont souvent, malgré les apparences, des plus respectables, et ensuite parce que, en cette matière, le mieux est souvent l'ennemi du bien, et l'on s'expose, en faisant disparaître un mal, à en créer un plus grand.

M. Leroy-Beaulieu a rappelé la suppression de la *cité des Krcumirs*. Notre ancien vice-président, M. Vée, chef de division à l'Assistance publique, tenait, au nom de son expérience, le même langage. — « Qu'est devenu tel ménage, disait-il dans une de ses

d'abord par les maçons au moment de la construction du palais de Westminster, puis peu à peu par les autres métiers.

Toute coalition pour fixer le prix du travail, les heures de travail, etc., était traitée de « conspiracy » et était punie d'une amende de 10 liv. st., et, à défaut de paiement dans les six jours, d'un emprisonnement au pain et à l'eau pendant vingt-deux jours et même, jusqu'en 1816, du pilori. Les associations de gens de métier, les assemblées étaient interdites ; les apprentis et les salariés étaient encore régis par le « Statute of Labourers » de 1349, et par un nombre considérable de règlements postérieurs qui gênaient la liberté des contrats. Aussi des sociétés secrètes s'étaient-elles formées, se dissimulant parfois sous le titre de « Friendly Society » ; l'irritation était profonde dans la classe ouvrière et les désordres fréquents.

L'acte de 1824, « for the repeal of combination Laws » ouvrit une ère nouvelle en abrogeant les lois et tous les règlements contre les coalitions. Les coalitions continuèrent et le Parlement, effrayé de la concession qu'il avait faite, la restreignit quelque peu par l'acte de 1825, qui a régi la matière jusqu'en 1875.

Sous le régime de la liberté d'association, les « trade unions » se multiplièrent rapidement, isolées d'abord, puis groupées en fédérations à partir de 1833, après la réforme électorale. L'apaisement cependant n'était pas fait ; M. Howell raconte, comme exemple, le procès et la condamnation des six ouvriers de Dorchester qui émut alors l'opinion et la sentence qu'il traite de cruelle, pour ne pas dire sauvage. Quoique les ouvriers ne fussent pas encore électeurs, la réforme de 1832 avait donné de la force à leur parti ; une proposition tendant à augmenter les sévérités de la loi de 1825 échoua en 1838.

Le mouvement chartiste était alors dans son effervescence ; mais, quoique le point de départ de ce mouvement ait été dans une association politique d'ouvriers « London Working Men's Association », et que le chartisme ait voté une proposition de grève générale, les Trades Unions paraissent s'y être peu mêlées.

En 1834, une fédération s'était formée « The Grand National Consolidated Trades' Union » ; elle ne dura que quelques années. En 1845 une autre, « National association of United Trades » la remplaça, elle a subsisté jusqu'en 1867. Malgré les difficultés de la situation, dit l'auteur, la classe ouvrière a fait de grands progrès dans l'organisation du travail durant les vingt-cinq années qui ont suivi l'abrogation des lois sur les coalitions.

La seconde moitié du XIX^e siècle débuta par la fondation de l'Amalgamated Society of Engineers qui, une des premières, organisait sérieusement les secours en cas de maladie, la retraite, les frais funé-

hability act), celui de 1897 (Workmen's Compensation act) qui s'applique à un certain nombre de professions dénommées et que la loi de 1897 a rendu applicable aux ouvriers agricoles.

L'indemnité n'est due que si l'accident a privé l'ouvrier de plus de deux semaines de travail, si l'accident n'a pas été causé par une faute lourde de l'ouvrier, sa pension est de la moitié du salaire hebdomadaire jusqu'à la limite de 20 shellings et, en cas de mort, de 300 livres. La victime peut se réclamer de la loi de 1880 ou de la loi de 1899.

L'arbitrage et la conciliation ont une origine ancienne. Ils ont été réglés relativement aux différends entre ouvriers et patrons par les actes de 1824, 1867, 1872, 1896. M. Howell pense que, sans avoir eu un grand succès jusqu'ici, l'arbitrage a fait des progrès dans l'opinion et que la réussite dépendra beaucoup du caractère des juges et de la confiance qu'il inspireront.

M. Howell termine son ouvrage en expliquant le changement qui s'est opéré depuis quelques années dans le syndicat ouvrier. De 1875 à 1890 les Trade-Unions avaient gagné beaucoup de terrain ; leur nombre et leurs ressources avaient augmenté. Mais dit-il, de jeunes orateurs ont accusé les vieux leaders de mollesse déclarant que le temps était venu pour les unions de passer de la défensive à l'offensive. Le nouvel unionisme est né à la suite de la grève des ouvriers des docks, en 1889 ; il a la prétention d'obliger tous les ouvriers à s'affilier à l'union de leur métier ; il est fortement imprégné d'idées socialistes ; il demande à l'Etat de régler les conditions du travail ; il réclame les huit heures pour tous.

Toutefois, le nouvel unionisme a donné une impulsion à l'association ouvrière ; il l'a fait pénétrer plus largement dans les couches inférieures du salariat. Il a fait revivre l'idée des grandes fédérations. En 1899 a été fondée la *General Federation of Trade-Unions*, comprenant 72 unions et 410.000 membres. De leur côté les entrepreneurs ont formé de grandes associations.

M. Howell est un vieux leader. Il a conservé ses convictions. Voyant le progrès accompli dans la condition des ouvriers et dans leur relations avec leurs patrons depuis 1824, il espère dans l'avenir. Sa conclusion n'est pas celle d'un pessimiste ni d'un utopiste : « Une plus juste appréciation des situations relatives, des devoirs et des responsabilités réciproques, diminuera les froissements qui se produisent aujourd'hui. L'homme qui travaille moins qu'il ne devrait est aussi coupable que l'homme qui paie moins qu'il ne devrait. Le terrain le plus solide sur lequel on doit se placer est l'honnêteté, l'intégrité. Le capital et le travail sont les deux grandes forces qui gouvernent le monde. L'un est le complément de l'autre. »

E. LEVASSEUR.

4^e Multiplier identiquement
au point de vue de la trans-
sélection asexuelle pratiquée

Indiquons, pour les besoins de la science, que la sélection asexuelle est une méthode de sélection des semences.

Dans ce procédé les graines

Il a donné des résultats qu'
expérimentateurs ne sont pas
prêt à prétendre que la méthode
à la méthode asexuelle au point
la richesse en sucre ; alors que
que la graine de ses asexuels
mais supérieure à celle prov

Il est avantageux de faire
la récolte des betteraves,
possible à cause du travail de
toujours des pertes de sucre
comparatives ou printemps.

La conservation des ports
des silos volumineux. Ceux
racines sont les plus conven

La mise en place s'effectue
blies à l'automne et bien
0 m. 60 ou 0 m. 70, en espa
Pendant la végétation on doit
meuble et propre. On ne doit
faire la récolte des semences
raient lieu à de grandes pertes
à mesure de la récolte et l'
samment sèches. Les rendem

La terre destinée à recevoir
avoir été bien préparée, prof

souvent on ne lui donne que

achève la fumure au moyen

phosphates, matières azotées. Celles-ci doivent être
modération, car, en excès, elles retardent la maturation
richesse en sucre, en même temps qu'elles augmentent
sels minéraux.

Le nitrate de soude est l'engrais azoté le plus général
il doit être appliqué concurremment avec les phosphates
potasse. Il est avantageux d'enfouir les engrais à la charrue.

La graine doit être choisie avec discernement ; elle doit
mères riches, rigoureusement sélectionnées. D'après M.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

grosses graines ne fournissent pas de meilleures racines que les petites, la légère différence qu'il a constatée était même en faveur des dernières. Toutefois, la question est encore en litige, et, d'après M. Vivien, le seul avantage des graines grosses ou moyennes, c'est leur pouvoir germinatif plus élevé.

La quantité de graines à répandre varie de 20 à 30 kilogr. par hectare, suivant l'époque des semailles, la nature du sol, les circonstances météorologiques, la valeur culturale de la semence. D'une manière générale, il faut plutôt semer un peu plus dru. Comme le fait remarquer M. Dureau, le cultivateur le plus économe et le plus prévoyant, est celui qui emploie la graine sans compter, sans aller cependant jusqu'à l'exagération.

L'espacement des plants a une grande influence sur le rendement de la betterave et sur sa richesse en sucre. Toutes les expériences faites à ce sujet concluent sans exception en faveur des faibles écartements.

Pour avoir richesse et quantité, dit M. Malpeaux, on admet qu'il faut de 10 à 12 betteraves au mètre carré. On obtient ce résultat pour des espacements de 35, 40, 42 et 44 centimètres entre les lignes, en laissant les plants sur la ligne à 31, 25 et 22 centimètres de distance. Les semences ne doivent être que légèrement enterrées. D'après le Dr Grosmann, au-delà de 2 centimètres de profondeur, la proportion de germes pour 100 diminue rapidement pour tomber à moins de 10 p. 100 au-dessous de 6 centimètres ; au-delà de 9 centimètres, la graine ne lève plus.

En général, quand le semis est achevé, on donne un roulage à la terre. Cette opération favorise la germination en assurant l'accès de l'humidité autour de la graine. Toutefois, le roulage n'arrête pas l'évaporation, il la sollicite plutôt. Aussi dès que la levée des semences est accomplie, on s'empresse de biner le sol. Un binage vaut un arrosage disent les cultivateurs méridionaux.

L'isolement en plants ne saurait être retardé sans nuire aux rendements. Bien entendu, on ne doit jamais effeuiller les betteraves, pareille mutilation ayant toujours pour résultat la diminution des rendements et de la richesse saccharine. Les feuilles de betteraves ne fournissent d'ailleurs qu'une médiocre nourriture.

M. Malpeaux consacre un chapitre fort intéressant aux accidents, ennemis et maladies de la betterave et dans les deux derniers chapitres de l'ouvrage il traite de la vente des betteraves à sucre et des frais de culture qu'elles exigent.

G. FOUQUET.

ACADÉMIE DES SCIENCES. LETTRES ET BEAUX ARTS DE MARSEILLE. *Discours de Réception de M. Edmond Barthelet*, élu dans la classe des Sciences. 1 broch. in-8°, Marseille, Imprimerie Barlatier.

M. Edmond Barthelet a prononcé, à la séance du 2 mars 1902 de l'Académie de Marseille, un discours de réception qu'il n'est pas permis de passer sous silence, et à cause de la personnalité du récipiendaire et à cause, surtout, de la valeur de ce discours, dont certains passages, relatifs à un essai de classification des Ecoles économiques, sont vraiment remarquables.

M. Barthelet constate que, depuis qu'elle a été reconnue, la science économique « n'a subi aucune de ces transformations profondes qui signalent l'évolution des autres sciences contemporaines; c'est sans à-coups qu'elle précise successivement ses problèmes et qu'elle développe régulièrement ses conclusions ». Elle ne fait pas de coups de théâtre, elle tend de plus en plus à établir son caractère de science d'observation; et M. Barthelet dit avec raison; « c'est l'unité de méthode qui seule constitue l'unité d'école. »

Une division s'impose tout d'abord: il faut commencer par mettre à part ceux qui, faisant maigre cas de l'observation, procèdent du sentiment et de la raison pure. Parmi eux, les premiers, viennent les socialistes; ils comptent une foule de rhétoriciens et de poètes, qui ne relèvent pas de la science, et de rares théoriciens qui, surtout en ces derniers temps, partis des mêmes principes que les économistes, « arrivent à des conclusions différentes parcequ'ils acceptent à la base de leurs théories des propositions depuis longtemps reconnues erronées ». A côté des socialistes guidés par le sentiment, M. Barthelet range les économistes philosophant « qui, de l'Economie politique, font une matière à raisonnement pur, et, la rattachant à de simples spéculations métaphysiques, la font trébucher, en Allemagne et en Angleterre, avec leurs systèmes eux-mêmes, dans toutes les logomachies où se complaisent certains philosophes kantistes et surtout hégéliens ». Parmi ceux « qui se réclament avant tout de l'observation, ceux qui font vraiment de la science, le gros de l'armée continue purement et simplement la tradition de Quesnay, d'Adam Smith de J.-B Say. Eloignant tout parti-pris et toute préconception, ils cherchent à serrer sans cesse de plus près la réalité des faits, ils corrigent les connaissances d'hier par toutes les rectifications authentiquement vérifiées » mais, à côté d'eux, ou même parmi eux, il faut distinguer par exemple, ceux qui usent spécialement de la méthode historique, dont il n'est, jusqu'à présent, constate M. Barthelet « rien sorti de fécond »; il ajoute : les

économistes de l'école historique, en voulant tracer l'édifice de la science économique, « n'ont tracé que des élévations, en négligeant une dimension, l'Espace ». De même les Economistes de l'Ecole de Le Play, « se sont limités à reproduire des coupes en plan, oubliant une dimension, le Temps ».

M. Barthelet parle plus loin des « résultats vraiment remarquables » qu'auraient obtenus les économistes mathématiciens. Nous regrettons de ne pas être de cet avis. En fait de « résultats vraiment remarquables » obtenus par les économistes mathématiciens, nous ne voyons guère, jusqu'à présent, que le tort, très remarquable, hélas ! qu'ils ont fait à la science : 1° directement, en rebutant des gens qui, sans eux, se seraient laissés tenter par la « littérature ennuyeuse » ; 2° indirectement, en gaspillant dans le vide, des efforts, — dont nous ne méconnaissons pas la puissance, mais dont nous ne parvenons pas à découvrir l'effet utile —, qui auraient pu lui rendre de signalés services.

« La conquête de la vérité en Economie politique, conclut excellent M. Barthelet, se poursuit ainsi, en même temps, sous des inspirations fort hétérogènes. Les sophistes partisans de paradoxes, les pêcheurs en eau trouble de la politique et du monde des affaires, qui n'obéissent qu'à leurs intérêts les plus égoïstes et les plus prochains, obscurcissent à l'envi les lois établies avec le moins d'incertitude, et les nient même, lorsqu'elles contrarient leurs menées intéressées.

« Cependant, chaque jour davantage, se justifie la grande vérité que le génie de Bastiat avait, il y a cinquante ans, formulée en ces termes : « Les intérêts, abandonnés à eux-mêmes, tendent à des combinaisons harmoniques, à la prépondérance progressive du bien général ».

EMILE MACQUART.

LES ELECTIONS EN EUROPE A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE par M. LEFÈVRE-PONTALIS,
membre de l'Institut; un volin-18 Paris,

M. Lefèvre-Pontalis, il y a trente-sept ans, a publié un volume sur *Les lois et les mœurs électorales en France et en Angleterre*. L'ouvrage qu'il vient de publier, y fait suite, avec une large extension ; il y analyse de la façon la plus détaillée, avec exemples à l'appui, la question des élections en France, la législation et les réformes électorales. Suit une étude comparative, remarquablement documentée, des élections en Angleterre, dans l'Empire allemand (pour le Reichstag et le Landtag prussien), en Belgique, en Autriche, en Hongrie, en Espagne, en Grèce,

en Italie, en Hollande, en Suisse, en Danemark, en Suède, en Norvège, en Luxembourg, et en Portugal. Cet exposé d'ensemble est des plus intéressants.

Que de divergences entre l'Espagne, par exemple, où « la candidature officielle est tellement acclimatée qu'elle semble faire partie des institutions du pays », la Hongrie, où le vote est public et oral, l'Autriche, où le droit de vote, comme grand propriétaire, appartient, non seulement aux militaires en activité de service, mais encore aux femmes; le Grand Duché de Mecklembourg, où la Diète continue à être élue conformément au pacte de 1523, qui réunit les deux Duchés de Mecklembourg-Schwerin et Mecklembourg-Strelitz; la France, où, depuis la Constituante, les votes des électeurs sont comptés de la même façon, et la petite Belgique où le suffrage universel, malheureusement encore déparé par le vote plural et obligatoire, se perfectionne de la représentation proportionnelle, d'un absolu secret du vote, et d'un rigoureux contrôle du scrutin!

Nous n'avons, en France, ni contrôle du scrutin, ni secret du vote, ni représentation proportionnelle; nous avons le scrutin majoritaire et — hélas! — d'arrondissement. Et, ce scrutin *majoritaire* aboutit à ce résultat étrange qu'il évince des affaires publiques la majorité des électeurs: les élus de 1898 représentent à peine 45 p. 100 des électeurs inscrits. Chaque arrondissement à un député par 100.000 habitants, *ou fraction*, hommes, femmes, enfants, incapables et *étrangers* compris! De sorte qu'avec 35.519 habitants, la 3^e circonscription de Nantes élit un député; et, avec 3.479 habitants, dix fois moins, Barcelonnette élit aussi un député. Comparerons-nous les départements? La Sarthe à 424.045 habitants, et 5 députés. L'Eure-et-Loir n'a que 277.408 habitants, mais encore 5 députés. Les Basses-Alpes n'ont que 114.685 habitants, mais toujours 5 députés! — Et si maintenant, nous prenons le pays en bloc, nous voyons que, sur les 563 députés que comptent la France et la Corse, la majorité, soit 283, parle au nom de seize millions et demi d'habitants; les vingt six autres millions de Français, n'ont pour parler en leur nom, qu'une minorité de 282 députés.

Notre arithmétique électorale peut s'écrire ainsi

$$424.045 = 114.685$$

ou bien

$$35.519 \times 10 = 34.790$$

C'est le triomphe de l'injustice et de l'absurdité.

— Et le scrutin d'arrondissement n'est pas seulement injuste et absurde; il est, — et les faits actuels en donnent une démonstration éclatante, — un véritable instrument de guerre religieuse et de guerre

sociale. Le scrutin d'arrondissement, disait Gambetta en 1881, « ce n'est pas de la confiance à l'égard du suffrage universel; c'en est la sophistication. » Il est pis encore; et M. Lefèvre-Pontalis s'étend sur « la servitude humiliante » qu'il impose aux candidats, qui en sont réduits, les malheureux, « à aller s'offrir eux-mêmes, au lieu de se laisser rechercher, à faire assaut de flagorneries et de promesses, quand ce n'est pas par des moyens plus pratiques qu'ils gagnent et achètent les suffrages. » Faut-il remplacer le scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste ? Mais alors nous aboutissons au maximum de ce qu'on a appelé « l'abominable oppression du plus un » et nous risquons, de plus, de voir toute la représentation d'un département livrée au hasard du classement des voix entre les candidats *non pas de listes adverses mais d'une même liste !*

La seule solution de l'impasse actuelle, c'est la représentation proportionnelle, qui nous permettra d'avoir enfin un gouvernement de partis au lieu d'un gouvernement de factions, qui produira bien d'autres avantages encore, sur lesquels nous n'avons pas à nous étendre ici.

Espérons que, de même qu'en Belgique, l'opinion publique française finira, éclairée par la Ligue¹ qui s'est récemment fondée dans ce but, à arracher cette réforme « aux répugnances du Parlement »².

EMILE MACQUART.

LES COLONIES PENDANT LA RÉVOLUTION, par M. LÉON DESCHAMPS. 1 vol. in-8°
Librairie Perrin et Cie.

Nous n'avions pas, même à l'état l'esquisse, d'histoire de la Révolution dans les colonies. L'ouvrage de M. Léon Deschamps comble, en partie, cette lacune, tout au moins en ce qui concerne la Constituante; les chapitres où l'auteur nous retrace la guerre civile à Saint-Domingue, — et qui forment près de la moitié du volume, — sont particulièrement intéressants; signalons encore ceux qui font revivre les luttes au sein de l'Assemblée, des « Amis des Novis » et du « Club de l'Hôtel Massiac ».

Il est regrettable que l'auteur ait éprouvé le besoin d'émailler son ouvrage d'affirmations économiques tout au moins contestables; de nous parler de « la nécessité de posséder en propre des marchés d'écoulement ou d'approvisionnement »; — des « convoitises » et de « l'hostilité

¹ Ligue pour la représentation proportionnelle. 14, rue Cavallotti Paris, 18°.

² Goblet d'Alviella *Histoire d'une Réforme* p. 170.

irréconciliable de l'Angleterre »; — d'ajouter que l'excédent des importations, dans un pays, « dénote une médiocre activité productive », etc.

M. Léon Deschamps relève, dans son ouvrage un mot bien connu : « Périssent les colonies » et qui serait aussi légendaire, — du moins suivant l'acception que lui donna celui qui le formula —, que le non moins célèbre « cœur léger » de 1870. Car si Robespierre a bien dit : « Périssent les colonies », cette phrase était précédée de quelques mots et suivie de quelques autres ; le « plutôt qu'un principe » n'y est pas. Robespierre, affirme M. Deschamps, aurait dit, à la séance du 13 mai 1791, alors que la question de l'abolition de l'esclavage était en discussion :

« Du moment que, dans l'un de vos décrets, vous aurez prononcé le mot *esclaves*, vous aurez prononcé votre déshonneur et le renversement de votre constitution. Eh ! périssent les colonies, si vous les conservez à ce prix. Je déclare que nous ne sacrifions aux colons ni la nation, ni les colonies, ni l'humanité entière. »

Ajoutons que le « plutôt qu'un principe » aurait bien été dit, à cette même séance du 13 mai 1791 ; mais il l'aurait été par M. Du Pont, et non par Robespierre. M. Du Pont aurait dit : « Votre intérêt, celui de l'Europe, celui du monde, exigerait que vous n'hésitassiez pas dans le sacrifice d'une colonie plutôt que d'un principe ».

Barnave avait dit, deux jours auparavant : « Direz-vous : la conservation des colonies nous est moins précieuse que la consécration des principes ? »

— Et voilà comment on écrit l'histoire.

EMILE MACQUART.

L'ADMISSION TEMPORAIRE DES BLÉS ET LES BONS D'IMPORTATION, EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, par RIEUL-PAISANT. 1 vol. in-8°, A. Rousseau, 1901.

Sous ce titre. M. Rieul-Paisant étudie les différentes mesures employées pour restreindre ou annuler les droits de douane, dans certains cas, sur les produits qui en sont frappés et il énumère les primes de sortie, les drawbacks, l'admission temporaire et les bons d'importation. Mais son étude porte plus particulièrement sur l'admission temporaire et sur le système des bons d'importation que l'on a proposé aux Chambres pour la remplacer. Disons d'un mot, et pour la clarté plus grande de ce qui suit, que sous le régime de l'admission temporaire, l'importateur souscrit vis-à-vis de la douane l'obligation d'acquitter les droits au cas où la réexportation n'aurait pas lieu dans un délai déterminé,

une injustice flagrante que rien, pas même la protection d'une industrie, ne peut justifier. L'auteur essaie pourtant de le faire : « Lorsqu'un pays compte, comme la France, une population rurale de 18 millions d'habitants, dont la plupart sont de petits propriétaires ou appartiennent à leur famille, on ne peut vraiment pas dire qu'une mesure de protection agricole sacrifie les intérêts de la majorité à ceux d'une minorité ». M. Rieul-Paisant pourrait-il dire à combien, sur ces 18 millions, profite la protection ? Est-ce à ceux qui mangent tout le blé qu'ils récoltent et n'en ont pas à vendre ? Défalquez-les, ces consommateurs de leurs propres produits, et vous verrez combien il en reste pour se partager la grosse aumône de 7 francs que nous leur faisons, d'ailleurs bien malgré nous.

Avec les bons d'importation, termine M. Rieul-Paisant, « le droit de 7 francs sur les blés jouerait dans son entier, c'est-à-dire que le prix moyen du blé en France serait toujours de 7 francs environ plus élevé que le prix moyen du blé sur les marchés non protégés. S'il paraissait excessif de maintenir cet écart lorsque les prix dépasseraient un certain taux, il serait possible d'établir un droit de douane variant automatiquement en sens inverse des cours des marchés intérieurs. Mais ce n'est pas dans une période de crise aiguë comme celle que traverse en ce moment l'agriculture que l'on peut reculer devant les conséquences de la protection douanière, et que l'on doit hésiter à prendre les mesures nécessaires pour lui donner son entière efficacité. »

Nous voilà prévenus.

Depuis la publication du livre, une loi est intervenue, en date du 4 février 1902, pour modifier l'admission temporaire dans le sens indiqué. Elle ne concerne que les meuniers, et ne prononce pas le mot bon d'importation, mais celui de *titre de perception incessible*, qui remplace l'acquit-à-caution. Les protectionnistes en seront-ils satisfaits ? Il me semble que les projets dont parle M. Rieul-Paisant avaient un sens un peu plus large. Toutefois le principe est admis, et comme il n'y aura plus d'acquits-à-caution, il n'y aura plus de trafic de ces acquits.

MAURICE ZABLET.

MES TOURNÉES COMMERCIALES AUX PAYS SCANDINAVES, par PROSPER RAMON,
1 vol. in-12, Berger-Levrault et Cie, 1902.

Notre commerce extérieur, on le sait, n'est pas brillant. Les fabricants français exportent de moins en moins. La responsabilité de ce fait incombe, pour la plus grosse part, au régime protecteur, mais aussi au défaut d'activité des négociants. On nous a souvent parlé du

voyageur de commerce allemand qui s'infiltré partout, sait se faire place partout, et, à force d'audace, de ténacité, d'insistance, inonde la terre des produits de son pays. M. Prosper Ramon n'a pas voulu faire comme eux ; il a voulu faire mieux qu'eux et il y a réussi. C'est ce qu'il nous raconte sous une forme humoristique et qui n'est pas sans charme. Nous vivons un peu avec lui, dans ses tournées aux pays scandinaves, la vie du voyageur. Nous le suivons en chemin de fer ; dans les hôtels, à table d'hôte, chez son premier client à qui d'autres viennent bientôt se joindre. Mais aussi M. Ramon a-t-il de l'entregent ; il sait, comme l'on dit dans le métier, faire l'article et démasquer les mensonges et les fourberies de ses concurrents anglais, allemands et autres.

Allons-y donc, dit-il, *Audaces fortuna juvat*.

Oui, certes, allons-y. Mais M. Ramon a bien fait de compter sur lui-même, sur sa bonne humeur, son zèle, son travail en un mot, plutôt que sur les syndicats préconisés par M. Judet et dont il parle au début de son livre.

MAURICE ZABLET.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE, par M. MACHAT, 1 vol. Armand Colin. Editeur, Paris, 1902.

Dans son ouvrage sur la Russie M. J. Machat ne s'applique pas à résoudre des questions économiques : il se contente de prouver en s'appuyant sur des données précises, résultant d'études sérieuses, la grande richesse de ce pays. En France on ne se fait pas une idée exacte de cette richesse qui doit donner à la Russie une place prépondérante sur le marché général. Les capitaux français, qui trouveraient cependant un emploi immédiat et productif dans nos colonies émigrant en masse vers la Russie sous forme de prêts ou de mise de fonds dans les industries, facilitent singulièrement l'essor de sa puissance productive. L'or et le fer sont des richesses abondantes en Russie ; mais la mise en valeur des mines de houille est encore à ses débuts. Les forêts constituent également une richesse considérable à une époque où la disette du bois se fait pressentir ; mais une grande partie du revenu des forêts est perdu, car des arbres magnifiques y périssent sur place, faute de moyens de communication. La population de la Russie qui augmente si rapidement et dont la prépondérance appartient à l'élément russe proprement dit est une force sur laquelle le pays peut compter. L'auteur fait ressortir l'importance de la production de l'or, du platine, du fer, du mercure, du sel et la compare avec celle des pays grands producteurs. D'après lui, si les capi-

taux étrangers continuent à affluer en Russie, et s'il se crée dans le pays une grande classe d'ouvriers mineurs, l'Autriche, la Belgique et la France ne compteront plus guère dans cinquante ans relativement à la production des combustibles naturels.

Après nous avoir montré les ressources de la Russie dans la pêche et la chasse, l'auteur explique les conditions de l'élevage. Bien que dans cette branche de la production la Russie ne puisse se suffire, il trouve son avenir plus rassurant que celui de la plupart des grandes puissances européennes. Mais c'est surtout dans l'agriculture que l'on peut prévoir un grand développement de richesses. Il y a cependant de grandes différences de rendement d'une année à l'autre. D'après l'auteur il ne faut pas les attribuer uniquement au climat peu tempéré, mais plutôt à une culture trop extensive puisqu'elle est encore exécutée d'une façon tout à fait primitive, si on la compare aux méthodes modernes. La main-d'œuvre et le sol ne manquent pas, mais seulement les capitaux. Grâce à cet agent de production les agriculteurs pourront se procurer des engrais, des machines et du bétail. Alors il sera facile à la Russie de nourrir une partie de l'Europe. Les cultures industrielles de tout genre ont pris une grande extension et comme elles fournissent la matière première nécessaire à plusieurs branches de la production, cette extension ne peut qu'être d'un bon augure pour le développement industriel du pays. L'auteur passe en revue d'abord les industries métallurgiques du fer, puis les industries textiles et enfin les autres industries : il montre le grand développement qu'elles ont pris et en tire d'heureux pronostics pour l'avenir. En ce qui concerne le régime douanier de la Russie, M. Machat trouve que l'on rencontre à chaque page du tarif une grande habileté et le souci de la grandeur nationale. A notre avis on y trouve surtout le souci du relèvement artificiel de la valeur des objets, au profit d'une classe, et au détriment des masses. On y trouve surtout le souci de la mise à exécution des principes du socialisme des riches, le protectionnisme, en attendant que le protectionnisme des pauvres, le socialisme, ne vienne modifier encore le tarif. Que la Russie soit un pays renfermant d'immenses richesses et susceptible de prendre un grand développement, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. M. Machat le prouve dans ses études fort intéressantes et bien documentées. Dans sa conclusion et dans le courant de son livre, M. Machat soutient que l'Etat a singulièrement facilité le développement économique de la Russie et favorisé son développement futur ! Nous ne pouvons être de cet avis, et il nous paraît que l'auteur oublie que l'étatisme, le militarisme, le fonctionnarisme, l'extension abusive des pouvoirs de l'Etat, et tous les maux qu'engendrent les abus du protectionnisme forment un nuage peu

la civilisation matérielle d'occident? C'est douteux et M. d'Anthouard partage un avis que nous avons récemment l'occasion d'exprimer ici même : le péril jaune, pour l'instant du moins, n'est pas, dit-il dans son avant-propos, dans une sorte d'invasion militaire et économique de la Chine en Europe, mais plutôt dans les complications à naître des compétitions étrangères dans l'Empire du milieu. C'est ce qu'un spirituel mandarin faisait remarquer à un diplomate qui parlait ouvertement devant lui du futur partage de son pays : « Excellence, le difficile n'est pas de nous manger, mais de nous digérer? » Manger la Chine ne serait peut-être pas aussi commode qu'il semble : chaque puissance trouverait bien vite le morceau du voisin plus appétissant que le sien et tenterait probablement de le lui enlever.

En sorte que, sous quelque aspect que l'on considère la question chinoise elle paraît ne contenir que des germes de conflits peu en rapport avec les bénéfices que l'on pense retirer de l'exploitation prématurée du pays. Qu'on y mette donc un peu de patience ! Mais c'est une qualité qui a tout l'air de disparaître de ce monde et pourtant « la patience est la vertu des forts » dit-on. Nous affaiblirions-nous? Alors comment oser se dresser contre la sénilité chinoise lorsqu'on en est arrivé à ce degré de faiblesse que l'on ne sache plus attendre?

M. L. R.

LE VANILLIER. *Sa culture. Préparation et commerce de la vanille.* par HENRI LECOMTE avec la collaboration de M. CH. CHALOT. 1 vol. Naud. Paris 1902.

Dans le but d'épargner à ceux de nos compatriotes qui vont créer des plantations aux colonies de trop longues ou trop coûteuses écoles, on a réuni sous la dénomination de « Bibliothèque des cultures coloniales » une série d'études consacrées au cacaoyer, aux arbres à gutta, au caféier et au coton ; celle qui nous occupe ici a trait au vanillier : le sujet nous paraît avoir été creusé à fond, empruntons-lui donc quelques détails.

La première indication relative à la vanille se trouve dans un ouvrage publié de 1560 à 1575 par un franciscain mineur, Bernardino de Sahagun, qui avait été longtemps missionnaire au Mexique ; il ne fait d'ailleurs que la mentionner, sous son nom mexicain de *Tlilxochitl*, comme l'un des produits employés en mélange avec le cacao. Plus tard seulement on l'appela *Vanilla*. Les premières observations botaniques sont dues à Carolus Clusius ; elles portèrent sur des fruits qu'on

qu'une infime portion en Europe; on l'embarque à la Vera-Cruz et quelque peu aussi à Tuxpan et à Tampico.

Après le Mexique, les pays producteurs de vanille sont surtout la Réunion et Tahiti. La Réunion qui, en 1847, n'en expédiait en France que 10 kilogrammes en envoyait, en 1900, 95.760 kilogrammes. Les prix de vente sont en décroissance depuis une vingtaine d'années, il ne serait donc guère prudent de continuer à étendre les cultures. La vanille de Tahiti est originaire de Manille; depuis 1848, date de son implantation, les cultures se sont fort développées: en 1900 il a été exporté 73.758 kilogrammes à environ 11 francs le kilogramme. Le produit récolté dans les premières années était d'excellente qualité et atteignait des prix élevés; mais depuis un certain temps il est de plus en plus imprégné de pipéronal et commence même à être attaqué par un insecte qui est fort nuisible aux plantations.

En dehors de la Réunion et de Tahiti, on cultive encore la vanille — dans de plus ou moins grandes proportions et avec plus ou moins de succès à Maurice, aux Seychelles où le prix de revient s'élève à environ 3 roupies par livre alors que le prix de vente varie entre 8 et 16 roupies, à la Martinique, à la Guadeloupe, à Madagascar, à Mayotte dont le climat lui paraît même plus avantageux que celui de la Réunion, quelque peu au Congo et au Gabon. A Ceylan, à Java et à la Guyane sa culture est insignifiante quoique les essais tentés aient été fructueux.

La vanille peut conserver longtemps ses propriétés, à condition de n'être pas exposée à l'humidité; on trouve de la vanille de 15 ans ayant encore tout son parfum. Suivant la qualité, pour laquelle on tient compte de l'arome et de la longueur des gousses, le prix varie, en France, de 20 à 150 francs le kilogramme. La quantité consommée annuellement dans notre pays — pendant la période des dix dernières années — est évaluée à un gramme par tête environ, y compris ce qui est employé pour la fabrication du chocolat. C'est peu. La Réunion en fournit la plus grande partie.

Au moment de la découverte, en Allemagne, des procédés de préparation de la vanilline artificielle, les prix de la vanille naturelle subirent à Hambourg une baisse assez considérable qui dura peu car on s'aperçut bientôt que la vanille ne pouvait être supplantée dans un grand nombre d'usages.

Les premiers droits d'entrée imposés en France à la vanille datent de 1693. En 1692 un édit du roi avait établi le monopole de la vente de la vanille (ainsi que de différents produits coloniaux), prohibé son entrée par d'autres ports que Marseille et Rouen et fixé le prix de vente maximum à 18 livres par paquet de 50 brins. L'année suivante,

paraître. En matière de commerce international, par exemple, on a commencé par la prohibition absolue, qui s'est atténuée et transformée en protection, laquelle à son tour est à la veille de devenir réciprocité. On finira sans doute par s'apercevoir que la réciprocité ne peut être justement établie que par la liberté pure et simple des échanges.

Pour que cette évolution se produise, il n'est pas nécessaire, observe M. Nicholson, que la forme des gouvernements change. On suppose quelquefois, dit-il, qu'un gouvernement du peuple par le peuple diffère entièrement d'un gouvernement despotique et que, sous un gouvernement appelé libre, tout individu est libre. Cette opinion ne supporte pas l'analyse. C'est peut-être en Russie que les idées politiques sont appliquées avec le plus de suite et indépendamment de la considération des intérêts du personnel gouvernemental.

Dans les démocraties les plus avancées, au contraire, les lois sont encore faites et défaites dans l'intérêt des classes dirigeantes et souvent contre celui d'une importante minorité. La raison en est que les gouvernements sont menés par des hommes et que tous les hommes sont imparfaits.

D'une façon générale, en matière de consommation, la liberté est la meilleure règle. On s'imagine que les lois contre les falsifications sont nécessaires et efficaces ; mais ces lois n'affectent que très peu la masse des consommateurs, et la concurrence entre commerçants est un moyen bien plus sûr d'obtenir les denrées de bonne qualité à bon marché.

Quant à la production, il est démontré que la liberté est encore la règle. « Aucun admirateur de la bureaucratie ne prétendra qu'il est du devoir du gouvernement de créer des inventeurs officiels pour les diverses industries et la survivance du plus apte dans le procès productif est déterminée par la concurrence. » Si la libre concurrence donne lieu à quelques abus, le difficile n'est pas de les découvrir, mais d'y trouver un remède effectif ; or, la liberté d'association est le remède le plus sûr.

C'est en matière de distribution que la liberté semble le plus en défaut aux yeux des observateurs superficiels : la rente de la terre, le profit du capital sont les objections toujours soulevées contre elle pour démontrer la nécessité de l'intervention gouvernementale. M. Nicholson nous paraît trop incliner vers les concessions ; cependant il observe que, si l'Etat expropriait sans compensation, le gain direct serait moindre que la perte indirecte et que la perte immédiate dépasserait le gain futur. Il en serait de même pour les profits des entrepreneurs et des capitalistes. Enfin, la rente de la terre et le profit du capital ne sont pas les seuls

facteurs d'inégalité dans la distribution. Les diverses aptitudes, le génie, le talent, sont, aussi bien que la terre et le capital, des sources de revenus non gagnés. Que peut y faire l'Etat? Elever les faibles? Abaisser les puissants? Mais, pour la science moderne, la suprématie et l'infériorité sont les résultats naturels de la sélection et de l'hérédité. L'Etat ne peut donc rien ajouter aux inférieurs ni rien retrancher aux supérieurs.

Au surplus, l'inégalité n'est qu'apparente. L'activité et la sensibilité progressent à peu près parallèlement. Celui qui est mieux doué en facultés actives est en même temps sujet à plus de besoins et il y a compensation.

Il y a même plus que compensation, car on ne voit pas que les mieux doués sous le rapport de l'esprit réussissent mieux dans le monde et s'enrichissent plus vite que leur charbonnier ou leur épicier. Si la richesse fait le bonheur, comme on le suppose quand on se plaint de l'injustice *naturelle* de la distribution, il est toujours vrai de dire : Heureux les pauvres d'esprit !

Puisque nous voici dans le sermon sur la montagne, et que nous ne pouvons donner de plus amples détails sur les *Principes* de M. Nicholson, terminons comme lui par le *rapport de l'économie politique avec la morale et le christianisme*. Dans ce dernier chapitre, M. Nicholson affirme sa croyance en Dieu, et soutient que le christianisme est favorable à la saine économie, à la joie, à la famille, etc. Mais il reste à savoir de quel christianisme il est question, car l'Evangile et les Eglises qui s'en réclament sont des choses très différentes entre elles.

H. BOUET.

L'ALLEMAGNE en 1848 KARL MARX DEVANT LES JURÉS DE COLOGNE. RÉVÉLATIONS SUR LE PROCÈS DES COMMUNISTES, par KARL MARX, traduit de l'allemand par LEON RÉMY, 1 vol. in-18. Paris Schleicher, 1901.

« L'Allemagne en 1848 » forme une série d'articles publiés par Marx en anglais dans la *Daily Tribune* de New-York, en 1851 et en 1852. Ces articles ont été réunis et publiés en volume par la fille de l'auteur, Eléonore Marx ; ils ont été traduits en allemand par Kautsky et M. Remy les a traduits en français.

En lisant ces pages nous nous demandions si Karl Marx n'avait pas manqué sa vocation et s'il n'aurait pas dû se faire simplement chroniqueur, et non réformateur social. Quoi de plus obscur, indigeste, et en même temps de plus dénué de fondement que ses écrits socialistes soi-

disant scientifiques ? Le recueil d'articles que nous avons sous les yeux se lit au contraire sans fatigue et nous donne un exposé assez clair de la situation politique de l'Allemagne, de la Prusse et de l'Autriche, à la veille de la révolution de 1848. On y trouve bien encore les idées abstraites de lutte de classe, mais ce n'est que l'accessoire.

Karl Marx s'efforce de démontrer dans ces articles que la révolution allemande, qui a éclaté le 13 mars à Vienne et le 18 à Berlin, était alors dans l'air et qu'elle se serait produite même si la révolution française de février n'en avait pas hâté la venue.

A la fin de 1847, dit Marx, l'état de la Prusse et des Etats plus petits faisant partie de l'Allemagne était le suivant :

« La classe moyenne sentait sa puissance et était résolue à ne plus tolérer les entraves dont le despotisme féodal et bureaucratique enchaînait ses transactions commerciales, sa productivité industrielle, son action commune comme classe ; une portion de la noblesse terrienne s'était si bien transformée en productrice de simples marchandises qu'elle avait les mêmes intérêts et faisait cause commune avec la classe moyenne, la classe des petits industriels était mécontente, se plaignait des impôts et des obstacles qu'on rencontrait dans les affaires... les paysans étaient pressurés, ici par les exactions féodales, là par les usuriers et les hommes de loi ; les ouvriers des villes, gagnés par le mécontentement général, haïssaient également le Gouvernement et les grands capitalistes industriels et subissaient la contagion des idées socialistes et communistes. »

Marx assure même qu'à la fin de 1847, non seulement les ouvriers, mais les bourgeois étaient socialistes. « Il n'y avait peut-être pas un seul, parmi les hommes politiques marquants de la bourgeoisie, qui ne se fût proclamé « socialiste » dans le but de s'assurer les sympathies de la classe prolétarienne. » C'était donc exactement comme aujourd'hui. Peut-être sommes-nous à la veille d'une nouvelle révolution. Que sera-t-elle?..

L'Autriche aussi marchait, lentement mais sûrement, vers un changement considérable, lorsque la révolution française éclata. A la fin de 1847, elle se trouvait saisie, dit Marx, quoiqu'à un moindre degré, par la même agitation politique et politico-religieuse qui régnait dans tout le reste de l'Allemagne. Le paysan, le serf ou tenancier féodal, l'ouvrier de fabrique, le compagnon ouvrier, le marchand, le manufacturier, tout le monde était mécontent.

La révolution était donc imminente. Elle éclata. Malheureusement, « et c'est la destinée de toutes les révolutions, ajoute Marx, cette union des différentes classes — qui, dans une mesure quelconque, est toujours la condition nécessaire de toute révolution — ne peut pas subsister

ductif, mais seulement comme la première des industries et la base de toutes les autres. « Toutes les classes sociales contribuent pour lui également à l'utilité de la société et sont dignes de la même estime : il n'y a pas de classes stériles, pas de classes improductives ; chaque profession doit être appréciée uniquement d'après la nature et l'utilité de son objet. »

Pour lui, le commerce n'est pas seulement l'échange des biens matériels, mais encore l'échange des biens moraux, des services.

Mirabeau a encore proclamé et même démontré dans une large mesure l'harmonie universelle des intérêts. Nul ne perd, dit-il, qu'un autre ne perde. « Qu'on se souviene à jamais, qu'ainsi qu'une famille ne peut prospérer seule sans le concours des autres familles dont elle est environnée, de même une bourgade, une ville, un Etat, perdront toujours à vouloir réaliser la chimère de la prospérité exclusive. »

Il a établi que la concurrence est le principe régulateur de tous les rapports économiques, et que, si les hommes disposent de leur propriété dans leur intérêt propre et tournent leur activité vers l'emploi qu'ils estiment le plus avantageux pour eux-mêmes, il se trouve qu'en même temps ils réalisent, sans le vouloir, l'intérêt général et travaillent pour la société.

Il a signalé et combattu l'absentéisme, qui fait, encore aujourd'hui, l'une des pièces de résistance de la doctrine des disciples de Le Play.

Il a été internationaliste avant le nom : « N'étant pas anthropophage, dit-il, la distinction physique des nations m'échappe, et je ne me suis jamais senti moins parent d'un Allemand et d'un Anglais que d'un Français à moi inconnu. »

Pour ces raisons, et pour plusieurs autres, j'ai dit¹ que le marquis de Mirabeau pouvait être considéré comme le père de l'Economie politique. Je doute encore qu'aucun auteur antérieur ait réuni dans ses œuvres autant de principes qui sont devenus ceux de la science économique.

Il est vrai que ces principes sont épars et mal ordonnés dans l'*Ami des hommes*, mais ils ne sont guère mieux ordonnés dans la *Richesse des nations*, d'A. Smith. Il est vrai aussi que Mirabeau se met quelquefois en contradiction avec ses principes ; mais à qui cela n'arrive-t-il pas ? et puis, s'il avait continué de suivre sa voie et de mettre ses principes à l'épreuve de l'expérience, il y a tout lieu de croire qu'il aurait répudié ces contradictions.

Le second homme qui est dans le marquis de Mirabeau, c'est le dis-

¹ Préface de l'*Ami des hommes*, p. XII, Guillaumin et Cie, 1901.

ciple de Quesnay. Comme l'observe M. Ripert, cette conversion d'un grand seigneur par un plébéien et surtout d'un publiciste déjà illustre par un inconnu, fait grand honneur au caractère du marquis et prouve qu'il cherchait plus le bien public que la gloire. Mais comment cette conversion s'est-elle opérée? Quelles en ont été les raisons déterminantes?

La raison que l'on en donne ne me paraît pas suffisante. Qu'en matière de richesse et de population, la charrue soit avant ou après les bœufs, cela n'a qu'une importance secondaire, car les deux facteurs réagissent continuellement l'un sur l'autre. On en est donc réduit aux conjectures. Voici la mienne, je la donne comme telle.

Il ne paraît pas qu'avant son entrevue avec Quesnay, le marquis de Mirabeau eût beaucoup étudié la philosophie du droit. Les principes de Quesnay sur le droit naturel, d'une originalité incontestable, ont dû éblouir l'Ami des Hommes, et, considérant le *Tableau Economique* comme une résultante nécessaire de ces principes, il a accepté le bloc et s'est mis en devoir de tâcher de comprendre et d'expliquer aux autres ce fameux tableau. Mais il n'y est jamais parvenu, paraît-il, puisque M. Ripert convient que le défaut de ce tableau est d'être « terriblement obscur. »

Mirabeau n'en a donc pas été convaincu; c'était pour lui un article de foi et non de science. Il s'attachait, dit M. Ripert, à le commenter, avec ténacité, « comme un Evangile ».

J'incline même à croire que Quesnay ne le comprenait pas lui-même : pourquoi ne l'aurait-il pas expliqué plus clairement? Il ne courait aucun danger. J'irais même plus loin et dirais volontiers que le tableau n'est pas compréhensible et que Quesnay est tombé, pour la répartition de la richesse, dans le même défaut que Malthus, avec ses deux progressions, pour expliquer le mouvement de la population; défaut qui consiste à traiter comme absolue ce qui n'est que relatif.

D'une façon générale, la distribution du produit net se fait bien comme l'indique Quesnay; mais elle ne se fait pas nécessairement dans les proportions qu'il indique, et si elle se faisait ainsi, automatiquement, il n'y aurait plus ni liberté, ni progrès possible.

Au point de vue politique, la physiocratie a modifié les opinions de l'Ami des Hommes; mais pas dans une aussi large mesure, il me semble, que le croit M. Ripert. L'Ami des Hommes conservait la noblesse, Quesnay la remplaçait par les propriétaires, collecteurs du produit net et dispensateurs de la part revenant à l'autorité souveraine. La différence n'est pas si grande qu'elle le paraît.

M. Ripert ne me paraît pas se faire une idée exacte du « despotisme légal ». Il le considère comme un pouvoir central absolu, omnipotent,

disposant d'une formidable puissance et n'ayant devant lui qu'un « troupeau d'individus isolés et désarmés ». La vérité est, on le sait, que ce pouvoir ne devait disposer d'aucune attribution économique ; « laissez faire, laissez passer » ; mais seulement de devoirs politiques et encore, pas très nombreux : « pas trop gouverner. » Sans être partisan du despotisme légal, on peut estimer qu'il vaut bien le régime dont nous jouissons et qu'il coûterait moins cher, ce qui n'est pas à dédaigner.

Nous ne voulons pas terminer cette courte analyse sans dire un mot de la personne du marquis de Mirabeau. On ne peut ouvrir un dictionnaire ou une biographie, dit M. Ripert, sans retrouver le même refrain : « L'Ami des Hommes », avait dit Mirabeau son fils, « ne fut celui ni de sa femme, ni de ses enfants. » Cette assertion a été réfutée par plusieurs publicistes et surtout par M. de Loménie.

M. Ripert y ajoute sa note et montre que le marquis de Mirabeau n'a pas été un mauvais mari : son frère le Bailli lui écrivait, au contraire : « Tu as été trois millions de fois trop bon mari. » Il n'a pas été mauvais père, tout au plus, un peu sévère. « C'est, dit M. Ripert, parce qu'il s'était fait une conception toute spéciale de la discipline domestique, que, fils soumis lui-même, il fit quelquefois un usage un peu sévère de cette puissance paternelle, dont il avait le culte. » M. Ripert montre même ailleurs que le marquis de Mirabeau ne pouvait pas agir autrement même dans l'intérêt de son fils.

L'Ami des Hommes fut aussi l'ami de ses vassaux et de ses subordonnés. « Il fit preuve, dans l'administration de ses domaines, d'une douceur et d'une sollicitude paternelles. » Il fut également l'ami des pauvres, comme le prouve l'œuvre du four économique, qu'il établit à Fleury-sous-Meudon, dans une période de disette. Enfin, ce qui n'arrive guère à ceux qui sont les tyrans de leur famille, il eut des amis nombreux et qui lui restèrent toujours fidèles.

Au point de vue de son œuvre, M. Ripert estime que le marquis de Mirabeau a plus perdu que gagné en faisant le sacrifice d'une partie de ses idées pour se consacrer à la vulgarisation des idées physiocratiques.

Quoi qu'il en soit, il nous reste la partie de son œuvre qui lui est personnelle : l'*Ami des Hommes*. Les puristes ont beaucoup critiqué cet ouvrage et le critiquent encore, au point de vue du goût et du style. Ces Aristarques ont sans doute le goût sûr et plus délicat que J.-J. Rousseau, qui a toujours eu pour les livres de l'Ami des Hommes « une véritable prédilection ». Laissons-leur le style et faisons notre profit des idées ; elles sont encore d'une actualité saisissante, quoique vieilles d'un siècle et demi.

ROUXEL.

le produit d'un état presque morbide, ni les projections de l'imagination rêveuse, visionnaire et hallucinée.

Après le travail d'examen et de critique, il resterait celui de reconstruction ; il s'agirait d'exposer la vraie doctrine, la seule qui puisse éclaircir la religion dans son idée et dans sa forme initiale. M. Mariano n'aborde pas ce problème, mais il promet de le traiter une autre fois.

Les mémoires suivants présentent plus ou moins d'intérêt, mais, comme il faut se borner, nous passerons de suite au coup d'œil sur le XIX^e siècle, qui relève plus directement de notre domaine.

M. Turiello est pessimiste ; il trouve que la fin du siècle n'a pas répondu aux espérances qui se manifestaient au commencement. On croyait au progrès définitif et profond de la civilisation. Gratter un peu le civilisé, vous y découvrirez le barbare : les alliés l'ont prouvé en Chine. La démocratie coulait jadis à pleins bords ; depuis quelque temps c'est l'impérialisme qui prend le dessus. Il n'est plus permis de croire que les écoles dépeuplent les prisons, comme on le rêvait au commencement du XIX^e siècle. Loin d'inaugurer l'ère de la paix universelle, ce siècle a vu les plus nombreuses armées, le plus grand gaspillage de sang et d'argent. Chaque pas que le militarisme fait en avant, le libéralisme le fait en arrière. Une autre nouveauté, qui ne semble pas être un progrès, c'est le féminisme. Les femmes sont devenues plus mécontentes de leur sort et les hommes moins polis à leur égard. Les deux sexes tendent de plus en plus à se grouper chacun à part. Cette séparation est un indice que l'harmonie des cœurs et la coopération familière sont devenues plus difficiles chez les peuples civilisés. Le parlementarisme dégénère en conventicules, en politique de couloirs, etc., etc. Cependant M. Turiello ne désespère pas. Le salut est, selon lui, dans la renaissance du spiritualisme, qui régénérera la religion et la philosophie.

Dans son mémoire sur les écoles primaires italiennes, le même académicien trouve qu'il n'y a pas proportion entre ce que l'on dépense pour ces écoles et ce que l'on obtient d'elles. Il se plaint aussi que, dans les magnificences gouvernementales aux écoles primaires l'Italie méridionale avec la Sicile et la Sardaigne n'obtiennent pas leur juste part et sont sacrifiées, quoique ou parce que pauvres, à la riche Italie du nord. M. Turiello termine en proposant diverses réformes : rétablissement des écoles régimentaires et maintien des jeunes gens au service jusqu'à ce qu'ils sachent lire et écrire ; retour à la taxe scolastique sur les familles des élèves des écoles publiques, excepté pour les indigents ; ouverture d'écoles *sécales* (du soir) et *festives* (du dimanche) en nombre suffisant dans toutes les provinces ; répartition plus équitable des subsides fournis aux écoles par le gouvernement.

La race joue un grand rôle dans les élucubrations sociologiques modernes. M. Bianchi considère, dans son mémoire, la valeur sociale de la race selon l'anthropologie ; la lutte des races en sociologie ; l'esprit de race et, enfin, la race en politique. Au point de vue anthropologique, l'auteur est d'avis qu'il n'y a pas de races inférieures, et que l'infériorité de certains groupes sociaux est un fait *social* et non un fait *naturel*. Quant à la lutte des races, l'histoire prouve que les peuples de races voisines sont des adversaires plus acharnés entre eux que ceux d'origines diverses. La raison en est facile à comprendre : les peuples, comme les espèces voisines, se font concurrence sur le même terrain et pour les mêmes choses de première nécessité. L'esprit dit de race existe bien réellement, mais il n'est jamais primordial et originaire, il est le produit d'une lente évolution historique, d'une formation progressive et, par conséquent il est sujet aux mutations. Etudiant ensuite la race en politique, M. Bianchi soutient que les sociétés humaines progressent quand les lois naturelles qui les régissent sont connues et respectées. Plus d'un peuple, aujourd'hui, a besoin de se rappeler cette vérité.

ROUXEL.

CHRONIQUE

Sommaire : La Chambre nouvelle. — L'héritage de la Commission des douanes. — L'esclavage moralisateur et civilisateur au Congo français. — Le budget anglais et le droit sur les blés. — Le trust de l'Océan. — La réaction anti-protectionniste aux Etats-Unis. — Une conséquence de la victoire des agrariens en Suisse. — Conférences et 80^e anniversaire de M. Frédéric Passy. — M. Guillaume Fouquet.

Selon toute apparence, la Chambre nouvelle ne différera pas sensiblement de sa devancière. Autant que nous en pouvons juger par les circulaires des candidats, la liberté économique n'y trouvera pas des défenseurs plus actifs et plus nombreux ; quoique les candidats se déclarent généralement partisans de toutes les libertés, aucun d'entre eux ne s'est avisé de mentionner dans ce catalogue libéral, la liberté de l'échange. Nous aurons donc affaire de nouveau pendant quatre ans, à une majorité qui travaillera de son mieux à développer et perfectionner notre régime protectionniste et étatiste. Mais si nous n'avons pas l'espoir d'exercer la moindre influence sur le vote des députés, nous continuerons, du moins, à essayer de convertir les électeurs qui font les députés.

..

La Commission des douanes a légué à celle qui va lui succéder, toute une série de relèvements de tarifs, dont nous trouvons l'énumération dans le *Journal des Débats* :

Voici, par exemple, les tapiocas, sur lesquels on demande de relever les tarifs à l'importation. Actuellement, le tarif minimum est de 9 fr. et le tarif général de 11 fr. MM. de Mahy et Brunet, députés de la Réunion, dans l'intérêt de quelques fabriques de cette colonie, demandaient le relèvement du droit minimum à 23 fr., et celui du droit maximum à 25 fr. La Commission des douanes, comme nous le lisons

c'est ainsi que le caoutchouc ne revient tout au plus qu'à 25 centimes par kilo et peut être vendu 7 ou 8 francs, ce qui laisse un joli bénéfice. C'est le régime qu'il s'agirait d'établir au Congo français. Malheureusement, les fonctionnaires, et notamment le gouverneur M. Grodet, n'en ont pas suffisamment apprécié le mérite. D'ailleurs, ils n'ont pas à leur disposition les fonds nécessaires à l'entretien d'une armée assez nombreuse, pour vaincre la paresse des nègres, par les procédés africains.

Examinant la question « au point de vue moral » *un intéressé dans les affaires du Congo*, après s'être plaint avec amertume de l'hostilité de l'administration et des fonctionnaires « qui laissent les sociétés se débrouiller » et avoir raillé comme il convient « les droits de l'homme » qui n'obligent pas les nègres à fournir leur travail aux concessionnaires, au prix qu'il convient à ceux-ci de fixer, l'intéressé propose cette solution du problème :

Dans chaque subdivision de région et au cours de palabres tenus *ad hoc*, l'administrateur local devra dire aux indigènes qu'ils doivent fournir une certaine quantité de caoutchouc aux concessionnaires contre rémunération en marchandises.

Ce caoutchouc sera en partie la propriété de l'Etat et constituera l'impôt ; il sera rétrocédé aux concessionnaires, non pas à sa valeur de produit ouvré, ni à sa valeur marchande, car ce serait une violation du monopole des concessionnaires, mais aux prix représentant le coût de la main-d'œuvre nécessaire à sa récolte. L'Etat aura ainsi établi une véritable « prestation » et il ne tirera de cet impôt que ce qu'il a le droit d'en retirer, à savoir la valeur du travail et non celle de l'objet lui-même.

En même temps, l'Etat ferait à sa colonie une avance de 2 ou 3 millions et lui allouerait une subvention annuelle d'un million pour lui fournir les moyens de contraindre le nègre à se moraliser par le travail.

Rien de mieux, mais le travail forcé s'appelle de son autre nom l'esclavage, et est-ce bien pour y reprendre la succession des négriers que la France s'est établie au Congo ?

*
* *

Les dépenses extraordinaires de la guerre du Transvaal ont creusé un gros déficit dans le budget de l'Angleterre. Jusqu'à ce jour ces dépenses se sont élevées à environ 5 milliards. Car

de tous les articles de luxe, la guerre est le plus cher, et il va haussant tous les jours. Nous empruntons à une correspondance du *Siècle* ce résumé du budget :

Dépenses ordinaires..... £	174.609.000
Dépenses prévues pour la guerre..	18.500.000
Total.....	193.109.000
Recettes.....	147.785.000
Déficit.....	45.324.000

Impôt nouveaux 0/3 par 112 livres de blés, 0/5 par 112 livres de farines..... £	2.650.000
Income-tax 0/0 addit.	2.000.000
Double timbre sur chèques, warrants et valeurs à vue.....	500.000
Total.... £	5.150.000

Suspension de l'amor- tissement de la dette publique..... £	4.650.000
Total..... £	9.800.000
Balance..... £	35.524.000

Emprunt pour couvrir cette balance : 32 millions de liv. st. ; le reste en bons du Trésor.

Le droit de 3 pences par quintal sur les blés équivaut à notre ancien droit de statistique de 60 centimes les 100 kilogs. Après l'abolition des lois céréales, il avait été maintenu en Angleterre jusqu'en 1869. Il s'applique aussi à l'orge, aux avoines, au seigle, au maïs, au sarrasin, au pois secs, aux fèves, au riz et aux produits et résidus du riz. Ajoutons que depuis le commencement de la guerre les droits d'accise sur la bière ont été augmentés, le thé a été frappé d'un droit supplémentaire et 2 pences par livre, le sucre a été frappé d'un droit de 4 schillings 2 pences par quintal et l'income-tax a été élevé de 1 schilling 2 pences à 1 schilling 3 pences soit à 6 1/4 p. 100 des revenus au-dessus de 150 livres. On estime

que la moitié [environ des frais de la guerre sera ainsi couverte par l'impôt.

L'établissement du droit sur les blés, voté par la Chambre des communes, à la majorité de 283 voix contre 197, ne manque pas de mettre en joie la *République* de M. Méline.

Le fossé est définitivement franchi, l'Angleterre est entrée dans la voie protectionniste et répudie toutes les théories sacro-saintes de l'école de Manchester. L'opinion générale est que l'on ne s'arrêtera plus et que douze mois ne s'écouleront pas avant que les ports du Royaume-Uni et de ses colonies ne soient strictement gardés par une légion de douaniers. Il y a longtemps que les économistes clairvoyants prévoyaient la fin du libre-échange anglais, parce qu'ils le regardaient comme impuissant à tirer leur pays de l'impasse difficile où il se trouve engagé depuis le commencement de la guerre sud-africaine.

Nous croyons que la *République* se presse trop de triompher. Non seulement le droit sur les blés a soulevé les énergiques protestations du Cobden-Club, mais il a été plus que froidement accueilli par l'opinion publique. Comme l'a fait remarquer le président du club, Lord Welby, les blés produits en Angleterre figurant pour un tiers dans la consommation, les 2.650.000 liv. que le droit rapportera à l'Etat, imposeront une charge de 4.000.000 de liv. aux consommateurs, et cette charge qui pèsera principalement sur la classe ouvrière ne contribuera pas à populariser le protectionnisme.

Les propriétaires et les agriculteurs eux-mêmes, l'ont accueilli sans aucun enthousiasme. La *Contemporary review* publie à ce sujet une lettre suggestive signée par un pair conservateur. « Les agriculteurs, dit-il, ne doivent pas oublier que tout ce qui brille n'est pas or, et que les hauts prix du blé signifient double rente et augmentation du prix des nécessités de la vie... A l'époque des *Cornlaws*, ajoute-t-il, tandis que le nombre des pauvres n'était que de 5 0/0 dans le Lancashire, il s'élevait à 21 et 23 0/0 dans les comtés agricoles de Berkshire et de l'Oxfordshire. Alors la production du blé était en moyenne de 2 1/2 quarters par acre, elle s'est élevée, sous le régime du libre-échange à 4 quarters. C'est être visionnaire que de croire, comme le font d'excellentes personnes, que l'Angleterre peut redevenir ce qu'elle était au XVIII^e siècle, et que les actes du parlement peuvent être des remèdes à toutes sortes de maux. Ce serait, conclut-il, se bercer d'une autre illusion de s'imaginer qu'on puisse revenir paisiblement à la protection. Nous verrions se reconstituer bientôt la

ligne contre les lois-céréales et renaitre une agitation qui n'ajouterait rien à la prospérité du pays. »

On voit que la *République* a pris ses désirs pour des réalités et que l'Angleterre n'est pas près de se convertir au mélinisme. C'est fâcheux sans doute pour le principe de la protection, si principe il y a, mais ce n'est pas malheureux pour l'agriculture et l'industrie française auxquelles la répudiation « des théories sacro-saintes de l'école de Manchester » ferait perdre un bon quart de leurs débouchés.

..

La création de monopoles en vue d'élever les prix au-dessus du taux de la concurrence n'est pas une nouveauté. Les gouvernements en ont donné l'exemple, et quelques-uns de ces monopoles — en première ligne celui du tabac — procurent à notre fiscalité des bénéfices plantureux. Cet exemple ne pouvait manquer d'être imité. Des financiers aussi audacieux que peu scrupuleux ont entrepris de se rendre maître du marché des États-Unis, en fusionnant les entreprises concurrentes des principales industries; ils ont constitué, dans des proportions colossales les trusts du sucre, du pétrole, du fer et de l'acier etc., etc. En Europe même, ils avaient été devancés par les syndicats des industries métallurgiques et les cartels sucriers. L'un d'entre eux M. Pierpont Morgan vient de dépasser ses émules en entreprenant de monopoliser les transports maritimes. Ce trust de l'Océan qu'il est en train d'organiser comprend déjà les sept lignes suivantes :

Lignes	Vaisseaux	Tonnage
1 White Star.....	26	250.000
2 Leglands.....	46	290.000
3 Dominion.....	6	25.000
4 Atlantic transport.....	20	170.000
5 International.....	25	180.000
6 Hambourg American....	134	665.000
7 Nord Deutchen Lloyd....	120	555.000
Totaux.....	377	2.135.000

Les lignes allemandes sont simplement associées au trust constitué par les autres afin d'unifier les prix de transports et selon

toute apparence de les élever à un taux de monopole. Ce but sera-t-il atteint? Il est permis d'en douter. Aux États-Unis, même, où les trusts sont protégés par des tarifs presque prohibitifs contre la concurrence étrangère, ils n'ont pas réussi à supprimer complètement la concurrence intérieure. Et les entreprises concurrentes se multiplient aussitôt que les trusts essaient d'augmenter leurs profits en élevant les prix. A plus forte raison sera-t-il difficile au trust de M. Morgan, d'éteindre la concurrence sur l'Océan où aucun tarif ne le protège. Il existe encore un grand nombre de lignes dissidentes; les Cunard, Allan. Johnstone. Warren Wilson. Donaldson, etc., et quand même, elles consentiraient à entrer dans la combinaison, toute augmentation artificielle des prix de transport en ferait surgir de nouvelles.

On prétend, à la vérité, que les trusts réalisent sur leurs frais de production des économies qui rendent la concurrence impossible. Les grandes entreprises présentent, en effet, certains avantages sur les petites, elles peuvent employer un matériel plus puissant, réduire leurs frais de direction et d'administration, mais ces avantages sont compensés en partie par les difficultés de la gestion et de la surveillance. Les grands États ne sont pas d'habitude plus économiquement gouvernés que les petits, et il en est de même des entreprises industrielles, commerciales ou maritimes. Elles ont des limites naturelles qu'elles ne peuvent dépasser sans devenir de moins en moins économiques, et finalement sans courir le risque de se désagréger.

Il y a en outre dans la constitution de la plupart des trusts deux vices dont l'expérience a déjà montré maintes fois les conséquences ruineuses : c'est l'exagération du prix des apports, et le gonflement (*inflation*) du capital, en prévision de l'accroissement des bénéfices futurs. Nous ne connaissons pas le chiffre du capital du trust de l'Océan, mais il y a grande apparence que M. Morgan suivra à cet égard les errements accoutumés des financiers de Wall Street. En revanche, le *Journal of commerce* de New-York, nous a fait connaître le prix d'achat de quelques unes des lignes englobées dans le trust. Elles ont été payées sur la base de 180 à 238 dollars par tonne. Or la valeur que la Compagnie Cunard attribue à sa flotte dans son rapport annuel n'est que de 70 dollars par tonne, à quoi il faut ajouter que cette Compagnie, dont la gestion est citée comme un modèle, évalue au montant même de son capital versé soit à 40 millions de francs, la dépréciation de son matériel dans l'espace de dix ans.

Nous ne partageons donc pas les craintes que la constitution du

trust de l'Océan a éveillées de ce côté de l'Atlantique, et nous croyons que le monopole court beaucoup plus que la concurrence le risque d'y faire naufrage.

..

Tandis que le protectionnisme, le militarisme et le fonctionnarisme combinés travaillent plus activement que jamais, en Europe, à augmenter les charges des consommateurs et des contribuables, une réaction s'opère aux Etats-Unis contre la politique d'exploitation et de gaspillage effréné que le parti républicain a mise en pratique depuis son avènement au pouvoir.

Aujourd'hui, les démocrates se réveillent, lisons-nous dans une correspondance du *Journal des Dames*, et ils se préparent à engager la lutte. Que reprochent-ils à leurs adversaires? Toujours la même faute : l'énormité du tarif douanier, cause des plus criantes injustices. Alors que les outils, les machines, les tissus, la corde pour les gerbes, protégés par des taxes exorbitantes, coûtent de très grosses sommes au fermier américain, on apprend que les mêmes manufacturiers, qui font ces conditions léonines aux gens de l'Ouest, vendent les mêmes produits à l'étranger à 10, à 20, à 50 p. 100 au-dessous du prix américain, les bénéfices réalisés ici permettant au manufacturier de se contenter d'un prix plus faible au dehors; grâce au tarif, la concurrence étrangère est impossible, et les manufacturiers se sont tous ligués pour réduire leurs mises en vente locales et accroître leurs prix : sucre, sel, engrais, tabac, allumettes, fil de fer ébarbé sont tous dans ce cas et maints autres articles de consommation. En outre, qu'arrive-t il? Le Trésor réalise des recettes énormes, supérieures à tous ses besoins. Les excédents budgétaires dépassent 400 millions par an; les disponibilités restant sans emplois, à la merci du ministre des finances, dépassent 900 millions de francs. Qu'en fait-on? On gaspille ces sommes au profit d'influences des moins intéressantes et des moins utiles. On rachète, à 140, aux banquiers des titres de rente publique qui valent 100 au pair : ce qui pousse les banquiers à réduire la circulation fiduciaire, en retirant leurs billets de banque émis contre dépôt de ces titres, qu'ils trouvent plus de profit à vendre à ces hauts cours. On promet des subventions de 40, de 60, de 90 millions peut-être, car on n'en a pas même fait le calcul exact, à une marine marchande qui est florissante le long des côtes, si florissante même qu'elle refuse de quitter le cabotage pour la navigation au long cours, à laquelle on veut la pousser de force, à l'aide de primes pour favoriser des spéculateurs de

New-York qui ont acheté des bateaux à l'étranger. On vote 400 millions de travaux au profit de toutes les bourgades de la côte qui veulent devenir de grands ports de commerce — et ce sont les consommateurs des fermes qui font les frais de ces dispendieuses folies. Pour sembler tenir la balance égale, le Trésor va être appelé à payer les frais de puits artésiens et d'irrigation artificielle que des spéculateurs en terrains de montagne devraient régler eux-mêmes, mais qu'ils préfèrent mettre au compte d'un Etat débordant de richesse.

Mais quand les démocrates seront réveillés, et auront reconquis le pouvoir n'éprouveront-ils pas le besoin de se refaire d'un long jeûne? Leurs appétits seront-ils moins voraces que ceux de leurs adversaires? *Chi lo sa*. Constatons toutefois que l'opinion publique semble se réveiller à son tour et que les manufacturiers eux-mêmes commencent à comprendre, — ils y ont mis le temps! — qu'on ne peut vendre sans acheter. Ils viennent de fonder à Chicago une « Ligue de la réciprocité », destinée à engager la politique douanière de l'Union, dans la voie des traités de commerce. Nous préférierions une politique plus nettement libre-échangiste; mais il ne faut pas être trop exigeant.

∴

Les agrariens viennent de remporter en Suisse une victoire signalée. Ils ont réussi à faire porter de 6 francs à 20 francs le droit sur les vins et de 25 à 50 francs le droit sur le bétail. En même temps le Conseil national a élevé de 50 à 150 p. 100 les droits sur les raisins, le miel, le beurre, la viande de boucherie, le gibier, la volaille, la charcuterie. C'est un renchérissement général des nécessités de la vie, compensé à la vérité par une réduction de 50 p. 100 des droits sur l'alcool, ce qui permettra aux bons Suisses de se consoler de manger un peu moins en buvant un peu plus.

∴

Notre collaborateur et ami M. Frédéric Passy s'est reposé des fatigues du Congrès de la paix à Monaco : *Quorum pars magna fuit*, en faisant une série de conférences à Marseille, à Bordeaux, à Cognac et à Angoulême. A Bordeaux, il assistait à l'inauguration d'un groupe de maisons à bon marché auquel on a donné son nom. Dans sa conférence de Cognac, dont notre collègue,

Il entend apporter à cette tâche la sereine impartialité de la science et fournir ainsi, tant à l'Europe qui a engagé en Russie des intérêts si considérables, qu'à la Russie, qui y trouvera un fil conducteur pour résoudre les problèmes auxquels elle se heurte, des documents authentiques et des lumières utiles.

La *Bibliothèque russe* publiera par an 20 fascicules de 80 pages chacun en langue française et fera paraître, sous la même forme, en langue russe, tous les travaux susceptibles d'intéresser particulièrement le peuple russe.

Le prix de l'abonnement annuel sera de 12 francs.

Le premier sujet traité sera le suivant : Vingt ans d'expérience politique et économique en Russie, ou la Réaction, la Crise économique et le Mouvement révolutionnaire par un professeur russe.

Guillaumin et Cie, éditeurs, 14, rue de Richelieu. Paris.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Guide du grand chemin de fer Transsibérien. Edité par le ministère des voies de communication sous la rédaction de A. J. DMITRIEF-MANONOF et de l'ingénieur A. F. ZDSIARSKY traduit du russe par P. TACHELLA. 1 fort volume grand in-8° de 573 pages contenant 2 phototypies, 336 photo-typogravures, 4 cartes de la Sibérie et 3 plans de villes. 1900, 16 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

La faillite du socialisme, par JULES GUÉRIN, 1 vol. in-18 de 270 pages, 1902, 3 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

Les droits et les devoirs des actionnaires, par ANTOINE PONNET, 1 vol. grand in-8° de 105 pages, 1902, 3 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

La richesse de la France, par ALFRED NEYMARCK, broch. grand in-8° de 64 pages, 1902, 2 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

Les grands travaux publics (Discussions de la Société d'économie politique) broch. grand in-8° de 48 pages (Extrait du Journal des Economistes) 1902, 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

La responsabilité pénale, par AD. LANDRY, 1 vol. in-18 de 194 pages, 1902, 2 fr. 50. Paris, F. Alcan.

Au pays des coupeurs de têtes. A travers Bornéo, par ADOLPHE COMBANAIRE, 1 vol. in-18 de 388 pages avec une photographie et une carte, 1902. Paris, Plon, Nourrit et Cie.

Les classes sociales. Analyse de la vie sociale, par A. BAUM, 1 vol. in-8° de 355 pages, 1902, 7 fr. Paris, Giard et Brière.

Les systèmes socialistes, par VILFREDO PARETO. T. I. Cours professé à l'Université de Lausanne, 1 vol. in-8° de 406 pages, 1902, 2 vol. 14 fr. Paris, Giard et Brière.

Histoire critique des théories de l'intérêt du capital, par E. VON BOHM-BAWERK, traduit sur la 2^e édition, par J. Bernard. T. I. 1 vol. in-8° de 450 pages, 1902, 2 vol. 14 fr. Paris, Giard et Brière.

Enquête sur les finances Russes, par KERGALL, broch. in-8° de 77 pages, 1902. (Extrait de la Revue économique et financière), 1 fr. Paris, bureaux de la Revue.

La transformation des Banques coloniales. Banque de l'Algérie. Banque de l'Indo-Chine. Banque de l'Afrique occidentale, par J. FRANCONIE. (Extrait des questions diplomatiques et coloniales), br. in-8° de 27 pages 1902. Paris, bureaux de la Revue.

Rapport de l'Institut W. Schimmelpfeng (Janvier 1902), br. in-18 de 24 pages, 1902. Paris.

Le lin en France. Son passé, son présent, son avenir, sa culture, par P. BERNARD. (Extrait du progrès agricole), br. in-18 de 41 pages, 1902, 0 fr. 75. Amiens chez l'auteur.

Groupe départemental des sociétés de Crédit populaire des Alpes-Maritimes. Compte rendu de la 4^e session. Tenue à Menton le 16 février 1902, br. grand in-8° de 30 pages. Menton. Imprimerie coopérative Mentonnaise.

Les Moteurs électriques dans les industries à domicile. — L'industrie horlogère suisse. II Tissage de la soie à Lyon. III L'industrie de la Rubanerie à Saint-Etienne. Rapport de MM. DUBOIS et JULIN, 1 vol. gd. 8 de 292 pages, 1902. 2 fr. 50. Bruxelles, Lebègue et Cie et Société Belge de Librairie.

Procès-verbal de l'Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans tenue au buffet de la gare à Olten le samedi 9 mars 1901 et Rapport concernant la Revision de la loi fédérale sur les maladies contagieuses des animaux présenté au Département fédéral de l'agriculture broch. in-8° de 56 pages. 1901. Berne Wyss, Imprimeur.

Cooperazione Militare, par EM. BERTOLINI, 1 vol. in-8° de 320 pages. 1902. L. 4. Torino chez l'auteur.

L'elezione sessuale e l'elevazione estetica, par NAT. MAROTTA. Broch. gd. 8° de 23 pages. 1902. L. 2. Torino Bocca frères.

Tabella indicante i Valori delle merci nell' anno 1901 per le statistiche commerciali, broch. gd. 8° de 72 pages. 1902. Roma. Tipie Calzone Villa.

La questione del pane a Buon Mercato, par ED. GIRETTI, broch. gd. 8° de 25 pages. 1902. (Estratto del Giornale degli Economisti) Bologna Tipia Geragnani et fils.

La situazione éconómica del paese, par EUG. CHIESA, broch. in-8° de 21 pages. 1902. G. 5. Pesaro, Circolo Carlo Cattaneo.

Discors de Giacinto Frascara alla camera dei Deputati le 23 avril 1902 (scella création de un nuovo titolo consolidato 3,50 per cento), broch. in-8° de 19 pages. 1902. Roma, Imprimerie de la Chambre des députés.

La Conferenza internazionale per gli Zuccheri ed i suoi effetti in Italia, par ED. GIARRETTI (Estatti dalla Riforma sociale) broch. 8° de 15 pages. 1902. Torino Roux e viarengo.

La Morale allegra all' Università di Torino. Prolusione fatta il 23 novembre 1901. Dal professeur L. Michelangelo Billia, broch. in-8° de 25 pages. 1902. Torino Libreria Brero.

Die Oesterreichischen Banken im Jahre, 1900 broch. gd. 8° de 83 pages 1902. Vienne.

The german empire of to-day outlines of its formation and development By « Veritas ». 1 vol. in-18. cart de 340 pages. 1902. 6. net. Londres Longmans Green and Co.

Annual report of the comptroller of the currency to the first session of the fifty-seventh Congress of the United States. Volume I. 1 vol. in-8° cart. de 818 pages. 1901. Washington. Gouvernement printing office.

Report of the director of the mint upon the production of the precious Metals in the United-States during the calendar year 1900. 1 vol. in-8° cart. de 380 pages. 1901. Washington. Gouvernement printing office.

Crime in its Relations to social progress. By A. Cleveland Hall. 1 vol. in-8° cart de 427 pages. 1902. New-York. Macmillan comp.

Annual Report of the Bank of Japan for the Year 1901 (condensed), broch. in-4° de 38 pages. 1902. Tokyo « Japan Times ».

Commission financière internationale. Compte rendu des opérations de la commission financière internationale pour l'année 1901. Quatrième exercice. 1 broch. in-4° de 36 pages. 1902. Athènes, Imprimerie Sakellarios.

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.

Cependant, il faut remarquer que cette prétention patriotique n'est pas précisément d'accord avec les faits. Nous savons de quelle façon, sous l'impulsion de quels mobiles et de quelles influences s'établissent partout les droits protecteurs. Des individus particulièrement éveillés sur leur intérêt s'associent pour les réclamer en vue d'augmenter les profits de l'industrie qu'ils ont entreprise ou se proposent d'entreprendre. S'ils possèdent une influence politique avec laquelle le gouvernement se croit obligé de compter il les leur accorde en échange de leur appui. Si le régime douanier dépend d'un parlement, la concession d'un droit protecteur est encore l'objet d'un échange. Dans les pays où la moralité politique est peu cultivée, les votes protectionnistes s'achètent ouvertement, ailleurs ils s'échangent tacitement contre les votes des électeurs intéressés à la protection. Députés et électeurs ne s'en croient pas moins des titres à la reconnaissance de la nation pour l'avoir affranchie du tribut qu'elle payait à l'étranger. Mais qu'est-ce qu'un tribut, sinon un impôt en échange duquel ceux qui le paient ne reçoivent aucun produit ou aucun service. Or, en échange de la somme qu'elle paie à l'étranger, la nation reçoit le produit qui répond au besoin qu'elle en a, et ce produit, elle l'achète sur le marché où elle peut l'obtenir au prix le plus bas. Survient un droit protecteur. Elle est obligée désormais d'acheter le produit sur le marché national au prix de l'industrie protégée. Et comme la protection a précisément pour objet de permettre aux producteurs d'élever le prix du marché national au-dessus du prix du marché général, elle est gravée de la différence. Cette différence est-elle autre chose qu'un tribut qu'elle fournit aux industriels protégés et dont elle aurait été exonérée si elle avait pu continuer à s'approvisionner sur le marché général? Le tribut qu'elle ne payait point à l'étranger, elle le paie aux industriels protégés et, si on additionne toutes les différences des prix du marché national et du marché général sous un régime de protection, on trouvera qu'aux impôts perçus au profit de l'Etat s'ajoute un autre impôt prélevé par les bénéficiaires de la protection et qui peut, celui-ci, être justement qualifié de tribut.

Au moins cet impôt, ce tribut, va-t-il tout entier aux co-participants nationaux de l'industrie protégée, entrepreneurs, capitalistes, employés et ouvriers? Non, le plus souvent, surtout lorsqu'il s'agit de provoquer par l'établissement d'un droit protecteur la création d'une industrie qui n'existe point dans le pays, ce sont des entrepreneurs, des capitalistes, et même des ouvriers engagés ~~à~~ cette industrie à l'étranger, et auxquels le droit protec-

l'influence de l'augmentation générale de la productivité de l'industrie et, en particulier, de l'accroissement de la sécurité et des progrès des moyens de communication. De quelques centaines de millions avant la naissance de la grande industrie, il s'est élevé à plus de 50 milliards dans le cours du XIX^e siècle (1).

Cependant, s'il y a des articles qu'une nation ne peut produire et qu'il lui faut, malgré tout, demander à l'étranger, il y en a, en revanche, un grand nombre que toutes produisent ou sont capables de produire, quoique à des degrés inégaux de capacité. Parmi leurs industries, les unes, celles qui sont le mieux adaptées au sol, au climat et aux aptitudes particulières de la population, suffisent non-seulement à approvisionner le marché intérieur, mais débordent sur les marchés étrangers, où elles déversent des quantités croissantes de leurs produits, les autres, au contraire, sont non-seulement incapables d'envahir les marchés des autres nations, mais encore de défendre le leur contre l'invasion des produits étrangers. Le système protecteur les préserve de cette invasion dont elles sont impuissantes à se préserver elles-mêmes. Grâce à son intervention tutélaire, les produits étrangers ne tardent pas à être remplacés par des produits nationaux, quoique en moindre quantité, car les frais de production des industries protégées sont plus élevés que ceux des industries concurrentes de l'étranger, et d'ailleurs elles peuvent, jusqu'à ce que la concurrence intérieure se soit suffisamment développée, exhausser leurs prix de vente de tout le montant des droits protecteurs. L'élévation des prix a

(1) Nous n'avons pas de données positives sur la valeur du commerce des Etats civilisés dans l'antiquité et au moyen-âge. C'est seulement au commencement du dix-septième siècle qu'apparaissent en Angleterre les premiers rudiments d'une statistique commerciale. En 1613, la valeur officielle des importations de l'Angleterre et du pays de Galles ne dépassait pas 2.141.151 liv. st., et celle des exportations 2.487.435 liv. st. En 1875, cent dix ans après la prise du brevet de Watt, les importations s'élevaient à 373.941.325 liv. st., et les exportations des seuls produits anglais à 223.494.570 liv. st., formant un énorme total de près de 15 milliards de francs. Dans les autres Etats civilisés, où la grande industrie s'est implantée, en France, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, aux Etats-Unis, la progression n'a guère été moindre. En prenant pour base et pour point de comparaison le commerce extérieur de l'Angleterre, dans l'année de Watt, on n'exagérera certainement pas en disant que la somme des échanges internationaux, depuis cette époque caractéristique de l'éclosion de la grande industrie a au moins *vingt* *plé*.

L'évolution économique du XIX^e siècle, p. 54.

De là une autre conséquence non moins nuisible au développement de la production et de la richesse. C'est une vérité d'expérience que tout industrie s'accroît et progresse en raison de l'étendue de son débouché. Une industrie qui ne dispose que d'un marché de quelques centaines de milliers de consommateurs ne peut organiser ses entreprises sur un plan aussi vaste, employer une machinerie aussi puissante et pousser la division économique du travail aussi loin que celle à laquelle s'ouvre un marché de quelques millions. Or, si étendu que soit le marché d'une nation, il l'est moins que le vaste marché du monde dont il ne forme qu'un compartiment. En refoulant dans chacun de ces compartiments les industries capables d'étendre leurs débouchés dans les autres, le système protecteur enraie ou tout au moins ralentit leurs progrès. Ces progrès qui multiplient les produits et, en diminuant les frais de la production, abaissent les prix de vente, ne peuvent prendre l'essor que leur imprimerait la concurrence si le marché du monde était librement ouvert dans toutes ses parties à toutes les branches de l'industrie humaine. Or, à mesure que les prix de vente vont s'abaissant, en mettant ainsi les produits à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs, l'augmentation de la consommation détermine à son tour celle de la production.

Supposons donc que toutes les nations qui ont élevé les barrières du système protecteur suppriment ces barrières, que toutes les industries naturellement adaptées au sol, au climat et aux aptitudes de la population puissent étendre leurs débouchés sans rencontrer d'obstacles artificiels et abaisser le prix de leurs produits par l'application de tous les progrès que la science apporte chaque jour à l'industrie, quel sera le résultat? Ce sera un accroissement général de la consommation, partant de la production, accroissement dont chaque nation aura sa part, au bénéfice de ses producteurs aussi bien que de ses consommateurs.

D'où il est permis de conclure qu'il n'est pas vrai que le système protecteur augmente la puissance productive d'une nation et par conséquent sa richesse. S'il développe les industries les moins capables, c'est au dépens des plus capables. Il affaiblit celles-ci plus qu'il ne fortifie celles-là. Il fait du darwinisme à rebours.

Il est encore moins vrai que le système protecteur soit une assurance contre les risques qui menacent l'existence de l'industrie sous un régime de concurrence universalisée. Ces risques, il les aggrave au contraire ou, pour mieux dire, il les crée, en susci-

les droits de souveraineté des seigneurs. Et de même encore que le seigneur ou le roi défendait son domaine et s'appliquait à l'étendre en raison des profits qu'il tirait de l'exploitation de ses sujets et qui s'augmentaient naturellement avec leur nombre, les corporations défendaient leur marché, tant contre l'invasion des produits étrangers que contre leurs empiètements réciproques. De là les procès incessants qui s'engageaient entre elles sur les limites de leurs privilèges, et les douanes que le propriétaire du domaine élevait à la fois dans l'intérêt de sa fiscalité et dans celui des industries privilégiées.

Les travailleurs ont été affranchis de la servitude, les corporations ont été abolies, l'industrie est devenue libre, mais le même esprit de monopole qui animait les différentes catégories de producteurs sous l'ancien régime a subsisté dans le nouveau. Aux marchés locaux dont la possession leur était garantie par des règlements, des douanes intérieures et plus efficacement encore par la difficulté et la cherté des transports, s'était substitué un marché national plus étendu, dont ils se considéraient comme propriétaires et qui devait, en conséquence, leur être réservé comme l'était auparavant le marché local. Cependant la liberté du travail et de l'échange y avait fait naître et rapidement développé la concurrence, et celle-ci imprimait un merveilleux essor à la production, mais en exigeant chez les producteurs, entrepreneurs et ouvriers, un déploiement d'activité et d'efforts auquel le régime du monopole ne les avait point accoutumés. Elle n'a donc point tardé à leur paraître insupportable et cette hostilité dont elle est l'objet n'a fait que s'accroître. N'est-ce pas en vue de supprimer la concurrence intérieure qu'ont été constitués et qui se multiplient tous les jours les syndicats, les trusts et les cartels? A plus forte raison a-t-il paru nécessaire d'exclure la concurrence étrangère d'un marché d'où les syndicats s'efforcent de bannir la concurrence intérieure?

Cette nécessité a semblé de plus en plus urgente à mesure que le développement des moyens de communication a rapproché les marchés et tendu à les unifier. Aux obstacles naturels qui ne protégeaient plus que d'une manière insuffisante les producteurs contre leurs concurrents étrangers, il a fallu suppléer par des obstacles artificiels. Le système protecteur s'est organisé alors; il a établi toute une machinerie ingénieuse de tarifs, de subventions et de primes destinée, d'une part, à empêcher l'industrie étrangère d'envahir le marché national, et, d'une autre part, à faire brèche aux obstacles qui protègent les marchés étrangers contre

V

Qu'est-ce qu'un traité de commerce? C'est un traité de paix économique, ou pour mieux dire une trêve, conclue pour un espace de temps plus ou moins long, pendant lequel les nations contractantes s'engagent à s'abstenir de tout acte de guerre, ceci en vue d'assurer la sécurité de leurs industries respectives en écartant le risque d'un exhaussement de tarif. C'est là un avantage manifeste que reconnaissent les protectionnistes eux-mêmes. Seulement cet avantage, ils n'entendent point l'acheter par des réductions de droits qui enlèveraient aux industries protégées un troupeau plus ou moins nombreux de consommateurs, — ce qui rend naturellement fort laborieuse la négociation de cette sorte de traités. Cependant, il n'y a pas sur ce point un accord complet entre les industries protégées. Les mieux adaptées et les plus progressives, celles qui sont non seulement capables de défendre leur marché, mais qui fournissent un contingent important à l'exportation, consentent, sans trop de résistance, à la diminution d'une protection qui leur est inutile, et en échange de laquelle ils acquerraient une sécurité qui leur manque. Les industries les moins capables se montrent au contraire intraitables dans leur opposition. Elles ont même, par un surcroît de précautions, usé de leur influence pour obtenir, en France par exemple, une garantie contre les périls auxquels les traités pourraient les exposer. savoir l'établissement d'un tarif minimum, au-dessous duquel il est interdit aux négociateurs d'accorder une réduction de tarif.

Ce n'est pas tout. Des protectionnistes ingénieux ont inventé un procédé qui a le mérite de rendre les concessions douanières à la fois apparentes et illusoires. Ce procédé, bien connu et d'une application facile, consiste dans l'établissement de droits dits de combat ou mieux encore dans le relèvement complet du tarif général, en prévision des traités. Si l'on élève en effet de 50 p. 100 un droit quelconque du tarif général, en le réduisant dans la même mesure au tarif conventionnel n'accorde-t-on pas une faveur qui en commande une autre. sans abaisser la muraille douanière, en l'exhaussant au contraire pour toutes les nations dont les produits restent soumis au tarif général? Et n'est-ce pas un double profit?

Lorsqu'un traité est ainsi préparé, vient le moment de le conclure ou de le renouveler. Les négociateurs se réunissent. Se fondant sur

trop cher par la perturbation inévitable que cause tout changement de tarif s'il avait un caractère de permanence. Mais si les influences protectionnistes demeurent prépondérantes chez l'une des deux nations contractantes, le traité court le risque d'être emporté avec le pouvoir qui l'a imposé. Alors, comme il est arrivé en France, une réaction survient qui emporte le traité libéral, en occasionnant dans les débouchés une seconde perturbation en sens inverse de la première. On peut donc se demander si le bien causé par l'abaissement temporaire des droits est supérieur au mal causé par leur relèvement.

En définitive, l'emploi du procédé des traités de commerce pour arriver au libre échange ne peut être utile que s'il s'appuie sur une conversion de l'opinion, assez générale et assez solide pour écarter le danger d'une réaction protectionniste. Encore dans ce cas est-il préférable d'ouvrir les frontières aux produits de toutes les nations, comme l'a fait l'Angleterre, sans accorder des faveurs aux unes au détriment des autres.

VI

La guerre économique que suscite le protectionnisme est à la fois défensive et offensive. Elle a pour objet tantôt la défense du marché national, tantôt l'invasion des marchés étrangers. La politique protectionniste est simplement défensive lorsqu'elle se borne à faire relever un tarif, elle est à la fois défensive et offensive lorsqu'elle préside à la négociation d'un traité de commerce ; elle est offensive lorsqu'elle provoque la conquête d'un marché *manu militari*, ou bien encore l'établissement de primes d'exportation, la constitution de trusts, de cartels ou de syndicats, quoique l'invasion des marchés étrangers ne soit pour ceux-ci qu'un objet secondaire ou même une simple conséquence de leur objet principal : l'accaparement du marché national.

Le procédé de la conquête d'un marché *manu militari* est devenu trop coûteux, du moins entre deux peuples civilisés, et il a d'ailleurs le fâcheux inconvénient de susciter à la production nationale la concurrence des industries du pays conquis. A cet égard, les protectionnistes russes n'ont pas eu à s'applaudir de l'annexion de la Pologne et les protectionnistes allemands encore moins de celle de l'Alsace-Lorraine. Ce n'est pas, au surplus, pour donner satisfaction aux intérêts protectionnistes que la Russie, la Prusse et l'Autriche se sont partagé la Pologne, que la Révolution et

donc à l'examen des autres procédés offensifs du protectionnisme : primes d'exportation, trusts, cartels et syndicats.

VII

Les primes d'exportation sont établies afin de permettre à certaines industries d'augmenter leur clientèle à l'étranger, en abaissant leurs prix au-dessous de ceux des industries concurrentes. Telles sont les primes allouées à la production du sucre de betterave par la plupart des nations de l'Europe. Les sommes fournies aux industries primées sont prélevées sur la généralité des contribuables. Elles constituent pour la nation une charge qui pèse sur l'ensemble de la production, soit que cette charge soit supportée directement par les producteurs ou indirectement en diminuant le pouvoir d'achat des consommateurs. Elles ne sont donc, en dernière analyse, que des subventions accordées aux industries primées aux dépens des industries non primées. Si elles augmentent la production de celles-là, elles diminuent la production de celles-ci. On peut admettre toutefois qu'une subvention accroisse la puissance productive d'une industrie plus qu'elle ne diminue celle des autres branches de la production auxquelles elle n'impose qu'une charge légère, et que la richesse nationale bénéficie de la différence. Seulement ce bénéfice va s'amointrissant à mesure que les primes se multiplient. Un moment ne tarderait pas à venir où elles affaibliraient les industries qui les fournissent plus qu'elles ne développeraient celles qui les obtiennent.

On sait que les primes sucrières en permettant aux producteurs français, belges, allemands, autrichiens, d'abaisser leurs prix de vente au-dessous de leurs prix de revient normaux et la concurrence en les y obligeant, procurent aux consommateurs anglais une économie évaluée à 170 millions de francs. Cette économie a pour effet, en premier lieu, d'augmenter leur confort aux dépens des consommateurs et des contribuables continentaux, en second lieu, d'abaisser en Angleterre les frais de production des industries auxquelles le sucre sert de matière première, confitures, pâtes alimentaires, etc., et de leur accorder ainsi un avantage égal au montant des primes sur les industries concurrentes de l'étranger, et, en particulier, sur celles des pays à primes. En déduction de ces deux bénéfices, il faut tenir compte toutefois du dommage que cause la concurrence inégale des sucres primés aux

des frais de production de son industrie. Mais, comme dans le cas des primes d'exportation, n'est-ce pas la subvention que fournissent aux trusts les consommateurs nationaux, qui leur permet d'envahir les marchés étrangers ?

C'est ainsi que le trust du fer et de l'acier vend aujourd'hui ses produits en Angleterre et en Allemagne à un prix fort inférieur à celui qu'il impose à ses consommateurs américains. Cette concurrence inégale cause naturellement un dommage sensible aux producteurs anglais et allemands de fer et d'acier. En revanche, l'abaissement du prix de ces matières premières diminue les frais de production des constructeurs de machines, des fabricants d'outils, de quincaillerie, etc. En leur fournissant à 24 dollars la tonne l'acier qu'il vend 32 dollars aux constructeurs et aux fabricants américains, il établit en leur faveur une prime égale à la différence des deux prix. Cette prime payée par les consommateurs américains protège les industries de l'Angleterre et de l'Allemagne contre les industries concurrentes des États-Unis. Et voilà comment le protectionnisme finit par se tourner contre lui-même, tout en exposant les producteurs paisibles des matériaux de la vie aux risques et aux dommages de l'état de guerre.

VII

A le bien considérer, le système protecteur n'est autre chose qu'un des modes les plus nuisibles de l'intervention de l'État. En protégeant l'industrie contre la concurrence étrangère, l'État se propose à la fois de développer la production nationale et d'assurer son existence contre les risques auxquels cette concurrence l'expose. C'est pour atteindre ce double but qu'il établit des droits à l'importation des produits étrangers et même qu'il les frappe de prohibition, tandis que, d'une autre part, il subventionne des industries en vue d'étendre leurs débouchés à l'étranger. Or, qu'avons-nous constaté dans l'examen de ce système ? C'est que l'intervention de l'État, en cette matière comme en tout autre, a des résultats précisément opposés à ceux qu'elle vise, c'est qu'elle ralentit le développement de la production, partant de la richesse, et qu'elle augmente les risques de l'industrie en créant entre toutes les nations un état de guerre économique.

En mettant sa douane au service des industries qui se prétendent à tort ou à raison incapables de soutenir la concurrence étrangère, l'État leur assure la possession plus ou moins complète

relèvement d'un tarif peut fermer du jour au lendemain. Or, quel est l'effet de la fermeture d'un débouché ? C'est de dépouiller les producteurs, — capitalistes et travailleurs, — de leurs moyens d'existence, et en les privant des revenus avec lesquels ils achètent tous les articles nécessaires à leur consommation, de retrécir le débouché des industries qui fournissent ces articles, c'est, en un mot, de créer une perturbation qui s'étend de proche en proche à toutes les branches de la production jusque dans les régions les plus lointaines. A la vérité, le débouché fermé à l'industrie étrangère par le relèvement du tarif s'ouvre à l'industrie nationale, mais il est amoindri par la hausse du prix, et les bénéfices anormaux qu'il procure ne manquent point d'attirer une affluence non moins anormale de capital et de travail. De là une surproduction, et, une série de perturbations qui se traduisent encore par des risques.

Ces risques qu'engendre l'intervention brutale et spoliatrice du gouvernement pour confisquer au profit des uns les débouchés créés par l'industrie des autres, ces risques disons-nous, tombent sur la généralité des coopérateurs de la production, chez toutes les nations maintenant unies et solidarisées par l'échange. Seulement, il y a cette différence entre les capitalistes et les ouvriers que ceux-là peuvent s'assurer et s'assurent contre les risques de l'état de guerre économique créé et entretenu par le protectionnisme, tandis que les ouvriers ne le peuvent pas. Les capitalistes ont le choix entre les placements, et, au besoin, ils peuvent conserver leurs capitaux indéfiniment inactifs. Ils ne les engagent donc dans les entreprises industrielles qu'à la condition d'être couverts contre tous les risques de cette sorte de placements. Mais les ouvriers ne peuvent conserver leur travail inactif, et c'est finalement sur ces soldats de l'industrie que pèse de son poids le plus lourd le fardeau du protectionnisme. Comme consommateurs, ils supportent le renchérissement artificiel de tous les matériaux de la vie, comme producteurs, ils sont encore victimes de ce renchérissement par l'obstacle qu'il oppose au développement général de la production, et par conséquent à l'accroissement naturel de leurs revenus, sans parler des crises et des chômages qu'engendre à leur détriment l'instabilité inhérente au régime de la protection.

Mais cette intervention de l'Etat, employée à augmenter les profits des industriels et de leurs commanditaires par la confiscation des clientèles de leurs concurrents n'a-t-elle pas encore une autre conséquence, celle-ci particulièrement menaçante pour l'avenir ?

Si l'Etat peut user légitimement du pouvoir dont il dispose pour enrichir les industriels et les capitalistes nationaux au dépens des étrangers. pourquoi ne s'en servirait-il pas aussi pour enrichir les ouvriers aux dépens des industriels et des capitalistes ? Le jour où les ouvriers seront entrés en possession de l'appareil législatif de l'Etat, ne seront-ils pas autorisés à en user à l'égard de la propriété nationale, comme en ont usé avant eux les industriels et les capitalistes à l'égard de la propriété étrangère ? L'une est-elle plus respectable que l'autre ? Et c'est ainsi que le protectionnisme prépare et justifie d'avance les procédés d'appropriation du socialisme.

G. DE MOLINARI.

MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL

L'éclairage des côtes et son importance pour les transports par mer. La cherté des feux-éclairs électriques et une nouvelle transformation dans les lampes des phares : l'incandescence par le gaz, l'incandescence par les vapeurs de pétrole, sa simplicité et son bon marché ; l'acétylène. Eclairage du phare de l'île Vierge, la tour la plus élevée du monde, le triomphe de la maçonnerie. — L'application de l'alcool, non seulement aux moteurs, mais à l'éclairage et au chauffage ; les divers types de lampes et de fourneaux. Faible dépense et avantages multiples. — Les automobiles à vapeur : chauffage à l'alcool de leurs chaudières inexplosibles ; leurs triomphes, 120 kilomètres à l'heure. — Le danger des constructions métalliques ; leur usure rapide, les ravages de la rouille. Un retour aux ponts en maçonnerie : le pont de 85 mètres de Luxembourg.

Dans cette admirable transformation des moyens de transport qui a été la caractéristique dominante du XIX^e siècle, et qui ne fait que s'accroître encore de nos jours, l'amélioration de l'éclairage des côtes n'a pas été sans jouer un rôle des plus importants. Elle est venue, en effet, donner à la navigation une sécurité inconnue jusqu'alors, et l'on sait que toute diminution de risques se traduit forcément et automatiquement par une baisse dans les frais de transport : ce qui entraîne un trafic plus grand et un abaissement dans le prix de vente des produits. Nous avons eu occasion de parler de cette question quand nous avons décrit les nouveaux dispositifs imaginés sous le nom de « feux-éclairs » par un homme éminent, aujourd'hui disparu, M. Bourdelles, directeur du Service des Phares français, et dont l'invention est reconnue dans le monde entier comme donnant la meilleure solution du problème de l'éclairage des côtes à longue distance.

Mais les feux-éclairs que nous avons signalés étaient éclairés à l'électricité : or, si cette source de lumière est particulièrement

importante passe, dans un temps donné, à travers ce manchon et s'y brûle. on est parvenu à combiner pour nos phares des becs qui fournissent trois fois plus de lumière que les lampes à pétrole et à six mèches dont on se servait jusqu'alors. qui sont bien autrement simples. et qui pourtant sont beaucoup plus économiques. Sans doute faut-il installer une petite usine pour produire le gaz qui sera ainsi brûlé. mais c'est autrement facile que de créer une station électrique. et bien moins coûteux : en fait, il suffit d'un local extrêmement réduit pour fabriquer ce gaz dans les meilleures conditions au moyen des huiles lourdes de pétrole. qui se transportent facilement jusqu'au lieu d'emploi. Mais on s'est dit qu'on aurait encore plus d'intérêt à recourir à l'incandescence au moyen de vapeurs de pétrole. suivant la méthode qui a été imaginée pour certaines lampes domestiques, mais qui réussit fort peu à ce point de vue. parce que les lampes domestiques sont de calibre un peu faible. Les lampes de phares ne présentant pas cette difficulté, on a pleinement réussi à y pratiquer l'incandescence à l'aide des vapeurs de pétrole : de la sorte, plus n'est besoin d'une usine à fabriquer le gaz d'éclairage. la gazéification se produisant dans la chambre même du phare où est installée la lampe. Le pétrole à l'état liquide est comprimé dans un réservoir, de là il s'écoule dans ce qu'on nomme un vaporisateur, entraîné qu'il est par l'air comprimé qui vient d'un réservoir spécial ; comme le vaporisateur est chauffé par le bec même de la lampe, qui se trouve au-dessous de lui ou dans son proche voisinage, immédiatement il se produit des vapeurs de pétrole. autrement dit, le liquide se vaporise : il arrive ensuite dans le bec, qui est un peu spécial, et où il se mélange avec une quantité d'air convenable, et ce mélange vient brûler sous le manchon en le rendant incandescent. On le voit, l'installation est réduite au maximum de simplicité, puisque tout l'appareil d'alimentation et, en somme, de production du gaz nécessaire à l'éclairage, se trouve dans la lanterne même du phare et n'y occupe qu'une place fort restreinte ; cette installation est peu coûteuse, et la compression de l'air qui est chargé de chasser le pétrole hors de son réservoir s'obtient aisément à la main.

Empressons-nous de dire que les manchons que ces vapeurs de pétrole rendent incandescents, sont de très grand format, puisque celui que possède un phare tout nouvellement édifié en France, le phare de l'île Vierge, sur lequel nous donnerons tout à l'heure des renseignements complémentaires, a un diamètre de 5 centimètres et demi, à peu près le double de ceux qui sont employés

réduit à l'état de vapeurs avant que d'être brûlé. Pour ce qui est particulièrement de l'éclairage, on peut dire que l'alcool brûlant à flamme libre n'a aucun pouvoir éclairant, et, si l'on ne veut pas le gazéifier, le transformer en vapeurs, on est alors forcé de le mélanger avec de la benzine, celle-ci donnant à l'alcool, dans d'assez mauvaises conditions d'ailleurs, la puissance éclairante qui lui fait défaut. Quant aux appareils de chauffage alimentés avec de l'alcool liquide, ce sont simplement les réchauds classiques dont on se sert depuis bien longtemps, et ces lampes à esprit-de-vin, comme on les nomme vulgairement, donnent une chaleur qui coûte cher et ne peut être utilisable que dans certains cas exceptionnels et non au point de vue domestique général, à plus forte raison pour des emplois industriels.

Nous pouvons, aussi bien, fournir tout de suite deux chiffres sur la consommation fort élevée des lampes brûlant de l'alcool à l'état liquide : alors qu'elles brûlent plus de 7 centimètres cubes par bougie décimale et par heure (nous ferons tout à l'heure à ce propos la comparaison avec les appareils d'éclairage dont nos lecteurs ont la pratique), la consommation des lampes recourant à la gazéification et au manchon à incandescence, descend à 3, à 2, et même à moins de 2 centimètres cubes, toujours par bougie-heure.

La méthode adoptée pour transformer en vapeurs l'alcool qui est dans le réservoir de la lampe, ou même de l'appareil de chauffage, ressemble naturellement quelque peu à celle que nous avons indiquée plus haut pour les feux de phares à incandescence par le pétrole : il faut toujours une sorte de petite chaudière où l'alcool est chauffé précisément pour se vaporiser. Quelquefois la chaleur est fournie par une petite veilleuse que l'on allume au moment de se servir de la lampe, et qui fonctionnera tout le temps que cette dernière éclairera : on allume cette veilleuse à l'aide d'une allumette, et quand elle a commencé de chauffer la chaudière durant une minute ou même une demi-minute, on approche une autre allumette du bec proprement dit, ce qui enflamme les vapeurs qui sortent de la chaudière et montent dans ce bec. Parfois aussi, la chaudière est chauffée de ce fait qu'elle se trouve au-dessus ou tout à côté de la flamme du bec, exactement comme cela se passe dans les lampes à pétrole des phares ; mais, bien entendu, il faut alors qu'au début, on présente sous la chaudière un tampon trempé dans l'alcool et qui, enflammé, donnera la chaleur nécessaire au début de la vaporisation. Il en est de même avec les lampes où la chaleur que réclame la chaudière est transmise à

ils demandent de l'alcool carburé, qui coûte naturellement plus cher, mais qui a une puissance calorifique plus grande, par suite de la présence de la benzine. Il importe d'ajouter que pour les appareils de grande puissance surtout, la consommation d'alcool carburé est moins grande que celle de l'alcool pur, si bien que cet alcool carburé se recommande surtout pour l'éclairage de vastes locaux, éclairage pour lequel on a construit toute une série de lampes spéciales. Mais l'alcool carburé a cet inconvénient que, s'il est brûlé dans un appareil manquant un peu de tirage, comme une lampe domestique, ou bien dans lequel on ne recourt à aucune pression pour chasser les vapeurs carburées dans le bec (ce qui également n'est pratique que pour les installations d'importance), il donne une flamme fuligineuse, et l'alcool simplement dénaturé, sans addition d'aucune substance relevant son pouvoir calorifique, s'impose, d'autant qu'en somme son emploi n'entraîne dans les frais d'éclairage qu'une augmentation de quelques centimes par soirée, et que cet alcool est moins inflammable que quand il est mélangé d'une certaine proportion de benzine.

Et si l'on veut tirer une conclusion des expériences multiples déjà faites, aujourd'hui que l'on possède des appareils parfaitement pratiques pour l'éclairage comme pour le chauffage par l'alcool, on arrive à des constatations fort satisfaisantes, et qui parlent suffisamment en faveur de la substitution de l'alcool au pétrole, étant donné d'une part que le pétrole coûte cher par suite des droits de douane, que le gaz est le plus souvent à un prix élevé pour une cause analogue et pour divers motifs, et que, d'autre part, l'alcool offre des avantages de propreté, de qualité de lumière, que l'on ne rencontre point dans le pétrole. Grâce à ce fait que l'alcool dénaturé ne se vend pas plus de 40 à 50 centimes le litre, l'éclairage par l'alcool coûte moins cher que l'éclairage au pétrole, et cela même quand il ne s'agit point de lampes de grande puissance utilisant l'alcool carburé. Bien plus, une lampe à alcool de même valeur éclairante qu'une lampe électrique à incandescence, donne la lumière à un prix au moins moitié moindre. Quant aux appareils de chauffage, bien que l'alcool dégage bien moins de chaleur que le pétrole, cependant il offre tant d'avantages qu'on ne peut hésiter à le recommander, ces avantages compensant et au-delà la petite augmentation de dépenses qui résulte de cette substitution de combustible. Pour les moteurs nous ne dirons rien, bien qu'une nouvelle course d'automobiles à alcool ait été courue en France ces jours derniers, et soit venue prouver encore qu'on possède maintenant des moteurs qui, grâce

voitures Darracq et Jenatzy faire 102 et 101 kilomètres à l'heure, franchissant ainsi le kilomètre en 35 secondes environ.

Dans la voiture Serpollet, dont nous ne donnerons point une description complète qui relèverait beaucoup trop du domaine technique, mais dont nous voulons du moins faire comprendre le fonctionnement général, nous trouvons comme chaudière cet appareil si ingénieux qui a été la découverte la plus originale de M. Serpollet, et qui rend tant de services, le générateur à vaporisation instantanée : il est composé de tubes à parois épaisses, mais aplatis de manière à ne présenter qu'un vide intérieur presque infime. De sorte que, si l'on chauffe ces tubes à une chaleur intense, la faible quantité d'eau qu'ils contiennent est vaporisée instantanément, au sens exact du mot, tandis qu'il en arrive d'autre pour remplacer celle qui vient ainsi de se transformer en vapeur ; le même mouvement se continue, c'est-à-dire qu'il suffit que de l'eau pénètre dans chacun des tubes de la chaudière pour qu'elle se transforme immédiatement en vapeur. On n'accumule point de la vapeur dans un réservoir quelconque, on la produit au moment même où l'on en a besoin, et si l'on veut faire donner un coup de collier au moteur qu'alimente ce générateur, moteur adapté à une voiture dans l'exemple qui nous intéresse, il suffit d'augmenter la quantité de liquide qu'on envoie dans la chaudière ; la puissance de vaporisation est pour ainsi dire indéfinie, et c'est précisément ce qui explique la vitesse qu'on obtient avec ce genre de voiture, puisqu'on peut fournir au moteur toute la vapeur qu'il réclamera. Ajoutons que ces générateurs ont une qualité précieuse, ils sont inexplosibles, puisqu'ils ne renferment jamais qu'un volume infime de vapeur, enfermé d'ailleurs dans des tubes métalliques d'une épaisseur énorme, eu égard surtout à la masse de vapeur qui s'y trouve contenue. Et l'on comprend que cette qualité est particulièrement à apprécier pour une voiture automobile, où la conduite de la chaudière est confiée souvent à des gens qui n'ont pas de connaissances techniques, et où, en même temps, les voyageurs sont précisément assis sur cette chaudière, dont l'explosion les exposerait tout au moins à de terribles blessures. Il va de soi que l'eau qu'il faut constamment fournir à la chaudière pour lui permettre de remplir son rôle, lui est injectée par un dispositif mécanique, commandé par la vapeur même, et dont on active plus ou moins la marche suivant la vitesse que l'on veut atteindre.

Tout cela fonctionne presque automatiquement, ce qui est une grande commodité en automobilisme, et la facilité de conduite

est bien capable de résister longtemps aux agents atmosphériques qui n'ont pour ainsi dire pas de prise sur la pierre. Il ne faut pas être fort expert en ces questions pour savoir que la rouille est un ennemi redoutable pour le fer et ses variétés diverses, et la chose est d'autant plus grave que, malgré les recherches poursuivies, on n'est pas arrivé à trouver un produit ou une méthode qui arrive pratiquement à empêcher les ravages de cet ennemi ; sans doute peint-on soigneusement les ouvrages métalliques, et renouvelle-t-on les couches d'enduits protecteurs, mais le plus souvent la rouille continue traîtreusement son œuvre sous l'enduit soi-disant protecteur, après avoir pénétré dans la place par une fissure imperceptible. Nous pourrions citer des exemples bien caractéristiques de ponts de chemins de fer, en Angleterre, ou de ponts dans les ports maritimes français, dont la peinture était fréquemment renouvelée, et de façon, croyait-on, à empêcher la rouille d'attaquer le métal, et qu'on n'a pas été peu étonné de trouver absolument rongés et menaçant ruine quand on a examiné de près certaines poutres et tôles qui échappaient à un examen superficiel. Ces ravages des agents atmosphériques sont naturellement particulièrement redoutables au bord de la mer, parce que l'air y tient en suspension des substances corrosives ; de même, les ponts et les halles de chemins de fer sont exposés aux fumées sulfureuses des machines, qui elles aussi ont une influence des plus pernicieuses sur le fer et l'acier ; mais il est certain que les observations les plus concordantes et les plus probantes démontrent bien que le métal, dans les constructions exposées à tous les agents atmosphériques, n'a qu'une vie d'une durée relativement réduite.

Au lieu de cela, les monuments de toutes sortes qui nous ont été laissés par les siècles successifs, et qui ont souvent des milliers d'années, nous prouvent bien que la maçonnerie même sans entretien, et à la seule condition qu'elle soit liée par un ciment de bonne qualité, résiste pour ainsi dire éternellement : tout au plus se laisse-t-elle ronger un peu superficiellement par le vent et la pluie. Les exemples que nous pourrions citer s'offrent innombrables, depuis le fameux Pont du Gard jusqu'aux ruines qui parsèment le nord de l'Afrique.

Aussi, en dépit des facilités de construction que donne le métal, par exemple pour l'édification des ponts, toute une école d'ingénieurs, et des plus distingués, demande-t-elle qu'on continue d'avoir recours à la maçonnerie bien plutôt qu'au métal au moins pour les ouvrages qui ne présentent pas des dimensions où la

pierre serait impuissante à répondre au rôle qu'on voudrait lui imposer; et même, des constructeurs audacieux ont essayé d'aborder avec la maçonnerie des ouvertures d'arches de ponts que les partisans du métal considéraient comme réservées à leur favori.

Nous devons dire tout de suite que des ingénieurs du ^{xiv}^e siècle, qui n'avaient pourtant pas d'école polytechnique pour se former, osèrent édifier un pont dont l'arche centrale avait une énorme ouverture de 72 mètres et plus: c'était le pont de Trezzo, sur l'Adda, qui fut malheureusement détruit durant une guerre civile en 1416. Depuis lors, on s'était maintenu à des proportions plus modestes, et la plus grande arche en maçonnerie était celle dite de Cabin-John, dans la Virginie, qui a une ouverture de 67 mètres. Il existe bien quelques ponts d'une soixantaine de mètres d'ouverture, comme celui de Gutach, dans la Forêt Noire, qui a 64 mètres, ou celui du Gour Noir, sur la ligne de Limoges à Brives, qui en a 62, ou encore les ouvrages un peu analogues de Munich, de Lavour, de Chester; mais en somme cela ne forme qu'un total assez modeste, et surtout on ne semblait pas devoir dépasser l'ouverture du pont italien de Trezzo, étant donné que les arches métalliques de 60 et 70 mètres et plus d'ouverture ne sont presque que jeu d'enfant. Cependant, un ingénieur français des plus distingués, M. Séjourné, qui est un des partisans les plus convaincus des ponts en maçonnerie de grande portée, et qui a précisément été l'auteur de l'ouvrage de Lavour, vient de mener à bien l'étude et la construction d'un pont destiné à la ville de Luxembourg et dont l'arche énorme n'a pas moins de 84 m. 65, bien près de 85 mètres d'ouverture. Il est facile, en prenant un point de comparaison connu, de se rendre compte de l'énormité de cette ouverture, et de la difficulté évidente qu'il y a à maintenir en équilibre les pierres composant une semblable voûte.

La construction même de cet ouvrage a entraîné des difficultés considérables qui ne sont guère pour intéresser que des techniciens; mais on les pressent quand on voit que pendant si longtemps on avait hésité même à se hasarder à construire des ponts de 70 mètres d'ouverture. Comme cette arche pèserait fort lourd si on l'avait faite pleine, elle est composée d'une véritable arcade en maçonnerie assez peu épaisse, sur laquelle viennent s'appuyer des voûtes secondaires qui supportent effectivement le tablier du pont. De la sorte cette voûte en maçonnerie semble presque aussi légère qu'une arche métallique, et du moins on peut être assuré, en se fondant sur les innombrables précédents, que les années

passeront sans que les éléments aient aucune influence appréciable sur les matériaux dont elle est composée. Nous n'avons guère besoin de dire que ces matériaux ont été soigneusement choisis pour offrir la plus grande résistance possible, les parties inférieures de l'arcade dont nous parlions à l'instant, ayant à supporter une charge considérable, par suite même de l'ouverture immense du pont. En fait, et pour rendre tout cet ensemble moins pesant, l'ouvrage est composé de deux ponts étroits construits parallèlement et réunis par un plancher à leur partie supérieure, plancher qui supporte la chaussée de la route à laquelle le pont donne passage.

Nous ne savons si ces grands ponts en maçonnerie feront école aux dépens des ponts métalliques, mais nous pourrions citer encore un de ces ouvrages qui est étonnant lui aussi par ses proportions, bien qu'on n'y ait pas imposé de tour de force à la pierre, puisqu'il se compose d'une série d'arches dont l'ouverture est assez modeste : c'est le pont de chemin de fer de Rockville sur la Susquehanna, en Pensylvanie, qui n'a pas moins de 1.165 mètres de longueur totale ; il comprend 48 arches successives de 22 mètres d'ouverture environ.

DANIEL BELLET.

REVUE
DE
L'ACADÉMIE DES SCIENCES
MORALES ET POLITIQUES

(Du 16 février au 15 mai 1902).

SOMMAIRE : Le mariage et l'union sexuelle. — Le marché financier. — L'Allemagne et le marché du monde. — L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle. — Le contrôleur général des Finances sous l'ancien régime. — La bienfaisance privée et l'Assistance publique. — Les États-Unis et l'Impérialisme. — Travaux divers. — Le Congo français et le régime des concessions. — Les institutions communales de Rome sous la Papauté. — Communication des savants étrangers. — Nominations.

I

Sous le titre de *Une thèse de Tolstoï*, M. Frédéric Passy a communiqué à l'Académie des Sciences Morales et Politiques un fragment qu'il importe de mentionner à raison des considérations qu'y formule l'éminent économiste.

Tolstoï, dans un livre intitulé *Sur la question sexuelle*, combat avec la dernière énergie, au nom de l'intérêt comme au nom de la dignité, ce qu'il appelle la lubricité et il prêche la chasteté aux hommes, aux femmes aussi, qu'il semble parfois mettre trop facilement hors de cause, avec le sentiment et la responsabilité de leurs actes. Mais pour lui ce mot semble être absolument synonyme de continence, c'est-à-dire d'abstinence. Et la réprobation qu'il attache à la violation de cette vertu, il l'étend, non sans injustice, à l'acte même de l'union sexuelle, dans quelque circonstance et dans quelque esprit qu'il ait pu être accompli. Le mariage lui-même, sanctifié par l'affection mutuelle la plus sincère et par le plus exact accomplissement de tous les devoirs de famille, ne trouve pas grâce à ses yeux. Ce n'est point l'union irrégulière qui est, aux yeux de Tolstoï, une déchéance, une faute

même, c'est le mariage à moins qu'il ne soit qu'une société spirituelle, pur de tout rapprochement corporel. La fin de l'homme n'est pas de donner le jour à des enfants et de multiplier sur la surface de cette terre le nombre de ces êtres parmi lesquels il y en a tant d'imparfaits, de malheureux et de grossiers; elle est de faire la volonté de Dieu en servant les hommes, en se dégageant de plus en plus de l'animalité et en mettant au premier rang les préoccupations et les satisfactions spirituelles. Or, le mariage, avec ses obligations, ses soucis, ses tribulations, détourne plus ou moins de cette aspiration désintéressée vers les choses d'en haut et ne peut que retarder cette ascension à laquelle les hommes sont appelés.

Il y a là une exagération évidente. Si cette thèse qui proclame que l'homme qui s'est donné une chaîne ne s'appartient plus et s'est diminué, si cette thèse est fondée parfois dans les unions mal assorties ou mal comprises, c'est le contraire qui est vrai dans celles qui sont ce qu'elles doivent être. S'il y a des œuvres pour lesquelles il est bon d'être libre de tout intérêt personnel, n'y en a-t-il pas pour lesquelles il est bon, à l'inverse, de n'être point seul et de pouvoir partager avec un compagnon aimé la tâche à remplir? Si le dévouement du missionnaire, de la sœur de charité, de l'explorateur, ou les méditations solitaires du savant sont admirables et peuvent remplir, sans y laisser de vides, des existences entières, la vie laborieuse du père de famille qui gagne le pain de ses enfants, celle de la mère qui, après leur avoir donné son sang et son lait, guide leurs premiers pas et dirige à la fois l'éveil de leur intelligence et celui de leur cœur, sont-elles moins méritoires? N'est-ce pas bien souvent aussi dans la famille, dans la pratique de ces vertus plus humbles qui paraissent retenir loin des hauteurs, que se trempent les caractères, que s'élargissent les idées, que se prend l'habitude de l'effort, de la droiture, du respect de soi-même et des autres, que s'étend et se développe le sens de la responsabilité et que, sans le savoir souvent, on devient propre aux plus grandes tâches, et à les accomplir lorsqu'elles se présentent?

Et pour en revenir à l'acte même dont le seul accomplissement serait, à en croire Tolstoï, une dégradation et une souillure, on se demande comment l'illustre penseur a pu admettre qu'une fonction si nécessaire à la durée et au développement de notre espèce, imposée par la nature même à la plus élevée comme à la plus inférieure des créatures et sans laquelle, en fin de compte, ne peut être transmis le flambeau de la vie, fût nécessairement

faire. Aussi l'Assistance publique a-t-elle été tout d'abord l'administration par l'Etat d'œuvres soutenues par des donations privées, comme c'est le cas pour les hôpitaux, les hospices, les bureaux de bienfaisance. Mais, comme la charité privée est, par sa nature même, irrégulière et inégale, il s'ensuit que les ressources sont rarement proportionnées aux besoins là où elle s'exerce seule, et que, si l'on s'en remet à la charité seule, on ne peut éviter, ici la surabondance, ailleurs la disette. L'œuvre essentielle de la charité est de prévenir la misère ou d'en faire sortir, et de réduire ainsi le rôle de l'Assistance publique, il lui appartient en particulier de venir en aide aux indigents valides. Mais l'Etat a pour devoir absolu de pourvoir à la subsistance de ceux que l'absence ou la négligence des parents, la maladie ou la vieillesse menacent dans leur existence même. Cette intervention de l'Assistance publique ne doit s'exercer que dans la mesure du strict nécessaire, mais elle doit être aussi généralisée que possible. La charité privée non seulement est inégalement répartie et pourvue de ressources incertaines mais, de plus, elle a une tendance naturelle à se spécialiser au point de vue soit professionnel, soit confessionnel ; l'Assistance publique peut seule être générale et pratiquer une absolue neutralité. Nul ne saurait méconnaître ce qu'il y a de grand, de généreux, de poétique même dans la bienfaisance privée ; il faut avouer, d'autre part, ce que l'assistance peut avoir de froid et même parfois de sévère dans sa précision administrative, mais il serait injuste d'accorder uniformément à la première des vertus qu'on refuse à la seconde. Ni l'une, ni l'autre ne s'exercent partout de même, ni en bien, ni en mal. La vérité est que les œuvres privées sont, au regard des services d'assistance, tantôt supérieures, tantôt sensiblement égales, tantôt inférieures selon la manière dont elles ont été conçues et dont elles fonctionnent. Et cela est vrai des méthodes comme des résultats. Mais avant tout, que la Bienfaisance et l'Assistance cherchent à s'unir, non à s'exclure, qu'elles soient des associées, non des rivales.

M. Boutmy a lu un travail sur *Les Etats-Unis et l'impérialisme*.

L'impérialisme est un état psychologique qui a commencé à paraître en Europe vers 1860. L'Allemagne l'a éprouvé la première, puis il a gagné l'Angleterre, la France et a enfin traversé l'Atlantique pour s'épanouir aux Etats-Unis. L'impérialisme américain a deux caractères par lesquels il diffère de l'ancien patriotisme : l'excès de l'infatuation, la vivacité de la convoitise. Les Etats-Unis veulent être comptés parmi les grandes puis-

et qui estiment que la force se mesure par l'étendue du champ où elle se fait sentir ; et que la force se prouve par l'arrogance des déclarations diplomatiques.

L'impérialisme, s'il s'est révélé à l'occasion d'une circonstance fortuite comme la guerre avec l'Espagne, n'en avait pas moins son origine et sa cause dans l'état extraordinairement prospère depuis dix ans. Il faut ajouter que ce même impérialisme est la suite et comme la conclusion d'une politique constamment poursuivie depuis près d'un siècle et qui a ses fondements dans les traditions les plus incontestables de l'esprit américain. Au début le cadre tracé par Monroe et adopté par l'esprit américain s'est trouvé trop vaste, mais avec l'augmentation des forces démographiques, économiques et politiques du pays, un changement s'est produit et le cadre tracé par Monroe ne s'est plus trouvé disproportionné aux forces des Etats-Unis. La tendance se manifeste d'abord dans l'essai de la constitution d'un *Zollverein* de tous les Etats de l'Amérique, puis dans l'affaire du Venezuela où les Etats-Unis interviennent entre deux puissances souveraines et se posent en arbitres nécessaires ; elle se remarque également dans le traité qui écarte l'Angleterre de l'isthme de Nicaragua ou bien dans l'annexion de l'archipel d'Hawaï proclamé territoire de l'Union ou enfin dans l'affaire de Cuba.

Après avoir recherché les causes de l'impérialisme il importe d'en prévoir les destinées. Or, il semble que l'impérialisme durera et se développera parce qu'il est l'effet de causes profondes, mais sans s'opposer directement au traditionnalisme américain d'où il sort, sans contester théoriquement ses origines, sans juger vaine et surannée, par exemple, la doctrine de Monroe. La même cause est pour ce sentiment un principe de force et un gage de modération. L'impérialisme ne changera rien violemment : il croira même peut-être n'avoir rien à changer, et les institutions et les mœurs, formées dans un milieu qui subsiste encore en grande partie, résisteront longtemps à une action qui n'aura rien de révolutionnaire, à des influences qui, la première émotion passée, s'exerceront pacifiquement. C'est pourquoi l'on doit se refuser à admettre tout ce qui a été dit, par exemple, sur le développement du militarisme aux Etats-Unis, sur les amendements à prévoir dans la constitution, sur le rôle considérable auquel est destiné à bref délai le pouvoir exécutif.

L'impérialisme est un élément qui ne disparaîtra pas, qui se fera peu à peu sa part. Néanmoins on aurait tort de supposer que les anciennes institutions n'opposeront pas à ses progrès une

brutes, mais il ne faudrait pas bondir à l'extrémité contraire et traiter ces nègres de l'Afrique centrale d'après la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen; il n'y a pas d'erreur plus funeste, non seulement au développement économique de nos possessions africaines, mais encore au progrès des races indigènes que l'on croit ainsi servir; nous sommes en présence, ici, de populations tout à fait primitives qu'il nous faut élever peu à peu, comme nous ferions des enfants; dans les débuts, la contrainte au travail, soit directe, soit sous la forme atténuée d'une obligation de payer l'impôt en nature sera le seul moyen d'agir sur elles; avec des hommes placés si bas encore dans l'échelle de l'humanité, une sorte de domestication est la préface nécessaire de l'éducation proprement dite. Administrateurs et colons doivent unir leurs efforts pour obliger les indigènes à travailler; ils y réussiront plutôt par la patience que par des procédés vexatoires, razzias ou exécutions; ils auront une provision de marchandises de traite que les travailleurs pourront acquérir d'eux en échange de leur travail, et ils ne s'adresseront pas inutilement à la curiosité, voire à la coquetterie féminine, que n'abolit pas la simplicité du costume équatorial. De plus, ils chercheront, comme on le fait judicieusement au Congo belge, à se concilier les chefs indigènes, là où il existe un rudiment d'institutions politiques, à en investir de nouveaux dans les tribus où tout est encore anarchie.

Si les concessions n'ont pas donné tout ce qu'on attendait d'elles, les raisons principales en sont l'insuffisante préparation tant des concessionnaires que de la colonie elle-même et l'indécision des pratiques du gouvernement; aujourd'hui l'enquête nécessaire est achevée, et par la voie la plus sûre, qui est celle de l'expérience; le budget local du Congo paraît rendu à l'usage du Congo lui-même; il reste qu'un équitable départ d'attributions soit fait entre les concessionnaires et l'Etat. Il serait utile de donner aux concessionnaires mandat d'assurer eux-mêmes sur leurs territoires la sécurité et la police des indigènes; l'Etat mettrait en marche un service complet de colonisation qui manque encore à la colonie et serait chargé de poursuivre les études scientifiques indispensables à l'essor économique du pays; ce ne sont pas des commerçants, obligés de vivre au jour le jour, qui pourront faire les frais de ces recherches, si même leurs affaires quotidiennes leur laissent le loisir d'y songer; c'est à l'Etat encore que revient le soin de régler les difficultés internationales que soulève l'application d'un régime établi par lui; sans doute ne manquerait-il pas d'arguments de fait pour opposer à ses adversaires la conduite

règlements touchant l'organisation communale qui se trouvent contenus dans les Statuts de 1363 sont essentiellement démocratiques. Tous les pouvoirs émanent du peuple, le nom du souverain pontife ne s'y rencontre nulle part; les barons se voient exclus de toute fonction, tandis que la petite noblesse, qui leur était hostile, obtient une part, quoique restreinte, dans le gouvernement de la chose publique. En face du sénateur se trouvent les magistrats romains dont les trois Conservateurs sont les chefs, qui ont pour mission presque exclusive de surveiller le sénateur et les fonctionnaires qu'il amenait avec lui; le Sénateur ne pouvait conclure, ni même renouveler un bail, ni s'éloigner de la ville; si l'administration de la justice était entre ses mains, un Capitaine des appels pouvait casser les sentences, et les finances, le trésor appartenaient aux officiers romains. Tous les magistrats étaient astreints, leur charge expirée, à subir l'épreuve du syndicat, c'est-à-dire qu'ils devaient se défendre en public de toutes les plaintes portées contre leur administration: leur salaire ne leur était remis que s'ils obtenaient des lettres de « bonne gestion ». Quand Eugène IV eut définitivement rétabli dans Rome l'autorité pontificale, il modifia les règlements statutaires. Le peuple fit alors confiance à ses représentants directs, les *Caporioni* ou chefs de quartier, qui avaient le droit de rendre la justice, de veiller sur la moralité des habitants, de confier à la garde de personnes vertueuses ceux qui mèneraient une vie peu régiee ou se livreraient à des dépenses exagérées, d'empêcher les jeunes gens d'enlever les jeunes filles et celles-ci d'enlever les jeunes gens « pour s'en faire épouser ». L'influence des *caporioni* lorsqu'ils eurent leurs entrées dans le conseil privé fit attribuer à ce dernier un rôle important. Le Saint-Siège dut lutter contre ces tendances républicaines; le conseil communal avait, en effet, la haute main sur l'administration; c'était lui qui distribuait ou vendait, qui affermaient les taxes, qui édictait des règlements somptuaires, voire des modifications aux statuts, qui décidait des questions de voirie; il correspondait avec les souverains étrangers. Ne pouvant attaquer de front le Conseil, la papauté s'efforça de miner son autorité, elle s'empara des finances, de la voirie, se substituant partout à lui, doublant ses fonctionnaires, embrouillant à son avantage l'extrême complication des juridictions. L'importance du conseil communal diminuait déjà quand les statuts de 1580 en reconnurent enfin l'existence et en réglèrent le fonctionnement. De même que tous les régimes sur leur déclin, la municipalité romaine, devenue dépensière et besoigneuse, se

débattait dans des embarras d'argent et, néanmoins, elle multipliait les emplois, s'attardait à des vécilles, se consumait sur des difficultés de préséance. Le Conseil, dont l'énergie était épuisée par ses tracasseries financières et auquel manquait désormais tout élément sérieux d'activité, ne fut plus qu'une assemblée sans valeur.

III

L'Académie a élu, le 15 mars, M. Gustave Moynier à l'une des deux places d'associé étranger créées par le décret du 18 novembre; M. Gustave Moynier (qui a été élu par 27 voix sur 27 votants) avait été nommé, le 12 juin 1886, correspondant pour la section de morale en remplacement de M. Naville.

L'Académie a procédé aussi à l'élection aux places de correspondants pour les différentes sections créées par le décret du 28 novembre. MM. Pfister, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Nancy, Villari, professeur et sénateur du royaume d'Italie, à Florence, MM. Reuss et Baguenault de Puchesse ont été nommés pour la section d'histoire (séances des 22 mars et 14 avril); MM. Lehr, secrétaire général honoraire de l'Institut de droit international; Brunner, professeur à l'Université de Berlin; Trélakowsky, professeur à l'Université de Prague ont été nommés pour la section de législation (séance du 26 avril); MM. Thamin, recteur de l'Académie de Rennes, et Lair, conseiller honoraire à la Cour d'appel d'Angers. ont été nommés pour la section morale (séance du 10 mai).

J. LEFORT.

TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE

SOMMAIRE : *Chambre de commerce de Maine-et-Loire* : La crise viticole. L'hygiène des travailleurs. Protection de la caséine. *Chambre de commerce de Reims* : L'apprentissage industriel. Les conseils du travail. La durée du travail des adultes. *Chambre de commerce du Mans* : Règlement du travail industriel. L'admission temporaire des blés. Encore l'apprentissage. *Chambre de commerce de Béthune* : Le travail dans les mines. *Chambre de commerce d'Alger* : L'enseignement commercial. Les tarifs de transport des produits horticoles. *Chambre de commerce de Bougie* : La législation des débits de boissons. *Chambre de Commerce belge de Paris* : La contre-bande du pain. Les ouvriers étrangers et le travail national. *Chambre de commerce française de Milan* : Le commerce entre la France et l'Italie. *Chambre de commerce de Montréal* : Les vins français au Canada. *Chambre de commerce française de New-York* : Le commerce extérieur américain. Le phylloxera en Californie. L'invasion commerciale américaine de l'Europe.

La *Chambre de commerce de Maine-et-Loire* répond au questionnaire de la Commission parlementaire sur la crise viticole. La crise n'existe pas encore dans ce département, mais elle est imminente, parce qu'on ne réagit pas suffisamment contre la tendance fâcheuse à la *grande production*, alors qu'il conviendrait de viser surtout à la *qualité*. « La taille à long bois, l'emploi des plants d'abondance, la manie de planter de la vigne partout, même dans les terrains les moins propres à cette culture, sont une menace de crise prochaine pour l'Anjou. » A cette cause physique, la Chambre ajoute une cause morale dont les effets ne semblent pas moins menaçants ; c'est « la campagne des médecins contre les produits de la vigne. »

A propos de la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels qui fait l'objet, comme bien d'autres lois dites sociales, de la sollicitude de nos médico-politiciens, le président de la Chambre s'écrie, non sans raison, qu'on va nous fatiguer de l'hygiène comme de la solidarité,

rapidement des salaires élevés ou des emplois de contremaîtres. Mais encore faut-il commencer par le commencement. »

Commencer par le commencement ? Y pensez-vous ? C'était bon avant qu'il y eut un Ministère, un Conseil, une Commission, un Office, mais ce temps-là n'est plus. J'ai visité jadis un mien ami interné à Sainte-Anne. Quand il me voyait arriver, il étendait les bras et m'embrassait en disant : Eh bien ! tu sais ? Ça y est. Nous sommes tous empereurs, tous papes, tous généraux, tous cardinaux etc. Le pauvre garçon avait été détraqué par un maître de l'occultisme qui lui suggérait qu'il était empereur romain, pape, sultan etc., et qui s'amusait beaucoup de le voir prendre son rôle au sérieux. Ce pontife de l'occultisme, tout mage qu'il se disait, ne savait pas détruire les suggestions, de sorte qu'elles restèrent.

Les ministres et sous-ministres du travail sont de la même force. Ils établissent des écoles ; ils suggèrent aux élèves qu'ils doivent être pour le moins employés, sinon patrons, mais ouvriers jamais. Le travail manuel n'est à sa place que dans des discours ministériels et académiques. Estimons-nous fort heureux que certains élèves résistent encore à la suggestion officielle.

Les conseils du travail sont un ruisseau qui sort de la même source, ou qui alimente le même torrent, je ne sais trop lequel des deux. La *Chambre de Reims* répond aux décrets, arrêtés, circulaires et lettres qui lui ont été adressées à ce sujet que « la création d'un Conseil du travail à Reims lui paraît tout à la fois inutile et inopportune. »

Décidément, c'est un taon que ce ministère du Commerce, il ne laisse pas un instant de repos au pauvre bétail humain qui, pourtant, lui fournit en abondance le lait, le beurre et le reste. Je tourne la page et je lis : *Projet de décret sur la durée du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels*. Le ministre demande les observations des intéressés. Pauvres adultes, que vous êtes bons enfants ! La Chambre voudrait voir restreindre l'autorité de l'inspecteur divisionnaire, mais elle ne combat pas le principe du projet de décret.

— La *Chambre de Commerce du Mans* nous présente une *Pétition des Filateurs et Tisseurs sur la réglementation du travail dans les établissements industriels*. La réduction d'une heure dans le temps du travail a entraîné une diminution dans la production de leurs manufactures et par suite l'augmentation des prix de revient. Le travail de dix heures abaissera de $\frac{1}{6}$ la production et augmentera presque de $\frac{1}{6}$ le prix de revient de leurs produits. Il serait

cipe de la réglementation à outrance venait à prévaloir, on essaierait constamment de l'étendre à toutes les branches ; on crierait au privilège..... On arriverait ainsi à ce double résultat : désorganisation et ruine du travail, dont les initiatives et les capitaux s'éloigneraient ; d'autre part, on aboutirait à un accroissement de dépenses budgétaires et, par suite, à l'augmentation notable des impôts. »

Si les législateurs avaient le courage de dévoiler le fond de leur pensée — ceux qui pensent, — ils répondraient : « C'est bien ainsi que nous l'entendons : tout réglementer, afin d'éloigner des entreprises l'infâme capital. Alors, nous prévalant de la fameuse maxime : l'Etat doit faire ce que l'initiative privée ne fait pas, nous nationaliserons les industries devenues insuffisantes et, grâce à l'impôt progressif, le régime collectiviste s'élèvera sur les ruines du capitalisme. »

Si la loi est votée, dit la Chambre de commerce, on sera obligé d'augmenter, comme compensation, les droits d'entrée sur les combustibles. — C'est encore ainsi que nous l'entendons dirait la Chambre des députés, et nous avons avec nous les mélinistes, les progressistes !

Tout cela prouve que les Chambres de commerce et les Chambres de députés n'ont pas la même manière de voir les choses. Et cela se comprend. Si les législateurs avaient les mêmes idées que le commun des mortels, à quoi serviraient-ils, eux et leurs lois.

— *La Chambre de commerce d'Alger* donne, dans son *Bulletin* de longs extraits d'une Conférence sur l'enseignement commercial, faite à Alger, par M. V. Fleury. Tous les arguments des partisans des écoles commerciales reposent sur cette équivoque : que les adversaires des écoles sont du même coup des ennemis de tout enseignement commercial. Ils supposent, en outre, que les connaissances commerciales ne peuvent être acquises que dans des écoles avant toute pratique.

La vraie position de la question consiste à savoir si la pratique doit précéder la théorie, ou l'inverse. Il est singulier qu'à une époque comme la nôtre, où l'on ne cesse de se réclamer de l'expérience comme base de toute connaissance, ou l'on proclame avec plus d'unanimité que jamais *le nihil est in intellectu quid non fuerit prius in sensu*, une pareille question puisse être posée ; mais nous voyons et nous verrons bien d'autres contradictions.

La Chambre d'Alger se joint à celle de Philippeville pour émettre le vœu que les Compagnies de navigation accordent le plus tôt

« L'année qui vient de finir, tout en accusant la diminution indiquée ci-dessus, est encore en augmentation d'environ 14 millions sur 1899, mais nous ne serions pas étonnés de voir ce déclin s'accroître durant l'année qui commence. » Voilà donc conjuré, pour le moment, le péril industriel américain ?

L'Amérique nous a sauvés du phylloxera, mais nous allons, peut-être, lui rendre bientôt la pareille. La *Chambre* de New-York nous apprend que le « phylloxera continue à faire de grands ravages en Californie et les récoltes de vin diminuant graduellement d'année en année, les viticulteurs arrachant leurs vignes pour les remplacer par des arbres fruitiers ».

En 1900, les récoltes avaient été : vins secs, 14 millions de gallons, vins doux, 7 millions, eau-de-vie 3.256.000. En 1901 on n'a eu que : vins secs 12 millions de gallons, vins doux 5 millions, eau-de-vie 935.000.

Ne nous pressons pas de crier victoire. Voici un autre article du même *Bulletin* : *l'Invasion commerciale américaine de l'Europe* : où l'on assure que le Nouveau-Monde prendra le dessus sur l'ancien.

L'Angleterre, dit l'auteur, M. Vanderlip, est le pays qui a subi les conséquences du développement commercial et industriel des Etats-Unis plus que toute autre contrée d'Europe. Depuis six ans surtout le mouvement commercial s'est modifié très sensiblement : les achats des Américains à leurs cousins anglais ont diminué pendant cette période de 16 millions de dollars et se sont chiffrés l'année dernière par 43 millions, alors que, d'autre part, l'Amérique qui vendait en 1895 pour 387 millions de dollars de marchandises à l'Angleterre, lui en a livré l'année dernière pour 631 millions.

Si ce mouvement était un effet et un signe de l'infériorité industrielle et commerciale de l'Angleterre, les Etats-Unis auraient dû pénétrer dans le Vieux Monde en commençant par les points de moindre résistance, et l'Angleterre aurait dû être la dernière à subir l'invasion des produits industriels américains, puisqu'elle est la mieux outillée, depuis longtemps, de toutes les nations européennes. Ce seul fait indique qu'il y a quelque chose de factice ou de transitoire, d'une part ou de l'autre, dans cette invasion américaine.

La conclusion de M. Vanderlip n'en est pas moins fondée dans une certaine mesure : L'avenir industriel de l'Amérique, dit-il, est assuré. Les Etats-Unis possèdent les matières premières les plus abondantes et le meilleur marché du monde, et aussi une

source inépuisable de combustibles... Les travailleurs peuvent contracter la maladie des unions ouvrières, et les charges publiques, ainsi que les développements de caste sociale, peuvent réduire nos avantages, mais le sol et les minéraux américains sont éternels, et il n'existe pas de pays au monde qui puisse prétendre en posséder de semblables.

M. Vanderlip se trompe sans doute quand il croit que les charges publiques et les autres maladies sociales ne peuvent pas annihiler les avantages naturels et même détruire la civilisation d'un peuple, l'histoire est remplie d'exemples de ce genre ; mais il n'en est pas moins vrai que ces avantages naturels sont la base de tout et que les Etats-Unis sont bien pourvus sous ce rapport, quoiqu'ils ne soient pas les seuls ni peut-être les mieux partagés.

ROUXEL.

UN NOUVEAU ROUAGE FINANCIER AUX ETATS-UNIS

« *THE SECURITY-HOLDING COMPANY.* »

Pour quiconque a suivi de près les agissements des compagnies de chemins de fer américains dans ces dernières années, la grande question économique du jour, aux Etats-Unis, la *Railroad Consolidation*, n'est pas une nouveauté.

Dès 1890, on voit en effet se manifester une tendance vers l'amalgamation ; mais l'Amérique traversait alors, on s'en souvient, une crise sérieuse ; et tous les efforts des gros capitalistes n'aboutirent guère qu'à la concentration dans les mêmes mains, de 10.000 milles de lignes ferrées. En 1898, le retour de la prospérité donna une nouvelle impulsion aux « consolidataires » : certains systèmes de railroads combinés atteignirent 15.000 milles et même 20.000. Le but de ces sortes de syndicats, ainsi que le fait justement observer M. le professeur W. Z. Ripley ¹, n'était pas de détruire la concurrence, mais simplement d'augmenter le chiffre de leurs affaires par l'extension des lignes, ou plutôt des *racines* (*feeders*) du système jusqu'à certains points stratégiques : en d'autres termes, de saisir de fortes positions pouvant permettre la lutte, dans des conditions avantageuses, contre des compagnies rivales. Enfin, on avait encore un autre motif, celui de l'économie résultant de la suppression de petites lignes indépendantes, intermédiaires par les termes desquels il avait fallu en passer jusque-là pour faire circuler le matériel du système entre le terminus de ce dernier et divers grands centres commerciaux — et vice versa.

Depuis deux ans, un changement complet s'est opéré dans la politique des principales compagnies américaines. Non seulement l'amalgamation a pris des proportions formidables, comme on vient de le constater tout récemment dans le *merger* — ou combinaison — du Great Northern et du Northern Pacific ; mais son objet est totalement différent de celui des syndicats de la première heure.

¹ Rapport à l'Industrial Commission. — Washington mars 1902.

de 1892 fut la possession, éphémère d'ailleurs, du quart de toutes les actions de chemins de fer du pays pour les lignes elles-mêmes. Depuis 1898, ce genre d'opérations est surtout employé pour assurer le contrôle des grandes compagnies sur les compagnies subsidiaires.

d) Le quatrième et dernier procédé d'absorption, qui est issu du précédent, est précisément le contrôle par les Stock Holding Companies dont la Northern nous fournit le plus intéressant exemple.

Avant d'entrer dans quelques détails sur la formation de ce *merger* et sur les attaques auxquelles il est sujet en ce moment, remarquons que bien d'autres combinaisons de même nature, quoique de plus modeste envergure, ont vu le jour dans ces derniers temps sur différents points du territoire.

Il est à noter que l'absorption d'une ligne par une autre n'est pas toujours motivée par le chiffre d'affaires de la première ; mais bien, dans certains cas, par le désir de s'approprier un simple avantage possédé par la compagnie à absorber. Par exemple : le Long Island Railroad fut englobé par le Pennsylvania, uniquement pour procurer à celui-ci le terminus du premier au cœur de Brooklyn : ce terminus agrandi, développé, mis en communication au moyen d'une série de tunnels sous-marins et souterrains avec la tête de ligne actuelle de Pennsylvania à Jersey City, drainera, au profit de cette compagnie, tout le trafic de Brooklyn en voyageurs et en fret, au détriment des autres systèmes qui partent également de Jersey City, mais ne peuvent être atteints de Brooklyn que par l'intermédiaire de bacs à vapeur. De même l'acquisition de tout le système du Burlington par les lignes transcontinentales du Nord n'a eu d'autre but que d'ouvrir à celles-ci l'accès direct de Chicago ; et le Reading n'a mis la main sur le Central Railroad de New-Jersey que pour obtenir sa gare de Jersey City. Or, ces opérations qui paraissent inoffensives, ne tendent pas moins, en fait, elle aussi, à détruire la concurrence : les compagnies susmentionnées ne s'en cachent du reste en aucune façon. La création de nouveaux terminus dans les grandes villes étant devenue virtuellement impraticable à cause de la valeur des terrains, la saisie par ces compagnies des gares existantes enlève aux autres systèmes toute possibilité de lutter sur ces points. De tels agissements peuvent, sous un certain rapport, être considérés comme portant atteinte à la liberté du commerce : cependant il est malaisé de voir comment, en droit, on pourrait les attaquer.

Beaucoup plus compliquée est la question que soulève le *merger* par excellence, la Northern. Nous avons dit plus haut que ce syndicat est un type de railroad Trust : c'est quelque chose de plus, car il nous révèle les Trusts sous un nouvel aspect, celui du contrôle souverain

exercé sur différentes propriétés sans « consolidation » ou groupement matériel de ces propriétés entre les mains du syndicat. En d'autres termes, il nous donne le plus parfait exemple du nouveau rouage financier connu sous le nom de Security Holding C^o.

Le mécanisme en est d'une simplicité presque enfantine dans ses grandes lignes et en théorie. Il n'est pas possible d'en dire autant quand on passe à la pratique. Réduit à sa plus primitive expression, il se présente ainsi :

Etant donné deux compagnies de chemins de fer A et a, par exemple, au capital de 50.000.000 chacune, tout individu qui désirerait obtenir une voix prépondérante dans leur administration devrait se procurer *plus de la moitié* des actions de ces compagnies — soit plus de cinquante millions. Substituons une société privée, X — une Security Holding C^o — à ce particulier : elle aura sur lui l'avantage de pouvoir émettre à son tour des actions ; et tout individu qui possédera plus de la moitié de ces dernières jouira d'un droit de contrôle absolu sur elle. Dès lors, une somme, en actions X, un peu supérieure à 25.000.000 dollars, donnera à son possesseur non seulement le contrôle de la société X, mais par contre-coup celui des deux compagnies A et a. Ce qui revient à dire que ces deux compagnies se trouveront aux mains d'un individu, ou groupe d'individus, qui, en réalité, est loin de posséder une majorité de titres A et a. Et nous avons supposé que les actions de la Security holding C^o X représentaient, titre pour titre, les actions A et a : il n'est même pas nécessaire qu'il en soit ainsi ; le stock X peut-être dilué — pour nous servir de l'expression consacrée en Amérique. Dans ces conditions, les administrateurs de la société X pourront garder leur contrôle prépondérant dans la direction des compagnies A et a en retenant, par devers eux, *moins que le quart* de la valeur au pair du stock total des deux compagnies de chemins de fer.

Tel est le principe de la Security holding C^o. Il va sans dire que dans l'application elle ne revêt presque jamais une forme aussi simple.

Le « World's Work », dans son numéro d'avril, fait remarquer que ce nouveau rouage, imaginé avant tout pour les intérêts du groupe financier qui veut obtenir le contrôle de compagnies diverses, n'est pas toujours sans désavantages à certains autres points de vue. C'est très exact. Dans le cas qui nous occupait plus haut, il est évident que le stock X sera d'un écoulement beaucoup plus difficile que les stocks A et a. En effet, le rentier qui achète pour 1 million de titres A possède un dixième du chemin de fer A ; celui qui se procure pour la même somme d'actions X n'acquiert aucun droit direct sur les propriétés de l'une ou de l'autre ligne ferrée, mais tout au plus l'équivalent de 1/20 des deux lignes. Il en résulte que pour qu'une Sécurité-Holding C^o

puisse placer ses actions, il faut qu'elle ait à sa tête des hommes inspirant la plus grande confiance au public, et que ses méthodes de fonctionnement soient à l'abri de tout soupçon. M. Morgan, l'un des directeurs de la Northern, justifie l'élévation extraordinaire du capital de ce syndicat en déclarant que la stabilité d'administration est la condition *sine qua non* de la prospérité des grandes corporations financières de cette espèce, et que ce résultat ne saurait être atteint qu'en fixant le capital par actions à un taux suffisamment élevé pour rendre impraticable l'acquisition par un étranger d'une majorité de titres. Le point faible d'une semblable organisation est qu'elle suppose la quasi-impeccabilité du groupe dirigeant qui est, en fait, inamovible et inattaquable. *Quid* si cette sorte de comité-directeur n'agit pas selon les intérêts des autres actionnaires? Quelle est la garantie de ceux-ci, puisque — cela découle des affirmations de M. Morgan — leur parfaite unanimité serait sans effet contre le groupe omnipotent? C'est là une question des plus graves et qui reste sans réponse.

Est-ce même à dire que la création de ces formidables puissances financières est une assurance de stabilité pour le marché; qu'elles rendront impossible dans l'avenir des agitations désastreuses comme celles qui ont été soulevées à plusieurs reprises par les Gould et Drew? Ceci n'est rien moins que certain. On avait fondé des espérances analogues, dans une sphère d'action différente, sur les Trusts ordinaires : on a vu, depuis, ces syndicats entrer en conflit les uns contre les autres. Qui pourrait affirmer qu'il ne s'offrira pas plus tard des occasions de « contest for control » pour les Security holding Companies. La lutte, pour être circonscrite, en sera-t-elle moins meurtrière dans ses contre-coups sur le public?

Quoi qu'il en soit, le nouveau mécanisme financier, en facilitant le contrôle de grandes propriétés par un petit groupe de capitalistes au moyen d'un placement proportionnellement infime, donne le champ libre à toutes sortes de possibilités. On peut se demander ce qui empêcherait, par exemple, une corporation comme la Northern de s'emparer peu à peu de toutes les voies ferrées de l'Union, puisque cette opération n'exigerait, en dernière analyse, que le capital qui eût été nécessaire pour *acheter* une très petite partie d'entre elles. La question a été posée à un des avocats-conseils de la grande Security C^o, et il s'est borné à répondre qu'une telle combinaison n'était pas *probable*.

L'opinion publique s'est vivement émue de cet ordre de choses. Pratiquement, le monopole possible des chemins de fer se traduit par l'élévation du prix du fret. Déjà ce prix, depuis quelques années, a des tendances à monter, bien que les frais de transport, pour les compa-

des démocrates, toujours à l'affût d'une plate-forme électorale, dénonçait l'incurie du gouvernement. Le Président Roosevelt dut agir. A l'heure actuelle, l'Attorney General des Etats-Unis, secondé par la Commission de l'Interstate Commerce, a commencé des poursuites, basées sur le Sherman Act, une loi fédérale. Jamais encore le Tribunal Suprême de l'Union n'a eu à se prononcer sur un litige mettant en jeu des intérêts aussi considérables et ayant une aussi grande portée pour l'avenir. Il reste à voir ce qu'il décidera.

Les conseils de la Northern Securities Company ne doutent pas un instant du succès de leur défense. Ils disent, non sans raison, qu'aucune loi ne peut empêcher un certain nombre de personnes d'acquérir une majorité d'actions dans deux compagnies de chemin de fer données, et de les mettre dans un réceptacle commun. La seule différence entre ce cas et celui de la Northern est que, dans le premier, la mort des actionnaires met un terme à la Convention, tandis que dans l'autre on se trouve en présence d'une sorte de contrat de mainmorte.

Il n'est pas sans intérêt de constater que la forme de coalition financière qui nous occupe ici est un des rares Trusts qui soient absolument indépendants de la politique douanière et des questions de tarif.

Elle n'en est que plus redoutable !

GEORGE NESTIER TRICOCHÉ.

LE CONGRÈS PAN-AMÉRICAIN DE MEXICO

La seconde Conférence internationale américaine s'est réunie à Mexico le 22 octobre 1901.

Tous les Etats souverains d'Amérique y ont pris part : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa-Rica, le Chili, la Dominicaine, l'Equateur, les Etats-Unis du Nord-Amérique, le Guatemala, l'Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, le San Salvador, l'Uruguay et le Venezuela. Au total dix-neuf Républiques.

Le 15 août 1900, le ministre des Relations extérieures du Mexique adressait la lettre d'invitation pour la deuxième Conférence, et faisait savoir que la majorité des représentants américains accrédités à Washington avait décidé que la réunion aurait lieu à Mexico.

M. Mariscal s'appliquait dans ce document à définir ce que devait être l'œuvre de ce Congrès, en même temps qu'il prenait un soin tout particulier à calmer les appréhensions qui auraient pu éventuellement naître dans l'esprit de certains gouvernements européens. « Sans avoir la prétention de former un monde à part, écrivait-il, — car nous ne devons pas oublier que la civilisation nous est venue d'Europe et que les grands intérêts sont un, — nous devons cependant reconnaître qu'il y a, en Amérique, des intérêts spéciaux et que la communauté de langues, de races et d'institutions politiques rend les nations américaines plus aptes à s'entendre pour arriver à la réalisation du bien-être des peuples! »

Sans doute, un même principe a présidé à la confection des constitutions politiques; mais la communauté dans l'origine des langues et des races n'existe que pour les Hispano-Américains. Le manque de précision était voulu; un délégué de Colombie, le général Reyes, eut l'occasion d'y suppléer dans un discours prononcé à l'issue d'un banquet.

« Par nos résolutions, nous ne porterons ombrage à personne et nous éviterons tous conflits, parce que nous saurons nous inspirer des principes de justice et de liberté et nous mettre en garde contre tout exclusivisme de langue ou de religion. »

A cette lettre était joint le programme de travaux des Congrès tel que l'avait arrêté le bureau international des Républiques américaines, dont le siège est à Washington :

I. — Revision de certaines questions déjà étudiées par la première Conférence ;

II. — Arbitrage ;

III. — Cour internationale de réclamations ;

IV. — Moyens de protection à l'industrie, à l'agriculture et au commerce. Développement des communications entre les pays de l'Union. Règlements consulaires, maritimes et douaniers, statistiques.

V. — Réorganisation du Bureau des Républiques américaines.

Ce programme était, à dessein, très sommairement rédigé. La généralité des rubriques devait être, pensait-on, une garantie contre les objections préalables.

C'était une erreur.

La République Argentine, le Chili et le Pérou demandèrent de préciser comment le Congrès devait envisager la question de l'arbitrage. Les uns étaient pour l'arbitrage obligatoire avec effets rétroactifs ; d'autres, gagnés par les promesses de la diplomatie chilienne, voulaient qu'on ne discutât que l'arbitrage restreint et facultatif. La Bolivie nourrissait l'espoir qu'elle pourrait un jour se faire rendre ses ports du Pacifique ; le Pérou escomptait le règlement de la question de Tacna et Arica ; et l'Argentine n'était pas fâchée de faire de l'opposition au Chili, alors surtout qu'elle avait intérêt personnel à soutenir les réclamations boliviennes et péruviennes contre un voisin puissant. Elle entraîna à sa suite le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela, le Guatemala. Le Brésil avait, en outre, décidé en principe qu'il voterait pour l'arbitrage obligatoire.

Un échange de notes qui dura plusieurs mois eut lieu entre diverses républiques du Sud et Washington pour provoquer de la part des Etats-Unis, — dont on prévoyait la grande influence dans le Congrès, — une déclaration formelle. Mais la Maison-Blanche ne répondit pas à ces invites ; elle se contenta de susciter à M. Mariscal, qui en fit part aux puissances, l'idée que le Bureau des républiques américaines ne pouvait pas trancher la question comme on le lui demandait et qu'il appartiendrait au Congrès, dans la plénitude de ses pouvoirs, de se prononcer sur la portée que pourrait éventuellement avoir une convention d'arbitrage international.

Ces déclarations eurent pour résultat de calmer les esprits et d'amener à Mexico les représentants de toutes les républiques d'Amérique.

Le Guatemala, l'Argentine et l'Uruguay avaient été les premiers à

... En résumé, voici les résultats de la conférence.

I. — Résolution concernant le chemin de fer Pan-Américain. Le Congrès décide de recommander la construction de lignes complémentaires d'une voie intercontinentale unissant les réseaux des Etats Unis avec ceux de l'Argentine (la distance entre New-York et Buenos-Ayres est de 10.471 milles) et reliant, autant que le permettent les intérêts communs, les principales villes situées sur le trajet des chemins de fer.

II. — Résolution relative au Congrès douanier. Dans le délai d'un an, ce Congrès se réunira à New-York et portera sur les matières suivantes :

a) Unification des règles relatives à l'entrée, à l'expédition et à la sortie des navires se livrant au commerce international.

b) Unification et simplification des formalités douanières concernant les manifestes des navires, la rédaction et les données des factures consulaires et les déclarations en douanes; — id. en ce qui concerne l'expédition de marchandises et des bagages.

c) Moyens tendant à établir une nomenclature commune.

d) Simplification et unification des formalités exigées pour les marchandises en transit.

e) Périodicité des congrès douaniers.

f) Organisation d'une commission permanente des douanes.

III. — Résolution tendant à assurer entre les nations américaines la communication de leurs statistiques annuelles en ce qui concerne la production, la population, le commerce, les finances, les mines, etc.

IV. — Convention pour l'échange des publications officielles, scientifiques, littéraires et industrielles.

V. — Convention relative à la rédaction des codes de Droit international public et de droit international privé de l'Amérique. Une commission sera nommée qui siégera dans une capitale européenne ou américaine; elle se composera de cinq jurisconsultes d'Amérique et de « deux jurisconsultes européens de réputation établie ».

Le projet élaboré par cette commission sera soumis à la troisième conférence pan-américaine.

VI. — Traité d'extradition des criminels et de protection contre l'anarchie.

VII. — Recommandation concernant la création d'une commission archéologique internationale américaine.

VIII. — Résolution tendant à faire adopter diverses mesures propres à faciliter le commerce international. Le congrès douanier qui se tiendra à New-York en 1902 établira une convention à ce sujet.

IX. — Résolution relative à la réorganisation du bureau international des Républiques américaines de Washington.

X. — Recommandation pour la prompt adoption de règles uniformes en ce qui concerne la police sanitaire internationale.

XI. — Recommandation relative à l'envoi de collections d'échantillons au musée commercial de Philadelphie ou au prompt renouvellement de celles qui existent.

X. — Convention relative aux droits des étrangers. Cette convention fixe simplement des règles générales qui étaient déjà appliquées dans la plupart des cas par les diverses nations représentées, mais qui n'étaient pas toujours écrites.

XI. — Résolution au sujet de la future conférence pan-américaine qui se réunira dans cinq ans.

XII. — Résolution ayant pour objet la réunion à New-York, en 1903, d'un congrès pour étudier la production et la consommation du café.

XIII. — Traité pour le règlement par décision arbitrale des réclamations pour dommages pécuniaires.

Lorsque ces questions, qui n'affectaient pas directement la politique générale des pays représentés à la conférence, furent réglées, les délégués songèrent à discuter la question brûlante de l'arbitrage.

On peut dire que, depuis l'ouverture du congrès, chacun se préoccupait de la solution de cette partie du programme et que les efforts du gouvernement mexicain tendaient à préparer continuellement les esprits à la discussion.

J'en ferai l'objet de mes prochaines notes et j'y joindrai l'étude de trois autres conventions qui nous intéressent particulièrement : celles relatives aux marques de fabrique et de commerce, — à la protection de la propriété littéraire et scientifique, — et à l'exercice des professions libérales.

J. CH. DE T.

LA CHARITÉ

A LA MÉCANIQUE

Est-ce un canard, n'en est-ce pas un ? Après tout, dans un siècle qui envoie non seulement la pensée, mais la parole à travers l'espace, par delà les montagnes et les mers ; dans un siècle qui met les sons en magasin et se vante de transmettre à la postérité la plus reculée la voix des orateurs et des artistes ; dans un siècle qui enregistre automatiquement les moindres variations des influences atmosphériques et saisit au vol les images les plus fugitives, qu'y aurait-il de surprenant à ce que l'on eût trouvé le moyen de confier à une machine le soin de distribuer, aux trop nombreuses mains qui les réclament, les sous que la pitié ou l'importunité arrache chaque jour aux nôtres ? Ce qui serait plus surprenant, si la chose est vraie, c'est que cette machine, en remplissant sa tâche automatique, la remplirait avec plus d'intelligence, plus d'utilité surtout, que nous n'avons l'habitude de le faire.

Vous connaissez ces appareils placés maintenant un peu partout qui, en échange d'une pièce de dix centimes, donnent à qui veut une tablette de chocolat, un paquet de papier à cigarettes ou tel autre objet plus ou moins analogue. Il s'agirait, suivant un journal anglais, de leur faire donner ce qu'aujourd'hui ils reçoivent : des pièces de dix centimes.

N'importe qui, ayant besoin ou envie de deux sous, n'aurait qu'à les demander à la machine à deux sous, comme il demande aujourd'hui une tablette de chocolat à la machine à chocolat. Il n'y aurait de changé que la manière de s'y prendre. On tournerait une manivelle, et, au bout d'un certain nombre de tours, les deux sous vous tomberaient dans la main. Seulement — et c'est là l'idée originale — cette manivelle actionnerait un mécanisme utile. Elle mettrait en mouvement une pompe qui ferait monter de l'eau, développerait un courant électrique, accumulerait quelque part, pour des usages sérieux, une force actuellement perdue. Ce serait avec du travail, et du travail bon à quelque chose, que l'on achèterait la pièce de monnaie dont on aurait besoin.

Ma foi l'idée est ingénieuse. Je ne suis pas bien sûr que de tous les

deux sous ainsi achetés, pas plus que de tous les deux sous journallement reçus pour rien, il ne fût jamais fait qu'un bon emploi. Il y aurait encore des ivrognes endurcis qui, aussitôt leur pièce de billon gagnée, s'en iraient la changer pour un petit verre ; mais il n'y en aurait pas tant certainement et, du moins, ils auraient payé de quelque service la satisfaction de leurs mauvaises habitudes. Et puis, voyez quel avantage pour les gens qui hésitent entre la pitié et la crainte d'encourager la fainéantise ! Au lieu de donner deux sous à un mendiant, on les mettrait devant lui, dans la machine, et on lui dirait : « C'est pour vous, mon ami ; vous n'avez qu'à prendre la peine de dire à la machine de vous les rendre. »

Quelle leçon de morale enfin, et à l'usage de tout le monde ! Quelle prédication efficace et irrésistible que cette prédication en plein vent, à tous les coins de rue, disant à tous sous forme visible et tangible : Toute peine mérite salaire ; mais tout salaire mérite peine.

Le jour où nous serions tous convaincus de la vérité de cette formule, le monde serait changé, et, des trois espèces de personnes qui s'y disputent les moyens d'existence : les voleurs, les mendiants et les salariés, il n'en resterait plus qu'une : les salariés.

Décidément, la machine à deux sous est une belle invention. Et la charité automatique, si elle se réalise, sera la plus grande révolution du **xx^e** siècle.

FRÉDÉRIC PASSY.

LE DROIT SUR LES BLÉS EN ANGLETERRE

*Lettre du Comité de la Fédération libre-échangiste internationale
à Lord Welby, président du Comité du Cobden-Club.*

Monsieur le Président,

Le Comité de Direction de la Fédération libre-échangiste internationale a suivi avec beaucoup d'intérêt les actes financiers du gouvernement anglais.

Il ne pouvait que l'approuver, quand, au lieu de rejeter toutes les charges de la guerre sur la postérité, le chancelier de l'Echiquier entendait que les contemporains en sentissent la responsabilité matérielle en en supportant une partie.

Il n'a pu que l'approuver en le voyant augmenter successivement le taux de l'income tax de 4 deniers de 1900-1901, de 2 deniers en 1901-1902, d'un denier en 1902-1903, de sorte que sur £ 14.055.000 d'impôts nouveaux en 1900-1901, sur £ 27.797.000 en 1901-1902, sur £ 34.173.000 en 1902-1903, l'income tax représente respectivement £ 7.641.000, £ 14.136.000, £ 17.600.000, c'est-à-dire la moitié.

Le contribuable peut apprécier tout le poids de l'impôt direct, tandis que la répercussion de l'impôt indirect est plus ou moins dissimulée.

En dehors du droit d'exportation de 1 sh. par tonne de houille, les autres ressources proviennent de 2 d. par livre de thé, 4 d. par livre de tabac, 6 d. par gallon de spiritueux, 4 sh. 2 d. par cwt. de sucre (50 k. 800), 1 sh. par baril de bière.

Ces impôts frappent des objets de consommation, mais n'ont aucun caractère protectionniste. Les uns sont des droits d'accise, comme les droits sur les spiritueux et la bière. Les taxes douanières sur le thé, le tabac, le sucre, sont exclusivement fiscales. Le fisc perçoit intégralement tout ce qu'elles coûtent au consommateur. Il n'en est rien détourné au profit des producteurs nationaux, puisque l'Angleterre ne

produit pas d'objets similaires et que la taxe sur les sucres s'applique aussi bien aux sucres coloniaux qu'aux sucres étrangers.

Mais il n'en est pas de même pour le droit de 3 d. et de 5 d. par cwt. sur le blé et la farine.

Nous savons les arguments donnés en faveur de cette taxe. Ses défenseurs disent qu'elle a été maintenue par les libre-échangistes de 1846 jusqu'en 1869 ; mais c'est une chose de conserver une taxe légère, c'est une autre chose de la rétablir. Nous savons qu'elle ne dépasse pas le droit de statistique de 0 fr. 60, que, dans la période de liberté commerciale de 1861 à 1883, les blés ont eu à supporter en France. Mais il n'en est pas moins vrai que cette taxe revêt un caractère protectionniste, parce qu'elle ne frappe pas seulement les blés passant à la douane, mais parce qu'elle s'ajoute à tous les blés passant sur le marché.

C'est pourquoi le *Comité de la Fédération libre-échangiste internationale* remercie le comité du Cobden Club des efforts qu'il a faits pour combattre cette taxe et appeler l'attention sur le danger qu'elle présente, au point de vue du libre-échange.

Le mouvement de résistance qu'elle a provoqué nous fait admirer une fois de plus l'opinion publique anglaise toujours en éveil.

En France, nous supportons une taxe sur le blé de 7 francs par 100 kilos. Si cette taxe avait son plein effet, comme il passe 70 millions de quintaux métriques de blé sur les marchés, elle représenterait un impôt de 490 millions de francs sur les consommateurs de pain. En comparant les cours de Bruxelles, de Londres et ceux de Paris, on estime qu'elle ne joue en moyenne que pour la moitié ; l'impôt représente donc 245 millions prélevés sur la partie de la population la plus nombreuse, la moins aisée, celle dont le pain est la base de l'alimentation ; et cette somme énorme est perçue au profit des producteurs de blé et des propriétaires.

Dans notre pays de suffrage universel, nous supportons cet énorme fardeau sans protester. Il n'en a même pas été question aux dernières élections. Sur les 2.500 candidats qui se sont disputé les suffrages, on ne pourrait pas en compter une demi-douzaine qui aient fait une allusion à la nécessité de sa suppression.

En Allemagne, le projet de tarif porte la taxe déjà élevée de 5 marks au tarif général et de 3 marks 50 au tarif conventionnel à 6,50 et 5,50 et les agrariens réclament 7,50 pour les quatre céréales, froment, seigle, orge, avoine.

En Italie, notre confrère et ami, M. Edoardo Giretti, a été menacé de poursuites parce qu'il avait dénoncé le droit sur le froment, qui ne s'élève pas à moins de 7 fr. 50.

Si nous rappelons ces chiffres, c'est pour constater combien l'Angleterre se trouve dans une situation supérieure au point de vue de la liberté économique aux nations continentales ; mais tous les *free traders* du monde sont émus dès qu'un symptôme de réaction économique peut se produire chez elle ; car il donne un argument à leurs compatriotes protectionnistes.

Ceux-ci disent aujourd'hui triomphalement que cette taxe sur les blés, est, en dépit des dénégations de Sir Michael Hicks Beach, comme un point de départ pour un tarif différentiel en faveur des colonies britanniques et dans leur passion, ils seraient enchantés que l'Angleterre fermât ses ports aux produits étrangers afin de pouvoir invoquer l'exemple de sa régression.

Nous savons qu'un tel danger est chimérique ; et l'opposition qu'une taxe aussi légère que celle qui vient de frapper le blé a provoquée, est, nous l'espérons, une garantie pour le monde que l'Angleterre n'abandonnera pas la politique du *free trade* qui l'a mise si en avant de toutes les autres nations au point de vue économique.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Le Secrétaire général,
J. FLEURY.

Le Président,
G. DE MOLINARI.

d'assistance et de secours à prendre en faveur des sinistrés de la catastrophe de Saint-Pierre (Martinique) (page 3349).

13. — **Décret** portant extension : 1° du service des colis postaux de 5 à 10 kilogr. aux colonies de la côte occidentale d'Afrique ; 2° du service des colis postaux de valeur déclarée au Sénégal et à la Guinée française (page 3366).

14. — portant modification à l'assiette de l'impôt des licences en Algérie (page 3383).

15. — accordant des indemnités de séjour aux gouverneurs et chefs d'administration en expectative du départ aux colonies (page 3433).

16. — **Rapport** suivi d'un décret accordant une concession territoriale à Madagascar à divers concessionnaires (page 3458).

17. — **Décret** portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes (page 3469).

18. — **Circulaire** adressée aux préfets par le ministre des Travaux publics, portant instructions pour l'application de l'article 8 du décret du 10 mars 1899, relatif à la circulation des automobiles (page 3486).

24. — **Arrêté** fixant pour l'année 1903 l'époque de la réunion, à Bordeaux, du 41^e Congrès des délégués des sociétés savantes de Paris et des départements (page 3566).

— **Rapport** au gouverneur général de l'Algérie sur les travaux de fouilles et de consolidation exécutés aux monuments historiques de l'Algérie (page 3571).

28. — suivi d'un décret instituant au Jardin colonial un enseignement supérieur de l'agriculture coloniale (page 3661).

— au garde des sceaux, ministre de la Justice, sur les résultats de l'application, pendant l'année 1901, des dispositions du code civil relatives à la nationalité et à la naturalisation (page 3663).

30. — **Décret** relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie (page 3709).

— **Arrêté** nommant la commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget du ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, pour l'exercice 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit (page 3714).

31. — **Décret** instituant une commission de contrôle, des opérations de la compagnie française des câbles télégraphiques (page 3729).

La journée de travail aux États-Unis. — Il existe actuellement, dans l'Union, huit États où la durée normale de la journée de travail est, juridiquement parlant, considérée comme fixée à huit heures, à

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 JUIN 1902

Célébration du quatre-vingtième anniversaire de M. Frédéric Passy, président de la Société.

Hommage à MM. G. de Molinari et Cl. Juglar, vice-présidents de la Société, dont ils font partie depuis cinquante ans.

DISCUSSION. — Le change espagnol. Examen des divers moyens proposés pour y remédier.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée d'abord par M. Frédéric Passy, puis par M. E. Levasseur, de l'Institut.

Cette fois, la séance mensuelle ordinaire a été précédée d'une touchante cérémonie :

Notre Président, M. Frédéric Passy, vient d'accomplir, au mois de mai, sa quatre-vingtième année. Un Comité d'initiative, composé de MM. A. Neymarck, E. Varagnac, G. Schelle, Boverat, J. Fleury, D. Bellet, a pensé que la Société d'économie politique tiendrait, en cette circonstance, à lui témoigner ses sentiments de profond respect et d'inaltérable affection.

Nous éprouvons tous une vive joie de voir notre cher Président toujours aussi jeune, toujours aussi ardent dans la défense des principes qui nous sont chers, la liberté, la justice, la paix, la fraternité humaine, le beau et le bien. Il fut donc décidé d'offrir à M. Frédéric Passy, dans notre séance du 5 juin, un souvenir, bien faible témoignage de notre admiration pour cette belle existence tout entière consacrée à la défense des idées les plus généreuses.

Avant l'ouverture de la discussion, M. A. Neymarck, au nom de tous nos confrères de la Société, a pris la parole en ces termes :

« Monsieur le Président, mes chers confrères,

Je vous prie de m'excuser si j'interromps pendant quelques instants l'ordre habituel de nos séances. Je dois m'acquitter d'une mission bien douce, au nom de nos amis ici présents, au nom des confrères absents, celle de dire à notre cher et vénéré Président, les vœux que nous formons, du fond du cœur, pour son bonheur, pour lui, pour tous ceux qui lui sont chers, à l'occasion du 80^e anniversaire de sa naissance.

Nous ne pouvions laisser s'écouler la date du 20 mai 1902 sans penser à vous, cher et vénéré maître, et nos confrères ont répondu unanimement à l'appel du Comité d'initiative qui s'était spontanément formé, certain de devancer ainsi leurs propres desirs. Tous, nous avons voulu, dès notre première réunion, vous exprimer nos sentiments de respectueuse et profonde affection.

La Société d'Économie politique est une grande famille, et c'est une fête de famille qui réunit ce soir, autour de vous, les doyens comme les plus jeunes de ses membres; les maîtres, comme les disciples. Nous sommes fiers et heureux de fêter en vous un des maîtres qui honorent le plus l'humanité. Votre vie entière a été consacrée au travail, au bien, à la propagation et à la défense de la paix et de la liberté. Vous avez semé, à pleines mains, tous les sentiments nobles et généreux, toutes les idées morales qui relèvent l'homme et le rendent meilleur.

Dans vos ouvrages, dans vos conférences, dans vos discours, dans les assemblées politiques comme dans les Sociétés savantes, vous avez souvent parlé de Turgot, le maître des maîtres, et vous avez admiré la fermeté de ses convictions, sa foi dans la liberté, son amour du prochain. Vous avez dit de Bastiat, dans une merveilleuse étude que vous avez consacrée à ses œuvres, il y a près de 50 ans, que si sa carrière avait été grande en quelque chose, c'était par le sentiment du devoir, le service persévérant de la vérité, la foi inébranlable dans les principes. De Laboulaye, dont vous avez été l'ami et dont vous avez conservé fidèlement la mémoire, — et il me sera permis de saluer ici son digne fils, notre confrère, qui assiste à notre séance, — vous avez souvent rappelé cette admirable pensée : « Servons les hommes ! »

Cher et vénéré maître, ces vertus que vous avez admirées, nous les avons trouvées et les admirons en vous. N'avez-vous pas la foi agissante, la fermeté dans les convictions, la fidélité aux principes, et votre vie n'est-elle pas un véritable apostolat de paix,

de justice et de liberté? Vous êtes pour nous le meilleur des modèles.

Au nom de tous nos confrères ici présents, au nom de tous ceux qui n'ont pu venir ce soir et s'en excusent dans les termes les plus touchants, permettez-nous de vous offrir et de vous prier d'accepter ce modeste souvenir, bien faible témoignage de notre affection, de notre reconnaissance. Nous avons décidé, en outre, pour garder le mémoire de cette belle soirée, de fonder un prix triennal qui s'appellera : Prix Frédéric Passy.

Ce bronze de Richer, que nous nous permettons de vous offrir, représente un semeur. D'une main vigoureuse, il sème le grain qui germera et fera vivre. Sa figure respire le calme, la tranquillité, la fermeté. Il a conscience du devoir qu'il accomplit et comme l'a dit le poète :

Il marche dans la plaine immense,
Va, vient, lance la graine au loin,
Rouvre sa main, et recommence ;
Et je médite, obscur témoin,
Pendant que, déployant ses voiles,
L'ombre, où se mêle une rumeur,
Semble élargir jusqu'aux étoiles
Le geste auguste du semeur.

Victor Hugo.

Vous aussi, cher maître, vous avez été un semeur! Vous avez, par la parole, par la plume, semé dans le monde des idées généreuses et votre œuvre germera pour la prospérité de notre pays, pour le bien des hommes et la félicité des peuples, pour l'atténuation et la disparition finale des fléaux de la guerre, pour l'épanouissement des doctrines et des principes libéraux qui nous sont chers et que vous avez constamment et si vaillamment soutenus.

Tous nous levons notre verre en votre honneur : A notre Président, M. Frédéric Passy! »

M. Frédéric Passy, très touché de cette sympathique manifestation, remercie en quelques paroles émues tous ceux qui ont tenu à lui donner ce témoignage d'affection :

« Mes chers collègues, mes chers amis, certes ce que vous faites ce soir à mon égard est bien excessif... (Non ! Non !)

... Sans doute j'aurais été fort heureux que par quelques paroles affectueuses on me témoignât la sympathie dont vous voulez bien m'entourer ; mais cette manifestation dépasse certainement ce que j'avais le droit d'attendre de vous...

Je n'en accepterai pas moins, — sans embarras comme avec gratitude, ces témoignages, — et cela d'autant plus facilement que l'éclat que vous avez tenu à donner à cette fête de famille ne doit pas être sans utilité pour le succès des idées que nous défendons en commun.

Au temps où nous sommes, il est bon de ne négliger aucune occasion pour attester notre fidélité aux principes qui sont ceux de la Société d'économie politique, principes de justice, de liberté et de solidarité humaine, à ces principes qui forment la base de la stabilité des sociétés.

On a dit que nous étions les disciples de l' « école dure ». Mais il est une philanthropie autre et plus sérieuse que la vague et trompeuse sentimentalité si fort à la mode aujourd'hui. Il est une philanthropie, celle que nous défendons et que nous entendons pratiquer, quoi qu'on dise, qui repose sur le respect des droits de chacun, car on ne pourra jamais fonder rien de pratique en dehors du travail productif et utile.

Voilà, mes chers collègues, le sens que j'attache à la manifestation si cordiale dont je suis l'objet de votre part, — en dehors de ce qui m'est tout à fait personnel, — en dehors des sentiments de cette amitié fraternelle qui nous unit.

Laboulaye, dont je m'honore d'avoir été l'ami, — et dont j'ai le plaisir de saluer un fils parmi vous, — Laboulaye disait : « Le ciment des sociétés, c'est l'amitié, avec la liberté, avec la bienveillance mutuelle non imposée par la loi... » Aimons-nous et aidons nous, mais librement et par l'effet d'une sympathie réciproque raisonnée ! Contre le charlatanisme social, travaillons et développons cette solidarité harmonique dont la science économique nous enseigne les principes immuables et tout puissants.

Avec vous, mes chers collègues, je lève donc mon verre à la Liberté, à la Justice !

Mais si je suis âgé, — plus âgé certes que je ne le voudrais, — il y a parmi nous des collègues, — il y en a au moins deux, — qui appartiennent depuis plus longtemps que moi à notre Société. Il n'y a pas encore cinquante ans que j'y suis entré. Deux de nos confrères, nos vice-présidents, Gustave de Molinari et Clément Juglar, ont accompli leur demi-siècle de présence.

Je suis heureux d'avoir été chargé de leur remettre, pour fêter

tutionnelle. Il est incapable de rien fonder par lui-même. Il ne peut appliquer ses théories qu'en empruntant une force extérieure, celle de l'Etat ; il ne peut se faire accepter librement, il est obligé de s'imposer. Est-ce un progrès ? Quant au protectionnisme, ses succès sont plus apparents que réels. Si vous comparez la situation des marchés il y a à peine un siècle à celle d'aujourd'hui, vous serez frappés des progrès de la pratique du libre-échange. Quand on traversait l'Allemagne, il fallait passer par 16 bureaux de douanes ; l'Italie était morcelée en une série de petits Etats, entourés de barrières fiscales et protectionnistes, le système prohibitif florissait en Angleterre. Maintenant, les douanes intérieures ont disparu partout, elles sont même en voie de disparaître en Chine, l'Angleterre est devenue et restera, quoi qu'on dise, le foyer du libre-échange ; les Etats-Unis ont beau être protectionnistes, ils ont un marché de libre-échange de 80 millions de consommateurs. Les 200.000 kilomètres de chemins de fer qui ont été construits depuis 70 ans, ont agrandi partout les marchés, le commerce international a quintuplé en un demi-siècle. Le libre-échange apparaît, comme la résultante de l'ensemble des progrès de l'industrie, de l'extension de la division du travail, de l'accroissement de la puissance de la machinerie, du développement des moyens de communication, et malgré les obstacles que lui oppose le protectionnisme, il gagne du terrain tous les jours.

Seulement, il faut bien en convenir, les esprits sont en retard sur les faits. Les classes supérieures aussi bien que les classes inférieures sont demeurées imbuës de l'esprit du vieux régime des corporations. C'est cet esprit-là qu'il faut changer. Il faut extirper des cerveaux l'esprit de monopole, et y faire entrer l'esprit de liberté. C'est la tâche que nous avons essayé de remplir dans la mesure de nos forces, nous les vieux, et que nous vous lèguerons à vous, les jeunes.

M. Clément Juglar. « Je ne suis pas moins sensible que M. de Molinari à l'offre de la médaille qui nous conservera la mémoire de votre bon souvenir. J'avais même moins de titres que lui ; dès 1846, il faisait partie de votre société, je n'y suis entré qu'en 1852. — Fêter sa cinquantaine, on peut le souhaiter, mais on n'y arrive pas toujours. M'y voici arrivé cependant sans que j'y aie songé ; c'est vous qui me l'avez rappelée. Vous évoquez ainsi tous les maîtres avec lesquels j'ai vécu, dont j'ai écouté les leçons. Vieil écolier, on l'est toujours ; vous devez vous demander ce que j'ai

appris, ce que l'on disait à cette époque reculée, quelles étaient les préoccupations du moment, sous quelle forme on envisageait la science et les grandes questions qui sont encore notre tourment aujourd'hui ; si la pratique et l'expérience apprennent quelque chose, pourriez-vous nous en faire part, direz-vous.

Comme aujourd'hui une foule de questions se posaient ; on en demandait le pourquoi, le comment. Je voudrais vous replonger dans ce milieu disparu, mais dont nous vivons encore aujourd'hui. Comment le faire revivre ? En ouvrant vos *Annales*, ce que je n'avais pas fait jusqu'ici.

J'ai relu les discussions, je croyais encore les entendre. Alors comme aujourd'hui c'étaient les mêmes questions : les limites de l'économie politique, les attributions de l'Etat, la limitation des journées de travail, la rente du sol, le sort des hommes dépend-il des hommes ou de leur conduite ? La question du sucre, l'émigration des campagnes vers les villes, la question de la population, l'impôt sur le revenu, les lois somptuaires, les crises commerciales. — Vous le voyez, ce sont toujours les mêmes questions traitées par des hommes d'une grande expérience, anciens ministres, députés, sénateurs, anciens magistrats, membres de la Cour d'Appel, de la Cour de Cassation. — Sauf sur la liberté commerciale, on n'était pas toujours d'accord ; M. de Molinari y est toujours resté fidèle, mais tout en s'occupant des échanges, il fallait aussi ne pas négliger les moyens de les payer, c'est-à-dire de la circulation fiduciaire qui a été le principal objet de mes études.

Depuis ce moment, que de transformations ont eu lieu ! Pour la population, on ne redoutait qu'une chose, la rapidité de son accroissement et par suite de son doublement. Quelle différence avec ce qui se passe en ce moment sous nos yeux, où l'on cherche par tous les moyens à en arrêter la décroissance !

Pour la circulation fiduciaire on ignorait encore les vrais principes malgré le *Bullion report* de 1810 qui avait déclaré que pour faire disparaître une circulation fiduciaire dépréciée, il fallait s'efforcer d'en retirer une partie pour reprendre les paiements en espèces ; c'est exactement ce que l'on conseille aujourd'hui à l'Espagne, et ce qu'elle ne fait pas. Le *Bullion report* avait aussi été soumis à la Chambre des Communes qui, comme cela n'arrive que trop souvent, n'avait pas voulu l'accepter, quoique ce fût le seul moyen pratique, comme on l'a reconnu de nos jours.

On paraissait l'ignorer encore en 1864, alors que la Banque de France, pour défendre l'encaisse attaquée, comme elle l'est toujours pendant les crises, achetait à des banquiers de l'or qu'ils reti-

raient ou faisaient retirer alternativement, le niveau se relevant ou s'abaissant selon les versements d'or ou les retraits. Le taux de l'escompte à la Banque à 2 p. 100 au-dessous du taux de Londres ne protégeait pas l'encaisse et on ne savait que faire.

L'insuffisance de l'acte de 1844 constatée en 1847, puisqu'il ne protégeait que la réserve des billets et la suspension qui en fut la conséquence, fut accompagnée d'un acte qui éclaira la situation. On embarquait de l'or à Southampton pour l'étranger, quand on apprit une élévation du taux de l'escompte, et aussitôt ordre est donné de le débarquer et de le reporter à la Banque.

Cette simple élévation mettait l'or à son prix pour le moment ; puis on n'a pas hésité à élever le taux jusqu'à 10 p. 100. C'est cet embarquement ou ce débarquement qu'il faut noter ; rien ne prouve mieux qu'en mettant l'or à son prix par la hausse de l'escompte d'après les cours du change à Londres, on ne peut en manquer. On l'avait compris, à l'imitation de la Banque d'Angleterre en 1857, et on l'oubliait en 1864.

Il est toujours bon de relever les erreurs, l'expérience est la meilleure école. Où en trouver un tableau plus fidèle que dans nos Annales si intéressantes, si instructives, même à cinquante ans de distance ».

Ensuite commence la séance ordinaire. Après la présentation, par M. Jules Fleury, de quelques publications reçues par la Société, la réunion adopte comme sujet de discussion la question suivante, proposée par M. Manchez :

LE CHANGE ESPAGNOL. EXAMEN DES DIVERS MOYENS PROPOSÉS POUR Y REMÉDIER.

M. G. Manchez expose ainsi le sujet :

Il se demande tout d'abord si la question du change est complexe ou si elle est simple. Personne ne contestera, dit-il, qu'elle soit complexe tout au moins au point de vue des causes qui la déterminent. Les réformes et surtout leur mise en pratique, sont-elles aussi simples que certains le pensent ? Il faut distinguer. Lorsque l'Etat, qui veut réformer la circulation fiduciaire du pays, est en même temps l'émetteur du papier-monnaie, la réforme est aisée. Tel le Brésil où, depuis l'émission du Funding, le change s'est amélioré de 5 1/2 d. à 12 d. environ. Mais lorsque, comme en Espagne, l'état réformateur de la circulation fiduciaire se trouve en présence d'une Banque qui jouit du privilège d'émis-

boursements de l'État déjà effectués, n'ont pas été suivis d'une restriction parallèle de la circulation fiduciaire. Au contraire, celle-ci n'a fait que s'accroître. M. Manchez constate que les publicistes espagnols commettent une erreur financière. Pour apprécier l'importance de la circulation fiduciaire, il faut avoir soin d'ajouter aux billets effectivement émis les comptes courants qui sont eux-mêmes des billets « déposés », pouvant être retirés immédiatement par les déposants. Les comptes courants sont des dettes à vue, comme les billets eux-mêmes; ils doivent aussi avoir les mêmes garanties. C'est une erreur commise aussi bien chez nous qu'en Espagne, de ne comprendre dans la circulation fiduciaire que les billets réellement émis, alors que le total des comptes courants (billets déposés) fait en réalité partie intégrante de la circulation fiduciaire.

Ainsi, en Espagne, les quelques emprunts publics contractés ont été souscrits par les titulaires des comptes courants, c'est-à-dire à l'aide des billets en dépôt, et l'on constate que, depuis 1893, ces comptes courants ont diminué de 833 à 640 millions. La circulation a ainsi réellement diminué du chef des emprunts, et il n'est pas douteux qu'elle diminuerait considérablement si le gouvernement remboursait les 900 millions de dettes qu'il a encore vis-à-vis de la Banque, à moins qu'une compensation ne fût fournie par l'accroissement des escomptes commerciaux, c'est-à-dire par les affaires normales.

Quels sont les moyens propres à combattre la hausse du change? Ils sont de deux sortes : les moyens financiers et les moyens économiques.

Au premier rang des moyens financiers apparaît la démonétisation et la vente de l'argent, conseillées par une haute personnalité financière dont tout le monde s'accorde à reconnaître la grande compétence en affaires. M. Manchez fait à cette proposition les objections suivantes : Il serait impossible à l'Espagne de vendre d'un seul coup les 470 millions d'argent qui sont dans les caisses de la Banque, sans jeter le désarroi sur le marché de ce métal. Sans compter que ce stock serait vite augmenté de l'argent que rejetterait la circulation au premier bruit de démonétisation. Il a suffi de quelques ventes de la Chine en vue du paiement des prochaines semestrialités dues aux puissances étrangères, pour faire baisser le prix de l'argent de 4 à 5 pence. Puis, l'Espagne n'est pas en situation de faire le sacrifice, sans compensation immédiate, de 280 à 300 millions, somme minima que lui coûterait aujourd'hui la démonétisation du stock argent de la Banque.

La loi sur la circulation fiduciaire qui vient d'être votée contient un autre moyen de remédier au change qui, suivant l'orateur, n'est pas meilleur que le précédent. Il consiste à forcer la Banque à fortifier son encaisse par des achats d'or. On n'a pas pris garde qu'acheter de l'or c'est précisément faire monter le change, puisqu'il faut se procurer des devises sur l'étranger afin de le payer.

N'est-ce pas ainsi livrer la Banque aux exigences des banquiers? Pais, une fois l'or dans les caisses de la Banque, il y restera prisonnier et n'aura aucune action sur le change, puisqu'il ne sera pas échangeable contre des billets. La mesure votée par les Chambres espagnoles produirait ainsi la hausse et non la baisse du change. D'ailleurs, M. Manchez espère que cette mesure prévue par la loi restera lettre morte. Car les emprunts de l'Etat autorisés par la même loi, en vue des remboursements à faire à la Banque, diminueront nécessairement la circulation fiduciaire, et feront ressortir que l'encaisse-or actuelle rentre dans les proportions légales.

Il y a, ajoute M. Manchez, d'ardents partisans d'un emprunt extérieur dont, d'après eux, le produit pourrait rester à l'étranger à la disposition de l'Espagne, et lui faciliterait ses différentes remises au dehors, lui permettant même de vendre du change à ses nationaux. Sans doute, il pourrait résulter de cet emprunt une amélioration immédiate du change, puisque, pendant un certain temps, l'Espagne n'aurait plus à se procurer, à l'intérieur, de remises sur l'étranger. Mais le bénéfice de l'opération durerait autant que les ressources provenant de l'emprunt.

Inutile de dire que tout emprunt extérieur ayant pour objet le remboursement, à la Banque, des pagarès de l'Etat, aurait finalement les mêmes effets défavorables sur le change. Ou la Banque garderait cet or dans ses caisses, et alors il n'aurait, encore une fois, aucun effet sur le change, ou la Banque l'échangerait contre des billets, et l'or, entré pour un moment dans la circulation, en sortirait bien vite par la voie des changes, puisque la balance actuelle des paiements et des recettes du pays ne comporte pas le séjour en liberté du métal jaune dans la circulation.

Et puis, l'histoire financière de la République argentine, de la Grèce, du Portugal, n'est-elle pas là pour démontrer le danger que courent les pays dans la gêne, à contracter des emprunts extérieurs, pour parer à des situations qui commandent plutôt un régime de diète et un traitement économique? Un pays dans le besoin trouve des prêteurs tant qu'il peut fournir des gages. Dès que les garanties font défaut ou que le public se refuse à sous

crir aux emprunts pour lesquels les banquiers n'ont été que les intermédiaires, les crédits sont coupés et la banqueroute est la seule ressource qui reste aux pays abandonnés à eux-mêmes.

Il convient donc que l'Espagne rembourse sa dette à la Banque à l'aide d'emprunts intérieurs successifs dont le service en pesetas ne lui inflige aucune perte de change, et dont l'importance soit proportionnée aux ressources de l'épargne nationale. C'est le seul moyen sérieux, dit M. Manchez, de guérir définitivement le pays du mal du change. Sans doute, le traitement peut être long. Mais, qui donc peut prétendre dissiper en quelques mois un malaise, conséquence de nombreuses années de fautes ou d'infortunes ?

D'ailleurs, si elle veut accélérer sa guérison, l'Espagne doit se mettre résolument au régime économique, de façon à favoriser les rentrées de capitaux, et dans cette œuvre, la commandite étrangère peut avoir sur l'avenir financier de l'Espagne une action très salubre ; mais il faut que les capitalistes étrangers trouvent dans le pays sécurité absolue et bénéfice convenable. Il faut aider les compagnies de chemins de fer à développer leurs réseaux par l'adjonction de lignes affluentes. Il n'y a pas de mise en valeur possible des richesses naturelles d'un pays sans chemins de fer.

Quoi qu'il en soit, conclut M. Manchez, le change est guérissable en Espagne. Mais que le pays s'empresse de payer ses dettes à la Banque, qu'il le fasse, non à l'aide d'emprunts extérieurs, mais au moyen d'emprunts intérieurs payables en pesetas ; qu'il améliore aussi sa situation économique. Si ce programme est appliqué avec suite, avec l'idée d'aboutir à un résultat, la spéculation influencée favorablement interviendra tout de suite sur le marché du change : au lieu de manifester des tendances dans le sens de la hausse comme aujourd'hui, elle les modifiera dans le sens de la baisse, et l'Espagne, tout en poursuivant des résultats à échéance plus ou moins lointaine, verra néanmoins sa situation monétaire s'améliorer rapidement, grâce à l'escompte par le monde des affaires d'un avenir prospère.

M. Paul Leroy-Beaulieu déclare que la question lui paraît enfantine. En effet, il n'y a à la baisse du change qu'une seule cause, de même qu'il n'y a qu'un seul remède. La seule cause, c'est la grande quantité de billets en circulation. Et cette cause a une influence capitale, quel que soit le montant de l'encaisse en or de la Banque : cette encaisse importe peu, du moment que la Banque a suspendu ses paiements en espèces.

Encore une fois, répète M. Paul Leroy-Beaulieu, le mal, en Espagne, est causé exclusivement par la surabondance du papier : qu'on réduise la circulation fiduciaire, et le danger sera vite conjuré.

M. Jacques Siegfried dit que dans la recherche des moyens à employer pour diminuer la dépréciation du change, il faut distinguer deux cas très différents : celui où la prime sur l'or est très forte et celui où elle est modérée, c'est-à-dire au-dessous de 10 p. 100.

Quand la prime sur l'or est très forte, la question est relativement simple ; il n'est pas nécessaire de fortifier l'encaisse, il suffit d'une part de diminuer la circulation, et d'autre part que le gouvernement et la Banque émettrice sachent inspirer au public la conviction morale de leur volonté d'améliorer la situation.

La question devient plus complexe lorsque le cours du papier-monnaie se rapproche du pair. Il faut alors de toute nécessité que l'encaisse-or devienne assez considérable pour donner au public la certitude de l'échange à première demande des billets contre du numéraire. Il faut aussi que l'or soit attiré ou conservé dans le pays par une balance commerciale favorable, M. Siegfried comprend dans cette balance non seulement les marchandises, mais aussi les fonds d'Etat, actions, obligations de toute sortes, et les dépenses faites par les touristes, tout cet ensemble auquel M. Leroy Beaulieu vient d'appliquer très justement l'expression de « balance des paiements ». Enfin il faut que la situation politique, et surtout budgétaire, soit de nature à inspirer confiance.

Si l'on applique ces considérations générales à la situation spéciale du change espagnol, on arrive à déclarer que, pour le moment, l'Espagne ne doit pas se préoccuper d'augmenter son encaisse-or, qu'elle doit diminuer la circulation en billets de sa banque nationale, et que le meilleur moyen pour cela est de recourir à un emprunt intérieur 4 0/0, que pour donner confiance au public elle doit restreindre l'influence politique beaucoup trop grande de la Banque d'Espagne, enfin qu'elle doit, par des déclarations très catégoriques, éviter que l'opinion publique s'effraie de la proportion trop grande de l'argent métal dans l'encaisse de la Banque et ne puisse arriver à craindre que l'on ne finisse par adopter le monométallisme argent.

Quand, *plus tard*, le change se sera amélioré par les mesures qui viennent d'être préconisées, le moment de la disparition totale de la prime sur l'or pourra être hâté par l'émission d'un emprunt

extérieur qui devrait alors être fait non pas en 4 0/0 au-dessous du pair, mais en 4 1/2, 5 ou 5 1/2 0/0 au pair à l'instar de l'Emprunt Morgan fait au début de la guerre franco-allemande; et comme dernière mesure, il faudra avoir recours, s'il est nécessaire, à la hausse du taux de l'escompte. moyen scientifique le plus certain pour attirer les capitaux étrangers et empêcher l'exode de l'or.

M. Raphaël-Georges Lévy voudrait arrêter l'attention de la Société sur deux points :

En premier lieu, il voudrait rappeler que le cours forcé doit être considéré comme un état maladif et que, par conséquent, tout en reconnaissant qu'aussi longtemps que le cours forcé règne la quantité des espèces métalliques, déposées dans les caves de la banque d'émission, n'a pas une importance primordiale; ce point reprend au contraire toute son importance lorsqu'il s'agit d'envisager l'époque de la reprise des paiements en espèces. Or, il est évident que tout pays préoccupé de la restauration de ses finances doit tendre à cette reprise des paiements en espèces et, par conséquent, ne saurait rester indifférent à la question du stock métallique; d'ailleurs, diminuer le nombre des billets en laissant le stock métallique inchangé revient déjà à augmenter celui-ci.

Le second point sur lequel l'orateur désire insister est celui de la situation budgétaire; il ne lui paraît pas exact de dire que cette situation budgétaire soit indifférente en la matière; au contraire, elle est toujours l'origine du cours forcé; il n'est, pour ainsi dire, pas d'exemple que ce soit en vue de satisfaire à des besoins ou intérêts particuliers qu'une banque ait été autorisée à suspendre le paiement en numéraire de son papier, à faire, en quelque sorte, faillite, c'est-à-dire à établir le cours forcé; c'est, au contraire, invariablement le gouvernement qui, ayant besoin d'argent et ne voulant pas emprunter au moyen de l'émission de rentes à intérêt, contraint l'établissement émetteur à lui faire des avances; comme les billets ainsi créés n'ont pas de contre-partie commerciale, c'est-à-dire aisément réalisable, il faut bien donner cours forcé aux billets ainsi créés, et comme, en général, ils ne se distinguent pas des autres billets, le cours forcé est décrété pour la totalité de l'émission.

L'orateur pourrait développer et citer, à l'appui, l'exemple d'un très grand nombre de pays, mais l'heure est avancée et il se borne à attirer l'attention de la Société d'Economie politique sur ces deux côtés de la question, qui s'appliquent directement au problème du change espagnol.

M. Clément Juglar déclare que pour mettre le papier en rapport avec le prix de l'or, il suffit d'élever le taux de l'escompte à la Banque. Suivant lui, c'est par l'élévation du taux de l'escompte qu'on fait affluer l'or dans un pays. Encore convient-il que l'or ainsi expédié vers le pays qui en est dépourvu y soit en sécurité et puisse en sortir sans perte.

Aux remèdes si bien indiqués par **M. Germain**, il faudrait ajouter la *hausse* de l'escompte et, de 4 p. 100 auquel on le maintient depuis plusieurs années, le relever au taux voulu pour correspondre à la dépréciation des billets émis ; en un mot, le mettre à son prix en présence du crédit de l'Espagne estimé en papier. L'or ne peut rentrer dans un pays que quand on relève son prix en papier, en retirant de la circulation celui qui est en excès, comme on l'a fait avec tant de succès au Brésil.

M. E. Levasseur, président, est d'avis qu'essayer de résumer ce que chaque orateur a dit, quand onze heures et demie sont sonnées, serait intempestif. Il faut se borner à rappeler sommairement les conclusions pratiques auxquelles ils ont abouti et remercier **M. Manchez**, dont les lecteurs du *Temps* connaissent et apprécient la compétence, d'avoir exposé la question.

L'Espagne a trop de papier-monnaie : il faut en diminuer la quantité. C'est l'avis unanime ici, comme dans la presse et comme parmi les financiers espagnols.

L'équilibre entre les trois termes, masse de signes monétaires en papier, quantité de monnaie réelle ayant cours au pair dans le commerce international, besoins de la circulation espagnole, se trouvant rompu, comment le rétablir ?

En obtenant par une bonne politique générale et par l'activité industrielle des Espagnols une balance plus favorable non seulement des importations et des exportations (ce qui n'est qu'une partie du problème), mais de la totalité des paiements entre l'Espagne et les pays étrangers (y compris les sommes que laissent dans le pays les touristes) ;

En remboursant, aussi promptement que possible, à la Banque, la dette ou du moins la plus grosse partie de la dette de l'État :

En contractant à cet effet un emprunt, emprunt intérieur, dit **M. Manchez**, emprunt extérieur, pense **M. Leroy-Beaulieu**, parce qu'un emprunt intérieur n'ajouterait rien au stock monétaire du pays ;

En retirant et en détruisant l'excès de billets dont souffre la circulation, peut-être 400 millions ; retrait qui ne peut se faire

que si l'État en fournit le moyen, ou indirectement, par un remboursement ;

En augmentant l'encaisse de la Banque en or : moyen dont l'efficacité a été contestée et qui cependant est l'acheminement vers la reprise du paiement des billets en espèces ;

En élevant l'escompte de la Banque, de manière à retenir et même à attirer l'or par l'appât de l'intérêt.

L'expérience montre qu'en général ce n'est pas par leurs opérations avec le commerce, mais que c'est par l'abus que l'État a fait de leur crédit, que des grandes banques d'émission ont été acculées au cours forcé et que le cours forcé a été poussé jusqu'à une dépréciation considérable des billets. C'est donc à l'État à réparer le dommage dont il est la cause. Quant à la Banque, sa politique doit être de tendre à cet équilibre entre l'émission, l'encaisse et la circulation, qu'on ne peut pas calculer d'avance par une formule théorique, mais qu'on constate expérimentalement quand les billets sont remboursables à bureau ouvert : elle doit donc aspirer à la suppression du cours forcé.

Le guichet ouvert est le tube qui réunit les vases communicants et qui établit automatiquement l'équilibre, sans que pour cela les récipients soient d'égale largeur ni que les liquides, s'ils sont de densité différente, se trouvent à la même hauteur ; autrement dit sans qu'il y ait dans la caisse autant de monnaie qu'il y a de billets dans la circulation, tant que la circulation les supporte. L'Espagne l'a compris et la loi du 13 mai 1902 sur la circulation fiduciaire, dont les orateurs n'ont pas parlé, en est la preuve.

La séance est levée à 11 h. 25.

CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

Comptoir national d'escompte. Rapport du Conseil d'administration. Situation au 31 décembre 1901. — Paris, 1902, in-4°.

Le Musée Social. — Paris, 1902, in-8°.

The annals of the american Academy of political and social science. May 1902, Philadelphia, 1902, in-8°.

COMPTES RENDUS

LES FINANCES DU CONSULAT, par M. RENÉ STOURM, membre de l'Institut,
1 vol. in-8° Paris, Guillaumin et Cie, 1902.

Ce nouveau volume d'histoire financière nous apporte un trésor de renseignements sur une époque jusqu'ici mal connue. Remontant aux sources, M. Stourm, avec sa netteté habituelle, y a puisé tout ce qui était de nature à nous instruire et à nous montrer les innombrables difficultés au milieu desquelles se débattait l'administration du Consulat. Nous sommes quelque peu effrayés en voyant à quel degré de pénurie le Trésor de la France en était réduit à la fin du XVIII^e siècle, et humiliés à cent ans de distance, en lisant le récit des expédients auxquels il avait recours.

La période révolutionnaire avait fini par altérer la base même de toute organisation financière saine, la monnaie. Les assignats qui devaient former la circulation fiduciaire étaient tombés à une valeur infime, et, comme ils servaient néanmoins à exprimer les comptes publics, il est extraordinairement difficile de se former une idée claire de la grandeur relative des sommes portées en recettes ou en dépenses dans un certain nombre de budgets. Le Crédit public était tombé si bas que le Trésor ne pouvait pour ainsi dire plus emprunter sur sa simple signature : il en était réduit à donner à certains de ses créanciers des délégations sur les impôts ou autres rentrées qui lui étaient dues. Il est aisé de deviner les abus qui accompagnaient de pareils procédés. Aussi l'historien n'a-t-il pas le droit de se montrer trop sévère pour les mesures auxquelles le gouvernement consulaire eut recours pour remédier à cet état de choses, et pour liquider un passé si désastreux qu'il serait difficile de retrouver, au cours de notre histoire, une époque aussi calamiteuse pour les finances publiques.

M. Stourm a judicieusement divisé son œuvre en quatre parties : dans la première, il nous expose les divers moyens par lesquels le Consulat s'est procuré les ressources nécessaires ; dans la seconde, il nous montre comment les dettes de toute nature qui pesaient sur le

Trésor furent liquidées, le Grand Livre des rentes publiques, mis en ordre, et le service des arrérages repris en espèces; la troisième partie est consacrée à l'étude de l'organisation financière qui permit de recouvrer désormais les impôts directs et indirects avec régularité, d'alimenter les caisses publiques au fur et à mesure de leurs besoins; enfin le tableau des cinq budgets de la France pendant la période consulaire, c'est-à-dire celle qui s'étend de la chute du Directoire à la proclamation de l'Empire, nous permet de juger par les chiffres du résultat des mesures multiples prises par le nouveau gouvernement et nous mène au seuil d'une période au cours de laquelle les mérites et les défauts de l'œuvre consulaire, dont on peut reporter l'honneur en grande partie au premier consul, vont apparaître en s'exagérant.

Il est aisé de comprendre que les premiers efforts durent être empiriques. En face de besoins pressants, il n'était pas possible de procéder à une refonte des impôts : il fallait simplement chercher à tirer la plus grande somme possible de ceux qui existaient : de là les vingt-cinq centimes additionnels ajoutés aux contributions directes; en même temps il était naturel de se procurer des ressources au moyen des biens nationaux, soit par des aliénations, soit par le rachat des servitudes diverses qui, sous forme de rentes foncières, mixtes ou autres, existaient encore au profit du fisc sur un certain nombre de terres et dont il offrit aux débiteurs l'occasion de se libérer par le versement d'un capital. Le rachat des congés accordés aux conscrits fut exigé à partir du jour où la loi eut imposé l'obligation du service militaire à tous les Français. Les cautionnements que durent désormais fournir un très grand nombre de fonctionnaires et d'officiers ministériels fournirent au Trésor des sommes importantes, qui n'étaient d'ailleurs qu'un dépôt entre ses mains; mais la permanence de ce dépôt le fit considérer alors comme un moyen d'équilibrer les budgets.

L'exposé des mesures prises pour guider le passé forme peut-être la partie la plus saisissante de l'œuvre de M. Stourm : il reconstitue en quelques chapitres la physionomie du désarroi dans lequel nos finances étaient tombées au cour des dernières années du XVIII^e siècle, sous le poids de l'amas de dettes que le Gouvernement avait contractées et des expédients humiliants auxquels il était réduit. Il fallut couper brutalement le câble qui enchaînait le Trésor à ses créanciers : certaines de ces opérations allèrent sans doute trop loin dans la réduction des engagements, d'autant plus que cette réduction n'eut point le caractère d'un contrat librement consenti entre les deux parties, mais celui d'une mesure dictatoriale imposée par l'une d'elles. Tel est le malheur des périodes de désorganisation, l'excès des rigueurs fiscales fait s'évaporer la matière imposable; le Trésor ne reçoit qu'une faible partie des

sommes qu'il espère; il est amené à emprunter, il le fait dans les conditions les plus mauvaises en accordant à ses créanciers des conditions usuraires; enfin, lorsque l'heure du règlement a sonné, il cherche à se dégager de contrats léonins qu'il a souscrits, mais auxquels il n'échappe qu'en y laissant quelque chose de son bon renom et de son crédit.

Le tableau des institutions financières que le Consulat réorganisa ou créa est dressé par un auteur qui connaît mieux que personne le mécanisme de ces belles administrations *quorum pars magna fuit*.

Il nous achemine ainsi vers la période impériale, durant laquelle un ordre parfait régna; mais l'absence de contrôle, en dehors de celui de l'Empereur, ou la continuité des guerres empêchèrent le cours de nos fonds publics de s'élever au niveau qu'eût justifié la situation intrinsèque des finances.

Nous ne saurions assez remercier M. Stourm du service considérable qu'il vient encore une fois de rendre à tous les travailleurs, maîtres et étudiants, qui s'adonnent aux études de cet ordre. Il nous apporte un livre de chevet, qui n'est pas seulement une étude historique des mieux documentées et des plus attachantes, tant par l'importance des faits que par l'intérêt de l'époque où ils s'accomplissent; il nous montre sur le vif l'application de principes permanents, les conséquences dramatiques des fautes commises et aussi la récompense des efforts pour revenir dans la voie de la sagesse et de la régularité. *Les Finances du Consulat* sont à ce titre un véritable manuel à l'usage des ministres des Finances. N'est-ce pas le plus bel éloge que nous puissions faire de l'ouvrage?

R. G. L.

PACIFICISME INTERNATIONALE OU HISTOIRE DOCUMENTAIRE DES ARBITRAGES
INTERNATIONAUX, Imprimerie Stämpfli, à Berne.

Le volume qui porte ce titre et ce sous-titre est un énorme in-4° de près de 700 pages et du prix de 40 francs. Je ne lui consacrerai cependant que quelques lignes; mais l'éloge que j'en ferai, pour être court, n'en sera pas moins chaud.

L'arbitrage international est devenu, depuis un demi-siècle, d'un tel usage, quoiqu'il ne soit pas encore aussi universel qu'il devrait l'être, que la nécessité de connaître son histoire et de fixer sa jurisprudence s'imposait impérieusement. Il y avait là mieux que des dissertations à faire: un répertoire à établir. Mais la tâche était difficile. Il ne s'agissait pas seulement de rassembler des textes; il fallait, dans beaucoup de cas, les obtenir en les arrachant aux archives des chancelleries, et, à

côté de ces textes, placer les documents qui les précisent ou les éclairent.

M. La Fontaine, jurisconsulte consommé, sénateur du royaume de Belgique, membre de l'Union interparlementaire, s'est imposé cette tâche laborieuse; et, grâce à son autorité personnelle et à sa situation, il est parvenu, après trois ans de travail persévérant, à l'accomplir.

L'œuvre qu'il nous donne aujourd'hui était sans précédent; et elle sera longtemps le bréviaire de tous ceux, publicistes, hommes politiques ou diplomates, qui auront à s'occuper de la solution pacifique des litiges internationaux.

On n'analyse pas un ouvrage de ce genre; on le consulte quand on a besoin de s'éclairer sur un point ou sur un autre. Je n'essaierai donc pas de le faire autrement connaître. Mais je ne puis m'empêcher de constater avec l'auteur que ce qui en ressort c'est une progression constante et accélérée du mouvement qui porte les nations à substituer au hasardeux recours à la force, pour le règlement de leurs différends, le recours à la juridiction arbitrale.

177 instances arbitrales ont été ouvertes dans le cours du xix^e siècle; et aucune n'a été vaine. Près des trois quarts — 134 — appartiennent aux quarante dernières années; plus de la moitié — 90 — aux dernières vingt années, de 1881 à 1900.

N'avons-nous pas le droit de conclure avec M. La Fontaine, au nom des faits, que le xx^e siècle ne se terminera pas sans voir non seulement l'organisation, mais la consécration pratique de la juridiction internationale et la publication d'un véritable code du droit des gens?

FRÉDÉRIC PASSY.

LA FINLANDE. ÉCONOMIE PUBLIQUE ET PRIVÉE par M. N. C. FRÉDÉRIKSEN, ancien professeur d'économie politique et de science financière à l'Université de Copenhague, 1 vol. in-18, avec deux cartes en couleurs. Société nouvelle de librairie et d'édition.

Ce nouveau volume de M. Frédéricksen est tout à fait remarquable; exempt de métaphores, mais bourré de faits et d'arguments toujours présentés sous une forme concise et claire, il est la monographie de la Finlande la plus complète que nous connaissions; et ce n'est pas qu'une monographie, c'est aussi l'histoire économique du peuple finlandais, une histoire dans laquelle l'auteur, loin de se borner à enregistrer des événements, les commente et les explique, remontant aux causes, et sachant d'en prévoir les conséquences possibles. Un fait peut

montrer *a priori* toute l'importance de cet ouvrage : en même temps que l'édition française paraissaient deux autres éditions : une édition anglaise et une édition danoise.

Dans un premier chapitre, M. Frédéricksen expose les origines de la population finlandaise actuelle; il remonte aux premières migrations finnoises, quelques milliers d'années avant notre ère, avec les Caréliens, les Tavastes, les Coures, les Lives, les Esthoniens, les Kaianes, etc., le chapitre se termine par un tableau rapide, mais très complet, des progrès et de la situation actuelle de la civilisation en Finlande. Les récoltes produisent à l'heure actuelle le double de ce qu'elles produisaient il y a une trentaine d'années; l'exportation du beurre, qui était presque nulle, est montée à 30 millions; celle du bois atteint 100 millions, sans compter 18 millions de celluloïde et de pâte de papier. Le nombre des indigents est tombé, en huit ans, de 108.000 à 68.000. Dans l'espace d'une vingtaine d'années, les dépôts des caisses d'épargne ont quintuplé, le capital des banques a triplé, leurs dépôts se sont décuplés. C'est que, dit M. Frédéricksen « la liberté du paysan, à l'encontre de ce qui s'est passé dans les autres pays, était à la base des mœurs finnoises ».

M. Frédéricksen étudie ensuite « les classes rurales ». D'après la statistique officielle; il y a actuellement en Finlande 2.700 fermes de 100 hectares; 22.000 de 25 à 100 hectares, 62.000 de 5 à 25 hectares, et 32.000, enfin, de moins de 5 hectares mises en œuvre soit par les propriétaires, soit par des *landbonder* et des *torpare*, correspondant à peu près, respectivement, à nos fermiers et à nos métayers français. Signalons qu'au rebours du paysan français, qui souvent proclame bien haut « qu'aucune goutte d'eau ne lui a jamais passé sur le corps », le paysan finlandais est excessivement propre. « Chaque famille finnoise, dit M. Frédéricksen, a sa maison de bains; c'est le bâtiment qu'elle construit le premier, et dans lequel habite la famille jusqu'à la construction d'une autre maison; tout le monde prend des bains le samedi soir; pendant la récolte, on en prend tous les jours. »

M. Frédéricksen consacre un chapitre bondé de documents à la propriété des terres; un chapitre à l'agriculture et à l'élevage tous deux si florissants; un autre aux forêts, qui couvrent 15 millions d'hectares; un autre aux « mines et industries », dont il fait ressortir l'essor considérable; la valeur de la production industrielle de la Finlande ne dépassait pas, en 1893, 150 millions de marks; elle atteint, aujourd'hui, plus de 300 millions. M. Frédéricksen expose et commente les lois réglementant la durée et les conditions du travail; il insiste sur la protection douanière « qui impose réellement au peuple un impôt de plusieurs millions par an ». Il étudie ensuite le commerce extérieur, qui attei-

gnait, importations et exportations, 76 millions de marks en 1866; 230 millions en 1876, 293 millions en 1895, et 436 millions en 1899; — la navigation, et enfin la pêche, qui en 1895, occupait 6.000 familles possédant 9.000 petits bateaux, produisant de 17 à 18 millions de kilos de poissons. Puis, voici un historique de la circulation monétaire en Finlande, de l'organisation des Banques et du mouvement des affaires, rempli de statistiques extrêmement curieuses; ce chapitre est suivi d'une étude sur l'importance et le développement des moyens de communication et d'un exposé de la situation financière de la Finlande dans lequel M. Fréderiksen, après avoir disséqué le budget et les charges publiques, établit qu'« il n'est pas de pays en Europe qui ait de meilleures finances que la Finlande ». Le chapitre sur « le Gouvernement » permet à M. Fréderiksen d'affirmer que « la forme des institutions n'a pas autant d'importance que la façon dont elles fonctionnent ». Et maintenant que peut-on prévoir pour l'avenir de ce brave petit pays? De grandes choses? Peut-être pas. Car la Russie a mis la main sur la Finlande, et M. Fréderiksen voit des dangers graves dans « l'influence exercée sur la vie matérielle et morale par la destruction de l'ordre légal, par les décrets illégaux, les mesures prises en dehors des organes légaux, ou même opposées aux procédures légales, et dont il résulte de l'insécurité sur tout ce qui est la loi et le droit »; mais M. Fréderiksen estime que les Finnois « n'ont pas beaucoup à craindre une russification générale; la vie nationale ne s'éteindra pas, malgré tout ce que feront les gouverneurs; le peuple peut souffrir, mais ne se soumettra jamais ». En attendant la situation est troublée, et l'avenir compromis. « Il paraît vraiment impossible, conclut M. Fréderiksen, que les idées oppressives et destructives continuent à dominer à Saint-Pétersbourg; croyons plutôt que ceux qui règnent entendront enfin la voix de la raison, de la loi, de la justice ». C'est sur ces mots d'espoir que se termine l'ouvrage.

Nous souhaitons que, tout incomplet et tout imparfait qu'il est, notre compte rendu incite ceux qui nous auront fait l'honneur de le parcourir à se procurer et à lire l'ouvrage de M. Fréderiksen. Ils ne le regretteront pas.

EMILE MACQUART.

ETUDES HISTORIQUES ET SOCIOLOGIQUES par M. JULES VIEUJAN, 1 vol. in-18°. Lebègue et Cie, Bruxelles.

Ce volume contient douze chapitres qui sont la reproduction d'études parues depuis 1898 dans la *Revue de Belgique*. L'auteur nous annonce dans sa préface que ces douze études « sont animées du même esprit

et traversées par le même souffle ». Ce même souffle est plutôt « ondoyant et divers ». M. Vieujant consacre des chapitres à plaider : 1^o théoriquement et 2^o pratiquement, la cause de l'individualisme. L'intervention de l'Etat, affirme-t-il, « doit être réduite au minimum ». Il déclare, deux pages plus loin que « l'Etat a le devoir rigoureux d'intervenir » pour soulager « les souffrances qui proviennent de l'invalidité, résultat de la vieillesse ou de la maladie ou des infirmités ».

Un chapitre particulièrement intéressant est celui qui ouvre le volume, et qui est intitulé « de la puissance des mots ». Les mots à effet, les termes suggestifs, dit M. Vieujant, exercent leur puissance magique sur l'esprit inculte des masses, et les convictions se forment, d'autant plus absolues qu'elles sont moins raisonnées. Voici, par exemple, la *loi d'airain* des salaires. « Comme cette *loi d'airain*, dit M. Vieujant, nous donne bien l'idée de l'inflexible, de l'implacable ! Comme les pauvres gens sont peu de chose en présence d'un pareil phénomène économique, et comme ils ont conscience de leur inanité ! »

M. Vieujant étudie tour à tour des questions de morale, de politique, de philosophie ; il nous parle de l'âme antique et de l'âme moderne, de la « loi des trois états », d'Auguste Comte etc., etc. L'ouvrage se termine par un commentaire de Pascal —, un commentaire *en vers*, hélas ! et dans lequel le mot « pitié », entre autres, est compté pour trois syllabes : pi-ti-é !!!

— Soyez plutôt maçon...

EMILE MACQUART.

LES COLONIES ANGLAISES, par G. CHEVILLIARD, conseiller du commerce extérieur de la France. Un vol. grand in-8° ; Challamel.

Cet ouvrage n'est pas un livre de doctrine ; encore moins un traité historique : c'est un recueil détaillé de renseignements pratiques ; l'auteur aurait pu l'intituler : « Dictionnaire économique des colonies anglaises ». Il a été fait à un point de vue commercial. L'auteur expose, pour chaque colonie, le mode de gouvernement et d'administration ; le montant et la composition de la dette, le budget, les impôts, le régime et l'importance des chemins de fer, des banques, des manufactures, du commerce etc., qu'il fait précéder d'une notice historique aussi brève que possible. Il insiste particulièrement sur « les moyens employés par chaque colonie pour attirer les travailleurs ». Il ne manque pas de faire remarquer que, dans les colonies anglaises, tout ou presque tout est laissé à l'initiative privée ; la mère-patrie se fait remarquer par

son absence, notamment en ce qui concerne les subventions et les garanties d'intérêts, à tel point, dit M. Chevilliard que « tout emprunt colonial garanti peut être considéré comme un indice d'une situation anormale ». En France, un emprunt colonial sans la garantie de l'Etat n'aurait pas la moindre chance de réussite...

M. Chevilliard se borne à cette constatation : il n'a voulu exposer que des faits, et il laisse « à l'imagination du lecteur le soin d'établir des comparaisons et de tirer des conclusions suivant ses vues ».

Nous ne ferons à cet ouvrage qu'un seul reproche : il contient des réflexions incidentes regrettables, dont le livre aurait gagné à être privé. Le raid Jameson y est le prétexte d'une insinuation dépourvue de toute valeur historique (p. 143). Plus loin, à propos des Indes occidentales, M. Chevilliard qualifie de « violation des doctrines économiques » l'abolition, en 1846, des droits différentiels sur les sucres, mesure qui causa « la ruine des colonies anglaises... et pourquoi, pour offrir à quelques sous meilleur marché le sucre au consommateur anglais ! »

Nous souhaitons que les lois économiques soient souvent « violées » de cette façon-là.

EMILE MACQUART.

DIE LEHRE VON DER MORTALITAT UND MORBIDITAT. *Les leçons de la mortalité et de la morbidité*. Recherches anthropologo-statistiques par HARALD WESTERGAARD, professeur à l'université de Copenhague, deuxième édition complètement remaniée. Un vol. grand in-8°, Fischer, Jena.

La première édition de cet ouvrage considérable a paru il y a exactement vingt ans. L'auteur nous en présente aujourd'hui, dit la couverture du livre, une « deuxième édition complètement remaniée » ; il s'agit en réalité d'un ouvrage tout à fait nouveau, et dans lequel on retrouve à peine, çà et là, quelque passage de l'édition ancienne.

C'est que, depuis vingt ans, les renseignements et documents de tous ordres : anthropologique, statistique, médical, etc., sur la mortalité et la morbidité se sont accumulés dans des proportions effrayantes, et que M. Harald Westergaard a voulu les utiliser dans la plus large mesure possible. De fait, son livre est une véritable mine, et une mine exceptionnellement riche, de statistiques très complètes relatives à la mortalité. Citons particulièrement les chapitres où M. Westergaard établit les fluctuations de la mortalité au cours du XIX^e siècle, ainsi

que ceux où il étudie la mortalité par professions, et qui sont des plus remarquables.

Cet ouvrage a sa place indiquée dans la bibliothèque de tous les statisticiens en général, et des démographes en particulier.

EMILE MACQUART.

ESSAI SUR LE MOUVEMENT SOCIAL ET INTELLECTUEL EN FRANCE DEPUIS 1789.
par T. CERFBERR. Un vol. in-18. Plon-Nourrit et Cie. Paris.

Quand il s'agit de la France, dit M. Cerfberr, c'est toujours 1789 qu'il faut interroger. — Quels sont les courants contraires qui se partagent la Révolution française? Quelle est chez elle la part des complicités démagogiques? Quels fondements a-t-elle donnés, d'autre part, à la démocratie et à l'égalité légitimes? Où finissent celles-ci? Où le socialisme, mot d'ordre moderne et forme contemporaine des vieilles somnations démagogiques, commence-t-il? Quels germes divers, soit de socialisme, soit de saine démocratie, la Révolution a-t-elle semés? Comment, dans quelle mesure, dans quelles proportions réciproques ces germes contraires ont-ils fructifié? Quelle société la Révolution a-t-elle instituée? Quelles opinions contradictoires sur son caractère et sur le sens qu'elle représente a-t-elle suscitées? Dans quelle mesure les faits et les idées, le mouvement social et le mouvement intellectuel, depuis 1789, se pénètrent-ils en France mutuellement? Comment la Révolution française, fille du XVIII^e siècle, a-t-elle été comprise et jugée au XIX^e? Quelle est, dans ces jugements, la part du vrai? Quelle est celle du faux? En dehors des principes posés, plutôt qu'appliqués par la Révolution française, y a-t-il un moyen d'opposer quelque part au socialisme un infranchissable : *tu n'iras pas plus loin*? Ce que le socialisme vise et manque peut-il être obtenu par des moyens non-socialistes?

Et M. Cerfberr conclut, et nous concluons avec lui :

Tout le mouvement social et intellectuel en France depuis cent cinquante ans est impliqué dans ces questions.

Fille du XVIII^e siècle, la Révolution française est sortie de Rousseau, d'une part, de Turgot, de Quesnay, des physiocrates de l'autre. Elle a gardé de sa double origine, avec deux traditions, non seulement distinctes, mais contraires, un double aspect. De l'idéologie léguée par Rousseau, elle a hérité plusieurs caractères indéniables et ineffaçables; elle a été un déchaînement, une débauche effrénée d'optimisme idyllique, elle a été la foi sans bornes en la bonté native de l'espèce hu-

c'est un droit supérieur et antérieur à toute loi ; car ce n'est pas la loi qui l'a créé ; elle en découle, et sa fonction est de le garantir. Cette fois, ce n'est plus l'individu qui est fait pour l'appareil social, c'est l'appareil social qui est fait pour l'individu ; les sociétés ne sont plus qu'un moyen ayant pour but la mise en valeur de l'individu, et l'Etat devient en quelque sorte l'appareil défensif que réclame leur fragilité. Mais quelles sont les limites de ses attributions ? Un mot suffit pour désigner la borne unique, mais inviolable qu'il lui est interdit de franchir : sa force lui est déléguée, elle ne lui est que prêtée ; il ne la tire pas de lui-même mais des sociétés qui, en l'appelant à leur aide, la lui confient ; et ce qu'elles mettent de la sorte en dépôt sous sa garde ne vient pas plus d'elles que lui. Ce dépôt sacré, antérieur à toute législation, supérieur à toutes les combinaisons factices du législateur, c'est la justice. La justice n'émane ni des sociétés, ni des individus qui les composent, ni de l'Etat qui les protège. Elle s'impose aux individus, aux sociétés, à l'Etat. Le pouvoir de faire la loi et de mettre la force à ses ordres n'implique en rien pour l'Etat le pouvoir de décréter que ce qui est injuste devienne juste. Ce n'est pas parce qu'il y a des lois que la vie, la liberté et la propriété des personnes sont choses sacrées ; c'est parce qu'il y a des libertés, des propriétés et des personnes qu'il y a des lois. En dehors du droit de l'individu, les grands faits sociaux, la propriété, l'hérédité, la famille, sont en l'air, les sociétés n'ont pas de sens, l'Etat n'a pas de bornes. — Et M. Cerfberr termine la première partie de son ouvrage par ces mots : Si le droit de l'individu n'existe pas, c'est le socialisme qui est le vrai.

De ces deux courants contraires qui se sont partagé la Révolution, la tradition de Rousseau a vaincu celle de Turgot. Le droit de l'individu, proclamé, mais demeuré sans garanties, n'a pas produit ce qu'il aurait dû produire. La Révolution n'a pas réalisé la liberté, qui ne se décrète pas, mais qui s'acquiert ; elle n'a pas réalisé la fraternité, qui suppose ce qui manque le plus en France, le sentiment indestructible, au fond des consciences individuelles, de la solidarité des droits ; elle n'a réalisé que l'égalité, mais sans se garder assez de la confusion entre l'égalité des conditions et celle des droits, ce qui rend aujourd'hui si faible la résistance sociale aux sommations socialistes, injustes et mal fondées, mais logiques.

Si l'on fait le bilan de la démocratie politique en France depuis 1870, on aperçoit l'histoire de la troisième république comme un long mouvement de réaction contre l'effort de 1789. Les causes en sont complexes. Le socialisme d'Etat triomphe ; la liberté du travail est mal protégée, la liberté de l'échange est violée ; nous sommes menacés d'un retour à la taille sous la forme de l'impôt progressif sur le re-

bénéfices totale et universelle! — Les socialistes ne s'aperçoivent pas que le salaire n'est autre chose qu'une participation où le capital court le maximum des risques et le travail le minimum. — Passons sur le reste, après avoir noté cependant que tout ce que le socialisme réclame de juste se fait sans lui. Le nombre des capitalistes augmente, la rémunération du capital diminue, et le taux des salaires ne cesse de s'élever.

C'est donc seulement par la démocratie que le progrès des sociétés en humanité et en justice pourra se faire. Par quel moyen pourra-t-il se réaliser? — Il tient en un mot : liberté.

Par leurs suites comme par leur principe, dit M. Cerfberr, socialisme et protectionnisme sont deux fléaux qui s'enchaînent. — Combien de maux sont dus à d'inopportunes sollicitudes, à de mauvaises mesures fiscales, à de mauvaises lois; combien de maux ont été déchainés artificiellement, qui auraient pu ne pas l'être, et que de simples suppressions peuvent abolir! Laissez les produits se multiplier, et la part des privations et des misères diminuera. Or, tout ce qui entrave le travail et les transactions, tout ce qui restreint les débouchés, tout ce qui contrarie artificiellement le libre jeu de la concurrence et des intérêts, tout ce qui menace et compromet la sécurité, soit individuelle, soit nationale, arrête l'essor de la production.

Et quand vous aurez laissé les produits se multiplier, laissez-les se répartir. Une mauvaise répartition des richesses et des produits peut aggraver le malaise et la misère, une meilleure les soulager. Est mauvaise toute répartition provenant d'injustes privilèges, d'impôts iniques et désastreux qui, comme la taille, les aides, les corvées de l'ancien régime, épargnent le riche en écrasant le pauvre, qu'ils frappent quand même. Est mauvaise toute répartition faussée par les monopoles, par les atteintes à la liberté du capital ou du travail; mauvaise, toute répartition faussée par les atteintes à la liberté des échanges. Le droit au profit n'est ni plus juste ni plus distributeur de prospérité que le droit au travail; c'est d'ailleurs le même droit sous une autre forme. Le mot de Bastiat : « Le protectionniste est un socialiste qui a des rentes » est toujours vrai. Les faveurs de l'État ne changent pas de caractère pour tomber sur le capital au lieu de tomber sur le travail; elles sont également injustes et pernicieuses dans les deux cas.

Et quand vous aurez laissé les produits se répartir, laissez-les être consommés. Et alors, il n'y aura plus rien à faire... qu'à continuer à laisser faire et à laisser passer.

Telles sont, brièvement résumées, les grandes lignes de l'ouvrage, tout à fait remarquable, on le voit, de M. Cerfberr. Il conclut en demandant que l'État, puisqu'il a pris l'enseignement à sa charge, pense enfin un peu à l'enseignement de la science économique, et lui fasse

la place qui lui revient à côté de la physique, de la chimie, des mathématiques, de la géométrie, etc. Il ajoute : un bon enseignement économique supérieur et secondaire, introduit dans les écoles normales pour pénétrer et se répandre de là dans les écoles primaires, bien approprié à chaque degré, détruirait beaucoup d'idées fausses, propagerait beaucoup d'idées justes, préparerait des générations sensées.

Hélas ! M. Cerfberr ignore-t-il donc que, pour pouvoir professer l'économie politique, du savoir et des convictions ne pèsent rien à côté d'un quelconque bouton de cristal ?

ÉMILE MACQUART.

UNE SAISON EN NOUVELLE-ZÉLANDE par GASTON DE SÉGUR. 1 vol. orné de vingt-trois gravures et d'une carte. Plon-Nourrit et Cie. Paris, 1901.

Dès les premières lignes de son avant-propos, M. de Ségur prévient qu'il ne faut pas s'attendre à trouver dans son récit de voyage beaucoup de dissertations sociales ou de considérations politiques ; c'est là une précaution oratoire superflue car il y a dans ce volume, que l'auteur entendait sans doute consacrer particulièrement aux descriptions pittoresques — tâche qu'il a d'ailleurs largement et fort bien remplie — assez de renseignements sur la vie économique de la Nouvelle-Zélande pour que toutes les catégories de lecteurs puissent prendre à sa lecture autant d'intérêt que de plaisir.

Si ce n'était la fréquence des pluies, on pourrait dire le climat parfait ; grâce à sa douceur on a pu introduire tous les fruits de l'Europe centrale tandis que ceux du Midi mûrissent à souhait dans le Nord de la province d'Auckland. Est-ce à l'influence de cette agréable température qu'on doit attribuer l'aimable indolence qui caractérise la vie d'affaires de ses coloniaux ou est-ce simplement une extension du trait général de l'Australien ?

On sait que la fortune de l'île du Sud provient de l'exploitation aurifère, de celle de l'or alluvial surtout ; les dragues que l'on fabrique, pour ce genre d'entreprises, à Dunedin et aux environs ont été amenées peu à peu à un degré de perfection tel que du reste de l'Australie, de la Colombie anglaise, de la Californie, de Bornéo, de la Sibirie et de quelques pays encore, des ingénieurs viennent pour les étudier ou en acquérir.

En d'autres parties de la Nouvelle-Zélande, c'est l'élevage du mouton qui forme la principale source de richesse. L'entretien d'une ferme,

malgré l'élévation des salaires, y est beaucoup moins coûteux qu'en Europe; aussi l'exportation de mouton congelé ou le commerce des laines prennent-ils chaque jour plus d'extension. Sans se contenter de ces exploitations anciennement établies, on en tente quelques nouvelles: parmi celles-ci l'élevage de l'autruche, dans la province d'Auckland, semble donner de bons résultats.

Mais l'une des industries les plus caractéristiques de la Nouvelle-Zélande est celle de la recherche de la gomme de kauri. Le *kauri*, qu'on ne rencontre plus guère en quantité que dans le district d'Auckland, est un arbre colossal qui ne croît qu'en Nouvelle-Zélande: à cent ans il n'est encore qu'un simple arbuste; on évalue à deux ou trois mille ans l'âge d'un beau kauri. (Les incendies de forêts et la hache des bûcherons sont en train de le détruire complètement.) Son bois possède toutes les qualités requises pour la construction: il est solide, résistant, compact et pourtant facile à travailler. Il présente parfois des veines et des mouchetures d'une jolie nuance brune qui augmentent considérablement sa valeur; on l'utilise alors pour l'ébénisterie de luxe. Le kauri ordinaire est employé à la construction des ponts, des navires et des maisons. On en exporte annuellement pour dix millions de francs environ. Il existe dans la province d'Auckland une cinquantaine de scieries à vapeur où l'on ne travaille que le kauri. De cet arbre géant exsude une sorte de gomme qui passe pour la meilleure des résines et se vend fort cher; on en distingue plusieurs espèces, d'abord celle qu'on découvre au pied des arbres mêlée à l'humus végétal, puis celle qui adhère par gros blocs aux branches ou emplit la cavité des fourches, enfin celle qu'on trouve sous terre à l'état fossile. La recherche de la gomme attachée aux branches, de qualité médiocre et de prix moindre, présente des difficultés et même des dangers peu en rapport avec le gain effectué. Celle dont l'extraction occupe le plus d'hommes et dont la valeur est la plus élevée, c'est la résine fossile.

Sur l'emplacement des immenses forêts de kauris qui couvraient la province d'Auckland et que les incendies ont fait disparaître, on fouille le sol à une certaine profondeur pour en faire surgir des paquets d'une sorte de résine durcie qui, étant insoluble dans l'eau, s'est conservée là des milliers d'années. En enfonçant de place en place une lance de fer de dix pieds de long on reconnaît au son la présence de la matière cherchée; on pioche autour du point où la tige a pénétré en creusant (à plus de douze pieds de profondeur parfois) jusqu'à ce que le morceau soit mis à découvert. On travaille tantôt sur les coteaux, tantôt dans les terrains marécageux, passant souvent de longs jours sans rien trouver. La découverte d'un bloc de 40 kilos vient compenser toutes les

plaie dont sont affligées la plupart des colonies; mais elles emploient généralement de si singuliers moyens pour remédier à ce mal — presque toutes rejetant le travailleur par excellence : le Chinois — qu'on ne peut vraiment pas les plaindre.

M. LR.

L'AUSTRALIE NOUVELLE ET SON AVENIR, par LOUIS VOSSION. — 1 vol. in-8°. Guillaumin et Cie, 1901.

Le 1^{er} janvier 1901, les différents Etats de l'Australie, jusque-là indépendants les uns des autres, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, l'Australie du Sud, le Queensland, et la Tasmanie, se sont réunis en fédération. Les habitants de l'Australie de l'Ouest pourront aussi en faire partie, dit l'acte constitutionnel du 9 juillet 1900, s'ils y consentent. Cet événement a été célébré en Australie, par de grandes fêtes.

M. Louis Vossion essaie, dans une intéressante étude, de prévoir l'avenir réservé à l'Etat nouveau. Il n'est pas, à ce sujet, d'un grand optimisme. Tout ne serait pas bien équilibré dans la constitution fédérale, entre autres points, celui qui attribue à toutes les colonies le même nombre de sénateurs, au lieu d'une représentation proportionnelle à la population des Etats. Il peut se rencontrer là une cause de conflits, les intérêts d'une colonie étant souvent contradictoires avec ceux d'une autre. Signalons aussi le côté financier qui exigera des arrangements délicats. Les divers Etats conservent le droit d'emprunter pour leur propre compte, et leur dette totale dépasse 8 milliards de francs. Le taux en est très élevé. D'autre part, le Parlement seul peut engager le crédit de la confédération. Mais pourra-t-il se désintéresser des charges particulières des Etats, et quelles mesures aura-t-il à prendre ? L'article 96 dit, en effet, que la Fédération pourra aider financièrement, en cas de besoin, l'un quelconque des Etats. On se demande, dit M. Vossion, avec quoi ? Dès aujourd'hui, elle est en déficit de 20 millions sur ses recettes prévues.

Du reste, si l'on s'en rapporte aux statistiques, la situation commerciale est fort bonne. « Le commerce total représente un chiffre considérable, plus de 3 milliards 1/2 de francs. L'Angleterre fournit à l'Australie le tiers de ses importations, et lui achète à peu près une égale proportion des produits qu'elle exporte. Cet équilibre ne se maintient pas pour les autres pays qui commercent avec les colonies australiennes : pendant que tous ensemble ne lui vendent que 18 0/0, du total de leurs importations ils en achètent une proportion beaucoup plus grande, presque double, de produits, exactement 37 0/0 pour 1899.

Il est donc incontestable que l'Australie nouvelle a, commercialement parlant, un réel avenir devant elle. Les chiffres relatifs à son mouvement d'affaires, sont vraiment prestigieux : chaque année de nouveaux marchés s'ouvrent devant elle. En dehors de la laine et des céréales, les charbons de Newcastle (Nouvelle-Galles), les peaux, les minerais, les viandes, assurent en tout temps des chargements à de nombreux navires. La laine va un peu dans tous les ports du monde. Les charbons vont aux Etats-Unis, au Chili, à Manille, dans l'Inde, à Java, à Honolulu, au Mexique, à Nouméa, au Cap. Les mines ne peuvent suffire à la demande, et j'ai vu en 1900, dans le port de Newcastle, plus de soixante navires à l'ancre, attendant un chargement, et quelques-uns ne pouvant l'espérer avant deux mois. Il y a trois ans, le commerce avec Natal et la colonie du Cap ne dépassait pas un million de francs : l'année dernière, il s'est élevé à 13 millions de francs ; et bien que la guerre y soit pour quelque chose (le nouveau câble Durban-Australie aidant), il y a là pour l'Australie un vaste marché en réserve pour l'avenir, ainsi d'ailleurs qu'en Chine et aux Philippines ».

Il faut rabattre cependant un peu des chiffres de la statistique, les mêmes marchandises dans les ports étant portées plusieurs fois dans les relevés des douanes. Mais il faut remarquer, d'autre part, que les résultats signalés sont encore, malgré l'enflure, fort beaux pour un pays dont la population n'est que de 3.700.000 habitants.

Le gros nuage qui apparaît à l'horizon, c'est le socialisme. En Australie, les utopies sont poussées à l'extrême. On n'y voit ni Chinois, ni Japonais — ce qui sera la ruine de certaines colonies. Tout à la main d'œuvre *blanche*, mais avec peu de travail et de gros salaires. M. Vossion ne craint pas d'écrire qu'on est en plein sur le chemin de l'anarchie, et on lira particulièrement, avec intérêt, le chapitre qu'il intitule : *Socialisme et Labor Party*. Dans certains Etats la loi a fixé un minimum des salaires pour certains corps de métier. A Melbourne, on demande que les ouvriers qui ne peuvent, faute d'habileté ou de force physique, trouver un patron qui leur donne le salaire minimum, reçoivent une pension de l'Etat, payée par l'impôt direct. Le parti socialiste réclame des retraites pour la vieillesse, dont le montant serait payé par les contribuables, jusqu'à concurrence du montant nécessaire.

Et puis, en dehors même de l'action du *Labor Party*, il y a un effrayant gaspillage d'argent. M. Vossion cite ce fait : à Sydney, en 1900, il fut prouvé que la Metropolitan Charities Association avait reçu 1.120 liv. st. (28.000 francs) et qu'elle n'avait donné aux pauvres que 31 livres, un peu moins de 800 francs, pas même 3 0/0, le reste ayant

passé en salaires, gratifications, téléphones, papeteries, timbres, voyages, voitures et autres dépenses. Et l'on critique parfois notre administration de l'Assistance publique !

Comme il faut m'arrêter, j'appelle l'attention sur ce livre intéressant et nourri de faits. Voici la conclusion de M. Vossion : « Ce n'est pas d'un ralentissement quelconque de ses relations commerciales que peut venir le danger pour la nouvelle nation, mais de l'arrêt dans l'accroissement de sa population et des tendances ultra-socialistes, pour ne pas dire purement démagogiques, de la masse électorale des grandes villes ».

MAURICE ZABLET.

UN PEU D'ORDRE DANS LES IDÉES, par PAUL AUBRAY. — Brochure in-8°, Fischbacher, 1901.

Sous ces titres : question religieuse, révolution et réaction, question sociale, grèves, nationalisme et internationalisme, république et militarisme, M. Paul Aubray passe en revue les principaux problèmes qui agitent notre époque. C'est assurément un esprit très modéré et très pondéré qui ne se laisse aller à aucun excès. Sa conclusion, du reste — puisque nous ne pouvons citer tout le livre — nous renseigne complètement : « Aux révolutionnaires qui veulent supprimer l'Eglise, aux dévots qui en sont encore à Grégoire VII, aux radicaux qui font tourner la roue du progrès et des réformes jusqu'à la faire casser, aux réactionnaires qui se lancent en étourneaux dans des coups d'Etat sans issue, aux anticléricaux, aux antisémites, aux nationalistes, aux fomenteurs de grèves, aux vive-l'armistes et aux décerveleurs de tous les carrefours, il est temps de ne plus laisser le haut du pavé et de permettre à ce pauvre pays de France de reprendre haleine et de travailler enfin tranquillement à ses petites affaires. »

On ne saurait mieux dire. Mais la question est précisément d'arriver à cet état d'esprit qui repousse toutes les exagérations, qui fait abstraction des passions humaines, qui ne se laisse pas entraîner par l'intérêt. L'exposé de M. Paul Aubray, qu'il donne comme la consultation d'un philosophe, M. Victor Siderman, y contribuera peut-être. Espérons-le, car les idées sont saines, correctes, sans rien de subversif. Mais elles ménagent souvent un peu trop la chèvre et le chou. Et c'est pourquoi je crains que toute cette sagesse si bien équilibrée et un peu poncive ne contente ni le chou ni la chèvre.

MAURICE ZABLET

Une partie qui appartient naturellement à M. Vidal seul est celle qui traite des événements, nous pouvons dire récents, puisqu'ils datent de 1898 et 1901, qui ont supprimé la coulisse. M. Vidal en fait l'histoire rapide et montre comment les intermédiaires libres ont trouvé, dans la loi sur les syndicats professionnels, le moyen de se reconstituer et de continuer à négocier les valeurs que veut bien leur abandonner le bon plaisir des agents de change. Mais le nouveau régime peut-il atténuer les mauvais effets, pour la prospérité publique, du monopole de ces agents ? M. Vidal ne se prononce pas : il y met de la discrétion ; mais il a bien l'air d'être de mon avis.

M. Vidal a beaucoup augmenté les annexes, déjà considérables, des anciennes éditions. Il y en a de fort intéressantes. Je regrette un peu, pour ma part, qu'il ait supprimé la table alphabétique qui rendait plus facile la recherche d'un renseignement. Mais c'est là un détail, et le livre n'en a pas moins de mérite, celui d'une œuvre consciencieuse, libérale et vraie. Il n'en pouvait être autrement.

MAURICE ZABLET.

TRAITÉ PRATIQUE DE LÉGISLATION ANGLAISE SUR LES SOCIÉTÉS ANONYMES, *Limited*, par E. DESTRUELS. — 1 vol. in-8°, Chevalier-Marescq, 1902.

J'ai lu ce livre avec intérêt. Dans une matière plutôt aride ou qui, du moins, ne porte nullement à l'imagination, l'auteur a trouvé le moyen de soutenir l'attention du lecteur. Il y est parvenu par le moyen le plus simple, en laissant de côté tous les commentaires, toutes les interprétations, toutes les discussions, et en indiquant seulement ce qui est. Sur tous les points, soit qu'il parle de la formation d'une Société anonyme anglaise, de la réalisation du capital, de l'administration de la Société ou des assemblées d'actionnaires, soit qu'il fasse la description de la Bourse de Londres, il dit tout ce qu'il nous est important de savoir — aujourd'hui surtout que les titres anglais abondent sur notre marché — en faisant remarquer d'un mot parfois les différences entre notre législation et celle de l'Angleterre. Ce livre est donc surtout un ouvrage d'utilité pratique pour les porteurs de titres des Sociétés anglaises.

Ce traité est une seconde édition de celui publié antérieurement par M. Destruels. On peut le considérer comme un ouvrage tout à fait neuf, puisque la loi de 1900, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1901 (the Companies act. 1900), est intervenue depuis la première édition, et que par elle ont été remaniées complètement les anciennes lois sur les

Sociétés. Elle en rend la constitution un peu plus difficile, non pas, comme le fait remarquer M. Destruels, pour restreindre la liberté des affaires, si chère à nos voisins, mais pour donner plus de garanties à ceux qui veulent entrer, par l'apport de leurs capitaux dans une Société, soit comme actionnaires, soit comme obligataires.

Si l'on cherche la philosophie de la loi anglaise comparativement à la nôtre, on y trouvera une plus grande largeur de vues et une responsabilité plus grande des fondateurs de Sociétés, des signataires du memorandum qui en est, plus encore que les statuts, la charte. Nous ne trouvons pas cette conception si mauvaise.

Deux chapitres, l'un sur la situation en France des Sociétés étrangères, soit au point de vue civil, soit au point de vue fiscal, l'autre sur le Stock-Exchange, complètent la partie relative aux Sociétés.

Les porteurs de titres anglais trouveront profit à consulter ce livre, et les légistes auront en lui, pour leurs études et leurs recherches, un guide sûr. Les choses y sont classées méthodiquement, logiquement, et traitées avec beaucoup de clarté. Il pourrait peut-être aussi suggérer à nos législateurs quelques idées saines et pratiques.

MAURICE ZABLET.

DIE ARBEITERSCHUTZGESETZGEBUNG IN DEN EUROPÄISCHEN LÄNDERN. (*Les lois de protection ouvrière dans les Etats européens*), par J.H. van Zanten. Gustav Fischer, Jena, 1902.

Conçu en vue d'un concours institué par la *Société artistique et scientifique d'Utrecht*, l'ouvrage de M. van Zanten est le résumé méthodique de la législation ouvrière en vigueur dans les nations européennes. Pour celles qui occupent le premier rang au point de vue industriel, (l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Suisse, l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique), il adopte et suit un plan uniforme : après avoir exposé les principes en matière de capacité de contracter et de conclusion des contrats de travail, il passe en revue les règles édictées pour la durée de la journée et le salaire, ainsi que les règlements hygiéniques et les obligations réciproques des parties et termine ensuite par les lois sur l'apprentissage et sur la conciliation des différends et par les sanctions établies par le législateur. Grâce à cette classification constante, le lecteur retrouve sans peine les points particuliers qu'il désire examiner ou confronter. Les pays autres que ceux énumérés plus haut ne sont pas passés sous silence, mais leur législation n'est exposée qu'à vol d'oiseau. L'Amérique et l'Australie sont laissées de côté.

Je disais tout à l'heure qu'à l'aide du livre de M. van Zanten les comparaisons sont aisées à établir; l'auteur s'est d'ailleurs lui-même chargé de ce soin dans la dernière partie qu'il a intitulée *Revue sommaire, générale et comparative*. Le tout constitue un guide clair et consciencieux de nature à épargner bien des recherches.

E. CASTELOT.

L'ALLEMAGNE ET LE MARCHÉ DU MONDE par JULIUS WOLF, professeur à l'Université de Breslau. Introduction et traduction par Joseph Franconie. 1 vol. V. Giard et E. Brière, Paris, 1902.

Il est né en Allemagne toute une littérature sur la question de savoir si l'Empire doit se clore et se replier sur lui-même pour s'attacher à développer avant tout sa production agricole, ou bien s'il doit persévérer dans la voie où il est entré et imprimer un essor de plus en plus énergique à son commerce et à sa production industrielle. M. Wolf nous donne en raccourci les arguments théoriques mis de part et d'autre en avant. Bien qu'un plus grand nombre de citations aurait été accueilli avec satisfaction par le lecteur français, ce n'est pas lui que l'auteur avait en vue et nous ne sommes donc pas en droit de critiquer son extrême sobriété. Tel qu'est ce petit livre, M. Franconie a eu parfaitement raison de le traduire.

M. Wolf ne croit guère au danger évoqué par quelques Allemands de voir dans un avenir assez prochain, le monde voué à la famine; le péril jaune ne lui inspire pas non plus de craintes bien vives. Par contre il est porté à redouter pour l'Europe l'âpre concurrence industrielle des Etats-Unis; contre elle il préconise l'Union douanière européenne, ou tout au moins, si celle-ci n'est pas immédiatement réalisable, une entente ou alliance économique des Etats de l'Europe centrale appelée dans sa pensée à s'étendre et à englober peu à peu tout notre continent.

E. CASTELOT.

DAS VERHALTNIS DES SOCIALISMUS ZUR ARBEITERSCHUTZGESETZGEBUNG. (*Le socialisme et la législation de protection ouvrière*). par MAX BUCHLER C. Sturzenegger, Berne 1902.

Cette esquisse d'histoire des doctrines, comme l'auteur la désigne lui-même en sous-titre, a pour objet de démontrer que les grands théoriciens du collectivisme n'ont pas été les inspireurs des lois ouvrières; celles-ci dérivent en quelque sorte nécessairement de l'état

social créé par la grande industrie. Par lois de protection ouvrière, M. Büchler entend exclusivement celles protégeant l'ouvrier contre les dangers qui découlent pour lui du contrat de service et de son état de dépendance économique et personnelle vis-à-vis des employeurs. Leurs véritables promoteurs ont été des bourgeois et — ceci est particulier à l'Angleterre — en partie des membres de l'aristocratie terrienne jaloux de la puissance politique conquise par les classes commerciales et industrielles. Ce n'est que petit à petit que les opportunistes du parti ouvrier ont entraîné celui-ci et l'ont déterminé à s'occuper moins exclusivement des plans de rénovation sociale complète et radicale.

Au point de vue historique, il y a certainement beaucoup de vrai dans la thèse soutenue par M. Büchler.

E. CASTELOT.

BEITRAGE ZUR NEUESTEN HANDELSPOLITIK DEUTSCHLANDS. (*Etudes sur la politique commerciale contemporaine de l'Allemagne*) Duncker et Humblot. Leipzig, 1901.

Ce troisième volume consacré par le *Verein für Socialpolitik* à la politique commerciale de l'Allemagne se compose de deux études, l'une de M. Paul Arndt sur la *Conclusion d'un nouveau traité de commerce entre l'empire allemand et la Russie*, l'autre de M. Walther Lotz sur la *Politique commerciale allemande sous le comte Caprivi et le prince de Hohenlohe*. M. Arndt incline à croire que la force même des choses contraindra les deux puissants voisins à s'entendre. Quant à M. Lotz, dont le travail est, avec raison, présenté dans l'introduction de M. Schmoller comme l'œuvre capitale de toute cette série de publications, lui aussi s'élève contre les agrariens et contre les partisans de l'autonomie ou, en d'autres termes, de l'isolement économique de l'Empire. Dans son étude, excellente page d'histoire rétrospective des dix dernières années, il démontre que, loin de souffrir, l'agriculture allemande prise en bloc a prospéré sous le régime des traités de commerce inauguré par le comte de Caprivi; pour l'industrie la démonstration n'était pas à faire. Une minorité de grands propriétaires et de gros industriels syndiqués en *cartels*, profitant des conditions politiques intérieures, n'écoute que son intérêt étroitement personnel; il est à désirer pour l'Allemagne que leurs clameurs n'étouffent pas la voix de la modération et du bon sens. L'acceptation par les plénipotentiaires allemands des principes posés dans le projet formulé par la Conférence sucrière de Bruxelles, semble d'ailleurs indiquer que l'opinion publique s'est exagérée l'étendue de l'influence dont jouissent en haut lieu les hauts barons de la fortune industrielle et foncière.

E. CASTELOT.

ENTRETIENS SOCIALISTES, par LUCIEN DESLINIÈRES, 1 vol. in-32, chez l'auteur.

La Jument de Roland n'avait qu'un défaut : celui d'être morte. Le socialisme a peut-être plusieurs qualités, mais il en possède une par dessus toutes, c'est de n'être pas appliqué, du moins intégralement. Grâce à cet avantage, les faiseurs de belles promesses sont à leur aise : aussi s'en donnent-ils...

Les *Entretiens Socialistes* de M. Deslinières sont destinés à répandre la Bonne Nouvelle parmi les villageois. On y enseigne que le taux de l'intérêt allant en diminuant — malgré la rapacité des capitalistes — il n'y a pas de raison pour que la baisse s'arrête. L'intérêt descendra donc à zéro. Alors, « les propriétaires et les capitalistes seront bien forcés de manger à même le capital, et peu à peu les fortunes disparaîtront. Le capital n'existera plus. » Vous voyez donc bien que « le socialisme se fait tout seul, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas ».

Comme la logique n'est pas de rigueur en matière socialiste, M. Deslinières assure ensuite à ses villageois que la concentration des richesses se produit non moins fatalement que la baisse de l'intérêt. « Il viendra donc un moment — si l'on n'y met bon ordre — où toute la terre, tout le commerce, toute l'industrie, tout l'argent d'un pays seront dans les mains d'un seul. Celui-là serait un roi plus absolu que les anciens monarques de l'Asie ; les autres hommes seraient des esclaves qu'il ferait travailler à son profit. »

A son profit ? Vous venez de dire qu'il n'y aura bientôt plus ni capital ni intérêt.

Les *Entretiens* continuent en ce genre ; les promesses de félicité dans la société future abondent, — on se croirait en période électorale. — La Société contentera alors tout le monde et surtout ses pères. « Les machines, de plus en plus perfectionnées, réduiront le travail de l'homme à presque rien ; les choses utiles à la vie seront en surabondance, le moindre journalier vivra aussi largement que ceux qui ont aujourd'hui 20.000 francs de rente... L'imagination s'arrête épuisée. Et cependant, mes amis, ce n'est pas là du rêve : c'est de la certitude : c'est la conséquence inéluctable de l'avènement du socialisme ».

Si vous ne voulez pas croire, allez voir.

H. ROUET.

LES CONGRÈS OUVRIERS EN FRANCE (1876-1897) par LÉON DE SEILHAC,
1 vol. in-18. Paris, A. Colin et Cie, 1899.

Après la chute de l'Empire, l'effervescence se calma dans le monde des ouvriers et de leurs protecteurs. L'avènement de la République, tant désirée, avait mis du baume dans les cœurs et de l'espérance dans les esprits. Le premier Congrès ouvrier qui eut lieu sous la République, en 1876, fut très incolore ainsi que plusieurs de ceux qui le suivirent. Il ne se composait que de mutualistes et de coopérateurs, qualifiés par les communeux réfugiés à Londres et à Genève de « Barberetistes ». Lorsque le socialisme s'introduisit dans ces assemblées, il fut d'abord reçu assez froidement et il n'est guère d'économistes qui ne signeraient les critiques que fit à plusieurs reprises M. Finance de la propriété collectiviste. On peut les lire pages 24 et 43 du livre de M. de Seilhac ; et l'on n'y trouve pas de répliques.

Cependant, peu à peu, le collectivisme s'insinue dans les Congrès, et il finit par s'emparer du mouvement. C'est au Congrès de Marseille, dit M. de Seilhac, qu'apparaissent les politiciens collectivistes et que le collectivisme est acclamé. Puis au Congrès suivant, au Havre, la rupture se produit entre les modérés du début et les collectivistes enhardis. C'est la première rupture. Les modérés sont expulsés, pour l'avenir, des assises prolétariennes. Mais l'union ne règne pas longtemps dans le camp socialiste. Bientôt M. J. Guesde devient impopulaire ; il est expulsé à son tour au Congrès de Saint-Etienne, en 1882. Le parti ouvrier se trouve ainsi divisé en guesdistes et possibilistes. Plus tard une nouvelle scission se produit : au Congrès de Châlelerrault (1890) les possibilistes se subdivisent en allemanistes et broussistes. Et les divergences d'opinions continuent de se produire, à Nantes, à Londres, partout.

M. de Seilhac a réuni dans ce volume, qui fait partie de la *Bibliothèque du Musée social*, les principaux éléments de cette « Prolétriade », en laissant la parole, autant que possible, « aux rédacteurs analytiques de ces assemblées souvent mal ordonnées ». Nous aurions lieu de nous plaindre que l'auteur se soit borné à raconter sèchement les faits, sans donner ses impressions personnelles, sans en tirer quelques inductions ; mais il nous promet de résumer plus tard, en une courte brochure, les faits saillants de cette période d'organisation. Nous devons donc faire crédit à M. de Seilhac et, pour le moment, nous ne ferons qu'exposer, d'après lui, la situation actuelle du parti.

On essaie, dit-il, mais sans grand succès, de créer une Confédération générale du travail, qui unirait la Fédération des Bourses et la Fédération des Syndicats. La Fédération des Bourses unit les Syndi-

cats d'une même ville ou d'une même région. La Fédération des Syndicats unirait les syndicats d'un même métier; mais le grand défaut de cette Fédération est de ne pas exister. La Fédération primitive a été tuée par les guesdistes. La Fédération rêvée est encore à créer. Et, seule, existe la Fédération des Bourses déjà puissante, bien organisée, habilement menée, qui n'entend ni se laisser annihiler ni se laisser détruire. Et la Confédération du Travail, c'est elle, c'est elle seule. Ses Congrès sont distincts, mais ils précèdent les Congrès de la Confédération, les mêmes membres y prennent part et y établissent sa domination. »

Quels profits les ouvriers ont-ils tiré et tireront-ils de ces Fédérations et Confédérations? Ils serait difficile de le dire. Ce qu'il y a du moins de certain, c'est qu'ils en paient les frais. C'est autant de gagné... pour les politiciens qui ont reconnu dans les forces corporatives, comme le dit un ouvrier — ou du moins un congressiste, — M. Delhomme, « une force et une intelligence à exploiter; ils s'y sont glissés et ont semé les divisions. » Il y a donc peu à espérer que les Congrès, Fédérations et Confédérations résolvent de sitôt la question sociale.

H. BOUET.

- I. THE RECONSTRUCTION OF GEORGIA. (La réorganisation de la Géorgie) par EDWIN WOOLLEY, 1 vol. in-8°, 1901.
- II. LOYALISM IN NEW-YORK DURING THE AMERICAN REVOLUTION. (Le loyalisme à New-York pendant la Révolution américaine) par ALEXANDRE CLARENCE FLOCK, 1 vol. in-8° 1901.
- III. THE ECONOMIC THEORY OF RISK AND INSURANCE, (Théorie économique du risque et de l'assurance) par ALLAN H. WILLETT, 1 vol. in-8° 1901, New-York, The Columbia University press.

I. L'histoire générale intéresse les lecteurs de tous les pays, mais les histoires locales ne présentent guère d'attrait que pour les habitants mêmes et tout au plus pour les érudits. Nous ne nous étendrons donc pas longuement sur le contenu du premier des ouvrages ci-dessus énumérés, que publie la Faculté des sciences politiques de l'Université de Colombie. Nous dirons seulement qu'après la guerre de sécession, la question de savoir quelles dispositions politiques seraient prises par les Etats confédérés après la suppression de leurs forces militaires, prit une importance capitale.

La question des noirs devint surtout embarrassante, et l'on sait qu'elle

Naturellement, les partisans de l'indépendance usèrent de représailles à leur égard. Ils considérèrent les loyalistes comme traîtres à la patrie. Ils interdirent aux imprimeurs de publier leurs pamphlets et leurs *tracts*. Ils les exilèrent en Connecticut, New-Jersey et Pennsylvanie. Finalement, quand les républicains furent les plus forts, ils confisquèrent et vendirent les biens des loyalistes, qui se virent ainsi dans la nécessité d'émigrer et se réfugièrent au Canada, dans la Nouvelle-Ecosse ou en Angleterre.

M. Flick donne tous les renseignements désirables sur cette lutte, et il montre comment les loyalistes furent traités dans leurs nouvelles patries.

Une question se pose que M. Flick n'a pas abordée : Que serait-il advenu de l'Amérique du Nord si la révolution avait échoué et si elle était restée anglaise ?

Il est certain que les Etats-Unis ont fait des progrès remarquables depuis cette époque ; mais ces progrès sont-ils dus à l'indépendance, à la forme républicaine qui l'a suivie, aux conditions naturelles du pays, à la qualité des immigrants qui y ont afflué ?

On pourrait soutenir que la séparation n'était pas nécessaire en se basant sur ce fait que l'Australie a aussi prospéré sans conquérir son indépendance ; mais on pourrait aussi bien dire que, si l'Angleterre n'avait pas perdu sa colonie américaine, elle n'aurait peut-être pas changé son système de politique coloniale, de sorte que les progrès acquis ne se seraient pas réalisés.

III. « L'étude suivante, dit M. Willett, s'occupe presque exclusivement des conditions idéalisées de l'état statique. Il essaye seulement en passant de montrer l'influence des lois statiques sur les phénomènes du monde réel ou les pratiques des compagnies d'assurance existantes. Il doit, par conséquent, avoir cet air d'irréalité qui s'attache à toutes les discussions faisant une large part aux abstractions. Son seul but est de répandre un peu de lumière sur une partie négligée de l'économie pure. »

Cette entrée en matière paraîtra à beaucoup de lecteurs passablement rébarbative ; mais il ne faut pas trop s'en effrayer. Il y a des fruits dont la coquille est dure et dont l'amande est bonne. C'est le cas de *la Théorie économique du risque et de l'assurance*. Cette théorie n'est pas à la portée des commençants, elle est trop abstraite ; mais les hommes déjà familiers avec les doctrines économiques en tireront profit, et les spécialistes de l'assurance encore plus.

Après une introduction sur la théorie générale de la distribution, l'auteur étudie la nature du risque, ses classes, son coût, et enfin la nature et les divers modes de l'assurance.

M. Willett divise les risques en statiques et dynamiques. Les risques statiques sont ceux que peut éprouver une société stationnaire ; les risques dynamiques, ceux qui peuvent atteindre une société en progrès.

Les risques statiques sont inséparables de toute forme d'activité économique et se présentent dans une société progressive ou régressive aussi bien que dans une société stationnaire. Ils dépendent des forces de la nature, de la négligence ou de la criminalité des hommes.

Les risques dynamiques sont liés à la possibilité de pertes résultant des changements qui se produisent dans une société en mouvement. Ces changements peuvent porter sur la population, sur les besoins ou sur les produits. Les mouvements de la population sont ordinairement lents et par conséquent ne donnent lieu qu'à des risques de peu d'importance. Les changements dans les besoins sont plus rapides et les producteurs qui travaillent à les satisfaire sont exposés à plus de risques. Mais les pires changements sont ceux qui se produisent dans les voies et moyens de la production ; une nouvelle invention, par exemple, peut bouleverser rapidement un grand nombre de situations acquises.

Nous ne pouvons suivre M. Willett dans les applications qu'il fait de ces principes à l'assurance ; nous dirons seulement qu'il ne se laisse pas égarer par les abstractions avec lesquelles il joue et qu'il ne perd pas de vue les principes libéraux. C'est ainsi qu'il observe que la concurrence règle le taux des assurances et que, s'il n'en est pas toujours ainsi, c'est que la liberté est restreinte ou faussée.

On a quelquefois considéré l'assurance comme une forme du jeu. M. Willett montre que la ressemblance n'est que superficielle : L'assurance délivre l'assuré de l'inquiétude du risque qu'elle transfère à l'assureur, tandis que le jeu créé pour chacun des partenaires un risque qui n'existait pas.

C'est en ce sens que l'assurance est productive. Elle ne produit pas directement, mais, en débarrassant l'entrepreneur des risques qu'il court, elle lui permet de faire un usage meilleur et plus complet de ses facultés dans d'autres directions. « L'assurance est productive secondairement. » M. Willett considère l'assurance comme aussi avantageuse à la société qu'à l'individu et il est convaincu qu'elle est appelée à prendre une extension universelle, si des influences contraires ne s'y opposent pas.

Travaillons donc à faire disparaître les influences opposées. Le livre de M. Willett contribuera dans une large mesure à faire connaître les bienfaits de l'assurance et à renverser les obstacles qui s'opposent encore à ses progrès.

H. BOUET.

- I. — SECOND ABSTRACT OF FOREIGN LABOR STATISTICS (*Second extrait des statistiques du travail à l'étranger*).
- II. — REPORT BY THE CHIEF LABOUR CORRESPONDENT OF THE BOARD OF TRADE ON TRADE-UNIONS IN 1900 (*Rapport de l'Office du Travail sur les Trade-Unions en 1900*).
- III. — REPORT ON WORKMEN'S COOPERATIVE SOCIETIES IN THE UNITED-KINGDOM (*Rapport sur les Sociétés coopératives d'ouvriers du Royaume-Uni*, 3 vol. in-8°. London Darling and Son, 1901).

I. — L'Office du Travail du Royaume-Uni ne se contente plus de nous renseigner très copieusement sur le mouvement du travail en ce pays, il publie cette année, comme suite à un premier *Extrait des statistiques du Travail à l'étranger*, paru en 1899, un deuxième volume destiné à continuer et à compléter le premier.

Celui-ci traitait les quatre sujets suivants : les salaires ; les heures de travail, les différends industriels (grèves et lockouts) et la coopération. De nouvelles et plus amples informations sont données ici sur les mêmes sujets ; les statistiques qui s'y rapportent ont été revues et complétées et, en outre, d'autres matières fort importantes se rattachant au travail, notamment celles de la conciliation et de l'arbitrage, des Trade-Unions, des assurances ouvrières, y sont traitées.

Les tableaux statistiques se rapportant à cette dernière question, si actuelle, remplissent plus de 40 pages, quoiqu'on se soit borné à donner seulement les statistiques des pays où l'assurance est obligatoire, à l'exclusion de ceux où fonctionnent divers systèmes d'assurance libre. On y pourvoira sans doute dans une publication subséquente.

Le Rapport se borne à présenter les observations recueillies le plus consciencieusement possible, avec clarté et concision, mais sans tirer des faits aucune conclusion, sans même se permettre aucune réflexion générale, sur les matériaux rassemblés. Il reste strictement dans la neutralité que l'on demande au statisticien, laissant aux metteurs en œuvre, s'il s'en trouve, la liberté de tirer le parti qu'ils voudront ou pourront des données qui leur sont fournies. Du reste, l'auteur du Rapport recommande, avec raison, la prudence à ceux qui voudront tirer des enseignements de la comparaison des chiffres de divers pays, les méthodes employées pour se procurer les renseignements, pour calculer et présenter les résultats, étant très diverses.

On pourrait peut-être se demander à quoi servent tant de statistiques, si l'on ne peut les comparer et en tirer des conclusions. Mais il ne faut pas être indiscret. Le peuple souverain, l'ouvrier, veut que l'on s'occupe de lui. C'est lui qui demande ou permet la création des

total des membres des sociétés coopératives s'est élevé de 403.010 à 1.681.342. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces sociétés a été encore plus considérable que celui de leurs membres. Le chiffre total de leurs transactions est estimé, pour 1874, à environ 15 millions sterling, tandis que pour l'année 1899, il a monté à plus de 68 millions.

Les coopératives de consommation sont les plus faciles à créer et à soutenir. On prévoit donc aisément qu'elles doivent progresser plus rapidement que les autres formes de la coopération. Et, en effet, elles forment la grande majorité : 1.446 sur un total de 1.858. Elles comprennent plus des 9/10 du total des coopérateurs.

Cependant les coopératives de production prennent aussi une extension notable depuis quelque temps. En 1882, il n'y en avait que 16 qui vendaient pour 137.848 livres sterling de produits; tandis qu'en 1899 le nombre de ces sociétés était de 259 et leur chiffre d'affaires 2.191.785 livres sterling.

Les coopératives de production sont, les unes libres, les autres attachées aux *Wholesale Societies*. L'ensemble des coopératives de production fournit en 1899 près de 11 millions sterling de marchandises, dont environ un tiers revient aux ateliers établis par le *Wholesale*.

En outre des coopératives de distribution et de production, il existe en Angleterre des coopératives de crédit, de construction, et même d'assurance, dont le Rapport expose la situation présente.

Il y a aussi dans le Royaume-Uni plusieurs organisations centrales pour la propagande des idées et la défense des intérêts coopératifs. La principale est « l'Union coopérative » fondée en 1869 et qui, à la fin de 1900, englobe 1.108 sociétés coopératives comptant 1.620.185 membres. Les sociétés coopératives ne sont admises dans l'Union qu'à la condition qu'elles s'engagent à respecter la loyauté, la justice, à pratiquer l'économie dans la production et l'échange.

L'union cherche également à concilier les intérêts en conflit du capitaliste, de l'ouvrier et du consommateur par un partage équitable du Profit, et à empêcher le gaspillage de travail causé aujourd'hui par une concurrence non réglée. Elle s'applique, en un mot, à opposer la « morale de classe » à la « lutte de classe »; elle exhorte les sociétés affiliées à consacrer les dons qui leur sont faits, non seulement à enseigner l'histoire et les principes de la coopération, mais aussi les devoirs du citoyen considérés sous leurs divers aspects.

L'Union suppose, comme on le voit, qu'il y a conflit naturel entre le capitaliste, le travailleur et le consommateur; que le Profit n'est pas équitablement partagé entre eux, comme si la concurrence n'était pas précisément la règle qui résout les conflits, partage les profits et empêche le gaspillage du travail. Elle suppose enfin que quelqu'un de

très malin, un prêtre autrefois, un politicien aujourd'hui, peut remettre tout cela en ordre, et substituer la « morale de classe » à la lutte de classe »... en y mettant le prix, cela va de soi.

H. BOURT.

Etudes socialistes, par J. JAURÈS, 1 vol. in-18, Paul Ollendorf.
Paris, 1902.

Ces études sont un recueil d'articles publiés dans la *Petite République* « Bien que ces articles, dit M. Jaurès, n'eussent point été destinés, d'abord, à paraître en volume, je n'ai point scrupule à les reproduire sous cette forme : car je n'ai jamais considéré l'article de journal comme une œuvre hâtive et superficielle ; et j'y mets, par respect pour le prolétariat qui lit les journaux socialistes, toute ma conscience d'écrivain. » M. Jaurès a bien raison de procéder ainsi et il serait fort à désirer que tous les journalistes fissent de même. Il ne s'en suit peut-être pas que les *Etudes socialistes* soient très instructives, mais à l'impossible nul n'est tenu.

M. Jaurès consacre d'abord une longue *Introduction* à la question de méthode. Il nous apprendrait, si nous ne le savions déjà, que « le *Manifeste communiste* de Marx et de Engels fait encore partie de la période d'utopie. » Il en est de même du catastrophisme, prédit par Engels dès 1845. « Désormais, l'action révolutionnaire de la bourgeoisie étant close, tout moyen de violence employé par le prolétariat ne ferait que coaliser contre lui toutes les forces non prolétariennes. » Bref, « les deux hypothèses, l'une historique, l'autre économique, d'où devait sortir, dans la pensée du *Manifeste communiste*, la soudaine révolution prolétarienne, la révolution de dictature ouvrière sont également ruinées. »

Nous en serons donc quittes pour la peur. Mais nous ne serons peut-être pas plus avancés : si l'on ne parle plus de nous saigner à blanc, on ne renonce pas à nous instiller le poison lent et atténué du socialisme. C'est la nouvelle méthode. « L'heure est venue, dit M. Jaurès, où le problème même de la propriété peut et doit être porté devant le Parlement, non plus par de simples déclarations théoriques, mais par de vastes projets précis et pratiques, où la socialisation nécessaire et rapide d'une grande partie de la propriété capitaliste, industrielle et foncière prendra une forme juridique et économique définie. » Et cette forme sera communiste.

M. Jaurès dit seulement « une grande partie de la propriété ». C'est que, en effet, il ne considère pas la socialisation générale comme immé-

Capital. C'est seulement par devoir de critique que nous signalons à nos lecteurs ce tome deuxième et dernier du Livre III, comme nous avons signalé le premier.

Ce volume contient : la suite de la cinquième partie : *Subdivision du profit en intérêt et profit d'entreprise. Le capital productif d'intérêts*; la sixième partie : *La transformation d'une partie du profit en rente foncière* et enfin la septième partie : *Les revenus et leurs sources*. Le volume se termine par un court chapitre sur *les classes*. « Le manuscrit s'arrête ici », disent les traducteurs. On n'y trouve ni résumé, ni conclusion.

La septième partie, la moins abstraite et la moins encombrée de formules, commence par donner la formule tripartite : « Capital-Profit (profit d'entreprise et intérêt), Terre-Rente, Travail-Salaire, telle est la formule tripartite qui exprime tous les secrets de la production sociale ». Quoique cette production ait été analysée déjà dans quatre volumes in-octavo, l'auteur donne ensuite une « Analyse complémentaire du procès de production », un autre chapitre a pour titre : « L'apparence de la concurrence », le suivant traite des « Rapports de répartition et des rapports de production », et le dernier des « classes ».

Cette partie, comme les précédentes, repose toujours sur l'hypothèse de la plus-value. « La limite inférieure du salaire est fixée par le minimum physique des moyens d'existence que l'ouvrier doit obtenir pour conserver et reproduire sa force de travail ».

Voilà qui est bien ; mais la limite supérieure du salaire, par quoi est-elle déterminée ? Au lieu de chercher la solution de ce problème, l'auteur s'échappe par la tangente et considère, sans preuves ni raisons, tout ce qui dépasse la limite inférieure comme du travail non payé, et ce travail non payé que l'ouvrier a la bonhomie de fournir, passe dans la poche du capitaliste sous le nom de plus-value.

Marx ne fait pas attention que le travail non payé ne peut avoir aucune valeur pour celui qui le garde injustement. En effet, pour que la soi-disant plus-value prenne de la valeur, il faut qu'elle soit engagée dans la production ; or, la production est subordonnée à la consommation, à la demande effective. Que pourra demander la classe ouvrière, la grande majorité des consommateurs, si elle ne reçoit que le salaire minimum ?

« D'où part la demande de travail, dit Marx ? Du capital. » Voilà encore un lambeau de vérité comme il en présente souvent. Ce n'est pas pour lui-même que le capital demande du travail, c'est pour satisfaire à la demande de produits qui lui est faite par les consommateurs. Or, répétons-le, où trouvera-t-il des consommateurs capables de payer

ses produits, si tout le monde, excepté lui, est réduit à la portion congrue, à la limite inférieure du salaire ?

Dans le chapitre sur les rapports de répartition et les rapports de production, Marx nie que les rapports de répartition soient des rapports naturels. Ils le sont si bien que tous les systèmes de répartition imaginés par les législateurs ne sont précisément que des artifices qui tendent à modifier ces rapports naturels, et qui les modifient en effet mais au détriment de tout le monde.

Marx soutient encore que les producteurs immédiats (les travailleurs manuels) sont exclus de la propriété du sol et du sous-sol, au profit de quelques autres individus (les propriétaires). Ils l'ont été effectivement et le sont encore dans certains pays, mais c'est par les auteurs de systèmes religieux, politiques et sociaux, et non par la nature.

Cette exclusion tend à disparaître de plus en plus. Chacun peut aujourd'hui acheter de la terre, comme tout autre chose, en la payant son prix. La propriété exclusive du sol ne peut donc servir de base à la plus-value, et le système collectiviste, loin d'être un progrès sur les anciens systèmes sociaux, ne serait qu'une rétrogradation. C'est, sans doute, parce que le public commence à voir clair dans ces questions que le collectivisme décline, décline et ne tardera pas à rejoindre les autres erreurs de l'esprit humain et les enfants sans baptême, dans les limbes où l'on ne souffre ni ne jouit.

ROUXEL.

LE PARLEMENT DE PARIS. SON RÔLE POLITIQUE DEPUIS LE RÈGNE DE CHARLES VII JUSQU'À LA RÉVOLUTION, par E. GLASSON, 2 vol. 8°. Hachette et Cie. Paris, 1901.

Beaucoup de travaux ont été consacrés aux parlements, et surtout au Parlement de Paris ; mais la plupart sont déjà anciens et leurs auteurs n'ont pas eu à leur disposition nombre de documents dont nous disposons aujourd'hui. De plus, le rôle politique du Parlement de Paris, qui commence à se dessiner au xvi^e siècle, a été négligé ou mal compris par la plupart de ses historiens. C'est cette considération qui a déterminé M. Glasson à consacrer une étude spéciale à ce rôle politique du Parlement de Paris.

L'origine des parlements est connue. A mesure que la royauté empiétait sur les attributions de la noblesse, elle se trouvait dans la nécessité d'exercer les fonctions judiciaires de celle-ci et, le roi ne pouvant y suffire, fut obligé de se créer des suppléants. Ces suppléants furent les cours de justice, d'abord ambulantes, ensuite sédentaires ;

d'abord amovibles, ensuite inamovibles lorsque fut instituée la vénalité des offices de judicature.

Les parlements en général, et celui de Paris en particulier, n'avaient donc à jouer, en principe, aucun rôle politique dans l'État. Les parlementaires en convenaient eux-mêmes lorsque, sous la minorité de Charles VIII, leur premier président répondait aux sollicitations du duc d'Orléans : « Quant à la Cour, elle est instituée par le roi pour administrer justice, et n'ont point ceux de la Cour l'administration de guerre, de finances, ni du fait et gouvernement du roi ni des grands princes. »

Comment et pourquoi cette Cour est-elle devenue un rouage politique dans l'Etat, sans cesser d'être un corps judiciaire ?

Deux causes principales ont déterminé cette évolution : la faiblesse de la royauté et la vénalité des offices de judicature, laquelle a engendré l'inamovibilité des magistrats.

Plus l'influence des seigneurs diminuait, plus l'absolutisme, mais aussi l'isolement du roi augmentait. Je dis *l'isolement* ; en effet, le roi féodal était entouré et soutenu par les seigneurs, ses pairs, du moins tant qu'il ne faisait pas de trop grosses fautes ; le roi absolu, au contraire, n'était entouré que de courtisans, de parasites qui, loin de le soutenir, ne visaient qu'à l'exploiter, à le ruiner, lui et son peuple.

Aussi toute l'histoire de la royauté absolue en apparence peut-elle se résumer dans la formule suivante : Un roi pauvre, toujours à court d'argent, comme Panurge, souvent le pourpoint percé au coude, s'évertuant à bénéficier, privilégier, pensionner les courtisans de toute robe qui l'assiégeaient de leurs sollicitations.

Pour subvenir aux exigences de tous ces « anthropophages de la France », le domaine royal était aliéné, le produit des impôts était absorbé et il fallait à chaque instant les augmenter et en créer de nouveaux, « travailler le peuple en finances ».

La noblesse affaiblie, il n'existait aucun corps constitué capable de soutenir les intérêts du roi aussi bien que ceux du peuple.

Le Parlement, devenu sédentaire et inamovible par la vénalité des offices, se trouva tout indiqué pour jouer un rôle politique, bon ou mauvais, et il le joua.

Voilà, nous semble-t-il, comment le Parlement, sans préméditation de sa part, devint un corps politique et en vint à se mêler de l'administration, de la guerre, de l'Église, des finances, du gouvernement du roi et des princes, en dépit de sa première institution. C'est même plutôt sur les sollicitations des rois et des régents dans les minorités, que de sa propre initiative, que le Parlement s'est ingéré dans les

affaires judiciaires, religieuses et financières. M. Gasson le constate et cela ressort évidemment de l'histoire.

Tout corps constitué est essentiellement conservateur. Le Parlement de Paris ne fut au plus haut degré. Il combattit tous les innovations, religieux, politiques, financiers, littéraires même.

Il s'opposa contre l'institution de l'Académie française et ne consentit à enregistrer ses lettres patentes que « sous la condition que la nouvelle Assemblée ne s'occuperait que de l'ornement, de l'embellissement et de l'augmentation de la langue ». La raison de sa résistance est, dit M. Gasson, qu'il craignait que la nouvelle compagnie n'obtînt un droit de juridiction en matière de littérature, de presse et de propriété littéraire.

Il fut l'adversaire de protestantisme à son début et défendit de publier des livres sur la religion sans son consentement. Mais il le fut aussi des jésuites, et l'on sait qu'il finit par obtenir leur expulsion en 1764. Les ordres contre les augmentations d'impôts sous toutes les formes : aides, dîmes, traites, édits, surseins, vicatimes, etc., etc., sont innombrables, mais les résultats en sont peu sensibles. Peut-être ont-ils servi à retarder un peu l'avènement de la Révolution.

On reproche au Parlement d'avoir étiré les convictions religieuses, par son opposition constante aux prétentions du clergé et par son intervention incessante dans les questions de discipline ecclésiastique et même de dogmatique. Il aurait ainsi « pavé la voie », comme disent les Anglo-Saxons, à la philosophie et à l'athéisme, qu'il s'est vu ensuite dans la nécessité de réprimer.

Si le clergé eût été parfait, surtout le haut clergé, s'il n'eût existé aucun abus dans l'Eglise, si les luttes entre catholiques et huguenots, entre jansénistes et jésuites, si la bulle Unigenitus, si les bulles de condamnation, etc., etc., n'avaient pas été autant de causes de désordres publics, on comprendrait, à la rigueur, que le Parlement ou tout autre autorité n'eût pas dû s'en mêler.

L'autre part, ce n'est pas l'intervention du Parlement dans les affaires religieuses qui a discrédité la religion catholique : c'est tout au contraire qui s'est suicidé : ce sont les abus de toutes sortes qui existaient dans l'Eglise, qui ont ouvert les yeux aux penseurs et ont engendré le protestantisme, puis le philosophieisme et finalement l'athéisme.

Le Parlement a combattu le philosophieisme et l'athéisme parce qu'il ne confondait pas la religion avec le catholicisme, comme le faisaient ceux-ci, et parce que, comme nous l'avons déjà dit, il était, comme tout corps constitué, conservateur de nature. Il convient d'ajouter qu'il a souvent confondu la philosophie avec le philosophieisme, ce dont nous ne le félicitons pas, mais tout le monde peut se tromper.

Le caractère essentiellement conservateur du Parlement a fait qu'il s'est trouvé, à la veille de la Révolution, tout à fait impopulaire. Il avait contre lui, d'une part, ses anciens ennemis, le haut clergé et la noblesse de cour, de l'autre ses nouveaux, les philosophes, dont la plupart étaient pensionnaires de la Couronne. C'est ce qui explique sa décadence.

Vers la fin du règne de Louis XV, en 1770, le chancelier Maupeou put supprimer le Parlement et le remplacer par une nouvelle organisation judiciaire sans susciter le moindre trouble, tandis qu'au xvii^e siècle, il suffisait de le déplacer, de l'envoyer siéger à Tours, à Montargis ou à Pontoise pour provoquer des émeutes.

Rétabli par Louis XVI, à qui il n'en sut guère gré, le Parlement était à demi mort lorsque le flot révolutionnaire le submergea.

On ne peut pas dire que le livre de M. Glasson — un membre de l'Institut ! — soit mal écrit : on doit même rendre à l'auteur cette justice qu'il est composé consciencieusement et parsemé de réflexions généralement judicieuses et toujours impartiales. Il faut néanmoins avouer qu'il est d'une lecture fatigante et attristante.

Fatigante, par sa longueur et sa monotonie. Près de 1000 pages in-octavo remplies des disputes de la royauté et surtout des régences avec les parlements, dans lesquelles se déroule toujours à peu près la même comédie, si c'en est une : une loi de finances promulguée par le gouvernement pour des motifs inavouables et souvent inavoués ; remontrances du Parlement, rejetées par le roi, réitérées par la Cour de justice, repoussées encore par le roi, et ainsi de suite, jusqu'à l'enregistrement final par un acte d'autorité arbitraire du roi. Et aussitôt qu'un différend est résolu, ou pour mieux dire tranché, un autre du même genre surgit et passe par la même filière.

Attristante, parce qu'on en arrive à se demander : « A quoi bon tout cela », et que l'on n'y voit pas d'issue, puisque la Révolution même, loin de modérer la voracité financière des gouvernants, n'a fait que l'exaspérer. Jamais les impôts et les dettes publiques n'ont suivi une progression aussi vertigineuse que depuis un siècle.

A part sa valeur historique, on ne voit guère de quelle utilité peut être l'histoire du rôle politique du Parlement. Il y a toujours combattu, il a toujours été vaincu.

A notre avis, elle ne peut guère servir qu'à confirmer les anarchistes dans leurs idées et à leur fournir des arguments pour en formuler d'autres. Je n'entends pas parler des anarchistes-communistes qui, en dépit du bon sens, considèrent le capital comme la source de tous les maux de la société, mais des anarchistes-philosophes, qui les attribuent aux gouvernements.

Il est naturel que ceux-ci se disent : si la société a pu vivre, tant bien que mal, malgré les exactions que les gouvernants ont toujours exercées sur elle, combien ne serait-elle pas plus prospère et plus heureuse, non pas si elle en changeait, mais si elle s'en passait. Quelle puissance au monde, naturelle ou surnaturelle, pourrait lui causer autant de tributs et de tribulations qu'elle en a subis de la part, non pas des rois, — les pauvres ! — mais des courtisans ?

ROUXEL.

I. — SAGGI CRITICI DI ECONOMIA POLITICA. (*Essais critiques d'économie politique*).

II. — SAGGIO SULLA TEORIA DELL'INTERESSE IN ECONOMIA E FINANZA. (*Essai sur la théorie de l'intérêt en économie et en finance*) par V. TANGORRA, 2 br. in-8°. Torino, Fratelli Bocca et Unione tipografica-editrice, 1904.

I. — Plusieurs de ces Essais critiques d'économie politique ont déjà vu le jour dans diverses revues italiennes. Dans le premier : *La sociologie et l'économie politique*, M. Tangorra démontre la nécessité de construire une science générale de la société, une sociologie ; il assure que l'économie politique n'est pas destinée à disparaître, comme quelques sociologues le prétendent, de l'arbre des sciences autonomes, pour naufrager dans la grande mer de la sociologie, mais qu'elle survivra comme branche, sinon comme tronc, de la science générale de la société. M. Tangorra trouve même que certains sociologues, et aussi les biologistes sont quelque peu ingrats envers la science économique, d'abord, parce qu'ils lui ont emprunté plusieurs de leurs principes ; ensuite, parce que les économistes sont les véritables pères spirituels des sociologues : les physiocrates et d'autres économistes ont été les premiers à faire des efforts pour fonder la science sociale.

Le second essai : *Des directions objectives en économie politique*, a pour objet de rendre justice aux deux écoles ou plutôt de les condamner toutes deux. « Les écoles, dit l'auteur, ont une vie précaire et n'expriment qu'un côté seulement de la vérité. » Le fait est que subjectivistes et objectivistes peuvent être assimilés à des pianistes qui ne voudraient jouer que l'une ou l'autre des portées d'une partition. Comme l'observe M. Tangorra, une recherche simplement objective des faits et des phénomènes économiques ne pourrait en être qu'une pure description, jamais une explication. Les économistes classiques ont joué leur partition des deux mains ; elle était sans doute moins savante que celle des modernes, mais tout le monde les comprenait, tandis qu'aujourd'hui... M. Tangorra soutient même que « les résultats

obtenus par les modernes subjectivistes sont loin de pouvoir soutenir la comparaison avec l'édifice scientifique vraiment grandiose élevé par leurs prédécesseurs. »

La théorie de la surproduction dans Giammaria Ortes est analysée dans le troisième essai. Jean Marie Ortès est le premier économiste connu jusqu'à ce jour qui ait examiné la question de la surproduction, il y a environ un siècle, et il a conclu dans le sens de l'impossibilité de ce phénomène. « Il y a, dit Ortès, une quantité d'indices évidents d'une conduite générale par laquelle on tend à ne pas produire plus de biens que ceux qui suffisent aux besoins précis de la nation, sans qu'il reste pour ainsi dire un grain de mil dont on ne sache que faire. »

C'est là une tendance, il est vrai, mais, si c'était la seule tendance de la nature humaine, il n'y aurait jamais eu de progrès. Les hommes pourvoient à leurs besoins présents, mais ils peuvent aussi prévoir leurs besoins futurs et, dans cette vue, surproduire. L'excès de prévoyance peut donc déterminer une surproduction au moins partielle. Elle peut encore être provoquée et l'est à chaque instant par l'intervention des gouvernements dans le domaine économique. La question est donc loin d'être aussi simple. En économie *pure* et dans l'hypothèse que l'homme est un édoniste parfait, il est certain que la surproduction, même partielle, est impossible, mais l'économie pure repose sur une pure hypothèse.

M. Tangorra soutient avec raison, à ce sujet, que l'argent ne peut être cause de crise, comme quelques-uns le prétendent, et qu'il y a toujours un vice de production à la racine de toute crise de production; les phénomènes de la circulation ne servent qu'à masquer la véritable origine et le siège effectif du mal.

Les autres *essais* publiés par M. Tangorra sont : *Le penser économique de Machiavel* et les doctrines économiques de Ferrara. Les opinions économiques de Machiavel n'ont qu'une valeur assez médiocre; elles sont, en général, celles de l'époque; mais celles de Ferrara sont très dignes d'attention. Cet auteur n'est pas aussi connu qu'il le mérite, même en Italie, où l'on admire un peu trop les écoles allemandes, à plus forte raison à l'étranger. Je voudrais relever l'attaque que M. Tangorra dirige contre Bastiat, page 216, et montrer qu'il ne faut pas confondre l'harmonie des intérêts avec leur identité, pas plus qu'on ne confond l'accord avec l'unisson. J'ajouterais même qu'on pourrait aller plus loin que Bastiat dans le sens de l'harmonie, au lieu de rétrograder. Mais cela nous mènerait trop loin.

II. — *En économie, l'essai sur la théorie de l'intérêt* est un bon petit résumé de la matière. L'auteur, après un chapitre sur les généralités,

cettes ; la quatrième, de l'organisation économique de l'Espagne et un appendice traite des finances des provinces et des municipales.

Nous ne remonterons pas ici à la domination romaine, mais nous emprunterons à M. Hurtado quelques chiffres sur les dépenses publiques en Espagne, de 1600 à nos jours. En 1600, ces dépenses se bornaient à 33.105.187 pesetas. Elles progressent assez lentement jusqu'à 94.479.600 en 1755, et sautent bientôt à 215.292.934 en 1788, et à 682.479.792 en 1798. Elles redescendent ensuite, puis elles remontent, atteignent 748.040.682 en 1870-1871, et arrivent à 904.623.253 en 1901.

M. Hurtado trouve que ce chiffre est beaucoup trop élevé, étant donné l'état de la fortune publique en Espagne. Cela indique que l'action officielle est plus étendue que ne le permettent les bons principes d'organisation sociale. Nous sommes, dit M. Hurtado, plus enclins à *demandar* qu'à *faire*. Cette tendance est la cause de l'extension des fonctions et devoirs de l'Etat et, par conséquent, des dépenses publiques. « Les traditions de notre organisation sociale, à partir de l'époque moderne, sont toutes contraires à l'action et à la liberté privée. »

Il est donc urgent de réformer les finances publiques et, tout d'abord, de modifier les esprits et les cœurs. Cette dernière réforme ne peut évidemment rentrer dans le plan d'un traité des finances, et l'auteur se borne à la première, mais il s'ape ferme dans les frondaisons budgétaires. Pour réaliser les réformes exposées dans la vie économique de l'Etat, il serait nécessaire, dit M. Hurtado, de changer de fond en comble le système de notre organisation politique, et de faire table rase de tout ce qui existe ; mais comme personne ne peut proposer un tel bouleversement et ne serait capable de l'exécuter, il faut tenir compte de la réalité, et se contenter d'améliorations partielles et progressives, mais les poursuivre avec persévérance.

Les réformes proposées par M. Hurtado sont nombreuses et heurtent beaucoup d'intérêts ; en voici quelques-unes : réduire les dépenses publiques, ou au moins les retenir dans leurs limites actuelles ; augmenter les recettes de l'Etat, afin d'équilibrer et d'éviter de nombreux déficits ; obtenir un *superavit* qui permette de liquider les obligations pressantes et d'amortir la dette.

La première de ces réformes est la plus désirable et serait la plus efficace pour préparer les autres. Mais, hélas ! en Espagne comme ailleurs, on en parlera longtemps.

ROUXEL.

I. LA POLITICA DOGANALE (*La politique douanière*).

II. SULL' ACQUISTO DELLA GALLERIA BORGHESI (*Sur l'acquisition de la Galerie Borghèse*). Discours prononcés à la Chambre des Députés par GIACINTO FRASCARA, 2 broch. in-8°. Roma, 1901.

I. Les traités de 1887 n'ont pas donné les résultats qu'on espérait et ils en ont produit qu'on n'attendait pas. En 1886, l'exportation totale de l'Italie était de 753 millions, dont 475 pour la France et 290 pour l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse. En 1896, les exportations ne sont plus que de 604 millions : 153 avec la France et 451 avec l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse. Ces traités ont donc été profitables dans les rapports de l'Italie avec ces trois derniers pays, mais il n'y a pas compensation avec la perte subie par suite de la rupture du traité avec la France. Ces traités ont eu un autre résultat non moins fâcheux : avant 1887, les capitaux français affluaient en Italie et favorisaient le développement de ses voies de communication, de son industrie, de son commerce ; la rupture des rapports avec la France a produit un resserrement énorme des capitaux en Italie, d'où sont provenues des crises douloureuses.

Si, du moins, le peu de capitaux dont on disposait avait reçu un bon emploi ; mais non : on s'est lancé dans l'*affairisme*, dans la politique coloniale, etc. M. Frascara montre qu'il n'y a pas grand'chose de bon à faire pour les Italiens en Afrique, et qu'il serait plus avantageux pour eux d'irriguer les zones de leur pays qui en ont besoin et qui ne demandent que cela pour devenir fécondes, que d'entreprendre l'irrigation du désert de Gobi. Le temps est passé, dit M. Frascara, des conquêtes militaires ; il faut songer aux conquêtes économiques. Pour cela, il faut que le problème des traités de commerce soit étudié à fond dans ses grandes lignes, qui n'ont pas seulement pour limites tel ou tel Etat, mais le monde entier. « Au milieu de tout ce tumulte babélique de fausses théories et de buts égoïstes, que l'Italie soutienne et défende le nouvel ordre du jour de l'humanité. Celui qui consiste non à se dépouiller entre Etats et entre peuples par le protectionnisme, par les guerres, les monopoles, l'*affairisme* industriel et politiquant ; l'ordre du jour du travail libre et de la libre jouissance du fruit de son propre travail. »

II. Il est question en Italie de faire acheter par l'Etat la Galerie et le Musée Borghèse. Une proposition de loi a été déposée dans ce but. Tout en reconnaissant que le projet de loi n'est pas parfait, M. Frascara se prononce en principe pour la dite acquisition. Les raisons présentées par l'honorable député ne nous paraissent pas convaincantes. Aucune nation ne peut compter se réserver le monopole de l'art ; s'opposer à

la sortie de ce genre de produits serait d'ailleurs un mauvais moyen de conserver ce monopole, si on le tenait, car cela obligerait les autres pays à se créer aussi leur art, tout en empêchant les artistes indigènes de tirer profit de leurs travaux et par conséquent de continuer à produire. Si les produits de l'art italien sont achetés par les étrangers, ils sont payés, et c'est un encouragement donné aux artistes italiens pour en produire d'autres.

Les galeries et musées, dit-on, attirent en Italie les étrangers qui y dépensent leur argent et font aller le commerce. Il ne manque pas d'autres moyens de gagner autant et plus d'argent, si c'est à cela qu'on tient. Ce projet de loi ne nous paraît donc justifié à aucun point de vue, surtout pour l'Italie qui n'est déjà pas trop riche.

Une chose intéressera pourtant les lecteurs dans le Discours de M. Frascara ; les renseignements qu'il donne sur les interdictions d'exporter les objets d'art italiens et la contrebande qui s'en est suivie. Qui sait si l'Etat, devenu propriétaire de la Galerie Borghèse et se trouvant à court d'argent, n'exportera pas lui-même quelques fragments de ce trésor auquel on paraît tenir si àprement ?

ROCHEL.

— — —

émotion douloureuse. C'est qu'en dépit des nationalistes et des jingoïstes, toutes les nations forment aujourd'hui une vaste communauté dans laquelle la solidarité croissante des intérêts, née de l'échange des produits et des services, efface chaque jour les vieilles haines, engendrées par l'état de guerre. Le mot de Tércence : « Je suis homme et rien d'humain ne m'est étranger », a cessé d'être une fiction de poète pour devenir une vérité pratique.

Comme dans le théâtre de Shakespeare, la note comique n'a pas manqué à cette lamentable tragédie, et c'est l'administration qui s'est chargée de l'y mettre. Une commission officielle a démontré, en six points, la veille de la catastrophe, que la population n'avait absolument rien à craindre des menaces terrifiantes du volcan. La population s'est rassurée, et on sait trop ce que lui a coûté sa vieille foi dans l'infailibilité de l'Etat et des commissions.



La guerre du Transvaal vient heureusement de prendre fin après avoir duré deux ans et sept mois, et coûté à l'Angleterre, avec une perte de plus de 100.000 hommes tués ou blessés, une somme d'environ 6 milliards de francs (5.574 millions au 31 mars dernier). Cette guerre a été causée par l'entêtement des politiciens boers à refuser aux exploitants des mines quelques garanties électorales, d'ailleurs parfaitement insignifiantes. Peut-être les politiciens anglais auraient-ils pu l'éviter, en montrant un peu plus de patience et un peu moins de raideur. Mais, comme le remarquait le bon abbé de Saint-Pierre, la guerre ne prive pas d'un seul plat de leur table ceux qui ont le pouvoir de la déclarer. C'est à ceux qui la paient de leur sang et de leur argent à veiller à ce qu'on ne la déclare pas à la légère.



Comme nous le remarquions dans notre dernière chronique, le Congo français a été partagé à l'instar du Congo belge, entre une série de compagnies privilégiées auxquelles l'Etat a confié le droit exclusif d'exploiter et de vendre le caoutchouc, l'ivoire et les autres produits de leurs domaines. Ces produits, elles obligent les nègres à leur en fournir une quantité et à un prix qu'elles fixent elles-mêmes. Lorsque les nègres du Congo belge ne sont pas contents,

l'Etat se charge de les mettre à la raison, et de corriger *manu militari* ce que l'*Essor économique* appelle leur paresse invétérée. Dans le Congo français, l'établissement de ce régime a rencontré un premier obstacle dans l'insuffisance de la force publique, et un second dans les réclamations des négociants anglais et hollandais auxquels les nègres vendaient, à un prix librement débattu, les produits qu'ils récoltaient malgré leur paresse invétérée. Les Compagnies ont réclamé l'augmentation de la force publique et elles ont fait saisir les produits achetés par les maisons engagées dans le commerce du Congo. Celles-ci ont protesté, et voici la conclusion d'une note qu'a publiée à ce sujet le ministre des Colonies.

Jamais, à la condition de respecter les droits reconnus aux Sociétés concessionnaires, le gouvernement français n'a interdit aux maisons étrangères établies au Congo le libre exercice de leurs transactions. »

Ce qui signifie en d'autres termes, que le commerce est libre au Congo, à la condition que les produits qui font l'objet de ce commerce soient achetés et vendus par les Compagnies auxquelles l'Etat en a concédé le monopole. C'est une manière *modern style* de comprendre la liberté du commerce.

Il y a donc apparence que la liberté du commerce ne tardera pas à fleurir avec la liberté du travail au Congo français, comme elle fleurit dans l'Etat indépendant du Congo. Et n'oublions pas que les gouvernements civilisés se sont partagé l'Afrique, principalement dans l'intention philanthropique d'abolir l'esclavage des nègres.

*
* *

Le commerce entre la France et l'Angleterre s'est élevé, en 1901, à 1.931 600.000 francs dont 667,4 pour les importations d'Angleterre en France, et 1.264,2 pour les exportations. C'est près du quart de notre commerce total (8.880,7). Une guerre entre les deux pays priverait donc de leurs débouchés, et par conséquent de leurs moyens d'existence, plusieurs millions d'industriels, d'agriculteurs et d'ouvriers. Ce serait la plus désastreuse des calamités. Cependant, sans parler des excitations des nationalistes et des jingoïstes, qui ne sont pour la plupart ni des industriels ni des agriculteurs ni des ouvriers, les deux nations sont exposées, à cause même de leur voisinage et de l'importance de leurs relations

d'affaires, à d'inévitables conflits d'intérêts. Ces conflits, un ancien président de la Chambre de commerce britannique de Paris, M. Barclay, a proposé de les résoudre par un procédé plus conforme que la guerre à l'état général de la civilisation et à l'état particulier des intérêts communs aux deux pays, savoir par la conclusion d'un traité permanent d'arbitrage. La Chambre de commerce de Calais a donné son adhésion à la proposition de M. Barclay en votant la résolution suivante :

Considérant que, depuis de nombreuses années, la France et l'Angleterre entretiennent des relations commerciales et d'amitié qu'il convient de conserver avec un soin jaloux dans l'intérêt même des deux pays ;

Considérant que, pour ce faire, il est utile de rechercher tous les moyens possibles permettant d'écarter toutes les occasions de conflit, si minimes soient-elles, qui seraient susceptibles de troubler en quoi que ce soit la bonne harmonie qui règne à cet égard entre les deux nations ;

Considérant que le projet d'arbitrage permanent dont M. Barclay, ex-président de la Chambre de commerce britannique de Paris, s'est constitué le promoteur convaincu, répond entièrement à ce but ;

Considérant que ce projet paraît présenter les garanties les meilleures de succès, à tous les égards ;

Qu'il est, en effet, basé sur une tentative de même nature, à la suite de laquelle un traité d'arbitrage anglo-américain fut étudié, avec le soin le plus minutieux et la bonne foi la plus évidente, par des personnalités dont la haute compétence ne saurait être mise en doute ;

Considérant que le projet en question a reçu l'accueil le plus sympathique et les adhésions les plus chaleureuses des deux côtés du détroit, et qu'il est permis de croire que les deux gouvernements amis, cédant de la façon la plus opportune à la pression irrésistible de l'opinion publique, s'empresseront de profiter de l'occasion qui leur est offerte de franchir une des plus fécondes étapes d'acheminement vers la paix entre les nations civilisées,

Déclare se rallier avec la plus vive énergie au projet de traité d'arbitrage permanent entre la Grande-Bretagne et la France, et émet le vœu que ce projet soit réalisé le plus tôt qu'il sera possible, pour le maintien et le développement des relations amicales entre les deux pays.

Pour extrait conforme :

Le président, AD. DARQUER.

Elles veulent s'emparer de la fourniture du gaz, de l'électricité, de l'eau, des transports urbains, etc., etc. Leurs capacités industrielles sont-elles au niveau de leurs ambitions ? Écoutons sur ce point un « bourgmestre en fonctions » qui fait ses confidences à *l'Écho de l'industrie* :

J'ai l'honneur, dit-il, de connaître bon nombre de conseillers de nos grandes villes belges. Pas dix sur cent ne seraient capables de remplir seulement les fonctions de commissaire dans la plus minime société anonyme !

Et ce sont ces hommes-là dont on voudrait faire des administrateurs d'entreprises importantes, à qui l'on confierait la gestion d'affaires de plusieurs millions.

Nous n'avons déjà que trop d'entreprises exploitées par la régie communale. S'il en est dans le nombre qui réussissent, nous ne saurons jamais combien il en est qui végètent, combien qui ne continuent à fonctionner *que parce que l'indémêlable complication budgétaire cache les déficits*.

.

Messieurs les conseillers communaux s'occupent très énergiquement des nominations à faire dans tous ces services publics.

Est-ce pour dénicher *the right man* ?

Oh ! que non pas. Avec la meilleure volonté du monde, ils ne pourraient, du reste, que se déclarer incompétents.

Non, c'est pour faire choisir leurs amis politiques, pour caser ceux-ci dans une grasse sinécure.

La régie municipale chez nous, c'est presque toujours la fabrication des... fromages.

Et ce n'est pas en Belgique seulement que les rats municipaux ont du goût pour les fromages.

*
* *

Les syndicats qui sont en voie d'accaparer en Allemagne les mines et la métallurgie viennent de se réunir pour organiser une fédération, destinée, d'une part, à fixer les prix sur le marché intérieur, en les élevant, bien entendu, au-dessus du taux de la concurrence, d'une autre part, à développer l'exportation au moyen de primes fournies par la fédération. Grâce à ces primes, les produits des mines et de la métallurgie allemandes pourront être vendus sur les marchés étrangers à un prix défiant toute concurrence.

C'est une combinaison analogue à celle qui a été imaginée par le trust américain du fer et de l'acier. Elle est le dernier cri du protectionnisme. Seulement, il reste à savoir si les industriels qui consomment les produits des mines et de la métallurgie consentiront longtemps à faire les frais de ces primes, dont profiteront les constructeurs de machines, les fabricants de quincaillerie, etc., de l'étranger. Peut-être finiront-ils par se lasser d'un système de protection qui subventionne à leurs dépens le travail national de leurs concurrents anglais, américains et autres.

* *

D'après une statistique publiée par le *Journal officiel*, il existait, dans le monde entier, à la fin de 1900, 790.570 kilomètres de chemins de fer, ainsi répartis : Europe, 283.524, Amérique, 402.703, Afrique 18.467, Asie, 60.725, Océanie, 25.151. C'est le 15 septembre 1830 que s'est ouverte de Manchester à Liverpool, la première ligne de chemin de fer à trains rapides. Depuis cette époque, la progression a été la suivante :

Kilomètres	Année
195.....	1830
38.592.....	1850
206.651.....	1870
370.978.....	1880
790.570.....	1900

Dans son *rapport général au Congrès international des valeurs mobilières* M. Neymarck a évalué à 197 milliards le coût de cet instrument perfectionné de circulation. Mais c'est pour le moins au décuple de cette somme que l'on peut évaluer la masse de richesse dont il a provoqué la création.

Avons nous besoin d'ajouter qu'en aplanissant l'obstacle des distances, et en agrandissant ainsi progressivement les marchés, les chemins de fer ont été les auxiliaires les plus efficaces du libre-échange.

* *

Les journaux américains nous apprennent qu'une des notabilités des trusts, M. Rockefeller, préside des conférences religieuses dans lesquelles il les recommande comme des œuvres de

la Providence divine. A ses yeux l'Eglise elle-même n'est autre chose qu'un trust.

L'Eglise du Seigneur, dit-il, est comme un trust ; ô mes frères, tâchez d'en prendre des parts d'actions et de devenir membres de cette Eglise au lieu de faire à votre risque personnel l'agiotage de votre salut.

Mais il reste à savoir si le trust de l'Eglise du Seigneur offre des garanties plus certaines que le trust de l'acier, du sucre ou du pétrole. La Providence divine se chargera-t-elle d'assurer le salut des actionnaires contre les risques d'un krack ?

G. DE M.

Paris, 14 juin 1902.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Les finances du Consulat, par RENÉ STOURN, membre de l'Institut. 1 vol. in-8° de 363 pages. Prix 7 fr. 50, 1902, Paris, Guillaumin et Cie.

La France dans la Méditerranée. Le commerce français dans le Levant, par ALFRED MARTINEAU, gouverneur des Colonies. Paris, Guillaumin et Cie, 1902, 1 vol. in-8°, 557 pages. Prix 12 francs.

Les lois de la population en France, par G. CAUDEBLIER, ingénieur, avec une préface par E. LEVASSEUR, membre de l'Institut, 1 vol. gr. in-8, 184 pages avec Atlas de Démographie statique et dynamique de 272 planches. Prix 20 francs, 1902. Paris, Guillaumin et Cie.

L'année Sociologique publiée sous la direction de EMILE DURKHEIM, cinquième année 1900-1901. 1902, 1 vol. in-8, 634 pages. Prix 10 francs.

Les associations agricoles dans les pays de langue flamande de France et de Belgique par JOSEPH GORET, 1 vol. gr. in-8°, 386 pages. 1902. Prix 7 fr. Paris, Arthur Rousseau.

Les charbons américains, production et prix. Havage et roulage mécaniques par Ed. LOZÉ, 2^e édition, 1 vol. gr. in-8, 150 pages, 1902. Paris, Vve Ch. Dunod.

De l'Évolution de la responsabilité civile en matière d'accidents du travail, par JOSEPH DOUYER, 1 vol. gr. in-8, 222 pages, 1902, Paris, Giard et Brière.

La crise de la science politique et le problème de la méthode, par MAURICE DESLANDES, précédé d'une préface de M. F. LARUANDIE, 1 vol. gr. in-8, 264 pages. Prix 6 francs, 1902. Paris, Chevalier Marescq et Cie.

Annales de l'Institut international de sociologie, publié sous la direction de M. RENÉ WORMS, tome VIII^e, 1900-1901, in-8, 1902. Prix 7 fr. Paris, Giard et Brière.

Comptabilité analytique, par J. MARCHAL, un vol. in-8° 92 pages. Prix 3 fr.

De la nature du Contrat entre ouvrier et entrepreneur, étude critique de droit économique par EMILE CHATELAIN, 1 vol. 8, 83 pages, 1902. Paris, Félix Alcan.

Mémoire et observations présentés par les propriétaires de Houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés le 6 novembre

1901, au sujet de la proposition de loi tendant à réduire à huit heures la durée de présence des ouvriers dans les mines, broch. in-4°, 81 pages, 1902. Paris. Comité des Houillères de France.

Frédéric Passy à Bordeaux, 1902. Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, br. in-8°, 28 pages.

La vérité sur l'Indo-Chine (la situation en mars 1902, par EUGÈNE LUNG, 1902. Paris imprimerie Mercadier, br. in-18, 32 pages.

La population, par ALFRED DES CILLEULS, 1 vol. in-18, 1902, 266 pages. Prix 2 francs. Paris, Lecoffre.

Mendiants et vagabonds, par LOUIS RIVIÈRE. Paris, Lecoffre 1902, 1 vol. in-18, 239 pages. Prix 2 francs.

La Petite industrie contemporaine, par VICTOR BRANTS. Paris, Lecoffre, 1902, 1 vol. in-18, 227 pages. Prix 2 francs.

Quand les peuples se relèvent, par HENRI MAZEL, Paris, Perrin et Cie 1902, 1 vol. in-18, 355 pages.

Loi sur la Protection de la Santé publique. (Loi du 15 février 1902). Travaux législatifs, guide pratique et commentaire, par PAUL STRAUSS et ALFRED FILLASSIER. Paris, Jules Roussel, 1902, 1 vol. in-18, 36 pages. Prix 6 francs.

Annuaire du Parlement 4^e année, nouvelle série par SAMUEL et BONET-MAURY, Paris, Georges Roustan, 1902, 1 vol. in-18, 1130 pages. Prix 6 francs.

Observations sur le développement de l'enfant, petit guide d'anthropométrie familiale et scolaire, par GABRIEL GIROUD, préface de M. EMILE DUCLAUX. Paris, Schleicher frères 1902, 1 vol. in-18.

Dix années de politique coloniale, par J. CHAILLEY-BERT, Paris, Armand Colin, 1902 1 vol. in-18 174 pages. Prix 2 francs.

Syndicats ouvriers, fédérations. Bourses du travail, par LÉON DE SEILHAC, Paris. Armand Colin, 1902, 1 vol. in-18, 341 pages.

La Comédie italienne en France et le théâtre de la foire. par A. M. BERNARDIN. Paris, édition de la *Revue Bleue*, 1902, 1 vol. in-18, 235 pages. Prix 2 fr. 50.

Studi sugli effetti delle importe, contributo allo studio dei problemi tributari municipali, par LUIGI EINAUDI, Torino, fratelli Bocca, 1902, in-vol. gr. in-8, 288 pages. Prix 6 francs

L'Anarchia dal punto di vista antropologico e sociale par RAFFAELE PERRONE CAPANO. Napoli dizione della *Rassegna Italiana*, 1901, br. gr. in-8, 114 pages. Prix 2 fr. 50.

La Giustizia e la morale secondo filosofi ed i giuristi di GIORGIO LANDATI, Trani V. Vechi, 1902, br. in-8°, 90 pages.

Municipalizzazione dei pubblici servizi, par G. MONTEMARTINI, Milano, società editrice libraria, 1902. 1 vol. gr. in-8. 450 pages.

Monographia da associaçao de soccorros mutuos de empregados no commercio de Lisboa. Trinta annos depois, 1872-1902. Lisboa imprensa de Libanio da Silva, 1902, 1 vol. in-8°, 138 pages.

A Magyar Czukoripar fejlædése adalek a mezogardasagi ipar multja, Jelene es Jovojéher vita Wiener Moszko, il Kotet a Magyar Czukoripar jelene es Jovoje. Budapest Politzer Zsigmond es fia Bizonmonya. 2 vol. gr. in-8. 1902, 1963 pages.

New-York state Library. Bulletin 72, mars 1902. Législation 16. Review of legislation 1901-1902. Albany, University of the state of New-York, 1 vol. in-8 de 248 pages.

New-York state Library. Bulletin n° 69, december 1901. Législation 15 Comparative summary and index of législation in 1901-1901. Albany University of the state of New-York.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME L

N° 1. — Avril 1902.

I. L'IMPÔT PROGRESSIF ET L'IMPÔT ARBITRAIRE EN 1793, par M. CH. GOMEL	3
II. L'ACTE TORRENS AUX DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES DE L'ALGÉRIE, par M. D. PEYROT	18
III. LE MOUVEMENT FINANCIER ET COMMERCIAL, par M. MAURICE ZABLET.	33
IV. REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. EMILE MACQUART	48
V. LETTRE DES ÉTATS-UNIS, par M. GEORGES NESTLER TRICOCHÉ....	75
VI. LA DÉCADENCE DU PROTECTIONNISME AUX ÉTATS-UNIS	90
VII. UNE ÉMULE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut	93
VIII. ADRESSE DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA FÉDÉRATION LIBRE-ÉCHANGISTE INTERNATIONALE AUX ÉLECTEURS	95
IX. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (mars 1902)	100
II. Brest port-franc	102
X. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE (réunion du 5 avril 1902). — DISCUSSION : Les primes à l'exportation ne constituent-elles pas un acte international de concurrence déloyale ? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.	104
XI. COMPTES RENDUS : <i>Les Républiques parlementaires</i> , par MM. ALBERT SOUBIES et ERNEST CARETTE. — <i>L'Évolution de la vie</i> , par M. le Dr LALOY. Comptes rendus par M. EMILE MACQUART	119
<i>Études sur la récente politique commerciale de l'Allemagne.</i> Compte rendu par M. E. CASTELOT	124
<i>Pour la Vie</i> , par Mme ALEXANDRA MYRIAL. — <i>Le caractère et la méthode logique de l'économie politique</i> , par M. J.-E. CAIRNES. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET	126
<i>Chine ancienne et nouvelle. Impressions et réflexions</i> , par M. G. WEULERSSE. Compte rendu par M. LR	129
<i>Exposé de la situation générale de l'Algérie. Procès-verbaux des délibérations du Conseil supérieur du gouvernement.</i> Compte rendu par M. EUGÈNE ROCHETIN	133

<i>Encyclopédie scientifique des aide-mémoire. La betterave à sucre</i> , par M. L. MALPEAUX. Compte rendu par M. G. FOUQUET.....	281
<i>Académie des Sciences. Lettres et Beaux-Arts de Marseille. Discours de réception de M. Edmond Barthelet. — Les Elections en Europe à la fin du XIX^e siècle</i> , par M. LEFÈVRE-PONTALIS. — <i>Les colonies pendant la Révolution</i> , par M. LÉON DESCHAMPS. Comptes rendus par M. EMILE MACQUART.	284
<i>L'admission temporaire des blés et les bons d'importation en France et en Allemagne</i> , par M. RIEUL-PAISANT. — <i>Mes tournées commerciales aux pays scandinaves</i> , par M. PROSPER RAMON. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.	288
<i>Le développement économique de la Russie</i> , par M. MACHAT. Compte rendu par M. A. C.....	291
<i>La Chine contre l'étranger. Les Boxeurs</i> , par M. le Baron d'ANTHOUPARD. — <i>Le Vanillier. Sa culture. Préparation et commerce de la vanille</i> , par M. HENRI LECOMTE. Comptes rendus par M. LR... ..	293
<i>Principes d'économie politique</i> , par M. J. SHIELD NICHOLSON. — <i>L'Allemagne en 1848. Karl Marx devant les jurés de Cologne. Révélation sur le procès des Communistes</i> , par M. KARL MARX. Comptes rendus par H. BOUET.....	297
<i>Le Marquis de Mirabeau (L'ami des hommes). Ses théories politiques et économiques</i> , par M. HENRI RIPERT. — <i>Actes de l'Académie royale des sciences morales et politiques de Naples</i> . Comptes rendus par M. ROUXEL.....	301
XI. CHRONIQUE : La Chambre nouvelle. — L'héritage de la Commission des douanes. — L'esclavage moralisateur et civilisateur au Congo français. — Le budget anglais et le droit sur les blés. — Le trust de l'Océan. — La révolution anti-protectionniste aux Etats-Unis. — Une conséquence de la victoire des agrariens en Suisse.—Conférences et 80^e anniversaire de M. Frédéric Passy. — M. Guillaume Fouquet. Compte rendu par M. G. de MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	308
XII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	318

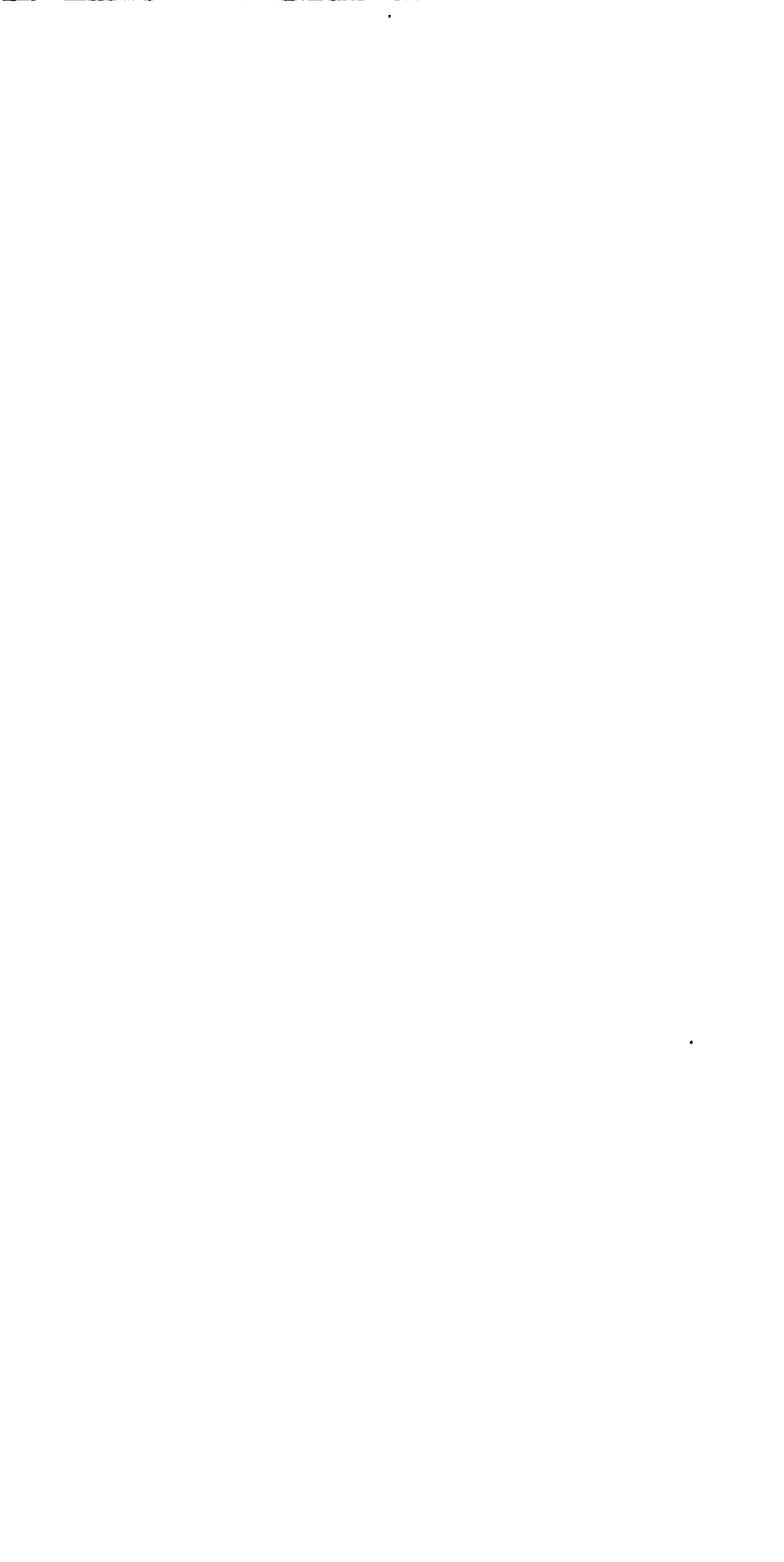
N^o 3. — Juin 1902.

I. NOUVEL EXAMEN DU PROTECTIONNISME , par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	321
II. MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL , par M. DANIEL BELLET.	342
III. REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES , (du 16 février au 15 mai 1902), par M. J. LEFORT.....	357
IV. TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE , par M. ROUXEL.....	370
V. UN NOUVEAU ROUAGE FINANCIER AUX ETATS-UNIS , par M. GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.....	380
VI. LE CONGRÈS PAN-AMÉRICAIN DE MEXICO , par M. J. CH. DE T.....	387

TABLE DES MATIÈRES

479

VII. LA CHARITÉ A LA MÉCANIQUE, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	392
VIII. LE DROIT SUR LES BLÉS EN ANGLETERRE ET LA FÉDÉRATION LIBRE-ÉCHANGISTE INTERNATIONALE.....	394
IX. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (mai 1902).....	397
II. La journée de travail aux Etats-Unis.....	398
III. La durée légale du travail des femmes et des enfants....	399
IV. L'âge d'admission au travail.....	400
X. SOCIÉTÉ D'ECONOMIE POLITIQUE (réunion du 5 juin 1902). — Célébration du quatre-vingtième anniversaire de M. Frédéric Passy, président de la Société. — Hommage à MM. G. de Molinari et Cl. Juglar, vice-présidents de la Société, dont ils font partie depuis cinquante ans. — DISCUSSION : Le change espagnol. Examen des divers moyens proposés pour y remédier. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	401
XI. COMPTES RENDUS : <i>Les finances du Consulat</i> , par M. RENÉ STOURM, membre de l'Institut. Compte rendu par M. R. Y. L.	418
<i>Pasicrisie internationale ou histoire documentaire des arbitrages internationaux</i> . Compte rendu par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut	420
<i>La Finlande, économie publique et privée</i> , par M. N.-C. FREDERIKSEN. — <i>Etudes historiques et sociologiques</i> , par M. Jules VIEUJAN. — <i>Les colonies anglaises</i> , par M. G. CHEVILLIARD. — <i>Les leçons de la mortalité et de la morbidité</i> , par M. HARALD WESTERGAARD. — <i>Essai sur le mouvement social et intellectuel en France depuis 1789</i> , par M. T. CERFBERR. Comptes rendus par M. EMILE MACQUART.....	421
<i>Une saison en Nouvelle-Zélande</i> , par M. GASTON DE SÉGUR. Compte rendu par M. LR.....	431
<i>L'Australie nouvelle et son avenir</i> , par M. LOUIS VOSSION. — <i>Un peu d'ordre dans les idées</i> , par M. PAUL AUBRAY. — <i>Traité des opérations de Bourse et de Change</i> , par M. ALPH. COURTOIS. — <i>Traité pratique de législation anglaise sur les sociétés anonymes, Limited</i> , par M. E. DESTRUELS. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	434
<i>Les lois de protection ouvrière dans les Etats européens</i> , par M. J. VAN ZANTEN. — <i>L'Allemagne et le marché du monde</i> , par M. JULIUS WOLF. — <i>Le socialisme et la législation de protection ouvrière</i> , par M. MAX BUCHLER. — <i>Etudes sur la politique commerciale contemporaine de l'Allemagne</i> . Comptes rendus par M. E. CASTELOT.....	439
<i>Entretiens socialistes</i> , par M. LUCIEN DESLINIÈRES. — <i>Les Congrès ouvriers en France (1876-1897)</i> , par M. LÉON DE SEILHAC. — <i>La réorganisation de la Géorgie</i> , par M. EDWIN WOOLLEY. — <i>Le loyalisme à New-York pendant la Révolution américaine</i> , par M. ALEXANDRE CLARENCE FLICK. — <i>Théorie économique du risque et de l'assurance</i> , par M. ALLAN H. WILLETT. — <i>Second extrait des statistiques du travail à l'étranger</i> . — <i>Rapport de l'Office du Travail sur les Trade-Unions en 1900</i> . — <i>Rapport sur les Sociétés coopératives d'ouvriers du Royaume-Uni</i> . — <i>Etudes socialistes</i> , par M. J. JAURÈS. Comptes rendus par H. BOUET.....	442





1

2

3

4

5

6

